

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLES DU SÉNAT

Tables des débats

(table nominative)

Année 2021

Tome I – Volume 1/2

ÉTABLIES PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
mél. archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

Clôture de la session ordinaire 2020-2021	30 juin 2021
Ouverture de la première session extraordinaire	1 ^{er} juillet 2021
Clôture de la première session extraordinaire	25 juillet 2021
Ouverture de la deuxième session extraordinaire.....	7 septembre 2021
Clôture de la deuxième session extraordinaire.....	9 septembre 2021
Ouverture de la troisième session extraordinaire	20 septembre 2021
Clôture de la troisième session extraordinaire	30 septembre 2021
Élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France : série 2, renouvellement décalé en raison du contexte sanitaire	26 septembre 2021
Ouverture de la session ordinaire 2021-2022.....	5 octobre 2021

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT	XI
TABLE NOMINATIVE 2021 – DÉBATS DU SÉNAT	1
INDEX DES NOMS	585

AVERTISSEMENT

Les Tables du Sénat se composent de trois tomes distincts respectivement consacrés à la table nominative, à la table thématique et à la composition et aux activités des organes du Sénat.

La *table nominative* (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement.

Depuis le 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la table nominative.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus des débats/Indexation des débats par thème et nom de sénateur ou rubrique Connaître le Sénat/Rôle et fonctionnement/Les documents de référence : Les informations parlementaires/Composition et activités du Sénat) ;
- et par extraits sur la fiche de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Sénateurs ; sélectionner une fiche et cliquer sur l'année dans Extrait de la table nominative).

La *table thématique* (tome II) fournit une présentation par thème des débats qui se sont déroulés au Sénat au cours de l'année. Elle récapitule également les questions, les déclarations du Gouvernement, les allocutions, communications, éloges funèbres et souhaits de bienvenue prononcés ainsi que les motions de procédure examinées.

Le volume *Composition et activités des organes du Sénat* (tome III) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets*.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE.....	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
GEST.....	Groupe écologiste - Solidarité et territoires
LaREM.....	Groupe La République en marche
puis RDPI.....	Groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (<i>à/c de début octobre 2020</i>)
Les indépendants, INDEP.....	Groupe Les Indépendants - République et territoires
LR.....	Groupe Les Républicains
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
SOCR.....	Groupe socialiste et républicain
puis SER.....	Groupe socialiste, écologiste et républicain (<i>à/c de début octobre 2020</i>)
UC.....	Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A.....	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Commission spéciale :

Commission spéciale sur la bioéthique : commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique

Commissions d'enquête :

Commission d'enquête Hôpital : commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France

Commission d'enquête Cabinets de conseil : commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques

Commission d'enquête Concentration dans les médias : commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie »

Mission commune d'information :

Mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement : mission commune d'information destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités

Missions d'information :

Mission d'information Conditions de la vie étudiante : mission d'information sur les conditions de la vie étudiante en France

Mission d'information Culture citoyenne : mission d'information sur le thème « Comment redynamiser la culture citoyenne ? »

Mission d'information Égalité des chances : mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse

Mission d'information Enseignement agricole : mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires

Mission d'information Harcèlement scolaire et le cyberharcèlement : mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement

Mission d'information Influences étatiques extra-européennes : mission d'information sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences

Mission d'information Judiciarisation : mission d'information sur le thème « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'état de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? »

Mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation : mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français

Mission d'information Méthanisation : mission d'information sur la méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts

Mission d'information Sécurité sociale écologique : mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI^e siècle »

Mission d'information Ubérisation : mission d'information sur le thème « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? »

Listes des sénateurs par département au 31 décembre 2021

1. Départements métropolitains

	Département	Nombre de sièges	Noms
01	AIN	3	Florence Blatrix Contat Patrick Chaize Sylvie Goy-Chavent
02	AISNE	3	Pascale Gruny Antoine Lefèvre Pierre-Jean Verzelen
03	ALLIER	2	Claude Malhuret Bruno Rojouan
04	ALPES DE HAUTE-PROVENCE	1	Jean-Yves Roux
05	HAUTES-ALPES	1	Jean-Michel Arnaud
06	ALPES-MARITIMES	5	Alexandra Borchio Fontimp Patricia Demas Dominique Estrosi Sassone Henri Leroy Philippe Tabarot
07	ARDÈCHE	2	Mathieu Darnaud Anne Ventalon
08	ARDENNES	2	Else Joseph Marc Laménie
09	ARIÈGE	1	Jean-Jacques Michau
10	AUBE	2	Vanina Paoli-Gagin Évelyne Perrot
11	AUDE	2	Gisèle Jourda Sebastien Pla
12	AVEYRON	2	Jean-Claude Anglars Alain Marc
13	BOUCHES-DU-RHÔNE	8	Jérémy Bacchi Guy Benarroche Valérie Boyer Marie-Arlette Carlotti Brigitte Devésa (a remplacé Patrick Boré le 06-07-21) Jean-Noël Guérini Stéphane Le Rudulier Stéphane Ravier
14	CALVADOS	3	Pascal Allizard Corinne Féret Sonia de La Provôté
15	CANTAL	2	Bernard Delcros Stéphane Sautarel

16	CHARENTE	2	François Bonneau Nicole Bonnefoy
17	CHARENTE-MARITIME	3	Corinne Imbert Daniel Laurent Mickaël Vallet
18	CHER	2	Rémy Pointereau Marie-Pierre Richer
19	CORRÈZE	2	Daniel Chasseing Claude Nougein
20A	CORSE-DU-SUD	1	Jean-Jacques Panunzi
20B	HAUTE-CORSE	1	Paul Toussaint Parigi
21	CÔTE-D'OR	3	Alain Houpert Anne-Catherine Loisier François Patriat
22	CÔTES-D'ARMOR	3	Alain Cadec Gérard Lahellec Annie Le Houerou
23	CREUSE	2	Éric Jeansannetas Jean-Jacques Lozach
24	DORDOGNE	2	Serge Mérillou Marie-Claude Varailas
25	DOUBS	3	Jacques Groperrin Annick Jacquemet Jean-François Longeot
26	DRÔME	3	Gilbert Bouchet Bernard Buis Marie-Pierre Monier
27	EURE	3	Nicole Duranton Hervé Maurey Kristina Pluchet
28	EURE-ET-LOIR	3	Chantal Deseyne Daniel Gueret Albéric de Montgolfier
29	FINISTÈRE	4	Michel Canévet Jean-Luc Fichet Nadège Havet Philippe Paul
30	GARD	3	Denis Bouad Laurent Burgoa Vivette Lopez
31	HAUTE-GARONNE	5	Alain Chatillon Pierre Médevielle Brigitte Micouleau Émilienne Poumirol Claude Raynal
32	GERS	2	Alain Duffourg Franck Montaugé
33	GIRONDE	6	Alain Cazabonne Nathalie Delattre Hervé Gillé Laurence Harribey Florence Lassarade

			Monique de Marco
34	HÉRAULT	4	Christian Bilhac Hussein Bourgi Henri Cabanel Jean-Pierre Grand
35	ILLE-ET-VILAINE	4	Françoise Gatel Dominique de Legge Sylvie Robert Daniel Salmon
36	INDRE	2	Nadine Bellurot Frédérique Gerbaud
37	INDRE-ET-LOIRE	3	Serge Babary Pierre Louault Isabelle Raimond-Pavero
38	ISÈRE	5	Guillaume Gontard Frédérique Puissat Didier Rambaud Michel Savin André Vallini
39	JURA	2	Marie-Christine Chauvin Sylvie Vermeillet
40	LANDES	2	Éric Kerrouche Monique Lubin
41	LOIR-ET-CHER	2	Jean-Marie Janssens Jean-Paul Prince
42	LOIRE	4	Bernard Bonne Cécile Cukierman Bernard Fournier Jean-Claude Tissot
43	HAUTE-LOIRE	2	Olivier Cigolotti Laurent Duplomb
44	LOIRE-ATLANTIQUE	5	Ronan Dantec Laurence Garnier Joël Guerriau Michelle Meunier Yannick Vaugrenard
45	LOIRET	3	Jean-Noël Cardoux Hugues Saury Jean-Pierre Sueur
46	LOT	2	Angèle Préville Jean-Claude Requier
47	LOT-ET-GARONNE	2	Christine Bonfanti-Dossat Jean-Pierre Moga
48	LOZÈRE	1	Guylène Pantel
49	MAINE-ET-LOIRE	4	Joël Bigot Emmanuel Capus Catherine Deroche Stéphane Piednoir
50	MANCHE	3	Philippe Bas Béatrice Gosselin Jean-Michel Houllegatte
51	MARNE	3	Yves Détraigne Françoise Férat

			René-Paul Savary
52	HAUTE-MARNE	2	Charles Guené Bruno Sido
53	MAYENNE	2	Guillaume Chevrollier Élisabeth Doineau
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4	Véronique Guillotin Jean-François Husson Olivier Jacquin Philippe Nachbar
55	MEUSE	2	Gérard Longuet Franck Menonville
56	MORBIHAN	3	Muriel Jourda Joël Labbé Jacques Le Nay
57	MOSELLE	5	Catherine Belrhiti Christine Herzog Jean Louis Masson Jean-Marie Mizzon Jean-Marc Todeschini
58	NIÈVRE	2	Patrice Joly Nadia Sollogoub
59	NORD	11	Éric Bocquet Marc-Philippe Daubresse Jean-Pierre Decool Martine Filleul Michelle Gréaume Olivier Henno Patrick Kanner Valérie Létard Brigitte Lherbier Frédéric Marchand Dany Wattebled
60	OISE	4	Jérôme Bascher Édouard Courtial Olivier Paccaud Laurence Rossignol
61	ORNE	2	Nathalie Goulet Vincent Segouin
62	PAS-DE-CALAIS	7	Cathy Apourceau-Poly Jean-Pierre Corbisez Michel Dagbert Amel Gacquerre (a remplacé Catherine Fournier le 08-12-21) Jean-François Rapin Sabine Van Heghe Jean-Marie Vanlerenberghe
63	PUY-DE-DÔME	3	Jean-Marc Boyer Éric Gold Jacques-Bernard Magner
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	3	Max Brisson Frédérique Espagnac Denise Saint-Pé
65	HAUTES-PYRÉNÉES	2	Viviane Artigalas Maryse Carrère

66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	François Calvet Jean Sol
67	BAS-RHIN	5	Jacques Fernique Claude Kern Laurence Muller-Bronn André Reichardt Elsa Schalck
68	HAUT-RHIN	4	Sabine Drexler Ludovic Haye Christian Klinger Patricia Schillinger
69	RHÔNE	7	Étienne Blanc François-Noël Buffet Gilbert-Luc Devinaz Catherine Di Folco Thomas Dossus Bernard Fialaire Raymonde Poncet Monge
70	HAUTE-SAÔNE	2	Alain Joyandet Olivier Rietmann
71	SAÔNE-ET-LOIRE	3	Jérôme Durain Fabien Genet Marie Mercier
72	SARTHE	3	Thierry Cozic Louis-Jean de Nicolaÿ Jean Pierre Vogel
73	SAVOIE	2	Martine Berthet Cédric Vial
74	HAUTE-SAVOIE	3	Loïc Hervé Sylviane Noël Cyril Pellevat
75	PARIS	12	David Assouline Julien Bargeton Esther Benbassa Céline Boulay-Espéronnier Pierre Charon Philippe Dominati Catherine Dumas Rémi Féraud Bernard Jomier Marie-Pierre de La Gontrie Pierre Laurent Marie-Noëlle Lienemann
76	SEINE-MARITIME	6	Céline Brulin Agnès Canayer Patrick Chauvet Didier Marie Pascal Martin Catherine Morin-Desailly
77	SEINE-ET-MARNE	6	Arnaud de Belenet Anne Chain-Larché Pierre Cuypers Vincent Éblé Colette Mélot

			Claudine Thomas
78	YVELINES	6	Toine Bourrat Marta de Cidrac Gérard Larcher Michel Laugier Martin Lévrier Sophie Primas
79	DEUX-SÈVRES	2	Gilbert Favreau Philippe Mouiller
80	SOMME	3	Rémi Cardon Stéphane Demilly Laurent Somon
81	TARN	2	Philippe Bonnacarrère Philippe Folliot
82	TARN-ET-GARONNE	2	François Bonhomme Pierre-Antoine Levi
83	VAR	4	Jean Bacci Michel Bonnus Françoise Dumont André Guiol
84	VAUCLUSE	3	Jean-Baptiste Blanc Alain Milon Lucien Stanzione
85	VENDÉE	3	Annick Billon Didier Mandelli Bruno Retailleau
86	VIENNE	2	Bruno Belin Yves Bouloux
87	HAUTE-VIENNE	2	Isabelle Briquet Christian Redon-Sarrazy
88	VOSGES	2	Daniel Gremillet Jean Hingray
89	YONNE	2	Marie Evrard Dominique Vérien
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1	Cédric Perrin
91	ESSONNE	5	Laure Darcos Vincent Delahaye Jocelyne Guidez Jean-Raymond Hugonet Olivier Léonhardt
92	HAUTS-DE-SEINE	7	André Gattolin Xavier Iacovelli Roger Karoutchi Christine Lavarde Hervé Marseille Pierre Ouzoulias Philippe Pemezec
93	SEINE-SAINT-DENIS	6	Éliane Assassi Vincent Capo-Canellas Annie Delmont-Koropoulis Fabien Gay Thierry Meignen (a remplacé Philippe Dallier le 28-07-21)

			Gilbert Roger
94	VAL-DE-MARNE	6	Christian Cambon Laurence Cohen Laurent Lafon Catherine Procaccia Pascale Savoldelli Sophie Taillé-Polian
95	VAL-D'OISE	5	Arnaud Bazin Jacqueline Eustache-Brinio Sébastien Meurant Alain Richard Rachid Temal

2. Départements d'outre-mer

971	GUADELOUPE	3	Victoire Jasmin Victorin Lurel Dominique Théophile
972	MARTINIQUE	2	Maurice Antiste Catherine Conconne
973	GUYANE	2	Antoine Karam Georges Patient
974	LA RÉUNION	4	Michel Dennemont Nassimah Dindar Jean-Louis Lagourgue Viviane Malet
976	MAYOTTE	2	Abdallah Hassani Thani Mohamed Soilihi

3. Collectivités d'outre-mer

975	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	Stéphane Artano
977	SAINT-BARTHÉLEMY	1	Michel Magras
978	SAINT-MARTIN	1	Guillaume Arnell
986	ÎLES WALLIS ET FUTUNA	1	Robert Laufoaulu
987	POLYNÉSIE FRANÇAISE	2	Nuihau Laurey Lana Tetuanui

4. Autre collectivité

988	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	Pierre Frogier Gérard Poadja
-----	---------------------------	---	---------------------------------

5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France avant les élections du 26 septembre 2021 (série 2)

Série 1	Série 2
Hélène Conway-Mouret Joëlle Garriaud-Maylam Jean-Yves Leconte Ronan Le Gleut Damien Regnard Évelyne Renaud-Garabedian	Olivier Cadic Robert del Picchia Jacky Deromedi Christophe-André Frassa Claudine Lepage Richard Yung

6. Sénateurs représentant les Français établis hors de France après les élections du 26 septembre 2021 (série 2)

Série 1	Série 2 (JO n° 229 du 01-10-21)
Hélène Conway-Mouret Joëlle Garriaud-Maylam Jean-Yves Leconte Ronan Le Gleut Damien Regnard Évelyne Renaud-Garabedian	Jean-Pierre Bansard Olivier Cadic Samantha Cazebonne Yan Chantrel Christophe-André Frassa Mélanie Vogel

TABLE NOMINATIVE 2021 - DÉBATS DU SÉNAT

ABBA (Bérangère)
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
la transition écologique, chargée de la
biodiversité
(jusqu'au 31 décembre 2021)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 8 p. 10 p. 11 p. 12 p. 13 p. 14 p. 15 p. 16 p. 17 p. 18 p. 19 p. 20
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'écologie** - (27 janvier 2021) : p. 494 p. 495
- **Question orale sans débat sur le renouvellement de l'agrément des associations de protection de l'environnement** - (9 février 2021) : p. 886
- **Question orale sans débat sur le nouveau plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'aéroport d'Orly** - (9 février 2021) : p. 887
- **Question orale sans débat sur la réglementation environnementale et la situation de l'entreprise Sermeta à Morlaix** - (9 février 2021) : p. 887
- **Question orale sans débat sur le contournement d'Arles** - (9 février 2021) : p. 888
- **Question orale sans débat sur la prolifération de « décharges sauvages » en Pyrénées-Atlantiques** - (9 février 2021) : p. 889
- **Question orale sans débat sur le plan de prévention du bruit dans l'environnement d'Orly** - (9 février 2021) : p. 890
- **Question orale sans débat sur la trajectoire de la taxe générale sur les activités polluantes** - (9 février 2021) : p. 891
- **Question orale sans débat sur les investissements et la multimodalité pour les ports français** - (9 février 2021) : p. 892
- **Question orale sans débat sur le financement de la déviation de la route nationale 135** - (9 février 2021) : p. 893
- **Question orale sans débat sur le retrait de leurs compétences par l'État à quatre maires du Val-de-Marne** - (9 février 2021) : p. 893
- **Question orale sans débat sur les logements sociaux et les anciennes communes de la sidérurgie et des mines** - (9 février 2021) : p. 895
- **Question orale sans débat sur le financement des travaux de la route nationale 135** - (9 mars 2021) : p. 1522 p. 1523
- **Question orale sans débat relative à la Concession Bleue Lorraine et aux impacts de la réforme du code minier** - (9 mars 2021) : p. 1523
- **Question orale sans débat sur les difficultés quant à la mise en œuvre du décret du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage** - (9 mars 2021) : p. 1524
- **Question orale sans débat relative à l'indemnisation des propriétaires victimes des épisodes de sécheresse-réhydratation survenus en Sarthe** - (9 mars 2021) : p. 1525
- **Question orale sans débat sur l'affectation d'une partie des crédits verts européens à la rénovation des réseaux d'assainissement** - (9 mars 2021) : p. 1526
- **Question orale sans débat relative à la relance des trains de nuit en France** - (9 mars 2021) : p. 1527
- **Question orale sans débat sur l'entretien des joints de ponts-routes** - (9 mars 2021) : p. 1528
- **Question orale sans débat relative au manque de communication de la SNCF envers les maires** - (9 mars 2021) : p. 1529
- **Question orale sans débat sur le transfert de pleine propriété de la ligne des chemins de fer de Provence** - (9 mars 2021) : p. 1530
- **Question orale sans débat relative à la desserte ferroviaire de la Bretagne** - (9 mars 2021) : p. 1530
- **Question orale sans débat sur le projet Hercule et l'avenir des concessions du Lot et de la Truyère** - (9 mars 2021) : p. 1531
- **Question orale sans débat relative aux pouvoirs des élus en matière d'implantation d'infrastructures de production d'énergie** - (9 mars 2021) : p. 1532
- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1693 - **Article 1er** (*Prévention des pertes et des fuites de granulés de plastiques industriels*) : p. 1700 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Interdiction des granulés de plastique sur les terrains de sport synthétiques*) : p. 1701 - **Article 3** (*Lâcher de ballons de baudruche en plastique assimilé à l'abandon de déchets dans l'environnement*) : p. 1701 p. 1702
- **Question orale sans débat relative aux nouvelles réglementations sur les boues d'épuration urbaines** - (13 avril 2021) : p. 3087
- **Question orale sans débat sur le nouveau modèle de financement du « zéro artificialisation nette »** - (13 avril 2021) : p. 3088
- **Question orale sans débat sur le manque de dessertes à la gare Nîmes-Pont-du-Gard** - (13 avril 2021) : p. 3089
- **Débat sur les risques pesant sur une réouverture rapide de la ligne de la rive droite du Rhône** - (13 avril 2021) : p. 3090
- **Question orale sans débat sur l'évaluation des nuisances sonores des transports ferroviaires** - (13 avril 2021) : p. 3091
- **Question orale sans débat sur le risque d'intoxication par le plomb des enfants vivant dans des logements anciens et dégradés** - (13 avril 2021) : p. 3092
- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3129 p. 3130 p. 3131 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28** (*Directive 2014/23/UE - Mise en conformité de la législation française - Conséquences - Rapport au Parlement*) : p. 3142 - **Article 1er** (*Consolidation des objectifs de la politique énergétique nationale en faveur de la production d'énergie hydraulique*) : p. 3145 - **Article 2** (*Intégration dans la « loi quinquennale », qui fixera nos objectifs énergétiques et climatiques à compter de 2023, de la production et du stockage de l'énergie hydraulique*) : p. 3146 - **Article 3** (*Consolidation de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en matière de production et de stockage de l'énergie hydraulique*) : p. 3147 p. 3148 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 43** (*Continuité écologique des cours d'eau - Bilan triennal*) : p. 3149 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 44** (*Puissance de production des ouvrages hydrauliques - Procédures administratives*) : p. 3150 - **Article 5** (*Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité »*) : p. 3151 p. 3154 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 5 rectifié bis**

et n° 45 (Recherche du meilleur coût-efficacité dans le code de l'environnement - Intégration) : p. 3155 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié quater et n° 41 rectifié** (Cours d'eau classés en liste 1 - Rétablissement de la continuité écologique - Interdiction) : p. 3157 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 37 rectifié quinquies et n° 42** (Classement des cours d'eau - Révision) : p. 3159 - **Article 5 bis (nouveau)** (Ajustement de l'application des règles de continuité écologique dans le cas des seuils aménagés) : p. 3160 p. 3161 - **Article 6 bis (nouveau)** (Dispense d'autorisation au titre du code de l'environnement pour les activités accessoires des installations hydroélectriques) : p. 3162 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 rectifié et n° 62** (Production hydroélectrique - Prescriptions) : p. 3163 - **Article 9** (Information et association des élus locaux aux évolutions des concessions hydroélectriques) : p. 3164 - **Article 11** (Institution d'un portail national de l'hydroélectricité) : p. 3166 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 35 rectifié quinquies, n° 40 rectifié, n° 52 et n° 63** (Hydroélectricité - Intérêt majeur - Reconnaissance) : p. 3168 - **Article additionnel avant l'article 12 - Amendement n° 20** (« Jaune » budgétaire - État des lieux de la fiscalité - Intégration) : p. 3169 - **Article 14** (Institution d'un mécanisme de suramortissement sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et l'impôt sur les sociétés (IS) pour les exploitants d'installations hydrauliques autorisées, à raison des biens acquis pour leur mise en conformité avec les règles de préservation de la biodiversité et de restauration de la continuité écologique) : p. 3170 - **Article 15** (Ouverture de la faculté pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ou de cotisation foncière des entreprises (CFE), les nouvelles installations hydroélectriques, jusqu'à deux ans après leur mise en service) : p. 3171 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 39 rectifié ter** (Installations hydroélectriques - Aménagements écologiques - Cotisation foncière - Exonération) : p. 3173 - **Article 16** (Ouverture de la faculté pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'exonérer les stations de transfert de l'électricité par pompage (STEP) de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)) : p. 3173 - **Article 17** (Institution d'un plafond de 3 % du chiffre d'affaires aux redevances perçues par l'État sur les installations hydrauliques autorisées pour prise d'eau et occupation du domaine public fluvial lui appartenant) : p. 3175 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 19 rectifié bis** (Électricité issue de l'énergie marémotrice - Caractère renouvelable - Reconnaissance) : p. 3175 - **Article 18** (Entrée en vigueur) : p. 3176 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3178

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences environnementales de l'accord avec la Commission européenne au sujet d'Air France** - (14 avril 2021) : p. 3197

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3319

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4007 - **Article 1er** (Contrôles d'alcoolémie et de substances psychoactives pour les personnels navigants) : p. 4020 - **Article 2** (Actualisation des limites d'âge des pilotes dans le transport aérien commercial) : p. 4021 - **Article 6** (Achèvement de la transposition de la directive 2009/12/CE sur les redevances aéroportuaires et maintien de la compétence de l'Autorité de régulation des transports (ART) sur les aéroports malgré la baisse de leur trafic en 2020) : p. 4023 p. 4024 p. 4025 p. 4026 - **Article 9** (Vérification des antécédents et habilitation de personnels intervenant dans le domaine de la sûreté de

l'aviation civile) : p. 4029 - **Article 10** (Sanctions pénales de l'intrusion en zone « côté piste » d'un aéroport) : p. 4030 - **Article 13** (Transposition de la directive 2019/520 du 19 mars 2020 sur les systèmes de télépéage routier) : p. 4032 p. 4033 - **Article 16** (Contrôle des émissions de soufre) : p. 4034 - **Article 20** (Travail de nuit des jeunes travailleurs de moins de 18 ans à bord des navires) : p. 4037 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1 rectifié ter** (Transport maritime international de passagers et fret - Cotisations - Exonérations) : p. 4039 - **Article 23** (Transposition de l'article 1er de la directive 2020/1057 « lex specialis » détachement des conducteurs routiers) : p. 4043 - **Article 24** (Pérennisation des aménagements réalisés par Eurotunnel en vue du rétablissement des contrôles douaniers et sanitaires dans le cadre de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne) : p. 4045 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 23 rectifié, n° 24 rectifié et n° 5 rectifié** (Environnement - Transposition de la directive 2011/92/UE sur les incidences des projets publics et privés - Mise en conformité et sécurité juridique) : p. 4050 - **Article 41** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures législatives de mise en conformité au règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937) : p. 4060 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 29** (Relations entre les autorités de régulation nationales et les commissaires aux comptes des sociétés cotées - Mise en conformité du droit français avec la réglementation européenne) : p. 4062 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 31** (« Directive AIFM » et « Directive OPCVM » - Mise en conformité du droit national avec le droit européen) : p. 4063

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût réel des compteurs Linky pour les usagers** - (2 juin 2021) : p. 4454 p. 4455

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4485 p. 4486 p. 4487 p. 4488 p. 4489 p. 4490 p. 4491 p. 4492 p. 4493 p. 4494 p. 4495 p. 4496 p. 4497

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 768 rectifié** (Banques françaises - Bilan des émissions de carbone de leurs investissements) : p. 5020 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 791 rectifié** (Banque publique d'investissement - Orientation de ses investissements vers la transition écologique) : p. 5021 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 810 rectifié et n° 792** (Missions de la Caisse des dépôts et consignations - Financement de la transition écologique des entreprises françaises) : p. 5022 - **Article 15 bis** (Formalisme des marchés publics de denrées alimentaires produites, stockées ou transformées avant la fin de l'état d'urgence sanitaire pour un montant inférieur à 100 000 euros hors taxes) : p. 5024 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 41 rectifié bis, n° 69 rectifié, n° 104 rectifié bis, n° 111 rectifié bis et n° 1780 rectifié bis** (Commande publique - Valorisation des produits locaux et à faible coût environnemental) : p. 5025 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 143 rectifié** (Moratoire sur les accords de libre échange - Rapport au Parlement) : p. 5026 - **Article 15 ter** (Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique) : p. 5027 p. 5028 p. 5029 p. 5030 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 467 et n° 189 rectifié bis** (Transition écologique - Taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation à partir de matériaux biosourcés) : p. 5031 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 466** (Achat de bois labellisé ou certifié durable et local - Taux réduit de TVA) : p. 5031 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 1976 rectifié, n° 585 rectifié bis, n° 776 rectifié, n° 1768 rectifié ter, n° 1975 rectifié bis, n° 808, n° 1511** (Transition écologique - Grandes entreprises françaises - Publication d'un rapport climat) : p. 5035 - **Article**

additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 1630 (Déclaration de performance extra-financière des entreprises - Informations sur l'apport de leurs activités à l'atteinte des engagements de la France en faveur du climat) : p. 5036 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 870 rectifié, n° 1977 rectifié et n° 1629** (Grandes entreprises - Transformation de la déclaration de performance extra-financière (DPEF) en une déclaration de performance intégrée (DPI)) : p. 5037 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 584 rectifié bis et n° 773 rectifié** (Parlement - Office parlementaire commun d'évaluation des aides publiques nationales aux entreprises - Institution) : p. 5038 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 1513** (Transition écologique - Stratégie nationale concertée de programmation des emplois et des compétences) : p. 5039 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 1514** (Création d'un dispositif de garantie à l'emploi vert - Rapport au Parlement) : p. 5040 - **Article 16** (Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE) : p. 5041 p. 5043 p. 5047 - **Article 16 bis** (Renforcement de l'information et de la formation des membres du CSE ainsi que du rôle de l'expert-comptable en matière environnementale) : p. 5049 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 1517** (Enjeux environnementaux de l'entreprise - Formation obligatoire des élus du comité social et économique (CSE) et des délégués syndicaux) : p. 5050 - **Article 17** (Ajout de deux personnalités qualifiées dans le domaine de la transition écologique avec voix consultative au sein des CREFOP) : p. 5051 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 856** (Transition écologique - Accompagnement des travailleurs en reconversion professionnelle - Rapport au Parlement) : p. 5052 - **Article 18** (Rôle des opérateurs de compétence (OPCO) dans l'accompagnement des entreprises sur les enjeux relatifs à la transition écologique) : p. 5053 p. 5054 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 855** (Entreprises - Prélèvement d'un dixième au moins des bénéfices affecté à la formation d'un fonds écologique dit « réserve écologique et solidaire ») : p. 5054 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1716** (Transition écologique - Solutions d'accompagnement par l'État des entreprises confrontées à une reconversion d'activité - Rapport au Parlement) : p. 5055 - **Article 18 ter** (Ratification et modification de l'ordonnance n° 2020-921 du 29 juillet 2020 sur l'accompagnement des fermetures de centrales à charbon) : p. 5056 - **Article 19** (Garantir et préserver l'ensemble des hydrosystèmes) : p. 5058 p. 5059 p. 5060

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 842 et n° 1738 rectifié** (Substances per- et polyfluoroalkylées - Contrôle sanitaire renforcé de la qualité des eaux potables) : p. 5071 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 521 et n° 1739** (Pollution des eaux et des sols par les substances per- et polyfluoroalkyles - Rapport au Parlement) : p. 5073 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 717 rectifié et n° 2143** (Réduction des rejets de fibres microplastiques issues du lavage du textile - Rapport au Parlement) : p. 5074 - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Inscription de la qualité de l'eau au patrimoine commun de la Nation) : p. 5076 - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendements n° 112 rectifié, n° 968 rectifié bis et n° 969 rectifié bis** (Protection des milieux aquatiques ou humides - Préservation de la ressource locale en eau) : p. 5079 - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendement n° 52 rectifié** (Protection de la biodiversité - Sauvegarde des aires protégées préservant les écosystèmes aquatiques d'eau douce) : p. 5079 - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendement n° 51 rectifié** (Lutte contre le dérèglement climatique - Opérations de nettoyage - Participation des citoyens) : p. 5080 - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendement n° 53 rectifié** (Exutoires destinés aux eaux usées - Installation d'un filet de collecte de déchets - Rapport au Parlement) : p. 5081 - **Article 19 bis B (Supprimé)** (Restauration des milieux aquatiques rendant des services écosystémiques significatifs) : p. 5082 - **Article 19 bis C** (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques

avec les prescriptions en matière de continuité écologique) : p. 5086 - **Article 19 bis D** (Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique) : p. 5096 p. 5098 p. 5099 p. 5100 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1637** (Adaptation aux bouleversements climatiques - Reboisement d'essences d'arbres variées) : p. 5100 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 813 rectifié, n° 936 rectifié, n° 1885 et n° 1424** (Objectifs de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 - Renforcement du puits de carbone forestier) : p. 5102 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1425** (Biodiversité - Possibilité de surfaces en libre évolution) : p. 5104 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 553 rectifié bis, n° 1101, n° 1426 et n° 1881** (Coupes d'un seul tenant de la totalité des arbres d'une parcelle sans régénération acquise (coupes rases) - Interdiction) : p. 5105 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1882, n° 1082 rectifié quater et n° 1298 rectifié bis** (Coupes d'un seul tenant « coupes rases » des bois et forêts - Régulation) : p. 5107 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1883 et n° 817** (Renouvellement des peuplements forestiers après une coupe rase - Respect de la diversité des essences et priorité aux essences locales) : p. 5109 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1827** (Obligations légales de débroussaillage (OLD) - Compétence du maire ou du président de l'intercommunalité) : p. 5110 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1888 rectifié** (Bois et forêts, hors forêts de production en périphérie des grandes agglomérations - Classement en forêt de protection) : p. 5111 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1427 rectifié et n° 1887** (Exportations de grumes non-transformées en dehors de l'Union européenne - Interdiction) : p. 5112 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1829** (Impact de la mise en œuvre de l'action 24 du plan Biodiversité - Agences de l'eau - Rapport au Parlement) : p. 5113 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1423** (Moyens financiers et humains de l'État en matière de politique forestière - Rapport au Parlement) : p. 5114 - **Article additionnel après l'article 19 bis EB - Amendement n° 2280** (Exploitant forestier ne transformant pas le bois acheté au sein de l'Union européenne - Règlementation de la profession) : p. 5115 p. 5116 - **Article 19 bis E** (Stratégie nationale pour l'adaptation des forêts au dérèglement climatique) : p. 5117 p. 5118 - **Article 19 bis F (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation du programme national de la forêt et du bois en prenant en compte la feuille de route pour l'adaptation des forêts au changement climatique) : p. 5118

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 63 bis (priorité)** (Codification de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée dans le code de l'environnement) : p. 5526 p. 5527 - **Article 64 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (Instauration d'un partage des données sur la politique nationale de lutte contre la déforestation importée) : p. 5527 p. 5528 - **Article 64 bis (priorité)** (Exemplarité des approvisionnements de l'État en matière de lutte contre la déforestation importée) : p. 5529 p. 5530 - **Article 64 ter (priorité)** (Rapport du Gouvernement sur la mise en place d'une plateforme nationale de lutte contre la déforestation importée) : p. 5532

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Demande de priorité** : p. 5585 - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5588 p. 5590

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées) : p. 5750 p. 5751 p. 5752 - **Article additionnel après l'article 56 (priorité) - Amendement n° 2045** (Stratégie nationale pour les aires protégées - Inventaire du patrimoine naturel - Conditions de versement) : p. 5753 - **Article additionnel après l'article 56 (priorité) - Amendement n° 2185** (Aires protégées - Biodiversité - Drogations à l'obligation d'autofinancement pour les travaux sur les équipements pastoraux) : p. 5753 - **Article 56 bis A (priorité)**

(Exemption du droit de préférence forestier au bénéfice du conservatoire du littoral) : p. 5754 - **Article 56 bis (priorité)** (Possibilité de limiter ou d'interdire l'accès aux espaces protégés) : p. 5755 p. 5756 - **Article 57 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (Rétablissement de la possibilité pour le département d'exercer le droit de préemption au sein des périmètres sensibles) : p. 5757 - **Article 57 bis (priorité)** (Octroi d'un droit de visite préalable à l'exercice du droit de préemption des espaces naturels sensibles) : p. 5757 - **Article 57 ter (priorité)** (Modification de diverses dispositions relatives aux chemins ruraux) : p. 5759 p. 5762 p. 5763 - **Article additionnel après l'article 57 ter (priorité) - Amendement n° 1928 rectifié** (Réduction de l'empreinte carbone du secteur agricole - Plan de gestion durable des infrastructures linéaires arborées en bord de route) : p. 5764 - **Article additionnel après l'article 57 ter (priorité) - Amendement n° 1927 rectifié** (Réduction de l'empreinte carbone du secteur agricole - Développement des haies bocagères) : p. 5765

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales) : p. 5899 p. 5900 p. 5903 p. 5904 p. 5905 p. 5906 p. 5907 p. 5908 p. 5909 p. 5911 p. 5912 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 58 rectifié, n° 245 rectifié bis et n° 292 rectifié bis** (Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et plan local d'urbanisme (PLU) - Élaboration et révision - Représentants locaux des organisations professionnelles intégrées dans le collège des professionnels du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique - Consultation) : p. 5912 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 195** (Article L. 142-4 du code de l'urbanisme - Communes classées en zone de revitalisation rurale - Non applicabilité) : p. 5913 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 2174** (Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 - Application des articles 46 et 50 - Ordonnances diverses - Ratification) : p. 5913 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 27 rectifié ter et n° 951** (Projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements - Autorisation d'urbanisme - Étude agricole et compensation agricole collective - Mise en œuvre obligatoire) : p. 5914 - **Article 49 bis A (supprimé)** (Compétence des commissions départementales de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) sur les plans locaux d'urbanisme de communes non couvertes par un SCoT) : p. 5915 - **Article 49 bis B** (Identification de zones préférentielles de renaturation au sein des schémas de cohérence territoriale) : p. 5916 - **Article additionnel après l'article 49 bis B - Amendement n° 1554** (« Zéro artificialisation nette » en 2050 et aménagement durable du territoire - Ajustement des missions de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANC)) : p. 5917 - **Article 49 bis D** (Création d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) obligatoires en matière de continuités écologiques et facultatives en matière de franges urbaines) : p. 5918 - **Article 49 bis E** (Obligation d'instaurer un coefficient de biotope ou de pleine terre dans les communes des zones tendues et denses) : p. 5919 - **Article 49 bis FA (nouveau)** (« Permis de végétaliser » et dérogations au bénéfice de la nature en ville) : p. 5919 - **Article 49 bis G (nouveau)** (Soumission des cartes communales à évaluation périodique) : p. 5920 p. 5921 - **Article 49 bis** (Renforcement des dispositifs d'observation du foncier et de l'habitat mis en place dans le cadre des programmes locaux de l'habitat (PLH) et élargissement des missions des agences d'urbanisme) : p. 5922 - **Article 49 quinquies (supprimé)** (Conventions de sobriété foncière) : p. 5923 - **Article 50** (Rapport et débat annuels sur l'artificialisation des sols au sein des communes et EPCI) : p. 5925 p. 5926 - **Article 51** (Densité minimale obligatoire au sein des grandes opérations d'urbanisme) : p. 5927 - **Article 51 bis A** (Refonte du dispositif de dérogations au règlement des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour les projets accroissant l'offre de logements) : p. 5928 p. 5929 p. 5931 - **Article additionnel après l'article 51 bis A - Amendement n° 877 rectifié bis** (Constructions faisant preuve d'exemplarité environnementale - Dérogation aux règles des plans locaux d'urbanisme relatives à la hauteur) : p. 5932 - **Article 51 bis B (nouveau)**

(Expérimentation relative à la simplification des procédures d'autorisation des travaux de rénovation et de réhabilitation de bâtiments) : p. 5932 - **Article 51 bis C (nouveau)** (Expérimentation relative à la simplification des procédures d'autorisation des travaux de rénovation et de réhabilitation de bâtiments) : p. 5933 - **Article 51 bis E (nouveau)** (Renforcement du rôle des établissements publics fonciers dans la lutte contre l'artificialisation) : p. 5935 - **Article 51 bis F (nouveau)** (Extension des possibilités de mise en œuvre d'une opération de revitalisation du territoire dans les villes périphériques) : p. 5936 p. 5937 - **Article 51 bis** (Création d'une étude d'optimisation de la densité des constructions pour les opérations d'aménagement soumises à évaluation environnementale) : p. 5937 p. 5938 - **Article 68** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5971

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la renégociation des contrats de rachat de l'électricité photovoltaïque** - (30 juin 2021) : p. 6112

- **Question orale sans débat sur la multiplication des inondations sur la route nationale 19** - (13 juillet 2021) : p. 6980

- **Question orale sans débat sur la prise en compte des cellules pénitentiaires dans la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains** - (13 juillet 2021) : p. 6981

- **Question orale sans débat sur la problématique des « ruisseaux couverts » de l'ex-bassin houiller cévenol** - (13 juillet 2021) : p. 6982

- **Question orale sans débat sur le soutien à l'énergie hydrogène** - (13 juillet 2021) : p. 6983

- **Question orale sans débat sur la multiplication des projets d'implantation de parcs éoliens dans les territoires ruraux** - (13 juillet 2021) : p. 6984

- **Question orale sans débat sur les rapports entre l'Office français de la biodiversité et les élus locaux** - (13 juillet 2021) : p. 6985

- **Question orale sans débat sur les responsabilités engagées à la suite d'une pollution environnementale** - (13 juillet 2021) : p. 6986

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'arasement des vannages des moulins** - (13 juillet 2021) : p. 6987

- **Question orale sans débat sur le mode de gestion de la forêt usagère de la Teste de Buch** - (13 juillet 2021) : p. 6987

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la chasse et la ruralité** - (22 septembre 2021) : p. 8172

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flambée des prix de l'énergie** - (22 septembre 2021) : p. 8174 p. 8175

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Gard** - (22 septembre 2021) : p. 8182

- **Question orale sans débat sur l'usine marémotrice de la Rance et la tarification verte** - (28 septembre 2021) : p. 8420

- **Question orale sans débat sur les moyens de l'Office français de la biodiversité dans les Alpes-Maritimes** - (28 septembre 2021) : p. 8421

- **Question orale sans débat sur les retards de traitement des dossiers MaPrimeRénov'** - (28 septembre 2021) : p. 8422

- **Question orale sans débat sur l'évolution du boulevard périphérique parisien** - (28 septembre 2021) : p. 8423

- **Question orale sans débat sur la prévention des inondations, notamment en ruralité** - (28 septembre 2021) : p. 8424

- **Question orale sans débat sur la sécurisation du modèle des agences locales de l'énergie et du climat** - (28 septembre 2021) : p. 8424
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie** - (29 septembre 2021) : p. 8561
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'augmentation des tarifs du gaz** - (29 septembre 2021) : p. 8565
- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Article 12** (*Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés*) : p. 8780 p. 8785 p. 8790 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 55 rectifié** (*Cétacés - Transfert interdit vers des établissements nationaux ou étrangers aux conditions d'accueil moins favorables que dans l'établissement de départ*) : p. 8794 - **Article 12 bis** (*Encadrement de l'appellation de refuge et de sanctuaire pour les établissements détenant des animaux non domestiques*) : p. 8795 p. 8796 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 130 rectifié bis** (*Structures d'accueil - Obligation d'un certificat attestant de la compétence des personnes responsables des animaux*) : p. 8797 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 131 rectifié bis** (*Établissements soumis à l'obtention d'une autorisation d'ouverture - Ajout des structures d'accueil*) : p. 8797 - **Article 13** (*Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées*) : p. 8800 - **Article 14 (supprimé)** (*Interdictions visant les loups et ours détenus en vue de spectacles itinérants*) : p. 8801 - **Article 15** (*Interdiction des élevages de visons d'Amérique et d'autres espèces d'animaux non domestiques exclusivement élevés pour la production de fourrure*) : p. 8802 p. 8803 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 221 et n° 170** (*Interdictions relatives aux espèces animales non domestiques - Sanctions*) : p. 8805 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 31** (*Recueil par les établissements détenant des animaux d'espèces non-domestiques retirés à leurs propriétaires - Rapport au Parlement*) : p. 8805 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8807
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix de l'énergie** - (6 octobre 2021) : p. 8894
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les éoliennes en baie de Saint-Brieuc** - (6 octobre 2021) : p. 8907
- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9174 - **Article 1er** (*Application du dispositif de « quasi-régie » aux concessions hydroélectriques et suppression des sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) : p. 9184 - **Article 2** (*Inscription, dans le code de l'énergie, de l'objectif pour l'État d'organiser un service public des énergies renouvelables*) : p. 9187
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de l'État pour carences dans la lutte contre le changement climatique** - (20 octobre 2021) : p. 9391
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention des feux de forêt** - (27 octobre 2021) : p. 9616
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loup** - (27 octobre 2021) : p. 9618
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9808 p. 9809
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxonomie verte des investissements européens** - (3 novembre 2021) : p. 9850
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque de blackout énergétique** - (3 novembre 2021) : p. 9852
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrêté sur les abeilles** - (10 novembre 2021) : p. 10309
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie en outre-mer** - (10 novembre 2021) : p. 10314 p. 10315
- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10758 - **Article 2 bis C** (*Carnivores domestiques - Fichier national*) : p. 10770
- **Question orale sans débat sur le projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie** - (30 novembre 2021) : p. 11315
- **Question orale sans débat sur la spécificité des bacs fluviaux à passager et droit de l'Union européenne** - (30 novembre 2021) : p. 11316
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les entreprises de transport cyclable de tourisme** - (30 novembre 2021) : p. 11316
- **Question orale sans débat sur le prolongement du dispositif Alvéole** - (30 novembre 2021) : p. 11317
- **Question orale sans débat sur le surcoût des routes lié à la nouvelle réglementation relative à la recherche d'amiante** - (30 novembre 2021) : p. 11318
- **Question orale sans débat sur la défense de la ruralité et de ses traditions face aux menaces de disparition** - (30 novembre 2021) : p. 11319
- **Question orale sans débat sur le contrôle du respect de la protection de l'environnement dans le cadre de constructions nouvelles** - (30 novembre 2021) : p. 11320
- **Question orale sans débat sur la rénovation urbaine du Bois-l'Abbé** - (30 novembre 2021) : p. 11320
- **Question orale sans débat sur la prise en compte de l'élevage extensif dans le calcul de l'impact environnemental** - (30 novembre 2021) : p. 11321
- **Question orale sans débat sur la publicité diffusée au moyen d'embarcations exploitées à cette fin sur les mers territoriales** - (30 novembre 2021) : p. 11322
- **Question orale sans débat sur la reconstruction des vallées de la Vesubie, de la Roya et de la Tinée dans les Alpes-Maritimes** - (30 novembre 2021) : p. 11323
- **Question orale sans débat sur les compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence** - (30 novembre 2021) : p. 11324
- **Question orale sans débat sur l'avenir des distributeurs automatiques de billets en zone rurale** - (30 novembre 2021) : p. 11325
- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11375 p. 11377 p. 11378 p. 11379 p. 11380 p. 11381
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enfouissement des déchets toxiques** - (1er décembre 2021) : p. 11426
- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11571 p. 11572 - **Article 1er**

(Inscription des objectifs des zones de revitalisation rurale parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme) : p. 11582 - **Article 2** (Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale) : p. 11584 p. 11586 p. 11587 p. 11588 p. 11589 p. 11590 - **Article 3** (Prise en compte des spécificités des zones de revitalisation rurale lors de la fixation des objectifs chiffrés de réduction de la consommation d'espace des schémas de cohérence territoriale (SCoT)) : p. 11591 - **Article 4** (Extension du dispositif de réduction d'impôt « Pinel » aux communes classées en zone de revitalisation rurale (ZRR)) : p. 11592 p. 11593 - **Article 5** (Droit des exploitants agricoles à se loger sur leur terrain d'activité ou à proximité) : p. 11594 p. 11595 - **Article additionnel après l'article 5** -

Amendements n° 1 rectifié ter, n° 2 rectifié, n° 3 rectifié bis et n° 6 rectifié bis (Limitation des conflits d'usage liés à la poursuite de l'activité agricole - Création des zones de transition entre espaces artificialisés et espaces agricoles) : p. 11597 - **Article 6** (Exclusion des troubles de voisinage liés à l'activité agricole préexistante du champ des dommages ouvrant réparation) : p. 11599 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 21 rectifié et n° 45** (Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Lignes directrices - Rapport au Parlement) : p. 11600

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Premier vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 10 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 539 (2020-2021)] autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part [n° 688 (2020-2021)] (15 juin 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La France peut-elle contribuer au réveil européen dans un XXI^e siècle chinois ? [n° 846 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 217 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique - Déplacement à Calais et Boulogne-sur-mer - Communication de M. Pascal Allizard.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2020\2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014\335\UE, EURATOM : communication de MM. Jean-François Rapin et Patrice Joly.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de M. Christian Lechery, ambassadeur de France en Birmanie.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*Groupe de suivi sur la nouvelle relation euro-britannique*) : Communication de MM. Christian Cambon et Jean-François Rapin sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2020) 854 final établissant la réserve d'ajustement au Brexit.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe du 24 au 26 février 2021 : communication de M. Pascal Allizard, premier vice-président de la délégation française.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour les migrations et la mobilité entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'OSCE en Bulgarie le 4 avril 2021 - Compte rendu de M. Pascal Allizard.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Les enjeux stratégiques du spatial - Audition de Mme Isabelle Sourbès-Vergier, chercheur au CNRS et de M. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de membres du gouvernement d'union nationale et du Parlement birman en exil : professeur Zaw Wai Soe, ministre de la santé et de l'éducation, docteur Sasa, ministre de la coopération internationale, MM. Moe Zaw Oo, vice-ministre des affaires étrangères et Aung Kyi Nyunt, président du comité permanent de l'Assemblée de l'Union.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions - Listes transnationales et candidats tête de liste aux élections au Parlement européen - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) au second semestre 2021 - Communication.

Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Moldavie du 9 au 12 juillet 2021 - Communication.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de l'environnement et de la prospective de la politique de défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La réponse

européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - Discussion générale : p. 242

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - Discussion générale : p. 846

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 931 p. 932

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1453

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les universités** - (10 mars 2021) : p. 1595

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - Discussion générale : p. 3618

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4596

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - Discussion générale : p. 8848

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8867

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - Discussion générale : p. 9876

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11603 p. 11617

ANGLARS (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 755 (2020-2021)] ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 127 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité : quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs aux transports aériens - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le projet Hercule et l'avenir des concessions du Lot et de la Truyère** - (9 mars 2021) : p. 1531 p. 1532
- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2096
- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3141
- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 6 (Date d'entrée en vigueur des articles de la proposition de loi)** : p. 8211 p. 8212
- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers des structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9889 p. 9899 p. 9920 - **Article 5 (supprimé) (Possibilité de refuser une autorisation d'exploiter en cas d'absence de candidat alternatif)** : p. 9937 - **Article 7 (nouveau) (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi)** : p. 9942 p. 9943
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9968
- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10591 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 10594 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe)** : p. 10605 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 (Collectivité européenne d'Alsace - Transport routier de marchandises - Taxe)** : p. 10609 - **Article 1er quater (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10610 - **Article 1er septies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10612 - **Article 1er octies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10612 - **Article 1er undecies (nouveau) (Ratification de**

l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe) : p. 10614 - **Article 1er duodecies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10615 - **Article additionnel après l'article 1er quaterdecies - Amendement n° 7 (Collectivité européenne d'Alsace - Taxe sur le transport routier des marchandises - Affectation)** : p. 10615 - **Article 1er quindecies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10616 - **Article additionnel après l'article 1er sexdecies - Amendement n° 10 rectifié (Collectivité européenne d'Alsace - Taxe sur le transport routier de marchandises - Consultation des sociétés donneurs d'ordre)** : p. 10617 - **Article 1er septdecies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10618 - **Article 1er octodecies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10619 - **Article 4 (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-616 du 19 mai 2021 relative aux conditions de reprise par l'Eurométropole de Strasbourg des engagements contractuels de l'État relatifs à l'autoroute A355, sous réserve de précisions)** : p. 10620

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre de la contractualisation dans le secteur de l'élevage pour les marchés de bétail vif** - (30 novembre 2021) : p. 11334
- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11350
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Sam à Viviez (II)** - (1er décembre 2021) : p. 11424 p. 11425
- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11515 - **Intitulé du chapitre 1er** : p. 11518

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur les projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mmes Emmanuelle Cosse, présidente, Marianne Louis, directrice générale, et M. Mahieddine Hedli, directeur à l'outre-mer, de l'Union sociale de l'habitat (USH).

Réunion du mardi 2 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Échange avec M. Stéphane Bijoux, député européen, dans le cadre de la préparation de son rapport sur la stratégie européenne à l'égard des régions ultrapériphériques (RUP).

APOURCEAU-POLY (Cathy)
sénatrice (Pas-de-Calais)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 7 avril 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français le 13 janvier 2021 ; puis vice-présidente du 26 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI^{ème} siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 702 (2020-2021)] visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 249 (2021-2022)] (1er décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Antoine Flahault, épidémiologiste, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève.

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Sport et santé - Audition du docteur Albert Scemama, chef de projet au service évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours de la Haute Autorité de santé, de M. Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques, Mme Irène Margaritis, chef de l'unité évaluation des risques liés à la nutrition, de l'Anses, du docteur Alain Frey, médecin du sport et urgentiste, président de la Société française de traumatologie du sport et de Mme Christèle Gautier, cheffe de projet Stratégie nationale sport-santé au ministère des sports.

(*commission des affaires sociales*): Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Sport et santé - Audition du docteur Albert Scemama, chef de projet au service évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours de la Haute Autorité de santé, de M. Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques, Mme Irène Margaritis, chef de l'unité évaluation des risques liés à la nutrition, de l'Anses, du docteur Alain Frey, médecin du sport et urgentiste, président de la Société française de traumatologie du sport et de Mme Christèle Gautier, cheffe de projet Stratégie nationale sport-santé au ministère des sports.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Perspectives financières du système de retraite - Audition de MM. Pierre-Louis Bras, président du Comité d'orientation des retraites, et de Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Audition de M. Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Précarité alimentaire - Audition de MM. Yves Mérillon et Louis Cantuel, responsables des relations institutionnelles des Restos du cœur, Yann Auger, directeur général de l'Association nationale des épiceries solidaires, Nicolas Champion, membre du bureau national du Secours populaire français, Jean-Baptiste Favatier, président de l'Ordre de Malte - France, et Claude Baland, président de la Fédération française des banques alimentaires.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de MM. Richard Abadie, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), Stéphane Pimbert, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), du professeur Gérard Lasfargues, conseiller scientifique auprès du directeur général, M. Henri Bastos, directeur adjoint de l'évaluation des risques, volet santé-travail de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et de Mme Mélina Le Barbier, directrice-adjointe de la direction santé-environnement-travail de Santé publique France.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): État des lieux des soins palliatifs - Audition des sociétés savantes de réanimation.

Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote (deuxième lecture) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de MM. Pascal Cormery, président et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Bilan des réformes en matière de dialogue social et de négociation collective - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi organique et proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Perspectives d'évolution de l'épidémie de covid-19 - Audition de Mme Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherche Inserm à l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique, de la professeure Karine Lacombe, infectiologue, professeure de maladies infectieuses à la faculté de médecine Sorbonne Université, cheffe de service hospitalier des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) et du professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, professeur en maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université de Paris, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat (AP-HP), membre du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le rôle et la responsabilité des maires dans la gestion actuelle de la pandémie de covid-19** - (19 janvier 2021) : p. 199
- **Question orale sans débat sur la location de voiture pour les jeunes conducteurs** - (19 janvier 2021) : p. 201
- **Question orale sans débat sur la mise en application de la réforme du « nouveau réseau de proximité » à compter du 1er janvier 2021** - (19 janvier 2021) : p. 201 p. 202
- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Article 1er** (*Peine applicable en cas de violation de domicile*) : p. 223 - **Article 2** (*Création du délit d'occupation frauduleuse d'un immeuble*) : p. 228
- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 309
- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 389 - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 401
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 521 - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 533
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 20** (*Mineurs - Détention provisoire pour les plus de 16 ans*) : p. 550 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) : p. 551 p. 552 - **Article 8** (*Déroulé de l'audience et régime de l'assignation à résidence sous surveillance électronique*) : p. 561
- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1011 p. 1012
- **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1038
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale des étudiants** - (17 février 2021) : p. 1144
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de visite dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (17 février 2021) : p. 1148
- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1163 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 59 rectifié ter, n° 79, n° 135 et n° 177 rectifié** (*Professions de santé - Exercice en pratique avancée - Infirmiers anesthésistes - Intégration*) : p. 1177 - **Article 2 quinquies B (supprimé)** (*Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme*) : p. 1191 p. 1192 - **Article 5** (*Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service*) : p. 1211 p. 1216 - **Article 7 (suppression maintenue)** (*Poursuite de l'intégration des groupements hospitaliers de territoire par le prisme des directions communes*) : p. 1229
- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 150** (*Agences régionales de santé - Pouvoirs de sanctions financières - Suppression*) : p. 1252 - **Article 10** (*Lutte contre les abus liés à l'intérim médical*) : p. 1258 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 139** (*Entreprises de travail temporaire médical - Non-respect du plafond de rémunération - Sanction*) : p. 1261 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 140** (*Mise en place des groupements hospitaliers de territoire - Impact - Rapport au Parlement*) : p. 1270
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'UNÉDIC** - (3 mars 2021) : p. 1433
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire et le renforcement des mesures de restrictions** - (3 mars 2021) : p. 1434
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation d'un ancien Président de la République** - (3 mars 2021) : p. 1435
- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1559
- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1568 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1580
- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1676 - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1680
- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1722 - **Article 8** (*Communication aux organismes et administrations compétents des principales caractéristiques des logements donnant lieu au versement d'une aide personnalisée au logement*) : p. 1728 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 15** (*Fraude patronale aux cotisations sociales - Rapport au Parlement*) : p. 1730 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1737

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié (Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction)** : p. 2756
- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3287 - **Article 1er (Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active)** : p. 3292 p. 3294 p. 3296 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3300
- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 4 (Adaptations du régime de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 3942 - **Article 5 (Versement au sein du système national des données de santé des données personnelles recueillies dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19)** : p. 3946 - **Article 6 (Prolongation de diverses dispositions liées à la crise sanitaire)** : p. 3952 p. 3953 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 63 et n° 64 (Crise sanitaire - Création d'une interdiction de licenciements - Modalités)** : p. 3956 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 98 rectifié (Jeunes de 18 à 21 ans - Maintien dans le dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Prolongation)** : p. 3957 - **Article 8 (Organisation des élections départementales et régionales)** : p. 3969
- **Proposition de loi tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote - Deuxième lecture [n° 600 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4191
- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, révoquer le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44 (Irrecevabilité d'un amendement au titre de l'article 41 de la Constitution - Modifications)** : p. 4424 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43 (Irrecevabilité au nom de l'article 40 - Débat contradictoire)** : p. 4424 - **Article 9 (Modification de l'ordre de passage des orateurs lors de la discussion générale en séance plénière)** : p. 4428 - **Article 11 (Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun)** : p. 4430
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le baccalauréat et l'orientation** - (2 juin 2021) : p. 4451
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (I)** - (2 juin 2021) : p. 4453
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût réel des compteurs Linky pour les usagers** - (2 juin 2021) : p. 4454 p. 4455
- **Question orale sans débat sur la présence postale dans les territoires** - (3 juin 2021) : p. 4525 p. 4526
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 11 (Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces)** : p. 4916 p. 4918 - **Article 12 (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables)** : p. 4934
- **Suite de la discussion (16 juin 2021) - Article 13 bis (nouveau) (Attribution du fonds de réemploi aux acteurs de l'économie sociale et solidaire - Prise en charge des frais de stockage des invendus non-alimentaires par les entreprises donatrices)** : p. 4979
- **Suite de la discussion (17 juin 2021) - Article 20 bis (Politique nationale des ressources et des usages du sous-sol)** : p. 5165 p. 5166 - **Article 21 (Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier)** : p. 5181 p. 5182
- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 15 (Refonte du cadre de conservation des données de connexion par les opérateurs)** : p. 6056
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6392 - **Article 2 (Amélioration des conditions d'élaboration, d'accessibilité et de conservation du document unique d'évaluation des risques professionnels)** : p. 6403 p. 6405 p. 6410 - **Article 2 bis (Négociation annuelle sur la qualité des conditions de travail)** : p. 6412 p. 6413 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 90 rectifié (Qualité de vie au travail - Négociation annuelle d'entreprise - Prévention de la désinsertion professionnelle - Intégration)** : p. 6414 - **Article 3 (Création du passeport de prévention)** : p. 6417 p. 6418 - **Article 4 (Extension des missions des services de santé au travail)** : p. 6424 p. 6427 p. 6428 - **Article 8 (Mise en place d'une offre socle et d'une offre complémentaire par les services de prévention et de santé au travail interentreprises ainsi que d'une procédure de certification)** : p. 6435
- **Suite de la discussion (6 juillet 2021) - Article 13 (Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé)** : p. 6453 - **Article additionnel avant l'article 14 - Amendement n° 113 (Services de prévention et de santé au travail autonomes - Compétences - Précision)** : p. 6454 - **Article 15 (Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé)** : p. 6462 - **Article 17 (Suivi médical des travailleurs non-salariés et des travailleurs d'entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise)** : p. 6470 - **Article 18 (Aménagement des modalités de l'organisation du retour des travailleurs à leur poste après une absence de longue durée)** : p. 6478 - **Article 21 (Création du médecin praticien correspondant)** : p. 6486 - **Article 25 (Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail)** : p. 6505 - **Article 27 (supprimé) (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance sur le regroupement de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail et le réseau des associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail)** : p. 6507 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6510
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (13 juillet 2021) - **Article 31 (Gouvernance des agences régionales de santé)** : p.7025 p.7026
- **Suite de la discussion (15 juillet 2021) - Article 31 bis (nouveau) (Suppression de la présence des parlementaires dans la composition du conseil de surveillance des hôpitaux)** : p. 7058 - **Article additionnel après l'article 31 bis - Amendement n° 703 rectifié (Conseils territoriaux de santé - Représentation des élus et des usagers)** : p. 7059 - **Article 33 (Recrutement de personnels des centres de santé)** : p. 7064 - **Article 34 (Faculté pour les départements de contribuer à la politique publique de sécurité sanitaire - Collectivités autorisées à créer et gérer des centres de santé - Compétence du département en matière de promotion de l'accès aux soins de proximité)** : p. 7066 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 982 rectifié (Revenu de solidarité active (RSA) - Droits et devoirs des bénéficiaires)** : p. 7126 - **Article 37 (Création d'un centre intercommunal d'action sociale dans les métropoles et communautés urbaines)** : p. 7132 - **Article 40 (Transfert des directeurs des établissements de l'aide sociale à l'enfance de la fonction publique hospitalière vers la fonction publique territoriale)** : p. 7146
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7555

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les risques de pénurie de vaccins** - (21 juillet 2021) : p. 7647

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 59 rectifié et n° 84** (Notion de « prix abusivement bas » - Extension aux produits importés) : p. 8119

- **Question orale sans débat sur la prévention des inondations, notamment en ruralité** - (28 septembre 2021) : p. 8423

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (Article liminaire des lois de financement de la sécurité sociale) : p. 8452 p. 8459 p. 8462 - **Article 2** (Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année) : p. 8467 p. 8469 p. 8470 p. 8474 p. 8475 p. 8477 - **Article 3 quater (nouveau)** : p. 8482

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8994 p. 8996 p. 8999 p. 9002 - **Article 3** (Suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation aux adultes handicapés et de la majoration de son plafonnement) : p. 9005 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9005

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article 5** (Publication d'indicateurs sur l'égalité et parité de jurys dans l'enseignement supérieur) : p. 9643 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 83 et n° 68** (Négociation et mise en œuvre d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises - Obligation) : p. 9657

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10049 - **Discussion générale** : p. 10059 - **Rappel au règlement** : p. 10069

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 125 et n° 880 rectifié** (Organismes complémentaires d'assurance maladie - Contribution exceptionnelle - Augmentation) : p. 10078 - **Article 5** (Assouplissement de l'échéance de signature des contrats prévus à l'article 50 de la LFSS pour 2021) : p. 10081

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 922 rectifié bis** (État d'urgence sanitaire - Services publics essentiels - Service téléphonique des caisses primaires d'assurance maladie - Gratuité) : p. 10089 - **Article 11** (Versement immédiat des aides sociales et fiscales aux services à la personne) : p. 10093 p. 10094 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 783 et n° 979 rectifié bis** (CSG sur les revenus du capital - Augmentation) : p. 10100 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 978 rectifié ter, n° 985 rectifié bis et n° 988 rectifié** (Sécurité sociale - Cinquième branche - Financement) : p. 10105 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 789 rectifié bis** (Sécurité sociale - Branche autonomie - Financement) : p. 10107 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 788 rectifié bis** (Entreprises - Contributions à la branche famille - Rétablissement) : p. 10120

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 798 rectifié bis** (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés à but lucratif - Cotisation spécifique prélevée sur leurs revenus) : p. 10154 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 790 rectifié bis** (Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les salaires) : p. 10155 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 787 rectifié**

(Régimes de retraite à « chapeau » les plus importants - Augmentation de leur taxation) : p. 10165 - **Article 13 bis (nouveau)** (Suppression de la majoration de 10 % sur l'insuffisance des versements par appels provisionnels ou mensuels appliquée par les caisses de MSA) : p. 10171 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 797 rectifié** (Instauration d'une expérimentation intitulée « Objectif 32h » avec l'exonération de cotisations - Rapport au Parlement) : p. 10179 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater** (Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la sécurité sociale) : p. 10196

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 26** (Ajustement du financement de la réforme des urgences) : p. 10237 - **Article 30** (Réforme de l'offre et de la tarification des services d'aide à domicile) : p. 10258 - **Article 30 bis (nouveau)** (Expérimentation d'une carte professionnelle des salariés du domicile) : p. 10264 - **Article 32 sexies (nouveau)** (Extension de l'allocation journalière de proche aidant et de l'allocation journalière de présence parentale) : p. 10277

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article 38** (Tarification des médicaments et critère industriel) : p. 10351 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 779** (Hausse du prix de certaines spécialités essentielles dans le secteur des médicaments - Subordination aux garanties en matière de sécurité d'approvisionnement du marché français) : p. 10360 - **Article 41 bis (nouveau)** (Régulation des centres de santé) : p. 10392 - **Article 41 octies (nouveau)** (Expérimentation de la primo-prescription par les infirmiers en pratique avancée (IPA) pour des prescriptions médicales obligatoires) : p. 10403 - **Article 45** (Simplification de l'accès à la complémentaire santé solidaire) : p. 10446 - **Article 50** (Amélioration de l'indemnisation des victimes professionnelles de pesticides) : p. 10469 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 806 rectifié** (Application de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Rapport au Parlement) : p. 10493 - **Article 58** (Objectif de dépenses de la branche AT-MP) : p. 10493 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 235** (Équilibre financier de l'ensemble des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence sur l'équilibre et sur le financement des retraites) : p. 10496 p. 10497 p. 10498 - **Article 59** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) : p. 10498

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)]** - (15 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10526 p. 10527 p. 10528 - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation) : p. 10529 p. 10530 p. 10531 - **Article 2** (Habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social entre les travailleurs indépendants et les plateformes) : p. 10534

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11230

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France - notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche - et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11382 p. 11383

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Sam à Viviez (II)** - (1er décembre 2021) : p. 11425

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11634 p. 11637 p. 11641 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11647

- **Question orale sans débat sur le statut des secrétaires de mairie** - (14 décembre 2021) : p. 11733

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 3 bis D** (*Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE*) : p. 11821 - **Article additionnel après l'article 3 bis D - Amendement n° 370** (*Systématisation de l'accompagnement des jeunes majeurs pris en charge par l'aide sociale, jusqu'à leur vingt et un ans - Rapport au Parlement*) : p. 11823 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 389 rectifié** (*Missions de l'aide sociale à l'enfance - Accomplissement sans violence physique ou psychologique sur l'enfant*) : p. 11834 p. 11835

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 7 bis** (*Désignation par le juge d'un avocat pour l'enfant capable de discernement*) : p. 11879 - **Article 10** (*Gestion des agréments des assistants familiaux*) : p. 11894 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance*) : p. 11925 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385** (*Institution d'un conseil départemental des enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection*) : p. 11930 - **Article 14 bis** (*Interdiction de la réévaluation d'un mineur non accompagné orienté par décision judiciaire*) : p. 11933 p. 11934 - **Article 15** (*Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné*) : p. 11935 p. 11947 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 18 rectifié bis et n° 371 rectifié bis** (*Principe de présomption de minorité - Rapport au Parlement*) : p. 11948

ARNAUD (Jean-Michel)
sénateur (Hautes-Alpes)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021 ; puis rapporteur le 26 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement : Les collectivités territoriales ; un intervenant de santé publique à part entière [n° 712 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement : Réponses juridiques et opérationnelles apportées à la crise sanitaire dans différents États, dont la France [n° 736 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Pouvoirs publics [n° 743 tome 2 annexe 23 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - rapport [n° 60 tome 1 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - comptes rendus des auditions [n° 60 tome 2 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Pouvoirs publics [n° 163 tome 3 annexe 23 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement : Vague épidémique en outre-mer : territorialiser les réponses, amplifier le soutien [n° 177 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyprien Canivenc et de Mme Emma Rouvet.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la santé des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de l'association Chemins d'avenir.

(*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Définition du programme de travail de la mission.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Examen des amendements de séance au texte adopté par la commission.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : « Salles de spectacles et de cinéma » - Audition de Mme Isabelle Gentilhomme, déléguée générale du Syndicat national du théâtre privé (SNDTP), un représentant du Syndicat national du spectacle musical et de variété (PRODISS), un représentant de l'Union syndicale des employeurs publics du spectacle vivant (USEP-SV) et un représentant de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF).

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Géraldine Derozier et Sylviane Le Guyader, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Audition de représentants de festivals.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Audition de M. Jean Arthuis, ancien ministre, président d'euro App Mobility et du Cercle Erasmus et communication de Mme Colette Mélot et M. Jean-Michel Arnaud sur le programme « Erasmus + » pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité, et de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

(*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Audition « Dimension territoriale de la lutte contre la pandémie et solidarité de proximité ».

Audition « Spécificités territoriales de la lutte contre la pandémie ».

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : « Finance durable » - Audition de M. Thierry Déau, président de Finance for Tomorrow, Mme Anuschka Hilke, directrice du programme « institutions financières » de l'Institute for climate economics (I4CE), M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor, et Mme Laurence Scialom, professeure d'économie de l'université Paris Nanterre.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Rencontre avec les skippeuses engagées dans l'édition 2020-2021 du Vendée Globe.

(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : « Gestion économique de l'épidémie de covid-19, quelles conséquences pour les territoires ? » - Audition de MM. Patrick Arnaud, directeur général de Serre-Chevalier domaine skiable, filiale de la Compagnie des Alpes, Olivier Léna, directeur interrégional Antilles-Guyane de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et Jean-François Rial, président de l'Office du tourisme de Paris.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : L'après covid-19, quelles mutations pour les territoires ? Le projet de loi 4D en question ? - Audition de MM. Martial Foucault, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), Jean-Marie Pontier, professeur émérite de droit public à l'université d'Aix-Marseille et Patrice Vergriete, maire de Dunkerque et président de Dunkerque Grand Littoral.*

Réunion du mercredi 2 juin 2021 *(commission des finances) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussot, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.*

Réunion du mercredi 23 juin 2021 *(commission des finances) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.*

Réunion du jeudi 24 juin 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Examen des recommandations relatives à la place des collectivités territoriales comme acteurs de la politique de santé publique.*

Réunion du mardi 29 juin 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Présentation de l'étude sur les réponses juridiques et opérationnelles apportées à la crise sanitaire dans différents États dont la France par les équipes du cabinet TAJ.*

Réunion du mercredi 30 juin 2021 *(commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021.*

Réunion du lundi 5 juillet 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Examen des recommandations sanitaires, économiques et budgétaires.*

Réunion du mardi 6 juillet 2021 *(commission des finances) : Assurer les risques exceptionnels : quelle couverture et quel financement ? - Audition de MM. Bertrand Labilloy, directeur général de la Caisse centrale de réassurance (CCR), Joël Limouzin, membre du bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Mmes Florence Lustman, présidente de la Fédération française de l'assurance (FFA) et Stéphanie Pauzat, vice-présidente de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).*

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 *(délégation aux droits des femmes) : Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 *(commission des finances) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Capo-Canellas, rapporteur spécial, sur Météo-France.*

Réunion du mardi 28 septembre 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Analyse globale des spécificités des Outre-mer en matières sanitaire et économique - Audition de Mmes Brigitte Chane-Hime, présidente de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de La Réunion et membre de la commission permanente de la Conférence nationale de la santé*

(CNS), Cécile Courrèges, inspectrice générale des affaires sociales (IGAS), docteur Francis Fellingner, conseiller médical à l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP), ancien conseiller général des établissements de santé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Eric Leung, président de la délégation aux Outre-mer du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Mme Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) et directrice générale de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 *(délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.*

Réunion du vendredi 8 octobre 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Situation sanitaire outre-mer - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.*

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 *(commission des finances) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.*

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 *(délégation aux droits des femmes) : Examen du rapport d'information « Femmes et ruralités ».*

Réunion du mardi 26 octobre 2021 *(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.*

Réunion du mardi 2 novembre 2021 *(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.*

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Situation dans les outre-mer à la suite de la quatrième vague épidémique - Examen des recommandations.*

Réunion du mardi 30 novembre 2021 *(mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Perspectives d'évolution de l'épidémie de covid-19 - Audition de Mme Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherche Inserm à l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique, de la professeure Karine Lacombe, infectiologue, professeure de maladies infectieuses à la faculté de médecine Sorbonne Université, cheffe de service hospitalier des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) et du professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, professeur en maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université de Paris, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat (AP-HP), membre du Conseil scientifique.*

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 *(commission des affaires européennes) : Politique étrangère et de défense - La réponse européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.*

Réunion du mardi 14 décembre 2021 *(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.*

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 *(commission des affaires européennes) : Agriculture et pêche - Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.*

(commission des affaires économiques) : Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 31 p. 32
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides et compensations covid aux collectivités** - (27 janvier 2021) : p. 507
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1087 - **Article unique** : p. 1099 p. 1102 p. 1103
- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 1er bis** (*Extension des protocoles locaux de coopération*) : p. 1180 p. 1181 - **Article additionnel après l'article 2 quater** - **Amendements n° 44 rectifié, n° 31 rectifié ter et n° 101** (*Grossesse - Référent parcours - Désignation des sages-femmes - Autorisation*) : p. 1188 p. 1189
- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1409
- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1465
- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1685
- **Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1710
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Commission mixte paritaire [n° 442 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2469
- **Question orale sans débat sur la prise en compte des spécificités montagnardes dans le futur plan stratégique national** - (13 avril 2021) : p. 3086 p. 3087
- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3176
- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4259
- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4492
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 6266

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (*Intercommunalité - Seuils de population - Suppression*) : p. 6555 p. 6556
- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6618
- **Question orale sans débat sur les effectifs et les conditions de travail des fonctionnaires de police au commissariat de Gap** - (13 juillet 2021) : p. 6979
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7088
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 982 rectifié** (*Revenu de solidarité active (RSA) - Droits et devoirs des bénéficiaires*) : p. 7126
- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8867 p. 8868
- **Question orale sans débat sur le devenir des régies publiques après les fermetures administratives successives** - (7 octobre 2021) : p. 8963 p. 8964
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9701 p. 9702
- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9735 p. 9742
- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10861
- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11349 p. 11350
- **Question orale sans débat sur les modalités de fonctionnement de la ligne de train de nuit Paris-Briançon** - (14 décembre 2021) : p. 11735
- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**
Discussion générale :
- (14 décembre 2021) : p. 11760 p. 11761

ARTANO (Stéphane)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi renouvant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 7 avril 2021.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - âge le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français le 13 janvier 2021 ; puis vice-président du 26 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis vice-président du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Les biodiversités de l'océan Indien, au cœur d'un nouveau modèle de développement - Actes du colloque du 20 mai 2021 [n° 624 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Environnement - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 378 (2020-2021)] pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 706 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 776 (2020-2021)] (19 juillet 2021) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : « Gaston Monnerville - L'héritage » - Actes de la table ronde du jeudi 7 octobre 2021 [n° 100 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Rencontre avec les maires et élus d'outre-mer 15 novembre 2021 [n° 149 (2021-2022)] (15 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. François Adam, directeur, Mmes Marie-Christine Roger, chargée de mission outre-mer, Géraldine Sanaur, adjointe au chef du bureau de la réglementation de la construction outre-mer, de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), ministère de la transition écologique, Isabelle Richard, sous-directrice des politiques publiques et de M. Marc Demulsant, sous-directeur de l'évaluation, de la prospective de l'État à la Direction générale des outre-mer (DGOM), ministère des outre-mer.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mmes Emmanuelle Cosse, présidente, Marianne Louis, directrice générale, et M. Mahieddine Hedli, directeur à l'outre-mer, de l'Union sociale de l'habitat (USH).

Audition de M. François Caillé, président, et Mme Sabrina Mathiot, directrice, de l'Union sociale pour l'habitat outre-mer (USHOM).

Audition de MM. Nicolas Bonnet, directeur gouvernance et territoires, et Ibrahima Dia, en charge des outre-mer, d'Action Logement.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Échange avec M. Stéphane Bijoux, député européen, dans le cadre de la préparation de son rapport sur la stratégie européenne à l'égard des régions ultrapériphériques (RUP).

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Gérard Terrien, président de la 5e chambre, Francis Saudubray, conseiller maître, rapporteur général chargé de la synthèse sur le logement outre-mer, Denis Berthomier, conseiller maître, contre-rapporteur de ce rapport et Bertrand Beauviche, conseiller référendaire, à la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Charles Trottmann, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD), Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer et directeur régional Pacifique, et Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, de la Banque des territoires.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Mayotte.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Nicolas Grivel, directeur général, et Benoît Zeller, directeur opérationnel, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mmes Valérie Mancret-Taylor, directrice générale, et Céline

Cassourret, conseillère en stratégies territoriales de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde dans le cadre du suivi du rapport d'information de la délégation aux outre-mer sur la représentation et la visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Isabelle Liberge, présidente de la Fédération nationale des groupements d'employeurs (FNGE).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion commune avec la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale sur l'évolution institutionnelle outre-mer.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du logement, de l'aménagement et des transports scolaires du gouvernement de la Polynésie française, accompagné de M. Oraihoomana Teururai, délégué à l'habitat et à la ville, et Mme Emmanuelle Thénot, directrice de la délégation à l'habitat et à la ville.

Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Philippe Estingoy, directeur général, accompagné de M. Aurélien Lopes, responsable du programme inter-outre-mer pour des bâtiments résilients et économes en énergie (OMBREE), de l'Agence qualité construction (AQC), Antoine Desbarrières, directeur de Qualitel et président de Cerqual, accompagné de Mme Lisa Sullerot, directrice des relations institutionnelles et collectivités locales, et Cédric Caillier, responsable de la certification outre-mer.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur l'habitat innovant.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur l'habitat indigne.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de M. Maël Disa, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer et la visibilité des outre-mer.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement en Guyane.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de Mmes Laëtitia Assali, présidente de la commission AT-MP, et Anne Thiebauld, directrice des risques professionnels, de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Thierry Durnerin, directeur général, Mme Caroline Acosta, chargée de mission Ingénierie territoriale et outre-mer et M. Philippe Clemandot, responsable du département immobilier

et développement de la Fédération des entreprises publiques locales (EPL).

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Vaimu'a Muliava, ministre en charge du logement dans le 16e gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Echange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du lundi 19 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Analyse globale des spécificités des Outre-mer en matières sanitaire et économique - Audition de Mmes Brigitte Chane-Hime, présidente de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de La Réunion et membre de la commission permanente de la Conférence nationale de la santé (CNS), Cécile Courrèges, inspectrice générale des affaires sociales (IGAS), docteur Francis Fellingner, conseiller médical à l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP), ancien conseiller général des établissements de santé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Eric Leung, président de la délégation aux Outre-mer du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Mme Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) et directrice générale de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

Réunion du vendredi 8 octobre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Situation sanitaire outre-mer - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de MM. Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherches au centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Yann Briand, capitaine de vaisseau, membre du cabinet du chef d'état-major de la Marine et Mikaa Mered, secrétaire général de la chaire outre-mer de Sciences Po.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de MM. Frédéric Moncany de Saint-Aignan, président, et Alexandre Luczkiewicz, responsable des relations et des actions outre-mer, du Centre d'études (CMF).

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Table ronde sur les spécificités des ports maritimes ultramarins (grands ports maritimes, ports autonomes et ports d'intérêt national).

Réunion du lundi 13 décembre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Justin Daniel, professeur de science politique, et de Mme Carine David, professeur de droit public, à l'université des Antilles, dans le cadre du suivi de l'étude de la délégation sur la différenciation outre-mer.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition en commun avec la délégation aux outre-mer sur les outre-mer et l'Indopacifique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement** [n° 23 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 291

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans** [n° 182 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 308

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe** [n° 395 (2020-2021)] - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1607

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2193

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2293

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 279 rectifié** (*Atteinte aux principes républicains - Constatations - Octroi du statut de lanceur d'alerte*) : p. 2534

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 12 bis** (*Contrôle des financements étrangers des associations dites « loi de 1901 »*) : p. 2582 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 137 rectifié** (*Condamnations de personnalités pour des faits de provocation à la commission d'un crime ou d'un délit - Peine complémentaire - Diffusion à la télévision*) : p. 2628 - **Article 19 bis** (*Régulation des plateformes numériques*) : p. 2654

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail** [n° 707 (2020-2021)] - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6386 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Changement de dénomination des services de santé au travail et renforcement de la prévention du harcèlement sexuel en entreprise*) : p. 6398 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (*Sécurité au travail - Employeur - Obligation de résultat*) : p. 6399 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 162 rectifié ter** (*Services de prévention et de santé au travail - Missions - Lutte contre les violences sexistes - Inclusion*) : p. 6400 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 78 rectifié bis et n° 147 rectifié** (*Employeurs - Plan de prévention des violences sexistes et sexuelles - Non mise en place - Sanction - Création*) : p. 6401 - **Article 2** (*Amélioration des conditions d'élaboration, d'accessibilité et de conservation du document unique d'évaluation des risques professionnels*) : p. 6403 p. 6404 p. 6405 p. 6406 p. 6407 p. 6408 p. 6409 p. 6410 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 40 rectifié** (*Prévention au travail - Définition - Codification*) : p. 6410 - **Article 2 bis** (*Négociation annuelle sur la qualité des conditions de travail*) : p. 6411 p. 6412 p. 6413 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 90 rectifié** (*Qualité de vie au travail - Négociation annuelle d'entreprise - Prévention de la*

désinsertion professionnelle - Intégration) : p. 6413 - **Article 2 ter** (*Prise en compte des situations de polyexpositions pour les travailleurs exposés à des risques chimiques*) : p. 6414 - **Article 3** (*Création du passeport de prévention*) : p. 6415 p. 6418 p. 6419 - **Article 4** (*Extension des missions des services de santé au travail*) : p. 6420 p. 6421 p. 6424 p. 6425 p. 6427 p. 6428 - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Intégration des services de prévention et de santé au travail dans les structures territoriales de coopération sanitaire*) : p. 6428 - **Article 7** (**Texte non modifié par la commission**) (*Contrôle de la conformité des équipements de travail et de protection*) : p. 6430 p. 6431

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 20** (*Aménagement des règles de gouvernance interne des SPSTI*) : p. 6484 p. 6485 - **Article 21** (*Création du médecin praticien correspondant*) : p. 6487 p. 6489 p. 6490 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 69** (*Médecins du travail - Lutte contre la pénurie - Rapport au Parlement*) : p. 6491 - **Article 21 bis** (**nouveau**) (*Médecins du travail - Prerogatives*) : p. 6492 - **Article 22** (*Obligation pour le médecin du travail de consacrer un tiers de son temps de travail aux actions en milieu de travail*) : p. 6493 - **Article 23** (*Création du statut d'infirmier en santé au travail et possibilité pour les infirmiers en pratique avancée d'exercer en service de prévention et de santé au travail*) : p. 6494 p. 6495 p. 6496 p. 6497 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Dentiste de santé au travail - Création*) : p. 6498 - **Article 24** (*Reconnaissance législative de la délégation de tâches au sein de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail*) : p. 6499 p. 6500 p. 6501 - **Article 25** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6505 - **Article 26** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6506 - **Article 27** (**supprimé**) (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance sur le regroupement de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail et le réseau des associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail*) : p. 6508 - **Article 28** (**Texte non modifié par la commission**) (*Formation des membres de la délégation du personnel du CSE en santé au travail*) : p. 6509

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 34 rectifié quater, n° 48 rectifié bis, n° 144 rectifié ter, n° 628 rectifié, n° 1150, n° 1188 rectifié ter et n° 1467 rectifié bis** (*Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne*) : p. 6675 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1028 rectifié, n° 1063 rectifié bis, n° 1179 et n° 1455 rectifié bis** (*Communes de montagne - Délégations*) : p. 6684

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 761 rectifié et n° 974 rectifié** (*Système d'immatriculation des véhicules - Maire - Autorisation d'accès*) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 829 rectifié** (*Saint Pierre et Miquelon - Domaine public portuaire*) : p. 6773 - **Article 12** (*Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions*) : p. 6776 - **Article 12 ter** (**nouveau**) (*Modification de la composition de la CDPNAF*) : p. 6782 - **Article 14** (*Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés*) : p. 6795 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 337 rectifié et n° 738 rectifié** (*Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Obligation d'autofinancement - Opérations en investissement - Dérogation*) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (*Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire*) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 14 -**

Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis (*Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation*) : p. 6804

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 28** (*Extension du champ de compétences des organismes de foncier solidaire, OFS*) : p.6993 p.6994

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (*Gouvernance des agences régionales de santé*) : p.7046 p.7047 - **Article 34** (*Faculté pour les départements de contribuer à la politique publique de sécurité sanitaire - Collectivités autorisées à créer et gérer des centres de santé - Compétence du département en matière de promotion de l'accès aux soins de proximité*) : p. 7066

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 45** (*Octroi au préfet de la fonction de délégué territorial d'agences nationales*) : p. 7206 p. 7208 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 162 rectifié bis, n° 476 rectifié ter, n° 678 rectifié bis et n° 1330 rectifié bis** (*Inclusion numérique - Lutte contre l'illectronisme - Compétence départementale*) : p. 7275 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 399 rectifié, n° 161 rectifié ter, n° 677 rectifié bis, n° 864 rectifié bis et n° 1329 rectifié bis** (*Schéma départemental d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme - Création*) : p. 7276

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7553 - **Article 5** (*Amendement de coordination*) : p. 7576 - **Article 9** (*Amendement de coordination*) : p. 7576 - **Article 12** (*Amendement de coordination*) : p. 7576

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8872 p. 8880

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9000

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination à Saint-Pierre-et-Miquelon** - (13 octobre 2021) : p. 9070

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9195

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11563

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 3** (*Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11802 p. 11803 p. 11804 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 183 rectifié et n° 298 rectifié** (*Protection de l'enfance - Critères d'encadrement dans les établissements*) : p. 11810 - **Article 3 bis B** (*Parrainage des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11814 - **Article 3 bis D** (*Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE*) : p. 11820 p. 11821 - **Article 3 bis G** (*Mesure d'assistance éducative en milieu ouvert intensifiée ou renforcée*) : p. 11825 - **Article additionnel après l'article 3 bis H - Amendements n° 104, n° 145, n° 185 rectifié bis et n° 301 rectifié** (*Conseil départemental et maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Désignation d'un référent institutionnel*) : p. 11828

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 7** (*Recours à une formation collégiale de jugement en matière d'assistance éducative*) : p. 11872 - **Article 13** (*Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance*) : p. 11908 p. 11913 p. 11915 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 192 rectifié, n° 213 rectifié bis, n° 276 et n° 305 rectifié** (*Observatoire départemental de la protection de l'enfance - Mission de lutte contre l'affaiblissement du dispositif départemental*) : p. 11919 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance*) : p. 11924 p. 11925 p. 11926 - **Article additionnel avant l'article 14 - Amendement n° 420 rectifié bis** (*Parents ne résidant pas sur le sol français - Présomption de l'impossibilité d'exercer tout ou partie de l'autorité parentale*) : p. 11931 - **Article 15** (*Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné*) : p. 11943 p. 11945

ARTIGALAS (Viviane)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SER

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 1er février 2021.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat le 1er février 2021.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Cohésion des territoires (Politique de la ville) [n° 207 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de MM. Nicolas Bonnet, directeur gouvernance et territoires, et Ibrahim Dia, en charge des outre-mer, d'Action Logement.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition

de MM. Charles Trottmann, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD), Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer et directeur régional Pacifique, et Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, de la Banque des territoires.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Paupérisation des quartiers prioritaires de la ville et du parc HLM - Audition de M. Philippe Rio, maire de Grigny.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Audition de M. Philippe Baptiste, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Vaimu'a Muliava, ministre en charge du logement dans le 16e gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 29

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 149

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1380 p. 1381

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2228

- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3468

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 3962 p. 3963

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4308 - **Article 3** (*Obligation de recruter en dehors de l'administration la moitié des membres des jurys et comités de sélection de la fonction publique de l'État et de prévoir la présence d'un membre extérieur dans les commissions d'examen des vœux pour les formations post-bac*) : p. 4313

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des aides personnalisées pour le logement** - (9 juin 2021) : p. 4654 p. 4655

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article 20 bis A** (*Modification des procédures applicables aux titres miniers, avec l'introduction d'une analyse environnementale, économique et sociale et l'application d'un régime de plein contentieux*) : p. 5160 - **Article 20 ter** (*Habilitation des inspecteurs de l'environnement, des agents de l'Office national des forêts (ONF) et des agents des réserves naturelles nationales (RNN) à constater les infractions au code minier dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane*) : p. 5168 - **Article 21** (*Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier*) : p. 5183 - **Article additionnel avant l'article 22** - **Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5193 - **Article additionnel avant l'article 22** - **Amendement n° 1519 rectifié** (*Document fixant les zones d'implantation potentielle des installations de production*

d'électricité éolienne - Annexe aux schémas de cohérence territoriale (SCoT) ou aux plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi)) : p. 5201

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22** (*Déclinaison des objectifs nationaux de développement des énergies renouvelables au niveau régional*) : p. 5217 - **Article 22 bis C (nouveau)** (*Introduction d'incitations fiscales en faveur des activités hydroélectriques, et notamment de leur conciliation avec les règles de continuité écologique*) : p. 5246 - **Article additionnel après l'article 22 bis** - **Amendement n° 1737 rectifié bis** (*Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Application des objectifs et des coûts financiers - Évaluation à mi-parcours*) : p. 5273 - **Article 25** (*Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040*) : p. 5290

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 39** (*Modification du contenu du diagnostic de performance énergétique, DPE*) : p. 5644 - **Article 39 bis C** (*Renforcement de l'objectif prévu par la « loi quinquennale » en matière de rénovation énergétique*) : p. 5654 p. 5656 - **Article 39 ter** (*Définition des rénovations énergétiques « performante », « globale » et « complète »*) : p. 5660 p. 5661 p. 5662 - **Article 40** (*Modification de l'application des obligations d'audit énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE)*) : p. 5666 p. 5667 p. 5668 - **Article 41** : p. 5672 p. 5673 - **Article 42** (*Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence*) : p. 5677 p. 5678 p. 5679 - **Article 42 bis AD (nouveau)** (*Création d'un congé pour travaux d'économie d'énergie*) : p. 5685 - **Article 43** (*Rénovation du service public de la performance énergétique de l'habitat, SPPEH*) : p. 5691 p. 5695 - **Article 43 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*Création d'un prêt avance mutation garanti par l'État pour financer la rénovation énergétique des logements*) : p. 5703 - **Article 43 quinquièmes** (*Modification du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitation, ANAH*) : p. 5704 - **Article 45 quinquièmes A (nouveau)** (*Élargissement des missions des offices publics de l'habitat (OPH) aux opérations de rénovation énergétique pour compte de tiers*) : p. 5713 - **Article additionnel après l'article 45 quinquièmes B** - **Amendements n° 540 rectifié, n° 1261 rectifié et n° 1691 rectifié bis** (*Sociétés d'HLM - Travaux de rénovation énergétique pour le compte de tiers*) : p. 5714 - **Article additionnel après l'article 45 quinquièmes B** - **Amendements n° 542 rectifié, n° 1263 rectifié bis et n° 1702 rectifié** (*Sociétés anonymes coopératives d'HLM et sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'HLM - Opérations de réhabilitation, d'entretien et de rénovation énergétique au profit de leurs collectivités territoriales associées*) : p. 5715 - **Article additionnel après l'article 45 quinquièmes B** - **Amendements n° 541 rectifié, n° 1693 rectifié et n° 1262 rectifié** (*Coopératives d'HLM - Travaux de rénovation énergétique pour le compte de tiers*) : p. 5715

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des aides personnalisées au logement** - (7 juillet 2021) : p. 6528

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 5 ter** - **Amendements n° 773 rectifié bis et n° 1286 rectifié** (*Règles départementales relatives à la défense extérieure contre l'incendie - Mise en œuvre - Évaluation - Rapport au Parlement*) : p. 6715 p. 6716 - **Article 7** (*Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé*) : p. 6734

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6810 p. 6820 p. 6823 - **Article 15 bis (nouveau)** (*Décompte des logements sociaux : majoration des logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) et minoration de ceux financés en prêts locatifs sociaux, PLS*) : p. 6830

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 16** (Contrôle du préfet sur l'affectation du prélèvement sur les ressources des communes ne respectant pas les quotas SRU) : p. 6873 - **Article 17** (Suppression de la date butoir de 2025 et rythme de rattrapage du déficit de logements sociaux différencié selon les communes SRU) : p. 6878 p. 6887 - **Article 19** (Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher ») : p. 6899 p. 6900 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 502** (Logements locatifs intermédiaires - Logements locatifs sociaux - Rééquilibrage) : p. 6908 - **Article 20 ter (nouveau)** (Élargissement des missions du comité régional de l'habitat de l'hébergement, CRHH) : p. 6914 - **Article additionnel après l'article 20 ter - Amendement n° 496 rectifié** (Zone d'urbanisation continue - Zone tendue - Plan local d'urbanisme (PLU) - Logements neufs - Prix de vente maximum - Fixation) : p. 6914 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6916 p. 6917 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 80 rectifié et n° 488** (Logements sociaux - Objectif d'attribution - Modulation) : p. 6927 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 498 et n° 1204** (Commissions de médiation - Professionnalisation) : p. 6929 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 84 rectifié et n° 489** (Logement social - Équilibre entre l'offre et la demande - Dispositif de cotation facultatif) : p. 6931 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 242 rectifié** (Logement social - Attribution - Plafonds de ressources - Majoration) : p. 6933 - **Article 22 ter (nouveau)** (Ajout au contingent communal d'attribution de logements sociaux du reste des logements non réservés) : p. 6933 - **Article 22 quater (nouveau)** (Attribution

des logements sociaux dans les résidences fragiles) : p. 6935 - **Article 23** (Encadrement des loyers) : p. 6937 p. 6939 p. 6940 p. 6941

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 28** (Extension du champ de compétences des organismes de foncier solidaire, OFS) : p.6995

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8881

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9905

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10568 p. 10569

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11439 p. 11444

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11577 - **Article 2** (Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale) : p. 11585 - **Article 5** (Droit des exploitants agricoles à se loger sur leur terrain d'activité ou à proximité) : p. 11595

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRCE

Présidente du groupe communiste républicain citoyen et écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport (nouvelle lecture) et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Audition de M. Frédéric Pierru, chargé de recherche au CNRS.

Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Achat de prestations de conseil par l'État - Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État, Stéphane Morin, adjoint au directeur du service des achats de l'État et directeur de projet du plan achat de l'État, et Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

(*commission des lois*) : Audition de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue des cabinets) - Audition de MM. Charles Boudet, directeur général de JLL France, Olivier Girard, président d'Accenture pour la France et le Benelux, et Laurent Penard, président de Citwell Consulting.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 238

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels** [n° 272 (2020-2021)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 337 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 347 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 364

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 433 - **Question préalable** : p. 433 p. 435 p. 436 - **Discussion générale** : p. 442

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire** [n° 300 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 516 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendement n° 11** (*Ordonnances prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - Ratification de manière expresse - Obligation*) : p. 538

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Article 6** (*Interdiction de la visioconférence pour la décision et la prolongation de la détention provisoire et maintien de la prise en charge du mineur par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 548 p. 549 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 20** (*Mineurs - Détention provisoire pour les plus de 16 ans*) : p. 549 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) :

p. 551 p. 552 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Renforcement des sanctions pour les représentants légaux d'un mineur ne déférant pas à une convocation à comparaître*) : p. 553

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 février 2021) : p. 857

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture** [n° 327 (2020-2021)] - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 861 - **Question préalable** : p. 867

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 945 p. 946 p. 954

- **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1032

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale des étudiants** - (17 février 2021) : p. 1144

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 355 (2020-2021)] - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1301 p. 1302 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 29** (*Élection présidentielle de 2022 - Garantie de la sécurité sanitaire - Mesures - Rapport au Parlement*) : p. 1305 - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1309 p. 1317 p. 1321 p. 1323 p. 1328 p. 1329 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Publication de la marge d'erreur des sondages d'opinion*) : p. 1338 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendement n° 28** (*Élection présidentielle - Plateforme numérique commune à tous les candidats - Création*) : p. 1340

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1402

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (3 mars 2021) : p. 1439

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** [n° 419 (2020-2021)] - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1497

- **Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Commission mixte paritaire** [n° 397 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1742

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1763 p. 1764 p. 1765 - **Discussion générale** : p. 1772 - **Article 3** (*Texte non modifié par la commission*) (*Compétence des agents de police municipale et des gardes champêtres en matière de répression de l'ivresse publique*) : p. 1827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire** - (17 mars 2021) : p. 1857 p. 1858

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre** [n° 436 (2020-2021)] - (17 mars 2021) - **Article 2** : p. 1872

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quater** - **Amendement n° 235** (*Instance de contrôle des agents de la sécurité publique et des politiques de sécurité publique - Opportunité de création - Rapport au Parlement*) : p. 1886 - **Article 7** (*Encadrement de la sous-traitance*) : p. 1891 - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*) : p. 1923 p. 1925 p. 1926 p. 1927 - **Articles additionnels après l'article 20** - **Amendements n° 330 rectifié bis et n° 359** (*Centres de rétention administrative (CRA)* -

Prévention des risques (suicide, agression...) - Dispositif de vidéosurveillance) : p. 1933 - **Article 21** (*Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale*) : p. 1945 - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1954

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) : p. 1973 - **Article 22 bis** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours*) : p. 1979 p. 1980 p. 1981 p. 1982 - **Article 23** (*Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique*) : p. 1992 - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 1999 p. 2002 p. 2003 p. 2006 p. 2010 - **Article 30 bis** (*Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance*) : p. 2045 p. 2046 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 224** (*Code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationales de janvier 2014 - Améliorations - Rapport au Parlement*) : p. 2049 - **Article additionnel après l'article 31 quinquiés - Amendement n° 225** (*Nouveau Schéma national du maintien de l'ordre - Bilan - Rapport au Parlement*) : p. 2054 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2056

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2293 - **Discussion générale** : p. 2297 p. 2298 p. 2300 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2344 p. 2346

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire** - (31 mars 2021) : p. 2366 p. 2367

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2505 p. 2506

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (1er avril 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 493** (*Clientélisme électoral auprès des ennemis de la République - Nouveau délit - Instauration*) : p. 2539 - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2544

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 107 rectifié et n° 529 rectifié** (*Ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat - Condition - Substitution à la simple déclaration d'un régime d'autorisation*) : p. 2720 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié** (*Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction*) : p. 2756 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis** (*Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction*) : p. 2758

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés** - *Commission mixte paritaire [n° 495 (2020-2021)]* - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2790

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 181 rectifié bis** (*Délit d'incitation à la haine de la France - Création*) : p. 2983

- **Rappel au règlement** - (12 avril 2021) : p. 3006

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (12 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3053 p. 3058

- **Question orale sans débat sur l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap** - (13 avril 2021) : p. 3104

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3314

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3328

- **Débat sur l'avenir institutionnel, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie** - (4 mai 2021) : p. 3352

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3559 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 7** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 5 - Principe de « précaution » - Remplacement par un principe de « prudence responsable »*) : p. 3572 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création*) : p. 3573 p. 3574 - **Article unique** : p. 3583 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3591

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie** - (12 mai 2021) : p. 3723

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Question préalable** : p. 3897 p. 3898 - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3912 p. 3913 p. 3915 p. 3916 p. 3930 p. 3939 - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 3960 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 99** (*Entreprises en cessation des paiements - Procédure judiciaire temporaire et simplifiée de sortie de crise sanitaire - Instauration*) : p. 3966

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'intervention de la France et de l'Union européenne en vue de la résolution de la crise au Proche-Orient** - (19 mai 2021) : p. 3994

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Article 10** (*Coordination entre la loi du 30 septembre 1986 et le code du sport en matière de lutte contre le piratage des contenus sportifs*) : p. 4140 - **Article 10 septies (nouveau)** (*Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale*) : p. 4146

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4200

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4219 - **Article 1er** (*Renvoi à la juridiction du fond de la décision relative à l'irresponsabilité pénale en cas de fait fautif de l'auteur de l'acte ayant causé au moins partiellement l'abolition du discernement*) : p. 4224 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental - Mesure de sûreté d'obligation de soins - Création*) : p. 4228 - **Article 2** (*Aggravation des peines pour les crimes et délits commis en état d'intoxication*) : p. 4229 - **Article 4** (*Restriction du champ de l'examen clinique de garde à vue*) : p. 4232

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décalage entre le climat politique et la gravité de la crise sociale** - (26 mai 2021) : p. 4240
- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 622 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4361
- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité** [n° 629 (2020-2021)] - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4404 - **Article 4** (*Modernisation des modalités d'exercice du droit de pétition*) : p. 4412 - **Article additionnel avant l'article 5** - **Amendement n° 15** (*Commission des finances - Présidence - Appartenance à un groupe d'opposition*) : p. 4413 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendements n° 39 et n° 16** (*Droit d'initiative des groupes minoritaires et d'opposition - Règlement - Modification*) : p. 4416 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 27 rectifié** (*Débat de contrôle en commission (DEC) - Création*) : p. 4418 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendements n° 20 rectifié, n° 38, n° 18 rectifié, n° 42 et n° 41** (*Irrecevabilité des amendements - Règles*) : p. 4423 - **Article 9** (*Modification de l'ordre de passage des orateurs lors de la discussion générale en séance plénière*) : p. 4427 - **Article 11** (*Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun*) : p. 4432
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût réel des compteurs Linky pour les usagers** - (2 juin 2021) : p. 4454
- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit** [n° 627 (2020-2021)] - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4562
- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4583
- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie** [n° 655 (2020-2021)] - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4709
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4807 p. 4808
- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 29 bis** - **Amendement n° 165** (*Développement de l'activité dite « auto-train » - Rapport au Parlement*) : p. 5380 - **Article additionnel après l'article 30** - **Amendements n° 169, n° 1535 et n° 1229 rectifié** (*Transport routier de marchandises - Dégrevement de la partie contribution climat énergie du gazole - Suppression*) : p. 5391 - **Article 30 ter (nouveau)** (*Objectif de doublement des parts modales du fret ferroviaire et fluvial et définition d'une stratégie pour le développement des modes massifiés*) : p. 5395
- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 30 ter** - **Amendement n° 2158 rectifié** (*Terminaux multimodaux de fret - Création de nouvelles sociétés d'économie mixte par l'État*) : p. 5549 - **Article additionnel après l'article 30 ter** - **Amendement n° 173** (*Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général*) : p. 5551
- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5634
- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement** [n° 695 (2020-2021)] - (29 juin 2021) - **Question préalable** : p. 6000 - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Péremission des mesures de police administrative instaurées par la loi « SILT »*) : p. 6012 - **Article 7** (*Encadrement de l'exploitation et de la transmission des renseignements entre services et aux services, suivant les finalités ayant justifié leur obtention*) : p. 6036 - **Article 8** (*Allongement de la durée de conservation des renseignements à des fins de recherche et de développement*) : p. 6040 p. 6042 - **Article 17 bis** (*Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement*) : p. 6062 - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6077 p. 6078 p. 6079 - **Rappel au règlement** : p. 6079 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6080
- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement** - *Deuxième lecture* [n° 703 (2020-2021)] - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6370
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 9** - **Amendement n° 225** (*Petites lignes ferroviaires - Pérennisation*) : p. 6765 - **Article additionnel après l'article 14** - **Amendement n° 274 rectifié** (*Zones à proximité d'habitation - Usage de produits phytopharmaceutiques - Maires - Faculté d'interdiction*) : p. 6804 p. 6805 - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6810 p. 6811
- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 25 bis (nouveau)** (*Extension de l'harmonisation de l'article 25 à la métropole du Grand Paris*) : p. 6989 - **Article 28 bis (nouveau)** (*Délégation du droit de préemption urbain aux organismes de foncier solidaire, OFS*) : p. 6997
- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 39** (*Recours obligatoire au traitement automatisé d'appui à l'évaluation de la minorité pour l'évaluation de la minorité et de l'isolement des personnes se déclarant mineurs non accompagnés*) : p. 7139 p. 7141 p. 7142 - **Article additionnel après l'article 39** - **Amendement n° 314 rectifié** (*Fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) - Abrogation*) : p. 7144
- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 59** (*Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales*) : p. 7255 p. 7256
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** - *Nouvelle lecture* [n° 734 (2020-2021)] - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7579 p. 7582
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la recevabilité financière des amendements sur l'obligation vaccinale** - (21 juillet 2021) : p. 7646 p. 7647
- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement** - *Nouvelle lecture* [n° 779 (2020-2021)] - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7699 - **Article 3** (*Renforcement du régime des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (Micas)*) : p. 7703 - **Article 7** (*texte non modifié par la commission*) (*Transmission d'informations aux services de renseignement et entre ces services*) : p. 7708 - **Article 11** (*texte non modifié par la commission*) (*Expérimentation de l'interception des communications reçues par voie satellitaire*) : p. 7711
- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire** [n° 799 (2020-2021)] - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7738 p. 7739
- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Rappels au règlement** : p. 7758 - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7763 p. 7766 p. 7773 p. 7776 p. 7784 p. 7805 p. 7811 p. 7828 p. 7828 p. 7838 p. 7839 p. 7844 p. 7851 p. 7854 p. 7865 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 252** (*Refus d'un étranger faisant l'objet d'une décision d'éloignement de se soumettre aux formalités sanitaires - Sanction*) : p. 7872 - **Article 4** (*Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19*) : p. 7881 - **Article additionnel avant l'article 5** - **Amendement n° 223** (*Travaux*)

du Comité de citoyens sur les vaccins - Rapport au Parlement) : p. 7886 - **Article 8** (Sanctions pénales prévues dans le cadre de l'obligation vaccinale) : p. 7912 - **Article 9** (Autorisation d'absence pour se rendre à un rendez-vous de vaccination) : p. 7913

- Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)] - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7936

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer** [n° 817 (2020-2021)] - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7962

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (9 septembre 2021) : p. 7975

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels** [n° 787 (2020-2021)] - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8224 - **Article 11 bis** (Accès permanent aux parties communes des immeubles à usage d'habitation par les services de police et de gendarmerie ainsi que par les services d'incendie et de secours) : p. 8252

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 22 A - Amendement n° 38 rectifié** (Statut de sapeur-pompier volontaire - Rapport au Parlement) : p. 8277 - **Article 24 bis** (Texte non modifié par la commission) (Don de jour de repos non pris au bénéfice d'un salarié ou d'un agent public engagé en qualité de sapeur-pompier volontaire) : p. 8281 - **Article 30** (Attribution du label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers » aux employeurs publics ou privés ayant conclu une convention de disponibilité) : p. 8289

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** [n° 835 (2020-2021)] - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public) : p. 8513 p. 8514 - **Article 2** (Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure) : p. 8522 - **Article 3** (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales) : p. 8527 p. 8528 - **Article 6** (Dispositions diverses relatives à la cour d'assises) : p. 8541

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison) : p. 8597 p. 8598 - **Article 14** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes qui travaillent en détention) : p. 8624 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour compléter la réforme de la déontologie et de la discipline) : p. 8636

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale** [n° 845 (2020-2021)] - (30 septembre 2021) - **Article 5** (Ajout de mentions obligatoires aux offres de cession d'animaux de compagnie) : p. 8747

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8865

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8879

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires** [n° 24 (2021-2022)] - (12 octobre 2021) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 9028 - **Discussion générale** : p. 9035 p. 9036 p. 9038 - **Article 1er** (Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins) : p. 9041

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2** [n° 811 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9104

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance** [n° 475 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9113 - **Article 2** (Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études) : p. 9117

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir** [n° 26 (2021-2022)] - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9193 p. 9194 - **Article unique** : p. 9199

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure** [n° 47 (2021-2022)] - (18 octobre 2021) - **Demande de réserve** : p. 9248 - **Discussion générale** : p. 9257 - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (Régime pénal et administratif du refus d'obtempérer) : p. 9260 - **Article 6** (Création de la réserve opérationnelle de la police nationale) : p. 9264 p. 9266 - **Article 7** (Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière) : p. 9268 p. 9269 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 50** (Politique globale de réhabilitation des cellules de gardes à vue - Rapport au Parlement) : p. 9278 - **Article 8** (Définition d'un régime d'utilisation des caméras aéroportées par les forces de l'ordre) : p. 9281 p. 9285 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 83** (Captation et fixation d'images à l'aide de drones dans les lieux publics lors des enquêtes pénales - Régime) : p. 9291 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 54** (Équipement en aéronefs du ministère de l'intérieur - Rapport au Parlement) : p. 9291 - **Article 17** (Extension des prérogatives des gardes particuliers assermentés à la constatation de certaines contraventions se rattachant à la sécurité et à la circulation routière) : p. 9299

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé) - Amendement n° 7** (Discernement - Définition) : p. 9343 - **Article 1er (précédemment réservé)** (Responsabilité pénale en cas d'abolition délibérée du discernement dans le cadre d'un projet criminel préalablement conçu) : p. 9344 p. 9345 - **Article 2 (précédemment réservé)** (Répression de l'atteinte aux personnes résultant d'une intoxication volontaire) : p. 9350 - **Article additionnel après l'article 3 bis (précédemment réservés) - Amendements n° 13 et n° 39** (Chambres de l'instruction - Possibilité d'investigations complémentaires) : p. 9353 p. 9354 - **Article additionnel après l'article 3 ter (précédemment réservé) - Amendements n° 41 et n° 61** (Transmission de l'intégralité des rapports des experts aux parties - Obligation) : p. 9355 - **Article 4 (précédemment réservé)** (Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure) : p. 9356 p. 9357 p. 9359 - **Article 12 (précédemment réservé)** (Texte non modifié par la commission) (Maintien à la disposition de la justice de prévenus présentés devant une juridiction incompétente du fait d'une erreur sur leur majorité ou minorité) : p. 9361 p. 9362 p. 9363 - **Article 15 (précédemment réservé)** (Texte non modifié par la commission) (Application de l'amende forfaitaire délictuelle à certains vols simples) : p. 9365 - **Article 16 (précédemment réservé)** (Texte non modifié par la commission) (Relevés signalétiques contraints) : p. 9367 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 59** (Examens radiologiques de maturité osseuse ou dentaire - Interdiction) : p. 9368 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9372

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de l'État contre les licenciements par les entreprises bénéficiaires d'aides covid** - (20 octobre 2021) : p. 9393

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de remplaçants dans les écoles et les collèges** - (20 octobre 2021) : p. 9394

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations du 17 octobre 1961** - (20 octobre 2021) : p. 9397

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9432 - **Article 4 (supprimé)** (*Extension des possibilités d'adoption plénière d'enfants âgés de plus de quinze ans*) : p. 9444 p. 9445 p. 9446 - **Article 9** (*Consentement de l'enfant à son changement de prénom lors de son adoption et à son changement de nom lors de son adoption simple*) : p. 9453 - **Article 9 bis (supprimé)** (*Dispositif transitoire d'établissement de la filiation des enfants nés du recours par un couple de femmes à une assistance médicale à la procréation à l'étranger*) : p. 9457 - **Organisation des travaux** : p. 9459 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9474

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompier et les sapeurs-pompier professionnels - Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9543

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9554 - **Article 1er** (*Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines*) : p. 9564 - **Article 12** (*Règles de gestion des personnels des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 9591 - **Intitulé du projet de loi** : p. 9599

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9722 p. 9723 - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9730 p. 9743 - **Rappel au règlement** : p. 9743 - **Article 1er B (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9747 - **Article 1er H (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9759 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 16** (*Raisons des différences de rythme de vaccination au sein de la population en fonction des zones géographiques et des profils socioprofessionnels des foyers - Rapport au Parlement*) : p. 9760 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 78 rectifié, n° 61 rectifié bis, n° 63 rectifié, n° 24 rectifié, n° 56 rectifié bis, n° 62 rectifié et n° 34 rectifié** (*Covid 19 - Champ de l'obligation vaccinale - Exclusion des personnels des établissements d'accueil du jeune enfant non professionnel de santé - Abrogation de la suspension du contrat de travail des soignants non vaccinés*) : p. 9771 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9781

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9981

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture [n° 131 (2021-2022)]** - (4

novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10016 - **Question préalable** : p. 10025

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût de l'énergie** - (10 novembre 2021) : p. 10306

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 84 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 85 (2021-2022)** : p. 10781

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 84 (2021-2022)**. - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10815

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10832 p. 10834

Discussion générale :

: p. 10834

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11230

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11398

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication inclusive dans les institutions européennes** - (1er décembre 2021) : p. 11428

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11447

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11511

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'approvisionnement en vaccins contre la covid-19** - (8 décembre 2021) : p. 11546

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Article 2** (*Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative*) : p. 11682

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 176 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12028

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021 ; puis rapporteur le 25 novembre 2021.

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 6 juillet 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Anciens combattants.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur les projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public - Examen du rapport d'information et vote sur l'avis de la commission, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Juliette Théry-Schultz, candidate désignée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de l'article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Premier bilan sur l'application en France de la loi relative aux droits voisins des agences et des éditeurs de presse - Audition de MM. Jean-Marie Cavada, président de l'Institut for digital fundamental rights (IDFR), ancien député européen, Fabrice Fries, président de l'Agence France-Presse (AFP), Alain Augé, président du Syndicat des éditeurs la presse magazine (SEPM), Jean-Pierre de Kerraoul, président de la commission juridique de l'Alliance de la presse d'information générale (APIG), Laurent Bérard-Quélin, président de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (FNPS), Augustin Naepels, vice-président en charge des affaires institutionnelles du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (SPIIL), et Mme Florence Braka, directrice générale de la Fédération française des agences de presse (FFAP).

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Sébastien Missoffe, vice-président, directeur général, Benoît Tabaka, directeur des relations institutionnelles et des politiques publiques de Google France, Anton Maria Battesti, responsable des affaires publiques, et Martin Signoux, chargé des affaires publiques de Facebook France.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition du général Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en charge des sports.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition des experts des médias - Audition de Mme Nathalie Sonnac, professeur des universités, Paris II - Panthéon-Sorbonne-Assas, ancienne membre du collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Olivier Bomsel, professeur à Mines ParisTech, directeur de la chaire sur l'économie des médias et des marques, et Mme Julia Cagé, « Associate professor » d'économie à Sciences Po-Paris.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de M. Pierre Louette, président de l'Alliance de la presse d'information politique et générale et président-directeur général du groupe Les Échos-Le Parisien.

Audition de MM. Jean-Baptiste Gourdin, directeur général des médias et des industries culturelles, et Ludovic Berthelot, chef du service des médias, de la direction générale des médias et des industries culturelles du ministère de la culture.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition d'associations en lien avec les médias - MM. Mathias Reymond, co-animateur du site de critique des médias Action-Critique-Médias et Nicolas Vescovacci, journaliste, président de l'association Informer n'est pas un délit.

Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

Réunion du vendredi 10 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de MM. Emmanuel Poupard, premier secrétaire général, et Alexandre Buisine membre du bureau national du Syndicat national des journalistes.

Audition des directeurs de rédaction des chaînes d'information en continu - Mme Céline Pigalle, directrice de la rédaction de BFMTV, MM. Thomas Bauder directeur de l'information de CNews et Bastien Morassi directeur de la rédaction de LCI.

Audition des sociétés de journalistes (SDJ) - Mme Frédérique Agnès, présidente de la société des journalistes de TF1, MM. Julien Fautrat, président de la société des journalistes de RTL et Nicolas Ropert, président de la société des journalistes de RMC.

Réunion du lundi 13 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, conseillère d'État, ancienne présidente de l'Autorité de la concurrence.

Audition des représentants de la presse écrite - MM. Alain Augé, président du Syndicat des éditeurs de la presse magazine, Laurent Bérard-Quélin, président de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée, et Mme Cécile Dubois, coprésidente du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de MM. Emmanuel Combe, président par intérim, et Stanislas Martin, rapporteur général, de l'Autorité de la concurrence.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture du compte Twitter de Donald Trump et la lutte contre la haine en ligne** - (13 janvier 2021) : p. 119

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des cantines scolaires face au protocole sanitaire renforcé** - (20 janvier 2021) : p. 273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'écologie** - (27 janvier 2021) : p. 495

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les profits considérables des milliardaires révélés par le rapport annuel d'Oxfam** - (27 janvier 2021) : p. 499

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux retraites agricoles** - (10 février 2021) : p. 989 p. 990

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plafonnement des frais bancaires** - (17 février 2021) : p. 1149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation d'un ancien Président de la République** - (3 mars 2021) : p. 1435

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (3 mars 2021) : p. 1439

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la culture après un an de crise sanitaire** - (10 mars 2021) : p. 1590

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence chez les jeunes** - (10 mars 2021) : p. 1599

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1685 p. 1690
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences urbaines** - (17 mars 2021) : p. 1865
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la covid et le secteur de l'événementiel** - (17 mars 2021) : p. 1867
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2619 p. 2620 p. 2621 p. 2624 - **Article 19** (*Lutte contre les « sites miroirs » contournant des décisions de justice ordonnant le blocage et le déréférencement de contenus haineux*) : p. 2630 p. 2633 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 250 rectifié sexies** (*Plateformes numériques - Responsabilité - Redéfinition*) : p. 2638 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 500 rectifié et n° 169 rectifié bis** (*Réseaux sociaux - Entraves à la liberté d'expression - Pénalisation*) : p. 2640 - **Article 19 bis** (*Régulation des plateformes numériques*) : p. 2644 p. 2647 p. 2648 p. 2649 p. 2652 p. 2653 p. 2654
- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2678 p. 2679
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les règles de propriété intellectuelle relatives aux vaccins** - (5 mai 2021) : p. 3415
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (19 mai 2021) : p. 4000
- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4099 p. 4100 - **Article 1er** (*Fusion du CSA et de la Hadopi au sein de l'Arcom*) : p. 4111 p. 4112 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Éditeurs et agences de presse - Droit voisin*) : p. 4121 - **Article 5** (*Désignation des membres de l'Arcom*) : p. 4126 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11** (*France 3 et Radio France - Services référents en matière de sport*) : p. 4127 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 13** (*Activités dans le secteur de la communication audiovisuelle et dans celui de la commande publique - Cumul - Interdiction*) : p. 4131 p. 4132 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 49 rectifié, n° 29, n° 27 rectifié, n° 28 rectifié et n° 14** (*Télévision en clair - Événements d'importance majeure - Modifications*) : p. 4134 p. 4135 p. 4136 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 15 rectifié** (*Audiovisuel/sport - Commission de concertation - Création*) : p. 4137 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 30** (*Programmes sportifs - Diffusion - Obligations*) : p. 4142 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Pouvoir du CSA de reconduire les autorisations d'émettre des chaînes de télévision numérique nationales et locales pour une seconde fois hors appel d'offre*) : p. 4143 p. 4144 - **Article 10 septies (nouveau)** (*Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale*) : p. 4147 p. 4148 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 18** (*Organismes de gestion collective (OGC) - Non respect par les éditeurs et distributeurs de services de leurs obligations - Saisine de l'Arcom*) : p. 4149 p. 4150 - **Article 12** (*Renforcement et publicité des sanctions de l'Arcom en cas de non-respect d'une mise en demeure*) : p. 4151 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 20** (*Services de télévision et services de médias audiovisuels à la demande (SMAD) - Versement des droits d'auteur - Contrôle par l'Arcom*) : p. 4153 - **Article 13 ter (nouveau)** (*Durée minimale de cinq ans pour la détention d'une autorisation du CSA pour l'édition d'un service de télévision*) : p. 4154 - **Article 17** (*Préservation du patrimoine audiovisuel français et européen*) : p. 4158 p. 4160 p. 4161 p. 4162 - **Article 17 ter (nouveau)** (*Simplification de la réglementation relative aux rapports entre les producteurs et les éditeurs de programmes*) : p. 4165 p. 4166 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 80 rectifié sexies** (*Opérateurs de diffusion par satellite des chaînes de la TNT sans abonnement - Droit d'auteur et droits voisins - Non redevabilité*) : p. 4168 - **Article 20** (*Dispositions transitoires relatives à l'Arcom*) : p. 4173 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4175
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de la manifestation des policiers** - (26 mai 2021) : p. 4242
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les langues régionales** - (26 mai 2021) : p. 4251
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (II)** - (2 juin 2021) : p. 4456
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (9 juin 2021) : p. 4648
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapatriement des personnels civils de recrutement local afghans** - (9 juin 2021) : p. 4657
- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4667 p. 4668
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4852 - **Article 5** (*Codes de bonne conduite dans le secteur de la publicité*) : p. 4873 p. 4874 p. 4875 p. 4876 p. 4877
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital public** - (16 juin 2021) : p. 4965 p. 4966
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II)** - (30 juin 2021) : p. 6104
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Archives nationales** - (7 juillet 2021) : p. 6519 p. 6520
- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8017 p. 8018 - **Article 21** : p. 8042
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse de l'État à la consommation de crack en région parisienne** - (29 septembre 2021) : p. 8567
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandora Papers » (I)** - (6 octobre 2021) : p. 8898
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandora Papers » (II)** - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux services publics de proximité** - (17 novembre 2021) : p. 10647

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (22 novembre 2021) - **Article 16** (*Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)*) : p. 11179 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-134 rectifié bis** (*Professions libérales - Déduction fiscale spéciale pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants pour les exposer au public*) : p. 11184

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11215

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences lors du meeting d'Éric Zemmour** - (8 décembre 2021) : p. 11548

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11671 p. 11672 - **Article 1er** (*Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité*) : p. 11674 p. 11676 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Événement du 17 octobre 1961 - Pleine accessibilité des archives*) : p. 11679 - **Article 2** (*Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative*) : p. 11681 p. 11682

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture [n° 188 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11979

ATTAL (Gabriel)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement (jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation d'un ancien Président de la République** - (3 mars 2021) : p. 1435

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'instauration d'une « journée de l'agriculture », en remplacement du salon de l'agriculture** - (3 mars 2021) : p. 1441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les prisons** - (10 mars 2021) : p. 1601

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les orientations de la future politique agricole commune** - (26 mai 2021) : p. 4243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (I)** - (30 juin 2021) : p. 6100 p. 6101

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination obligatoire** - (21 juillet 2021) : p. 7642

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision de la Cour de justice de l'Union européenne relative au temps de travail des militaires** - (21 juillet 2021) : p. 7644

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur le temps de travail des militaires (II)** - (21 juillet 2021) : p. 7645

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étudiants sans master** - (22 septembre 2021) : p. 8179

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocution du Président de la République** - (15 décembre 2021) : p. 11861

BABARY (Serge)
*sénateur (Indre-et-Loire)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la commission de concertation du commerce.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Équité et souplesse, pour un commerce en pleine mutation [n° 358 (2020-2021)] (10 février 2021) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 869 (2020-2021)] en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 44 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Journée des entreprises au Sénat - 21 octobre 2021 [n° 142 (2021-2022)] (10 novembre 2021) - **Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Économie [n° 202 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises et de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au défi de la cybersécurité [n° 283 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management ».

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Florian Faure, directeur des affaires sociales et de la formation, et Philippe Chognard, responsable du pôle conditions de travail à la Confédération des PME (CPME), et du docteur Pierre Thillaud, représentant titulaire de la CPME au Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Table ronde sur « L'impact des nouveaux modes de travail et de management sur la santé ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler autrement.

Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les : « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition plénière - Table ronde avec les syndicats de salariés.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Isabelle Liberge, présidente de la Fédération nationale des groupements d'employeurs (FNGE).

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Gilbert Cette, professeur d'économie associé à la faculté de sciences économiques de l'université d'Aix-Marseille et adjoint au directeur général des études et des relations internationales de la Banque de France.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table Ronde : « Quelle cybersécurité pour les entreprises ? ».

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Jean-Yves Kerbourc'h, professeur à l'université de Nantes, faculté de droit et des sciences politiques.

Audition de Mme Meleyne Rabot, directrice générale de Just Eat France.

Audition du Syndicat national des groupements d'employeurs (SNGE).

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde « la cybersécurité des ETI-PME-TPE : la réponse des pouvoirs publics ».

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les travailleurs des plateformes ».

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI) et président de

Poujoulat, sur le thème de « L'impact de la crise sur la situation actuelle des entreprises de taille intermédiaire (ETI) ».

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur la cybersécurité des entreprises, présenté par MM. Rémi Cardon et Sébastien Meurant.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition, conjointe avec la mission d'information, de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion sur le thème « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? ».

Réunion du jeudi 30 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les conditions et les perspectives de la reprise économique.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Gwenaëlle Martinet, cheffe de projet France Relance, MM. Marc Boget, commandant de la gendarmerie dans le cyberspace, Jérôme Notin, directeur général ACYMA et Cyril Bras, vice-président de l'Institut pour la cybersécurité et la résilience des territoires.

Cybersécurité - Retour d'expérience des collectivités territoriales - Table ronde sur « La cybersécurité des collectivités territoriales » en présence de M. Richard Lizurey, adjoint au maire de Chartres, Mme Marie Nedellec, adjointe au maire de La Rochelle, et M. Alexandre Ouzille, premier adjoint au maire de Villers-Saint-Paul.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Adoption du rapport sur la Journée des entreprises.

Annonce du calendrier.

Compte rendu du déplacement en Indre-et-Loire du 23 septembre 2021.

Examen du compte rendu de déplacement au salon Bpifrance Inno Génération (BIG) à Paris.

Nomination de rapporteurs sur les difficultés des ETI et PME en matière de commerce extérieur.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs au commerce et à l'artisanat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Adoption du rapport conjoint avec la délégation aux collectivités territoriales sur la cybersécurité des collectivités territoriales.

Questions diverses.

Table ronde sur la question de l'assurabilité en matière de cybersécurité - MM. Stéphane Blanc, fondateur et président d'AntemetA, spécialiste de la gestion de la donnée d'entreprise et la cybersécurité, Marc Bothorel, référent cybersécurité national de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Lionel Corre, sous-directeur assurance à la direction générale du Trésor (DGT), et Christophe Delcamp, directeur adjoint au Pôle assurances de dommages et responsabilité de la Fédération française de l'assurance (FFA).

Table ronde sur les difficultés des ETI et PME en matière de commerce extérieur - MM. Renaud Bentégeat, président de CCI France International, Pierre Goguet, président de CCI France, Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, François Lefebvre, directeur général de Bpifrance Assurance Export, et Paul Teboul, sous-directeur FinInter (Financement international des entreprises) de la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Maria Harti, présidente d'Interfaces, sur le thème du développement des tiers-lieux (réussites et difficultés).

Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

Examen du compte rendu du déplacement du 9 décembre 2021 dans l'Orne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 février 2021) : p. 726

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1366 p. 1367

- **Question orale sans débat sur la situation des parents séparés ou divorcés dont l'un des enfants est handicapé** - (9 mars 2021) : p. 1548 p. 1549

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article 9** (*Publicité des sanctions disciplinaires les plus graves*) : p. 1897 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 191 rectifié** (*Acteurs de la sécurité privée - Proposition d'offres complémentaires de service - Autorisation*) : p. 1906

- **Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3274 p. 3275

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)]** - (4 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3336

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3363

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3451

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 609 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4325 p. 4326

- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4585

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4730

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1247 rectifié** (*Autorité des normes comptables (ANC) - Nouvelle compétence dans le domaine de l'information sur la durabilité des entreprises*) : p. 4987 - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4992 p. 5005 p. 5006 p. 5012

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du commerce extérieur français** - (23 juin 2021) : p. 5464

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (25 juin 2021) - **Article 48** (*Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés*) : p. 5875

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 17** (*Suivi médical des travailleurs non-salariés et des travailleurs d'entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise*) : p. 6471 - **Article 17 bis (supprimé)** (*Mutualisation du suivi de l'état de santé des salariés ayant plusieurs employeurs*) : p. 6474

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 5 quinquies (précédemment réservé) - n° 1090 rectifié ter** (*Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Établissement public territorial de bassin - Transfert de la compétence - Expérimentation*) : p. 6807 - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6816

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8009

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 septembre 2021) : p. 8573

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 34** (*Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires*) : p. 8658

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9548 - **Article 7** (*Demande d'habilitation à légiférer par ordonnance en vue de procéder à des clarifications entre différentes règles législatives et*

réglementaires existantes) : p. 9579 p. 9580 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 38 rectifié ter et n° 39 rectifié bis** (*Liste des activités exercées exclusivement par des personnes qualifiées professionnellement - Ajout de l'activité de toilettage des chiens, chats et autres animaux de compagnie*) : p. 9581 - **Article 12** (*Règles de gestion des personnels des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 9592 p. 9593 p. 9594 p. 9595

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10569

- **Question orale sans débat sur les conditions de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les tornades** - (14 décembre 2021) : p. 11732

BACCHI (Jérémy)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis vice-président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Un cinéma à la reconquête de son public [n° 211 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public - Examen du rapport d'information et vote sur l'avis de la commission, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas de Tavernost, président, et Mme Karine Blouët, secrétaire générale du groupe M6.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi

organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de MM. Sébastien Missoffe, vice-président, directeur général, Benoît Tabaka, directeur des relations institutionnelles et des politiques publiques de Google France, Anton Maria Battesti, responsable des affaires publiques, et Martin Signoux, chargé des affaires publiques de Facebook France.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en charge des sports.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du sport amateur en période de crise sanitaire** - (3 février 2021) : p. 717 p. 718

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage** [n° 198 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1059

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1394

- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2199

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (31 mars 2021) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Extension du champ du dispositif de signalement destiné aux agents publics et clarification des mesures conservatoires pouvant être prises en cas de risque manifeste d'atteinte grave à leur intégrité physique) : p. 2435

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2524 p. 2533 - **Article 8** (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait) : p. 2551 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 552 rectifié** (Fonds de dotation (FDD) - Effets sociaux - Rapport au Parlement) : p. 2556 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 551 rectifié bis** (Dons et legs aux associations culturelles et aux congrégations - Exonération de droit de mutation à titre gratuit - Suppression) : p. 2566

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 14 bis (supprimé)** (Renouvellement automatique du titre de séjour d'un étranger victime de pratiques de polygamie) : p. 2592 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Limitation du droit à réversion à un seul conjoint non divorcé) : p. 2592

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article 25 bis B (nouveau)** (Utilisation des équipements sportifs dans le cadre de l'organisation d'activités physiques et sportives réservée aux seules associations agréées) : p. 2868

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique** [n° 558 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4097 - **Article 1er** (Fusion du CSA et de la Hadopi au sein de l'Arcom) : p. 4108 p. 4109 p. 4110 p. 4111 p. 4112 - **Article 3** (Lutte contre le piratage des contenus sportifs en direct) : p. 4123 - **Article 8** (Missions générales de l'Arcom et procédure de conciliation) : p. 4128 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45** (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) - Pôle éditorial des plateformes de partage de contenus - Rapport) : p. 4129 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 49 rectifié, n° 29, n° 27 rectifié, n° 28 rectifié et n° 14** (Télévision en clair - Événements d'importance majeure - Modifications) : p. 4133 - **Article 13 ter (nouveau)** (Durée minimale de cinq ans pour la détention d'une autorisation du CSA pour l'édition d'un service de télévision) : p. 4154 - **Article 17** (Préservation du patrimoine audiovisuel français et européen) : p. 4161 - **Article 17 ter (nouveau)** (Simplification de la réglementation relative aux rapports entre les producteurs et les éditeurs de programmes) : p. 4165 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 53** (Générique d'une œuvre - Ensemble des auteurs et autrices - Mention obligatoire) : p. 4171 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 48** (Services édités par le service public - Meilleur référencement et visibilité) : p. 4172 - **Article 19 bis (nouveau)** (Mise en œuvre transitoire des dispositions relatives à la lutte contre le piratage des contenus sportifs en direct) : p. 4173 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4175

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** [n° 559 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs** [n° 663 (2020-2021)] - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4625 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6** (Livres audios - Prix unique - Inclusion) : p. 4635

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions du passage du baccalauréat cette année** - (9 juin 2021) : p. 4652

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4665

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article 19 bis D** (*Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique*) : p. 5092 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1882, n° 1082 rectifié quater et n° 1298 rectifié bis** (*Coupes d'un seul tenant « coupes rases » des bois et forêts - Régulation*) : p. 5107

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Étude obligatoire du potentiel d'évolution et de changement d'usage de certains bâtiments avant leur construction et leur démolition*) : p. 5967

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article 56** (précédemment réservé)

(*Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 7615 p. 7623

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9897

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11229 p. 11230

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11452

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11692

BACCI (Jean)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Berteaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Table ronde avec les professionnels de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Projet de relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1767

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 184 rectifié bis** (*Audition « libre » d'une personne suspectée - Dispositions de l'article 61-1 du code de procédure pénale - Extension aux procédures diligentées par les gardes champêtres*) : p. 1882 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 2 rectifié bis et n° 183 rectifié bis** (*Gardes champêtres - Délai de transmission des procès-verbaux - Modification*) : p. 1883 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 34 rectifié bis, n° 1 rectifié bis et n° 182 rectifié bis** (*Gardes champêtres - Compétences en matière de mise en fourrière - Clarification*) : p. 1884

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la population de loups** - (31 mars 2021) : p. 2378 p. 2379

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Article 25 bis D (nouveau)** (*Promotion des principes du contrat d'engagement républicain par les conseillers techniques sportifs*) : p. 2870

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique** [n° 508 (2020-2021)] - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3140

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (17 juin 2021) - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Renforcement de la protection des ressources en eau souterraines stratégiques*) : p. 5122 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5195

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 58 rectifié, n° 245**

rectifié bis et n° 292 rectifié bis (*Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et plan local d'urbanisme (PLU) - Élaboration et révision - Représentants locaux des organisations professionnelles intégrées dans le collège des professionnels du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique - Consultation*) : p. 5912

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 1257 rectifié, n° 658 rectifié et n° 791 rectifié** (*Contrats locaux de santé (CLS) - Systématisation*) : p. 7052 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 760 rectifié, n° 792 rectifié, n° 1254 et n° 1487 rectifié bis** (*Contrats locaux de santé - Volet « santé mentale »*) : p. 7054 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 793 rectifié** (*Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Conseil d'administration - Présence des élus locaux*) : p. 7055 - **Article additionnel après**

l'article 31 - Amendements n° 58 rectifié et n° 794 rectifié bis (*Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Avis*) : p. 7056 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 798 rectifié, n° 1069 rectifié et n° 1255** (*Droit à la protection de santé - Collectivités territoriales - Participation*) : p. 7067

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 49** (*Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »*) : p. 7233

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8090

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention des feux de forêt** - (27 octobre 2021) : p. 9616

BACHELOT (Roselyne)
ministre de la culture
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport [n° 274 (2020-2021)] (13 janvier 2021) - **Culture - Sports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1395 du 18 novembre 2020 dispensant d'obligation de compatibilité avec les schémas régionaux des carrières les décisions d'exploitation de carrières justifiées par les besoins de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 338 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Aménagement du territoire - Culture**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport [n° 417 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Sports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1642 du 21 décembre 2020 portant transposition de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels, compte tenu de l'évolution des réalités du marché, et modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, le code du cinéma et de l'image animée, ainsi que les délais relatifs à l'exploitation des œuvres cinématographiques [n° 483 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Culture - Union européenne**.

Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 522 (2020-2021)] (8 avril 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 523 (2020-2021)] (8 avril 2021) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1013 du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail [n° 80 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (III)** - (20 janvier 2021) : p. 275

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels** - (10 février 2021) : p. 991

- **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Deuxième lecture [n° 287 (2019-2020)]** - (2 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1352

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la culture après un an de crise sanitaire** - (10 mars 2021) : p. 1590 p. 1591

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire** - (17 mars 2021) : p. 1860

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le guichet unique du spectacle occasionnel** - (17 mars 2021) : p. 1862

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie de Notre-Dame de Paris et l'état d'avancement des travaux de reconstruction** - (14 avril 2021) : p. 3190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fêtes locales de l'été prochain** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation des festivals** - (12 mai 2021) : p. 3733

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4091 - **Article 1er** (*Fusion du CSA et de la Hadopi au sein*

de l'Arcom) : p. 4108 p. 4109 p. 4110 p. 4111 p. 4112 p. 4113 p. 4114 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 35 rectifié et n° 37 rectifié septies** (« Manipulation de streams » - Rapport au Parlement) : p. 4115 - **Article 2 A (nouveau)** (Plateformes numériques - Respect du droit d'auteur) : p. 4117 - **Article 2** (Extension du champ des autorisations d'usage pour les programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4118 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié ter et n° 85 rectifié ter** (Mécanisme de licence légale - Application aux programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4119 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 rectifié ter et n° 86 rectifié ter** (Rémunération pour copie privée - Éditeurs de radio et de télévision) : p. 4119 - **Article 2 bis (nouveau)** (Éditeurs et agences de presse - Droit voisin) : p. 4120 p. 4121 p. 4122 - **Article 3** (Lutte contre le piratage des contenus sportifs en direct) : p. 4124 - **Article 5** (Désignation des membres de l'Arcom) : p. 4125 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11** (France 3 et Radio France - Services référents en matière de sport) : p. 4127 - **Article 8** (Missions générales de l'Arcom et procédure de conciliation) : p. 4128 p. 4129 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45** (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) - Pôle éditorial des plateformes de partage de contenus - Rapport) : p. 4129 - **Article 8 bis (nouveau)** (Permettre l'accès des éditeurs de programmes aux données d'usage sur les boxes internet) : p. 4130 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 13** (Activités dans le secteur de la communication audiovisuelle et dans celui de la commande publique - Cumul - Interdiction) : p. 4131 p. 4132 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 49 rectifié, n° 29, n° 27 rectifié, n° 28 rectifié et n° 14** (Télévision en clair - Événements d'importance majeure - Modifications) : p. 4135 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 15 rectifié** (Audiovisuel/sport - Commission de concertation - Création) : p. 4137 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 2 rectifié bis, n° 96, n° 3 rectifié bis et n° 4 rectifié ter** (Services interactifs de télévision - Précisions) : p. 4139 - **Article 10** (Coordination entre la loi du 30 septembre 1986 et le code du sport en matière de lutte contre le piratage des contenus sportifs) : p. 4140 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1 rectifié** (Modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) - Usage de l'ultra haute définition (UHD) - Autorisation par l'Arcom) : p. 4142 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 30** (Programmes sportifs - Diffusion - Obligations) : p. 4143 - **Article 10 ter (nouveau)** (Pouvoir du CSA de reconduire les autorisations d'émettre des chaînes de télévision numérique nationales et locales pour une seconde fois hors appel d'offre) : p. 4143 p. 4144 - **Article 10 quater (nouveau)** (Assurer la visibilité de l'information de proximité sur France 3) : p. 4145 - **Article 10 quinquies (nouveau)** (Renforcement des modalités du « must carry » applicable au service public audiovisuel) : p. 4145 - **Article additionnel après l'article 10 quinquies - Amendement n° 98** (Services de la TNT à vocation locale - Reprise en haute définition) : p. 4146 - **Article 10 septies (nouveau)** (Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale) : p. 4147 p. 4148 p. 4149 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 18** (Organismes de gestion collective (OGC) - Non respect par les éditeurs et distributeurs de services de leurs obligations - Saisine de l'Arcom) : p. 4150 - **Article 12** (Renforcement et publicité des sanctions de l'Arcom en cas de non-respect d'une mise en demeure) : p. 4151 p. 4152 - **Article 13** (Montant maximal des sanctions imposées par l'Arcom en cas de non-respect des obligations de financement de la production) : p. 4153 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 20** (Services de télévision et services de médias audiovisuels à la demande (SMAD) - Versement des droits d'auteur - Contrôle par l'Arcom) : p. 4153 - **Article 13 ter (nouveau)** (Durée minimale de cinq ans pour la détention d'une autorisation du CSA pour l'édition d'un service de télévision) : p. 4154 - **Article 14** (Procédure d'instruction devant l'Arcom) : p. 4155 - **Article 16** (Renforcement et publicité des sanctions de l'Arcom en cas de non-respect d'une mise en demeure envers les sociétés de

l'audiovisuel public) : p. 4156 - **Article 17** (Préservation du patrimoine audiovisuel français et européen) : p. 4161 p. 4162 p. 4163 - **Article 17 bis (nouveau)** (Accès des jeunes publics à des œuvres culturelles dédiées sur une des chaînes publiques) : p. 4164 - **Article 17 ter (nouveau)** (Simplification de la réglementation relative aux rapports entre les producteurs et les éditeurs de programmes) : p. 4165 p. 4166 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 102** (Chaînes parlementaires - Ressources complémentaires - Revenus provenant de l'exploitation de leurs programmes audiovisuels) : p. 4167 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 80 rectifié sexies** (Opérateurs de diffusion par satellite des chaînes de la TNT sans abonnement - Droit d'auteur et droits voisins - Non redevabilité) : p. 4168 - **Article 18** (Coordination) : p. 4171 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 53** (Générique d'une œuvre - Ensemble des auteurs et autrices - Mention obligatoire) : p. 4171 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 48** (Services édités par le service public - Meilleur référencement et visibilité) : p. 4172 - **Article 19 bis (nouveau)** (Mise en œuvre transitoire des dispositions relatives à la lutte contre le piratage des contenus sportifs en direct) : p. 4173 - **Article 20** (Dispositions transitoires relatives à l'Arcom) : p. 4173 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4175

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4500 p. 4501 p. 4502 p. 4503 p. 4504 p. 4505 p. 4506 p. 4507 p. 4508 p. 4509 p. 4510 p. 4511

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4620 - **Article 1er** (Rééquilibrage de la concurrence) : p. 4631 p. 4633 p. 4634 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6** (Livres audios - Prix unique - Inclusion) : p. 4635 - **Article 2** (Possibilité pour les collectivités d'attribuer des subventions aux petites librairies indépendantes) : p. 4636 - **Article 4** (Saisine du Médiateur du livre) : p. 4638 - **Article 6** (Gage) : p. 4639 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4639

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4662 p. 4668 - **Article 7** (Présentation à l'assemblée délibérante de la collectivité des orientations générales des bibliothèques) : p. 4670 - **Article 9** (Bibliothèques départementales) : p. 4671 - **Article 12** (Cession à titre gratuit de documents détenus par les bibliothèques) : p. 4672 - **Article 13** (Recevabilité financière) : p. 4673

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8013 - **Article 21** : p. 8041 p. 8042

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.

- **Question orale sans débat sur le soutien aux radios locales indépendantes** - (28 septembre 2021) : p. 8428

- **Question orale sans débat sur le marché du livre à l'heure du numérique** - (28 septembre 2021) : p. 8429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la concentration dans les médias** - (27 octobre 2021) : p. 9611

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11963 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 11967**

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture [n° 188 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11973 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 11979**

BANSARD (Jean-Pierre)

sénateur (Français établis hors de France (Série 2))

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 13 octobre 2021.

Réélu le 26 septembre 2021.

BARGETON (Julien)

*sénateur (Paris)
RDPI*

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 566 (2019-2020)] créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 405 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Éducation - Fonction publique.**

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique le 6 avril 2021 ; fin de mission le 5 octobre 2021.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 875 (2020-2021)] créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 56 (2021-2022)] (13 octobre 2021) - **Éducation - Fonction publique.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 156 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - **Éducation - Fonction publique.**

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Livre et industries culturelles [n° 168 tome 4 fasc. 4 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021 ; puis vice-président le 25 novembre 2021.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis vice-président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur les projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail.**

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence Engel, présidente de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public - Examen du rapport d'information et vote sur l'avis de la commission, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir des acteurs de la filière du livre - Audition de Mme Anne Martelle, présidente, MM. Guillaume Husson, délégué général du Syndicat de la librairie française (SLF), Vincent Montagne, président du Syndicat national de l'édition (SNE), Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre (CNL), et M. Christophe Hardy, président de la Société des gens de lettres (SGDL) et vice-président du Conseil permanent des écrivains (CPE).

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Damien Cuier, président de la SAS pass Culture, et Gilles Duffau, président par intérim du comité stratégique.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Dominique Sciamma, directeur de CY École de design, CY Cergy Paris Université, et président de l'APCI - Promotion du Design.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition d'associations en lien avec les médias - MM. Mathias Reymond, co-animateur du site de critique des médias Action-Critique-Médias et Nicolas Vescovacci, journaliste, président de l'association Informer n'est pas un délit.

Réunion du vendredi 10 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de MM. Emmanuel Poupard, premier secrétaire général, et Alexandre Buisine membre du bureau national du Syndicat national des journalistes.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels

appartenant aux collections publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de MM. Emmanuel Combe, président par intérim, et Stanislas Martin, rapporteur général, de l'Autorité de la concurrence.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Discussion générale** : p. 609 - **Rappels au règlement** : p. 659

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des étudiants** - (3 février 2021) : p. 716

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)] (suite)** - (3 février 2021) - **Article 7 ter (Don de corps à des fins d'enseignement médical et de recherche)** : p. 752 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 811 p. 812 p. 814

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 966 p. 967 p. 969 p. 970 p. 971

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1003 p. 1005

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1022 p. 1030 p. 1031 p. 1032

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1382 p. 1385

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire et le renforcement des mesures de restrictions** - (3 mars 2021) : p. 1434

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1625 - **Article 1er (Missions du directeur d'école)** : p. 1634 p. 1635 p. 1637 - **Article 2 (Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école)** : p. 1641 p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1646 p. 1647 - **Article 2 bis (Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école)** : p. 1648 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Création d'un poste de référent direction d'école à l'échelon départemental pour accompagner les directeurs d'école dans l'exercice de leurs missions)** : p. 1649 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Participation du directeur d'école à l'organisation du temps périscolaire)** : p. 1650 p. 1651 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (Instauration d'un conseil de la vie écolière)** : p. 1653 - **Article 5 (Élection des représentants des parents d'élèves)** : p. 1654 - **Article 6 (Élaboration des plans de mise en sécurité)** : p. 1655

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1763

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2223

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2233

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux**

mesures nécessaires pour y répondre - (1er avril 2021) : p. 2495 p. 2508

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 6 (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées)** : p. 2527 p. 2528 p. 2530 - **Article 8 (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait)** : p. 2547 p. 2550 p. 2552 p. 2555

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 18 (Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens)** : p. 2619 - **Article 19 (Lutte contre les « sites miroirs » contournant des décisions de justice ordonnant le blocage et le déréférencement de contenus haineux)** : p. 2634 - **Article 19 bis (Régulation des plateformes numériques)** : p. 2644 p. 2647 p. 2650 p. 2651 p. 2653 p. 2654

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 19 ter (supprimé) (précédemment réservé) (Attestation numérique pour les élèves de primaire et de collège)** : p. 2664 p. 2665

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie de Notre-Dame de Paris et l'état d'avancement des travaux de reconstruction** - (14 avril 2021) : p. 3190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation du conseil des ministres pendant la crise sanitaire** - (14 avril 2021) : p. 3194

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3214

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3524 p. 3527

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (19 mai 2021) : p. 4000

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4096 - **Article 5 (Désignation des membres de l'Arcom)** : p. 4125 - **Article 10 septies (nouveau) (Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale)** : p. 4148 - **Article 12 (Renforcement et publicité des sanctions de l'Arcom en cas de non-respect d'une mise en demeure)** : p. 4152 - **Article 14 (Procédure d'instruction devant l'Arcom)** : p. 4155 - **Article 16 (Renforcement et publicité des sanctions de l'Arcom en cas de non-respect d'une mise en demeure envers les sociétés de l'audiovisuel public)** : p. 4156 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4174

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4503 p. 4505

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4623 p. 4624

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 664 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4664

- **Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant [n° 657 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4702

- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4736 p. 4737 p. 4738 p. 4741 p. 4743

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7849

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8014 p. 8019

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du**

2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)] - (6 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8912 p. 8913 p. 8914 p. 8918

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9372

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9399 p. 9405 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du directeur d'école*) : p. 9408 p. 9410 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 9414 p. 9415 p. 9416 p. 9417 p. 9418 p. 9419 - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 9421

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie structurelle de soignants** - (10 novembre 2021) : p. 10320

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 254 (2020-2021)] portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 287 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 296 (2020-2021)] prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 299 (2020-2021)] (26 janvier 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 321 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 327 (2020-2021)] prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 336 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 363 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 571 (2020-2021)] relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 596 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 621 (2020-2021)] (20 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 796 (2020-2021)] relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 798 (2020-2021)] (23 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 800 (2020-2021)] (25 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 815 (2020-2021)] autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 816 (2020-2021)] (8 septembre 2021) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 795 (2020-2021)] garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 107 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 88 (2021-2022)] portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 109 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 120 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 131 (2021-2022)] portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 135 (2021-2022)] (4 novembre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) :
Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Louis Debré, à la suite de son rapport sur les élections départementales et régionales.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) :
Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des

assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gil Delannoi, chercheur au Centre des recherches politiques à Sciences Po.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Dominique Rousseau, professeur émérite de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de Mme Jessica Makowiak, professeur à l'université de Limoges.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du lundi 17 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la haute fonction publique - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Alain Brousse, directeur général d'Adrexo et Eric Paumier, co-président de Hopps Group.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 8 septembre 2021 (*commission des lois*) : Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*) : Propositions du Sénat en matière de justice - Communication.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport (nouvelle lecture) et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre, chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*mission d'information Judiciarisation*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 386 p. 387 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 388 p. 389 - **Discussion générale** : p. 393 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12 (Fichier automatisé des élus et des candidats aux élections au suffrage universel - Création)** : p. 397 - **Article 1er (Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027)** : p. 399 p. 400 p. 401 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 28 et n° 29 (Sollicitation d'une procuration - Démarchage des électeurs - Interdiction)** : p. 402 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 et n° 31 (Démarchage des électeurs - Listes d'émargement du premier tour - Utilisation interdite)** : p. 402 - **Article 1er bis (nouveau) (Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021)** : p. 404 p. 405 p. 407 p. 408 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 41 rectifié (Scrutins électoraux sur trois jours - Autorisation dérogative)** : p. 409 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié ter et n° 45 (Élections départementales et régionales de 2021 - Vote par correspondance - Mise en place)** : p. 412 - **Article 2 (Remise d'un rapport du comité de scientifiques en amont des élections régionales et départementales de juin 2021)** : p. 413 p. 414 p. 415 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16 (Professions de foi et bulletins de vote - Envoi et financement par l'État)** : p. 416 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 46 rectifié et n° 42 rectifié (Nouvelles régions - Élections régionales de 2021 - Organisation)** : p. 418 - **Article 4 (Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021)** : p. 419 p. 420 p. 422 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47 (Changement de domicile ou de résidence - Modalités d'inscription électorale - Information obligatoire)** : p. 423 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié (Élections régionales et départementales de 2021 - Utilisation d'une même machine à voter - Autorisation)** : p. 424 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 48 (Élections régionales - « Campagne officielle » avant le premier tour - Allongement)** : p. 425 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 9, n° 7, n° 10 et n° 8 (Organismes bancaires - Crédit aux candidats - Égalité de traitement)** : p. 426 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié bis (Élections départementales - Campagne audiovisuelle - Rôle et fonctionnement des conseils départementaux)** : p. 427 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 36 rectifié (Rôle et fonctionnement des collectivités territoriales - Obligations du service public de la communication audiovisuelle - Renforcement)** : p. 428 - **Article 8 (nouveau) (Délai supplémentaire pour l'adoption du budget primitif des régions et des départements (exercice 2021))** : p. 429 - **Article 9 (nouveau) (Délai supplémentaire pour l'adoption du compte administratif des régions et des départements (exercice 2020))** : p. 429

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 442

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 509 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 12 (Covid - Urgence sociale chez les 18 - 25 ans - Rapport au Parlement)** : p. 520 - **Article 1er (Prorogation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 521 p. 523 p. 526 p. 527 p. 528 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 (Covid - Personnes ayant perdu leurs revenus - Comité de suivi économique et social - Création)** : p. 530 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié (Covid - Établissements médico-sociaux - Conséquences sanitaires - Rapport au Parlement)** : p. 530 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17**

(Covid - Personnes dans des établissements privés de liberté - Conditions sanitaires - Rapport au Parlement) : p. 530 p. 531 - **Article 2 (Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois)** : p. 532 p. 533 p. 534 p. 535 - **Article 4 (Cadre juridique des systèmes d'information mis en œuvre dans la lutte contre l'épidémie de covid-19)** : p. 536 p. 537 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11 (Ordonnances prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - Ratification de manière expresse - Obligation)** : p. 537 p. 538 - **Article 4 ter (nouveau) (Report du transfert de la compétence d'organisation de la mobilité locale à la région)** : p. 538 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 33 rectifié (Transfert de compétence en matière de plan local d'urbanisme (PLU) - Délai d'opposition à compter du 1er octobre 2020)** : p. 539 - **Article 5 (Application des dispositions du projet de loi aux territoires d'outre-mer)** : p. 540 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 (Scrutin électoral ou opération référendaire en 2021 - Déroulement sur trois jours - Instauration)** : p. 544

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 565

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 649 p. 657

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 4 bis (Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention)** : p. 742 - **Article 5 A** : p. 746 - **Article 20 (Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale)** : p. 793 - **Demande de seconde délibération** : p. 810

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture [n° 327 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 858 p. 859 p. 864 p. 865 - **Question préalable** : p. 865

- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire [n° 363 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1103 p. 1104 p. 1105

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1302 - **Article 2 (Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle)** : p. 1308 p. 1324 p. 1325

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1774

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 20 (Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection)** : p. 1926

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 24 (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal)** : p. 2000 p. 2001

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2304 - **Article 1er (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public)** : p. 2328 p. 2330

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État*) : p. 2400 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 290 rectifié bis** (*Campagnes électorales contraaires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées*) : p. 2407 - **Article 4** (*Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service*) : p. 2422 p. 2425 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (*Maire - Nouveau pouvoir de police - Création*) : p. 2439

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2531 - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2547 p. 2549 p. 2554

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 12 quinquies (supprimé)** (*Renvoi au pouvoir réglementaire de la date d'entrée en vigueur du registre électronique des associations de droit local*) : p. 2585 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 293 rectifié bis** (*Rejet des valeurs principes de la République - Titre de séjour - Refus*) : p. 2590

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2685 - **Article 21 bis B (nouveau)** (*Modalités de mise en œuvre de l'information préoccupante, outil de la protection de l'enfance*) : p. 2697

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2843 p. 2845

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 26** (*Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles*) : p. 2925 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (*Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet*) : p. 2944 - **Articles additionnels après l'article 27 (suite)** : p. 2949 p. 2950

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3045

- **Question orale sans débat sur le droit d'accès aux archives publiques** - (13 avril 2021) : p. 3099 p. 3100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation du conseil des ministres pendant la crise sanitaire** - (14 avril 2021) : p. 3193 p. 3194

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3207 p. 3208

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3556 p. 3565 p. 3566 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création*) : p. 3575 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3591

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Discussion**

générale : p. 3896 p. 3897 - **Question préalable** : p. 3899 - **Discussion générale** : p. 3900 p. 3909 - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3912 p. 3919 p. 3928 p. 3929 p. 3930 p. 3934 p. 3935 p. 3936 p. 3937 p. 3938 - **Article 2** (*Modalités de prolongation d'un état d'urgence sanitaire déclaré sur des circonscriptions territoriales représentant moins de 10 % de la population nationale*) : p. 3940 - **Article 3** (*Application du régime transitoire prévu à l'article 1er en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie*) : p. 3940 p. 3941 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 39** (*État d'urgence sanitaire - Contentieux lié aux mesures prises - Contrôle parlementaire - Renforcement*) : p. 3941 - **Article 4** (*Adaptations du régime de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3942 p. 3943 p. 3944 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Sécuriser le régime applicable aux menaces sanitaires graves*) : p. 3944 p. 3945 - **Article 5** (*Versement au sein du système national des données de santé des données personnelles recueillies dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19*) : p. 3946 p. 3948 - **Article 6** (*Prolongation de diverses dispositions liées à la crise sanitaire*) : p. 3951 p. 3952 p. 3953 p. 3954 p. 3955 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 63 et n° 64** (*Crise sanitaire - Création d'une interdiction de licenciements - Modalités*) : p. 3956 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 98 rectifié** (*Jeunes de 18 à 21 ans - Maintien dans le dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Prolongation*) : p. 3957 p. 3958 p. 3959 - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 3961 p. 3962 p. 3963 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 99** (*Entreprises en cessation des paiements - Procédure judiciaire temporaire et simplifiée de sortie de crise sanitaire - Instauration*) : p. 3966 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Prolongation de l'expérimentation du contrat « multi-remplacement »*) : p. 3966 - **Article 8** (*Organisation des élections départementales et régionales*) : p. 3968 p. 3969 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 5 et n° 4** (*Scrutin électoral - Organisation sur trois jours - Autorisation*) : p. 3970 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1 rectifié** (*Vote par correspondance - Proposition d'inscription à compter de septembre 2021*) : p. 3973 - **Article additionnel après l'article 9** : p. 3974 - **Article 12** (*Report éventuel de certaines élections consulaires et conséquences sur le renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger et la composition du collège électoral sénatorial*) : p. 3976 p. 3977 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 3** (*Pensionnés français établis hors de France - Fin de prise en charge des frais de santé lors des séjours temporaires - Rapport au Parlement*) : p. 3977

- **Commission mixte paritaire [n° 622 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4357 p. 4358 p. 4359 p. 4363

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6376 p. 6377 - **Article unique** : p. 6380 p. 6382

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement** - (7 juillet 2021) : p. 6517 p. 6518

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6544 p. 6545 p. 6546 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6579

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1270 rectifié** (*Gardes champêtres - Constat d'infractions - Appareil photographiques - Utilisation - Autorisation*) : p. 6772

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7731 p. 7732 p. 7735 p. 7738 p. 7740

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Rappels au règlement** : p. 7759 - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7772 p. 7773 p. 7780 p. 7784 p. 7788 p. 7799 p. 7800 p. 7801 p. 7803 p. 7810 p. 7813 p. 7814 p. 7817 p. 7818 p. 7822 p. 7823 p. 7824 p. 7826 p. 7828 p. 7829 p. 7830 p. 7831 p. 7832 p. 7833 p. 7834 p. 7835 p. 7836 p. 7838 p. 7839 p. 7843 p. 7845 p. 7846 p. 7849 p. 7851 p. 7852 p. 7853 p. 7854 p. 7856 p. 7857 p. 7860 p. 7862 p. 7863 p. 7864 p. 7867 p. 7868 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié bis** (*Campagne de vaccination - Participation de la médecine scolaire et universitaire et de la protection maternelle et infantile*) : p. 7868 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 104 rectifié bis et n° 216** (*Obligation vaccinale progressive pour tous - Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 7869 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250** (*Conséquences de la fin de la gratuité des examens de dépistage virologique de la covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 7870 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 252** (*Refus d'un étranger faisant l'objet d'une décision d'éloignement de se soumettre aux formalités sanitaires - Sanction*) : p. 7872 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 173 rectifié bis** (*Visa de long séjour - Non prise en compte de la situation sanitaire du pays de résidence du demandeur*) : p. 7873 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 97 rectifié** (*Vaccination contre la covid-19 - Contrats d'assurance - Non modification des garanties*) : p. 7874 - **Article 2** (*Placement en isolement des personnes affectées présentes sur le territoire national*) : p. 7876 p. 7877 - **Article 3** (*Ajout d'une finalité autorisée pour les systèmes d'information créés pour lutter contre l'épidémie de covid-19 et élargissement des catégories de personnes ayant accès aux données ainsi traitées*) : p. 7879 - **Article 4** (*Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19*) : p. 7881 p. 7882 p. 7883 - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Aggravation des peines en cas de destruction de matériel destiné à la vaccination*) : p. 7883 - **Article 4 bis B (nouveau)** (*Adaptation des concours, examens ou autres procédures de recrutement au profit des Français de l'étranger*) : p. 7884 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 4 rectifié** (*Jeunes français expatriés et jeunes scolarisés dans le réseau français d'enseignement - Accès au territoire français et au système français*) : p. 7884 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 128** (*Chiffres relatifs à la vaccination contre la covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 7885 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7891 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7899 - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Jugement des délits prévus à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique en formation à juge unique*) : p. 7916 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 214** (*Travaux du conseil de défense - Publication*) : p. 7916

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7931 p. 7936 p. 7937 - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7946

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 817 (2020-2021)]** - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7958 p. 7971

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8490 p. 8496 p. 8497 p. 8499

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021).

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)]** - (6 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8918 p. 8925

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9711 p. 9712 p. 9713 p. 9714 p. 9715 p. 9717 p. 9722 p. 9723 - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9726 p. 9727 p. 9737 p. 9739 p. 9744 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 29 rectifié** (*Covid 19 - Interdiction d'accès - Exclusion des lieux d'exercice de la démocratie*) : p. 9745 - **Article 1er B (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9747 p. 9748 p. 9749 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 70** (*Évolution des statuts vaccinaux complets donnant droit au passe sanitaire - Débat et contrôle du Parlement*) : p. 9750 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 45** (*Conséquence en matière de dépistage de la covid-19 de la fin de la gratuité totale des examens de dépistage virologique - Rapport au Parlement*) : p. 9752 - **Article 1er C (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9753 - **Article 1er D (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9754 p. 9755 - **Article 1er E (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9757 - **Article 1er F (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9758 - **Article 1er H (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9759 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 16** (*Raisons des différences de rythme de vaccination au sein de la population en fonction des zones géographiques et des profils socioprofessionnels des foyers - Rapport au Parlement*) : p. 9760 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 47** (*Covid 19 - Droit à une libre circulation des ressortissants de l'Union européenne - Procédure d'obtention d'un passe sanitaire*) : p. 9765 - **Article 4** (*Prorogation de la durée des systèmes d'information créés pour lutter contre l'épidémie de covid-19*) : p. 9772 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 84 et n° 35 rectifié** (*Nouvelle-Calédonie et Polynésie française - Création de systèmes d'informations aux seules fins de lutte contre l'épidémie de covid-19*) : p. 9775 - **Article 4 ter** (*Création d'un traitement de données spécifique pour les établissements d'enseignement scolaire*) : p. 9776 - **Article 5** (*Prorogation de plusieurs mesures d'accompagnement face aux conséquences de la crise sanitaire*) : p. 9778 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 82 rectifié** (*Élection des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) - Contexte covid 19 - Précisions relatives au mandataire*) : p. 9779 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 4 rectifié** (*Élection des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Contexte covid 19 - Modalités de vote des membres du collège électoral*) : p. 9779

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9975 p. 9976 p. 9978 p. 9979 p. 9981 p. 9984 - **Article 1er** (*Contentieux des dispositions des ordonnances non ratifiées intervenant dans le domaine de la loi et encadrement du recours aux ordonnances*) : p. 9985

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Article 1er** (*Suppression de la base légale de certaines exceptions réglementaires au principe « le silence vaut acceptation » (SVA)*) : p. 10010

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire** - *Nouvelle lecture* [n° 131 (2021-2022)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10015 - **Question préalable** : p. 10023

BASCHER (Jérôme)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; nouvelle nomination le 1er février 2021.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 225 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine [n° 289 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Coûts et avantages de la syndication [n° 607 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Engagements financiers de l'État [n° 743 tome 2 annexe 13 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Engagements financiers de l'État [n° 163 tome 3 annexe 13 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*): Enseignement supérieur en arts plastiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des finances*): Soutenabilité de la dette publique - Audition de M. Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute, Mme Jézabel Couppey-Soubeyran, professeur à l'École d'économie de Paris et maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco) et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor et Mme Amélie Verdier, directrice du budget.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des finances*): Transformation des services bancaires et conditions de leur accès - Audition de M. François Asselin, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Denis Beau, premier sous-gouverneur de la Banque de France, et Matthieu Robin, chargé de mission banque et assurance à l'UFC-Que Choisir.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 27 avril 2021 (*commission des finances*): Plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*) : Programme de stabilité 2021-2027 et plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Communication.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, en application de l'article 13 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), et adoption de l'avis de la commission - Communication.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : « Finance durable » - Audition de M. Thierry Déau, président de Finance for Tomorrow, Mme Anuschka Hilke, directrice du programme « institutions financières » de l'Institute for climate economics (I4CE), M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor, et Mme Laurence Scialom, professeur d'économie de l'université Paris Nanterre.

Coûts et avantages de la syndication - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur la syndication.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des finances*) : Bilan de l'intégration de la gendarmerie au ministère de l'intérieur - Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Jérôme Léonnet, directeur général adjoint de la police nationale et Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2021.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mission « Transformation et fonction publiques » - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2022 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Capocanellas, rapporteur spécial, sur Météo-France.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la couverture mobile (4G) du territoire.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le financement des aires protégées.

Réunion du mardi 19 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy De Galhau, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, présenté par M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 43) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions précédemment examinées et réservées : « Engagements financiers de l'État », « Défense », « Plan de relance » et « Sport, jeunesse et vie associative » (et articles 54 et 55) - Vote.

Réunion du lundi 15 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur la proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et la proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*) : Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen d'un amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Achat de prestations de conseil par l'État - Audition de MM. Michel Grévol, directeur du service des achats de l'État, Stéphane Morin, adjoint au directeur

du service des achats de l'État et directeur de projet du plan achat de l'État, et Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat** [n° 262 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 215 p. 218

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 239 p. 241 - **Article 1er** (*Recensement et réorientation des groupes de résidences mobiles en cas de saturation des aires d'accueil*) : p. 245 - **Article 2** (*Faculté de soumettre à une réservation préalable l'accès aux aires d'accueil*) : p. 248 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 10 rectifié** (*Installations illicites - Destruction, dégradation ou détérioration d'un bien appartenant à autrui - Peine aggravée*) : p. 254

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les accords de pêche après le Brexit** - (20 janvier 2021) : p. 272

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité à Nîmes** - (20 janvier 2021) : p. 276

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans** [n° 182 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 310

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** [n° 288 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 399

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine** [n° 290 (2020-2021)] - (28 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 576 p. 577 - **Question préalable** : p. 578 p. 580 - **Discussion générale** : p. 587

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 281 (2020-2021)] - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 658 - **Rappels au règlement** : p. 659 - **Demande de seconde délibération** : p. 660 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 667

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique vaccinale et l'innovation pharmaceutique française** - (3 février 2021) : p. 717

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et fermetures de classes (I)** - (3 février 2021) : p. 719

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le temps d'activité et de repos des militaires** - (3 février 2021) : p. 721

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et fermetures de classes (II)** - (3 février 2021) : p. 723

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de détention provisoire** - (3 février 2021) : p. 724

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 281 (2020-2021)] (suite) - (3 février 2021) - **Organisation des travaux** : p. 733 - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 743

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 330 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** (*Banque publique d'investissement (BPI) - Dette des entreprises - Transformation en quasi-fonds propres*) : p. 1079

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de la Défenseure des droits de création de « zones sans contrôle » (I)** - (17 février 2021) : p. 1141

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sociale des étudiants** - (17 février 2021) : p. 1144

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1359 p. 1360

- **Question orale sans débat relative au manque de communication de la SNCF envers les maires** - (9 mars 2021) : p. 1528 p. 1529

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1758 - **Question préalable** : p. 1767 - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1831 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1841

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 18** (**Texte non modifié par la commission**) (*Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité*) : p. 1913 - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*) : p. 1924 p. 1925 p. 1926 p. 1927 - **Article 20 bis A** (*Élargissement des possibilités de mutualisation des équipements communaux de vidéoprotection*) : p. 1935 - **Article 20 bis** (**supprimé**) (*Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation*) : p. 1941 - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1953 p. 1954 p. 1957

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 22 bis** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours*) : p. 1981 - **Article 28 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*Enquêtes administratives préalables au recrutement et à l'affectation de certains personnels de gestionnaires d'infrastructures*) : p. 2031 p. 2032 - **Article additionnel après l'article 28 quinquies - Amendement n° 142** (*Agents de sécurité privée opérant pour un opérateur de transport - Utilisation de caméras mobiles - Autorisation*) : p. 2036

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'UNEF** - (24 mars 2021) : p. 2151 p. 2152

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petits commerces et l'éligibilité au fonds de solidarité** - (24 mars 2021) : p. 2155

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2170

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (30 mars 2021) - **Article**

1er (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2336 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction) : p. 2343

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 4** (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service) : p. 2422 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion) : p. 2427 - **Article 4 bis** (Texte non modifié par la commission) (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale) : p. 2431 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (Maire - Nouveau pouvoir de police - Création) : p. 2436 p. 2438 p. 2440

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 481 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2462 p. 2464

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Article 8** (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait) : p. 2547 p. 2549 p. 2555 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 64 rectifié et n° 469** (Organismes bénéficiaires de dons - Délivrance des reçus fiscaux - Contrôles - Rapport au Parlement) : p. 2562

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 293 rectifié bis** (Rejet des valeurs principes de la République - Titre de séjour - Refus) : p. 2590 - **Article 15 bis** (Signalement au Parquet des situations de polygamie par les caisses d'allocations familiales) : p. 2594 - **Article 17** (Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil) : p. 2615

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis** (Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction) : p. 2757 p. 2758 p. 2759

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)** [n° 518 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Article 1er** (Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active) : p. 3297

- **Débat sur l'avenir institutionnel, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie** - (4 mai 2021) : p. 3362

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3520

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** [n° 597 (2020-2021)] - (18 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 98 rectifié** (Jeunes de 18 à 21 ans - Maintien dans le dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Prolongation) : p. 3959

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse pénale à la délinquance du quotidien** - (19 mai 2021) : p. 3993 p. 3994

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les**

pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)] - (1er juin 2021) - **Article 9** (Modification de l'ordre de passage des orateurs lors de la discussion générale en séance plénière) : p. 4428 - **Article 11** (Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun) : p. 4431

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs** [n° 663 (2020-2021)] - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4630

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4728

- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4735 p. 4738 p. 4739 p. 4741

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mauvaise distribution de la propagande électorale** - (16 juin 2021) : p. 4963

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prochaines étapes du déconfinement** - (16 juin 2021) : p. 4970

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (16 juin 2021) : p. 4971 p. 4972

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (22 juin 2021) - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5350 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 286 rectifié ter** (Amélioration de l'offre ferroviaire - Modulation des subventions d'exploitation aux exploitants ferroviaires en fonction des performances au regard des objectifs de qualité) : p. 5367

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 260 rectifié** (Département - Division territoriale fondamentale) : p. 6552 - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6592

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3** (Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP) : p. 6614

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Commission mixte paritaire** [n° 739 (2020-2021)] - (12 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6848

- **Question orale sans débat sur le rôle de l'État dans la gestion des décharges sauvages** - (20 juillet 2021) : p. 7361 p. 7362

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques** [n° 832 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8328 p. 8329 - **Article 1er** (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques) : p. 8339 p. 8342 p. 8345 - **Article 4** (Prélèvements sur recettes) : p. 8355 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 74** (Mobilisation de crédits exceptionnels au titre des participations financières de l'État - Information préalable des présidents et rapporteurs généraux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat) : p. 8360 - **Article 9** (Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique) : p. 8369 p. 8371 - **Article 12** (Haut Conseil des finances publiques et mécanisme de correction) : p. 8383

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques** [n° 833 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 2** (*Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année*) : p. 8471

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu d'engagement des jeunes (I)** - (13 octobre 2021) : p. 9067

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites** - (13 octobre 2021) : p. 9074 p. 9075

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la déclaration du président de la République sur le droit d'amendement** - (20 octobre 2021) : p. 9384

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du prix de l'énergie (I)** - (20 octobre 2021) : p. 9392

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9707

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9712 - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9733 p. 9744 - **Article 1er B (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9748 p. 9749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 47** (*Covid 19 - Droit à une libre circulation des ressortissants de l'Union européenne - Procédure d'obtention d'un passe sanitaire*) : p. 9766

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de négociation de la France sur la pêche** - (3 novembre 2021) : p. 9858

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'usine Saint-Gobain à Pont-à-Mousson** - (10 novembre 2021) : p. 10311

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de résorption de la dette covid** - (10 novembre 2021) : p. 10312

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10654 p. 10661 p. 10663

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** : p. 10714 - **Article 12** (*Instauration d'une indemnité inflation*) : p. 10732 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Service public de collecte et de traitement des déchets ménagers en Guadeloupe, Martinique et à La Réunion - Augmentation du taux de réfaction de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP=)*) : p. 10735 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10746 p. 10747

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-465 rectifié** (*Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Montant des versements des collectivités territoriales*) : p. 11173

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2021) - **Article 19 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 11209

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11244 - **Question préalable** : p. 11252

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11270

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 3** (*Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11806

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation budgétaire des universités** - (15 décembre 2021) : p. 11858

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)] (suite)** - (15 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 344 rectifié bis** (*Assistants familiaux employés par une personne morale de droit public - Cumul de l'accueil du ou des enfants confiés avec l'exercice d'une autre activité professionnelle*) : p. 11900 - **Article 12** (*Réforme de la protection maternelle et infantile*) : p. 11902

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 14 avril 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 743 tome 2 annexe 30 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rôle des maisons départementales des personnes handicapées dans la gestion de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) [n° 748 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 163 tome 3 annexe 30 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Mesure et évolution de la précarité et de la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy, cheffe du département des ressources et conditions de vie des ménages de l'Insee, MM. Patrick Aubert, sous-directeur de l'Observation de la solidarité de la Drees et Sébastien Grobon, adjoint au chef de mission analyse économique de la Dares.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Gilbert Cette, professeur d'économie associé à la faculté de sciences économiques de l'université d'Aix-Marseille et adjoint au directeur général des études et des relations internationales de la Banque de France.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : Coûts et avantages de la syndication - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur la syndication.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Contrôle budgétaire - Communication sur le financement de la lutte contre les algues vertes.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Rôle des maisons départementales des personnes handicapées dans la gestion de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Communication.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 43) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » -

Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » (et article 42 A) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » (et article 62) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Vote sur des missions précédemment examinées et réservées : « Investir pour la France de 2030 ».

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Audition de M. Frédéric Pierru, chargé de recherche au CNRS.

Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Achat de prestations de conseil par l'État - Audition de MM. Michel Grévoul, directeur du service des achats de l'État, Stéphane Morin, adjoint au directeur du service des achats de l'État et directeur de projet du plan achat de l'État, et Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue des cabinets) - Audition de MM. Charles Boudet, directeur général de JLL France, Olivier Girard, président d'Accenture pour la France et le Benelux, et Laurent Penard, président de Citwell Consulting.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 955

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'installation d'une zone à défendre au triangle de Gonesse** - (10 février 2021) : p. 985 p. 986

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2175

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Article 2 bis (nouveau)** (*Éditeurs et agences de presse - Droit voisin*) : p. 4121

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4270 p. 4274 p. 4275 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement*) : p. 4277 p. 4278 - **Article 4** (*Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal*) : p. 4281

- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4562

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4611

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 145 rectifié** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Augmentation - Autorisation) : p. 6321

- **Question orale sans débat sur les statistiques des viandes issues de l'abattage sans étourdissement** - (20 juillet 2021) : p. 7357 p. 7358

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8697 - **Article 1er** (Création d'un certificat de connaissance des besoins spécifiques des animaux de compagnie et des équidés) : p. 8700 p. 8701 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 84 rectifié bis** (Détenteurs de carnivores domestiques - Fourniture d'un justificatif de domicile obligatoire) : p. 8702 p. 8703 - **Article 2** (Compétence des policiers municipaux et des gardes champêtres en matière d'infractions aux règles d'identification des animaux) : p. 8704 p. 8705 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 87 rectifié bis** (Identification des animaux - Interdiction des prélèvements sur les animaux par les policiers municipaux et gardes champêtres) : p. 8706 - **Article 2 bis C (nouveau)** (Inscription obligatoire des informations relatives aux animaux identifiés au sein des fichiers nationaux automatisés) : p. 8707 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 88 rectifié bis** (Saisies d'animaux - Réquisition administrative ou judiciaire des fondations et associations de protection animale) : p. 8707 p. 8708 - **Article 3** (Évolution du fonctionnement des fourrières communales) : p. 8710 p. 8711 p. 8712 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (Renforcement de la spécificité de la certification des dirigeants d'établissements professionnels travaillant avec des animaux) : p. 8713 p. 8714 - **Article 3 bis** (Encadrement des familles d'accueil de chiens et de chats) : p. 8717 p. 8718 p. 8719 - **Article 3 ter (nouveau)** (Exonération de TVA pour les actes vétérinaires effectués au profit des refuges) : p. 8720 - **Article 4** (Obligation pour le maire de stériliser et d'identifier les chats errants) : p. 8723 - **Article 4 ter (supprimé)** (Interdiction de la vente de femelles gestantes sans information préalable de l'acheteur) : p. 8725 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 97 rectifié ter** (Vente à crédit des animaux de compagnie - Interdiction) : p. 8726 - **Article 4 quater** (Modification de la réglementation relative à la détention d'animaux d'espèces non domestiques) : p. 8728 p. 8729 p. 8730 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 99 rectifié** (Élevage d'agrément - Définition) : p. 8731 - **Article 4 quinquiés** (Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie) : p. 8735 p. 8736 p. 8737 - **Article 4 sexies B (nouveau)** (Renforcement des sanctions pour les établissements n'ayant pas respecté les règles d'importation des animaux domestiques) : p. 8739 - **Article 4 sexies** (Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne) : p. 8740 p. 8743 p. 8744 p. 8745 - **Article additionnel après l'article 4 sexies - Amendement n° 104 rectifié bis** (Élevages d'animaux de compagnie domestiques autres que les chiens et les chats - Réglementation) : p. 8745 p. 8746 - **Article 5** (Ajout de mentions obligatoires aux offres de cession d'animaux de compagnie) : p. 8747 p. 8748 p. 8750 - **Article 5 bis (supprimé)** (Création d'un mandat de protection d'un animal de compagnie) : p. 8750 p. 8751 - **Article 5 ter** (Interdiction de la vente d'animaux de compagnie à tout mineur sans le consentement des parents) : p. 8751 - **Article 7** (Procédure de vente forcée des équidés abandonnés) : p. 8753 - **Article 8** (Renforcement des peines encourues par les auteurs de sévices graves et circonstance aggravante en cas de mort de l'animal) : p. 8757 - **Article 8 bis A** (Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique) : p. 8759 p. 8760 - **Article additionnel après l'article 8 ter - Amendement n° 85 rectifié ter** (Abandon d'un animal - Définition) : p. 8761 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 14 et n° 112 rectifié bis**

(Confiscation des animaux maltraités - Facilitation) : p. 8763 p. 8764 - **Article 10** (Peine complémentaire d'interdiction de détention des animaux systématiquement définitive) : p. 8764 p. 8765 - **Article 10 bis** (Texte non modifié par la commission) (Élargissement de la possibilité de cession d'un animal retiré dans le cadre d'une procédure judiciaire) : p. 8765 p. 8766 - **Article 10 quinquiés (nouveau)** (Mention des entreprises d'agents de sécurité cynophiles dans la liste des professionnels encourageant des peines pour délit de mauvais traitements) : p. 8767 - **Article 11** (Répression de l'enregistrement et de la diffusion de sévices graves et d'atteintes sexuelles sur animal) : p. 8768 p. 8769 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 120 rectifié ter** (Protection des mineurs contre la pornographie - Extension aux images de pornographie avec des animaux) : p. 8769 p. 8770 - **Article 11 bis** (Levée du secret professionnel du vétérinaire pour signaler des sévices graves, de nature sexuelle ou actes de cruauté) : p. 8770 p. 8771 - **Article 11 ter A (nouveau)** (Définition du secret professionnel du vétérinaire dans la loi) : p. 8771 - **Article 11 ter** (Renforcement des peines encourues en cas de sévices à caractère sexuel sur un animal) : p. 8772 - **Article 11 quater** (Délit de proposition, sollicitation ou acceptation des relations sexuelles avec un animal) : p. 8772 p. 8773 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 125 rectifié ter** (Liste des incriminations entraînant une inscription au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (FIJAVIS) - Ajout des actes à caractère sexuel sur les animaux) : p. 8774 - **Article 12** (Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés) : p. 8781 p. 8784 p. 8786 p. 8788 p. 8792 p. 8793 - **Article 12 bis** (Encadrement de l'appellation de refuge et de sanctuaire pour les établissements détenant des animaux non domestiques) : p. 8795 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 130 rectifié bis** (Structures d'accueil - Obligation d'un certificat attestant de la compétence des personnes responsables des animaux) : p. 8797 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 131 rectifié bis** (Établissements soumis à l'obtention d'une autorisation d'ouverture - Ajout des structures d'accueil) : p. 8797 - **Article 13** (Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées) : p. 8798 p. 8799 - **Article 14 (supprimé)** (Interdictions visant les loups et ours détenus en vue de spectacles itinérants) : p. 8801 - **Article 15** (Interdiction des élevages de visons d'Amérique et d'autres espèces d'animaux non domestiques exclusivement élevés pour la production de fourrure) : p. 8802 p. 8803 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8807 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8808

- **Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9203 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 7 rectifié bis et n° 8 rectifié bis** (N° 7 rectifié bis : Inscriptions des enfants de moins de douze ans dans une association sportive - Gratuité ; n° 8 rectifié bis : Produits issus des droits d'exploitation audiovisuelle - Reversement d'une part aux clubs amateurs par les fédérations sportives et les ligues professionnelles) : p. 9213 - **Article unique** : p. 9214 p. 9215

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - **Article 40** (Amélioration de l'accès à la filière visuelle) : p. 10373

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-573, n° I-125 rectifié et n° I-688** (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) -

Assujettissement des entrepôts de stockage des « pure players » : p. 10951

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article 9** (*Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA*) : p. 11101 - **Article 11** (*Fixation pour 2022 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 11142 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-527, n° I-149 rectifié bis, n° I-363 rectifié et n° I-457 rectifié bis**

(*Augmentation des dépenses d'allocations du revenu de solidarité active (RSA) - Dotation aux collectivités territoriales*) : p. 11150

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2021) - **Article 19 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 11208

BEAUNE (Clément)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation financière des établissements de la Mission laïque française** - (19 janvier 2021) : p. 179

- **Question orale sans débat sur la participation des Français de l'étranger aux élections** - (19 janvier 2021) : p. 180

- **Question orale sans débat sur la prise en compte des projets d'aménagements structurants dans le plan de relance** - (19 janvier 2021) : p. 181

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 834 p. 847

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet du G5 Sahel** - (17 février 2021) : p. 1151

- **Question d'actualité au Gouvernement au siège du Parlement européen à Strasbourg** - (17 février 2021) : p. 1153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture brutale des frontières entre la Moselle et l'Allemagne** - (3 mars 2021) : p. 1432

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1457 p. 1458 p. 1460 p. 1461 p. 1462 p. 1463 p. 1464 p. 1465 p. 1466 p. 1467 p. 1468 p. 1469

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2115 p. 2134 p. 2135 p. 2136 p. 2137

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique en Afghanistan** - (31 mars 2021) : p. 2371

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suspension de la ratification par l'Allemagne du plan de relance européen** - (31 mars 2021) : p. 2373

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3432 p. 3434 p. 3435 p. 3436 p. 3437 p. 3438 p. 3439 p. 3440 p. 3441 p. 3442 p. 3443 p. 3444 p. 3445 p. 3446

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme Covax** - (19 mai 2021) : p. 3995 p. 3996

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation au Proche-Orient** - (19 mai 2021) : p. 3996

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Haut-Karabagh** - (19 mai 2021) : p. 4001

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4594 p. 4612

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réglementation européenne applicable aux huiles essentielles de lavande** - (9 septembre 2021) : p. 7987

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9120 p. 9122 p. 9140

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'état des négociations sur la pêche** - (10 novembre 2021) : p. 10316

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10862

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni** - (24 novembre 2021) : p. 11227

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la levée des brevets des vaccins contre la covid-19** - (1er décembre 2021) : p. 11422

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication inclusive dans les institutions européennes** - (1er décembre 2021) : p. 11428

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11601 p. 11619 p. 11622 p. 11624

de BELENET (Arnaud)
sénateur (Seine-et-Marne)
UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 14 décembre 2021.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité chargé de proposer des évolutions de la composition du Conseil économique, social et environnemental le 18 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 17 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis secrétaire du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à définir et nommer les enfants nés sans vie et à permettre une action relative à la filiation pour les enfants nés sans vie [n° 562 (2020-2021)] (6 mai 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à créer le code de l'enfance [n° 704 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Famille - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Bertrand Mathieu, professeur à l'École de droit de la Sorbonne.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marc Sauvé, président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 390
- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 964 p. 965
- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire [n° 363 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1106
- **Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Commission mixte paritaire [n° 397 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1743
- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Article 1er (Création de nouvelles infractions de crime sexuel sur mineur)** : p. 2244
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2300 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction)** : p. 2343
- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 293 rectifié bis (Rejet des valeurs principes de la République - Titre de séjour - Refus)** : p. 2590 - **Article 17 (Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil)** : p. 2612 p. 2616
- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 27 (Renforcement du contrôle du caractère culturel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative**

quinquennale) : p. 2936 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 425 rectifié ter (Édifices culturels - Cession par les collectivités territoriales à l'échéance du bail emphytéotique- Autorisation)** : p. 2948 - **Article 28 (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu)** : p. 2953 p. 2956 - **Article 30 (Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun))** : p. 2962 - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission) (Interdiction des dons en espèces aux associations culturelles au-delà d'un seuil de 150 euros)** : p. 2975 p. 2976 - **Article 36 quater (nouveau)** : p. 2976

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (12 avril 2021) : p. 3006p. 3006

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (12 avril 2021) - **Article 44 (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte)** : p. 3011

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8007

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11670 p. 11671

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11689

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 1er (Placement auprès d'un membre de la famille ou d'un tiers de confiance)** : p. 11783

BELIN (Bruno)
sénateur (Vienne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire du conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes le 11 janvier 2021.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile le 8 avril 2021.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - rapport [n° 60 tome 1 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - comptes rendus des auditions [n° 60 tome 2 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la santé des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences faites aux femmes dans les territoires ruraux : enjeux et spécificités.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'entreprenariat des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Dominique Joseph, co-rapporteuse de l'avis du CESE : Crise sanitaire et inégalités de genre.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la COP 26 - Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et ruralités ».

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs aux transports aériens - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport interinspections sur la gestion des risques liés à la présence d'ammonitrates dans les ports maritimes et fluviaux - Audition des auteurs.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Changement de thématique de travail pour 2021-2022 et désignation de rapporteurs.

Rencontre avec Mme Valérie Perez-Ennouchi, auteure de *Destins de Femmes*.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 2** (*Remise d'un rapport du comité de scientifiques en amont des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 414

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié bis** (*Circonstances graves d'une infraction - Interdiction de territoire français à un mineur étranger - Possibilité pour le juge - Maintien*) : p. 545 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 57 rectifié bis** (*Détention des mineurs - Mise en place d'une période de sûreté*) : p. 546 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 59 rectifié bis** (*Mineur de 16 à 18 ans déclaré coupable d'un crime ou d'un délit commis à l'encontre des forces de l'ordre ou d'un sapeur-pompier - Excuse de minorité - Suppression*) : p. 546

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des études de santé** - (12 mai 2021) : p. 3732

- **Question orale sans débat sur la reprogrammation des opérations** - (20 juillet 2021) : p. 7374 p. 7375

- **Question orale sans débat sur les agents du secteur sanitaire, social et médico-social privé et de la fonction publique territoriale oubliés du Ségur** - (7 octobre 2021) : p. 8946 p. 8947

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport RTE et l'avenir du mix énergétique français** - (27 octobre 2021) : p. 9607

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le risque de blackout énergétique** - (3 novembre 2021) : p. 9852 p. 9853

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - **Article 38** (*Tarifification des médicaments et critère industriel*) : p. 10351 p. 10354 p. 10355 p. 10357 - **Article 39** (*Mise en conformité avec l'obligation de sérialisation pour les pharmacies d'officine*) : p. 10366 - **Article 40** (*Amélioration de l'accès à la filière visuelle*) : p. 10369 p. 10370 p. 10372 p. 10376 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis** (*Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement*) : p. 10386 p. 10391

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au lien entre l'exécutif local et l'exécutif national** - (17 novembre 2021) : p. 10638

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux services publics de proximité** - (17 novembre 2021) : p. 10647

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11245

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11354 p. 11355

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11579

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11657

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Article 2** (*Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative*) : p. 11681

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11686

- **Question orale sans débat sur Parcoursup** - (14 décembre 2021) : p. 11748 p. 11749

BELLUROT (Nadine)
sénatrice (Indre)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 13 octobre 2021.

Membre de la commission des finances jusqu'au 12 octobre 2021.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Investissements d'avenir [n° 743 tome 2 annexe 17 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 383 (2020-2021)] visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 855 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 370 (2020-2021)] pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 243 (2021-2022)] (1er décembre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, député, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, dans le cadre de sa mission d'évaluation de l'impact de la crise du covid-19 sur les finances locales.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des lois*) : Situation migratoire à Calais - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine** [n° 290 (2020-2021)] - (28 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 580 - **Discussion générale** : p. 586

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (18 mars 2021) - **Article 28 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Enquêtes administratives préalables au recrutement et à l'affectation de certains personnels de gestionnaires d'infrastructures*) : p. 2031

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3121

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de**

simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (19 juillet 2021) - **Article 64 (Contrôle du raccordement des immeubles au réseau public d'assainissement collectif)** : p. 7319

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres)** : p. 7605 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 782 rectifié ter, n° 845 rectifié ter et n° 995 rectifié bis (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Missions d'analyses des impacts techniques et financiers des normes relatives aux collectivités territoriales)** : p. 7608

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8227

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 6 (Dispositions diverses relatives à la cour d'assises)** : p. 8541

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Article 2 (Compétence des policiers municipaux et des gardes champêtres en matière d'infractions aux règles d'identification des animaux)** : p. 8704 p. 8706 - **Article 3 (Évolution du fonctionnement des fourrières communales)** : p. 8709 - **Article 4 (Obligation pour le maire de stériliser et d'identifier les chats errants)** : p. 8723 - **Article 4 quinquies**

(**Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie**) : p. 8732 p. 8736 - **Article 4 sexies A (nouveau) (Interdiction de la présentation d'animaux en vitrine en animaleries)** : p. 8737 - **Article 8 bis (supprimé) (Mention explicite de l'animal parmi les biens dont la sauvegarde peut donner lieu à une infraction sans engager la responsabilité de son auteur (état de nécessité))** : p. 8760 - **Article 8 ter (Circonstance aggravante de l'abandon lorsqu'il met en péril la vie de l'animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité)** : p. 8761 - **Article 10 ter (Ajout des confiscations d'animal et interdictions de détention d'un animal au fichier des personnes recherchées, FPR)** : p. 8766 - **Article 12 (Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés)** : p. 8783 p. 8784 p. 8789 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 55 rectifié (Cétacés - Transfert interdit vers des établissements nationaux ou étrangers aux conditions d'accueil moins favorables que dans l'établissement de départ)** : p. 8794 - **Article 15 (Interdiction des élevages de visons d'Amérique et d'autres espèces d'animaux non domestiques exclusivement élevés pour la production de fourrure)** : p. 8803

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10820

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11684

BELRHITI (Catherine)
sénatrice (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale le 12 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de MM. Jean-Louis Bianco, président, et Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Réforme de la haute fonction publique - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 931

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et les fermetures de classes** - (10 février 2021) : p. 990 p. 991

- **Question orale sans débat relative au seuil de dispense des procédures de marchés publics** - (9 mars 2021) : p. 1550 p. 1551

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2196

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** - *Commission mixte paritaire* [n° 473 (2020-2021)] - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2267

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3048

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste** [n° 516 (2020-2021)] - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3254

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations** - *Deuxième lecture* [n° 580 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4081

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (22 juin 2021) - **Article 26 bis** (*Infrastructure collective de recharge dans les immeubles collectifs*) : p. 5330 p. 5331 - **Article 30 bis** (*nouveau*) (*Identification des voies navigables d'intérêt régional dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) : p. 5393

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 62 bis** (*nouveau*) (*priorité*) (*Encadrement de l'utilisation des engrais de synthèse par les personnes publiques pour les usages non professionnels et dans les propriétés privées*) : p. 5523

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises*) : p. 5589 p. 5591 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 635 rectifié, n° 1450 rectifié, n° 1653 rectifié bis, n° 283 rectifié quater, n° 1723, n° 284 rectifié quater, n° 1724, n° 1464 rectifié bis et n° 1859 rectifié nonies** (*Véhicules de transport de marchandises - Redevance additionnelle*) : p. 5600 p. 5601 p. 5603 p. 5604 p. 5605

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la renégociation des contrats de rachat de l'électricité photovoltaïque** - (30 juin 2021) : p. 6111 p. 6112

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs** [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8113 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 66 rectifié** (*Médiateur des relations commerciales agricoles - Mission de vérification des allégations de meilleure rémunération des agriculteurs*) : p. 8118 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié** (*Médiateur des relations commerciales agricoles - Mission de vérification des allégations des acteurs de la grande distribution*) : p. 8118 - **Article 1er ter** (*Publication trimestrielle des indicateurs de référence par l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) : p. 8122

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels** [n° 787 (2020-2021)] - (23 septembre 2021) - **Article 38** (*Aggravation des peines d'outrage envers les sapeurs-pompiers*) : p. 8308

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'asile et les migrations** - (6 octobre 2021) : p. 8903

- **Question orale sans débat sur l'invasion des chenilles processionnaires** - (19 octobre 2021) : p. 9317 p. 9318

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace** [n° 128 (2021-2022)] - (16 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 17 rectifié** (*Autoroute A 31 - Transport routier de marchandises - Taxe*) : p. 10604 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe*) : p. 10607 p. 10608 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10622

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autonomie financière des communes** - (17 novembre 2021) : p. 10645 p. 10646

BENARROCHE (Guy)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida [n° 851 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à interdire les pratiques cruelles de chasse [n° 852 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Juridictions administratives et juridictions financières [n° 197 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication sur le rapport d'information Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Table ronde relative aux métropoles, avec la participation de Mmes Johanna Rolland, présidente de France Urbaine, Dominique Riquier-Sauvage, membre du Conseil économique, social et environnemental, et M. Yann Lasnier, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur le Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Pascal Lorne, président de Gojob.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Grenier, président, Édouard Martin, directeur général de Koba Global Services, Benjamin Chevillard, chargé de la propagande électorale, et Loïc Lefebvre, directeur du développement, du groupe Diffusion Plus.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Viroulet, délégué syndical central, et Alain Gueguen, secrétaire général du syndicat Confédération autonome du travail des personnels Adrexo (CAT-Adrexo).

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des

parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 octobre 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (commission des lois) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (commission des lois) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport (nouvelle lecture) et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Juridictions administratives et juridictions financières » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (délégation aux collectivités territoriales) : Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charnalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale :** p. 215 p. 216 -

Article 2 (Création du délit d'occupation frauduleuse d'un immeuble) : p. 227

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale :** p. 236 - **Article 5 (Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants) :** p. 249

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Article 1er (Ouverture du droit au RSA dès l'âge de 18 ans) :** p. 316

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale :** p. 394 - **Article 1er bis (nouveau) (Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021) :** p. 404 p. 406 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 41 rectifié (Scrutins électoraux sur trois jours - Autorisation dérogative) :** p. 409 - **Article 4 (Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021) :** p. 420 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47 (Changement de domicile ou de résidence - Modalités d'inscription électorale - Information obligatoire) :** p. 423

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 1er (Prorogation de l'état d'urgence sanitaire) :** p. 529

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) :** p. 627 p. 656 - **Article 2 (Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation à des fins de prévention) :** p. 671 - **Article 2 bis (supprimé) (Mesures de lutte contre les causes d'infertilité) :** p. 672

- **Suite de la discussion (3 février 2021) - Article 3 (Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité) :** p. 732 - **Article 4 bis (Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention) :** p. 742 - **Article 7 bis (Levée partielle de l'interdiction du don du sang applicable aux majeurs protégés, abaissement de l'âge du don du sang pour les mineurs et encadrement des critères de sélection des donneurs) :** p. 750 - **Article 7 ter (Don de corps à des fins d'enseignement médical et de recherche) :** p. 752 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission) (Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques) :** p. 759

- **Question orale sans débat sur le contournement d'Arles** - (9 février 2021) : p. 888 p. 889

- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire [n° 363 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale :** p. 1108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la centrale biomasse de Gardanne** - (17 février 2021) : p. 1146 p. 1147

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale :** p. 1298 - **Article 2 (Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle) :** p. 1313 p. 1321 p. 1323 p. 1327 p. 1328 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 12 rectifié, n° 14 et n° 13 rectifié (Élection présidentielle - Vote par correspondance - Instauration) :** p. 1337 - **Article 3 bis (nouveau) (Publication de la marge d'erreur des sondages d'opinion) :** p. 1338 - **Article 4**

(Adaptation des règles applicables aux Français de l'étranger) : p. 1339

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1405 p. 1419

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 395 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1606 - **Article 1er** (Création d'un établissement public local à caractère industriel et commercial dénommé « Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe ») : p. 1615 p. 1616 - **Article 2** (Création d'une commission de surveillance auprès du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe) : p. 1620 p. 1621

- **Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Commission mixte paritaire [n° 397 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1740 p. 1741

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales) : p. 1797 - **Article 5** (Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes) : p. 1842

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 6 quater (supprimé)** (Utilisation d'appareils photographiques par les gardes champêtres) : p. 1881 - **Article 7** (Encadrement de la sous-traitance) : p. 1891 - **Article 8** (Habilitation de certains agents du CNAPS à constater par procès-verbal une infraction et à recueillir ou relever l'identité de son auteur présumé) : p. 1895 p. 1896 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Circonstance aggravante pour violences commises par ou à l'encontre d'une personne exerçant une activité privée de sécurité et nouveau délit de menaces ou d'actes d'intimidation) : p. 1907 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité) : p. 1912 - **Article 19 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure relative aux modalités de formation, d'examen et d'obtention des certifications professionnelles et aux conditions d'exercice et contrôle des activités de formation) : p. 1921

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public) : p. 2013 - **Article 30 bis** (Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2045 p. 2046 - **Article 30 ter (supprimé)** (Possibilité de créer un groupe local de traitement de la délinquance dans les communes dotées d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2047 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 2054

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Commission mixte paritaire [n° 473 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2263 p. 2264

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 485** (Idéologies islamistes - Caractérisation - Interdiction de leur pratique) : p. 2315 - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2325 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction) : p. 2344 p. 2347

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (Maire - Nouveau pouvoir de police - Création) : p. 2437 p. 2438 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 153 rectifié** (Sensibilisation des jeunes citoyens majeurs aux valeurs

républicaines et à la laïcité) : p. 2441 - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2445 p. 2447

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3226 - **Article 1er** (Rapport biennal sur l'exclusion numérique et référentiel des compétences numériques) : p. 3229 - **Article 6** (Référentiel unique des sites internet publics) : p. 3234 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4** (Instituts régionaux du travail social - Formation à la médiation numérique - Obligation) : p. 3240 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3244

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3252

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3452

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3556 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création) : p. 3574 - **Article unique** : p. 3578 p. 3582 p. 3585 p. 3586 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 14** (Projets et propositions de loi - Évaluation de leur impact climatique - Mise en place) : p. 3587 p. 3588 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 17** (Défenseur de l'environnement - Création) : p. 3588 p. 3589 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3591

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er** (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire) : p. 3915

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Deuxième lecture [n° 580 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4078

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4216 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (Irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental - Mesure de sûreté d'obligation de soins - Création) : p. 4228 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4233

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Article 4** (Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal) : p. 4283

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4305 - **Article 7** (Attribution du comité social et économique en matière d'égalité des chances dans les entreprises d'au moins cinquante salariés) : p. 4319

- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4560

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 12** (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) : p. 4928 p. 4929 p. 4932 p. 4935 - **Article 13** (Obligation de disponibilité des pièces détachées étendue à de nouvelles catégories de produits) : p. 4943 - **Article**

additionnel après l'article 13 - Amendement n° 366 rectifié bis (*Lutte contre les réductions de la durée de vie des produits - Délit d'obsolescence prématurée - Création*) : p. 4947

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 5006 p. 5007 p. 5010 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 3 rectifié quater, n° 578 rectifié, n° 804 rectifié et n° 1949 rectifié** (*Commande publique - Mise à disposition par l'État d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens*) : p. 5017 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 791 rectifié** (*Banque publique d'investissement - Orientation de ses investissements vers la transition écologique*) : p. 5021

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (*Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes*) : p. 5200

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1951 rectifié** (*Énergie renouvelable - Documents de programmation - Objectifs sur l'implication des citoyens et des collectivités - Intégration*) : p. 5280 - **Article 25** (*Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040*) : p. 5292

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 59 bis A (priorité)** (*Formation à la diversification des sources de protéines en alimentation humaine*) : p. 5415 p. 5416

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 66 (priorité) - Amendement n° 454 rectifié** (*Produits issus du commerce équitable - Taux réduit de TVA*) : p. 5541

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises*) : p. 5593 p. 5594 p. 5595 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 1118 rectifié bis, n° 190 rectifié, n° 303 rectifié et n° 485** (*Bâtiments à usage tertiaire - Réduction de la consommation énergétique en énergie primaire et finale*) : p. 5648 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 486** (*Haut Conseil pour le climat - Avis sur le coefficient de conversion en énergie primaire des différentes énergies et sur leurs facteurs d'émission de gaz à effet de serre*) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1119** (*Mutations de propriétés des maisons individuelles - Obligation conditionnelle de rénovation performante*) : p. 5669 - **Article 41** : p. 5672 p. 5674 - **Article 42** (*Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence*) : p. 5680

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 843 et n° 844** (*Personnes responsables d'atteintes à l'environnement - Exclusion pour dix ans de la procédure de passation des marchés*) : p. 5828

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5989

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6073 p. 6077

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6374 - **Article unique** : p. 6380

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Article 2 bis** (*Négociation annuelle sur la qualité des conditions de travail*) :

p. 6413 - **Article 8** (*Mise en place d'une offre socle et d'une offre complémentaire par les services de prévention et de santé au travail interentreprises ainsi que d'une procédure de certification*) : p. 6433

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6541 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6576 p. 6577 p. 6578 p. 6581 p. 6584 p. 6585 p. 6586 p. 6588

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6639 - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Facilitation de l'inscription à l'ordre du jour d'une fusion de conseil régional et des conseils départementaux*) : p. 6654 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendements n° 1109 rectifié et n° 1365 rectifié bis** (*Département - Changement de région - Consultation des électeurs*) : p. 6657 - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6658 p. 6659 p. 6661 p. 6663 p. 6664 p. 6665 p. 6666 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1378 rectifié** (*Intercommunalité - Transferts de compétences - Concertation publique*) : p. 6667 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1002 rectifié bis** (*Assemblées délibérantes des collectivités territoriales - Séance annuelle de questions orales - Instauration*) : p. 6671 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 34 rectifié quater, n° 48 rectifié bis, n° 144 rectifié ter, n° 628 rectifié, n° 1150, n° 1188 rectifié ter et n° 1467 rectifié bis** (*Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne*) : p. 6675 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1364** (*Conseils de quartier - Mise en place - Seuil - Abaissement*) : p. 6676 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Critère de l'intérêt communautaire ou métropolitain pour l'exercice de diverses compétences au sein du bloc communal*) : p. 6693 - **Article 5** (*Répartition des compétences et de la qualité de chef de file entre les collectivités territoriales en matière de transition écologique*) : p. 6701 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 642 rectifié bis, n° 1115 rectifié et n° 1446** (*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Économie circulaire - Intégration*) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 535 et n° 1340 rectifié** (*Code de la santé publique - Droits à l'eau potable et à l'assainissement - Définition*) : p. 6704 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 537 et n° 1342 rectifié** (*Code de la santé publique - Accès à l'eau*) : p. 6705 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 340 rectifié bis et n° 1614 rectifié bis** (*Eaux pluviales - Zonages*) : p. 6710 - **Article 5 sexies (nouveau)** (*Renforcer les pouvoirs du maire en matière d'implantation de projets éoliens sur le territoire de la commune*) : p. 6719 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 1151** (*Routes nationales - Coûts d'entretien - Rapport*) : p. 6725

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 12** (*Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions*) : p. 6775 p. 6778 - **Article 12 ter (nouveau)** (*Modification de la composition de la CDPNAF*) : p. 6781 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (*Commissions départementales des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Plans locaux d'urbanisme - Consultation*) : p. 6784 p. 6785 - **Article 13** (*Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions*) : p. 6790 - **Article 13 quater (nouveau)** (*Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattage des loups définis au niveau national*) : p. 6792 p. 6794 - **Article 14** (*Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés*) : p. 6796 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 337 rectifié et n° 738 rectifié** (*Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Obligation d'autofinancement - Opérations en investissement - Dérogation*) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551,**

n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis (*Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire*) : p. 6802 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 274 rectifié** (*Zones à proximité d'habitation - Usage de produits phytopharmaceutiques - Maires - Faculté d'interdiction*) : p. 6805 - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6821 p. 6823 p. 6824

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 23** (*Encadrement des loyers*) : p. 6939 p. 6940 p. 6941

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 35 bis (nouveau)** (*Président du conseil départemental - Bénéficiaires du RSA - Pouvoir de contrôle*) : p. 7122 - **Article 39** (*Recours obligatoire au traitement automatisé d'appui à l'évaluation de la minorité pour l'évaluation de la minorité et de l'isolement des personnes se déclarant mineurs non accompagnés*) : p. 7140 - **Article 41 bis (nouveau)** (*Renforcement du rôle des régions dans le pilotage de la politique d'enseignement supérieur et de recherche*) : p. 7177

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 45** (*Octroi au préfet de la fonction de délégué territorial d'agences nationales*) : p. 7207 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 1516 rectifié** (*Budgets participatifs - Présentation du budget primitif - Mention obligatoire*) : p. 7240 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 1256 rectifié** (*Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plan régional santé environnement - Mise en cohérence*) : p. 7253 - **Article 59** (*Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales*) : p. 7257 - **Article 50** (*précédemment réservé*) (*Partage de données entre administrations*) : p. 7262 p. 7263 p. 7265

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 52** (*précédemment réservés*) - **Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence*) : p. 7287 - **Article 67 bis (nouveau)** (*Instauration du comité social d'administration de l'Agence nationale de cohésion des territoires*) : p. 7326 p. 7327

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Nouvelle lecture [n° 734 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7582

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article 56** (*précédemment réservé*) (*Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 7614 p. 7615 p. 7616 p. 7619 p. 7621 p. 7622 p. 7624 p. 7625

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7658

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7697 - **Article 5** (*Mesure judiciaire de prévention de la récidive terroriste et de réinsertion*) : p. 7705 - **Article 7** (*texte non modifié par la commission*) (*Transmission d'informations aux services de renseignement et entre ces services*) : p. 7708 - **Article 17 bis** (*texte non modifié par la commission*) (*Rôle de la délégation parlementaire au renseignement (DPR)*) : p. 7716

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 817 (2020-2021)]** - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7960

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8005

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exclusion du nucléaire du plan de relance européen** - (22 septembre 2021) : p. 8173

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8221 - **Article 2 bis B** (*Texte non modifié par la commission*) (*Compétences du bataillon de marins-pompiers de Marseille et de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris*) : p. 8232 p. 8233 - **Article 3** (*Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours*) : p. 8235

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 22 A** (*Texte non modifié par la commission*) (*Statut des sapeurs-pompiers volontaires*) : p. 8275 - **Article 24 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*Don de jour de repos non pris au bénéfice d'un salarié ou d'un agent public engagé en qualité de sapeur-pompier volontaire*) : p. 8282 - **Article 29 ter** (*Texte non modifié par la commission*) (*Reconnaissance de l'engagement en tant que jeune sapeur-pompier et adaptation rédactionnelle de la référence au brevet national de jeune sapeur-pompier ou de jeune marin-pompier*) : p. 8286 - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8291 - **Article 32** (*Texte non modifié par la commission*) (*Création de la réserve citoyenne des services d'incendie et de secours*) : p. 8302 - **Article 36** (*Texte non modifié par la commission*) (*Élargissement des cas dans lesquels les services d'incendie et de secours pourront se constituer partie civile en cas d'incendie volontaire*) : p. 8306

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8491 - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8506 p. 8511 - **Article 2** (*Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure*) : p. 8517 p. 8518 p. 8521 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8524 p. 8532 - **Article 5** (*supprimé*) (*Encadrement des décisions de prolongation de détention provisoire*) : p. 8538

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article 7** (*Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle*) : p. 8577 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 125** (*Génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à l'étranger - Compétence extraterritoriale des juges français*) : p. 8579 - **Article 9** (*Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine*) : p. 8584 p. 8586 p. 8588 p. 8590 p. 8594 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51 rectifié** (*Condamnation pour des faits de violences volontaires - Peine de travail d'intérêt général (TIG) interdite*) : p. 8595 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (*Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison*) : p. 8598 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 166 rectifié** (*Auteurs d'infractions environnementales - Stage spécifique de sensibilisation à la protection de l'environnement*) : p. 8599 - **Article 10** (*Diverses dispositions relatives à la procédure pénale*) : p. 8604 p. 8605 - **Article 12** (*Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire*) : p. 8618 p. 8621 p. 8623 - **Article 14** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes qui travaillent en détention*) : p. 8626 p. 8627 - **Article 16 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*Dignité et respect de l'identité de genre en détention*) : p. 8629 - **Article 29** (*Texte non modifié par la commission*) (*Force exécutoire des transactions et actes contresignés par les avocats de chacune des parties*) : p. 8642

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire** [n° 836 (2020-2021)] - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021).**

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme** [n° 701 (2020-2021)] - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8841

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires** [n° 24 (2021-2022)] - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9034 - **Article 1er** (*Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins*) : p. 9040

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2** [n° 811 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9102

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance** [n° 475 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9113

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai** [n° 22 (2021-2022)] - (14 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9170

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure** [n° 47 (2021-2022)] - (18 octobre 2021) - **Question préalable** : p. 9248 - **Discussion générale** : p. 9256 - **Article 6** (*Création de la réserve opérationnelle de la police nationale*) : p. 9264 p. 9265 p. 9266 - **Article 7** (*Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière*) : p. 9270 p. 9275 - **Article 8** (*Définition d'un régime d'utilisation des caméras aéroportées par les forces de l'ordre*) : p. 9282 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 83** (*Captation et fixation d'images à l'aide de drones dans les lieux publics lors des enquêtes pénales - Régime*) : p. 9290

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2021) - **Article 1er** (**précédemment réservé**) (*Responsabilité pénale en cas d'abolition délibérée du discernement dans le cadre d'un projet criminel préalablement conçu*) : p. 9344 - **Article 2** (**précédemment réservé**) (*Répression de l'atteinte aux personnes résultant d'une intoxication volontaire*) : p. 9350 - **Article 3** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (*Question subsidiaire obligatoire dans le délégué de la juridiction criminelle en cas d'irresponsabilité pénale de l'auteur*) : p. 9352 - **Article additionnel après l'article 3 bis** (**précédemment réservés**) - **Amendements n° 12 et n° 62** (*Juridiction - Prescription de soins psychiatriques sans consentement - Personnes irresponsables pénalement*) : p. 9354 - **Article additionnel après l'article 3 ter** (**précédemment réservé**) - **Amendements n° 41 et n° 61** (*Transmission de l'intégralité des rapports des experts aux parties - Obligation*) : p. 9355 - **Article 4** (**précédemment réservé**) (*Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure*) : p. 9356 p. 9357 p. 9359 - **Article 12** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (*Maintien de la disposition de la justice de prévenus présentés devant une juridiction incompétente du fait d'une erreur sur leur majorité ou minorité*) : p. 9361 - **Article 15** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (*Application de l'amende forfaitaire délictuelle à certains vols simples*) : p. 9365 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9372

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels** - *Commission mixte paritaire* [n° 36 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9542

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire** [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9721 - **Article 1er A** (**nouveau**) (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9730 p. 9731 p. 9732 p. 9736

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance** [n° 108 (2021-2022)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9980

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers** [n° 76 (2020-2021)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10001

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture** [n° 131 (2021-2022)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10022 p. 10023 - **Question préalable** : p. 10025

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au lien entre l'exécutif local et l'exécutif national** - (17 novembre 2021) : p. 10637 p. 10638

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 85 (2021-2022)] - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10821

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, en particulier dans le monde politique** - (24 novembre 2021) : p. 11226

- **Question orale sans débat sur le contrôle du respect de la protection de l'environnement dans le cadre de constructions nouvelles** - (30 novembre 2021) : p. 11319

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11347 p. 11348

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris** [n° 42 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11669 p. 11672 - **Article 1er** (*Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité*) : p. 11674 p. 11675 - **Article 2** (*Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative*) : p. 11682

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants** [n° 75 (2021-2022)] - (15 décembre 2021) - **Article 15** (*Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné*) : p. 11947

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure** - *Commission mixte paritaire* [n° 176 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12027

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Paris)
GEST

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 1er février 2021.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021 ; puis vice-présidente le 26 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de MM. François Clavairolly, président, et Jean-Daniel Roque, membre du bureau et conseiller juridique de la Fédération protestante de France.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Définition du programme de travail de la mission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de S. E. le Métropolitain Emmanuel Adamakis, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans** [n° 182 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Article 1er** (*Ouverture du droit au RSA dès l'âge de 18 ans*) : p. 315

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels** [n° 272 (2020-2021)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 341 p. 342 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 347 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 365

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 440 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Ratification de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs*) : p. 443 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 24 rectifié et n° 63 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Garantie du droit à l'éducation - Inscription*) : p. 446 - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs*) : p. 448 - **Article 1er ter B (nouveau)** (*Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs*) : p. 453 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 et n° 60 rectifié** (*Mineurs - Moyens de télécommunication audiovisuelle pendant la procédure - Interdiction*) : p. 456 - **Article 3 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Précisions relatives au fonctionnement des centres éducatifs fermés*) : p. 461 - **Article 4** (*Possibilité pour le tribunal de police de prononcer une peine complémentaire*) : p. 464

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire** [n° 300 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** :

p. 514 - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 522 - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 531 p. 532 p. 533

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Article 6** (*Interdiction de la visioconférence pour la décision et la prolongation de la détention provisoire et maintien de la prise en charge du mineur par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 548 - **Article 7** (*Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention*) : p. 555 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 564

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 281 (2020-2021)] - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 622 p. 651

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 741

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture** [n° 327 (2020-2021)] - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 860 - **Question préalable** : p. 867

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 948 p. 949

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Commission mixte paritaire** [n° 342 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1117

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale** [n° 353 (2020-2021)] - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1279 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Élargissement du champ des mesures alternatives aux poursuites*) : p. 1286 - **Article 2** (*Compétence du directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation pour déterminer les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) : p. 1290

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** [n° 419 (2020-2021)] - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1495 - **Article unique** : p. 1507 p. 1508 p. 1511

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des Ouïghours** - (10 mars 2021) : p. 1593

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité** [n° 131 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1681

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1769 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1782 p. 1797 p. 1798 - **Demande de réserve** : p. 1809 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1811 - **Article 2** (*Élargissement des manifestations sportives, récréatives et culturelles à la sécurité desquelles les agents de police municipale peuvent être affectés*) : p. 1826

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 10** (*Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions*) : p. 1900 p. 1902 - **Article 12** (**Texte non modifié par la commission**) (*Circonstance aggravante pour violences commises par ou à*

l'encontre d'une personne exerçant une activité privée de sécurité et nouveau délit de menaces ou d'actes d'intimidation) : p. 1906 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendements n° 330 rectifié bis et n° 359** (Centres de rétention administrative (CRA) - Prévention des risques (suicide, agression...) - Dispositif de vidéosurveillance) : p. 1932 p. 1933 - **Article 21** (Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale) : p. 1944 p. 1945 p. 1946 p. 1947 - **Article 22** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)) : p. 1952

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) : p. 1974 - **Article 23** (Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique) : p. 1988 p. 1989 - **Article 24** (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal) : p. 1998 p. 2002 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 234 et n° 187** (Opérations de maintien de l'ordre - Lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement - Interdiction) : p. 2019 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2055

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2236 - **Article 1er** (Création de nouvelles infractions de crime sexuel sur mineur) : p. 2245 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2260

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2294 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 59** (Assemblées de collectivités territoriales - Signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou communautariste - Interdiction) : p. 2311 - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2325 p. 2334 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction) : p. 2346 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 303** (Principe de laïcité - Rappel) : p. 2349

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter** (Texte non modifié par la commission) (Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques) : p. 2381 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater** (Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications) : p. 2390 - **Article 2 bis** (Texte non modifié par la commission) (Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État) : p. 2400 p. 2402 - **Article 4** (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service) : p. 2421 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion) : p. 2427 - **Article 4 bis** (Texte non modifié par la commission) (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale) : p. 2433 p. 2434 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (Maire - Nouveau pouvoir de police - Création) : p. 2438 - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2443 p. 2445 p. 2447

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2484

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2526 p. 2530 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 493** (Clientélisme électoral auprès des ennemis de la République - Nouveau délit - Instauration) : p. 2539 p. 2540 - **Article 7** (Ajout du contrat d'engagement républicain aux conditions d'agrément des associations et de reconnaissance d'utilité publique) : p. 2540 p. 2541 - **Article 8** (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait) : p. 2543 p. 2545 p. 2548 p. 2551 - **Article 12** (Élargissement des cas de suspension des avantages fiscaux des organismes ayant fait l'objet d'une condamnation définitive) : p. 2566

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 16** (Création d'une interdiction d'établir un certificat de virginité sanctionnée pénalement) : p. 2597 p. 2599 p. 2600 - **Article 17** (Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil) : p. 2614 - **Article 18** (Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens) : p. 2619 - **Article 19** (Lutte contre les « sites miroirs » contournant des décisions de justice ordonnant le blocage et le déréférencement de contenus haineux) : p. 2633 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 250 rectifié sexies** (Plateformes numériques - Responsabilité - Redéfinition) : p. 2638 - **Article 19 bis** (Régulation des plateformes numériques) : p. 2644 - **Article 20** (Extension des procédures rapides de jugement des délits à certains délits prévus par la loi du 29 juillet 1881) : p. 2655

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 373 rectifié** (Article L. 111-1 du code de l'éducation - Notion de transmission des connaissances - Précision) : p. 2716 - **Article 24 bis** (Texte non modifié par la commission) (Surveillance par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation de l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements scolaires publics et privés sous contrat) : p. 2739 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (Interdiction des activités culturelles dans les lieux d'enseignement) : p. 2746 - **Article 24 septies (nouveau)** (Interdiction aux usagers de l'enseignement supérieur d'exercer des pressions sur la communauté universitaire ou de perturber la recherche, les conférences et débats) : p. 2752 p. 2753

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés - Commission mixte paritaire [n° 495 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2788 p. 2789

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité) : p. 2822 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire) : p. 2844

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 26** (Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles) : p. 2927 p. 2930 p. 2931 p. 2932 - **Article 27** (Renforcement du contrôle du caractère culturel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative quinquennale)) : p. 2932 p. 2935 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet) : p. 2940 p. 2943 - **Article 28** (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu) : p. 2952 - **Article 30** (Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun)) : p. 2959 - **Article 33** (Texte non modifié par

la commission (Renforcement des obligations administratives et comptables des associations culturelles) : p. 2965 - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (Interdiction des dons en espèces aux associations culturelles au-delà d'un seuil de 150 euros) : p. 2974 - **Article additionnel avant l'article 37 - Amendement n° 504** (Environnement patrimonial - Architecture des lieux de culte - Encadrement) : p. 2977 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement de certaines sanctions au titre de la police des cultes) : p. 2977 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié** (Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction) : p. 2979 - **Article 39** (Aggravation des peines prévues à l'article 24 de la loi de 1881 lorsque les incitations sont commises dans un lieu de culte) : p. 2982 - **Article 44** (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte) : p. 2995

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) : p. 3009 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 507** (Binationaux - Commission ou complicité d'un acte de terrorisme - Déchéance de nationalité) : p. 3013 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3052 p. 3053

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Article unique** : p. 3581 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3591

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er A (Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales)** : p. 3623

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3904 - **Article 1er** (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire) : p. 3916 p. 3924 - **Article 4** (Adaptations du régime de l'état d'urgence sanitaire) : p. 3942 - **Article 5** (Versement au sein du système national des données de santé des données personnelles recueillies dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19) : p. 3947 - **Article 6** (Prolongation de diverses dispositions liées à la crise sanitaire) : p. 3953 - **Article 7** (Habilitation à légiférer par ordonnance) : p. 3963 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3979

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4197 p. 4198 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5** (Personnes détenues dans le cadre des affaires de terrorisme islamiste ou personnes susceptibles de radicalisation - Accès aux activités de réinsertion - Rapport au Parlement) : p. 4211

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4264 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement) : p. 4278 - **Article 4** (Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal) : p. 4280 p. 4281 p. 4282

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Commission mixte paritaire [n° 622 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4364

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les féminicides** - (9 juin 2021) : p. 4649

- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie [n° 655 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4711 - **Article unique** : p. 4714 p. 4715

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 20 undecies - Amendement n° 1115 rectifié** (Impact

économique, sanitaire et environnemental de l'orpaillage en Guyane française - Rapport au Parlement) : p. 5177 - **Article 21** (Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier) : p. 5186

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article additionnel avant l'article 67 (priorité) - Amendements n° 1471, n° 368 et n° 1470** (Criminalité environnementale - Reconnaissance du crime d'écocide) : p. 5808 p. 5809 - **Article 67 (priorité)** (Création de la circonstance aggravante de mise en danger de l'environnement) : p. 5811 - **Article 68 (priorité)** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5818 - **Article 69 (priorité)** (Possibilité d'imposer la restauration du milieu naturel) : p. 5829 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 374** (Droit de l'environnement - Introduction de la notion de limites planétaires) : p. 5830 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 375** (Code de l'environnement - Définition des limites planétaires) : p. 5831 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 372** (Prévention d'atteintes à l'environnement - Extension du référé-liberté) : p. 5831 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 373** (Répression des comportements récidivistes en matière environnementale - Assimilation de certaines infractions au regard de la récidive comme une même infraction) : p. 5832 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 377** (Entreprises - Obligation de vigilance environnementale - Facilitation de la poursuite des délits environnementaux) : p. 5833 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 1041** (Impact sanitaire et environnemental de l'utilisation du chlordécone en Guadeloupe et en Martinique - Rapport au Parlement) : p. 5834 - **Article 69 ter (priorité) (supprimé)** (Élargissement du champ du « référé pénal spécial ») : p. 5837 - **Article 73 (priorité) (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'application des articles 67 et 68) : p. 5847 - **Article 75 (priorité) (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'opportunité de procéder à une codification à droit constant des infractions relatives à l'environnement) : p. 5847

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5998 - **Discussion générale** : p. 6006 - **Article 2** (Possibilité de fermeture des « locaux annexes » aux lieux de culte) : p. 6014 - **Article 5** (Instauration d'une mesure de sûreté à l'encontre des condamnés terroristes d'une particulière dangerosité sortant de détention) : p. 6023 - **Article 6** (Droit de communication aux préfets et aux services de renseignement des informations relatives aux soins psychiatriques sans consentement) : p. 6026 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 36 et n° 92 rectifié** (Toutes les lois antiterroristes en France depuis la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 - Efficacité - Rapport au Parlement) : p. 6029 - **Article 7** (Encadrement de l'exploitation et de la transmission des renseignements entre services et aux services, suivant les finalités ayant justifié leur obtention) : p. 6034 p. 6035 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 70** (Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - Compétences - Élargissement) : p. 6038 - **Article 8** (Allongement de la durée de conservation des renseignements à des fins de recherche et de développement) : p. 6040 p. 6041 - **Article 10** (Extension des obligations de coopération des opérateurs pour la mise en œuvre de certaines techniques de renseignement et techniques spéciales d'enquête) : p. 6044 - **Article 11** (Expérimentation d'une technique d'interception des communications satellitaires) : p. 6046 p. 6047 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Pérennisation des dispositions prévues à l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure encadrant le recours à l'algorithme) : p. 6049 - **Article 13** (Renforcement de l'encadrement de la mise en œuvre des algorithmes et extension de leur champ aux URL) : p. 6051 p. 6052 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Extension du champ du recueil des données de connexion en temps réel aux URL et durée de conservation des URL) : p. 6054 - **Article 15** (Refonte du cadre de conservation des données de connexion par les

opérateurs) : p. 6056 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure de contrôle préalable à la mise en œuvre des techniques de renseignement sur le territoire national*) : p. 6059 - **Article 17 bis (Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement)** : p. 6062 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 34 rectifié et n° 91 rectifié (Moyens affectés au renseignement humain et formations dispensées aux agents de renseignement - Rapport au Parlement)** : p. 6065 - **Article 19 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics)** : p. 6068 p. 6073 p. 6075 p. 6076 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6081

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public)** : p. 8503

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8695 - **Article 7 ter (Sensibilisation à l'éthique animale au sein du service national universel (SNU) et de l'enseignement moral et civique (EMC))** : p. 8756 - **Article 8 bis A (Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique)** : p. 8758 - **Article 12 (Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés)** : p. 8776 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8807 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8808

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8838

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9102

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9109 - **Article 1er (Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études)** : p. 9116 - **Article 2 (Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études)** : p. 9117 - **Article 5 (Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance)** : p. 9119

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9427

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9725 - **Article 1er B (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9746 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9781

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le**

climat [n° 39 (2021-2022)] - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9798

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9816

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)** - (2 novembre 2021) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission) (Mise en œuvre de pratiques d'écoconception des services numériques par les fournisseurs de services en ligne)** : p. 9832

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9983

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture [n° 131 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10018

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants à Calais** - (10 novembre 2021) : p. 10320 p. 10321

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10775

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10817

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (23 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11209

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11513

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11651

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Article 1er (Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité)** : p. 11676 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Événement du 17 octobre 1961 - Pleine accessibilité des archives)** : p. 11677 p. 11679 - **Article 2 (Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative)** : p. 11681

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11687

BERTHET (Martine)
sénatrice (Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis présidente du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 252 (2020-2021)] visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs [n° 651 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Évolution des modes de travail, défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs ? [n° 759 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Participations financières de l'État [n° 208 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management ».

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Florian Faure, directeur des affaires sociales et de la formation, et Philippe Chognard, responsable du pôle conditions de travail à la Confédération des PME (CPME), et du docteur Pierre Thillaud, représentant titulaire de la CPME au Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Table ronde sur « L'impact des nouveaux modes de travail et de management sur la santé ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne

- Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler autrement.

Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les : « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Isabelle Liberge, présidente de la Fédération nationale des groupements d'employeurs (FNGE).

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'entrepreneuriat des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Jean-Yves Kerbourc'h, professeur à l'université de Nantes, faculté de droit et des sciences politiques.

Audition de Mme Meleyne Rabot, directrice générale de Just Eat France.

Audition du Syndicat national des groupements d'employeurs (SNGE).

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les travailleurs des plateformes ».

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux entreprises*): Examen du rapport sur la cybersécurité des entreprises, présenté par MM. Rémi Cardon et Sébastien Meurant.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de M. Bruno Mettling, chargé par le ministère du travail de coordonner une mission sur l'emploi des travailleurs des plateformes numériques.

Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de Mme Salwa Toko, présidente de Becomtech, ancienne présidente du Conseil national du numérique et auteure du rapport « Travailler à l'ère des plateformes. Mise à jour requise ».

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de Mmes Sarah Abdelnour, maîtresse de conférences en sociologie, Sophie Bernard, professeure de sociologie, M. Emilien Julliard, post-doctorant et Mme Dominique Méda, professeure de sociologie, à l'université Paris-Dauphine.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de MM. Pierre Delalande, directeur des affaires publiques France et Benelux d'Uber, Julien Lavaud, directeur affaires publiques France de Deliveroo et Hervé Novelli, président de l'Association des plateformes d'indépendants (API).

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de Mme Marie-Anne Dujarier, professeure de sociologie à l'université de Paris et membre du Laboratoire de changement social et politique (LSCP).

Réunion du mardi 7 septembre 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de MM. Éric Delisle, chef du service des questions sociales et RH à la CNIL, Nicolas Kanhonou et Mme Sarah Benichou, directeur et adjointe chargés de la promotion de l'égalité et de l'accès au droit auprès de la Défenseure des droits.

Réunion du mardi 14 septembre 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition commune de représentants des Chambres des métiers et de l'artisanat, du Conseil national des barreaux, du Conseil national de l'Ordre des architectes, du Conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables et du Conseil national de l'Ordre des médecins.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition, conjointe avec la mission d'information, de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion sur le thème « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? ».

(*mission d'information Ubérisation*): Audition de représentants de la CGT, de la CFDT, de la CFE-CGC, de la CFCT, de FO, de l'UNSA, et de la confédération européenne des syndicats (CES).

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 30 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur les conditions et les perspectives de la reprise économique.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité

professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs à l'industrie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition de Mme Maria Harti, présidente d'Interfaces, sur le thème du développement des tiers-lieux (réussites et difficultés).

Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 36

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités des zones touristiques** - (27 janvier 2021) : p. 504

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 738

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1009

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de l'inflation du coût des matériaux pour les entreprises** - (7 avril 2021) : p. 2781 p. 2782

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions) : p. 3045

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 10** (Institution d'une expérimentation pour les installations hydrauliques autorisées ou concédées, dont la puissance maximale brute est inférieure à 10 mégawatts (MW), pour une durée de quatre ans) : p. 3165

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3228

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4619

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 868 rectifié, n° 1740 et n° 1962 rectifié bis** (Cessions des biens de scénographie de l'État et des collectivités de leurs établissements publics - Bénéficiaires - Extension aux professionnels de la recyclerie culturelle) : p. 4937

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de**

simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 217 rectifié** (Communes touristiques - Instances intercommunales - Représentation) : p. 6642

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 43** (Compensations financières des transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7186 p. 7187 - **Article 44** (Transfert des services et agents de l'État aux collectivités et groupements concernés par les transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7193 p. 7194 p. 7195

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article 1er** (Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines) : p. 9566 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 38 rectifié ter et n° 39 rectifié bis** (Liste des activités exercées exclusivement par des personnes qualifiées professionnellement - Ajout de l'activité de toilettage des chiens, chats et autres animaux de compagnie) : p. 9581

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loup** - (27 octobre 2021) : p. 9618

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 24 (suite)** : p. 10229 p. 10230

- **Question orale sans débat sur la mention d'origine des produits de la pêche dans les restaurants** - (14 décembre 2021) : p. 11744

BIGOT (Joël)
sénateur (Maine-et-Loire)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique jusqu'au 29 novembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, demandant la relance du processus d'élaboration d'une directive européenne sur la protection des sols et la prévention de leur dégradation par les activités industrielles et minières [n° 595 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)] (8 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition des représentants des inspections de l'État auteurs du rapport relatif aux dispositifs zonés de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport et de l'établissement du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault,

ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Enjeux de la COP 26 - Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 22 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Écologie, développement et mobilité durables » et « Plan de relance » - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Écologie, développement et mobilité durables » et « Plan de relance » - Crédits relatifs aux transports routiers - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 132 p. 133

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1414 p. 1415

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1698

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 2** (*Élargissement des manifestations sportives, récréatives et culturelles à la sécurité desquelles les agents de police municipale peuvent être affectés*) : p. 1827

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2093 p. 2094

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 5 bis (nouveau)** (*Ajustement de l'application des règles de continuité écologique dans le cas des seuils aménagés*) : p. 3160

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3456

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4764 - **Article additionnel avant le titre Ier A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684** (*Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France*) : p. 4775 - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4784 p. 4785 p. 4786 p. 4788 p. 4790 p. 4791 p. 4796 p. 4802 p. 4803 p. 4806 p. 4808 - **Article 2** (*Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire*) : p. 4816 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1618 rectifié** (*Activités périscolaires - Éducation des élèves à la nature - Renforcement*) : p. 4823 - **Article 3** (*Rôle et missions du comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement*) : p. 4825 p. 4826

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4842 p. 4843 p. 4844 p. 4847 p. 4848 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Sanction du manquement à l'obligation d'accompagner toute publicité en faveur de véhicules terrestres d'un message promotionnel encourageant l'usage des mobilités actives ou partagées ou des transports en commun*) : p. 4869 - **Article 5** (*Codes de bonne conduite dans le secteur de la publicité*) : p. 4873 p. 4876 - **Article 8** (*Interdiction des avions publicitaires*) : p. 4896 - **Article 9** (*Expérimentation du dispositif « Oui Pub »*) : p. 4900 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1404 rectifié** (*Campagnes publicitaires numériques - Impact environnemental - Rapport au Parlement*) : p. 4904 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendements n° 153 et n° 1625** (*Produits alimentaires et non alimentaires vendus en vrac - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Taux modifiés*) : p. 4907 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4910 p. 4913 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Lutte contre les déchets de la vente à emporter*) : p. 4921 - **Article 12** (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4931 p. 4933 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 975 rectifié et n° 1416 rectifié** (*Déchets non recyclables - Éco-contribution - Création*) : p. 4936 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1406** (*Bouteilles en plastique d'eau de moins de 50 cl - Mise sur le marché - Interdiction*) : p. 4936 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1414** (*Appareils numériques et connectés - Durée de vie - Rapport au Parlement*) : p. 4938 p. 4939 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1623** (*Création d'un fonds de réemploi - Liste des filières prioritaires - Filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) dédiée aux matériaux de construction du secteur du bâtiment - Intégration*) : p. 4949 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1624** (*Création d'un fonds de réemploi - Liste des filières prioritaires - Filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) dédiée aux navires de plaisance ou de sport - Intégration*) : p. 4949

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'action de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique** - (16 juin 2021) : p. 4967

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** (suite) - (16 juin 2021) - **Article 13 bis (nouveau)** (Attribution du fonds de réemploi aux acteurs de l'économie sociale et solidaire - Prise en charge des frais de stockage des invendus non-alimentaires par les entreprises donatrices) : p. 4978 - **Article additionnel après l'article 15** - Amendements n° 596 rectifié bis et n° 1512 (Commande publique - Impact environnemental du numérique) : p. 5015 - **Article additionnel avant l'article 16** - **Amendement n° 1514** (Création d'un dispositif de garantie à l'emploi vert - Rapport au Parlement) : p. 5040

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19** - Amendements n° 521 et n° 1739 (Pollution des eaux et des sols par les substances per- et polyfluoroalkyles - Rapport au Parlement) : p. 5073 - **Article additionnel après l'article 19 bis D** - **Amendement n° 1637** (Adaptation aux bouleversements climatiques - Reboisement d'essences d'arbres variées) : p. 5100 - **Article additionnel après l'article 19 quinquies** - Amendements n° 963 rectifié bis, n° 1183 rectifié quater, n° 1239 rectifié bis, n° 1305 rectifié bis, n° 1733 rectifié bis et n° 1793 rectifié ter (Élargissement des missions de l'Office français de la biodiversité - Rapport au Parlement) : p. 5129 - **Article additionnel après l'article 20** - Amendements n° 960, n° 1180 rectifié bis, n° 1236 rectifié, n° 1303, n° 1730, n° 1747 rectifié et n° 1790 rectifié (Modification du code minier - Soumission des travaux de recherches ou d'exploitation minière au respect de la santé publique et des caractéristiques essentielles des sols) : p. 5149

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 25 bis** (Action prioritaire de report modal vers les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)) : p. 5297 p. 5298 - **Article 26 A (nouveau)** (Création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule léger propre) : p. 5300 - **Article additionnel après l'article 26** - **Amendement n° 1552 rectifié** (Entreprises - Collectivités - Plan de mobilité - Élaboration obligatoire) : p. 5313

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 26 sexies** (Précision relative au covoiturage) : p. 5335 - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5347 p. 5348 - **Article additionnel après l'article 29** - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis (Transition énergétique - Forfait « mobilités durables ») : p. 5368 - **Article 30** (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030) : p. 5387 - **Article additionnel après l'article 30** - Amendements n° 169, n° 1535 et n° 1229 rectifié (Transport routier de marchandises - Dégrèvement de la partie contribution climat énergie du gazole - Suppression) : p. 5391

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 61 (priorité)** (Codification d'une stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat dans le code rural et de la pêche maritime) : p. 5500 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité)** - **Amendement n° 874 rectifié** (Eau - Retenues collinaires) : p. 5504 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité)** - **Amendement n° 1453** (Schéma régional de santé - Volet « alimentation ») : p. 5505 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité)** - **Amendement n° 1454** (Lutte contre le gaspillage alimentaire - Rapport au Parlement) : p. 5505 - **Article additionnel après l'article 30 ter** - Amendements n° 205 rectifié et n° 1569 rectifié (Entrepôt et plateformes logistiques - Raccordement à un réseau ferroviaire) : p. 5552 p. 5553 - **Article additionnel après l'article 30 ter** - **Amendement n° 1651 et n° 1652** (Alternative ferroviaire

possible - Restrictions de circulation de marchandises sur route - Rapport au Parlement) : p. 5553

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées) : p. 5748 - **Article additionnel après l'article 58 I (priorité)** - **Amendements n° 956 et n° 1715 rectifié** (Résilience des territoires au dérèglement climatique - Aménagement de la zone des cinquante pas géométriques de Guadeloupe et de Martinique) : p. 5791 - **Article additionnel après l'article 58 bis A (priorité)** - **Amendements n° 21 rectifié quinquies et n° 1484 rectifié bis** (Champ d'application du fonds Barnier - Extension à l'ensemble des études et travaux de réduction de vulnérabilité pour les particuliers) : p. 5799 - **Article additionnel après l'article 58 bis A (priorité)** - **Amendement n° 1546 rectifié** (Élaboration des plans de prévention des risques d'inondation - Évaluation des conséquences de l'application du plan sur l'attractivité économique des communes et le risque de désertification des centres-bourgs) : p. 5801 - **Article additionnel après l'article 58 bis A (priorité)** - **Amendements n° 25 rectifié ter et n° 1491 rectifié** (Appui aux collectivités territoriales - Institution d'une cellule de soutien à la gestion des catastrophes naturelles) : p. 5801 - **Article additionnel après l'article 58 bis A (priorité)** - **Amendements n° 24 rectifié ter et n° 1489 rectifié** (Épisodes récurrents de sécheresse/inondations - Soutien des élus) : p. 5804 - **Article additionnel après l'article 48** - **Amendements n° 957 rectifié, n° 1177 rectifié ter, n° 1233 rectifié bis, n° 1300 rectifié, n° 1727 rectifié et n° 1744 rectifié bis** (Prévention et gestion des sites et sols pollués - Définition des sols et des sous-sols) : p. 5881

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Seconde délibération** : p. 5969 - **Article 68** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5971

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5988 p. 5989

- **Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7386

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie** - (29 septembre 2021) : p. 8561

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9031

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2** (Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école) : p. 9419

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9798

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11380 p. 11381

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enfouissement des déchets toxiques** - (1er décembre 2021) : p. 11425 p. 11426

BILHAC (Christian)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes le 20 avril 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la participation au vote et pour la reconnaissance du vote blanc [n° 279 (2020-2021)] (19 janvier 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 743 tome 2 annexe 7 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 163 tome 3 annexe 7 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*commission des finances*) : Rapport d'étape du comité - Audition de M. Benoît Cœuré, président du comité chargé de veiller au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de covid-19.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : « Comment sortir des prêts garantis par l'État (PGE) ? » - Communication.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de

l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires » (programmes 177, 109 et 135).

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (BACEA).

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Contrôle budgétaire - Communication sur le financement de la lutte contre les algues vertes.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Projet de mutualisation des systèmes de gestion des alertes et des opérations des services d'incendie et de secours (« NexSIS 18-112 ») - Communication.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2021.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des finances*) : Modalités de sortie des aides aux entreprises - Audition de MM. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques, Christophe Beaux, directeur général du Mouvement des entreprises de France, Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, et William Nahum, président du Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Attractivité du métier d'enseignant en mathématiques - Communication.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des finances*) : Assurer les risques exceptionnels : quelle couverture et quel financement ? - Audition de MM. Bertrand Labilloy, directeur général de la Caisse centrale de réassurance (CCR), Joël Limouzin, membre du bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Mmes Florence Lustman, présidente de la Fédération française de l'assurance (FFA) et Stéphanie Pautat, vice-présidente de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Communication.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et

proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Capo-Canellas, rapporteur spécial, sur Météo-France.

Contrôle budgétaire - Communication de Mme Vanina Paoli-Gagin, rapporteur spécial, sur l'optimisation de la gestion de l'immobilier universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le financement des aires protégées.

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises** [n° 286 (2019-2020)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 367 p. 368

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** [n° 288 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Article 1er bis (nouveau)** (*Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 407

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 854
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1085
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux associations** - (17 février 2021) : p. 1145 p. 1146
- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1799 p. 1805 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 163 rectifié quater** (*Fichiers utilisés par la police municipale - Accès au maire - Autorisation*) : p. 1813 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1843
- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 162 rectifié ter** (*Policiers municipaux - Mise à disposition d'une autre commune d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou à un EPCI limitrophe - Autorisation*) : p. 1873
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 146 rectifié bis** (*Mineurs dans l'espace public - Signe religieux ostensible ou port de vêtement signifiant l'infériorisation de la femme sur l'homme - Interdiction*) : p. 2350 - **Article 1er bis A** (*Prestation de serment des forces de sécurité intérieure et des agents de l'administration pénitentiaire avant leur prise de fonction*) : p. 2354 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 261 rectifié** (*Serment républicain - Conseillers municipaux - Extension*) : p. 2355 p. 2356
- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 3** (*Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) : p. 2419 p. 2420 - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2446
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Commission mixte paritaire [n° 442 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2468
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2852 p. 2853
- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3223
- **Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3273 - **Article 1er** (*Création du livret de développement des territoires*) : p. 3276 p. 3277
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3315
- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3323
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fêtes locales de l'été prochain** - (5 mai 2021) : p. 3412
- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4258
- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4390
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE*) : p. 5045
- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (*Menus végétariens*) : p. 5410
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la présence postale** - (23 juin 2021) : p. 5461 p. 5462
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (28 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendements n° 919, n° 295 rectifié et n° 1037 rectifié bis** (*E-commerce - Moratoire sur les créations de nouveaux entrepôts logistiques de plus de 3 000 m²*) : p. 5949 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendements n° 964 rectifié bis, n° 1184 rectifié quater, n° 1240 rectifié bis, n° 1307 rectifié, n° 1734 rectifié bis et n° 1794 rectifié ter** (*Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Aides financières aux opérateurs d'inventaires territoriaux de fiches - Rapport au Parlement*) : p. 5959 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 959 rectifié, n° 1179 rectifié ter, n° 1235 rectifié bis, n° 1302 rectifié bis, n° 1729 rectifié, n° 1746 rectifié bis et n° 1789 rectifié bis** (*Sites et sols pollués - Notion d'« usage » - Définition*) : p. 5963
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6394
- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 15** (*Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé*) : p. 6462 - **Article 25** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6504 - **Article 26** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6506 - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (*Formation des membres de la délégation du personnel du CSE en santé au travail*) : p. 6509
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence*) : p. 7286 - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendement n° 1070 rectifié** (*Conseil municipal - Actes et délibérations - Affichage électronique*) : p. 7288 p. 7289 - **Article 62** (*Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres*) : p. 7298 - **Article additionnel après l'article 66 - Amendements n° 803 rectifié et n° 804 rectifié** (*Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public - Critère d'accessibilité*) : p. 7324
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7559

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompier et les sapeurs-pompier professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Organisation du SDIS et création de sous-directions*) : p. 8254

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Déconcentration des actes de gestion des officiers de sapeurs-pompier et transfert de l'organisation des concours et examens de sapeurs-pompier professionnels*) : p. 8267 - **Article 19 (Rapport au Parlement sur la formation des officiers de sapeurs-pompier, volontaires et professionnels)** : p. 8269

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9179

- **Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9208

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Article 7 (Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière)** : p. 9276

- **Question orale sans débat sur les statistiques relatives à l'évolution de la démographie médicale** - (19 octobre 2021) : p. 9312

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article 9 bis (nouveau)** (*Soumission de Pôle emploi, des établissements de crédit, des chambres de commerce, des métiers et de l'artisanat et des experts-comptables à une obligation d'information des travailleurs sur le recours possible à une assurance privée contre la perte de revenus*) : p. 9584

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 3 (Extension du champ de l'obligation de notification aux SAFER concernant les prises de contrôle de sociétés d'exploitation ou de propriété agricole - Renforcement de la transmission électronique des notifications)** : p. 9934

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9966

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10659

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 32 rectifié et n° 4 rectifié** (*Dotation particulière « élu local » (DPEL) - Modifications des modalités d'attribution*) : p. 10675

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 5 rectifié et n° 33 rectifié** (*Dotation particulières « élu local » (DPEL) - Suppression de la condition de potentiel financier - Versement à toutes les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 10737 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10748

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 2 (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2021 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source)** : p. 10883

- **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-375 rectifié** (*Montant de la taxe sur les contrats de retraites à prestations définies - Déductibilité*) : p. 10887

- **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-231 rectifié** (*Associations à vocation sportive, culturelle et de loisirs - Mesures fiscales incitatives aux dons et adhésions*) : p. 10890

- **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-374 rectifié** (*Bénévoles engagés dans la campagne de vaccination contre la covid-19 - Réduction d'impôt pour leurs frais de déplacement*) : p. 10892

- **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-279 rectifié** (*Personnes ayant participé à une formation aux premiers secours - Réduction de l'impôt sur le revenu*) : p. 10893

- **Article 3 (Sécurisation du champ des prestations de services éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)** : p. 10896

- **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° I-216 rectifié bis, n° I-238 rectifié et n° I-450 rectifié** (*Demi-part supplémentaire aux anciens combattants et à leurs veuves - Suppression du critère d'âge*) : p. 10902

- **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-136 rectifié, n° I-756 rectifié, n° I-638 rectifié bis et n° I-757 rectifié bis** (*Dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles - Augmentation du crédit d'impôt*) : p. 10915

- **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-58 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-388 rectifié quinquies et n° I-401 rectifié** (*Protection des exploitations agricoles et viticoles familiales - Allègement de la fiscalité des donations et successions*) : p. 10922

- **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-57 rectifié, n° I-355 rectifié bis, n° I-387 rectifié quinquies et n° I-400 rectifié** (*Transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme - Allègement de la fiscalité*) : p. 10923

- **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-59 rectifié, n° I-357 rectifié ter, n° I-389 rectifié quinquies et n° I-402 rectifié** (*Biens ruraux donnés à bail à long terme - Exonération d'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 10924

- **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-779 rectifié bis** (*Financement des PME - Incitation au réinvestissement dans leur entreprise*) : p. 10942

- **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-383 rectifié** (*Crédit d'impôt famille (CIFAM) - Extension aux indépendants - Rapport au Parlement*) : p. 10945

- **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-228 et n° I-380 rectifié** (*Crédit d'impôt famille (CIFAM) - Extension aux indépendants*) : p. 10945

- **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-139 rectifié ter et n° I-456 rectifié bis** (*Services numériques rendus par les « Gafam » (Google, Appel, Facebook, Amazon, Microsoft) - Taxation accrue*) : p. 10946

- **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-178 rectifié bis et n° I-274 rectifié bis** (*Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Modification du calcul de l'assiette du droit d'enregistrement*) : p. 10948

- **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-353 rectifié bis, n° I-55 rectifié, n° I-385 rectifié quater et n° I-398 rectifié** (*Dispositif d'exonération de droits de mutation à titre gratuit - Prolongation/extension*) : p. 11014

- **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-56 rectifié, n° I-354 rectifié bis, n° I-386 rectifié quinquies et n° I-399 rectifié** (*Transmissions entre vifs - Augmentation de l'abattement en ligne directe*) : p. 11015

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° I-376 rectifié bis** (*Produit du droit de francisation et de navigation des bateaux de plaisance - Affectation au financement de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM)*) : p. 11051

- **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-381** (*Décarbonation des transports - Taxe incitative relative à l'incorporation d'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT)*) : p. 11057

- **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-270 rectifié** (*Taxe*

intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS): p. 11061 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-232 rectifié et n° I-449 rectifié (Nouveau combustible appelé biofioul - Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE réduite))**: p. 11062 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-233 rectifié (Nouveau combustible biofioul - Fiscalité propre)**: p. 11063 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-176 rectifié, n° I-201 rectifié bis, n° I-275 rectifié, n° I-438 rectifié ter, n° I-202 rectifié bis, n° I-276 rectifié, n° I-367, n° I-439 rectifié ter, n° I-277 rectifié, n° I-368, n° I-440 rectifié bis et n° I-717 (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)**: p. 11067 p. 11068 p. 11069 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-205 rectifié bis, n° I-443 rectifié ter et n° I-740 rectifié bis (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Octroi d'une franchise de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) aux collectivités)**: p. 11070 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-203 rectifié bis, n° I-441 rectifié ter, n° I-739 rectifié bis, n° I-200 rectifié bis, n° I-314 et n° I-437 rectifié ter (Collectivités territoriales - Dispositions diverses sur la TGAP)**: p. 11074 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-278 rectifié (Installations de valorisation énergétique des déchets - Assouplissement du calcul du rendement énergétique)**: p. 11076 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-452 rectifié, n° I-507 rectifié ter et n° I-543 rectifié (Transition énergétique - Création d'un mécanisme de financement de la production de gaz vert)**: p. 11086 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759 (Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN))**: p. 11093 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-281 rectifié (Couches pour les nourrissons - Réduction du taux de TVA)**: p. 11108 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-192 rectifié et n° I-280 rectifié (Produits et matériels utilisés pour l'incontinence - Réduction du taux de TVA)**: p. 11109 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-377 rectifié bis (Livraisons portant sur le caviar - Réduction du taux de TVA)**: p. 11110 - **Article 11 (Fixation pour 2022 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement)**: p. 11141 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-182 rectifié et n° I-271 rectifié**

(Assiette du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Réintégration des dépenses des collectivités locales relatives à l'acquisition, l'agencement et l'aménagement de terrains): p. 11144 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-451 rectifié (Assiette du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Intégration des dépenses de déneigement)**: p. 11145 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-527, n° I-149 rectifié bis, n° I-363 rectifié et n° I-457 rectifié bis (Augmentation des dépenses d'allocations du revenu de solidarité active (RSA) - Dotation aux collectivités territoriales)**: p. 11149 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-371 rectifié bis (Pertes de recettes fiscales et de produits d'utilisation du domaine liés aux conséquences économiques de l'épidémie de covid-19 - Dotation aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)**: p. 11151 - **Article 11 bis (nouveau) (Rectification de divers oublis et mesures de coordination au régime législatif relatif au FCTVA)**: p. 11156 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° I-50 rectifié ter et n° I-84 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre issus d'une fusion - Modalités de calcul de la compensation de référence de taxe d'habitation (TH))**: p. 11158 - **Article 13 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)**: p. 11171

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de certains cépages** - (14 décembre 2021) : p. 11738

- **Question orale sans débat relative à la réforme de la taxe générale sur les activités polluantes en milieu rural** - (14 décembre 2021) : p. 11740

- **Question orale sans débat sur la réforme de la fiscalité de l'aménagement** - (14 décembre 2021) : p. 11745

- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11761

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le passe sanitaire et la vaccination** - (15 décembre 2021) : p. 11860

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 1er février 2021.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à renforcer et uniformiser la lutte contre les violences fondées sur le genre [n° 847 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Cérémonie de remise du Prix 2021 de la délégation aux droits des femmes [n° 293 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyprien Canivenc et de Mme Emma Rouvet.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'évaluation de la loi Copé-Zimmermann.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la santé des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Juliette Théry-Schultz, candidate désignée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de l'article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de l'association Chemins d'avenir.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la lutte contre les violences faites aux femmes dans les territoires ruraux : enjeux et spécificités.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler autrement.

Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'accès des femmes aux responsabilités dans les collectivités des territoires ruraux et sur le rôle des élus pour y faire avancer l'égalité.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de représentants des syndicats agricoles.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

(*mission d'information Enseignement agricole*) : L'orientation vers l'enseignement agricole et son attractivité - Audition de M. Jean-Louis Nembrini, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine chargé de l'éducation et des lycées, Mme Sandrine Marcillaud-Authier, cheffe du département des éditions à l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), MM. Bruno Ricard, inspecteur général des ponts, des eaux et des forêts, Éric Bardon, inspecteur général de l'agriculture, Michel Sinoir, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes, Mme Corinne Blicck, ancienne présidente de l'Association nationale des directeurs de centre d'information et d'orientation (ANDCIO), M. Yohann Le Pape, membre du conseil d'administration de l'ANDCIO et directeur du CIO de Chartres et Mme Saadia Ait-Abed, suppléante au conseil d'administration de l'ANDCIO et directrice du CIO de Saint-Benoît (La Réunion).

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Géraldine Derozier et Sylviane Le Guyader, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Damien Cuier, président de la SAS pass Culture, et Gilles Duffau, président par intérim du comité stratégique.

(*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Laurie Pinel, chargée d'études au bureau jeunesse famille de la DREES, et Yaëlle Amsellem-Mainguy, sociologue, chargée de recherche à l'INJEP.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'entrepreneuriat des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Tony Estanguet, président du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) de Paris 2024 et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Isabelle Plassais, présidente de l'association des directeurs d'établissement public

local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa), et M. Jérôme Stalin, secrétaire adjoint.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, à l'occasion du cinquième anniversaire de la loi.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Christian Huyghe, directeur scientifique Agriculture de l'Inrae, et Cyril Kao, directeur de l'enseignement supérieur, des sites et de l'Europe (DESSE) de l'Inrae.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Dominique Joseph, co-rapporteuse de l'avis du CESE : Crise sanitaire et inégalités de genre.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité, et de Mme Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Examen du rapport d'information de Mme Claudine Lepage, rapporteure, sur l'égalité femmes-hommes comme enjeu de l'aide publique au développement.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la réforme du premier cycle des études de santé - Présentation du rapport d'information.

Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Patrimoine culturel immatériel - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Rencontre avec les skipeuses engagées dans l'édition 2020-2021 du Vendée Globe.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les suites de la table ronde de la délégation du 8 avril 2021 sur le bilan de l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Témoignage de Linda, accompagnée de M. Jean Arcelin, écrivain, co-auteurs du livre *L'Ange de Pigalle*.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le thème « Être agricultrice en 2021 ».

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange avec le centre pour les droits des femmes polonais et des sénatrices polonaises sur la situation des droits des femmes en Pologne et la législation en matière de violences intrafamiliales.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur la cybersécurité des entreprises, présenté par MM. Rémi Cardon et Sébastien Meurant.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en place et conséquences de la réforme du baccalauréat - Audition.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la mobilité au cœur de l'articulation des temps de vie des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Béatrice Angrand, présidente de l'Agence du service civique.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, sur les dispositions de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle, adoptée par l'Assemblée nationale le 12 mai 2021.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Examen du rapport d'information de Mmes Martine Filleul, Joëlle Garriaud-Maylam et Dominique Vérien sur le bilan de l'application de la loi Copé-Zimmermann, dix ans après son adoption.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyril Cosme, directeur du bureau pour la France de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de représentantes du Medef, dans la perspective de l'examen au Sénat de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteurs.

Examen du rapport d'information « Femmes et ruralités ».

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission

d'information « Influences étatiques extra-européennes » - Présentation du rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques ».

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Valérie Bacot, auteure de *Tout le monde savait*, accompagnée de son avocate, maître Nathalie Tomasini.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement technique agricole - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Champrenault, procureure générale honoraire et de M. Gilles Charbonnier, avocat général.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

(*délégation aux droits des femmes*) : Changement de thématique de travail pour 2021-2022 et désignation de rapporteurs.

Rencontre avec Mme Valérie Perez-Ennouchi, auteure de *Destins de Femmes*.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « la parité dans les exécutifs locaux ».

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux entreprises*) : Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la définition de la réglementation environnementale 2020** - (19 janvier 2021) : p. 188

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 330 p. 331 p. 334 p. 336 p. 342 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 347 p. 348 p. 349 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 26 rectifié et n° 10** (*Crimes sur mineurs - Imprescriptibilité - Ou allongement de la prescription*) : p. 357 p. 358 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 364 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 365

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1394

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 1648 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1656

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (18 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 353 rectifié, n° 207 rectifié quinquies et n° 210 rectifié sexies** (*Réserve opérationnelle de la police nationale - Modernisation*) : p. 2024

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2239 p. 2240 - **Article 1er** (*Création de nouvelles infractions de crime sexuel sur mineur*) : p. 2249 p. 2252 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2259

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2286

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2680 - **Article 21 bis A (nouveau)** (*Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle*) : p. 2691 - **Article 21 bis C (nouveau)** (*Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille*) : p. 2699 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en place d'un identifiant national pour tout enfant soumis à l'obligation d'instruction*) : p. 2714

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Non-respect de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires dans l'enceinte des établissements scolaires - Dialogue avec l'élève - Association des responsables légaux - Obligation*) : p. 2833

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3046

- **Question orale sans débat relative à l'alerte sur les dysfonctionnements de Pajemploi** - (13 avril 2021) : p. 3097

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3526

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3914 p. 3933

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en**

matière pénale [n° 603 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (*Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 du code pénal - Victime de violences pénalement responsable - Impact des violences - Prise en considération*) : p. 4231

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4502

- **Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant [n° 657 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4703

- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie [n° 655 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4709 - **Article unique** : p. 4716

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4798 p. 4799 p. 4801 p. 4801 p. 4804

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 60 (priorité)** (*Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée*) : p. 5424 p. 5426 p. 5427

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 39 bis A** (*Inscription dans le diagnostic de performance énergétique (DPE) d'une mention des énergies renouvelables alimentant le bâtiment*) : p. 5653 p. 5654 - **Article 39 bis C** (*Renforcement de l'objectif prévu par la « loi quinquennale » en matière de rénovation énergétique*) : p. 5655 p. 5656 - **Article 39 ter** (*Définition des rénovations énergétiques « performante », « globale » et « complète »*) : p. 5660 p. 5661 - **Article 42** (*Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence*) : p. 5681 - **Article 43** (*Rénovation du service public de la performance énergétique de l'habitat, SPPEH*) : p. 5691 p. 5694 p. 5695 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 236 rectifié ter, n° 317, n° 431, n° 954 rectifié bis, n° 1372 rectifié ter, n° 1642, n° 237 rectifié ter, n° 442, n° 729 rectifié et n° 955 rectifié bis, n° 238 rectifié quinquies, n° 432 et n° 730 rectifié** (*Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Sécurisation du statut juridique*) : p. 5697 p. 5698 - **Article 44 bis** (*Création d'un droit de surplomb afin de faciliter l'isolation thermique des bâtiments par l'extérieur*) : p. 5709 - **Article 45 bis** (*Coordination tirant les conséquences de la modification de la définition des logements décents consécutive à l'introduction de la nouvelle grille de classement des logements*) : p. 5711 p. 5712 - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies - Amendement n° 340 rectifié** (*Réduction de la consommation énergétique finale des bâtiments - Renforcement des échanges entre l'OPECST et le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique*) : p. 5716 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendement n° 341 rectifié** (*Travaux d'amélioration de la performance énergétique - Prise en compte des caractéristiques des produits isolants thermiques*) : p. 5717 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendements n° 500 rectifié et n° 1140** (*Transparence des tarifs réglementés d'électricité (TRVE) - Distinction entre les coûts liés à l'approvisionnement en énergie, à l'acheminement, jusqu'à la commercialisation*) : p. 5720 p. 5721 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 1317 rectifié** (*Dispositif des « certificats d'économie d'énergie (CEE) » - Rapport au Parlement*) : p. 5721 - **Article additionnel après l'article 46 ter A - Amendement n° 496 rectifié bis** (*Investissements réalisés par les entreprises réduisant leur consommation d'énergie et financés par le biais des Certificats d'économie d'énergie (CEE) - Incitation fiscale*) : p. 5722 p. 5723

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 58 E (priorité)** (*Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte*) : p. 5781 p. 5783 - **Article 48** (*Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code*

de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés) : p. 5867 p. 5871 p. 5874 p. 5875

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 6253 p. 6259 p. 6290 p. 6298 p. 6299

- **Question orale sans débat relative à la taxe sur la première cession d'un terrain rendu constructible** - (13 juillet 2021) : p. 6966 p. 6967

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 29 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Reconnaissance de l'engagement en tant que jeune sapeur-pompier et adaptation rédactionnelle de la référence au brevet national de jeune sapeur-pompier ou de jeune marin-pompier*) : p. 8287

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 10** (*Diverses dispositions relatives à la procédure pénale*) : p. 8604 p. 8605 p. 8607 p. 8608

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8980

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9102

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9623 p. 9629 - **Article 4** (*Faciliter l'accueil en crèche des enfants de familles monoparentales*) : p. 9639 - **Article 5** (*Publication d'indicateurs sur l'égalité et parité de jurys dans l'enseignement supérieur*) : p. 9642 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 58 rectifié et n° 9 rectifié ter** (*Parité dans les intercommunalités et commune - Extension de l'exigence de 40 % de nomination de personnes de chaque sexe dans les emplois de direction*) : p. 9645 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié** (*Code du sport - Principe de l'égalité de rémunération des sportives et des sportifs*) : p. 9649 p. 9650 - **Article 6** (*Obligation de publicité des indicateurs composant l'index de l'égalité professionnelle*) : p. 9654 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 14 rectifié bis et n° 67** (*Efforts en matière d'égalité professionnelle dans les entreprises - Accélération*) : p. 9656 - **Article 7** (*Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises*) : p. 9661 p. 9670 p. 9671 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 3 rectifié septies** (*Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration dans les entreprises - Renforcement du rôle des comités spécialisés*) : p. 9672 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 55 rectifié et n° 2 rectifié octies** (*Parité dans les conseils d'administration - Limitation du nombre de mandats d'administrateur pour une même personne*) : p. 9673 p. 9674 - **Article 8** (*Fixation d'objectifs de mixité à la Banque publique d'investissement*) : p. 9677 p. 9678 p. 9679 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9681

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9693

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11453

- **Question orale sans débat sur la situation de la médecine légale en Vendée** - (14 décembre 2021) : p. 11719 p. 11720

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 1er** (*Placement auprès d'un membre de la famille ou d'un tiers de confiance*) :

p. 11784 p. 11785 - **Article 2** (Conditions de délégation des attributs de l'autorité parentale) : p. 11791 - **Article 3** (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11803 p. 11807 - **Article 3 bis D** (Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE) : p. 11819 p. 11820

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 7** (Recours à une formation collégiale de jugement en matière d'assistance éducative) : p. 11871 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement de l'information du juge) : p. 11880 p. 11882 - **Article 13 bis (nouveau)**

(Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance) : p. 11924 - **Article 15 bis (nouveau)** (Clarifier les conditions d'accès au séjour des mineurs non accompagnés confiés à des tiers dignes de confiance) : p. 11950 - **Amendement après l'article 15 bis - Amendements n° 114 et n° 215 rectifié bis** (Désignation systématique d'un administrateur ad hoc pour tout mineur privé de la protection de sa famille - Rapport au Parlement) : p. 11951

BLANC (Étienne)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis président du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 150 (2020-2021)] pour une sécurité globale préservant les libertés [n° 393 (2020-2021)] (2 mars 2021) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'enfrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Valérie Péresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France.

Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de M. Pierre Buhler, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de Mme Gillian Bird, ambassadrice d'Australie en France.

Réunion du mercredi 1er septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de M. Guillaume Gellé, vice-président de la Conférence des présidents d'université, sur les influences étrangères dans le monde universitaire et académique français.

Audition sur les relations des établissements d'enseignement supérieur avec les instituts Confucius.

Réunion du mardi 7 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de M. James Paterson, sénateur et président de la commission conjointe du Parlement australien sur le renseignement et la sécurité.

Réunion du jeudi 9 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 130

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences entre bandes de jeunes** - (10 février 2021) : p. 988 p. 989

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1015

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1762 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1797

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 97 rectifié bis** (*Maintenance des automates bancaires - Nouvelle activité de sécurité privée - Création*) : p. 1889

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 28 quater A (nouveau)** (*Amélioration du dispositif de fiabilisation des données de recouvrement des amendes en cas d'infraction à la police des transports*) : p. 2034

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapatriement des personnels civils de recrutement local afghans** - (9 juin 2021) : p. 4657

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4770

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (*Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes*) : p. 5196

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 89 rectifié ter, n° 121 rectifié ter, n° 148 rectifié quater et n° 221 rectifié** (*Entreprises agricoles imposées sur les sociétés - Épargne de précaution - Déduction fiscale - Extension*) : p. 6163 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 135 rectifié bis et n° 274 rectifié bis** (*Production de spectacles vivants - Dépenses - Crédit d'impôt - Bonification*) : p. 6204 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 136 rectifié ter et n° 275 rectifié bis** (*Production de spectacles vivants - Dépenses - Crédit d'impôt - Bonification*) : p. 6205

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6589 p. 6590 p. 6591

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 266** (*Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression*) : p. 6611 - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6627 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6637 p. 6639 p. 6640 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1509 rectifié bis** (*Conférence territoriale des*

maires - Pouvoir) : p. 6640 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1436 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Clause de sauvegarde*) : p. 6641 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1523 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Pouvoirs de police*) : p. 6642 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 944 rectifié quater** (*Autorité organisatrice des territoires lyonnais - Régies Auvergne-Rhône-Alpes - Suppression*) : p. 6741 p. 6742

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1549 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Organisation du stationnement - Accord préalable du conseil municipal des communes concernées*) : p. 6771

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 34** (*Faculté pour les départements de contribuer à la politique publique de sécurité sanitaire - Collectivités autorisées à créer et gérer des centres de santé - Compétence du département en matière de promotion de l'accès aux soins de proximité*) : p. 7066 - **Article 41 bis (nouveau)** (*Renforcement du rôle des régions dans le pilotage de la politique d'enseignement supérieur et de recherche*) : p. 7179

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 951 rectifié bis** (*Conseil régional - Subventions aux associations - Président - Compétence déléguée*) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 950 rectifié bis** (*Conseil régional - Octroi des aides aux entreprises - Président - Compétence déléguée*) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendement n° 952 rectifié bis** (*Collectivité territoriales - Fonds publics alloués - Modalité de contrôle*) : p. 7243 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 670 rectifié bis et n° 960 rectifié ter** (*Schémas régionaux d'aménagement de développement durable*

et d'égalité des territoires (SRADDET) - Procédure de révision) : p. 7252 - **Article 58 ter (nouveau)** (*Association des départements à l'élaboration du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) : p. 7254 - **Article additionnel après l'article 58 ter - Amendement n° 1677 rectifié bis** (*Métropoles - Document d'orientations économiques - Faculté d'établissement - Suppression*) : p. 7255

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence*) : p. 7287

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 957 rectifié ter** (*Conflit d'intérêt entre deux intérêts publics - Précision*) : p. 7593 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié** (*Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres*) : p. 7605

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord du G20 instaurant un impôt mondial sur les sociétés** - (21 juillet 2021) : p. 7644 p. 7645

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ingérences étrangères dans les universités** - (6 octobre 2021) : p. 8896 p. 8897

BLANC (Jean-Baptiste)

*sénateur (Vaucluse)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 9 septembre 2021.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 8 septembre 2021.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 18 février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse du 3 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 217 (2019-2020)] visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) [n° 304 (2020-2021)] (27 janvier 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Objectif de zéro artificialisation nette à l'épreuve des territoires [n° 584 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport [n° 650 tome 1 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Comptes rendus des travaux de commission [n° 650 tome 2 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 163 tome 3 vol. 1 annexe 6 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de

législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Baptiste, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

(*commission des affaires économiques*) : Objectif de « zéro artificialisation nette » à l'épreuve des territoires - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements proposés par les rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de finances pour 2022 - Mission « Cohésion

des territoires » (et articles 42 bis à 42 quater) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) [n° 305 (2020-2021)]** - (9 février 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 934 p. 935

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale [n° 353 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1283

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1386 p. 1387

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1411

- **Question orale sans débat relative au phosmet** - (9 mars 2021) : p. 1533 p. 1534

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2176

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2196

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2231

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat d'Éric Masson** - (12 mai 2021) : p. 3721

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4017

- **Question orale sans débat sur les loyers impayés** - (3 juin 2021) : p. 4544 p. 4545

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (25 juin 2021) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article additionnel après l'article 84 (priorité) - Amendement n° 739 rectifié** (Opportunité de la création d'un Conseil scientifique unique et pluridisciplinaire - Rapport au Parlement) : p. 5857 - **Article additionnel avant la section 1 - Amendement n° 298 rectifié** (Obligations relatives à la lutte contre l'artificialisation des terres - Exonération des communes de moins de 2 000

habitants) : p. 5858 - **Article 47** (Objectifs programmatiques de réduction de l'artificialisation des sols) : p. 5858 p. 5859 p. 5861 p. 5862 p. 5863 p. 5864 - **Article 48** (Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés) : p. 5865 p. 5866 p. 5867 p. 5868 p. 5869 p. 5872 p. 5874 p. 5875 p. 5876 p. 5877 p. 5878 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 914 rectifié** (Conditionnalité de la délivrance de l'autorisation de défrichement des surfaces boisées - Renforcement) : p. 5879 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 894 rectifié ter** (Action des collectivités publiques en matière d'urbanisme - Prise en considération du développement du télétravail) : p. 5879 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendements n° 957 rectifié, n° 1177 rectifié ter, n° 1233 rectifié bis, n° 1300 rectifié, n° 1727 rectifié et n° 1744 rectifié bis** (Prévention et gestion des sites et sols pollués - Définition des sols et des sous-sols) : p. 5881 - **Article 48 bis (nouveau)** (Association des établissements publics compétents en matière de gestion de l'eau aux procédures relatives aux schémas de cohérence territoriale et aux plans locaux d'urbanisme) : p. 5882

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales) : p. 5898 p. 5899 p. 5900 p. 5902 p. 5904 p. 5905 p. 5906 p. 5907 p. 5908 p. 5909 p. 5910 p. 5911 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 58 rectifié, n° 245 rectifié bis et n° 292 rectifié bis** (Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et plan local d'urbanisme (PLU) - Élaboration et révision - Représentants locaux des organisations professionnelles intégrées dans le collège des professionnels du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique - Consultation) : p. 5912 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 195** (Article L. 142-4 du code de l'urbanisme - Communes classées en zone de revitalisation rurale - Non applicabilité) : p. 5913 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 2174** (Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 - Application des articles 46 et 50 - Ordonnances diverses - Ratification) : p. 5913 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 27 rectifié ter et n° 951** (Projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements - Autorisation d'urbanisme - Étude agricole et compensation agricole collective - Mise en œuvre obligatoire) : p. 5914 - **Article 49 bis A (supprimé)** (Compétence des commissions départementales de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) sur les plans locaux d'urbanisme de communes non couvertes par un SCoT) : p. 5915 - **Article 49 bis B** (Identification de zones préférentielles de renaturation au sein des schémas de cohérence territoriale) : p. 5916 - **Article additionnel après l'article 49 bis B - Amendement n° 1554** (« Zéro artificialisation nette » en 2050 et aménagement durable du territoire - Ajustement des missions de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANC)) : p. 5917 - **Article 49 bis D** (Création d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) obligatoires en matière de continuités écologiques et facultatives en matière de franges urbaines) : p. 5918 - **Article 49 bis E** (Obligation d'instaurer un coefficient de biotope ou de pleine terre dans les communes des zones tendues et denses) : p. 5918 p. 5919 - **Article 49 bis FA (nouveau)** (« Permis de végétaliser » et dérogations au bénéfice de la nature en ville) : p. 5919 - **Article 49 bis G (nouveau)** (Soumission des cartes communales à évaluation périodique) : p. 5920 - **Article 49 bis** (Renforcement des dispositifs d'observation du foncier et de l'habitat mis en place dans le cadre des programmes locaux de l'habitat (PLH) et élargissement des missions des agences d'urbanisme) : p. 5922 - **Article 49 quinquiés (supprimé)** (Conventions de sobriété foncière) : p. 5923 - **Article 50** (Rapport et débat annuels sur l'artificialisation des sols au sein des communes et EPCI) : p. 5925 p. 5926 - **Article 51** (Densité minimale obligatoire au sein des grandes opérations d'urbanisme) : p. 5927 - **Article 51 bis A** (Refonte du dispositif de dérogations au règlement des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour les projets accroissant l'offre de logements) : p. 5928 p. 5930 - **Article additionnel après l'article 51 bis A -**

Amendement n° 877 rectifié bis (*Constructions faisant preuve d'exemplarité environnementale - Dérogation aux règles des plans locaux d'urbanisme relatives à la hauteur*) : p. 5932 - **Article 51 bis B (nouveau)** (*Expérimentation relative à la simplification des procédures d'autorisation des travaux de rénovation et de réhabilitation de bâtiments*) : p. 5933 - **Article 51 bis C (nouveau)** (*Expérimentation relative à la simplification des procédures d'autorisation des travaux de rénovation et de réhabilitation de bâtiments*) : p. 5933 - **Article additionnel après l'article 51 bis D - Amendement n° 702 rectifié bis** (*Opérations immobilières sur des friches - Expérimentation d'un certificat de projet rénové*) : p. 5934 - **Article 51 bis E (nouveau)** (*Renforcement du rôle des établissements publics fonciers dans la lutte contre l'artificialisation*) : p. 5935 - **Article 51 bis F (nouveau)** (*Extension des possibilités de mise en œuvre d'une opération de revitalisation du territoire dans les villes périphériques*) : p. 5936 p. 5937 - **Article 51 bis** (*Création d'une étude d'optimisation de la densité des constructions pour les opérations d'aménagement soumises à évaluation environnementale*) : p. 5937 p. 5938 - **Article 52** (*Encadrement des modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale des projets engendrant une artificialisation des sols*) : p. 5939 p. 5941 p. 5943 p. 5944 p. 5945 p. 5947 p. 5948 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendements n° 919, n° 295 rectifié et n° 1037 rectifié bis** (*E-commerce - Moratoire sur les créations de nouveaux entrepôts logistiques de plus de 3 000 m²*) : p. 5950 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendements n° 1799, n° 1038 rectifié bis et n° 1570** (*Entrepôts de e-commerce - Soumission à autorisation d'exploitation commerciale*) : p. 5952 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 1561** (*Nouvelle implantation d'entrepôt - Soumission à des conditions de desserte par des modes massifiés et durables de transports*) : p. 5953 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 1703** (*Condition d'examen des dossiers d'autorisation commerciale - Réintroduction du certificat d'urbanisme*) : p. 5953 - **Article 52 bis** (*Planification obligatoire, dans le document d'aménagement artisanal et commercial du SCoT, de l'implantation d'entrepôts logistiques*) : p. 5956 - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (*Inventaire des zones d'activité économique et pouvoirs de mise en demeure et d'expropriation pour leur réhabilitation*) : p. 5958 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendements n° 964 rectifié bis, n° 1184 rectifié quater, n° 1240 rectifié bis, n° 1307 rectifié, n° 1734 rectifié bis et n° 1794 rectifié ter** (*Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Aides financières aux opérateurs d'inventaires territoriaux de fiches - Rapport au Parlement*) : p. 5960 - **Article 53 bis A** (*Modification des règles de majorité applicables à la modification des documents de lotissement en vue d'augmenter le nombre de lots*) : p. 5960 p. 5961 - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Définition de la friche*) : p. 5961 p. 5962 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 959 rectifié, n° 1179 rectifié ter, n° 1235 rectifié bis, n° 1302 rectifié bis, n° 1729 rectifié, n° 1746 rectifié bis et n° 1789 rectifié bis** (*Sites et sols pollués - Notion d'« usage » - Définition*) : p. 5964 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 961 rectifié, n° 1181 rectifié ter, n° 1237 rectifié bis, n° 1304 rectifié, n° 1731 rectifié, n° 1748 rectifié bis et n° 1791**

rectifié bis (*Réhabilitation des sols - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Rôle renforcé*) : p. 5966 - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Étude obligatoire du potentiel d'évolution et de changement d'usage de certains bâtiments avant leur construction et leur démolition*) : p. 5967 - **Article 54 bis** (*Recodification d'une disposition relative au « diagnostic déchets »*) : p. 5968

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (16 juillet 2021) - **Article 46 quater (nouveau)** (*Renforcement de l'État déconcentré*) : p. 7221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Cavaillon** - (21 juillet 2021) : p. 7650 p. 7651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réglementation européenne applicable aux huiles essentielles de lavande** - (9 septembre 2021) : p. 7986 p. 7987

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompier et les sapeurs-pompier professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Don de jour de repos non pris au bénéfice d'un salarié ou d'un agent public engagé en qualité de sapeur-pompier volontaire*) : p. 8282

- **Question orale sans débat sur les tribunaux au bord de l'implosion** - (28 septembre 2021) : p. 8425 p. 8426

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8508 - **Article 2** (*Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure*) : p. 8517 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8524

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article 19 A (nouveau)** (*Officiers ministériels concernés par les dispositions du projet de loi*) : p. 8631 p. 8632 - **Article additionnel avant l'article 29 - Amendement n° 109 rectifié bis** (*Consultation juridique - Définition*) : p. 8641 p. 8642

- **Question orale sans débat sur la compensation par l'État des dépenses engagées par les collectivités pour la mise en place des centres de vaccination** - (30 novembre 2021) : p. 11343 p. 11344

- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11758 p. 11759

BLANQUER (Jean-Michel)
*ministre de l'éducation nationale, de la
 jeunesse et des sports
 (jusqu'au 31 décembre 2021)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport [n° 274 (2020-2021)] (13 janvier 2021) - **Culture - Sports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport [n° 417 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Sports**.

Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1159 du 8 septembre 2021 relative aux conditions de recrutement et d'emploi des personnes chargées d'encadrer les volontaires du service national universel [n° 159 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - **Défense - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires éducatifs ruraux** - (20 janvier 2021) : p. 266

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des cantines scolaires face au protocole sanitaire renforcé** - (20 janvier 2021) : p. 273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la carte scolaire** - (10 février 2021) : p. 982

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au moratoire sur la fermeture des classes en milieu rural** - (10 février 2021) : p. 988

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et les fermetures de classes** - (10 février 2021) : p. 990 p. 991

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les effectifs de l'Éducation nationale** - (17 février 2021) : p. 1152

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école** [n° 406 (2020-2021)] - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1623 p. 1633 - **Article 1er** (*Missions du directeur d'école*) : p. 1634 p. 1635 p. 1637 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 1641 p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1646 p. 1647 - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 1648 - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Création d'un poste de référent direction d'école à l'échelon départemental pour accompagner les directeurs d'école dans l'exercice de leurs missions*) : p. 1649 - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Participation du directeur d'école à*

l'organisation du temps périscolaire) : p. 1650 p. 1652 - **Article 4 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Instauration d'un conseil de la vie écolière*) : p. 1653 - **Article 5** (*Élection des représentants des parents d'élèves*) : p. 1654 - **Article 6** (*Élaboration des plans de mise en sécurité*) : p. 1655

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du CAPES de langue corse** - (17 mars 2021) : p. 1861

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les impacts de la crise sanitaire sur les grands événements sportifs à venir en France** - (17 mars 2021) : p. 1870

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2283 p. 2284

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des établissements d'enseignement face à la crise sanitaire** - (31 mars 2021) : p. 2372

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire dans les écoles** - (31 mars 2021) : p. 2374

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du Baccalauréat** - (31 mars 2021) : p. 2377

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] (suite) - (6 avril 2021) - **Article 19 ter** (**supprimé**) (**précédemment réservé**) (*Attestation numérique pour les élèves de primaire et de collège*) : p. 2665 - **Article 21** (**supprimé**) (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2672 p. 2673 p. 2675 p. 2684 p. 2685 - **Article additionnel après l'article 21** - **Amendement n° 501** (*Organismes privés d'enseignement à distance - Siège social sur le territoire national - Obligation*) : p. 2686 - **Article 21 bis A** (**nouveau**) (*Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle*) : p. 2687 p. 2689 p. 2691 p. 2692 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 209 rectifié** (*Instruction en famille (IEF) - Constat de l'insuffisance des acquis - Injonction d'inscription dans un établissement public ou privé*) : p. 2693 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 212 rectifié** (*Instruction en famille (IEF) - Cas de refus par les parents de soumission à une enquête - Signalement systématique au procureur de la République*) : p. 2693 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 1 rectifié bis** (*Création ou direction d'un établissement scolaire hors contrat - Conditions - Modifications*) : p. 2694 - **Article 21 bis B** (**nouveau**) (*Modalités de mise en œuvre de l'information préoccupante, outil de la protection de l'enfance*) : p. 2695 p. 2696 p. 2697 - **Article 21 bis C** (**nouveau**) (*Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille*) : p. 2698 p. 2699 p. 2700 - **Article additionnel après l'article 21 bis C** - **Amendement n° 214 rectifié** (*Instruction des enfants en famille (IEF) - Contrôles par l'éducation nationale - Délais - Modification*) : p. 2701 - **Article additionnel après l'article 21 bis C** - **Amendements n° 218 rectifié bis et n° 247 rectifié ter** (*Suivi de l'instruction en famille - Rôle des acteurs locaux (maire, préfet) - Clarification*) : p. 2702 - **Article 21 bis D** (**nouveau**) (*Entretien d'appréciation de la situation de l'enfant et de sa famille, en vue de vérifier le respect du droit de l'enfant à l'instruction*) : p. 2702 p. 2703 - **Article additionnel après l'article 21 bis D** - **Amendement n° 222 rectifié** (*Renforcement du contrôle de la scolarisation des enfants - Enfants ni inscrits à l'école, ni déclarés en instruction en famille - Enquête immédiate*) : p. 2704 - **Article 21 bis E** (**nouveau**) (*Présentation par les responsables de l'enfant d'une attestation de suivi médical à l'occasion du contrôle pédagogique annuel*) : p. 2704 p. 2705 - **Article additionnel après l'article 21 bis E** - **Amendement n° 221 rectifié** (*Instruction en famille - Contrôles inopinés - Autorisation*) : p. 2706 - **Article additionnel après l'article 21 bis E** - **Amendement n° 211 rectifié** (*Cas de second refus de contrôle du directeur académique des services de l'éducation nationale - Injonction d'inscription dans un établissement et mise en œuvre de sanctions pénales - Extension des motifs*) :

p. 2706 - **Article 21 bis F (nouveau)** (Cas d'incapacité d'être responsable de l'instruction en famille d'un enfant) : p. 2707 - **Article 21 bis G (nouveau)** (Dispositions en cas de défaut de déclaration ou de fraude lors de la déclaration de l'instruction en famille) : p. 2707 p. 2708 - **Article 21 bis H (nouveau)** (Institution de cellules de protection du droit à l'instruction dans chaque département) : p. 2708 p. 2709 - **Article additionnel après l'article 21 bis H - Amendement n° 627** (Fichiers croisés de la CAF et de l'éducation nationale - Extension aux fichiers de l'administration fiscale) : p. 2709 - **Article additionnel après l'article 21 bis H - Amendement n° 502** (Déscolarisation d'un enfant - Information de l'État et du maire par le chef d'établissement) : p. 2710 - **Article additionnel après l'article 21 bis H - Amendement n° 381 rectifié** (Dispositif des évaluations nationales de CEP et CEI - Extension à tous les élèves - Rapport au Parlement) : p. 2711 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mise en place d'un identifiant national pour tout enfant soumis à l'obligation d'instruction) : p. 2713 p. 2714 p. 2715 p. 2716 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 373 rectifié** (Article L. 111-1 du code de l'éducation - Notion de transmission des connaissances - Précision) : p. 2716 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 207 rectifié** (Instruction en famille - Maire - Enquête sur l'effectivité de l'instruction - Autorisation) : p. 2717 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 374 rectifié** (Versement de l'allocation de rentrée scolaire - Conditions - Présentation d'un certificat de scolarité) : p. 2717 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 205 rectifié** (Conseil municipal des enfants - Information par le maire des enfants instruits à domicile) : p. 2718 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 107 rectifié et n° 529 rectifié** (Ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat - Condition - Substitution à la simple déclaration d'un régime d'autorisation) : p. 2720 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 530 rectifié** (Enseignants exerçant dans les établissements privés sous contrat d'association à l'enseignement public - Formation professionnelle - Placement sous le contrôle des inspecteurs de l'éducation nationale) : p. 2722 p. 2723 - **Article 22** (Fermeture administrative des établissements privés hors contrat) : p. 2725 p. 2727 p. 2728 p. 2729 p. 2730 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 534 rectifié** (Établissements privés non liés à l'État - Contrôle de l'État - Ajout du respect de la mixité et de l'égalité entre les hommes et les femmes) : p. 2730 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (Extension des cas d'incapacité d'exercer une fonction de direction ou d'enseignement dans divers organismes ou établissements aux personnes condamnées pour crime ou délit à caractère terroriste) : p. 2731 - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Sanctions pénales en cas de manquements) : p. 2732 p. 2733 - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (Charte des valeurs et principes républicains proposée aux établissements hors contrat) : p. 2734 - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 121 rectifié bis** (Relations des familles à l'école ou à l'établissement secondaire - Charte éducative de confiance - Signature) : p. 2735 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Conclusion d'un contrat avec un établissement privé subordonnée à la vérification de la capacité de l'établissement à dispenser un enseignement conforme aux programmes de l'enseignement public) : p. 2736 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 321** (Aides versées aux établissements privés sous contrat par les collectivités territoriales - Conditions) : p. 2737 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 325** (Établissement privé sous contrat avec l'État - Principe de non-discrimination basée sur le sexe d'un élève - Respect) : p. 2737 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 479 rectifié bis** (Établissement privé hors contrat - Présence effective du directeur dans son établissement - Garantie) : p. 2738 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 474 rectifié** (Établissement hors contrat - Enseignements - Expérience d'enseignement d'au moins cinq ans - Obligation) : p. 2739 - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (Surveillance par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation de l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements scolaires publics et privés sous

contrat) : p. 2740 p. 2741 - **Article 24 ter (Texte non modifié par la commission)** (Mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements parties au contrat) : p. 2741 - **Article additionnel après l'article 24 ter - Amendement n° 124 rectifié bis** (Établissements publics et privés - Mesures à caractère social - Objectif d'amélioration de la mixité sociale) : p. 2742 - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (Transmission annuelle au conseil départemental des données sociales anonymisées des élèves des établissements publics et privés par les services statistiques du ministère) : p. 2742 - **Article additionnel après l'article 24 quater - Amendement n° 72 rectifié** (Modification de la carte scolaire - Critère de mixité sociale - Prise en considération obligatoire) : p. 2743 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (Interdiction des activités culturelles dans les lieux d'enseignement) : p. 2744 p. 2747 - **Article 24 sexies (nouveau)** (Interdiction de mise à disposition de locaux dans les établissements d'enseignement supérieur à des associations non signataires du contrat d'engagement républicain) : p. 2749 p. 2750 - **Article additionnel après l'article 24 sexies - Amendement n° 81 rectifié ter** (Associations étudiantes au sein de l'université - Valeurs de la République et de la laïcité - Respect strict) : p. 2750 - **Article 24 septies (nouveau)** (Interdiction aux usagers de l'enseignement supérieur d'exercer des pressions sur la communauté universitaire ou de perturber la recherche, les conférences et débats) : p. 2751 p. 2754 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 532 rectifié bis** (Droits et obligations des enseignants-chercheurs et des chercheurs des universités - Extension aux chercheurs) : p. 2754 p. 2755 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié** (Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction) : p. 2756 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis** (Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction) : p. 2758

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« Erreur 404 » pour la continuité pédagogique** - (7 avril 2021) : p. 2773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements de l'école à distance pour les élèves expatriés** - (7 avril 2021) : p. 2776 p. 2777

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité) : p. 2822 p. 2823 p. 2824 - **Article additionnel après l'article 24 octies - Amendement n° 391 rectifié** (Promotion de la charte de la laïcité dans l'espace scolaire - Affichage dans tous les établissements du premier et du second degré, publics ou privés sous contrat) : p. 2826 - **Article additionnel après l'article 24 octies - Amendement n° 480 rectifié** (Enseignants - Formation au principe de laïcité - Obligation) : p. 2827 - **Article 24 nonies (nouveau)** (Enseignement physique et sportif - Réalisation d'une visite médicale en cas de doute sur le motif réel de l'inaptitude de l'élève à la demande du chef d'établissement) : p. 2828 - **Article additionnel après l'article 24 nonies - Amendement n° 577 rectifié** (Enfants d'une même classe d'âge des établissements privés hors contrat ou sous contrat - Activités sportives et culturelles périscolaires - Veille de l'inspecteur d'académie) : p. 2828 - **Article 24 decies (nouveau)** (Certificats médicaux d'inaptitude d'une durée supérieure à un mois adressés aux médecins scolaires) : p. 2829 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 486 rectifié** (Principe de neutralité - Menus confessionnels à la cantine - Interdiction) : p. 2830 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 533 rectifié** (Enseignement religieux - Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle - Écoles, collèges et lycées publics - Option) : p. 2831 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 40 rectifié bis** (Non-respect de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires dans l'enceinte des établissements scolaires - Dialogue avec l'élève - Association des responsables

légaux - Obligation) : p. 2832 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 531 rectifié** (*Organes d'administration des collèges - Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle d'expertise*) : p. 2833 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 575 rectifié** (*Projet territorial d'éducation - Charte de la laïcité et principe d'égalité entre les hommes et les femmes - Valorisation*) : p. 2834 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 528 rectifié bis** (*Liberté pédagogique de l'enseignant - Garantie*) : p. 2835 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 75 rectifié bis** (*Valeurs fondamentales de la République et de la laïcité - Contrôle du respect par les corps d'inspection*) : p. 2837 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 76 rectifié bis** (*Diplôme national du brevet - Contrôle continu - Évaluation du socle des connaissances sur les valeurs de la République et de la laïcité*) : p. 2837 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 77 rectifié** (*Enseignement primaire - Apprentissage de la langue française - Vocabulaire des valeurs de la République - Intégration*) : p. 2838 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 78 rectifié bis** (*Établissements du primaire et du secondaire - « Accueil républicain de l'ensemble des élèves » - Organisation*) : p. 2838 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 79 rectifié bis** (*Enseignants - Adhésion aux valeurs républicaines - Déclaration solennelle lors de l'entrée en fonction*) : p. 2839 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 36** (*Élèves - Grandes questions de société - Sensibilisation*) : p. 2839 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2841

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du baccalauréat** - (5 mai 2021) : p. 3411

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le baccalauréat et l'orientation** - (2 juin 2021) : p. 4451

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du baccalauréat** - (30 juin 2021) : p. 6101 p. 6102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le port du burkini dans les piscines** - (30 juin 2021) : p. 6108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie d'infirmiers scolaires** - (22 septembre 2021) : p. 8173

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire** - (22 septembre 2021) : p. 8177

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty, un an après** - (13 octobre 2021) : p. 9066

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence à l'école** - (13 octobre 2021) : p. 9076

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9397 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du directeur d'école*) : p. 9408 p. 9410 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 9414 p. 9415 p. 9416 p. 9417 p. 9419 - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 9420 p. 9421

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire (I)** - (27 octobre 2021) : p. 9608

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire (II)** - (27 octobre 2021) : p. 9609

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire (III)** - (27 octobre 2021) : p. 9610

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le harcèlement scolaire** - (17 novembre 2021) : p. 10639

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux valeurs éducatives** - (17 novembre 2021) : p. 10643

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des enseignants** - (8 décembre 2021) : p. 11551

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des enfants handicapés hors temps scolaire** - (8 décembre 2021) : p. 11555

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de remplaçants dans l'enseignement du premier degré** - (15 décembre 2021) : p. 11862

BLATRIX CONTAT (Florence)
sénatrice (Ain)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes le 1er février 2021.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 11 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi en application de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement sur les marchés numériques (DMA) [n° 33 (2021-2022)] (7 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement sur les marchés numériques (DMA) [n° 33 (2021-2022)] - Proposition de règlement sur les marchés numériques (DMA) [n° 34 (2021-2022)] (7 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques (Législation sur les services numériques - Digital Services Act - DSA) et modifiant la directive 2000/31/CE, COM(2020) 825 final [n° 275 (2021-2022)] - Amplifier la législation européenne sur les services numériques (DSA) pour sécuriser l'environnement en ligne [n° 274 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques (Législation sur les services numériques - Digital Services Act - DSA) et modifiant la directive 2000/31/CE, COM(2020) 825 final [n° 275 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de S. E. M. Jorge Torres-Pereira, ambassadeur du Portugal en France.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Désinformation en ligne : communication et avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Éducation - Audition de M. Jean Arthuis, ancien ministre, président d'euro App Mobility et du Cercle Erasmus de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances, fiscalité - Proposition de règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques) dite Digital Markets Act - Examen du rapport de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

(*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs à l'industrie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - État des relations Union européenne-Suisse : communication de Mme Florence Blatrix Contat et M. Cyril Pellevat.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur les difficultés des ETI et PME en matière de commerce extérieur - MM. Renaud Bentégeat, président de CCI France International, Pierre Goguet, président de CCI France, Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, François Lefebvre, directeur général de Bpifrance Assurance Export, et Paul Teboul, sous-directeur FinInter (Financement international des entreprises) de la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Numérique - Digital Services Act - Rapport, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 16

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 34

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 29 rectifié** (5G - Déploiement - Rapport au Parlement annuel) : p. 60 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28** (Bilan des émissions de

gaz à effet de serre (EGES) - Entreprises de plus de 500 salariés et collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants - Intégration des activités numériques) : p. 63 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 30** (Équipement numérique - Publicité - Sensibilisation promouvant un numérique responsable - Obligation- Rapport au Parlement) : p. 77

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique industrielle de la France** - (13 janvier 2021) : p. 122

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1410

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2130

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2221

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3372

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3388 p. 3389

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3441

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (16 juin 2021) - **Article 15** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 4996 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1500** (Mise en place d'une comptabilité publique et privée écologique - Rapport au Parlement) : p. 5018

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'Office national des forêts** - (30 juin 2021) : p. 6107

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 790 rectifié bis et n° 1016 rectifié** (Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Intérêt transfrontalier) : p. 6649 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 799 rectifié ter** (Intercommunalité - Périmètres administratifs - Rapport au Parlement) : p. 6650

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 49** (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services ») : p. 7231 - **Article 58 (supprimé)** (Consultation facultative des collectivités territoriales étrangères limitrophes sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) : p. 7251 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 896 rectifié et n° 1020 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme (PLU) - Impacts transfrontaliers - Modalités d'élaboration) : p. 7252

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs** [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix) : p. 8097

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 2 bis** (Expérimentation d'un affichage informant le consommateur sur la rémunération des producteurs) : p. 8183 p. 8184 p. 8185

- **Question orale sans débat sur la qualité de l'eau** - (7 octobre 2021) : p. 8951 p. 8952

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante** [n° 55 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9556 - **Article 1er** (Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines) : p. 9563 p. 9565 p. 9567 p. 9568 - **Article 12** (Règles de gestion des personnels des chambres de commerce et d'industrie) : p. 9591

p. 9592 p. 9593 p. 9594 p. 9595 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9599

- Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-217 rectifié ter (Foncières solidaires agréées « entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) » - Exclusion du champ des personnes morales à prépondérance immobilière)** : p. 10976 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-218 rectifié ter (Foncières solidaires ayant conclu une convention service d'intérêt économique général (SIEG) - Alignement sur les dispositifs réduction d'impôt sur le revenu par la souscription au capital de petites et moyennes entreprises, dite « IR-PME » - Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS))** : p. 10977 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-219 rectifié ter (Sociétés agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) engagées dans la transition énergétique citoyenne - Dispositif « IR-PME » (impôt sur le revenu))** : p. 10977 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-431 rectifié (Très petites entreprises (TPE) - Crédit d'impôt « Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) »)** : p. 11024 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-722 rectifié, n° I-166 rectifié et n° I-584 (Diminution du poids moyen des véhicules - Ajustement du barème de la taxe sur la masse, le « malus poids »)** : p. 11037

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513 (Aviation - Taxes)** : p. 11053 p. 11055 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-309 rectifié bis, n° I-433 rectifié et n° I-741 rectifié (Lutte contre les micropolluants - Extension de la redevance « pollution diffuse »)** : p. 11089 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759 (Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN))** : p. 11093

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11395

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés de l'entreprise Ferropem** - (8 décembre 2021) : p. 11553 p. 11554

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11614

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 8 février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 743 tome 2 annexe 30 (2020-2021)]** (7 juillet 2021) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rôle des maisons départementales des personnes handicapées dans la gestion de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) [n° 748 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : L'avenir des dettes publiques [n° 139 (2021-2022)] (10 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 163 tome 3 annexe 30 (2021-2022)]** (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des finances*) : Soutenabilité de la dette publique - Audition de M. Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute, Mme Jézabel Couppey-Soubeyran, professeur à l'École d'économie de Paris et maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco) et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor et Mme Amélie Verdier, directrice du budget.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*) : « Comment mieux orienter et mobiliser l'épargne financière des ménages liée à la crise sanitaire pour soutenir la reprise ? » - Audition de MM. Philippe Brassac, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de Crédit agricole S.A., Olivier Mareuse, directeur de gestion des actifs et directeur des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et des consignations, Emmanuel Moulin, directeur général du

Trésor, et Mme Valérie Plagnol, économiste, présidente du Cercle des épargnants.

Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des finances*) : Transformation des services bancaires et conditions de leur accès - Audition de M. François Asselin, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Denis Beau, premier sous-gouverneur de la Banque de France, et Matthieu Robin, chargé de mission banque et assurance à l'UFC-Que Choisir.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Audition de Mme Mairead McGuinness, commissaire européenne chargée des services financiers, de la stabilité financière et de l'union des marchés des capitaux.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Mairead McGuinness, commissaire européenne chargée des services financiers, de la stabilité financière et de l'union des marchés des capitaux.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Braun-Lemaire, directrice générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur le budget de l'État en 2020 (résultats et gestion), sur la certification des comptes de l'État - exercice 2020, et sur l'avis du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (dit BEPS) et négociations pour répondre aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : « Comment sortir des prêts garantis par l'État (PGE) ? » - Communication.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : Coûts et avantages de la syndication - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur la syndication.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mission « Transformation et fonction publiques » - Communication.

Contrôle budgétaire - Rôle des maisons départementales des personnes handicapées dans la gestion de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de Mme Vanina Paoli-Gagin, rapporteur spécial, sur l'optimisation de la gestion de l'immobilier universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la situation financière de la SNCF.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : « Pandora Papers : comment contrôler la création et les bénéficiaires effectifs des sociétés offshore ? » - Audition de Mme Giulia Aliprandi, chercheuse à l'Observatoire européen de la fiscalité, MM. Marc Bornhauser, avocat spécialiste en droit fiscal, Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal, et Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité, présenté par M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 43) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 45 à 49) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Projet de loi de finances pour 2022 - Examen d'une motion et d'un amendement de séance à l'article 18.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des finances*) : « Cumex Files : trois ans après, quel bilan des outils de lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes ? » - Audition de M. Étienne Barel, directeur général délégué de la Fédération bancaire française (FBF), Mme Alexandra Givry, directrice de la direction des données et de la surveillance, à l'Autorité des marchés financiers (AMF), M. Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques (DGFIP), et Mme Salomé Lemasson, avocate spécialiste en droit pénal des affaires au sein du cabinet Rahman Ravelli.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les profits considérables des milliardaires révélés par le rapport annuel d'Oxfam** - (27 janvier 2021) : p. 499 p. 500

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 842

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 855

- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1086

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1447

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 481 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2462

- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Commission mixte paritaire [n° 442 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2469

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3512

- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4258

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4570 p. 4571

- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4738 p. 4739

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 16 rectifié bis, n° 649, n° 1030 rectifié, n° 1563 et n° 2015 rectifié bis (Collectivités territoriales - Mise en place obligatoire d'un plan de hiérarchisation de la voirie par les maires)** : p. 5597 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 635 rectifié, n° 1450 rectifié, n° 1653 rectifié bis, n° 283 rectifié quater, n° 1723, n° 284 rectifié quater, n° 1724, n° 1464 rectifié bis et n° 1859 rectifié nonies (Véhicules de transport de marchandises - Redevance additionnelle)** : p. 5598 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 636, n° 1525 rectifié, n° 764 et n° 622 rectifié bis (Déplacements nationaux et internationaux - Objectifs de développement d'un réseau de trains d'équilibre du territoire (TET))** : p. 5626 - **Article 42 (Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence)** : p. 5675 p. 5676 p. 5682 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendements n° 542 rectifié, n° 1263 rectifié bis et n° 1702 rectifié (Sociétés anonymes coopératives d'HLM et sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'HLM - Opérations de réhabilitation, d'entretien et de rénovation énergétique au profit de leurs collectivités territoriales associées)** : p. 5715

- **Suite de la discussion (25 juin 2021) - Article 58 A (priorité) (Amélioration du dispositif d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers relatif à l'érosion côtière)** : p. 5769 - **Article 58 (priorité) (Habilitations à légiférer par ordonnances en matière d'adaptation des territoires au recul du trait de côte)** : p. 5795 - **Article 67 (priorité) (Création de la circonstance aggravante de mise en danger de l'environnement)** : p. 5813 p. 5816 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 836 et n° 1938 (Fait illicite en lien avec la protection de la nature et de l'environnement - Exercice de l'action civile par les associations)** : p. 5826

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recul de l'âge du départ à la retraite** - (30 juin 2021) : p. 6102

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6119 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 301 (Impôt sur les sociétés - 33,3 % - Rétablissement)** : p. 6131 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 329 (Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable - Création)** : p. 6133 -

Article 1er (Aménagement temporaire du dispositif de report en arrière des déficits (« carry back »)) : p. 6137 p. 6138

- **Suite de la discussion (1er juillet 2021) - Article 2 (Reconduction de la PEPA, exonération de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu)** : p. 6170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 304 rectifié (Sociétés immobilières cotées (SIIC) - Associés ou actionnaires - Impôt sur le revenu - Augmentation)** : p. 6177 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 302 rectifié (Prélèvements sur les dividendes - Hausse temporaire)** : p. 6200 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 300 rectifié (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Augmentation temporaire)** : p. 6200 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 95 et n° 320 rectifié bis (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation)** : p. 6203 - **Article 2 bis (nouveau) (Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR)** : p. 6211 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 303 rectifié (Accords de Paris - Objectifs - Niches fiscales contradictoires - Suppression)** : p. 6219 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendement n° 142 rectifié (Revenu de solidarité active (RSA) - Dépenses d'allocations - Augmentation - Prise en charge par l'État)** : p. 6231 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendement n° 143 rectifié (Collectivités - Coûts engagés pour répondre aux besoins face à l'épidémie et à la vaccination - Prise en charge par l'État)** : p. 6231 - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 6254 p. 6275 p. 6281 - **Article 7 bis (nouveau) (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de la hausse de 18 % à 25 % du taux de la réduction à l'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des PME, « IR-PME »)** : p. 6315 - **Article 8 (Prolongation de l'octroi de garantie de l'État au titre des PGE et des préfinancements d'affacturage garantis par l'État)** : p. 6325

- **Commission mixte paritaire [n° 739 (2020-2021)]** - (12 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6846

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Article 1er (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques)** : p. 8336 p. 8343 p. 8346 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 40 (Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles (DDAI) - Suppression)** : p. 8347 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 34 (Pratique dite de « report de crédit » - Encadrement)** : p. 8349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35 (Projet de loi de finances - Vote des parlementaires non plus sur les missions budgétaires mais sur les programmes)** : p. 8350 - **Article 4 ter (Interdiction des reports sur les dépenses de personnel)** : p. 8357 - **Article 5** : p. 8363 p. 8364 - **Article 7 (Avancement de la date limite de dépôt des annexes générales au projet de loi de finances de l'année)** : p. 8366 - **Article 9 (Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique)** : p. 8370 p. 8371 - **Article 11 (Pouvoirs des rapporteurs spéciaux et des commissions des finances)** : p. 8376 - **Article 12 (Haut Conseil des finances publiques et mécanisme de correction)** : p. 8383 p. 8384 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8386

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandora Papers » (I)** - (6 octobre 2021) : p. 8898 p. 8899

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9700 p. 9701

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation du lanceur d'alerte Julian Assange** - (17 novembre 2021) : p. 10641 p. 10642

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 44 et n° 31** (*Profits réalisés par les fournisseurs d'énergie en 2021 - Contribution exceptionnelle*) : p. 10669 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 26** (*Dispositif de créance de report en arrière de déficit - Soumission au non-versement de dividendes*) : p. 10670

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 30 rectifié** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Renforcement*) : p. 10723

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Rappel au règlement** : p. 10823 - **Question préalable** : p. 10830

Discussion générale :

: p. 10834 - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10860

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2021 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 10883 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés*) : p. 10898 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Création d'un régime garantissant la neutralité fiscale en cas de fusion de sociétés agricoles*) : p. 10910 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-600 et n° I-601 rectifié** (*Crédit d'impôt recherche - Plafonnement*) : p. 10928 p. 10928 - **Article 4 quater (nouveau)** (*Allongement à 10 ans du statut de « jeune entreprise innovante »*) : p. 10933 - **Article 4 quinques (nouveau)** (*Imposition au titre des bénéfices agricoles des revenus issus des activités de captation de carbone et d'amélioration ou de restauration de la biodiversité par les sociétés agricoles*) : p. 10934 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-567, n° I-633, n° I-564 et n° I-123 rectifié** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Fin de la trajectoire de baisse*) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-130 rectifié bis, n° I-562 rectifié et n° I-651 rectifié** (*Régime des sociétés mère-fille - Régulation*) : p. 10938 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-563 rectifié** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Notion d'établissement stable pour les entreprises ayant une présence numérique significative en France*) : p. 10939 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-581 rectifié** (*Sociétés des multinationales - Modification de l'assiette d'impôt*) : p. 10940 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-140 rectifié, n° I-568, n° I-632 et n° I-141 rectifié** (*Fiscalité des entreprises, article 219 Ia quinques du CGI - Suppression/réduction de l'avantage fiscal*) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-644 rectifié** (*Entreprises redevables de l'impôt sur les sociétés - Taxe additionnelle exceptionnelle sur la taxe spéciale sur les dividendes*) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-695 rectifié** (*Lutte contre la prolifération des panneaux numériques - Taxe nationale sur l'exploitation des écrans publicitaires*) : p. 10947 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-178 rectifié bis et n° I-274 rectifié bis** (*Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Modification du calcul de l'assiette du droit d'enregistrement*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-573, n° I-125 rectifié et n° I-688** (*Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement des entrepôts de stockage des « pure players »*) : p. 10950 p. 10951 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10952 p. 10953 p. 10954 - **Article 5** (*Aménagement des*

dispositifs d'exonération des plus-values de cession d'entreprises ou de cession de titres détenus par les chefs d'entreprise et renforcement du crédit d'impôt pour la formation des chefs d'entreprise) : p. 10968 - **Article additionnel après l'article 5 quinques - Amendements n° I-650, n° I-548, n° I-138 rectifié, n° I-549, n° I-137 rectifié et n° I-547** (*Taxe sur les transactions financières (TIF) - Assiette et taux*) : p. 10974 p. 10975 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-636, n° I-111 rectifié, n° I-570, n° I-466, n° I-112 rectifié, n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis, n° I-576 rectifié et n° I-769** (*n° I-110 rectifié et n° I-636 : impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital ; n° I-111 rectifié et n° I-570 : impôt sur la fortune (ISF) ; n° I-466 : impôt sur la fortune improductive ; n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis et n° I-576 rectifié : « exit tax » ; n° I-769 et n° I-112-rectifié : modernisation de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 10998 p. 11004 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-569, n° I-113 rectifié et n° I-637** (*Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Suppression*) : p. 11005 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-561 rectifié, n° I-645 rectifié et n° I-109 rectifié bis** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Renforcement*) : p. 11007 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-118 rectifié bis et n° I-571 rectifié** (*Dividendes - Taxe additionnelle*) : p. 11009 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-643 rectifié et n° I-574 rectifié** (*Abattement fiscal de 40 % sur les dividendes - Suppression*) : p. 11010 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-583 rectifié** (*Dispositif fiscal, dit « pacte Dutreil » - Aménagement*) : p. 11011 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-582 rectifié** (*Régime fiscal spécial de l'assurance-vie - Abrogation*) : p. 11018 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-652 rectifié bis, n° I-747 rectifié bis, n° I-750 rectifié bis et n° I-785** (*Lutte contre l'évasion fiscale - Suppression de la pratique de l'arbitrage de dividendes*) : p. 11026 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-164 rectifié bis, n° I-165 rectifié bis, n° I-728 rectifié bis et n° I-586 rectifié** (*Taxe d'aménagement du territoire (TAT) portant sur l'activité des sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCA) - Augmentation*) : p. 11035 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-722 rectifié, n° I-166 rectifié et n° I-584** (*Diminution du poids moyen des véhicules - Ajustement du barème de la taxe sur la masse, le « malus poids »*) : p. 11037

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° I-577 rectifié** (*Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Modifications*) : p. 11052 - **Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513** (*Aviation - Taxes*) : p. 11054 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° I-772, n° I-565, n° I-407, n° I-585, n° I-648 et n° I-753** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression de l'exonération pour les paquebots de croisière et navires de pêche et pour le transport aérien*) : p. 11059 p. 11060 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° I-588, n° I-587 et n° I-721 rectifié** (*Transport routier de marchandises - Suppression du dégrèvement supplémentaire sur la partie contribution climat énergie du gazole*) : p. 11064 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° I-156 rectifié et n° I-604 rectifié** (*Impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature - Exclusion de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'eau, le gaz et l'électricité*) : p. 11080 - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759** (*Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)*) : p. 11091 p. 11096 - **Article 9** (*Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA*) : p. 11102 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-596 rectifié et n° I-646** (*Premiers mètres cubes d'eau de consommation immédiate pour les personnes physiques - Exonération de TVA*) : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 9 -**

Amendements n° I-169 rectifié, n° I-590, n° I-720 rectifié, n° I-170 rectifié, n° I-719 rectifié et n° I-418 (Transports publics collectifs de voyageurs - Réduction du taux de TVA) : p. 11105 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-553 (Œuvres culturelles - Harmonisation du taux de TVA) :** p. 11110 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-377 rectifié bis (Livraisons portant sur le caviar - Réduction du taux de TVA) :** p. 11110 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-575 (Réduction du taux de TVA sur les produits du quotidien - Augmentation du taux de TVA sur les produits de luxe) :** p. 11112 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° I-715 rectifié et n° I-598 rectifié (Travaux d'entretien, d'amélioration et de réhabilitation des logements - Réduction du taux de TVA pour l'utilisation de matériaux biosourcés) :** p. 11117 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-132 rectifié bis, n° I-503 rectifié, n° I-697 rectifié, n° I-133 rectifié bis, n° I-259 rectifié bis et n° I-641 rectifié bis (Activité en bail réel solidaire (BRS) des organismes de foncier solidaire (OFS) - Exonération d'impôt sur les sociétés (IS) et de contribution économique territoriale (CET)) :** p. 11126 - **Article additionnel après**

l'article 9 quinquies - Amendements n° I-97 rectifié, n° I-258 rectifié et n° I-499 (Organismes de foncier solidaire (OFS) - Bénéfice du délai de 10 ans sur la réalisation de leurs opérations) : p. 11128 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-257 rectifié et n° I-498 (Immeubles anciens - Exonération d'impôt sur les plus-values en faveur des organismes de logements sociaux contre engagement de réalisation de logements sociaux) :** p. 11129 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-595 rectifié et n° I-690 rectifié (Taxe sur les logements vacants - Augmentation du taux) :** p. 11130 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-597 et n° I-698 (Dispositif d'incitation à l'investissement Pinel - n° I-597 : suppression ; n° I-698 : limitation) :** p. 11130

- **Suite de la discussion (23 novembre 2021) - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie :** p. 11211 p. 11213

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (sida) et des hépatites virales chroniques.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à permettre l'adoption d'un enfant par le conjoint non marié d'un assistant familial [n° 392 (2020-2021)] (1er mars 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Soins palliatifs [n° 866 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), et M. Stéphane Carcillo, chef de la division emploi et revenus à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et professeur d'économie à Sciences-Po Paris.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Communication de Mme Catherine Procaccia sur la note scientifique de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (OPECST) n° 24 : « La phagothérapie : médecine d'hier et de demain ».

Santé environnementale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : État des lieux des soins palliatifs - Audition des sociétés savantes de réanimation.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation de la structure mobile d'urgence et de réanimation du centre hospitalier agenais** - (19 janvier 2021) : p. 193 p. 194

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Article 19** (*Lutte contre les « sites miroirs » contournant des décisions de justice ordonnant le blocage et le déréférencement de contenus haineux*) : p. 2631

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3374 p. 3375

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à la natalité** - (19 mai 2021) : p. 4005

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Redéfinition des opérations de secours et des compétences des services d'incendie et de secours*) : p. 8230 p. 8231 - **Article 3** (*Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours*) : p. 8237

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8503 p. 8508 - **Article 2** (*Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure*) : p. 8518 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8529

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article 7** (*Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle*) : p. 8576 - **Article 9** (*Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine*) : p. 8585 p. 8590 p. 8592 p. 8593

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 24 - Amendements n° 493 rectifié et n° 696** (*Principe de la participation forfaitaire des assurés - Extension aux téléconsultations*) : p. 10222 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 497 rectifié et n° 292 rectifié** (*Financement des soins infirmiers et collaboration entre les infirmiers libéraux et les services de soins infirmiers à domicile dans le cadre de la prise en charge de la dépendance - Rapport au Parlement*) : p. 10263

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 346 rectifié bis et n° 427** (*Règles de financement et de tarification des lieux de vie et d'accueil (LVA) - Conventions bilatérales avec les conseils départementaux*) : p. 11810 p. 11811

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 263 (2018-2019)] visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 515 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve de la crise [n° 615 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 674 (2020-2021)] permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 823 (2020-2021)] (15 septembre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi ratifiant, modifiant et complétant l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce [n° 170 (2021-2022)] (16 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Louis Debré, à la suite de son rapport sur les élections départementales et régionales.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits, pour la présentation de son rapport annuel pour 2020.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Outils juridiques de prévention et de traitement des difficultés des entreprises à l'aune de la crise de la covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la

jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Nouvelle carte nationale d'identité - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 15 p. 19 p. 21

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 46 p. 49 - **Article 6** (*Renforcer la lutte contre l'obsolescence programmée en inversant, pour les équipements numériques, la charge de la preuve reposant actuellement sur le consommateur*) : p. 65

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 166

- **Question orale sans débat sur le barrage de Sivens** - (19 janvier 2021) : p. 192

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat** [n° 262 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 211 p. 212 p. 214 p. 216 p. 218 p. 219 - **Article 1er** (*Peine applicable en cas de violation de domicile*) : p. 222 p. 224 - **Article 2** (*Création du délit d'occupation frauduleuse d'un immeuble*) : p. 225 p. 226 p. 227

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 234 p. 243 - **Article 1er** (*Recensement et réorientation des groupes de résidences mobiles en cas de saturation des aires d'accueil*) : p. 244

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité à Nîmes** - (20 janvier 2021) : p. 276

- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises** [n° 286 (2019-2020)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 367 p. 368 p. 370

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** [n° 288 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 393 p. 395 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 28 et n° 29** (*Sollicitation d'une procuration - Démarchage des électeurs - Interdiction*) : p. 402 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 et n° 31** (*Démarchage des électeurs - Listes d'émargement du premier tour - Utilisation interdite*) : p. 403 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 405 p. 406

- **Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une**

approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) [n° 305 (2020-2021)] - (9 février 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 938

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1000

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1418

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la Bourse de Paris** - (3 mars 2021) : p. 1440

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'instauration d'une « journée de l'agriculture », en remplacement du salon de l'agriculture** - (3 mars 2021) : p. 1441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fléchage de l'épargne vers la relance de l'économie** - (3 mars 2021) : p. 1442

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 419 (2020-2021)]** - (8 mars 2021) - Discussion générale : p. 1498

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les prisons** - (10 mars 2021) : p. 1601

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis (Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation)** : p. 1821

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine PSA de Trémery** - (17 mars 2021) : p. 1871

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'organisation des élections départementales et régionales** - (24 mars 2021) : p. 2149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du représentant de l'UNEF au CESE** - (31 mars 2021) : p. 2373 p. 2374

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2492 p. 2495

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 25 (Contrôle des fédérations sportives par l'État)** : p. 2860

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - Discussion générale : p. 2908

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 43 (Continuité écologique des cours d'eau - Bilan triennal)** : p. 3148 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 44 (Puissance de production des ouvrages hydrauliques - Procédures administratives)** : p. 3149 p. 3150 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 5 rectifié bis et n° 45 (Recherche du meilleur coût-efficacité dans le code de l'environnement - Intégration)** : p. 3155 p. 3156 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié quater et n° 41 rectifié (Cours d'eau classés en liste 1 - Rétablissement de la continuité écologique - Interdiction)** : p. 3157 p. 3158 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 37 rectifié quinquies et n° 42 (Classement des cours d'eau - Révision)** : p. 3159 - **Article additionnel après l'article 7** -

Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 rectifié et n° 62 (Production hydroélectrique - Prescriptions) : p. 3163 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 35 rectifié quinquies, n° 40 rectifié, n° 52 et n° 63 (Hydroélectricité - Intérêt majeur - Reconnaissance)** : p. 3167 - **Article 15 (Ouverture de la faculté pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ou de cotisation foncière des entreprises (CFE), les nouvelles installations hydroélectriques, jusqu'à deux ans après leur mise en service)** : p. 3172

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 (Collégiens et lycéens - Bénéfice d'une banque de ressources numériques avec accès illimité à internet sur leur mobile)** : p. 3232 p. 3233 - **Article 13 (Formation continue des enseignants au numérique)** : p. 3243

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - Discussion générale : p. 3247 p. 3250 - **Article unique** : p. 3256

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (19 mai 2021) : p. 4000

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 5992

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'industrie automobile** - (30 juin 2021) : p. 6105

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recours à la discrimination positive dans les universités** - (30 juin 2021) : p. 6106

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 2 bis (nouveau) (Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR)** : p. 6218

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire)** : p. 7818 p. 7822 p. 7823

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - Discussion générale : p. 8003 p. 8009 p. 8010 - **Article 1er (Réligibilité des juges consulaires en exercice et anciens juges - Inéligibilité liée à certaines condamnations)** : p. 8011 - **Article 2 (nouveau) (Limitation du nombre de mandats dans un même tribunal)** : p. 8012

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 49 rectifié, n° 69 rectifié et n° 70 rectifié (Relations commerciales entre la grande distribution et les fournisseurs - Construction des prix)** : p. 8136 p. 8137 - **Article 2 bis B (Encadrement des volumes prévisionnels au sein des contrats de marques de distributeur)** : p. 8140

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 22 A (Texte non modifié par la commission) (Statut des sapeurs-pompiers volontaires)** : p. 8276 p. 8277

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes**

d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] - (5 octobre 2021) - Discussion générale : p. 8842

- Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations - (5 octobre 2021) : p. 8864

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des étudiants en première année de médecine - (6 octobre 2021) : p. 8906

- Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)] - (6 octobre 2021) - Discussion générale : p. 8908

- Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? » - (7 octobre 2021) : p. 8973 p. 8974 p. 8976

- Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9558

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dysfonctionnement de Bloctel à la suite de la nomination d'un nouveau président - (27 octobre 2021) : p. 9615

- Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)] - (27 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9624

- Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9712

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - Article 40 (Amélioration de l'accès à la filière visuelle) : p. 10374

- Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française - (16 novembre 2021) : p. 10561 p. 10564 p. 10566

- La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires - (30 novembre 2021) : p. 11348

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Sam à Viviez (III) - (1er décembre 2021) : p. 11429

- Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une

personne [n° 239 (2021-2022)] - (7 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11510

- Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)] - (8 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11569 p. 11571 p. 11572 p. 11573 - Article 6 (Exclusion des troubles de voisinage liés à l'activité agricole préexistante du champ des dommages ouvrant réparation) : p. 11598

- Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Augmentation de la pension majorée de référence des conjoints collaborateurs et aides familiaux d'agriculteurs et relèvement du seuil d'écrêtement) : p. 11643

- Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11664 p. 11668 p. 11669 p. 11673 - Article 1er (Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité) : p. 11676 p. 11677 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Événement du 17 octobre 1961 - Pleine accessibilité des archives) : p. 11679 - Article 2 (Événements du 17 octobre 1961 - Instauration d'une journée commémorative) : p. 11680 p. 11681

- Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11686 p. 11692 - Article 1er (Abaissement de la majorité électorale à 16 ans) : p. 11696

- Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11757 p. 11758 p. 11759 p. 11761

- Question d'actualité au Gouvernement sur le wokisme dans l'enseignement supérieur - (15 décembre 2021) : p. 11864

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration pour raisons médicales - (15 décembre 2021) : p. 11867 p. 11868

- Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)] - (15 décembre 2021) - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 270 (Assistants familiaux - Connaissance du dossier de l'enfant accueilli) : p. 11889

BONNEAU (François)
sénateur (Charente)
UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 535 (2020-2021)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 567 (2020-2021)] (11 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement - Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Se préparer à la « guerre des drones » : un enjeu stratégique [n° 711 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Séverine Arsène, chercheuse associée au Médialab de Sciences Po et enseignante à l'université chinoise de Hong Kong, sur le crédit social en Chine.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Drones dans les forces armées - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 927

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1473

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Birmanie** - (14 avril 2021) : p. 3194

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4010

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4481

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des normes par les plateformes de vente en ligne** - (27 octobre 2021) : p. 9615 p. 9616

BONNE (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : « Bien vieillir chez soi : c'est possible aussi ! » [n° 453 (2020-2021)] (17 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 764 (2020-2021)] relatif à la protection des enfants [n° 74 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Famille - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Audition du professeur Olivier Claris, coordonnateur de la mission sur la gouvernance et la simplification hospitalières.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Ran Balicer, président du Comité national israélien d'experts sur le covid-19.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la CNSA.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la revalorisation des visites à domicile pour le suivi des patients covid stabilisés** - (19 janvier 2021) : p. 195

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 731

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 952 p. 953

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1170 - **Article 1er bis** (*Extension des protocoles locaux de coopération*) : p. 1179 - **Article 2 quater** (*Extension des capacités de prescription des sages-femmes en matière de dépistage et de traitement d'infections sexuellement transmissibles*) : p. 1187

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi Égalim** - (3 mars 2021) : p. 1431 p. 1432

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1683

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2294

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3444

- **Question orale sans débat sur la baisse tarifaire des prestations des prestataires de santé à domicile** - (6 mai 2021) : p. 3496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des études de santé** - (12 mai 2021) : p. 3731

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 24** (*Reconnaissance législative de la délégation de tâches au sein de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail*) : p. 6500

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 2** (*Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année*) : p. 8470

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8500

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médecins et le classement des communes en zone de vigilance** - (7 octobre 2021) : p. 8961

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9099 p. 9101

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article 5** (*Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 9118

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10067

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 11** (*Versement immédiat des aides sociales et fiscales aux services à la personne*) : p. 10095 p. 10096 - **Article 12** (*Harmonisation du régime fiscal et social des contributions des employeurs publics à la protection sociale complémentaire*) : p. 10111

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10150 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 13 rectifié bis** (*Réduction pérenne de cotisations sociales - Extension aux EHPAD et unités de soins longue durée du secteur public*) : p. 10153

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 308 rectifié bis, n° 400 rectifié bis, n° 591 rectifié bis, n° 903 rectifié bis, n° 907 rectifié, n° 309 rectifié et n° 8 rectifié** (*Besoins réels de financement pour une revalorisation de l'ensemble des métiers et des carrières des secteurs social, médico-social et de la santé - Rapport au*

Parlement) : p. 10253 - **Article 30** (Réforme de l'offre et de la tarification des services d'aide à domicile) : p. 10260 p. 10261

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendements n° 533 rectifié bis et n° 606 rectifié bis** (Déclaration de prix de vente au comité économique des produits de santé (CEPS) - Simplification) : p. 10363 - **Article 38 bis (nouveau)** (Expérimentation de la prise en charge de substituts nicotiniques délivrés par les pharmaciens sans ordonnance) : p. 10365 - **Article 40** (Amélioration de l'accès à la filière visuelle) : p. 10375 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis** (Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement) : p. 10388 - **Article 42 bis (nouveau)** (Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire de prestations d'accompagnement psychologique) : p. 10412

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11767 p. 11779 - **Article 1er** (Placement auprès d'un membre de la famille ou d'un tiers de confiance) : p. 11781 p. 11782 p. 11784 p. 11785 - **Article 1er bis** (Maintien du versement de l'allocation de rentrée scolaire au titre des enfants suivis par l'ASE et résidant au domicile des parents) : p. 11785 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 16 rectifié bis** (Aide aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) - Versement des allocations familiales sur un compte à la Caisse des dépôts et consignations) : p. 11786 p. 11787 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 51 rectifié ter** (Principe « absence de charges, absence de ressources » - Versement des allocations familiales à ceux qui assurent l'entretien effectif des enfants) : p. 11788 - **Article 2** (Conditions de délégation des attributs de l'autorité parentale) : p. 11789 p. 11790 p. 11791 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 226** (Déploiement des centres parentaux - Rapport au Parlement) : p. 11792 - **Article 2 bis** (Encadrement de la dévolution de l'exercice de l'autorité parentale au parent survivant) : p. 11793 p. 11794 - **Article 2 ter** (Prise en charge des fratries dans un même lieu d'accueil) : p. 11795 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 48 rectifié bis** (Enfant victime de violences commises par ses parents - Respect de son souhait de ne pas être remis en contact) : p. 11796 - **Article 2 quinquies (supprimé)** (Possibilité de confier à la victime de violences conjugales l'exercice de l'autorité parentale pendant la durée de l'ordonnance de protection) : p. 11797 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 232** (Génération du protocole relatif à la prise en charge des enfants suite au meurtre d'un parent par l'autre parent - Rapport au Parlement) : p. 11798 - **Article 3** (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11799 p. 11800 p. 11804 p. 11805 p. 11807 p. 11808 p. 11809 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 47 rectifié** (Action sociale et médico-sociale - Prise en charge des mineurs - Interdiction du recours à l'hébergement hôtelier) : p. 11809 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 183 rectifié et n° 298 rectifié** (Protection de l'enfance - Critères d'encadrement dans les établissements) : p. 11810 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 346 rectifié bis et n° 427** (Règles de financement et de tarification des lieux de vie et d'accueil (LVA) - Conventions bilatérales avec les conseils départementaux) : p. 11811 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 363 rectifié bis** (Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) - Extension à la protection de l'enfance) : p. 11812 - **Article 3 bis B** (Parrainage des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11814 - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendement n° 294** (Relation de long terme avec un adulte hors du cadre familial et des professionnels de l'aide sociale à l'enfance (ASE) - Projet pour l'enfant (PPE) - Inscription du parrainage) : p. 11815 - **Article 3 bis C (supprimé)** (Droit de visite des parlementaires dans les structures de la protection de l'enfance) : p. 11816 - **Article 3 bis D** (Garantie d'un

accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE) : p. 11817 p. 11821 p. 11823 - **Article additionnel après l'article 3 bis D - Amendement n° 370** (Systématisation de l'accompagnement des jeunes majeurs pris en charge par l'aide sociale, jusqu'à leur vingt et un ans - Rapport au Parlement) : p. 11823 - **Article 3 bis E (supprimé)** (Formalisation d'une coordination de parcours de soins dans le cadre du projet pour l'enfant) : p. 11824 - **Articles 3 bis F (supprimé)** (Bilan pédiatrique, psychique et social au sein du rapport sur la situation de l'enfant) : p. 11825 - **Article 3 bis G** (Mesure d'assistance éducative en milieu ouvert intensifiée ou renforcée) : p. 11825 - **Article 3 bis H** (Possibilité pour le juge de proposer une médiation familiale) : p. 11826 p. 11827 - **Article additionnel après l'article 3 bis H - Amendements n° 104, n° 145, n° 185 rectifié bis et n° 301 rectifié** (Conseil départemental et maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Désignation d'un référent institutionnel) : p. 11828 - **Article 3 bis I (supprimé)** (Attribution prioritaire d'un logement social aux jeunes majeurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11830 - **Article 3 ter** (Entretien de préparation à l'autonomie du mineur de l'ASE) : p. 11831 p. 11832 - **Article 3 quater** (Désignation d'une personne de confiance et entretien de suivi du jeune majeur anciennement confié à l'aide sociale à l'enfance) : p. 11833 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 203 rectifié ter** (Mission de service de l'aide à l'enfance - Vérification d'une vie quotidienne et d'une scolarité sans stigmatisation ni harcèlement des enfants confiés) : p. 11833 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 204 rectifié ter** (Période de protection et retour au domicile familial - Accompagnement systémique de la famille) : p. 11834 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 389 rectifié** (Missions de l'aide sociale à l'enfance - Accomplissement sans violence physique ou psychologique sur l'enfant) : p. 11834 p. 11835 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 318 rectifié bis** (Conditions de placement des mineurs protégés - Renforcement du contrôle effectué par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11835 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 27 rectifié ter, n° 147, n° 326 rectifié bis et n° 28 rectifié ter** (Prise en charge des jeunes majeurs par les services de la protection de l'enfance - Prolongation jusqu'à l'âge de 25 ans) : p. 11836 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 180 rectifié bis** (Mineurs ou jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Accompagnement systématique dans la lecture de leur dossier) : p. 11837 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendements n° 17 rectifié nonies, n° 253 et n° 254** (Disposition de l'article 13 de la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale - Codification) : p. 11838 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 355 rectifié** (Mission de l'aide sociale à l'enfance - Accompagnement des enfants victimes de prostitution) : p. 11839 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 249** (Prostitution des mineurs non accompagnés - Rapport au Parlement) : p. 11839 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 252** (Amélioration de la coopération entre les acteurs de prévention de la prostitution des mineurs - Rapport au Parlement) : p. 11840 - **Article 4** (Contrôle des antécédents judiciaires du personnel du secteur social et médico-social) : p. 11841 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441** (Agrément - Contrôle du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAS) des majeurs vivant au domicile de l'assistant familial ou de l'assistant maternel) : p. 11842 - **Article 5** (Formalisation de la prévention et de la lutte contre la maltraitance dans les établissements sociaux et médico-sociaux) : p. 11843 p. 11844 p. 11845 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 354** (Maltraitance - Définition) : p. 11845

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 6** (Formaliser par un référentiel national l'évaluation des informations préoccupantes) : p. 11869 p. 11870 p. 11871 - **Article 7** (Recours à une formation collégiale de jugement en matière d'assistance éducative) : p. 11872 p. 11873 p. 11874 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 154, n° 38 rectifié ter et n° 165 rectifié ter** (Non exécution des décisions prises en matière d'assistance éducative - Information

du juge) : p. 11875 - **Article 7 bis** (Désignation par le juge d'un avocat pour l'enfant capable de discernement) : p. 11877 p. 11878 - **Article 8** (Texte non modifié par la commission) (Renforcement de l'information du juge) : p. 11881 - **Article 9** (Harmoniser et revaloriser les rémunérations des assistants familiaux) : p. 11884 p. 11885 p. 11886 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 319 rectifié** (Prise en charge des jeunes protégés - Renforcement de la formation des assistants familiaux en amont) : p. 11886 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 269** (Lutte contre l'épuisement professionnel des assistants familiaux - Conclusion d'un contrat d'accueil annexé au contrat de travail, entre l'assistant familial et son employeur) : p. 11887 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 70 rectifié et n° 430** (Assistants familiaux - Bénéfice d'au moins un week-end de repos mensuel) : p. 11888 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 270** (Assistants familiaux - Connaissance du dossier de l'enfant accueilli) : p. 11889 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 271** (Coordination entre les différentes assistantes familiales d'un secteur - Expérimentation) : p. 11890 p. 11891 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 272** (Formation des assistants familiaux aux troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, aux troubles du spectre autistique et aux autres formes de handicaps - Expérimentation) : p. 11891 - **Article 10** (Gestion des agréments des assistants familiaux) : p. 11892 p. 11893 p. 11894 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 45 rectifié** (Délivrance de l'agrément aux assistants maternels ou familiaux - Consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT)) : p. 11896 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 68 rectifié bis** (Instruction de la demande d'agrément des assistants maternels et familiaux par le conseil départemental - Contrôle des majeurs et mineurs de plus de treize ans vivant au domicile de l'assistant maternel ou familial - Consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infraction terroristes (FIJAISV)) : p. 11896 p. 11897 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 46 rectifié** (Agrément des assistants maternels ou familiaux - Extension de la consultation du fichier automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAISV)) : p. 11897 - **Article 11** (Limite d'âge des assistants familiaux) : p. 11898 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 344 rectifié bis** (Assistants familiaux employés par une personne morale de droit public - Cumul de l'accueil du ou des enfants confiés avec l'exercice d'une autre activité professionnelle) : p. 11899 p. 11900 - **Article 12** (Réforme de la protection maternelle et infantile) : p. 11901 p. 11902 - **Article 12 bis A** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation des « maisons de l'enfant et de la famille ») : p. 11902 p. 11903 - **Article 13** (Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance) : p. 11908 p. 11909 p. 11910 p. 11911 p. 11912 p. 11913 p. 11914 p. 11915 p. 11916 p. 11917 p. 11918 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 192 rectifié, n° 213 rectifié bis, n° 276 et n° 305 rectifié** (Observatoire départemental de la protection de l'enfance - Mission de lutte contre l'affaiblissement du dispositif départemental) : p. 11919 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 3 rectifié** (Directeurs des

établissements d'aide sociale à l'enfance - Rattachement au département) : p. 11920 - **Article 13 bis (nouveau)** (Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance) : p. 11921 p. 11922 p. 11923 p. 11924 p. 11925 p. 11926 p. 11927 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 200** (Associations de pair-aidance en protection de l'enfance - Accompagnement et aide à l'insertion des personnes accueillies en protection de l'enfance) : p. 11928 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385** (Institution d'un conseil départemental des enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection) : p. 11929 - **Article additionnel avant l'article 14 - Amendement n° 420 rectifié bis** (Parents ne résidant pas sur le sol français - Présomption de l'impossibilité d'exercer tout ou partie de l'autorité parentale) : p. 11931 - **Article 14** (Texte non modifié par la commission) (Révision de la répartition territoriale des mineurs non accompagnés) : p. 11932 - **Article 14 bis** (Interdiction de la réévaluation d'un mineur non accompagné orienté par décision judiciaire) : p. 11933 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 374** (Protection des mineurs(es) non accompagnés(es) - Décisions d'orientation réservées au juge des enfants) : p. 11934 - **Article 15** (Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné) : p. 11936 p. 11943 p. 11945 p. 11946 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 368 rectifié bis** (Jeunes migrants - Interdiction de l'utilisation d'exams médicaux visant à déterminer l'âge d'un individu) : p. 11947 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 18 rectifié bis et n° 371 rectifié bis** (Principe de présomption de minorité - Rapport au Parlement) : p. 11948 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 22 rectifié** (Doute sur la minorité de la personne bénéficiaire de mesures d'assistance éducative - Saisine du président du conseil départemental en vue d'une évaluation) : p. 11949 - **Article 15 bis (nouveau)** (Clarifier les conditions d'accès au séjour des mineurs non accompagnés confiés à des tiers dignes de confiance) : p. 11950 - **Amendement après l'article 15 bis - Amendements n° 114 et n° 215 rectifié bis** (Désignation systématique d'un administrateur ad hoc pour tout mineur privé de la protection de sa famille - Rapport au Parlement) : p. 11951 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 282 et n° 283** (n° 282 : Pénurie des familles d'accueil ; n° 283 : Conséquences en termes de rémunération pour les assistants objet d'un signalement - Rapport au Parlement) : p. 11952 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 284** (Modalités de financement des lieux de vie d'accueil (LVA) - Rapport au Parlement) : p. 11953 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 338 rectifié bis** (Assistance d'un avocat systématique pour les mineurs objet d'une procédure d'assistance éducative - Rapport au Parlement) : p. 11953 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11956

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021 ; puis rapporteur le 15 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'État de droit dans l'Union européenne [n° 457 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à l'État de droit dans l'Union européenne [n° 458 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 630 (2020-2021)] pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 834 (2020-2021)] (15 septembre 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 83 (2021-2022)] (21 octobre 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Immigration, asile et intégration [n° 169 tome 2 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, EURATOM : communication de MM. Jean-François Rapin et Patrice Joly.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - État de droit dans l'Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Stratégie vaccinale de l'Union européenne : Communication - Certificat vert européen : proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition « Pouvoir régalién et droit européen » avec MM. Daniel Calleja Crespo, directeur général du service juridique de la Commission européenne, Bertrand Dacosta, président de la Xe chambre de la section du contentieux du Conseil d'État, Guillaume Drago, professeur de droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, Mmes Hélène Gaudin, professeure de droit public à l'université Toulouse 1 - Capitole, directrice de l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé, Claire Legras, directrice des affaires juridiques du ministère des armées, et M. Jean-François Ricard, premier procureur antiterroriste de la République.

(*commission des lois*) : Justice et affaires intérieures - « Pouvoir régalién et droit européen » - Audition de MM. Daniel Calleja Crespo, directeur général du service juridique de la Commission européenne, Bertrand Dacosta, président de la Xe chambre de la section du contentieux du Conseil d'État, Guillaume Drago, professeur de droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, Mmes Hélène Gaudin, professeure de droit public à l'université Toulouse 1 - Capitole, directrice de l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé, Claire Legras, directrice des affaires juridiques du ministère des armées, et M. Jean-François Ricard, premier procureur du Parquet national antiterroriste.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des lois*) : Audition des organisations professionnelles de policiers sur les conditions d'exercice de leurs missions.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Numérisation de la justice - Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Réponse pénale et exécution des peines, et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Ivan Guitz, président de l'Association nationale des juges d'application des peines, Mme Virginie Peltier, professeur de droit privé et sciences criminelles à la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux, MM. Laurent Ridet, directeur de l'administration pénitentiaire, Thierry Donard, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, Damien Savarzeix, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, représentant la Conférence nationale des procureurs de la République, et Jean-Olivier Viout, magistrat honoraire, ancien procureur général près la cour d'appel de Lyon.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les

sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Nouveau Pacte sur l'asile et la migration : communication et examen du rapport de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement en Slovaquie du groupe interparlementaire d'amitié France-Slovaquie du 28 septembre au 1er octobre 2021 - Communication.

Voisinage et élargissement - Déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Macédoine du Nord, en Serbie et au Monténégro, du 12 au 17 septembre 2021 - Communication.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Articulation entre le droit de l'Union européenne et le droit national : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

(*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire et le projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

(*commission des lois*): Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*mission d'information Judiciarisation*): Réunion constitutive.

(*commission des lois*): Situation migratoire à Calais - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 510 p. 511 - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire*): p. 527 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 544

- **Nouvelle lecture [n° 327 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 862

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au moratoire sur la fermeture des classes en milieu rural** - (10 février 2021) : p. 987 p. 988

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale [n° 353 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1281

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1302 - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1323 p. 1330 p. 1331

- **Question orale sans débat sur le maintien de l'aide couplée ovine** - (9 mars 2021) : p. 1533

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 395 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1609

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2324 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 236 rectifié quater** (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2345

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État*) : p. 2399 - **Article additionnel après l'article 2 bis** - **Amendement n° 290 rectifié bis** (*Campagnes électorales contraaires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées*) : p. 2406 p. 2407

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2482 p. 2483

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Commission mixte paritaire [n° 471 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2893

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2907

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55** - **Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat -*

Conditions) : p. 3046 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3054

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3440 p. 3441

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3561

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3900 p. 3902 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3980

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4608

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la défense, l'évolution de la menace, aux questions posées à la France par la situation iranienne** - (23 juin 2021) : p. 5458 p. 5459

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6371

- **Question orale sans débat sur la compensation des autorisations spéciales d'absence** - (20 juillet 2021) : p. 7354 p. 7355

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7700

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7740

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7775 - **Article 4** (*Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19*) : p. 7883 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7892 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7898

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8489 p. 8490 - **Article 2** (*Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure*) : p. 8518 p. 8519 p. 8520 p. 8521 p. 8522 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8524 p. 8525 p. 8529 p. 8530 p. 8532 p. 8534 - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Protection du secret de l'enquête et de l'instruction*) : p. 8535 - **Article 5** (**supprimé**) (*Encadrement des décisions de prolongation de détention provisoire*) : p. 8538 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendements n° 76 et n° 75** (*N° 76 : Prononcé d'une peine privative de liberté - Obligation de motivation expresse ; n° 75 : Prise en charge des prévenus avant l'audience - Mesures socio-éducatives*) : p. 8539

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article 9** (*Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine*) : p. 8585 p. 8586 p. 8587 p. 8591 p. 8593 p. 8594 - **Article additionnel après l'article 9** - **Amendement n° 51 rectifié** (*Condamnation pour des faits de violences volontaires - Peine*

de travail d'intérêt général (TIG) interdite) : p. 8595 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison) : p. 8597 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 166 rectifié** (Auteurs d'infractions environnementales - Stage spécifique de sensibilisation à la protection de l'environnement) : p. 8599 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 24 rectifié bis** (Étranger définitivement condamné et incarcéré faisant l'objet de mesures d'interdictions du territoire français - Interdiction de libération conditionnelle) : p. 8600 p. 8601 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 25 rectifié bis** (Personnes condamnées pour actes terroristes ayant purgé moins de la moitié de leur peine de prison - Interdiction de libération anticipée) : p. 8602 - **Article 19 A (nouveau)** (Officiers ministériels concernés par les dispositions du projet de loi) : p. 8632 - **Article 24** (Réforme du jugement disciplinaire des officiers ministériels) : p. 8634 - **Article 26** (Suspension provisoire des officiers ministériels faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites disciplinaires ou pénales) : p. 8635 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour compléter la réforme de la déontologie et de la discipline) : p. 8636 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 186 rectifié bis et n° 190 rectifié bis** (Secret professionnel entre avocat et conseil en propriété industrielle (CPI) - Réciprocité) : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 222** (Nouvelle-Calédonie - Conseil d'accès au droit) : p. 8651 - **Article 32 A (nouveau)** (Adaptations du code de procédure pénale et du code pénal en matière de décisions de gel et de confiscation) : p. 8653 - **Article 32 B (nouveau)** (Adaptations du code de procédure pénale pour tenir compte des évolutions concernant Eurojust et la procédure d'extradition simplifiée) : p. 8654 - **Article 32** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière d'entraide pénale internationale) : p. 8655 - **Article 34** (Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires) : p. 8660 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 38 rectifié** (Huissiers de justice - Autorisation de réalisation de requête dite fichier des comptes bancaires (FICOBA) dans le cadre d'une ordonnance de saisie-conservatoire sur comptes bancaires) : p. 8661 - **Article**

additionnel après l'article 35 - Amendement n° 37 rectifié (Interrogation du fichier des comptes bancaires (FICOBA) par les huissiers de justice - Enrichissement du champ d'informations) : p. 8662

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021).**

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8866

- **Question orale sans débat sur la protection et la législation applicable à un dolmen** - (7 octobre 2021) : p. 8964 p. 8965

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 84 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 85 (2021-2022)** : p. 10779 - **Article 2** (Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure) : p. 10811 - **Article 3** (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales) : p. 10812

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 84 (2021-2022).**

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11507 p. 11512

- **Question orale sans débat sur la prise en charge financière du coût d'enlèvement des ordures ménagères** - (14 décembre 2021) : p. 11742 p. 11743

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Transport de marchandises face aux impératifs environnementaux [n° 604 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Environnement - Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 325 (2020-2021)] relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 45 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste

Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cereema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport de marchandises face aux impératifs environnementaux - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3569 - **Article unique** : p. 3575 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 12** (*Article 34 de la Constitution - Compétence du législateur - Extension aux principes fondamentaux de la protection du sol, de la garantie de la sécurité et de l'autonomie alimentaires au respect des biens*) : p. 3587

- **Question orale sans débat sur le projet de reconstruction du commissariat de police de Cognac** - (3 juin 2021) : p. 4540

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9482 p. 9489 - **Article 4** (*Création de la Commission nationale consultative des catastrophes naturelles et inscription dans la loi de la Commission interministérielle de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle*) : p. 9499 - **Article 5** (*Réduction du délai de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle, indemnisations devant permettre un arrêt des désordres existants, extension du délai de déclaration du sinistre à l'assureur*) : p. 9503 p. 9504 p. 9505 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 7** (*Contrats d'assurance - Régime de garantie obligatoire - Extension aux effets des orages de grêle*) : p. 9507 - **Article 9** (*Création d'un crédit d'impôt pour la prévention des aléas climatiques*) : p. 9511 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9512

BONNUS (Michel)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse du 3 février 2021 au 23 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de Mme Emmanuelle Pérès, directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, déléguée interministérielle à la jeunesse.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

BORCHIO FONTIMP (Alexandra)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs à l'industrie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides aux entreprises du tourisme** - (3 février 2021) : p. 724 p. 725

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'évaluation de la loi Copé-Zimmermann.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Juliette Théry-Schultz, candidate désignée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en application de l'article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Champrenault, procureure générale honoraire et de M. Gilles Charbonnier, avocat général.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels** [n° 272 (2020-2021)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 342

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1027

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1787 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 47 rectifié bis** (*Extension des pouvoirs de la police municipale - Coût pour les collectivités - Modalités de compensation - Rapport au Parlement*) : p. 1813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 119 rectifié, n° 158 rectifié, n° 303 rectifié, n° 44 rectifié bis et n° 45 rectifié bis** (*Renforcement de la sécurité - Accès à différents fichiers - Extension aux agents de la police municipale*) : p. 1814 p. 1816 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 46 rectifié** (*Agents de police municipale - Contrôles d'identité - Autorisation*) : p. 1823

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 10** (*Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions*) : p. 1899

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 23** (*Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique*) : p. 1992

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (*Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion*) : p. 2426 p. 2428

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention** [n° 573 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - **Article 1er** (*Mesure de sûreté applicable aux auteurs d'infractions terroristes*) : p. 4208 p. 4209 p. 4210

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4393

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 5** (Instauration d'une mesure de sûreté à l'encontre des condamnés terroristes d'une particulière dangerosité sortant de détention) : p. 6025

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'accès au master à l'Université** - (7 juillet 2021) : p. 6529

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 9** (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine) : p. 8583 p. 8590 p. 8594 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 24 rectifié bis** (Étranger définitivement condamné et incarcéré faisant l'objet de mesures d'interdictions du territoire français - Interdiction de libération conditionnelle) : p. 8600 p. 8601 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 25 rectifié bis** (Personnes

condamnées pour actes terroristes ayant purgé moins de la moitié de leur peine de prison - Interdiction de libération anticipée) : p. 8602

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le ski et le passe sanitaire** - (27 octobre 2021) : p. 9612 p. 9613

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9632

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11560

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation du Président de la République** - (15 décembre 2021) : p. 11861 p. 11862

BORÉ (Patrick)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Décédé le 5 juillet 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 4 juillet 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prisonniers de guerre arméniens au Haut-Karabagh** - (5 mai 2021) : p. 3419

- **Question orale sans débat sur la direction des établissements accueillant des jeunes enfants et la politique en faveur de la petite enfance** - (6 mai 2021) : p. 3493

BORNE (Élisabeth)
ministre du travail, de l'emploi et de
l'insertion
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1013 du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail [n° 80 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'apprentissage** - (10 février 2021) : p. 983
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'UNÉDIC** - (3 mars 2021) : p. 1433
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (3 mars 2021) : p. 1439 p. 1441
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)]** - (4 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3345
- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 609 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4322 p. 4323 p. 4329 p. 4331 - **Article 2 (Présomption de salariat des travailleurs des plateformes)** : p. 4333
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien aux salariés de la filière automobile** - (23 juin 2021) : p. 5460
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme de l'assurance chômage** - (23 juin 2021) : p. 5467
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recul de l'âge du départ à la retraite** - (30 juin 2021) : p. 6102
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des retraites des agents généraux d'assurance** - (30 juin 2021) : p. 6111
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (6 octobre 2021) : p. 8895
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu d'engagement des jeunes (I)** - (13 octobre 2021) : p. 9067 p. 9068
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu d'engagement des jeunes (II)** - (13 octobre 2021) : p. 9072
- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article 6 (Obligation de publicité des indicateurs composant l'index de l'égalité professionnelle)** : p. 9654 p. 9655 p. 9656 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 14 rectifié bis et n° 67 (Efforts en matière d'égalité professionnelle dans les entreprises - Accélération)** : p. 9657 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 83 et n° 68 (Négociation et mise en œuvre d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises - Obligation)** : p. 9658 p. 9659 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 54 (Non-respect de l'augmentation des femmes de retour de congé maternité - Sanction)** : p. 9660 - **Article 7 (Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises)** : p. 9661
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat d'engagement jeune (I)** - (3 novembre 2021) : p. 9847
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs pauvres** - (3 novembre 2021) : p. 9848
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat d'engagement jeune (II)** - (3 novembre 2021) : p. 9856 p. 9857
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)]** - (15 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10512 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 10517 - **Question préalable** : p. 10520 - **Discussion générale** : p. 10527 p. 10528 - **Article 1er (Ratification de l'ordonnance du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation)** : p. 10530 p. 10531 p. 10532 - **Article additionnel près l'article 1er - Amendement n° 4 (Plateformes - Travailleurs indépendants - Modalités de représentation)** : p. 10533 - **Article 2 (Habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social entre les travailleurs indépendants et les plateformes)** : p. 10534 p. 10535 p. 10536 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12 (Plateformes - Travailleurs indépendants - Dialogue social - Périmètre)** : p. 10537 - **Article 3 (nouveau) (Domaines et périodicité de la négociation des accords de secteur)** : p. 10538 p. 10539 p. 10540 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10542
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la directive relative aux travailleurs des plateformes** - (15 décembre 2021) : p. 11859

BOUAD (Denis)
sénateur (Gard)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : *Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.*

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : *Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la prise en compte des projets d'aménagements structurants dans le plan de relance** - (19 janvier 2021) : p. 180

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1383 p. 1384

- **Débat sur les risques pesant sur une réouverture rapide de la ligne de la rive droite du Rhône** - (13 avril 2021) : p. 3090

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (III)** - (14 avril 2021) : p. 3190 p. 3191

- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3461

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11579 p. 11580 - **Article 1er** (*Inscription des objectifs des zones de revitalisation rurale parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme*) : p. 11581 - **Article 2** (*Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale*) : p. 11585

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 297 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 435 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'enfrichage des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** - *Commission mixte paritaire* [n° 363 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (II)** - (14 avril 2021) : p. 3187 p. 3188

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 mai 2021) : p. 3604

- **Question orale sans débat sur le transport des greffons** - (20 juillet 2021) : p. 7372 p. 7373

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs** [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8096

- **Question orale sans débat sur les conséquences du Ségur de la santé pour les établissements privés de santé** - (7 octobre 2021) : p. 8945

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10564

BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline)
sénatrice (Paris)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) le 1er février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Agence France Presse.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-présidente du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 252 (2020-2021)] visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs [n° 662 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La CVEC : un levier de développement de la vie étudiante qui doit gagner en transparence, gouvernance et structuration [n° 765 (2020-2021)] (12 juillet 2021) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : 8 questions sur l'avenir du télétravail, vers une révolution du travail à distance ? [n° 89 (2021-2022)] (22 octobre 2021) - **Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 32 (2021-2022)] visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs [n° 185 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): Audition de Mme Monique Ronzeau, présidente de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE).

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): Audition de M. Alain Bui, président de la commission « Vie étudiante et vie de campus » à la Conférence des présidents d'université (CPU), Mme Laurence Canteri, et M. Raphaël Costambeys-Kempczynski, coordinateurs du réseau des vice-présidents « Vie universitaire, vie de campus et vie étudiante » de la CPU.

Audition de M. François Bouchet, président de la « commission Vie étudiante » de la Conférence des grandes écoles (CGE), directeur général de l'École Polytechnique.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Tony Estanguet, président du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) de Paris 2024 et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): « Audition avec les organisations représentatives des étudiants » - Audition de M. Paul Mayaux, président de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), Mme Mélanie Luce, présidente de l'Union nationale des étudiant.e.s de France (UNEF) et MM. Adrien Liénard, vice-président, Naïm Shili, secrétaire national d'Alternative étudiante, et Jacques Smith, délégué général de l'Union nationale inter-universitaire (UNI).

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): « Les enjeux du numérique pour l'enseignement supérieur » - Audition de MM. Guy Mélançon, vice-président en charge du numérique à l'université de Bordeaux, vice-président de VPNum (association des vice-présidents en charge du numérique dans l'enseignement supérieur), Jean-Christophe Burie, vice-président « Campus numérique-système d'information » à l'université de La Rochelle, Ollivier Haemmerlé, professeur à l'université de Toulouse, président de l'association « L'Université numérique », Mmes Emmanuelle Villiot-Leclercq, responsable du digital learning center de l'École de management de Grenoble, et Cora Beck, directrice des pédagogies digitales et de l'innovation du pôle universitaire Léonard de Vinci.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): Bilan d'étape sur les travaux de la mission d'information - échange de vues.

Crise sanitaire et aide alimentaire pour les étudiants - Audition de représentants d'associations.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): « Campus de demain » - Audition de MM. François Rio, délégué général de l'association des villes universitaires (AVUF), Raphaël Costambeys-Kempczynski, délégué général de l'Alliance Sorbonne Paris Cité (ASPC), Mmes Isabelle Demachy, vice-présidente « Formation innovation pédagogique et vie étudiante », Anne Guiochon-Mantel, vice-présidente « Vie universitaire » de l'université Paris-Saclay, Emmanuelle Dubrana-Léty, directrice de

l'immobilier, M. Jean-Pierre Berthet, directeur délégué au numérique, Sciences Po Paris, et Mme Sarah Bilot, déléguée générale de l'association Animafac.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de MM. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire et Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de Mme Nora Tirane Fraisse, fondatrice et représentante de l'association Marion, la main tendue, et de M. Hugo Martinez, président de l'association HUGO !.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition d'organisations syndicales représentant les personnels médico-sociaux de l'Éducation nationale.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition des partenaires de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Sébastien Missoffe, vice-président, directeur général, Benoît Tabaka, directeur des relations institutionnelles et des politiques publiques de Google France, Anton Maria Battesti, responsable des affaires publiques, et Martin Signoux, chargé des affaires publiques de Facebook France.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition d'un laboratoire d'idées du numérique et d'une plateforme de modération, avec la participation de MM. Thierry Jadot, ancien président, Dentsu Aegis Network et contributeur aux travaux de l'Institut Montaigne, et Matthieu Boutard, directeur général de la plateforme de modération Bodyguard.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits, et de M. Éric Delemar, Défenseur des enfants.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*): Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Contribution vie étudiante et de campus (CVEC) - Présentation du rapport d'information.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale: « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition du général Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Crédits relatifs à la création et à la transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence chez les jeunes** - (10 mars 2021) : p. 1599 p. 1600

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3225

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3376

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 35 rectifié et n° 37 rectifié septies** (« *Manipulation de streams* » - *Rapport au Parlement*) : p. 4115 p. 4116 - **Article 10 septies (nouveau)** (*Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale*) : p. 4147 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 80 rectifié sexies** (*Opérateurs de diffusion par satellite des chaînes de la TNT sans abonnement - Droit d'auteur et droits voisins - Non redevabilité*) : p. 4167 p. 4169

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques**

[n° 613 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4351

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4575

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4618 - **Article 1er** (*Rééquilibrage de la concurrence*) : p. 4633 p. 4634 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6** (*Livres audios - Prix unique - Inclusion*) : p. 4635 - **Article 2** (*Possibilité pour les collectivités d'attribuer des subventions aux petites librairies indépendantes*) : p. 4636 - **Article 4** (*Saisine du Médiateur du livre*) : p. 4638 - **Article 6** (*Gage*) : p. 4639 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4639 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4639

- **Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant [n° 657 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4701

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4856

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (*Menus végétariens*) : p. 5406 p. 5408 - **Article 60 (priorité)** (*Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée*) : p. 5423 p. 5429 p. 5430

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8698 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 97 rectifié ter** (*Vente à crédit des animaux de compagnie - Interdiction*) : p. 8726 - **Article 7 ter** (*Sensibilisation à l'éthique animale au sein du service national universel (SNU) et de l'enseignement moral et civique (EMC)*) : p. 8754 - **Article 8 bis A** (*Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique*) : p. 8758 p. 8759 - **Article 8 ter** (*Circonstance aggravante de l'abandon lorsqu'il met en péril la vie de l'animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité*) : p. 8761 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 8 rectifié ter et n° 142 rectifié quater** (*Sérvices sur un animal détenu par des agents dans l'exercice de missions de service public - Circonstance aggravante*) : p. 8762

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence à l'école** - (13 octobre 2021) : p. 9076

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11515

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11963

BOULOUX (Yves)
sénateur (Vienne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Dominique Sciamma, directeur de CY École de design, CY Cergy Paris Université, et président de l'APCI - Promotion du Design.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Article 8** (*Renforcement de la procédure administrative d'évacuation d'office des résidences mobiles de gens du voyage en cas de stationnement illicite*) : p. 251
 - **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 398
 - **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1017
 - **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1041
 - **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 2 quinquies B** (*supprimé*) (*Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme*) : p. 1193
 - **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1572
 - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2505
 - **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3307 p. 3311
 - **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3469
 - **Question orale sans débat sur la contribution à l'audiovisuel public appelée en avril 2021** - (6 mai 2021) : p. 3483
 - **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Article 4** (*Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal*) : p. 4280
 - **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4307
 - **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4562
 - **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4567
 - **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4629
 - **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4726
 - **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4767 - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4807
 - **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE*) : p. 5043 p. 5047
 - **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 27** (*Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m*) : p. 5347 p. 5350
 - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5492 p. 5494
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 131 rectifié et n° 273 rectifié ter** (*Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre - Éligibilité - Rétablissement*) : p. 6207
 - **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7389
 - **Question orale sans débat sur les conditions de raccordement électrique des parcs éoliens** - (7 octobre 2021) : p. 8954
 - **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9020
 - **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9175
 - **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9927
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**
- Quatrième partie :*
- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 32 ter - Amendement n° 908 rectifié** (*Évaluation de la prestation de compensation et prise en compte du coût réel de rémunération des aides humaines au regard de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2022 de la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs*) : p. 10271 p. 10272
 - **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11357

BOURGI (Hussein)
sénateur (Hérault)
 SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 6 octobre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de pilotage institué par la loi visant à agir contre les violences au sein de la famille le 18 mars 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 1er février 2021.

Membre titulaire du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 1er février 2021 ; nouvelle nomination le 2 septembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir effectivement le droit au respect de la dignité en détention [n° 387 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Mineurs non accompagnés, jeunes en errance : 40 propositions pour une politique nationale [n° 854 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de Mme Monique Ronzeau, présidente de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE).

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de MM. Éric Chenal, proviseur du lycée Carnot (Dijon) et Patrick Fournié, proviseur du lycée Janson de Sailly (Paris), membres du bureau de

l'Association des proviseurs de lycées à classes préparatoires aux grandes écoles (APLCPGE).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Thématiques territoriales - Audition de Mme Catherine Vautrin, présidente de l'Association des villes universitaires (AVUF) et M. François Rio, délégué général, Mme Solange Berlier, vice-présidente de la Loire, et M. Alexandre Grenot, vice-président du département de la Charente-Maritime, représentants de l'Assemblée des départements de France (ADF), MM. Sébastien Ragot, maire de Givry (Saône et Loire), vice-président en charge de l'enseignement supérieur du Grand Chalon, représentant de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), Paul Hermelin, auteur du rapport « Rééquilibrer le développement de nos territoires » (Institut Montaigne) et Mickaël Vaillant, conseiller chargé de l'enseignement supérieur, Régions de France.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de MM. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire et Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des responsables des affaires publiques des principaux réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Snapchat, et Tiktok.

(*commission des lois*) : Réponse pénale et exécution des peines, et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Ivan Guitz, président de l'Association nationale des juges d'application des peines, Mme Virginie Peltier, professeur de droit privé et sciences criminelles à la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux, MM. Laurent Ridet, directeur de l'administration pénitentiaire, Thierry Donard, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, Damien Savarzeix, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, représentant la Conférence nationale des procureurs de la République, et Jean-Olivier Viout, magistrat honoraire, ancien procureur général près la cour d'appel de Lyon.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition d'un laboratoire d'idées du numérique et d'une plateforme de modération, avec la participation de MM. Thierry Jadot, ancien président, Dentsu Aegis Network et contributeur aux travaux de l'Institut Montaigne, et Matthieu Boutard, directeur général de la plateforme de modération Bodyguard.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Valérie Bacot, auteure de *Tout le monde savait*, accompagnée de son avocate, maître Nathalie Tomasini.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Rencontre avec Mme Valérie Perez-Ennouchi, auteure de *Destins de Femmes*.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 212 p. 213 p. 214 - **Article 1er** (*Peine applicable en cas de violation de domicile*) : p. 223 - **Article 2** (*Création du délit d'occupation frauduleuse d'un immeuble*) : p. 227 p. 228

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 351

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 février 2021) : p. 658

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 736 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Prise en charge des enfants présentant une variation du développement génital et adaptation des règles en matière d'état civil*) : p. 798 p. 800 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 812 p. 814

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 946 p. 952

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale [n° 353 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1276 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Élargissement du champ des mesures alternatives aux poursuites*) : p. 1286 p. 1287 p. 1288 - **Article 2** (*Compétence du directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation pour déterminer les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) : p. 1290 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Simplification de la procédure d'exécution*

des TIG) : p. 1291 - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions du chapitre II*) : p. 1292 - **Article 4** (*Diverses modifications du code de procédure pénale*) : p. 1293 p. 1294

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1787

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2483

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2491 p. 2492

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2546

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 16 ter A (supprimé)** (*Sensibilisation des personnels enseignants à l'excision*) : p. 2606

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 24 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Transmission annuelle au conseil départemental des données sociales anonymisées des élèves des établissements publics et privés par les services statistiques du ministère*) : p. 2742 - **Article additionnel après l'article 24 quater - Amendement n° 72 rectifié** (*Modification de la carte scolaire - Critère de mixité sociale - Prise en considération obligatoire*) : p. 2742

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de vie** - (7 avril 2021) : p. 2775 p. 2776

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3250

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux déserts médicaux** - (26 mai 2021) : p. 4247

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4396

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation aux adultes handicapés (I)** - (23 juin 2021) : p. 5459 p. 5460

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6078

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 17** (*Suivi médical des travailleurs non-salariés et des travailleurs d'entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise*) : p. 6470

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la recevabilité financière des amendements sur l'obligation vaccinale** - (21 juillet 2021) : p. 7646

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8293

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8495 p. 8496 - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des*

audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public) : p. 8506 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 119** (Enregistrement audiovisuel de l'audition au cours d'une enquête - Extension) : p. 8515 - **Article 3** (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales) : p. 8531 p. 8532 p. 8534 - **Article 5 (supprimé)** (Encadrement des décisions de prolongation de détention provisoire) : p. 8536 - **Article 7** (Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle) : p. 8543

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interruption volontaire de grossesse** - (29 septembre 2021) : p. 8568

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)] (suite)** - (29 septembre 2021) - **Article 9** (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine) : p. 8593 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 166 rectifié** (Auteurs d'infractions environnementales - Stage spécifique de sensibilisation à la protection de l'environnement) : p. 8599 - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation des bâtonniers de visiter les lieux de privation de liberté) : p. 8613 - **Article 12** (Création

d'un contrat d'emploi pénitentiaire) : p. 8619 - **Article 14** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes qui travaillent en détention) : p. 8626 - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (Accès des huissiers de justice aux boîtes aux lettres des immeubles en copropriété) : p. 8631 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour compléter la réforme de la déontologie et de la discipline) : p. 8636 - **Article 32** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière d'entraide pénale internationale) : p. 8655 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 154 rectifié** (Incompatibilité du statut de magistrat avec l'exercice du droit syndical - Amendement de coordination éventuelle) : p. 8656 - **Article 34** (Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires) : p. 8657 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 141** (Conditions de détention des personnes LGBT+ - Rapport au Parlement) : p. 8664

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8843

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Intitulé du chapitre Ier** : p. 11517 p. 11518

BOURGUIGNON (Brigitte)
ministre déléguée auprès du ministre des
solidarités et de la santé, chargée de
l'autonomie
(jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 2** (Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois) : p. 534 p. 535 p. 536 - **Article 4** (Cadre juridique des systèmes d'information mis en œuvre dans la lutte contre l'épidémie de covid-19) : p. 536 p. 537 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11** (Ordonnances prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - Ratification de manière expresse - Obligation) : p. 538 - **Article 4 ter (nouveau)** (Report du transfert de la compétence d'organisation de la mobilité locale à la région) : p. 538 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 33 rectifié** (Transfert de compétence en matière de plan local d'urbanisme (PLU) - Délai d'opposition à compter du 1er octobre 2020) : p. 539 - **Article 5** (Application des dispositions du projet de loi aux territoires d'outre-mer) : p. 539 p. 540 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23** (Scrutin électoral ou opération référendaire en 2021 - Déroulement sur trois jours - Instauration) : p. 544

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de visite dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (17 février 2021) : p. 1147 p. 1148

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 2 quinquies** (Extension du droit de prescription des masseurs-kinésithérapeutes aux produits de

santé) : p. 1195 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 75** (Infirmiers(ères) et médecins généralistes - Délivrance d'« autotests VIH » - Autorisation) : p. 1196 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 77 rectifié** (VIH - Prophylaxie pré et post-exposition (PrEP) et traitement post exposition (TPE) - Médecins de ville - Pharmaciens - Prescription - Autorisation) : p. 1197 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 78** (Coordination des soins - Désignation infirmiers(ères) - Autorisation) : p. 1198 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 47 rectifié quinquies, n° 50 rectifié quater, n° 56 rectifié quater, n° 90 rectifié ter, n° 184 rectifié bis et n° 200 rectifié bis** (Dispositifs médicaux et aides techniques - Prescription par les ergothérapeutes - Autorisation) : p. 1199 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 105 et n° 193 rectifié ter** (Orthophonie - Accès direct aux diagnostics et aux soins - Autorisation) : p. 1200 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 20 rectifié ter et n° 179 rectifié bis** (Pharmaciens des pharmacies à usage intérieur (PUI) - Vaccination - Autorisation) : p. 1201 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 182 rectifié bis** (Laboratoire de biologie médicale - Vaccination - Autorisation) : p. 1201 - **Article 3** (Simplification du recrutement des praticiens hospitaliers) : p. 1202 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 119 rectifié** (Groupement hospitalier de territoire (GHT) - Recentrage dans son rôle stratégique - Gestion des ressources humaines médicales - Simplification) : p. 1203 - **Article 4** (Expérimentation d'un processus de création de postes de praticien hospitalier au sein des groupements hospitaliers de territoire) : p. 1204 - **Article 4 bis (supprimé)** (Instauration d'un cadre légal pour l'intervention individuelle de bénévoles dans les établissements de santé) : p. 1205 p. 1206 - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (Instauration d'un cadre légal pour l'intervention de praticiens bénévoles dans les établissements publics de santé) : p. 1206 p. 1207 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 58 rectifié** (Clause de non-concurrence des praticiens hospitaliers - Mesures d'application) : p. 1208 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 et n° 185 rectifié ter** (Praticiens salariés d'un établissement de santé privé à intérêt collectif (ESPIC) -

Dépassements d'honoraires - Autorisation) : p. 1209 - **Article 5** (Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service) : p. 1211 p. 1213 p. 1218 p. 1219 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 62 rectifié et n° 116 rectifié bis** (Gouvernance hospitalière - Commission médicale d'établissement (CME) - Décisions conjointes des directeur et président) : p. 1220 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 61 rectifié et n° 113 rectifié bis** (Amélioration de la pertinence des soins - Commission médicale d'établissement (CME) - Contribution) : p. 1220 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 108** (Chefs de service - Élection par l'ensemble des praticiens hospitaliers - Expérimentation) : p. 1221 - **Article 5 bis** (Définition du projet médical) : p. 1222 p. 1223 p. 1224 p. 1225 - **Article 6** (Possibilité de regrouper la commission médicale d'établissement et la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques en une seule commission médico-soignante) : p. 1226 p. 1227 p. 1228 - **Article 7 (suppression maintenue)** (Poursuite de l'intégration des groupements hospitaliers de territoire par le prisme des directions communes) : p. 1230 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 89 rectifié** (Groupements hospitaliers de territoire (GHT) - Organes et instances - Règles de vote - Principe unique de l'attribution d'une voix par membre ayant voix délibérative) : p. 1231 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 43 rectifié** (Établissements publics de santé membres de GHT - Création de nouveaux GHT - Procédure) : p. 1232 - **Article 7 bis** (Création d'un service d'accès aux soins) : p. 1233 p. 1235

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 40 rectifié bis** (Agences régionales de santé - Directeurs généraux - Proposition d'avenants à la convention de groupement - Initiative) : p. 1249 - **Article 8** (Droit d'option des établissements publics de santé en matière de modalités d'organisation interne et de gouvernance) : p. 1250 - **Article 9** (Élargissement de la composition du directoire des établissements publics de santé) : p. 1251 p. 1252 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 150** (Agences régionales de santé - Pouvoirs de sanctions financières - Suppression) : p. 1252 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 8 rectifié ter, n° 13 rectifié quater et n° 9 rectifié ter** (Établissements publics de santé - Conseil de surveillance - Renforcement des pouvoirs) : p. 1253 - **Article 10** (Lutte contre les abus liés à l'intérim médical) : p. 1254

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire et le renforcement des mesures de restrictions** - (3 mars 2021) : p. 1434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'utilisation d'une onzième dose possible avec les flacons des vaccins Moderna** - (3 mars 2021) : p. 1444

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire** - (31 mars 2021) : p. 2366 p. 2367

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire et la stratégie vaccinale** - (31 mars 2021) : p. 2370

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de petite enfance** - (31 mars 2021) : p. 2378

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture [n° 461 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2510 - **Question préalable** : p. 2518

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre hospitalier de Montval-sur-Loir** - (13 avril 2021) : p. 3093

- **Question orale sans débat sur la fermeture annoncée de points d'accueil de la caisse primaire d'assurance maladie en Seine-Saint-Denis** - (13 avril 2021) : p. 3093 p. 3094

- **Question orale sans débat sur la réouverture des lits de réanimation de Beaumont-sur-Oise** - (13 avril 2021) : p. 3094

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services de pédopsychiatrie** - (14 avril 2021) : p. 3193

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre du Ségur de la santé** - (14 avril 2021) : p. 3196

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le paiement des interventions des professionnels de santé dans les centres de vaccination** - (14 avril 2021) : p. 3198

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3281 - **Article 1er** (Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active) : p. 3291 p. 3292 p. 3293 p. 3296 p. 3298

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pass sanitaire** - (5 mai 2021) : p. 3408

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du directeur de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille** - (5 mai 2021) : p. 3408 p. 3409

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement financier des collectivités locales en matière de vaccination** - (5 mai 2021) : p. 3414

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France dans le classement Bloomberg sur la résilience face à la covid** - (5 mai 2021) : p. 3416

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des résidents en EHPAD face à la covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3417

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des sages-femmes** - (5 mai 2021) : p. 3418

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les symptômes persistants de la covid** - (12 mai 2021) : p. 3725

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la revalorisation des salaires des personnels des secteurs médicaux et médico-sociaux** - (12 mai 2021) : p. 3726

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne de vaccination** - (9 juin 2021) : p. 4650

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la situation sanitaire** - (30 juin 2021) : p. 6109 p. 6110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconnaissance des vaccins à l'étranger** - (30 juin 2021) : p. 6110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la possible insuffisance du personnel hospitalier cet été** - (7 juillet 2021) : p. 6518

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale du Gouvernement** - (7 juillet 2021) : p. 6521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination obligatoire des soignants** - (7 juillet 2021) : p. 6526

- **Question orale sans débat sur la zone frontalière franco-espagnole et le bassin d'emploi de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne** - (13 juillet 2021) : p. 6965

- **Question orale sans débat sur le recensement prévu en 2021 de la population légale en Guyane** - (13 juillet 2021) : p. 6966

- **Question orale sans débat relative à la taxe sur la première cession d'un terrain rendu constructible** - (13 juillet 2021) : p. 6966

- **Question orale sans débat sur la reprise de la papeterie normande Chapelle Darblay** - (13 juillet 2021) : p. 6968

- **Question orale sans débat relative à la décision du Conseil constitutionnel sur les chartes relatives à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques** - (13 juillet 2021) : p. 6969

- **Question orale sans débat sur l'implantation d'une pharmacie en milieu rural** - (13 juillet 2021) : p. 6969

- **Question orale sans débat sur la réforme des études de santé et la pénurie de médecins** - (13 juillet 2021) : p. 6970

- **Question orale sans débat sur les difficultés de constatation d'un décès en zone rurale** - (13 juillet 2021) : p. 6971

- **Question orale sans débat sur la fin de l'obligation du port du masque à l'école primaire** - (13 juillet 2021) : p. 6972

- **Question orale sans débat sur la vaccination des Français de l'étranger dans leur pays de résidence** - (13 juillet 2021) : p. 6973 p. 6974

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7734 p. 7739 p. 7743 p. 7745 p. 7746

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7764 p. 7769 p. 7788 - **Demande de réserve** : p. 7790 - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7846 p. 7849 p. 7850 p. 7851 p. 7852 p. 7853 p. 7854 p. 7856 p. 7860 p. 7861 p. 7862 p. 7863 p. 7864 p. 7865 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié bis** (*Campagne de vaccination - Participation de la médecine scolaire et universitaire et de la protection maternelle et infantile*) : p. 7868 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 104 rectifié bis et n° 216** (*Obligation vaccinale progressive pour tous - Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 7869 p. 7870 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250** (*Conséquences de la fin de la gratuité des examens de dépistage virologique de la covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 7870 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 252** (*Refus d'un étranger faisant l'objet d'une décision d'éloignement de se soumettre aux formalités sanitaires - Sanction*) : p. 7872 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 173 rectifié bis** (*Visa de long séjour - Non prise en compte de la situation sanitaire du pays de résidence du demandeur*) : p. 7873 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 97 rectifié** (*Vaccination contre la covid-19 - Contrats d'assurance - Non modification des garanties*) : p. 7874 - **Article 2** (*Placement en isolement des personnes affectées présentes sur le territoire national*) : p. 7876 p. 7877 p. 7878 - **Article 3** (*Ajout d'une finalité autorisée pour les systèmes d'information créés pour lutter contre l'épidémie de covid-19 et élargissement des catégories de personnes ayant accès aux données ainsi traitées*) : p. 7879 - **Article 4** (*Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19*) : p. 7881 p. 7882 p. 7883 - **Article 4 bis A** (*Texte non modifié par la commission*) (*Aggravation des peines en cas de destruction de matériel destiné à la vaccination*) : p. 7883 - **Article 4 bis B** (*nouveau*) (*Adaptation des concours, examens ou autres procédures de recrutement au profit des Français de l'étranger*) : p. 7884 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 4 rectifié** (*Jeunes français expatriés et jeunes scolarisés dans le réseau français d'enseignement - Accès au territoire français et au système français*) : p. 7884 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 128** (*Chiffres relatifs à la vaccination contre la covid-19 - Rapport*

au Parlement) : p. 7885 - **Chapitre II** (*Vaccination obligatoire*) : p. 7885 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 223** (*Travaux du Comité de citoyens sur les vaccins - Rapport au Parlement*) : p. 7886 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 75 rectifié** (*Services de prévention et de santé au travail - Missions d'information et de sensibilisation à la vaccination auprès de leurs adhérents*) : p. 7886 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 67 rectifié** (*Organismes locaux de l'assurance maladie - Missions de suivi des personnes à risques et non vaccinées contre la covid-19*) : p. 7887 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 221** (*Covid-19 - Inscription dans le cadre législatif et réglementaire des maladies à déclaration obligatoire*) : p. 7887 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7890 p. 7891 p. 7893 p. 7894 p. 7895 p. 7896 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7897 p. 7901 - **Article 6** (*Satisfaction de l'obligation vaccinale par les personnes concernées*) : p. 7903 p. 7904 - **Article 7** (*Conséquences du manquement à l'obligation vaccinale en matière d'activité*) : p. 7906 p. 7907 p. 7909 p. 7910 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 152 rectifié** (*Non-respect de l'obligation vaccinale - Contravention de quatrième classe*) : p. 7911 - **Article 8** (*Sanctions pénales prévues dans le cadre de l'obligation vaccinale*) : p. 7912 - **Article 9** (*Autorisation d'absence pour se rendre à un rendez-vous de vaccination*) : p. 7913 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 220** (*Campagne de vaccination contre la covid-19 - Mobilisation des personnes assurant les missions de protection de la santé en milieu scolaire et universitaire - Rapport au Parlement*) : p. 7914 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 222** (*Inégalités sociales et territoriales en matière de couverture vaccinale - Rapport au Parlement*) : p. 7915 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 171** (*Lutte contre les pandémies - Utilisation de la carte vitale et mobilisation des caisses primaires d'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 7915 - **Article 11 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*Jugement des délits prévus à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique en formation à juge unique*) : p. 7916 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 214** (*Travaux du conseil de défense - Publication*) : p. 7916 - **Intitulé du projet de loi** : p. 7917

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire en outre-mer** - (22 septembre 2021) : p. 8181

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8389 p. 8401

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021)**.

- **Question orale sans débat sur l'aide à domicile et les mesures de revalorisation salariale annoncées le 1er avril 2021** - (28 septembre 2021) : p. 8434

- **Question orale sans débat sur la modification des règles de calcul du dispositif d'indemnisation de perte d'activité des médecins de montagne** - (28 septembre 2021) : p. 8435

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les effets psychologiques et psychiatriques de la crise sanitaire** - (28 septembre 2021) : p. 8436

- **Question orale sans débat sur le traitement de la maladie de Charcot à titre compassionnel** - (28 septembre 2021) : p. 8437

- **Question orale sans débat sur les oubliés du Ségur de la santé** - (28 septembre 2021) : p. 8438

- **Question orale sans débat sur l'accès aux traitements pour les patients atteints d'algie vasculaire de la face** - (28 septembre 2021) : p. 8439
- **Question orale sans débat sur le coût réel des vaccins et tests antigéniques et leurs financements** - (28 septembre 2021) : p. 8439
- **Question orale sans débat sur le soutien des politiques communales pour une vaccination de proximité** - (28 septembre 2021) : p. 8440 p. 8441
- **Question orale sans débat sur la psychiatrie** - (28 septembre 2021) : p. 8441
- **Question orale sans débat sur la compensation par l'État du coût des centres municipaux de vaccination dans les Alpes-Maritimes** - (28 septembre 2021) : p. 8442
- **Question orale sans débat sur les inégalités d'accès aux soins dans le département de l'Aude** - (28 septembre 2021) : p. 8443
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interruption volontaire de grossesse** - (29 septembre 2021) : p. 8568
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève de SOS médecins** - (29 septembre 2021) : p. 8569
- **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9009 - **Article 4 (Droit de visite inconditionnel pour les personnes en fin de vie)** : p. 9022 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9023
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des aides à domicile par les départements** - (20 octobre 2021) : p. 9388
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention de l'insuffisance cardiaque** - (27 octobre 2021) : p. 9619
- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9709 p. 9711 - **Article 1er D (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9754 p. 9755 - **Article 1er E (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9757 - **Article 1er F (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9758 - **Article 1er H (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9759 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 16 (Raisons des différences de rythme de vaccination au sein de la population en fonction des zones géographiques et des profils socioprofessionnels des foyers - Rapport au Parlement)** : p. 9760 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 74 (Perspectives en matière de traitements médicamenteux contre le virus du covid-19 - Rapport au Parlement)** : p. 9761 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 77 (Conséquences des fermetures de lits d'hôpitaux en France sur l'efficacité des politiques de lutte contre les pandémies - Rapport au Parlement)** : p. 9762 p. 9763 p. 9764 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 47 (Covid 19 - Droit à une libre circulation des ressortissants de l'Union européenne - Procédure d'obtention d'un passe sanitaire)** : p. 9766 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 78 rectifié, n° 61 rectifié bis, n° 63 rectifié, n° 24 rectifié, n° 56 rectifié bis, n° 62 rectifié et n° 34 rectifié (Covid 19 - Champ de l'obligation vaccinale - Exclusion des personnels des établissements d'accueil du jeune enfant non professionnel de santé - Abrogation de la suspension du contrat de travail des soignants non vaccinés)** : p. 9768 p. 9769 p. 9770 - **Article 4 (Prorogation de la durée des systèmes d'information créés pour lutter contre l'épidémie de covid-19)** : p. 9772 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 84 et n° 35 rectifié (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française - Création de systèmes d'informations aux seules fins de lutte contre l'épidémie de covid-19)** : p. 9773 - **Article 4 ter (Création d'un traitement de données spécifique pour les établissements d'enseignement scolaire)** : p. 9775 - **Article 5 (Prorogation de plusieurs mesures d'accompagnement face aux conséquences de la crise sanitaire)** : p. 9778 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 82 rectifié (Élection des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) - Contexte covid 19 - Précisions relatives au mandataire)** : p. 9779 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 4 rectifié (Élection des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger - Contexte covid 19 - Modalités de vote des membres du collège électoral)** : p. 9779
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les complémentaires santé et le projet de « grande sécurité sociale »** - (3 novembre 2021) : p. 9851
- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture [n° 131 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10014 p. 10015 p. 10022 - **Question préalable** : p. 10025 p. 10026
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur des sages-femmes** - (24 novembre 2021) : p. 11231
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 189 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11289 p. 11294 p. 11295 - **Question préalable** : p. 11298
- **Question orale sans débat sur l'insuffisance des moyens affectés à la réanimation pédiatrique à Paris et en Île-de-France** - (30 novembre 2021) : p. 11337
- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre 15 dans l'Yonne** - (30 novembre 2021) : p. 11338
- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès aux soins en orthophonie** - (30 novembre 2021) : p. 11339
- **Question orale sans débat sur les contrats des médecins au sein des centres municipaux de santé** - (30 novembre 2021) : p. 11339
- **Question orale sans débat sur les conséquences pour les assurés sociaux des difficultés à pouvoir déclarer un médecin traitant** - (30 novembre 2021) : p. 11340
- **Question orale sans débat sur les fermetures de lits d'hôpitaux et de lits de réanimation** - (30 novembre 2021) : p. 11341
- **Question orale sans débat sur la création d'un Conseil national de la gynécologie médicale** - (30 novembre 2021) : p. 11342
- **Question orale sans débat sur la situation des dons d'organes en France** - (30 novembre 2021) : p. 11343
- **Question orale sans débat sur la compensation par l'État des dépenses engagées par les collectivités pour la mise en place des centres de vaccination** - (30 novembre 2021) : p. 11344
- **Question orale sans débat sur la prise en charge de médicaments contre la migraine** - (30 novembre 2021) : p. 11345
- **Question orale sans débat sur SOS Médecins France** - (30 novembre 2021) : p. 11345
- **Question orale sans débat sur la hiérarchisation des indications d'immunoglobulines humaines polyvalentes** - (30 novembre 2021) : p. 11346
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la continuité des soins dans les établissements hospitaliers** - (1er décembre 2021) : p. 11421 p. 11422

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation épidémique** - (1er décembre 2021) : p. 11424

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la maternité du Pont de Chaume à Montauban** - (14 décembre 2021) : p. 11721

- **Question orale sans débat sur la prise en charge pluridisciplinaire du covid long à 100 %** - (14 décembre 2021) : p. 11722

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des hôpitaux et des établissements sociaux et médico-sociaux** - (14 décembre 2021) : p. 11722 p. 11723

- **Question orale sans débat sur les retards dans l'application des mesures annoncées dans le Ségur de la santé** - (14 décembre 2021) : p. 11723

- **Question orale sans débat sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire en France** - (14 décembre 2021) : p. 11724 p. 11725

- **Question orale sans débat sur les conditions d'exercice de la médecine préventive au sein des centres de gestion** - (14 décembre 2021) : p. 11725

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale** - (14 décembre 2021) : p. 11726

- **Question orale sans débat sur la rémunération des professionnels du secteur médico-social et du secteur social** - (14 décembre 2021) : p. 11727

- **Question orale sans débat sur la lutte contre l'ambrosie** - (14 décembre 2021) : p. 11728

BOURRAT (Toine)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 27 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de Mme Nora Tirane Fraisse, fondatrice et représentante de l'association Marion, la main tendue, et de M. Hugo Martinez, président de l'association HUGO !.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mise en place et conséquences de la réforme du baccalauréat - Audition.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition d'organisations syndicales représentant les personnels médico-sociaux de l'Éducation nationale.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition des partenaires de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition des responsables des affaires publiques des principaux réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Snapchat, et Tiktok.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Rambouillet** - (5 mai 2021) : p. 3417 p. 3418

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4101 - **Article 1er** (*Fusion du CSA et de la Hadopi au sein de l'Arcom*) : p. 4108

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4204

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1304 rectifié octies** (*Maire - Pouvoir de police*) : p. 6607 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1307 rectifié octies** (*Plan d'exposition au*

bruit (PEB) - Permis de construire) : p. 6608 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1306 rectifié octies** (*Code de l'urbanisme - Amendes - Augmentation*) : p. 6608 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1384 rectifié octies** (*Urbanisme - Maire - Pouvoir de police*) : p. 6608 p. 6609

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 174 rectifié bis et n° 599 rectifié quinquies** (*Partie du territoire classée en sites patrimoniaux remarquables (SPR)- Loi solidarité et renouvellement (SRU) - Non application*) : p. 6828 p. 6829

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de l'écriture dite inclusive** - (13 juillet 2021) : p. 6975

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8019

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 98 rectifié terdecies** (*Conseil de surveillance des agences régionales de santé - Représentation du président du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)*) : p. 8257 p. 8258 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 107 rectifié decies** (*Conférence régionale de la santé et de l'autonomie - Intégration du président du conseil d'administration des SDIS de la circonscription régionale*) : p. 8258

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 25 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Intégration de la qualité de sapeur-pompier volontaire dans les critères de cotation des demandes de logement social*) : p. 8284

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8978

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 466 rectifié bis** (*Extension aux professionnels libéraux de la majoration de la pension pour trois enfants ou plus - Rapport au Parlement*) : p. 10479

BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis président du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Enseignement agricole : Enseignement agricole : l'urgence d'une transition agro-politique [n° 874 (2020-2021)] (30 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

(*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de représentants des syndicats agricoles.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : L'orientation vers l'enseignement agricole et son attractivité - Audition de M. Jean-Louis Nembrini, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine chargé de l'éducation et des lycées, Mme Sandrine Marcillaud-Authier, cheffe du département des éditions à l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), MM. Bruno Ricard, inspecteur général des ponts, des eaux et des forêts, Éric Bardon, inspecteur général de l'agriculture, Michel Sinoir, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes, Mme Corinne Blicke, ancienne présidente de l'Association nationale des directeurs de centre d'information et d'orientation (ANDCIO), M. Yohann Le Pape, membre du conseil d'administration de l'ANDCIO et directeur du CIO de Chartres et Mme Saadia Ait-Abed, suppléante au conseil d'administration de l'ANDCIO et directrice du CIO de Saint-Benoît (La Réunion).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des

affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

(mission d'information Enseignement agricole): Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Audition de MM. Jean Salmon, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Philippe Poussin, secrétaire général du CNEAP, et Marc Janvier, président de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé (UNEAP).

(commission des affaires sociales): Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du mardi 23 mars 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du mardi 30 mars 2021 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Audition de Mme Isabelle Plassais, présidente de l'association des directeurs d'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa), et M. Jérôme Stalin, secrétaire adjoint.

Réunion du mardi 13 avril 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Audition de MM. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Christian Huyghe, directeur scientifique Agriculture de l'Inrae, et Cyril Kao, directeur de l'enseignement supérieur, des sites et de l'Europe (DESSE) de l'Inrae.

Réunion du mardi 11 mai 2021 *(commission des affaires économiques)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Audition de MM. Victor Grammatyka, président de l'Union nationale rurale d'éducation et de promotion (UNREP), Thierry Defaix, vice-président, et Laurent Carles, directeur.

Réunion du mardi 18 mai 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Enseignement supérieur agricole long - Audition de MM. Emmanuel Delmotte, doyen de l'inspection de l'enseignement agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Gilles Trystram, directeur général d'AgroParisTech, et Christophe Fachon, directeur général délégué à Junia pour ISA Lille.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

(commission des affaires économiques): Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juin 2021 *(commission des affaires économiques)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 *(commission des affaires économiques)*: Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 *(mission d'information Enseignement agricole)*: Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 *(commission des affaires économiques)*: Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Bernard Bigot, directeur général d'ITER Organization.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 *(commission des affaires économiques)*: Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 *(commission des affaires économiques)*: Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 37

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 399

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de visite dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (17 février 2021) : p. 1147 p. 1148

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié** (*Article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure - Agents de la police municipale - Ajout*) : p. 1838 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1842

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2329

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 24 septies (nouveau)** (*Interdiction aux usagers de*

l'enseignement supérieur d'exercer des pressions sur la communauté universitaire ou de perturber la recherche, les conférences et débats) : p. 2753

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6588 p. 6590

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8089

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de la vitesse à 80 km/h** - (29 septembre 2021) : p. 8570 p. 8571

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9026 p. 9036 p. 9037 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9048 p. 9049

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 14** (*Réforme du régime social du conjoint collaborateur*) : p. 10175

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'urbanisme en zone rurale** - (8 décembre 2021) : p. 11552 p. 11553

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11573

- **Question orale sans débat sur la couverture numérique dans le Puy-de-Dôme** - (14 décembre 2021) : p. 11743

BOYER (Valérie)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique du 12 janvier 2021 au 2 août 2021.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de pilotage institué par la loi visant à agir contre les violences au sein de la famille le 18 mars 2021.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 1er février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 42 (2021-2022)] relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 240 (2021-2022)] (1er décembre 2021) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de MM. Jean-Louis Bianco, président, et Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits, pour la présentation de son rapport annuel pour 2020.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange avec le centre pour les droits des femmes polonaises et des sénatrices polonaises sur la situation des droits des femmes en Pologne et la législation en matière de violences intrafamiliales.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Benoît Albertini, secrétaire général du ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 -

Audition de MM. Philippe Grenier, président, Édouard Martin, directeur général de Koba Global Services, Benjamin Chevillard, chargé de la propagande électorale, et Loïc Lefebvre, directeur du développement, du groupe Diffusion Plus.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du lundi 18 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Valérie Bacot, auteure de *Tout le monde savait*, accompagnée de son avocate, maîtresse Nathalie Tomasini.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Moldavie du 9 au 12 juillet 2021 - Communication.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport sur la présomption d'innocence - Audition de Mme Elisabeth Guigou.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 218 p. 219 p. 220

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 334 p. 342 p. 344 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 344 p. 345 p. 346 p. 348 p. 351 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié ter** (*Relations sexuelles librement consenties entre mineurs - Nouvelles dispositions*) : p. 352 p. 353 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 8 rectifié ter** (*Viol - Contrainte morale - État de « sidération psychique » - Prise en compte*) : p. 354 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (*Viol - Définition - Rapports bucco-génitaux - Prise en compte*) : p. 355 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 26 rectifié et n° 10** (*Crimes sur mineurs - Imprescriptibilité - Ou allongement de la prescription*) : p. 357 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié ter** (*Viol - Quasi-automaticité de la correctionnalisation - Suppression*) : p. 360 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Crimes sexuels commis sur des mineurs - Interruption volontaire de grossesse (IVG) - Prélèvement et conservation possibles des tissus ou cellules embryonnaires ou fœtaux - Information des mineures*) : p. 361 p. 362

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs*) : p. 449 p. 450 - **Article 1er ter B (nouveau)** (*Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs*) : p. 454 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Allongement de la durée du couvre-feu applicable aux mineurs ; simplification en matière de cumul entre peines et mesures éducatives ; contrôle visuel des effets personnels d'un mineur dans les établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse*) : p. 459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 53 rectifié bis** (*Mineur - Mesure éducative - Prise en compte des faits reprochés*) : p. 460

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 522 p. 523 p. 526 p. 528

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) : p. 550 p. 551 p. 552

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1785 - **Demande de réserve** : p. 1807 p. 1809

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 34 rectifié bis, n° 1 rectifié bis et n° 182 rectifié bis** (*Gardes champêtres - Compétences en matière de mise en fourrière - Clarification*) : p. 1884 p. 1885 p. 1886 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendements n° 330 rectifié bis et n° 359** (*Centres de rétention administrative (CRA) - Prévention des risques (suicide, agression...) - Dispositif de vidéosurveillance*) : p. 1933

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 37 rectifié** (*Crimes et délits commis contre les policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, policiers municipaux ou agents des douanes - Dispositif des peines minimales de privation de liberté - Mise en*

place) : p. 1994 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 38 rectifié** (Protection des agents de la gendarmerie et de la police nationales - Identification par leur numéro d'immatriculation administrative - Extension à toutes les procédures portant sur un crime ou sur délit) : p. 1995 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public) : p. 2015 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39 rectifié** (Militaires d'active - Port d'armes individuelles de service - Modalités) : p. 2018

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2233 p. 2242 p. 2243

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2315 p. 2316 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction) : p. 2343 p. 2344 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 162 rectifié bis** (Mineures - Port de signes allant à l'encontre de la dignité des femmes dans l'espace public - Interdiction) : p. 2350 p. 2351 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 160 rectifié** (Port de signes ou tenues montrant ostensiblement une appartenance religieuse - Établissements accueillant un service public - Interdiction) : p. 2351 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 129 rectifié bis** (Mineurs - Port de signes ou tenues montrant ostensiblement une appartenance religieuse - Services publics - Interdiction) : p. 2352

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater** (Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications) : p. 2390 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 290 rectifié bis** (Campagnes électorales contraires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées) : p. 2408 p. 2409 - **Article 4** (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service) : p. 2425 p. 2426 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion) : p. 2427 p. 2428 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale) : p. 2428 p. 2429 p. 2432 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (Maire - Nouveau pouvoir de police - Création) : p. 2437 p. 2438 p. 2440

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2527 p. 2533 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 164 rectifié** (Associations dite « loi 1901 » - Atteintes aux valeurs fondamentales de la République - Subventions - Suppression) : p. 2534 p. 2535 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 147 rectifié bis et n° 165 rectifié** (Usage des locaux communaux - Lieu de culte - Interdiction) : p. 2536 p. 2537 - **Article 8** (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait) : p. 2550

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)) : p. 2683

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié**

quinquies (Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire) : p. 2842

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet) : p. 2942 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 574 rectifié bis** (Relations diplomatiques et économiques avec les États finançant des cultes sur le territoire français - Rapport au Parlement) : p. 2964 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle des financements étrangers des associations culturelles) : p. 2971 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié** (Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction) : p. 2978 p. 2980 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 181 rectifié bis** (Délit d'incitation à la haine de la France - Création) : p. 2983 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 182 rectifié** (Délit de déni d'apostasie - Création) : p. 2984 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 230 rectifié** (Captivité conjugale - Refus de prononcer un divorce religieux après le divorce civil) : p. 2986 - **Article 43** (Interdiction de diriger ou d'administrer une association culturelle en cas de condamnation pour terrorisme) : p. 2990 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 161 rectifié bis et n° 415 rectifié bis** (Personnes condamnées pour des actes de terrorisme - Fonction dans le champ du code de l'action sociale et des familles - Interdiction) : p. 2992

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article 44** (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte) : p. 3009 p. 3011 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 183 rectifié** (Lieu de culte fermé administrativement - Fréquentation récurrente par un ressortissant étranger - Conditions de l'expulsion) : p. 3011 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 184 rectifié** (Prêches à caractère subversif - Définition et pénalisation) : p. 3012 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 243 rectifié** (Ministres des cultes - Qualification culturelle reconnue - Obligation) : p. 3029 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3050

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'école Esperanza** - (13 avril 2021) : p. 3101 p. 3102

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 7** (Charte de l'environnement de 2004 - Article 5 - Principe de « précaution » - Remplacement par un principe de « prudence responsable ») : p. 3572 p. 3573 - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** : p. 3589

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 du code pénal - Victime de violences pénalement responsable - Impact des violences - Prise en considération) : p. 4230 p. 4231

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences conjugales** - (26 mai 2021) : p. 4248

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7762 p. 7778 p. 7787 p. 7788 p. 7822 p. 7823 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250** (Conséquences de la fin de la gratuité des examens de dépistage virologique de la covid-19 - Rapport au Parlement) : p. 7871 p. 7872 - **Article 2**

(Placement en isolement des personnes affectées présentes sur le territoire national) : p. 7877

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 juillet 2021) : p. 7892

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)] (suite)** - (24 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis (Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale)** : p. 7901 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 171 (Lutte contre les pandémies - Utilisation de la carte vitale et mobilisation des caisses primaires d'assurance maladie - Rapport au Parlement)** : p. 7915

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des harkis** - (22 septembre 2021) : p. 8177 p. 8178

- **Question orale sans débat sur le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local** - (28 septembre 2021) : p. 8431 p. 8432

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 9 (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine)** : p. 8583 p. 8585 p. 8588 p. 8589 p. 8591 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51 rectifié (Condamnation pour des faits de violences volontaires - Peine de travail d'intérêt général (TIG) interdite)** : p. 8595 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison)** : p. 8597 p. 8598

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er bis (précédemment réservé) - Amendement n° 2 rectifié bis (Violences conjugales - Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 - Prise en compte de l'impact des violences faites à la victime)** : p. 9347 p. 9348

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne du Conseil de l'Europe sur le voile** - (3 novembre 2021) : p. 9854

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de l'appellation champagne en Russie** - (3 novembre 2021) : p. 9855

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11650 p. 11654 p. 11656 p. 11657

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11662 p. 11668 p. 11669 p. 11670 p. 11671 - **Article 1er (Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité)** : p. 11674 p. 11676 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Événement du 17 octobre 1961 - Pleine accessibilité des archives)** : p. 11678

BRIQUET (Isabelle)
sénatrice (Haute-Vienne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 24 mars 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 743 tome 2 annexe 2 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 163 tome 3 annexe 2 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Examen des amendements de séance au texte adopté par la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur le budget de l'État en 2020 (résultats et gestion), sur la certification des comptes de l'État - exercice 2020, et sur l'avis du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*commission des finances*) : Rapport d'étape du comité - Audition de M. Benoît Cœuré, président du comité chargé de veiller au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de covid-19.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de MM. Gérard Allard, spécialiste transports et mobilités à France Nature Environnement, Rodolphe Lanz, secrétaire général de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), Michel Neugnot, président de la commission « Transports et mobilité » de Régions de France, et Marc Papinutti, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer, sur les projets d'écotaxe régionale et d'une trajectoire de suppression de l'avantage fiscal de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) des transporteurs routiers.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Communication.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et M. Olivier Dussopt,

ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics sur le projet de loi de finances pour 2022.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*): Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 43) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 42 bis à 42 quater) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des finances*): Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (III)** - (20 janvier 2021) : p. 274 p. 275

- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1088

- **Commission mixte paritaire [n° 442 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2470

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 13** (*Institution d'une réduction d'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pour les propriétaires des « moulins à eau », à raison des travaux réalisés et des équipements acquis pour leur mise en conformité avec les règles de préservation de la biodiversité et de restauration de la continuité écologique*) : p. 3169 - **Article 14** (*Institution d'un mécanisme de suramortissement sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et l'impôt sur les sociétés (IS) pour les exploitants d'installations hydrauliques autorisées, à raison des biens acquis pour leur mise en conformité avec les règles de préservation de la biodiversité et de restauration de la continuité écologique*) : p. 3170 - **Article 15** (*Ouverture de la faculté pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ou de cotisation foncière des entreprises (CFE), les nouvelles installations hydroélectriques, jusqu'à deux ans après leur mise en service*) : p. 3172 - **Article 16** (*Ouverture de la faculté pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'exonérer les stations de transfert de l'électricité par pompage (STEP) de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)*) : p. 3174 - **Article 17** (*Institution d'un plafond de 3 % du chiffre d'affaires aux redevances perçues par l'État sur les installations hydrauliques autorisées pour prise d'eau et occupation du domaine public fluvial lui appartenant*) : p. 3174

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Article 41** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures législatives de mise en conformité au règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937*) : p. 4060

- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Article 1er** (*Versement d'un complément d'aide au logement de 100 euros par mois*) : p. 4263

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Article 1er** (*Proportion minimale de nominations réservées à des personnes ayant une expérience professionnelle dans un quartier prioritaire de la politique de la ville pour les emplois supérieurs de la fonction publique dépendant de la décision du Gouvernement et les fonctions de délégué du préfet*) : p. 4309 - **Article 2** (*Aménagement des modalités de sélection pour l'entrée dans les établissements de l'enseignement supérieur et des épreuves de concours pour l'entrée dans la fonction publique pour les bacheliers ayant*

obtenue leur diplôme dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ou une zone de revitalisation rurale) : p. 4312

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la restructuration des services financiers de La Poste** - (9 juin 2021) : p. 4658

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (16 juin 2021) - **Article 15** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 4992 - **Article additionnel après l'article 15 ter** - **Amendements n° 1976 rectifié, n° 585 rectifié bis, n° 776 rectifié, n° 1768 rectifié ter, n° 1975 rectifié bis, n° 808, n° 1511** (Transition écologique - Grandes entreprises françaises - Publication d'un rapport climat) : p. 5034

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Intitulé du chapitre II** : p. 5381 p. 5382

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 682 (2020-2021)] - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendements n° 177 et n° 93** (Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Suppression) : p. 6199 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendements n° 95 et n° 320 rectifié bis** (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation) : p. 6203 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendement n° 123** (Entreprises d'assurances de dommages - Excédents de provisions - Taxe - Modulation) : p. 6203 - **Article additionnel après l'article 2 bis** - **Amendement n° 124** (Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires - Contribution de solidarité territoriale - Suppression) : p. 6221 - **Article additionnel après l'article 2 sexies** - **Amendement n° 122** (Guadeloupe - Réunion - Guyane - Martinique - Mayotte - Dotation de compensation - Recettes éligibles - Périmètre - Élargissement) : p. 6228 - **Article additionnel après l'article 2 sexies** - **Amendement n° 53** (Collectivités territoriales d'outre-mer - Collectivité de Corse - Ressources spécifiques - Mécanisme de garantie - Reconduction en 2021) : p. 6229 - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6278 p. 6279 p. 6281 p. 6285 p. 6289 - **Article 7 bis (nouveau)** (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de la hausse de 18 % à 25 % du taux de la réduction à l'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des PME, « IR-PME ») : p. 6317 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendements n° 2 rectifié ter, n° 126 rectifié et n° 3 rectifié bis** (La Poste - Service universel postal - Réduction du déficit) : p. 6330 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 101 rectifié** (Grandes entreprises - Absence d'accord d'égalité professionnelle - Aides publiques - Exclusion) : p. 6336 - **Article 10** (Compensation des pertes de recettes tarifaires subies par les services publics locaux exerçant des activités industrielles et commerciales exploités en régie et institution d'un fonds d'urgence à destination des collectivités du bloc communal les plus affectées par la perte des recettes tarifaires au titre de leurs services publics administratifs) : p. 6346

- **Commission mixte paritaire** [n° 739 (2020-2021)] - (12 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6847

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques** [n° 832 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8328 - **Article 1er** (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques) : p. 8344 - **Article 9** (Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique) : p. 8369 - **Article additionnel après l'article 10** - **Amendement n° 7** (Évaluation des dépenses fiscales - Renforcement) : p. 8375

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques** [n° 833 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles** [n° 49 (2021-

2022)] - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9483 - **Article 4** (Création de la Commission nationale consultative des catastrophes naturelles et inscription dans la loi de la Commission interministérielle de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 9499 - **Article 5** (Réduction du délai de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle, indemnisations devant permettre un arrêt des désordres existants, extension du délai de déclaration du sinistre à l'assureur) : p. 9503 p. 9506 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 6** (Phénomènes d'échouage d'algues sargasses aux Antilles - Classement en catastrophe naturelle) : p. 9508 - **Article 9** (Création d'un crédit d'impôt pour la prévention des aléas climatiques) : p. 9511

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 147 (2021-2022)] - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10663

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 10700

- **Projet de loi de finances pour 2022** [n° 162 (2021-2022)]

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2021 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 10884 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° I-105 rectifié** (Mécénat accompagnant la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau - Possibilité d'association au nom du sportif au don) : p. 10897 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-15 rectifié, n° I-358 rectifié bis, n° I-390 rectifié quinquies et n° I-403 rectifié bis** (Exploitations constituant des stocks à rotation lente - Soutien de trésorerie) : p. 10912 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendement n° I-425 rectifié** (Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Cas de retrait - Modalités et conséquences fiscales) : p. 10913 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-16 rectifié, n° I-359 rectifié bis, n° I-391 rectifié quinquies et n° I-404 rectifié bis** (Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Utilisation de l'épargne de précaution dans le cadre d'un aléa d'origine climatique, naturelle ou sanitaire) : p. 10914 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-361 rectifié bis, n° I-393 rectifié quinquies et n° I-406 rectifié** (Échanges de parcelles dans le cadre du remembrement - Modification des dispositifs fiscaux pour les aires de production AOC) : p. 10918 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-392 rectifié quater, n° I-405 rectifié et n° I-360 rectifié bis** (Sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante - Déduction pour épargne de précaution) : p. 10920 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-58 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-388 rectifié quinquies et n° I-401 rectifié** (Protection des exploitations agricoles et viticoles familiales - Allègement de la fiscalité des donations et successions) : p. 10922 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-57 rectifié, n° I-355 rectifié bis, n° I-387 rectifié quinquies et n° I-400 rectifié** (Transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme - Allègement de la fiscalité) : p. 10923 - **Article additionnel après l'article 4 ter** - **Amendements n° I-59 rectifié, n° I-357 rectifié ter, n° I-389 rectifié quinquies et n° I-402 rectifié** (Biens ruraux donnés à bail à long terme - Exonération d'impôt sur la fortune immobilière (IFI)) : p. 10924 - **Article 4 quater (nouveau)** (Allongement à 10 ans du statut de « jeune entreprise innovante ») : p. 10933 - **Article additionnel après l'article 4 octies** - **Amendements n° I-139 rectifié ter et n° I-456 rectifié bis** (Services numériques rendus par les « Gafam » (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) - Taxation accrue) : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 4 octies** - **Amendements n° I-573, n° I-125 rectifié et n° I-688** (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement des entrepôts de stockage des « pure players ») : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 5 sexies** - **Amendement n° I-116**

rectifié bis (*Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité*) : p. 11008 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-115 rectifié** (*Tarifs des droits de mutation à titre gratuit - Réforme*) : p. 11017 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-168 rectifié** (*Dépenses de publicité en faveur de l'achat de véhicules polluants - Taxe*) : p. 11033

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513** (*Aviation - Taxes*) : p. 11054 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-156 rectifié et n° I-604 rectifié** (*Impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature - Exclusion de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'eau, le gaz et l'électricité*) : p. 11079 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-157 rectifié** (*Consommation de carburants - Abaissement temporaire de la TVA*) : p. 11085 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-175 rectifié** (*Produits issus d'une filière de réemploi, de reconditionnement ou de réparation - Réduction du taux de TVA*) : p. 11108 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° I-179 rectifié ter** (*Mécanisme du bail réel solidaire (BRS) - Temps de régularisation laissé à l'organisme foncier solidaire en cas de manquement aux règles*) : p. 11123

quinquies - Amendements n° I-132 rectifié bis, n° I-503 rectifié, n° I-697 rectifié, n° I-133 rectifié bis, n° I-259 rectifié bis et n° I-641 rectifié bis (*Activité en bail réel solidaire (BRS) des organismes de foncier solidaire (OFS) - Exonération d'impôt sur les sociétés (IS) et de contribution économique territoriale (CET)*) : p. 11126 p. 11127 - **Article 14** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 11174

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11245

- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11479 p. 11481 p. 11482

- **Proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles - Commission mixte paritaire [n° 278 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12001

BRISSON (Max)

*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021 ; puis vice-président le 25 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis vice-président du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi visant à limiter l'enrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur les projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyprien Canivenc et de Mme Emma Rouvet.

Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Béval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de MM. Michel Cadot, président, et Frédéric Sanaur, directeur général, de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission

d'information « Influences étatiques extra-européennes » - Présentation du rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques ».

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement technique agricole - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Crédits relatifs à l'action extérieure de l'État - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 331 p. 334 p. 344 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 345 p. 349 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 364

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) : p. 552

- **Question orale sans débat sur la prévention de nouvelles vagues d'influenza aviaire** - (9 février 2021) : p. 883

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et les fermetures de classes** - (10 février 2021) : p. 990

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1020

- **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1034

- **Projet de loi habitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 198 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1055 p. 1056

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 5 bis (Définition du projet médical)** : p. 1223 p. 1224

- **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Deuxième lecture [n° 287 (2019-2020)]** - (2 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1358

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1396

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1630 - **Article 1er (Missions du directeur d'école)** : p. 1636 p. 1637 p. 1639 - **Article 2 (Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école)** : p. 1640 p. 1641 p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1647 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Création d'un poste de référent direction d'école à l'échelon départemental pour accompagner les directeurs d'école dans l'exercice de leurs missions)** : p. 1649 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Participation du directeur d'école à l'organisation du temps périscolaire)** : p. 1651 - **Article 6 (Élaboration des plans de mise en sécurité)** : p. 1656 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1656

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2286 - **Question préalable** : p. 2291 - **Discussion générale** : p. 2306 - **Article 1er (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public)** : p. 2318 p. 2321 p. 2324 p. 2331 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction)** : p. 2347

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission) (Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques)** : p. 2384 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission) (Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État)** : p. 2401 p. 2402 - **Article 4 (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service)** : p. 2424 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale)** : p. 2430 p. 2432 p. 2433

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article 8 (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait)** : p. 2548 p. 2555

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé) (Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF))** : p. 2674 p. 2675 p. 2684 p. 2685 - **Article 21 bis A (nouveau) (Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle)** : p. 2687 p. 2689 p. 2690 p. 2692 - **Article additionnel après l'article 21 bis A - Amendement n° 1**

rectifié bis (Création ou direction d'un établissement scolaire hors contrat - Conditions - Modifications) : p. 2694 p. 2695 - **Article 21 bis B (nouveau) (Modalités de mise en œuvre de l'information préoccupante, outil de la protection de l'enfance)** : p. 2696 p. 2697 - **Article 21 bis C (nouveau) (Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille)** : p. 2699 p. 2700 - **Article 21 bis D (nouveau) (Entretien d'appréciation de la situation de l'enfant et de sa famille, en vue de vérifier le respect du droit de l'enfant à l'instruction)** : p. 2702 p. 2703 - **Article 21 bis E (nouveau) (Présentation par les responsables de l'enfant d'une attestation de suivi médical à l'occasion du contrôle pédagogique annuel)** : p. 2705 - **Article 21 bis G (nouveau) (Dispositions en cas de défaut de déclaration ou de fraude lors de la déclaration de l'instruction en famille)** : p. 2707 - **Article additionnel après l'article 21 bis H - Amendement n° 381 rectifié (Dispositif des évaluations nationales de CEP et CEI - Extension à tous les élèves - Rapport au Parlement)** : p. 2712 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 373 rectifié (Article L. 111-1 du code de l'éducation - Notion de transmission des connaissances - Précision)** : p. 2716 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 107 rectifié et n° 529 rectifié (Ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat - Condition - Substitution à la simple déclaration d'un régime d'autorisation)** : p. 2720 - **Article 22 (Fermeture administrative des établissements privés hors contrat)** : p. 2724 p. 2725 p. 2727 p. 2728 p. 2729 - **Article 23 (Texte non modifié par la commission) (Sanctions pénales en cas de manquements)** : p. 2732 p. 2733 - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission) (Charte des valeurs et principes républicains proposée aux établissements hors contrat)** : p. 2734 - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 121 rectifié bis (Relations des familles à l'école ou à l'établissement secondaire - Charte éducative de confiance - Signature)** : p. 2735 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission) (Conclusion d'un contrat avec un établissement privé subordonnée à la vérification de la capacité de l'établissement à dispenser un enseignement conforme aux programmes de l'enseignement public)** : p. 2736 - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission) (Surveillance par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation de l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements scolaires publics et privés sous contrat)** : p. 2739 p. 2740 - **Article 24 ter (Texte non modifié par la commission) (Mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements parties au contrat)** : p. 2741 - **Article additionnel après l'article 24 ter - Amendement n° 124 rectifié bis (Établissements publics et privés - Mesures à caractère social - Objectif d'amélioration de la mixité sociale)** : p. 2741 p. 2742 - **Article 24 quinquies (nouveau) (Interdiction des activités culturelles dans les lieux d'enseignement)** : p. 2745 p. 2746 - **Article 24 septies (nouveau) (Interdiction aux usagers de l'enseignement supérieur d'exercer des pressions sur la communauté universitaire ou de perturber la recherche, les conférences et débats)** : p. 2753 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié (Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction)** : p. 2755 p. 2756 p. 2757

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau) (Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité)** : p. 2822 p. 2823 p. 2825 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 40 rectifié bis (Non-respect de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires dans l'enceinte des établissements scolaires - Dialogue avec l'élève - Association des responsables légaux - Obligation)** : p. 2832 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 528 rectifié bis (Liberté pédagogique de l'enseignant - Garantie)** : p. 2836 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 75 rectifié bis (Valeurs fondamentales de la République et de la laïcité - Contrôle du respect par les corps d'inspection)** : p. 2837 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies (Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales -**

Possibilité de suspension temporaire) : p. 2845 - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2852

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article 44** (*Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte*) : p. 3008 p. 3009 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3045 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3051 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3052

- **Question orale sans débat sur les difficultés pour les collectivités de contrôler la conformité des collectes et des versements de taxe de séjour** - (6 mai 2021) : p. 3489 p. 3490

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3521 p. 3522 p. 3523 p. 3526 p. 3529 p. 3531 p. 3532

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des études de santé** - (12 mai 2021) : p. 3732

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concours d'entrée à Sciences Po** - (19 mai 2021) : p. 4002 p. 4003

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4101 p. 4102 - **Article 1er** (*Fusion du CSA et de la Hadopi au sein de l'Arcom*) : p. 4108

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les langues régionales** - (26 mai 2021) : p. 4251 p. 4252

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4507 p. 4508

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recours à la discrimination positive dans les universités** - (30 juin 2021) : p. 6106 p. 6107

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6548 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 983 rectifié bis** (*Collectivités territoriales - Départements frontaliers - Compétences*) : p. 6568 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6575 p. 6582 p. 6583 p. 6584

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 189 rectifié quater, n° 1029 rectifié bis et n° 1096 rectifié bis** (*Code de la montagne - Création*) : p. 6699 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1092 rectifié bis** (*Éoliennes - Installation - Consultation préalable des électeurs*) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1093 rectifié bis** (*Parc éolien - Implantation - Accord préalable du maire - Modalités*) : p. 6725

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 17** (*Suppression de la date butoir de 2025 et rythme de rattrapage du déficit de logements sociaux différencié selon les communes SRU*) : p. 6883 p. 6886 - **Article 18** (*Création du contrat de mixité sociale*) : p. 6889 p. 6890 p. 6893 p. 6895 - **Article 22** (*Renforcement des dispositifs de mixité sociale dans le logement social, accès au logement social des travailleurs des secteurs essentiels et report des réformes de la gestion en flux des réservations et de la cotation des demandes de logements sociaux*) : p. 6924 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 1139 et n° 1583 rectifié**

bis (*Intercommunalités à fiscalité propre - MaPrimeRenov' - Crédits - Gestion directe*) : p. 6945

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (*Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression*) : p.7006 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (*Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto*) : p.7007 p.7008 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 193 rectifié** (*Commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Représentants départementaux - Intégration*) : p.7013 p.7014

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 52** (précédemment réservés) - **Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence*) : p. 7287 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendements n° 358 rectifié bis et n° 827 rectifié bis** (*Communautés énergétiques renouvelables - Définition - Précision*) : p. 7310 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendements n° 344 rectifié ter, n° 820 rectifié ter et n° 1560 rectifié ter** (*Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) - Compatibilité*) : p. 7313

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'éventuelle perte de reconnaissance de haut niveau des spécialités de pelote basque** - (20 juillet 2021) : p. 7351 p. 7352

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** (suite) - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 181 rectifié quater, n° 325 rectifié quinquies, n° 574 rectifié quinquies, n° 813 rectifié bis et n° 1485 rectifié ter** (*Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Présence garantie d'un conseiller municipal d'une commune classée montagne*) : p. 7606 p. 7607 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 177 rectifié bis** (*Saisine du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN) par le président de la commission permanente d'un comité de massif - Autorisation*) : p. 7609

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9162 - **Article unique** (*Texte non modifié par la commission*) : p. 9169 p. 9170 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9171

- **Question orale sans débat relative aux impacts du projet Hercule sur les structures d'exploitation hydroélectrique de la vallée d'Ossau** - (19 octobre 2021) : p. 9327 p. 9328

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9403 - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Missions du directeur d'école*) : p. 9408 p. 9411 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 9415 p. 9417 p. 9418 - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 9422

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux valeurs éducatives** - (17 novembre 2021) : p. 10643

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Commission mixte paritaire [n° 156 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11286

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11450

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la différence fiscale de répartition de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** - (14 décembre 2021) : p. 11741 p. 11742

BRULIN (Céline)
sénatrice (Seine-Maritime)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis vice-présidente du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur les projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 des sociétés de l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir des acteurs de la filière du livre - Audition de Mme Anne Martelle, présidente, MM. Guillaume Husson, délégué général du Syndicat de la librairie française (SLF), Vincent Montagne, président du Syndicat national de l'édition (SNE), Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre (CNL), et M. Christophe Hardy, président de la Société des gens de lettres (SGDL) et vice-président du Conseil permanent des écrivains (CPE).

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission d'information Enseignement agricole) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de représentants des syndicats agricoles.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

(délégation aux collectivités territoriales) : Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en place et conséquences de la réforme du baccalauréat - Audition.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Béatrice Angrand, présidente de l'Agence du service civique.

(mission d'information Enseignement agricole) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la défense extérieure contre l'incendie.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de MM. Michel Cadot, président, et Frédéric Sanaur, directeur général, de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en charge des sports.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « Les élus aujourd'hui ».

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement technique agricole - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié quater (Produits reconditionnés - Exclusion de l'obligation de rémunération pour copie privée) : p. 76

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 167
- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises [n° 286 (2019-2020)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 368
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la carte scolaire** - (10 février 2021) : p. 981 p. 982
- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1390 p. 1392
- **Question orale sans débat relative au référentiel national de défense extérieure contre l'incendie** - (9 mars 2021) : p. 1541 p. 1542
- **Rappel au règlement** - (10 mars 2021) : p. 1623
- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1627 - **Article 1er (Missions du directeur d'école)** : p. 1635 - **Article 2 bis (Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école)** : p. 1648 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Participation du directeur d'école à l'organisation du temps périscolaire)** : p. 1650 - **Article 6 (Élaboration des plans de mise en sécurité)** : p. 1655 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1656
- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 2 (Élargissement des manifestations sportives, récréatives et culturelles à la sécurité desquelles les agents de police municipale peuvent être affectés)** : p. 1826
- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2105 p. 2106
- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2207
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des établissements d'enseignement face à la crise sanitaire** - (31 mars 2021) : p. 2371 p. 2372
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale)** : p. 2431 - **Article 6 (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées)** : p. 2443
- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article 8 (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait)** : p. 2554
- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 16 (Création d'une interdiction d'établir un certificat de virginité sanctionnée pénalement)** : p. 2596
- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé) (Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF))** : p. 2673 p. 2674 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 530 rectifié (Enseignants exerçant dans les établissements privés sous contrat d'association à l'enseignement public - Formation professionnelle - Placement sous le contrôle des inspecteurs de l'éducation nationale)** : p. 2721 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis (Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction)** : p. 2758
- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Deuxième lecture [n° 580 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4080
- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Deuxième lecture [n° 578 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4089 p. 4090
- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4501
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 6257 p. 6259
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression)** : p. 6555 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 331 (Collectivités territoriales - Autonomie financière - Garantie constitutionnelle)** : p. 6557
- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3 ter (nouveau) (Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle)** : p. 6652
- **Question orale sans débat sur la réforme des études de santé et la pénurie de médecins** - (13 juillet 2021) : p. 6970 p. 6971
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] (suite)** - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 246 rectifié (Opérations de revitalisation du territoire (ORT) - Étudiants en médecine - Création de logements - Rapport au Parlement)** : p.6991
- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31 (Gouvernance des agences régionales de santé)** : p. 7047 - **Article 32 (Financement des établissements de santé par les collectivités territoriales)** : p. 7062 p. 7063 - **Article additionnel avant l'article 41 - Amendement n° 596 (Transfert de la médecine scolaire aux départements - Rapport au Parlement)** : p. 7152 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 556 (Enfants de moins de trois ans - Scolarisation)** : p. 7153 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 558 (Implantation des écoles - Rôle du conseil municipal)** : p. 7153 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 565 (Ouverture d'une école ou d'une classe - Financement)** : p. 7153 p. 7154 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 284 rectifié (Dotation globale des communes à l'échelle intercommunale)** : p. 7191
- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 46 bis (nouveau) (Renforcement de l'État déconcentré)** : p. 7214 - **Article 49 (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »)** : p. 7234 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 297 (Cartes nationales d'identité - Mode de délivrance)** : p. 7273
- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8015
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs** [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8099 p. 8100

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels** [n° 787 (2020-2021)] - (23 septembre 2021) - **Article 21** (*Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention*) : p. 8272 p. 8273 - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8296 p. 8297

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'augmentation des tarifs du gaz** - (29 septembre 2021) : p. 8565 p. 8566

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8969

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance** [n° 475 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Article 1er** (*Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études*) : p. 9116

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai** [n° 22 (2021-2022)] - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9163

- **Question orale sans débat sur les conséquences des marnières pour les collectivités ou les particuliers** - (19 octobre 2021) : p. 9323

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école** - *Deuxième lecture* [n° 57 (2021-2022)] - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9405 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Missions du directeur d'école*) : p. 9408 p. 9410 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 9414 p. 9415

p. 9416 - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 9422

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire** [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9728 p. 9729 p. 9740 p. 9741 - **Article 1er B (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9748 p. 9749 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 77** (*Conséquences des fermetures de lits d'hôpitaux en France sur l'efficacité des politiques de lutte contre les pandémies - Rapport au Parlement*) : p. 9762 - **Article 4 ter** (*Création d'un traitement de données spécifique pour les établissements d'enseignement scolaire*) : p. 9776

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022** [n° 118 (2021-2022)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 14 bis (nouveau)** (*Limitation à cinq ans du statut de conjoint collaborateur d'exploitant agricole*) : p. 10178

- **Projet de loi de finances pour 2022** [n° 162 (2021-2022)]

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10850

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école** - *Commission mixte paritaire* [n° 156 (2021-2022)] - (25 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11287

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11364

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles** [n° 250 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11634

BUFFET (François-Noël)

*sénateur (Rhône)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Premier vice-président de la délégation parlementaire au renseignement ; puis président le 2 juillet 2021.

Président de la Commission de vérification des fonds spéciaux jusqu'au 27 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (11 mars 2021).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre de la mission d'information sur le thème ; « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 449 (2020-2021)] complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 554 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 545 (2020-2021)] visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 628 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 703 (2020-2021)] complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 725 (2020-2021)] (30 juin 2021) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Délégation parlementaire au renseignement - rapport d'activité 2020-2021 [n° 729 (2020-2021)] (1er juillet 2021) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 [n° 785 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)] (2 août 2021) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Insécurité à Mayotte : conjurer le sentiment d'abandon des Mahorais [n° 114 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Outre-mer - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 111 (2021-2022)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 123 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 117 (2021-2022)] tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 124 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 138 (2021-2022)] tendant à créer une commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France [n° 158 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Louis Debré, à la suite de son rapport sur les élections départementales et régionales.

Audition de représentants de la profession d'avocat, à la suite du rapport de M. Dominique Perben.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de MM. François Clavairoly, président, et Jean-Daniel Roque, membre du bureau et conseiller juridique de la Fédération protestante de France.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Communication.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Olivier Wang-Genh, coprésident de l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

(*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Bernard Rougier, professeur des universités.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gil Delannoï, chercheur au Centre des recherches politiques à Sciences Po.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Patrick Weil, historien et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, et Mme Valentine Zuber, historienne et directrice d'études à l'École pratique des hautes études.

Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 8 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de MM. Jean-Louis Bianco, président, et Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe.

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits, pour la présentation de son rapport annuel pour 2020.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Bertrand Mathieu, professeur à l'École de droit de la Sorbonne.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Dominique Rousseau, professeur émérite de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de Mme Jessica Makowiak, professeur à l'université de Limoges.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Demande de saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi pour une sécurité globale préservant les libertés - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des lois*) : Communications.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de Mmes Clara Gonzales, juriste auprès de Greenpeace France, et Marie-Anne Cohendet, présidente du conseil scientifique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Désignation de rapporteurs.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 10 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi confortant les principes de la République et de lutte contre le séparatisme.

Réunion du lundi 17 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Outils juridiques de prévention et de traitement des difficultés des entreprises à l'aune de la crise de la covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des

auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la haute fonction publique - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Guy Geoffroy, maire de Combs-la-Ville et président des maires de Seine-et-Marne, représentant de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF).

Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des lois*) : Audition des organisations professionnelles de policiers sur les conditions d'exercice de leurs missions.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault,

ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Numérisation de la justice - Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, contrôleur générale des lieux de privation de liberté pour la présentation de son rapport annuel.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique pour la présentation de son rapport annuel.

Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors du premier tour des élections départementales et régionales de juin 2021 - Échange de vues, désignation des membres de la mission et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réponse pénale et exécution des peines, et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Ivan Guitz, président de l'Association nationale des juges d'application des peines, Mme Virginie Peltier, professeur de droit privé et sciences criminelles à la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux, MM. Laurent Ridet, directeur de l'administration pénitentiaire, Thierry Donard, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, Damien Savarzeix, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, représentant la Conférence nationale des procureurs de la République, et Jean-Olivier Viout, magistrat honoraire, ancien procureur général près la cour d'appel de Lyon.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Mission « Sécurité à Mayotte » - Communication.

Mission « Sécurité des communications d'urgence » - Désignation de rapporteurs.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Alain Brousse, directeur général d'Adrexo et Éric Paumier, co-président de Hoppo Group.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen des amendements.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (commission des lois) : États généraux de la justice - Communication.

Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Didier Vidal, administrateur interministériel des communications électroniques de défense.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Denis Combexelle, président du comité de suivi pour les élections départementales et régionales de juin 2021.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Pascal Lorne, président de Gojob.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Benoît Albertini, secrétaire général du ministère de l'intérieur.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Grenier, président, Édouard Martin, directeur général de Koba Global Services, Benjamin Chevillard, chargé de la propagande électorale, et Loïc Lefebvre, directeur du développement, du groupe Diffusion Plus.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Viroulet, délégué syndical central, et Alain Gueguen, secrétaire général du syndicat Confédération autonome du travail des personnels Adrexo (CAT-Adrexo).

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (commission des lois) : Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (commission des lois) : Audition de M. Serge Lasvignes, candidat présenté par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination

par le Président de la République de M. Serge Lasvignes aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen des amendements au texte de la commission.

Propositions du Sénat en matière de justice - Communication.

Vote sur la proposition de nomination par le Président de la République de M. Serge Lasvignes aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Communauté européenne d'Alsace - Échange de vues sur une éventuelle demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de

recours pour excès de pouvoir - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valorisant le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des lois*) : Communication.

Désignation d'un membre du Bureau.

Proposition de loi relative à l'adoption - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire et le projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité à Mayotte - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marc Sauvé, président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).

Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Marc Sauvé, président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privé

sur les politiques publiques - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport (nouvelle lecture) et du texte proposé par la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer l'adoption.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre, chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Communication.

Mission sur la sécurisation de la chasse - Désignation de membres.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et

« Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport sur la présomption d'innocence - Audition de Mme Elisabeth Guigou.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

(*commission des lois*) : Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Doligé, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution et chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés et la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Audition de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Nouvelle carte nationale d'identité - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen des amendements.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président du Sénat, de M. Éric Doligé aux fonctions de membre de la commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution et chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés et la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Examen du rapport d'information.

Situation migratoire à Calais - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

(*commission des affaires sociales*): Sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 352

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 519

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 742 p. 743

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1325

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 419 (2020-2021)]** - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1489

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Demande de réserve** : p. 1807

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 11 (supprimé)** (*Conditions de délivrance d'un agrément dirigeant*) : p. 1904 - **Article 20 bis (supprimé)** (*Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation*) : p. 1940 p. 1941

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1968 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2056 p. 2056

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2260 p. 2261

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Commission mixte paritaire [n° 473 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2269

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2291 - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2330 p. 2331 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2348

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suspension de la ratification par l'Allemagne du plan de relance européen** - (31 mars 2021) : p. 2373

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (31 mars 2021) - **Rappel au règlement** : p. 2404 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Affiches et circulaires électorales - Emblèmes religieux - Interdiction*) : p. 2411 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (*Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion*) : p. 2428 - **Article 6** (*Obligation de souscrire un*

contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2442

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Organisation des travaux** : p. 2521 - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2530 - **Demande de réserve** : p. 2534 - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2549

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Rappel au règlement** : p. 2578 - **Article 12 quinquies (supprimé)** (*Renvoi au pouvoir réglementaire de la date d'entrée en vigueur du registre électronique des associations de droit local*) : p. 2584 - **Article 17** (*Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil*) : p. 2616 - **Demande de réserve** : p. 2618 - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2624

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 425 rectifié ter** (*Édifices culturels - Cession par les collectivités territoriales à l'échéance du bail emphytéotique - Autorisation*) : p. 2949 - **Organisation des travaux** : p. 2949 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié** (*Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction*) : p. 2978

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3043

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3202 p. 3203

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3554 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 7** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 5 - Principe de « précaution » - Remplacement par un principe de « prudence responsable »*) : p. 3572 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création*) : p. 3573 - **Article unique** : p. 3576 p. 3577 p. 3579 p. 3580 p. 3585 p. 3586 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 14** (*Projets et propositions de loi - Évaluation de leur impact climatique - Mise en place*) : p. 3587 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 17** (*Défenseur de l'environnement - Création*) : p. 3588 - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** : p. 3589

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Question préalable** : p. 3899

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4193

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Article 1er** (*Renvoi à la juridiction du fond de la décision relative à l'irresponsabilité pénale en cas de fait fautif de l'auteur de l'acte ayant causé au moins partiellement l'abolition du discernement*) : p. 4226

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de**

séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)] - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4401 - **Article 4 (Modernisation des modalités d'exercice du droit de pétition)** : p. 4412 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 15 (Commission des finances - Présidence - Appartenance à un groupe d'opposition)** : p. 4413 - **Article 6 (Approbation tacite de la demande d'attribution des prérogatives de commission d'enquête à une commission permanente ou spéciale les jours où le Sénat ne tient pas séance)** : p. 4414 - **Article 7 (Encadrement de l'effectif des commissions d'enquête et des missions d'information)** : p. 4415 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 4 (Commissions d'enquête et missions d'information - Droit de tirage des groupes politiques - Augmentation)** : p. 4415 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 6 rectifié (Commissions d'enquête parlementaires - Engagement de poursuites - Bureau des commissions)** : p. 4415 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 39 et n° 16 (Droit d'initiative des groupes minoritaires et d'opposition - Règlement - Modification)** : p. 4416 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 17 et n° 19 (Commissions - Publicité des travaux)** : p. 4417 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 13 (Réunion de commission par visioconférence ou audioconférence - Quorum votes par appel nominal - Autorisation)** : p. 4417 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 27 rectifié (Débat de contrôle en commission (DEC) - Création)** : p. 4418 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 21 (Débats de contrôle - Conférence des Présidents - Fixation des règles)** : p. 4419 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 23 (Consultation des élus locaux - Mise en ligne - Nouveau droit de tirage - Création)** : p. 4419 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 5 rectifié (Propositions de résolution - Pluralisme - Temps d'explication de vote après la discussion générale)** : p. 4420 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 22 (Délais de dépôt des amendements - Horodatage)** : p. 4420 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 52 (Amendements présentant un lien, même indirect, avec le projet ou la proposition en discussion - Recevabilité)** : p. 4421 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 40 (Demandes d'irrecevabilité - Débat)** : p. 4421 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 rectifié (Dépôts d'amendements par le Gouvernement ou la commission saisie au fond - Restrictions)** : p. 4422 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 20 rectifié, n° 38, n° 18 rectifié, n° 42 et n° 41 (Irrecevabilité des amendements - Règles)** : p. 4423 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44 (Irrecevabilité d'un amendement au titre de l'article 41 de la Constitution - Modifications)** : p. 4424 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43 (Irrecevabilité au nom de l'article 40 - Débat contradictoire)** : p. 4425 - **Article additionnel avant l'article 9 - Amendement n° 14 (Temps réservé aux groupes d'opposition et aux groupes minoritaires - Calcul - Comptabilisation)** : p. 4425 - **Article 9 (Modification de l'ordre de passage des orateurs lors de la discussion générale en séance plénière)** : p. 4427 - **Article 10 (Simplification de l'examen en séance publique du texte élaboré par une commission mixte paritaire)** : p. 4429 - **Article 11 (Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun)** : p. 4430 p. 4431 p. 4433 p. 4434 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 51 (Projet de loi de finances - Organisation des débats)** : p. 4434 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 12 (Amendement non soutenu par son auteur - Conditions de reprise par un sénateur non signataire - Autorisation)** : p. 4435 - **Article 14 (Parité au sein du bureau du Sénat)** : p. 4436 p. 4437 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 25 (Présidences des commissions - Représentation équilibrée entre les femmes et les hommes)** : p. 4437 - **Article additionnel après l'article 14 quater - Amendement n° 53 (Proposition de résolution européenne (PPRE) - Rapport et texte adopté ou résultats des travaux - Publication séparée)** : p. 4438

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4476

- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie [n° 655 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Article unique** : p. 4716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement** - (16 juin 2021) : p. 4966

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6368 p. 6370 p. 6379 - **Article unique** : p. 6379 p. 6380 p. 6381 p. 6382 p. 6383 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2 rectifié ter (Langues régionales - Enseignement intensif - Constitutionnalisation)** : p. 6383 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter (Établissements publics de coopération - Libre administration)** : p. 6383

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis (Métropole de Lyon - Nature juridique)** : p. 6639 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1073 rectifié bis (Schéma de cohérence territoriale - Tissu commercial de proximité - Principe de différenciation)** : p. 6649

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Demande de priorité et de réserve** : p. 6800

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Demande de priorité** : p. 7023

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Demande de réserve** : p. 7249

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Demande de priorité** : p. 7283

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Demande de seconde délibération** : p. 7626

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Motion d'ordre** : p. 7757 - **Demande de réserve** : p. 7790

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Article 1er (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire)** : p. 7946

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 3 (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales)** : p. 8528 p. 8529 - **Article 6 (Dispositions diverses relatives à la cour d'assises)** : p. 8542

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article 2 (supprimé) (Interdiction pour les parlementaires de percevoir des indemnités pour l'exercice des fonctions de maire ou d'adjoint au maire)** : p. 9047

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9372

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9433 - **Article 2 (Ouverture de l'adoption aux personnes liées par un pacte civil de solidarité et en concubinage)** : p. 9443 - **Article 12 (Réaffirmation du caractère protecteur du statut de pupille de l'État et obligation de réaliser un bilan d'adoptabilité)** : p. 9468

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire** [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9711 p. 9723 - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9738 p. 9743

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 novembre 2021) : p. 10559

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 84 (2021-2022)] - (18 novembre 2021) - **Article 38** : p. 10810

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne** [n° 239 (2021-2022)] - (7 décembre 2021) - **Article 1er** (*Création d'une infraction relative aux « thérapies de conversion »*) : p. 11521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Nouvelle-Calédonie (II)** - (15 décembre 2021) : p. 11856

BUIS (Bernard)
sénateur (Drôme)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 14 octobre 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Retraits et rappels de produits à base de graines de sésame importées d'Inde ne respectant pas les normes minimales requises dans l'Union européenne - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Professionnels des énergies renouvelables - Audition de MM. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER), Olivier Dauger et Jacques-Pierre Quaak, co-présidents de France gaz renouvelables (FGR).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Baptiste, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Bigot, directeur général d'ITER Organization.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 26

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1070

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3132

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Commission mixte paritaire [n° 622 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4360

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien aux salariés de la filière automobile** - (23 juin 2021) : p. 5460

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 17 bis (supprimé)** (*Mutualisation du suivi de l'état de santé des salariés ayant plusieurs employeurs*) : p. 6474

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (9 juillet 2021) - **Article 13** (*Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions*) : p. 6787 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1615** (*Réseau Natura 2000 - Obligation d'autofinancement - Dérogation*) : p. 6791 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 174 rectifié bis et n° 599 rectifié quinquies** (*Partie du territoire classée en sites patrimoniaux remarquables (SPR)- Loi solidarité et renouvellement (SRU) - Non application*) : p. 6828 p. 6829

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1664 rectifié ter** (*Maître d'ouvrage - Concertation préalable - Périmètre - Élargissement*) : p.7002

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1663 rectifié** (*Production de biogaz - Dispositifs de complément de rémunération et de contrat d'expérimentation*) : p. 7311

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article 56 (précédemment réservé)** (*Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 7615

- **Question orale sans débat sur l'envoi des documents de propagande électorale** - (28 septembre 2021) : p. 8444

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8690 - **Article 1er** (*Création d'un certificat de connaissance des besoins spécifiques des animaux de compagnie et des équidés*) : p. 8701 - **Article 2 bis C (nouveau)** (*Inscription obligatoire des informations relatives aux animaux identifiés au sein des fichiers nationaux automatisés*) : p. 8706 - **Article 2 bis (supprimé)** (*Traitement automatisé des contraventions par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (Antai)*) : p. 8707 - **Article 3** (*Évolution du fonctionnement des fourrières communales*) : p. 8711 - **Article 3 bis A** (*Obligations déclaratives des organismes détenant des animaux de compagnie*) : p. 8715 - **Article 3 bis** (*Encadrement des familles d'accueil de chiens et de chats*) : p. 8716 - **Article 4 quater** (*Modification de la réglementation relative à la détention d'animaux d'espèces non domestiques*) : p. 8729 - **Article 4 quinquies A (nouveau)** (*Généralisation de l'identification obligatoire des animaux non domestiques*) : p. 8731 - **Article 4 quinquies** (*Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie*) : p. 8734 - **Article 4 sexies** (*Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne*) : p. 8745 - **Article 7 ter** (*Sensibilisation à l'éthique animale au sein du service national universel (SNU) et de l'enseignement moral et civique (EMC)*) : p. 8755 p. 8756 - **Article 8 bis A** (*Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique*) : p. 8760

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 septembre 2021) : p. 8781

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)] (suite)** - (30 septembre 2021) - **Article 12** (*Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés*) : p. 8783 p. 8784 p. 8788 - **Article 12 bis** (*Encadrement de l'appellation de refuge et de sanctuaire pour les établissements détenant des animaux non domestiques*) : p. 8796 - **Article 13** (*Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées*) : p. 8798 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 221 et n° 170** (*Interdictions relatives aux*

espèces animales non domestiques - Sanctions) : p. 8805 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8806 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8808

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9180 p. 9181

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9196

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Commission mixte paritaire [n° 4 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9232

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9874 - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9887 p. 9893 p. 9900 p. 9906 p. 9912 p. 9914 p. 9916 p. 9919 p. 9920 p. 9922 p. 9926 p. 9928 - **Article 3 (Extension du champ de l'obligation de notification aux SAFER concernant les prises de contrôle de sociétés d'exploitation ou de propriété agricole - Renforcement de la transmission électronique des notifications)** : p. 9934 - **Article 7 (nouveau) (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi)** : p. 9942

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10776

- **Question orale sans débat sur les dépôts d'espèces par les régisseurs des communes** - (30 novembre 2021) : p. 11312 p. 11313

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11499

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assurances récoltes** - (8 décembre 2021) : p. 11547

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11577 p. 11578

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article 12 (Réforme de la protection maternelle et infantile)** : p. 11900 - **Article 13 (Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance)** : p. 11911 - **Article 13 bis (nouveau) (Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance)** : p. 11922

BURGOA (Laurent)
sénateur (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - famille le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis vice-président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Mineurs non accompagnés, jeunes en errance : 40 propositions pour une politique nationale [n° 854 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de représentants des organisations de jeunesse.

(*commission des affaires sociales*): Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de M. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de M. François-Antoine Mariani, directeur général délégué à la politique de la ville et de Mme Simone Saillant, directrice des programmes « ruralités » et « montagne » à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de M. Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Communication de Mme Françoise Gatel, présidente, sur les résultats de la consultation nationale des élus locaux sur l'efficacité de l'action publique et la décentralisation.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de Mme Bénédicte Legrand-Jung,

adjointe au délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle, M. Stéphane Rémy, sous-directeur chargé des politiques de formation et du contrôle et Mme Cécile Charbaut, adjointe au sous-directeur en charge des parcours d'accès à l'emploi.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*): Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mme Anne Thiebaud, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur la médecine préventive dans la fonction publique territoriale.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*): Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*): Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de

Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charneau, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 136

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Article 8** (*Renforcement de la procédure administrative d'évacuation d'office des résidences mobiles de gens du voyage en cas de stationnement illicite*) : p. 25

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité à Nîmes** - (20 janvier 2021) : p. 275

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 et n° 31** (*Démarchage des électeurs - Listes d'emargement du premier tour - Utilisation interdite*) : p. 403 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 405

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 627

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 943

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 et n° 185 rectifié ter** (*Praticiens salariés d'un établissement de santé privé à intérêt collectif (ESPIC) - Dépassements d'honoraires - Autorisation*) : p. 1208 - **Article 5** (*Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service*) : p. 1215

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1389

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1571

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1796

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 10** (*Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions*) : p. 1900 - **Article 19 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure visant à adapter les modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du CNAPS*) : p. 1919 - **Article 20 bis (supprimé)** (*Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation*) : p. 1939

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2197
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater** (*Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications*) : p. 2390 - **Article 4** (*Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service*) : p. 2421 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (*Maire - Nouveau pouvoir de police - Création*) : p. 2437
- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (*Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité*) : p. 2825
- **Question orale sans débat sur le manque de dessertes à la gare Nîmes-Pont-du-Gard** - (13 avril 2021) : p. 3089
- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 5** (*Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité »*) : p. 3151 p. 3154
- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3284 - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3292
- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3462
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 mai 2021) : p. 3571
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Dentiste de santé au travail - Création*) : p. 6498
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6588
- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 59 rectifié ter, n° 1456 rectifié quater, n° 190 rectifié septies, n° 814 rectifié ter, n° 1031 rectifié quater, n° 913 rectifié bis, n° 191 rectifié quater, n° 576 rectifié quinquies, n° 815 rectifié, n° 1032 rectifié et n° 1457 rectifié bis** (*Communes touristiques - Compétence « promotion du tourisme »*) : p. 6645
- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 17** (*Suppression de la date butoir de 2025 et rythme de rattrapage du déficit de logements sociaux différencié selon les communes SRU*) : p. 6884 - **Article 18** (*Création du contrat de mixité sociale*) : p. 6892 - **Article 19** (*Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher »*) : p. 6899 p. 6899 p. 6900 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1107 rectifié** (*Zone de montagne - Plan local d'urbanisme (PLU) - Zone de protection de l'habitat permanent*) : p. 6903 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (*Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU*) : p. 6916 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1200 rectifié et n° 1202 rectifié** (*Logements sociaux - Objectifs annuels d'attribution - Non respect - Sanction*) : p. 6925
- **Question orale sans débat sur la problématique des « ruisseaux couverts » de l'ex-bassin houiller cévenol** - (13 juillet 2021) : p. 6982
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8050
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Gard** - (22 septembre 2021) : p. 8181 p. 8182
- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 4** (*Obligation de la mention d'origine pour les produits alimentaires lorsqu'il existe un lien avéré entre leurs propriétés et cette origine et indication de l'origine de l'ingrédient primaire lorsque celle-ci diffère de celle indiquée pour le produit*) : p. 8205 p. 8206 - **Article 6** (*Date d'entrée en vigueur des articles de la proposition de loi*) : p. 8211 p. 8212
- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 21** (*Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention*) : p. 8274
- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8501 - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8514
- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Auteur d'infractions à caractère terroriste reconnus coupables - Condamnation au remboursement de l'aide juridictionnelle*) : p. 8611 - **Article 11** (*Modification des dispositions générales relatives au travail des personnes détenues*) : p. 8613 p. 8614 - **Article 12** (*Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire*) : p. 8618 - **Article 28** (*Discipline et déontologie de la profession d'avocat*) : p. 8638 - **Article 29 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Tentative obligatoire de règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire*) : p. 8649
- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.
- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8690
- **Question orale sans débat sur les dispositions applicables aux agents bénéficiant d'une autorisation spéciale d'absence** - (7 octobre 2021) : p. 8957 p. 8958
- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9112
- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Article 12** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (*Maintien à la disposition de la justice de prévenus présentés devant une juridiction incompétente du fait d'une erreur sur leur majorité ou minorité*) : p. 9362 - **Article 16** (**précédemment réservé**) (**Texte non modifié par la commission**) (*Relevés signalétiques contraints*) : p. 9367

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9490

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9806

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9872 p. 9877 - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9904 p. 9920

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Rappel au règlement** : p. 9973

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 14 (Réforme du régime social du conjoint collaborateur)** : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 1011 (Santé - Objectif de réduction des apports en sucre - Création d'une taxe additionnelle sur l'aspartame)** : p. 10200

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 37 (Recours aux médicaments biosimilaires)** : p. 10333

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10775

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11246

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 189 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 11299

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11515

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11568

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de certains cépages** - (14 décembre 2021) : p. 11737 p. 11738

- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11756

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11772 p. 11776 - **Article 3 (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance)** : p. 11806 - **Article 3 bis C (supprimé) (Droit de visite des parlementaires dans les structures de la protection de l'enfance)** : p. 11816

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 3 rectifié (Directeurs des établissements d'aide sociale à l'enfance - Rattachement au département)** : p. 11920 - **Article 15 (Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné)** : p. 11936 p. 11947

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires le 1er février 2021.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021 ; puis vice-président le 26 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Suicides en agriculture : mieux prévenir, identifier et accompagner les situations de détresse [n° 451 (2020-2021)] (17 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Examen du bilan annuel de l'application des lois.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Objectif de « zéro artificialisation nette » à l'épreuve des territoires - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements proposés par les rapporteurs pour avis.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations sanitaires, économiques et budgétaires.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 -

Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Monsieur Julien Goupil, fondateur de l'association Empreintes citoyennes.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La réponse européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS)** [n° 305 (2020-2021)] - (9 février 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 937

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (I)** - (10 mars 2021) : p. 1592 p. 1593

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité** [n° 131 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1683

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (30 mars 2021) - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2335 p. 2336

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 nonies - Amendement n° 577 rectifié** (*Enfants d'une même classe d'âge des établissements privés hors contrat ou sous contrat - Activités sportives et culturelles périscolaires - Veille de l'inspecteur d'académie*) : p. 2828

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 28** (*Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu*) : p. 2952 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 277 rectifié** (*Imam - Statut juridique - Rapport au Parlement*) : p. 2958

- **Question orale sans débat sur les dérogations à l'organisation des rythmes scolaires** - (13 avril 2021) : p. 3100 p. 3101

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3114 p. 3115

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique** [n° 508 (2020-2021)] - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3133

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA** [n° 249 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3307 p. 3315

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3367

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3381 p. 3382

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal** [n° 530 (2020-2021)] - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4269 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Agriculteurs - Confiscation du cheptel - Accompagnement social et psychologique*) : p. 4279

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles** [n° 609 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4328

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4487

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4602

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4787

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4866 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 594 rectifié, n° 1218 rectifié bis et n° 2029 rectifié bis** (*Fournisseurs d'accès à internet et opérateurs de réseaux - Impact carbone de l'utilisation des services d'internet - Information en temps réel*) : p. 4879 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4914 p. 4915

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4994 p. 5007 p. 5008 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 1976 rectifié, n° 585 rectifié bis, n° 776 rectifié, n° 1768 rectifié ter, n° 1975 rectifié bis, n° 808, n° 1511** (*Transition écologique - Grandes entreprises françaises - Publication d'un rapport climat*) : p. 5032 p. 5033 - **Article 18** (*Rôle des opérateurs de compétence (OPCO) dans l'accompagnement des entreprises sur les enjeux relatifs à la transition écologique*) : p. 5053

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis D** (*Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique*) : p. 5098

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 26 septies** (*Intégration des itinéraires relevant des schémas cyclables dans le plan de mobilité et prise en compte du plan de mobilité par le schéma de cohérence territoriale*) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 15 rectifié bis, n° 647, n° 1029 rectifié, n° 1562 et n° 2014 rectifié bis** (*Poids lourds dépourvus de dispositif de détection des usagers vulnérables - Circulation restreinte dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)*) : p. 5358 - **Article 27 bis AA (nouveau)** (*Renforcement de l'apprentissage de l'usage du vélo dans le cadre scolaire*) : p. 5360 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié,**

n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis (*Transition énergétique - Forfait « mobilités durables »*) : p. 5369 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 223 rectifié** (*Réduction des émissions de gaz à effet de serre - Relance de l'autotrain*) : p. 5379 - **Article 59 quater (priorité)** (*Expérimentation, en restauration collective publique, d'une solution de réservation des repas*) : p. 5418

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié** (*Eau - Retenues collinaires*) : p. 5504 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité) - Amendements n° 471 rectifié, n° 605 rectifié bis et n° 556 rectifié bis** (*Réduction du gaspillage alimentaire - Date de durabilité minimale et dates limites de consommation*) : p. 5546 - **Article 66 ter (priorité)** (*Information du consommateur relative à la saisonnalité des fruits et légumes frais proposés à la vente*) : p. 5547 p. 5548 - **Article 31** (*Formation à l'écoconduite des conducteurs routiers professionnels*) : p. 5557

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 16 rectifié bis, n° 649, n° 1030 rectifié, n° 1563 et n° 2015 rectifié bis** (*Collectivités territoriales - Mise en place obligatoire d'un plan de hiérarchisation de la voirie par les maires*) : p. 5597 - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5630 p. 5631 - **Article 39 ter** (*Définition des rénovations énergétiques « performante », « globale » et « complète »*) : p. 5661 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 236 rectifié ter, n° 317, n° 431, n° 954 rectifié bis, n° 1372 rectifié ter, n° 1642, n° 237 rectifié ter, n° 442, n° 729 rectifié et n° 955 rectifié bis, n° 238 rectifié quinquies, n° 432 et n° 730 rectifié** (*Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Sécurisation du statut juridique*) : p. 5696 p. 5698 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendements n° 9 rectifié quater, n° 270 rectifié et n° 1141 rectifié** (*Calcul du volume de certificats d'économies d'énergie (CEE) - Intégration du cycle de vie des produits et équipements*) : v

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (*Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées*) : p. 5748 p. 5751 - **Article 56 bis (priorité)** (*Possibilité de limiter ou d'interdire l'accès aux espaces protégés*) : p. 5756 - **Article 58 C (priorité)** (*Articulation des documents d'urbanisme avec les dispositions des plans de prévention des risques littoraux, PPRL*) : p. 5774 - **Article 58 E (priorité)** (*Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte*) : p. 5781 - **Article 67 (priorité)** (*Création de la circonstance aggravante de mise en danger de l'environnement*) : p. 5812 - **Article 68 (priorité)** (*Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide*) : p. 5824 - **Article additionnel avant la section 1 - Amendement n° 298 rectifié** (*Obligations relatives à la lutte contre l'artificialisation des terres - Exonération des communes de moins de 2 000 habitants*) : p. 5858

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5984

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 16** (*Création d'une visite médicale de mi-carrière*) : p. 6468 p. 6469 - **Article 20** (*Aménagement des règles de gouvernance interne des SPSTI*) : p. 6484

- **Question orale sans débat sur le financement des locaux de la gendarmerie nationale** - (20 juillet 2021) : p. 7365

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7385

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7520

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8086 - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8110 p. 8111 p. 8114 - **Article 2** (*Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires*) : p. 8130

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 3** (*Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles*) : p. 8195 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 145 rectifié** (*Produits alimentaires faisant appel à un savoir-faire français - Valorisation*) : p. 8203

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8866

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9134

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Commission mixte paritaire [n° 4 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9231

- **Question orale sans débat sur la différence de situation entre les vaccinés cas contacts et les cas contacts non vaccinés** - (19 octobre 2021) : p. 9308

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9556 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47 rectifié** (*Dématérialisation des procédures administratives concernant les travailleurs non salariés - Rapport au Parlement*) : p. 9574 p. 9575 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 rectifié** (*Emprunts souscrits à des fins professionnelles - Fin des cautions personnelles des dirigeants indépendants*) : p. 9582

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les usages des pesticides dans les zones agricoles** - (27 octobre 2021) : p. 9610 p. 9611

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9879 - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9889 p. 9892 p. 9893 p. 9918 p. 9922 p. 9926 - **Article 2 (supprimé)** (*Extension des pouvoirs d'acquisition et de substitution des SAFER vis-à-vis des parts et actions de sociétés*) : p. 9933 - **Article 3** (*Extension du champ de l'obligation de notification aux SAFER concernant les prises de contrôle de sociétés d'exploitation ou de propriété agricole - Renforcement de la transmission électronique des notifications*) : p. 9935 - **Article 5 (supprimé)** (*Possibilité de refuser une autorisation d'exploiter en cas d'absence de candidat alternatif*) : p. 9938 - **Article 7 (nouveau)** (*Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi*) : p. 9943

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10003

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture [n° 131 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10018

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 874 rectifié et n° 832 rectifié bis** (*Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modification des modalités de calcul des cotisations*) : p. 10168 p. 10169

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° 891 rectifié** (*Encadrement du tatouage tridimensionnel définitif de la plaque aréolo-mamelonnaire - Rapport au Parlement*) : p. 10425 p. 10426 - **Article 48** (*Simplification et modernisation des prestations en espèces pour les non-salariés agricoles*) : p. 10463 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 876 rectifié bis** (*Maisons de santé et centres de santé - Radiologie et traitement des petites urgences*) : p. 10483

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mal-être des agriculteurs** - (24 novembre 2021) : p. 11225 p. 11226

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la**

situation sociale et le pouvoir d'achat » - (30 novembre 2021) : p. 11384

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires** - *Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]* - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11504

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 2** (*Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale*) : p. 11587

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11645

CADEC (Alain)
sénateur (Côtes-d'Armor)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 21 juin 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques : Ne laissons pas les Britanniques faire des pêcheurs français les victimes collatérales du Brexit [n° 298 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances, fiscalité - Proposition de règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques) dite Digital Markets Act - Examen du rapport de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mmes Florence Batrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Voisinage et élargissement - Déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Macédoine du Nord, en Serbie et au Monténégro, du 12 au 17 septembre 2021 - Communication.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Éducation - Liberté académique en Europe - Communication, proposition de résolution européenne et avis politique.

Politique étrangère et de défense - La réponse européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 398

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 947

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1456

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2112 p. 2112

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2226

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 19 rectifié bis** (*Électricité issue de l'énergie marémotrice - Caractère renouvelable - Reconnaissance*) : p. 3175

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3441

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8869 p. 8870

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les éoliennes en baie de Saint-Brieuc** - (6 octobre 2021) : p. 8907

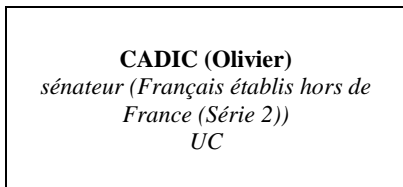
- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2 bis** (*Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école*) : p. 9423

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10571

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien au secteur de la pêche (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11231

- **Mise au point au sujet de votes** - (8 décembre 2021) : p. 11556

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11605 p. 11624



Réélu le 26 septembre 2021.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 10 février 2021 ; nouvelle nomination le 23 novembre 2021.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Coordination du travail gouvernemental (cyberdéfense, SGDSN) [n° 219 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique - Déplacement à Calais et Boulogne-sur-mer - Communication de M. Pascal Allizard.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Antoine Bouvier, directeur de la stratégie, des fusions-acquisitions et des affaires publiques d'Airbus et Dirk Hoke, président exécutif (CEO) d'Airbus Defence and Space.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Coréentin Sellin, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de Mme Gillian Bird, ambassadrice d'Australie en France.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits

de la coordination du travail gouvernemental (cyberdéfense, SGDSN) » - Examen du rapport d'information.

Crédits de l'environnement et de la prospective de la politique de défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

Projet de contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (2021-2023) - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 910 p. 923

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1454

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1688

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tensions diplomatiques avec la Chine** - (24 mars 2021) : p. 2152 p. 2153

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3311 p. 3312

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3538 p. 3539

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Rapport annexé** : p. 3691

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux incertitudes sur les élections consulaires** - (12 mai 2021) : p. 3734

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 12** (*Report éventuel de certaines élections consulaires et conséquences sur le renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger et la composition du collège électoral sénatorial*) : p. 3976

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Français de l'étranger vaccinés avec un vaccin non homologué** - (9 juin 2021) : p. 4652

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7521

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7766 p. 7807 p. 7813 p. 7815 p. 7835 p. 7836 p. 7837 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250** (*Conséquences de la fin de la gratuité des examens de dépistage virologique de la covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 7871

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et**

durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11649 p. 11650

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Développement durable : Transition énergétique, climat et recherche [n° 167 tome 4 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme

Dunja Mijatovic, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 1ère partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 25 au 29 janvier 2021 : communication de M. Alain Milon, premier vice-président de la délégation française à l'APCE.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Nouveau Pacte sur l'asile et la migration : communication et examen du rapport de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales - Proposition de résolution européenne tendant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2098 p. 2099

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6536 p. 6550

- **Question orale sans débat sur la zone frontalière franco-espagnole et le bassin d'emploi de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne** - (13 juillet 2021) : p. 6965

- **Question orale sans débat sur les contrats de travail des médecins exerçant dans les centres municipaux de santé** - (19 octobre 2021) : p. 9307

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11374

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Les forces armées en Guyane : souveraineté et protection des ressources naturelles [n° 295 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la réserve d'ajustement au Brexit [n° 431 (2020-2021)] (9 mars 2021) - **Union européenne**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à œuvrer à l'adoption d'une déclaration de la fin de la guerre de Corée [n° 231 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique - Déplacement à Calais et Boulogne-sur-mer - Communication de M. Pascal Allizard.

Hommage aux gendarmes et soldats récemment morts dans l'exercice de leurs fonctions.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de France Médias Monde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Questions diverses.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Groupe de travail sur l'Espace - Désignation de membres.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Groupes de travail - Désignation des membres et des rapporteurs.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*Groupe de suivi sur la nouvelle relation euro-britannique*) : Communication de MM. Christian Cambon et Jean-François Rapin sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2020) 854 final établissant la réserve d'ajustement au Brexit.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Antoine Bouvier, directeur de la stratégie, des fusions-acquisitions et des affaires publiques d'Airbus et Dirk Hoke, président exécutif (CEO) d'Airbus Defence and Space.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France.

Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Saisine et désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Audition du général André Lanata, commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN (SACT).

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Audition de membres du gouvernement d'union nationale et du Parlement birman en exil : professeur Zaw Wai Soe, ministre de la santé et de l'éducation, docteur Sasa, ministre de la coopération internationale, MM. Moe Zaw Oo, vice-ministre des affaires étrangères et Aung Kyi Nyunt, président du comité permanent de l'Assemblée de l'Union.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Retour d'expérience du conflit du Haut-Karabagh - Examen du rapport d'information.

Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'Agence française de développement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres des 7 et 20 septembre 2011 entre le gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER - Examen du rapport et du texte de la commission.

Hommage au sergent Maxime Blasco.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Göteborg du 1er décembre 1999, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 190 de l'Organisation internationale du travail relative à l'élimination de

la violence et du harcèlement dans le monde du travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de l'équipement des forces - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stabilité et sécurité au Moyen-Orient - Point de situation - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Audition de M. Nicolas de Lacoste, envoyé spécial pour la Biélorussie.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

Projet de contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (2021-2023) - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le nouveau plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'aéroport d'Orly** - (9 février 2021) : p. 886

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 908 p. 913 p. 929 p. 932

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1445 p. 1455 p. 1457 p. 1458

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence chez les jeunes** - (10 mars 2021) : p. 1599

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2117

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tensions diplomatiques avec la Chine** - (24 mars 2021) : p. 2153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petits commerces et l'éligibilité au fonds de solidarité** - (24 mars 2021) : p. 2154

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3606 p. 3608 p. 3615 p. 3617 - **Rapport annexé** : p. 3688 p. 3690

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du second accompagnant d'un enfant corse hospitalisé sur le continent** - (12 mai 2021) : p. 3727

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du corps préfectoral** - (12 mai 2021) : p. 3729

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)] (suite)** - (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3782

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) : p. 3819 p. 3820 - **Article 7** (*Renforcement de la tutelle de l'Agence française de développement (AFD)*) : p. 3851 - **Organisation des travaux** : p. 3861 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3882

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Haut-Karabagh** - (19 mai 2021) : p. 4001

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5473 p. 5474 p. 5475 p. 5483 p. 5491 p. 5494

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7523 p. 7524 - **Article 9** (*Désignation du président de la commission d'évaluation - Coordinations*) : p. 7552

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réglementation européenne applicable aux huiles essentielles de lavande** - (9 septembre 2021) : p. 7987

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis vice-présidente le 21 octobre 2021.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la Commission de vérification des fonds spéciaux le 28 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre titulaire du comité des finances locales le 1er février 2021.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse du 3 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021 ; puis vice-présidente le 15 décembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 228 (2020-2021)] ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 291 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 341 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 672 (2020-2021)] relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 694 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 762 (2020-2021)] (9 juillet 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 771 (2020-2021)] relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 778 (2020-2021)] (20 juillet 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 630 (2020-2021)] pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 834 (2020-2021)] (15 septembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 83 (2021-2022)] (21 octobre 2021) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 169 tome 7 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de représentants de la profession d'avocat, à la suite du rapport de M. Dominique Perben.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la

Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de Mme Bénédicte Legrand-Jung, adjointe au délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle, M. Stéphane Rémy, sous-directeur chargé des politiques de formation et du contrôle et Mme Cécile Charbaut, adjointe au sous-directeur en charge des parcours d'accès à l'emploi.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*): Réponse pénale et exécution des peines, et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Ivan Guitz, président de l'Association nationale des juges d'application des peines, Mme Virginie Peltier, professeur de droit privé et sciences criminelles à la faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux, MM. Laurent Ridet, directeur de l'administration pénitentiaire, Thierry Donard, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, Damien Savarzeix, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, représentant la Conférence nationale des procureurs de la République, et Jean-Olivier Viout, magistrat honoraire, ancien procureur général près la cour d'appel de Lyon.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*): États généraux de la justice - Communication.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*): Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*): Audition de M. Serge Lasvignes, candidat présenté par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*): Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*): Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire et le projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charnalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 314

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié** (*Élections régionales et départementales de 2021 - Utilisation d'une même machine à voter - Autorisation*) : p. 424 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 3** (*Scrutin départemental et régional de 2021 - Bureau de vote unique - Mise en place*) : p. 424

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 431 p. 433 - **Question préalable** : p. 435 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs*) : p. 443 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Enfant - Définition*) : p. 444 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Application du code de la justice pénale des mineurs aux poursuites engagées à compter du 30 septembre 2021*) : p. 445 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 24 rectifié et n° 63 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Garantie du droit à*

l'éducation - Inscription) : p. 446 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 47 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Mineur de moins de 13 ans en conflit avec la loi - Prise en charge éducative ou suivi social*) : p. 447 - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs*) : p. 449 p. 451 - **Article 1er ter B (nouveau)** (*Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs*) : p. 452 p. 453 p. 454 - **Article 1er ter (supprimé)** (*Spécialisation du juge des libertés et de la détention appelé à se prononcer sur le cas de mineurs*) : p. 456 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 et n° 60 rectifié** (*Mineurs - Moyens de télécommunication audiovisuelle pendant la procédure - Interdiction*) : p. 456 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Allongement de la durée du couvre-feu applicable aux mineurs ; simplification en matière de cumul entre peines et mesures éducatives ; contrôle visuel des faits personnels d'un mineur dans les établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse*) : p. 458 p. 459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 53 rectifié bis** (*Mineur - Mesure éducative - Prise en compte des faits reprochés*) : p. 460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 28** (*Code de la justice des mineurs - Centres éducatifs renforcés (CER) - Inscription*) : p. 460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31** (*Code de la justice pénale des mineurs - Établissements du secteur associatif habilité (SAH) - Inscription*) : p. 461 - **Article 4** (*Possibilité pour le tribunal de police de prononcer une peine complémentaire*) : p. 463 p. 464

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié bis** (*Circonstances graves d'une infraction - Interdiction de territoire français à un mineur étranger - Possibilité pour le juge - Maintien*) : p. 545 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 57 rectifié bis** (*Détention des mineurs - Mise en place d'une période de sûreté*) : p. 546 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 59 rectifié bis** (*Mineur de 16 à 18 ans déclaré coupable d'un crime ou d'un délit commis à l'encontre des forces de l'ordre ou d'un sapeur-pompier - Excuse de minorité - Suppression*) : p. 546 - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Appel des décisions prises par le juge des libertés et de la détention*) : p. 547 - **Article 6** (*Interdiction de la visioconférence pour la décision et la prolongation de la détention provisoire et maintien de la prise en charge du mineur par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 548 p. 549 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 20** (*Mineurs - Détention provisoire pour les plus de 16 ans*) : p. 549 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) : p. 551 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Renforcement des sanctions pour les représentants légaux d'un mineur ne déférant pas à une convocation à comparaître*) : p. 553 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 15** (*Mesures éducatives judiciaires provisoires - Présence du mineur lors du prononcé de la mesure - Obligation*) : p. 554 - **Article 7** (*Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention*) : p. 555 p. 556 p. 557 p. 558 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 19** (*Notification des droits du mineur - Écrite et orale dans une langue compréhensible - Obligation*) : p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 37** (*Mineurs - Régime de la garde à vue - Application identique*) : p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 38** (*Code de la justice pénale des mineurs - Article L. 413-11 - Prolongation de la garde à vue - Abrogation*) : p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 42** (*Droits de la défense du mineur - Dépôt des conclusions de l'avocat jusqu'à l'audience de culpabilité*) : p. 560 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 41** (*Mineurs - Assignation à résidence avec surveillance électronique - Suppression*) : p. 560 - **Article 8** (*Déroulé de l'audience et régime de l'assignation à résidence sous surveillance électronique*) : p. 561 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 48** (*Mineurs - Travail d'intérêt - Compatibilité avec la*

scolarité) : p. 562 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Mineur - Demande de renvoi de son affaire devant le tribunal pour enfant - Autorisation*) : p. 562 - **Article 9** (*Possibilité de déroger à l'inscription des décisions concernant des crimes de nature sexuelle ou violente au FIJAISV pour les mineurs d'au moins treize ans*) : p. 563

- **Question orale sans débat sur les investissements et la multimodalité pour les ports français** - (9 février 2021) : p. 891 p. 892

- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** - *Commission mixte paritaire [n° 363 (2020-2021)]* - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1110

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** - *Commission mixte paritaire [n° 342 (2020-2021)]* - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1113 - **Article 7** (*Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention*) : p. 1125 - **Article 11** (*Suppression de l'expérimentation sur la mesure éducative d'accueil de jour et demande de rapport*) : p. 1125

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2112

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 293 rectifié bis** (*Rejet des valeurs principes de la République - Titre de séjour - Refus*) : p. 2589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du corps préfectoral** - (12 mai 2021) : p. 3729 p. 3730

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5996 - **Question préalable** : p. 6002 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 42** (*Échanges entre les services spécialisés de renseignement et des services étrangers ou des organismes internationaux - Orientation - Détermination*) : p. 6030 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 43** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Compétences - Extension*) : p. 6032 - **Article 7** (*Encadrement de l'exploitation et de la transmission des renseignements entre services et aux services, suivant les finalités ayant justifié leur obtention*) : p. 6034 p. 6035 p. 6036 p. 6037 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 70** (*Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) - Compétences - Élargissement*) : p. 6038 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 97** (*Article L. 811-3 du code de la sécurité intérieure - Financement du terrorisme*) : p. 6039 - **Article 8** (*Allongement de la durée de conservation des renseignements à des fins de recherche et de développement*) : p. 6040 p. 6041 p. 6042 - **Article 10** (*Extension des obligations de coopération des opérateurs pour la mise en œuvre de certaines techniques de renseignement et techniques spéciales d'enquête*) : p. 6044 - **Article 11** (*Expérimentation d'une technique d'interception des communications satellitaires*) : p. 6045 p. 6046 p. 6047 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Pérennisation des dispositions prévues à l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure encadrant le recours à l'algorithme*) : p. 6049 - **Article 13** (*Renforcement de l'encadrement de la mise en œuvre des algorithmes et extension de leur champ aux URL*) : p. 6051 p. 6052 p. 6053 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension du champ du recueil des données de connexion en temps réel aux URL et durée de conservation des URL*) : p. 6055 - **Article 15** (*Refonte du cadre de conservation des données de connexion par les opérateurs*) : p. 6056 p. 6057 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure de contrôle préalable à la mise en œuvre des techniques de renseignement sur le territoire national*) : p. 6059 p. 6060 - **Article 17 bis** (*Renforcement des*

prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) : p. 6062 p. 6063 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure de contrôle préalable à la mise en œuvre des techniques de renseignement sur le territoire national*) : p. 6063 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 50** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Recommandations - Transmission à la délégation parlementaire au renseignement (DPR)*) : p. 6064 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 51** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Saisines du procureur de la République - Information de la délégation parlementaire au renseignement (DPR)*) : p. 6064 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 34 rectifié et n° 91 rectifié** (*Moyens affectés au renseignement humain et formations dispensées aux agents de renseignement - Rapport au Parlement*) : p. 6065 - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6069 p. 6073 p. 6078

- *Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]* - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7695 - **Article 7 (texte non modifié par la commission)** (*Transmission d'informations aux services de renseignement et entre ces services*) : p. 7708 p. 7709 p. 7710 - **Article 11 (texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation de l'interception des communications reçues par voie satellitaire*) : p. 7712 - **Article 13** (*Extension aux adresses internet complètes du traitement des données par les algorithmes*) : p. 7713 - **Article 17 bis (texte non modifié par la commission)** (*Rôle de la délégation parlementaire au renseignement (DPR)*) : p. 7716

- **Question orale sans débat sur l'abattoir de Forges-les-Eaux** - (28 septembre 2021) : p. 8446 p. 8447

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8489 - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8503 p. 8504 p. 8506 p. 8507 p. 8508 p. 8509 p. 8510 p. 8511 p. 8512 p. 8513 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 119** (*Enregistrement audiovisuel de l'audition au cours d'une enquête - Extension*) : p. 8515 - **Article 6** (*Dispositions diverses relatives à la cour d'assises*) : p. 8541 - **Article 7** (*Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle*) : p. 8544 p. 8546

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) : p. 8576 p. 8577 - **Article 8 (supprimé)** (*Expérimentation de la désignation d'avocats honoraires comme assesseurs des cours d'assises et cours criminelles départementales*) : p. 8578 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 125** (*Génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à l'étranger - Compétence extraterritoriale des juges français*) : p. 8579 - **Article 10** (*Diverses dispositions relatives à la procédure pénale*) : p. 8604 p. 8607 p. 8608 p. 8609 p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 39 rectifié** (*Prise en charge de victimes - Extension à des structures plus petites et spécialisées*) : p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Victimes de violences - Remise du compte rendu d'autopsie*) : p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 41 rectifié bis** (*Conseils des parties civiles - Prise de parole lors de l'audience devant la cour d'appel*) : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Auteur d'infractions à caractère terroriste reconnus coupables - Condamnation au remboursement de l'aide juridictionnelle*) : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 151 rectifié bis** (*Droit d'appel de la victime contre la décision de la peine - Création*) : p. 8612 - **Article additionnel avant l'article 11 A - Amendement n° 205** (*Régulation carcérale - Création d'une exception à l'incarcération des personnes prévenues en maison d'arrêt*) : p. 8612 - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des bâtonniers de visiter les lieux de privation de liberté*) : p. 8613 - **Article additionnel après l'article 11 A -**

Amendement n° 88 (*Personnes détenues - Reconnaissance légale de leurs droits collectifs*) : p. 8613 - **Article 11** (*Modification des dispositions générales relatives au travail des personnes détenues*) : p. 8614 - **Article 12** (*Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire*) : p. 8616 p. 8617 p. 8618 p. 8619 p. 8620 p. 8621 p. 8623 - **Article 14** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes qui travaillent en détention*) : p. 8624 p. 8625 p. 8626 p. 8627 - **Article 14 bis** (*Allongement de la durée de l'expérimentation de l'apprentissage en détention*) : p. 8627 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour l'adoption de la partie législative du code pénitentiaire*) : p. 8628 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dignité et respect de l'identité de genre en détention*) : p. 8629 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Allongement de la durée de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux*) : p. 8629 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 193** (*Collectivités territoriales - Pérennisation du dispositif de médiation préalable obligatoire*) : p. 8630 - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des huissiers de justice aux boîtes aux lettres des immeubles en copropriété*) : p. 8631 - **Article 28** (*Discipline et déontologie de la profession d'avocat*) : p. 8637 p. 8638 p. 8639 p. 8640 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 195** (*Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme - Assistance du Conseil supérieur du notariat et de la chambre nationale des commissaires de justice aux missions de contrôle des chambres locales*) : p. 8641 - **Article additionnel avant l'article 29 - Amendement n° 109 rectifié bis** (*Consultation juridique - Définition*) : p. 8642 - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Force exécutoire des transactions et actes contresignés par les avocats de chacune des parties*) : p. 8643 p. 8644 - **Article 29 bis** (*Garantie d'indépendance des médiateurs et création d'un Conseil national de la médiation*) : p. 8644 p. 8645 p. 8646 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 30 rectifié** (*Procédure de médiation - Définition - Rôle du médiateur*) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 31 rectifié** (*Médiateur - Devoir d'impartialité*) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 32 rectifié** (*Procédure de médiation - Règles de confidentialité*) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 33 rectifié** (*Accord des parties issu de la procédure de médiation - Contrôle du juge*) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 34 rectifié** (*Médiation conventionnelle ou judiciaire - Réunion d'information*) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 35 rectifié** (*Processus de médiation - Respect d'un principe de loyauté*) : p. 8649 - **Article 29 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Tentative obligatoire de règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire*) : p. 8649 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 154 rectifié** (*Incompatibilité du statut de magistrat avec l'exercice du droit syndical - Amendement de coordination éventuelle*) : p. 8656 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 196 rectifié** (*Audiences en matière civile - Nouveau dispositif de visio-conférence*) : p. 8656 - **Article 34** (*Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires*) : p. 8658 p. 8660 - **Article 36** (*Modalités d'entrée en vigueur de la loi*) : p. 8663 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 141** (*Conditions de détention des personnes LGBT+ - Rapport au Parlement*) : p. 8665

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)** - (29 septembre 2021) - **Article 1er** (*Magistrats à titre temporaire et magistrats honoraires*) : p. 8666 p. 8667 - **Article 2** (*Abrogation des dispositions organiques autorisant les magistrats à titre temporaire et magistrats honoraires à exercer les fonctions d'assesseurs des cours criminelles pour la durée de l'expérimentation*) : p. 8667 - **Article 3 (supprimé)** (*Statut de l'avocat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles dans le cadre de l'expérimentation*) : p. 8668 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié et n° 2 rectifié**

(Statut de magistrat et exercice du droit syndical - Incompatibilité) : p. 8670 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) : p. 8671

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir** [n° 26 (2021-2022)] - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9192 p. 9193

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption** [n° 51 (2021-2022)] - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9430

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 84 (2021-2022)] - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 85 (2021-2022)** : p. 10778 - **Article 6** (*Dispositions diverses relatives à la cour d'assises*) : p. 10812

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 85 (2021-2022)] - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 84 (2021-2022)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les entreprises de transport cyclable de tourisme** - (30 novembre 2021) : p. 11316 p. 11317

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11404

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11439 p. 11440

CANÉVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis vice-président du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Aide publique au développement** [n° 743 tome 2 annexe 4 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Évolution des modes de travail, défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs ? [n° 759 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrovoltatisme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Aide publique au développement [n° 163 tome 3 annexe 4 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à aménager certaines dispositions de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite « loi Littoral » [n° 307 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*) : Enseignement supérieur en arts plastiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Communication sur le compte rendu de la réunion du bureau de la commission et sur le programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2021.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management ».

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Florian Faure, directeur des affaires sociales et de la formation, et Philippe Chognard, responsable du pôle conditions de travail à la Confédération des PME (CPME), et du docteur Pierre Thillaud, représentant titulaire de la CPME au Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Table ronde sur « L'impact des nouveaux modes de travail et de management sur la santé ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des finances*) : Soutenabilité de la dette publique - Audition de M. Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute, Mme Jézabel Coupey-Soubeyran, professeur à l'École d'économie de Paris et maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. François Escalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco) et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor et Mme Amélie Verdier, directrice du budget.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*) : « Comment mieux orienter et mobiliser l'épargne financière des ménages liée à la crise sanitaire pour soutenir la reprise ? » - Audition de MM. Philippe Brassac, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de Crédit agricole S.A., Olivier Mareuse, directeur de gestion des actifs et directeur des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et des consignations, Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, et Mme Valérie Plagnol, économiste, présidente du Cercle des épargnants.

Audition de M. Patrick de Cambourg, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des normes comptables.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler autrement.

Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des finances*) : Transformation des services bancaires et conditions de leur accès - Audition de M. François Asselin, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Denis Beau, premier sous-gouverneur de la Banque de France, et Matthieu Robin, chargé de mission banque et assurance à l'UFC-Que Choisir.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les : « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition plénière - Table ronde avec les syndicats de salariés.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Peybernes, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Isabelle Liberge, présidente de la Fédération nationale des groupements d'employeurs (FNGE).

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Braun-Lemaire, directrice générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

(commission des finances): Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition de M. Jean-Yves Kerbourc'h, professeur à l'université de Nantes, faculté de droit et des sciences politiques.

Audition de Mme Meleyne Rabot, directrice générale de Just Eat France.

Audition du Syndicat national des groupements d'employeurs (SNGE).

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(commission des finances): Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 27 avril 2021 (*commission des finances*): Plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur « Les travailleurs des plateformes ».

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des finances*): Projet de décret d'avance - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*): « Comment sortir des prêts garantis par l'État (PGE) ? » - Communication.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires sociales): Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires » (programmes 177, 109 et 135).

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport

conventionnés de voyageurs » et du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (BACEA).

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Contrôle budgétaire - Communication sur le financement de la lutte contre les algues vertes.

Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », et les comptes d'affectation spéciale « transition énergétique » et « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ).

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition de M. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI) et président de Poujoulat, sur le thème de « L'impact de la crise sur la situation actuelle des entreprises de taille intermédiaire (ETI) ».

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Projet de mutualisation des systèmes de gestion des alertes et des opérations des services d'incendie et de secours (« NexSIS 18-112 ») - Communication.

Contrôle budgétaire - Réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger - Communication.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2021.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Rôle et moyens du Haut Conseil pour le climat - Communication.

Modalités de sortie des aides aux entreprises - Audition de MM. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques, Christophe Beaux, directeur général du Mouvement des entreprises de France, Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, et William Nahum, président du Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Aides à la presse écrite - Communication.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de M. Bruno Mettling, chargé par le ministère du travail de coordonner une mission sur l'emploi des travailleurs des plateformes numériques.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de Mme Uma Rani, chercheuse à l'Organisation internationale du travail, co-auteur du rapport « Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail: Pour un travail décent dans le monde en ligne ».

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Rôle des maisons départementales des personnes handicapées dans la gestion de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Communication.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition, conjointe avec la mission d'information, de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion sur le thème « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? ».

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics sur le projet de loi de finances pour 2022.

Avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2022 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 30 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur les conditions et les perspectives de la reprise économique.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Protection des épargnants - Communication.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*): « Pandora Papers : comment contrôler la création et les bénéficiaires effectifs des sociétés offshore ? » - Audition de Mme Giulia Aliprandi, chercheuse à l'Observatoire européen de la fiscalité, MM. Marc Bornhauser, avocat spécialiste en droit fiscal, Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal, et Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France.

Réunion du mardi 19 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 42) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy De Galhau, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission

« Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 18) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Compte rendu du déplacement en Indre-et-Loire du 23 septembre 2021.

Examen du compte rendu de déplacement au salon Bpifrance Inno Génération (BIG) à Paris.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*): Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » (et article 42 A) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » (et article 62) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés des ETI et PME en matière de commerce extérieur - MM. Renaud Bentégeat, président de CCI France International, Pierre Goguet, président de CCI France, Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, François Lefebvre, directeur général de Bpifrance Assurance Export, et Paul Teboul, sous-directeur FinInter (Financement international des entreprises) de la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les relations commerciales entre les producteurs et la grande distribution** - (19 janvier 2021) : p. 204 p. 205
- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Aides du fonds de solidarité - Préservation de l'emploi - Condition*) : p. 1078
- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 1er bis** (*Extension des protocoles locaux de coopération*) : p. 1179
- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1367
- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1414
- **Question orale sans débat relative à la desserte ferroviaire de la Bretagne** - (9 mars 2021) : p. 1530 p. 1531
- **Question orale sans débat relative au regroupement pédagogique intercommunal et à la fermeture de classes en milieu rural** - (9 mars 2021) : p. 1545
- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Missions de recherche et de constatation de fraudes sociales - Échanges de renseignements et documents entre agents habilités par le président du conseil départemental - Autorisation*) : p. 1727
- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1842
- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 19 rectifié bis** (*Agents de police municipale - Formation initiale - Exception*) : p. 1887
- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 29** (*Simplification des modalités de contrôle d'alcoolémie au volant*) : p. 2038 p. 2039
- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2101
- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2189 p. 2193
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er bis A** (*Prestation de serment des forces de sécurité intérieure et des agents de l'administration pénitentiaire avant leur prise de fonction*) : p. 2354
- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2446
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er avril 2021) : p. 2458
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 481 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2465
- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 5** (*Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité »*) : p. 3152 p. 3155
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)]** - (4 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3343
- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3659
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des travaux de rénovation de la voirie municipale** - (12 mai 2021) : p. 3731
- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)] (suite)** - (17 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3820 p. 3821 - **Article 7** (*Renforcement de la tutelle de l'Agence française de développement (AFD)*) : p. 3850 p. 3855 p. 3856 p. 3857 - **Article 8** (*Rapprochement d'Expertise France avec le groupe Agence française de développement (AFD)*) : p. 3860 - **Article 9** (*Création d'une commission indépendante d'évaluation compétente en matière de développement solidaire*) : p. 3862 p. 3873 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3881
- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4260
- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 609 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4325
- **Question orale sans débat sur l'application du Ségur de la santé et les suites de la mission sur les métiers de l'autonomie** - (3 juin 2021) : p. 4537
- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4561
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 788 et n° 811 rectifié bis** (*Octroi du crédit impôts recherche (CIR) - Condition du respect d'objectifs environnementaux*) : p. 4985 - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4996

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis A** (Texte non modifié par la commission) (Inscription de la qualité de l'eau au patrimoine commun de la Nation) : p. 5075 p. 5077 - **Article 21** (Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier) : p. 5181 p. 5187
 - **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 90 rectifié bis, n° 134 rectifié, n° 720 rectifié bis et n° 1154 rectifié ter** (Énergies océaniques - Objectifs de l'État - Objectifs des régions - Objectifs de l'Union européenne - Alignement) : p. 5254 - **Article 22 bis** (Ratification et modification des ordonnances n° 2021-235 du 3 mars 2021, n° 2021-236 du 3 mars 2021 et n° 2021-237 du 3 mars 2021 sur l'application en droit interne de directives ou de règlements issus du « Paquet d'hiver » européen) : p. 5271 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 498 rectifié bis** (Énergies renouvelables - Implantation des constructions - Déplacement - Facilitation) : p. 5273 p. 5274 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 499 rectifié bis** (Porteurs de projets d'énergies renouvelables - Prorogation de l'enquête publique - Prorogation du permis de construire - Simplification de la synchronicité) : p. 5275 p. 5276 - **Article 25** (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5293 p. 5294 - **Article 26** (Texte non modifié par la commission) (Incitations au développement de parkings relais ainsi qu'à la mise en place de stationnements sécurisés pour vélos et engins de déplacement personnel) : p. 5310
 - **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5592
 - **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales) : p. 5902 - **Article 50** (Rapport et débats annuels sur l'artificialisation des sols au sein des communes et EPCI) : p. 5925 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendements n° 1799, n° 1038 rectifié bis et n° 1570** (Entrepôts de e-commerce - Soumission à autorisation d'exploitation commerciale) : p. 5951
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Article 1er** (Aménagement temporaire du dispositif de report en arrière des déficits (« carry back »)) : p. 6136 p. 6137
 - **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression) : p. 6556 - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6584
 - **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 200 rectifié bis et n° 1009 rectifié** (Conférence des maires - Consultation pour avis - Modalités) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1028 rectifié, n° 1063 rectifié bis, n° 1179 et n° 1455 rectifié bis** (Communes de montagne - Délégations) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 518 rectifié bis et n° 1600 rectifié bis** (Conseillers communautaires - Répartition des sièges) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 1596 rectifié bis, n° 1597 rectifié bis, n° 1598 rectifié bis et n° 1599 rectifié bis** (Politique locale du commerce - Intercommunalités - Répartition des compétences) : p. 6695 p. 6696 p. 6696 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1371 rectifié** (Code de l'Environnement - Principes généraux - Principes de simplification et de subsidiarité) : p. 6702 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 351 rectifié ter** (Collectivités - Gestion des eaux pluviales urbaines - Expérimentation) : p. 6714
 - **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 12** (Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6777
 - **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 1389** (Agences régionales de santé (ARS) - Principe de subsidiarité) : p. 7049 - **Rappel au règlement** : p. 7175 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité) : p. 7189 p. 7191
 - **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 591 rectifié bis** (Certificat d'urbanisme - Délivrance par le maire - Saisine préalable du préfet) : p. 7227
 - **Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Nouvelle lecture [n° 734 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7584
 - **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2 (nouveau)** (Limitation du nombre de mandats dans un même tribunal) : p. 8012
 - **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2** (Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires) : p. 8130
 - **Question orale sans débat sur le coût réel des vaccins et tests antigéniques et leurs financements** - (28 septembre 2021) : p. 8439 p. 8440
 - **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 9** (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine) : p. 8584 p. 8586
 - **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9097
 - **Question orale sans débat sur le manque de places en foyer pour les adultes handicapés** - (19 octobre 2021) : p. 9318 p. 9319
 - **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2** (Ouverture de l'adoption aux personnes liées par un pacte civil de solidarité et en concubinage) : p. 9444
 - **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article 1er** (Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines) : p. 9568 p. 9569
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**
- Quatrième partie :*
- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 86 rectifié** (Différentes catégories d'établissements de santé participant au service public hospitalier - Harmonisation des tarifs de prestations) : p. 10245 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 1069 et n° 302 rectifié** (Revalorisations salariales du plan d'investissement du Ségur de la santé - Extension aux professionnels exerçant dans des structures du handicap - Rapport au Parlement) : p. 10251

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'état des négociations sur la pêche** - (10 novembre 2021) : p. 10315 p. 10316

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 25** (*Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux actions de sociétés de capital-risque*) : p. 10670

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 15** (*Bénéfice de la demi-part fiscale supplémentaire - Extension à toutes les veuves de 74 ans et plus*) : p. 10734

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10834

Discussion générale :

: p. 10850

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-365 rectifié bis** (*Participation patronale aux titres-restaurants - Augmentation*) : p. 10887 - **Article 3** (*Sécurisation du champ des prestations de services éligibles au crédit d'impôt en faveur de la personne*) : p. 10895 p. 10896 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés*) : p. 10901 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-15 rectifié, n° I-358 rectifié bis, n° I-390 rectifié quinquies et n° I-403 rectifié bis** (*Exploitations constituant des stocks à rotation lente - Soutien de trésorerie*) : p. 10912 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-16 rectifié, n° I-359 rectifié bis, n° I-391 rectifié quinquies et n° I-404 rectifié bis** (*Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Utilisation de l'épargne de précaution dans le cadre d'un aléa d'origine climatique, naturelle ou sanitaire*) : p. 10914 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-361 rectifié bis, n° I-393 rectifié quinquies et n° I-406 rectifié** (*Échanges de parcelles dans le cadre du remembrement - Modification des dispositifs fiscaux pour les aires de production AOC*) : p. 10918 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-58 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-388 rectifié quinquies et n° I-401 rectifié** (*Protection des exploitations agricoles et viticoles familiales - Allègement de la fiscalité des donations et successions*) : p. 10922 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-57 rectifié, n° I-355 rectifié bis, n° I-387 rectifié quinquies et n° I-400 rectifié** (*Transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme - Allègement de la fiscalité*) : p. 10923 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-59 rectifié, n° I-357 rectifié ter, n° I-389 rectifié quinquies et n° I-402 rectifié** (*Biens ruraux donnés à bail à long terme - Exonération d'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 10924 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10953 p. 10954 - **Article 5** (*Aménagement des dispositifs d'exonération des plus-values de cession d'entreprises ou de cession de titres détenus par les chefs d'entreprise et*

renforcement du crédit d'impôt pour la formation des chefs d'entreprise) : p. 10969 p. 10970 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° I-467** (*Sociétés de capital-risque - Éligibilité aux plans d'épargne en actions et aux plans d'épargne en actions destinés au financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI)*) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-56 rectifié, n° I-354 rectifié bis, n° I-386 rectifié quinquies et n° I-399 rectifié** (*Transmissions entre vifs - Augmentation de l'abattement en ligne directe*) : p. 11015 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-615 rectifié bis** (*Déduction fiscale des frais d'obsèques - Augmentation*) : p. 11019 - **Article 6** (*Faculté temporaire d'amortissement fiscal des fonds commerciaux*) : p. 11022 - **Article 8** (*Aménagement du dispositif de déduction exceptionnelle en faveur des équipements permettant aux navires et bateaux de transport de passagers ou de marchandises d'utiliser des énergies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre ou la pollution atmosphérique*) : p. 11028 p. 11030 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-671** (*Résultat imposable provenant des activités éligibles au régime forfaitaire de la taxe au tonnage - Minoration*) : p. 11032

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-462 rectifié bis, n° I-724 rectifié bis et n° I-675 rectifié** (*Remboursement des frais de déplacement déductibles de l'impôt sur le revenu - Modulation*) : p. 11078 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-658 rectifié et n° I-662 rectifié** (*Véhicules électriques - Acquisition de bornes dites communicantes - Majoration de crédit d'impôt*) : p. 11078 p. 11079 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-294 rectifié, n° I-338 rectifié et n° I-668 rectifié** (*Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Alignement des taux de TVA*) : p. 11081 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-195 rectifié bis, n° I-293 rectifié, n° I-336 rectifié et n° I-667 rectifié** (*Bois énergie de qualité, labellisé - Taux de TVA réduit*) : p. 11082 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759** (*Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)*) : p. 11095 - **Article 9** (*Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA*) : p. 11101 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-197 rectifié bis, n° I-265, n° I-339 rectifié bis et n° I-669 rectifié** (*Développement d'installations photovoltaïques - Incitation via le taux de TVA*) : p. 11102 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-397 rectifié bis** (*Assiette du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Réintégration des dépenses des collectivités territoriales au titre du plan corps de rue simplifié (PCRS)*) : p. 11145 p. 11146 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Rectification de divers oublis et mesures de coordination au régime législatif relatif au FCTVA*) : p. 11156 - **Article 13** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 11169

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11383

- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11475 p. 11476

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Écologie, développement et mobilité durables [n° 743 tome 2 vol. 3 annexe 11 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - Budget.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Météo-France [n° 840 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Écologie, développement et mobilité durables [n° 163 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Mesure et évolution de la précarité et de la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy, cheffe du département des ressources et conditions de vie des ménages de l'Insee, MM. Patrick Aubert, sous-directeur de l'Observation de la solidarité de la Drees et Sébastien Grobon, adjoint au chef de mission analyse économique de la Dares.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des finances*): Soutenabilité de la dette publique - Audition de M. Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute, Mme Jézabel Couppey-Soubeyran, professeur à l'École d'économie de Paris et maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. François Ecalte, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco) et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor et Mme Amélie Verdier, directrice du budget.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Audition de M. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, sur l'exécution des crédits de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », et les comptes d'affectation spéciale « transition énergétique » et « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ).

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du

ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mission « Transformation et fonction publiques » - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 septembre 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Capo-Canellas, rapporteur spécial, sur Météo-France.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Protection des épargnants - Communication.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Vote sur des missions précédemment examinées et réservées : « Investir pour la France de 2030 ».

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des finances*) : Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de MM. Jean-Baptiste Gourdin, directeur général des médias et des industries culturelles, et Ludovic Berthelot, chef du service des médias, de la direction générale des médias et des industries culturelles du ministère de la culture.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du vendredi 10 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition des sociétés de journalistes (SDJ) - Mme Frédérique Agnès, présidente de la société des journalistes de TF1, MM. Julien Fautrat, président de la société des journalistes de RTL et Nicolas Ropert, président de la société des journalistes de RMC.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 959 p. 960

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la covid et le secteur de l'événementiel** - (17 mars 2021) : p. 1866

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 mars 2021) : p. 1915

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*) : p. 1928 p. 1929

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2173

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Article 6** (*Achèvement de la transposition de la directive 2009/12/CE sur les redevances aéroportuaires et maintien de la compétence de l'Autorité de régulation des transports (ART) sur les aéroports malgré la baisse de leur trafic en 2020*) : p. 4022 p. 4024

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Article 35** (*Objectif de fixation d'un prix du carbone européen pour le transport aérien à l'horizon 2025*) : p. 5619 p. 5621 - **Article additionnel après l'article 36 A - Amendements n° 1092 et n° 1088 rectifié** (*Vols nationaux - Exonérations de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le kérosène - Suppression*) : p. 5629 - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5634 - **Article 37** (*Interdiction de déclaration d'utilité publique et d'expropriation pour la construction ou l'extension d'aérodrome*) : p. 5637

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6120

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 195** (*Fret aérien - Taxe*)

intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Niche fiscale - Suppression) : p. 6220 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 197** (Taxe sur le fret aérien - Augmentation) : p. 6222 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (Ajustement du panier de ressources bénéficiant du mécanisme de garantie de ressources du bloc communal mis en place dans le contexte de la crise) : p. 6224 p. 6225 - **Article 2 sexies (nouveau)** (Inclusion explicite de la perte de recettes de versement mobilité pour Île-de-France Mobilités dans le « filet de sécurité » prévu pour les recettes du bloc communal et reconduit pour 2021) : p. 6226 - **Article 6 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6304 p. 6305

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7777

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7937

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8326 p. 8328 - **Article 1er** (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques) : p. 8341 p. 8342 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (Dépôt du projet de loi de finances (PLF) et début de l'examen en commission à l'Assemblée nationale - Garantie d'un délai de 10 jours) : p. 8350 - **Article 4 quinquies** (Évolution du champ d'application et de la présentation des budgets annexes) : p. 8358

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques [n° 833 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les regroupements de consommateurs de crack dans le Nord-Est parisien** - (29 septembre 2021) : p. 8569

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de l'État contre les licenciements par les entreprises bénéficiaires d'aides covid** - (20 octobre 2021) : p. 9392 p. 9393

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9722

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10659

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** : p. 10712 p. 10713 p. 10717 - **Article après l'article 10 - Amendement n° 7 rectifié** (Fiscalité applicable aux ruptures conventionnelles de contrat des travailleurs âgés de 62 ans et plus - Modifications) : p. 10725 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié** (Entreprises bénéficiaires d'aides du plan de relance - Instauration d'une clause anti-abus) : p. 10728 p. 10729 - **Article 12** (Instauration d'une indemnité inflation) : p. 10731 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10746

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 3 bis (nouveau)** (Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés) : p. 10900 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-87 rectifié ter, n° I-129 rectifié bis et n° I-323 rectifié bis** (Régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) - Alignement sur celui d'un associé d'une société coopérative de production) : p. 10905 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-13 rectifié bis** (Biens acquis par les agriculteurs en vue de la réduction de leur impact carbone - Dispositif de suramortissement) : p. 10911 p. 10912 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-599** (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Recentrage sur une économie non carbonée) : p. 10931 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-474 rectifié bis** (Pacte Dutreil - Triple interposition comprenant une société véhicule de l'actionariat salarié) : p. 11011 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-541 rectifié** (Transition énergétique du transport aérien - Mécanisme de suramortissement fiscal pour les investissements réduisant les émissions de dioxyde de carbone) : p. 11031

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513** (Aviation - Taxes) : p. 11055 - **Article 8 quater (nouveau)** (Utilisation de l'huile de soja dans les biocarburants) : p. 11056

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11250

- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11484

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
INDEP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 8 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis vice-président du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Travail et emploi [n° 743 tome 2 annexe 32 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les missions locales : plus que jamais indispensables à l'heure de la covid-19 [n° 27 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Travail et emploi [n° 163 tome 3 annexe 32 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire

ouest-africaine - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*) : « Comment mieux orienter et mobiliser l'épargne financière des ménages liée à la crise sanitaire pour soutenir la reprise ? » - Audition de MM. Philippe Brassac, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de Crédit agricole S.A., Olivier Mareuse, directeur de gestion des actifs et directeur des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et des consignations, Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, et Mme Valérie Plagnol, économiste, présidente du Cercle des épargnants.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Situation et action des missions locales dans le contexte de la crise sanitaire - Communication.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 42 terdecies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 657

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1001

- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1089

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1361 p. 1362

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entretien du réseau cuivre** - (10 mars 2021) : p. 1594 p. 1595

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles mesures pour lutter contre la pandémie** - (24 mars 2021) : p. 2149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation préoccupante de la filière viande** - (24 mars 2021) : p. 2151

- **Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3266 p. 3269 p. 3271 p. 3272 p. 3273 p. 3274

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5991

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (16 juillet 2021) - **Article 46 quater (nouveau) (Renforcement de l'État déconcentré)** : p. 7221 - **Article 49 (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »)** : p. 7232 p. 7238 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendements n° 102 rectifié ter, n° 843 rectifié ter et n° 1105 rectifié (Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Elaboration - Chambres consulaires - Consultation obligatoire)** : p. 7254 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 399 rectifié, n° 161 rectifié ter, n° 677 rectifié bis, n° 864 rectifié bis et n° 1329 rectifié bis (Schéma départemental d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme - Création)** : p. 7276

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8322 - **Article 1er (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques)** : p. 8345 p. 8346

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques [n° 833 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**. - (27 septembre 2021) - **Article 6 (Lois de finances de fin de gestion)** : p. 8388 p. 8389

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxonomie verte européenne** - (6 octobre 2021) : p. 8896

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des flux migratoires entre la France et le Royaume-Uni** - (13 octobre 2021) : p. 9065

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire (III)** - (27 octobre 2021) : p. 9610

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie européenne « Farm to Fork »** - (27 octobre 2021) : p. 9612

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9704

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences de l'inflation sur le financement des projets locaux** - (10 novembre 2021) : p. 10311

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le harcèlement scolaire** - (17 novembre 2021) : p. 10639

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10662

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** : p. 10713 p. 10717 - **Article 12 (Instauration d'une indemnité inflation)** : p. 10730 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 58 (Site de Bure (communauté de communes des Portes de Meuse) - Correction dérogatoire sur les bases de cotisation foncière des entreprises (CFE))** : p. 10736 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10747

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10776

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10819 p. 10820

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10834

Discussion générale :

: p. 10835 p. 10838 p. 10840 p. 10841 - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10858

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-365 rectifié bis (Participation patronale aux titres-restaurants - Augmentation)** : p. 10886 p. 10887 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-514 rectifié quater (Personnes âgées en perte d'autonomie en établissement - Transformation du mécanisme de la réduction d'impôt en crédit d'impôt)** : p. 10889 - **Article 3 (Sécurisation du champ des prestations de services éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)** : p. 10896 - **Article 3 bis (nouveau) (Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés)** : p. 10900 p. 10901 - **Article 4 (Allongement des délais d'option pour les régimes d'imposition à l'impôt sur le revenu des entrepreneurs individuels)** : p. 10904 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-87 rectifié ter, n° I-129 rectifié bis et n° I-323 rectifié bis (Régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) - Alignement sur celui d'un associé d'une société coopérative de production)** : p. 10905 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-191 rectifié ter et n° I-327 rectifié bis (Transformation en société coopérative de production (Scop) - Crédit d'impôt égal au montant des intérêts des prêts contractés pour son financement)** : p. 10906 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-326 rectifié bis (Sociétés coopératives de production (Scop) - Investissement)** : p. 10907 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-93 rectifié quater et n° I-325 rectifié ter (Transformation de sociétés en sociétés coopératives de production (Scop) -**

Dispositif fiscal favorisant l'épargne de trésorerie : p. 10908 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-15 rectifié, n° I-358 rectifié bis, n° I-390 rectifié quinquies et n° I-403 rectifié bis** (*Exploitations constituant des stocks à rotation lente - Soutien de trésorerie*) : p. 10912 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-16 rectifié, n° I-359 rectifié bis, n° I-391 rectifié quinquies et n° I-404 rectifié bis** (*Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Utilisation de l'épargne de précaution dans le cadre d'un aléa d'origine climatique, naturelle ou sanitaire*) : p. 10914 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-361 rectifié bis, n° I-393 rectifié quinquies et n° I-406 rectifié** (*Échanges de parcelles dans le cadre du remembrement - Modification des dispositifs fiscaux pour les aires de production AOC*) : p. 10918 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-761 rectifié et n° I-341 rectifié bis** (*Exploitations en agriculture biologique - Renforcement et prolongement du crédit d'impôt*) : p. 10919 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-392 rectifié quater, n° I-405 rectifié et n° I-360 rectifié bis** (*Sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante - Déduction pour épargne de précaution*) : p. 10920 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-58 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-388 rectifié quinquies et n° I-401 rectifié** (*Protection des exploitations agricoles et viticoles familiales - Allègement de la fiscalité des donations et successions*) : p. 10922 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-57 rectifié, n° I-355 rectifié bis, n° I-387 rectifié quinquies et n° I-400 rectifié** (*Transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme - Allègement de la fiscalité*) : p. 10923 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-59 rectifié, n° I-357 rectifié ter, n° I-389 rectifié quinquies et n° I-402 rectifié** (*Biens ruraux donnés à bail à long terme - Exonération d'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 10924 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-76 rectifié** (*Filière bois française - Provision pour investissement en faveur du secteur de la première transformation du bois*) : p. 10925 - **Article 4 quater (nouveau)** (*Allongement à 10 ans du statut de « jeune entreprise innovante »*) : p. 10933 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-77 rectifié bis et n° I-343 rectifié ter** (*Crédit d'impôt temporaire en faveur des PME pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique de leurs bâtiments à usage tertiaire - Prolongation*) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-347 rectifié ter** (*Petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Crédit d'impôt temporaire dédié aux dépenses de prévention et de protection face aux risques cyber*) : p. 10955 - **Article 5** (*Aménagement des dispositifs d'exonération des plus-values de cession d'entreprises ou de cession de titres détenus par les chefs d'entreprise et renforcement du crédit d'impôt pour la formation des chefs d'entreprise*) : p. 10968 p. 10969 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-622** (*Transmissions entre vifs des entreprises intervenant dans un cadre familial - Imposition*) : p. 10970 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendements n° I-319 rectifié ter et n° I-320 rectifié ter** (*Associations régies par la loi du 1er juillet 1901 et associations de droit local - Recours aux émissions obligataires*) : p. 10975 p. 10976 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-335 rectifié bis** (*Transmission d'entreprises - Instauration d'un « pacte très long terme »*) : p. 11012 p. 11013 - **Article**

additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-353 rectifié bis, n° I-55 rectifié, n° I-385 rectifié quater et n° I-398 rectifié (*Dispositif d'exonération de droits de mutation à titre gratuit - Prolongation/extension*) : p. 11013 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-56 rectifié, n° I-354 rectifié bis, n° I-386 rectifié quinquies et n° I-399 rectifié** (*Transmissions entre vifs - Augmentation de l'abattement en ligne directe*) : p. 11015 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-241 rectifié, n° I-332 rectifié bis et n° I-333 rectifié bis** (*Transmission entre générations - Modifications du régime fiscal des donations*) : p. 11016 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-85 rectifié bis, n° I-181 rectifié bis, n° I-351 rectifié ter et n° I-86 rectifié bis** (*Emprunts professionnels ou pour l'acquisition d'une résidence principale - Création de nouveaux contrats d'assurance dits « inclusifs »*) : p. 11020 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-334 rectifié ter** (*Provision pour investissement - Modification des montants*) : p. 11023

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-349 rectifié** (*Biocarburant d'origine renouvelable - Exonération de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)*) : p. 11066 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-211 rectifié bis et n° I-409 rectifié quater** (*Collectivités ayant modifié la filière de traitement des boues urbaines - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)*) : p. 11071 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-294 rectifié, n° I-338 rectifié et n° I-668 rectifié** (*Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Alignement des taux de TVA*) : p. 11081 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-195 rectifié bis, n° I-293 rectifié, n° I-336 rectifié et n° I-667 rectifié** (*Bois énergie de qualité, labellisé - Taux de TVA réduit*) : p. 11082 - **Article 9** (*Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA*) : p. 11100 p. 11101 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-197 rectifié bis, n° I-265, n° I-339 rectifié bis et n° I-669 rectifié** (*Développement d'installations photovoltaïques - Incitation via le taux de TVA*) : p. 11102 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-377 rectifié bis** (*Livraisons portant sur le caviar - Réduction du taux de TVA*) : p. 11110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni** - (24 novembre 2021) : p. 11227

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture** [n° 190 (2021-2022)] - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11246 p. 11247 p. 11250

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Commission mixte paritaire** [n° 152 (2021-2022)] - (24 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11269

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Nord** - (8 décembre 2021) : p. 11544

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants** [n° 75 (2021-2022)] - (15 décembre 2021) - **Article 6** (*Formaliser par un référentiel national l'évaluation des informations préoccupantes*) : p. 11869

CARDON (Rémi)
sénateur (Somme)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du comité de bassin Artois-Picardie le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis vice-président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Compenser, contrôler, améliorer, détecter : pour une Poste partout et pour tous [n° 499 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La cybersécurité des entreprises - Prévenir et guérir : quels remèdes contre les cyber virus ? [n° 678 (2020-2021)] (10 juin 2021) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Inégalités scolaires - Audition de Mme Fabienne Rosenwald, directrice de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et de M. Éric Charbonnier, analyste à la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de représentants des organisations de jeunesse.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table Ronde : « Quelle cybersécurité pour les entreprises ? ».

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur la cybersécurité des entreprises, présenté par MM. Rémi Cardon et Sébastien Meurant.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition, conjointe avec la mission d'information, de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion sur le thème « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? ».

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Cybersécurité - Retour d'expérience des collectivités territoriales - Table ronde sur « La cybersécurité des collectivités territoriales » en présence de M. Richard Lizurey, adjoint au maire de Chartres, Mme Marie Nedellec, adjointe au maire de La Rochelle, et M. Alexandre Ouzille, premier adjoint au maire de Villers-Saint-Paul.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 52

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 301 p. 302

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 12 (Covid - Urgence sociale chez les 18 - 25 ans - Rapport au Parlement)** : p. 520

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1416

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3450 p. 3451

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre la précarité de la jeunesse** - (19 mai 2021) : p. 4005

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Article 4 (Création d'une Autorité pour l'égalité des chances dans la fonction publique)** : p. 4314 - **Article 5 (Introduction d'un nouveau critère de discrimination à raison du « lieu d'origine » en droit du travail)** : p. 4317 - **Article 6 (Création d'une obligation de motiver la non-embauche d'un candidat)** : p. 4317 - **Article 7 (Attribution du comité social et économique en matière d'égalité des chances dans les entreprises d'au moins cinquante salariés)** : p. 4318

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4573 p. 4574

- **Question orale sans débat sur l'automatisation de la garantie jeunes pour les majeurs issus de l'aide sociale à l'enfance** - (7 octobre 2021) : p. 8959 p. 8960

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 4 (Extension du dispositif de réduction d'impôt « Pinel » aux communes classées en zone de revitalisation rurale (ZRR))** : p. 11591

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article 26 quater (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes des entreprises)** : p. 5333 - **Article 26 sexies (Précision relative au covoiturage)** : p. 5335

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11349

CARLOTTI (Marie-Arlette)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 21 janvier 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 10 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne [n° 754 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Soutien de la politique de la défense [n° 218 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Retour d'expérience du conflit du Haut-Karabagh - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits du soutien de la politique de la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la fermeture de bases aériennes de la compagnie Air France en province** - (6 mai 2021) : p. 3482 p. 3483

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3616 - **Article 1er A (Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales)** : p. 3623 p. 3624 p. 3625 p. 3630 p. 3635 p. 3637 - **Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé))** : p. 3658 p. 3669 p. 3678 - **Rapport annexé** : p. 3688 p. 3694 p. 3699

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement**

solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)) : p. 3756 p. 3758 p. 3761 p. 3762 p. 3764 p. 3766 p. 3770 p. 3773 p. 3780 p. 3781

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) : p. 3812 p. 3815 p. 3816 p. 3817 p. 3818 p. 3821 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 300 rectifié bis, n° 142 rectifié, n° 216, n° 189 rectifié et n° 217 (Acteurs publics et privés français influant à l'étranger - Obligation de vigilance)** : p. 3829 p. 3830 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 218 (Aide publique au développement versée par l'État - Fonds versés aux sociétés - Subordination à des obligations environnementales et fiscales)** : p. 3831 - **Article 2 (Rapport annuel au Parlement sur la politique de développement)** : p. 3837 - **Article 2 bis (nouveau) (Rôle de la société civile)** : p. 3843 p. 3846 - **Article 7 (Renforcement de la tutelle de l'Agence française de développement (AFD))** : p. 3854 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3880

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5492

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7522

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article 3 (Suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation aux adultes handicapés et de la majoration de son plafonnement)** : p. 9004

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9695

- **Question orale sans débat sur les compétences de la métropole d'Aix-Marseille-Provence** - (30 novembre 2021) : p. 11323

CARRÈRE (Maryse)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 8 février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires le 1er février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, demandant la relance du processus d'élaboration d'une directive européenne sur la protection des sols et la prévention de leur dégradation par les activités industrielles et minières [n° 595 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 696 (2020-2021)] visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 25 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 169 tome 8 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la

déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Article 8** (*Dissociation des mises à jour correctives et des mises à jour évolutives*) : p. 65 - **Article 15** (*Engagement des opérateurs à proposer des modalités de tarification des forfaits mobiles incitant les consommateurs à favoriser une connexion filaire ou par accès wifi à une connexion mobile*) : p. 79

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 128

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 147

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 238

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels** [n° 272 (2020-2021)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 336 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 351

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** [n° 288 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié bis** (*Élections départementales - Campagne audiovisuelle - Rôle et fonctionnement des conseils départementaux*) : p. 427

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 441

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire** [n° 300 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 515 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié** (*Covid - Établissements médico-sociaux - Conséquences sanitaires - Rapport au Parlement*) : p. 530 - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 535 p. 536

- *Nouvelle lecture* [n° 327 (2020-2021)] - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 861
- **Débat sur le thème** : « **Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays** » - (10 février 2021) : p. 1037 p. 1038
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** - *Commission mixte paritaire* [n° 342 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1118
- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** [n° 419 (2020-2021)] - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1496
- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale** [n° 401 (2020-2021)] - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1567
- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1802 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1843 p. 1844
- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 153 rectifié bis** (*Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) - Activité - Recentrage*) : p. 1888
- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 177 rectifié** (*Traitement des données issues de la vidéosurveillance - CNIL - Contrôle*) : p. 1982 p. 1983 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 165 rectifié, n° 101 rectifié, n° 59 rectifié et n° 284 rectifié** (*Principe d'anonymat - Extension aux témoins des infractions et agressions envers les policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers*) : p. 1996 p. 1997
- **Débat sur le thème** : « **Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ?** » - (25 mars 2021) : p. 2224 p. 2225
- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste** - *Deuxième lecture* [n° 468 (2020-2021)] - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2238
- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** - *Commission mixte paritaire* [n° 473 (2020-2021)] - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2265
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 153 rectifié** (*Sensibilisation des jeunes citoyens majeurs aux valeurs républicaines et à la laïcité*) : p. 2440 p. 2441
- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification** - *Nouvelle lecture* [n° 461 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2516
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 147 rectifié bis et n° 165 rectifié** (*Usage des locaux communaux - Lieu de culte - Interdiction*) : p. 2536
- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2627
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la revalorisation des salaires des personnels des secteurs médicaux et médico-sociaux** - (12 mai 2021) : p. 3726
- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** [n° 597 (2020-2021)] - (18 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3899
- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations** - *Deuxième lecture* [n° 580 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4079
- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention** [n° 573 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4199
- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises** [n° 311 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4306
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation des recettes des régies communales** - (9 juin 2021) : p. 4648
- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie** [n° 655 (2020-2021)] - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4712
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6542
- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 4 quater (nouveau)** (*Conférence de dialogue État-collectivités*) : p. 6698 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 189 rectifié quater, n° 1029 rectifié bis et n° 1096 rectifié bis** (*Code de la montagne - Création*) : p. 6699 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 642 rectifié bis, n° 1115 rectifié et n° 1446** (*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Économie circulaire - Intégration*) : p. 6702 p. 6703 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1110 rectifié bis** (*Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Augmentation*) : p. 6717 - **Article 7** (*Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé*) : p. 6735
- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 9** (*Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions*) : p. 6756 p. 6757 - **Article 12** (*Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions*) : p. 6774 p. 6776 p. 6777 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 125 rectifié septies, n° 555 rectifié, n° 626 rectifié ter et n° 1611 rectifié quater** (*Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Statut juridique - Sécurisation*) : p. 6780 - **Article 13** (*Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions*) : p. 6789 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (*Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire*) : p. 6803
- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 46** (*Renforcement du rôle du préfet dans l'attribution des aides des agences de l'eau*) : p. 7211 - **Article 49** (*Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »*) : p. 7236 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 759 rectifié bis** (*Programmes opérationnels régionaux - Schémas régionaux de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) - Élaboration - Alignement*) : p. 7250 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 670 rectifié bis et n° 960 rectifié ter** (*Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Procédure de révision*) : p. 7251 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendements n° 102 rectifié ter, n° 843 rectifié ter et n° 1105 rectifié** (*Schémas régionaux d'aménagement de*

développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Elaboration - Chambres consulaires - Consultation obligatoire) : p. 7254 - **Article 50 (précédemment réservé) (Partage de données entre administrations)** : p. 7261 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 162 rectifié bis, n° 476 rectifié ter, n° 678 rectifié bis et n° 1330 rectifié bis (Inclusion numérique - Lutte contre l'illectronisme - Compétence départementale)** : p. 7275

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Nouvelle lecture [n° 734 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7579

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres)** : p. 7605 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 181 rectifié quater, n° 325 rectifié quinquies, n° 574 rectifié quinquies, n° 813 rectifié bis et n° 1485 rectifié ter (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Présence garantie d'un conseiller municipal d'une commune classée montagne)** : p. 7606 p. 7607

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7698

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8006

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 4 (Obligation de la mention d'origine pour les produits alimentaires lorsqu'il existe un lien avéré entre leurs propriétés et cette origine et indication de l'origine de l'ingrédient primaire lorsque celle-ci diffère de celle indiquée pour le produit)** : p. 8205 p. 8206 - **Article 6 (Date d'entrée en vigueur des articles de la proposition de loi)** : p. 8211

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde)** : p. 8244

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 31 (Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence)** : p. 8295

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8493 p. 8494 - **Article 1er (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public)** : p. 8504 p. 8508

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 30 rectifié (Procédure de médiation - Définition - Rôle du médiateur)** : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis -**

Amendement n° 31 rectifié (Médiateur - Devoir d'impartialité) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 32 rectifié (Procédure de médiation - Règles de confidentialité)** : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 33 rectifié (Accord des parties issu de la procédure dite médiation - Contrôle du juge)** : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 34 rectifié (Médiation conventionnelle ou judiciaire - Réunion d'information)** : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 35 rectifié (Processus de médiation - Respect d'un principe de loyauté)** : p. 8649 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 38 rectifié (Huissiers de justice - Autorisation de réalisation de requête dite fichier des comptes bancaires (FICOPA) dans le cadre d'une ordonnance de saisie-conservatoire sur comptes bancaires)** : p. 8661

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prix de l'énergie** - (6 octobre 2021) : p. 8894

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9115

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9189 - **Article unique** : p. 9200 p. 9201 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9201

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des aides à domicile par les départements** - (20 octobre 2021) : p. 9388 p. 9389

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9715

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9896 p. 9924

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9982

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10817

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11397

CASTEX (Jean)
Premier ministre
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 709 (2020-2021)] (23 juin 2021) - Collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (I) - (13 janvier 2021) : p. 113 p. 114
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des étudiants (II) - (13 janvier 2021) : p. 120
- Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (III) - (13 janvier 2021) : p. 123
- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'avenir de l'usine Sud de nickel en Nouvelle-Calédonie - (13 janvier 2021) : p. 124
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des étudiants - (20 janvier 2021) : p. 277
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'Alexeï Navalny - (3 février 2021) : p. 715
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des étudiants - (3 février 2021) : p. 715 p. 716
- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire (II) - (3 février 2021) : p. 721
- Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de la Défenseure des droits de création de « zones sans contrôle » (I) - (17 février 2021) : p. 1141
- Question d'actualité au Gouvernement sur le canal du Midi - (17 février 2021) : p. 1152
- Question d'actualité au Gouvernement sur la covid et l'annulation des dettes fiscales et des charges sociales des entreprises - (10 mars 2021) : p. 1589
- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire - (17 mars 2021) : p. 1857 p. 1858
- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire - (17 mars 2021) : p. 1860
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique - (17 mars 2021) : p. 1863
- Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles mesures pour lutter contre la pandémie - (24 mars 2021) : p. 2149 p. 2150
- Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale - (24 mars 2021) : p. 2158
- Question d'actualité au Gouvernement sur la filière photovoltaïque - (31 mars 2021) : p. 2368
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des établissements d'enseignement face à la crise sanitaire - (31 mars 2021) : p. 2371
- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre - (1er avril 2021) : p. 2489 p. 2490 p. 2491 p. 2492 p. 2494 p. 2495 p. 2496 p. 2497 p. 2498 p. 2502 p. 2506 p. 2508 p. 2509 p. 2510
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation du conseil des ministres pendant la crise sanitaire - (14 avril 2021) : p. 3194
- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales - (14 avril 2021) : p. 3199 p. 3200 p. 3202 p. 3204 p. 3212 p. 3214 p. 3217
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du corps préfectoral - (12 mai 2021) : p. 3730
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des études de santé - (12 mai 2021) : p. 3732
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse pénale à la délinquance du quotidien - (19 mai 2021) : p. 3993 p. 3994
- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'intervention de la France et de l'Union européenne en vue de la résolution de la crise au Proche-Orient - (19 mai 2021) : p. 3995
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la révision de l'article 1er de la Constitution - (19 mai 2021) : p. 3998
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité - (19 mai 2021) : p. 4000
- Question d'actualité au Gouvernement sur le décalage entre le climat politique et la gravité de la crise sociale - (26 mai 2021) : p. 4240
- Question d'actualité au Gouvernement sur les langues régionales - (26 mai 2021) : p. 4251
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie - (2 juin 2021) : p. 4447 p. 4448
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique en France - (2 juin 2021) : p. 4449
- Question d'actualité au Gouvernement sur la dégradation du dialogue social et l'inviolabilité parlementaire - (2 juin 2021) : p. 4450
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du corps préfectoral - (2 juin 2021) : p. 4452 p. 4453
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (II) - (2 juin 2021) : p. 4456
- Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de la justice - (16 juin 2021) : p. 4959 p. 4960
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital public - (16 juin 2021) : p. 4965 p. 4966
- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire - (23 juin 2021) : p. 5470 p. 5471 p. 5473 p. 5475 p. 5485 p. 5486 p. 5487 p. 5488
- Question d'actualité au Gouvernement sur le variant delta et la vaccination - (30 juin 2021) : p. 6099
- Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II) - (30 juin 2021) : p. 6104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le passe sanitaire** - (21 juillet 2021) : p. 7648 p. 7649
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (9 septembre 2021) : p. 7975
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du coût des matières premières dans le bâtiment** - (9 septembre 2021) : p. 7978
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan social de Ferropem** - (29 septembre 2021) : p. 8563
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la déclaration du président de la République sur le droit d'amendement** - (20 octobre 2021) : p. 9384
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place de la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique** - (20 octobre 2021) : p. 9396
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (3 novembre 2021) : p. 9846

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République (I)** - (10 novembre 2021) : p. 10310
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maires bâtisseurs** - (17 novembre 2021) : p. 10634 p. 10635
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux déserts médicaux** - (17 novembre 2021) : p. 10636
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la diplomatie française et la vente d'armes** - (8 décembre 2021) : p. 11543
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'approvisionnement en vaccins contre la covid-19** - (8 décembre 2021) : p. 11546
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Nouvelle-Calédonie (I)** - (15 décembre 2021) : p. 11855
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Nouvelle-Calédonie (II)** - (15 décembre 2021) : p. 11856

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France le 17 février 2021 ; puis secrétaire du 4 mars 2021 au 6 juillet 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Bilan d'étape sur les travaux de la mission d'information - échange de vues.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les constructions illégales en zone naturelle** - (3 juin 2021) : p. 4520 p. 4521

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822**

(*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5194

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 29 bis B - Amendement n° 1649 rectifié** (*Réduction des gaz à effet de serre (GES) - Contrats de concession autoroutière*) : p. 5376

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en*

train d'une durée de moins de deux heures trente) : p. 5632 p. 5633

- **Question orale sans débat sur l'exonération de taxe sur le foncier non bâti pour les agriculteurs en conversion biologique** - (7 octobre 2021) : p. 8950 p. 8951

CAZEBONNE (Samantha)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 2))

Élection le 26 septembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2021.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 12 octobre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Crédits relatifs à l'action extérieure de l'État - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif « français langue maternelle »** - (20 octobre 2021) : p. 9386 p. 9387

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9402

- **Commission mixte paritaire [n° 156 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11281 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11287

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11972

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture [n° 188 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11980

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » du 18 juin 2021 au 29 septembre 2021.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 326 (2020-2021)] visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes [n° 844 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'enrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes [n° 86 (2021-2022)] (21 octobre 2021) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance [n° 203 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Échanges sur les travaux du premier semestre 2022.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 421

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement des sociétés Couche-Tard et Carrefour** - (27 janvier 2021) : p. 501

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 624

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article 27** (*Renforcement du contrôle du caractère cultuel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative quinquennale)*) : p. 2935 p. 2938 - **Article 28** (*Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu*) : p. 2953

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Transfert de compétences « à la carte » des communes membres vers leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1230 rectifié ter** (*Île-de-France - Mobilités - Valorisation publicitaire des biens immobiliers et mobiliers*) : p. 6736

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1233 rectifié bis** (*Région Île-de-France - Services de transport ferroviaire - Ouverture à la concurrence - Calendrier - Modification*) : p. 6763 - **Article**

additionnel après l'article 10 - Amendements n° 20 rectifié, n° 456 rectifié bis et n° 847 rectifié bis (Syndicat mixte ouvert restreint - Département - Présidence) : p. 6770

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)] - (30 septembre 2021) - Discussion générale : p. 8685 - Demande de renvoi à la commission : p. 8689 - Article 1er (Création d'un certificat de connaissance des besoins spécifiques des animaux de compagnie et des équidés) : p. 8699 p. 8700 p. 8701 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 84 rectifié bis (Détenteurs de carnivores domestiques - Fourniture d'un justificatif de domicile obligatoire) : p. 8703 - Article 2 (Compétence des policiers municipaux et des gardes champêtres en matière d'infractions aux règles d'identification des animaux) : p. 8704 p. 8705 - Article 2 bis C (nouveau) (Inscription obligatoire des informations relatives aux animaux identifiés au sein des fichiers nationaux automatisés) : p. 8706 - Article 2 bis (supprimé) (Traitement automatisé des contraventions par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (Antai)) : p. 8707 - Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 88 rectifié bis (Saisies d'animaux - Réquisition administrative ou judiciaire des fondations et associations de protection animale) : p. 8708 - Article 3 (Évolution du fonctionnement des fourrières communales) : p. 8709 p. 8710 p. 8711 p. 8712 p. 8713 - Article 3 bis AA (nouveau) (Renforcement de la spécificité de la certification des dirigeants d'établissements professionnels travaillant avec des animaux) : p. 8713 - Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendement n° 155 rectifié (Éleveurs de chats et de chiens - Possession obligatoire d'une certification ou d'une formation) : p. 8714 - Article 3 bis A (Obligations déclaratives des organismes détenant des animaux de compagnie) : p. 8715 - Article 3 bis (Encadrement des familles d'accueil de chiens et de chats) : p. 8716 p. 8717 p. 8718 p. 8719 - Article 3 ter (nouveau) (Exonération de TVA pour les actes vétérinaires effectués au profit des refuges) : p. 8719 p. 8720 - Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 25 rectifié bis et n° 58 (Coût pour les collectivités locales et l'État d'une obligation de capture et de stérilisation des chats errants - Rapport au Parlement) : p. 8721 - Article 4 (Obligation pour le maire de stériliser et d'identifier les chats errants) : p. 8723 p. 8724 - Article additionnel après l'article 4 bis A - Amendement n° 151 rectifié (Délai de cession d'un chien ou d'un chat - Report de l'âge de 8 à 10 semaines) : p. 8724 - Article 4 ter (supprimé) (Interdiction de la vente de femelles gestantes sans information préalable de l'acheteur) : p. 8725 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 97 rectifié ter (Vente à crédit des animaux de compagnie - Interdiction) : p. 8726 - Article 4 quater (Modification de la réglementation relative à la détention d'animaux d'espèces non domestiques) : p. 8728 p. 8730 p. 8731 - Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 99 rectifié (Élevage d'agrément - Définition) : p. 8731 - Article 4 quinquies A (nouveau) (Généralisation de l'identification obligatoire des animaux non domestiques) : p. 8732 - Article 4 quinquies (Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie) : p. 8734 p. 8735 p. 8737 - Article 4 sexies A (nouveau) (Interdiction de la présentation d'animaux en vitrine en animaleries) : p. 8737 p. 8738 - Article 4 sexies B (nouveau) (Renforcement des sanctions pour les établissements n'ayant pas respecté les règles d'importation des animaux domestiques) : p. 8738 p. 8739 - Article 4 sexies (Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne) : p. 8740 p. 8741 p. 8742 p. 8743 p. 8744 p. 8745 - Article additionnel après l'article 4 sexies - Amendement n° 104 rectifié bis (Élevages d'animaux de compagnie domestiques autres que les chiens et les chats - Réglementation) : p. 8746 - Article 5 (Ajout de mentions obligatoires aux offres de cession d'animaux de compagnie) : p. 8746 p. 8747 p. 8748 p. 8749 p. 8750 - Article 5 bis (supprimé) (Création d'un mandat de protection d'un animal de compagnie) : p. 8751 - Article 5 ter (Interdiction de la vente d'animaux de compagnie à tout mineur sans le consentement des parents) : p. 8751 - Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 158 rectifié (Caudectomies (coupe de la queue) sur les animaux de compagnie - Interdiction) : p. 8752 - Article 7 ter

(Sensibilisation à l'éthique animale au sein du service national universel (SNU) et de l'enseignement moral et civique (EMC)) : p. 8754 p. 8755 p. 8756 - Article 8 (Renforcement des peines encourues par les auteurs de sévices graves et circonstance aggravante en cas de mort de l'animal) : p. 8757 - Article 8 bis A (Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique) : p. 8758 p. 8759 p. 8760 - Article 8 bis (supprimé) (Mention explicite de l'animal parmi les biens dont la sauvegarde peut donner lieu à une infraction sans engager la responsabilité de son auteur (état de nécessité)) : p. 8760 - Article 8 ter (Circonstance aggravante de l'abandon lorsqu'il met en péril la vie de l'animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité) : p. 8761 - Article additionnel après l'article 8 ter - Amendement n° 85 rectifié ter (Abandon d'un animal - Définition) : p. 8762 - Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 8 rectifié ter et n° 142 rectifié quater (Sérvices sur un animal détenu par des agents dans l'exercice de missions de service public - Circonstance aggravante) : p. 8763 - Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 14 et n° 112 rectifié bis (Confiscation des animaux maltraités - Facilitation) : p. 8764 - Article 10 (Peine complémentaire d'interdiction de détention des animaux systématiquement définitive) : p. 8764 - Article 10 bis (Texte non modifié par la commission) (Élargissement de la possibilité de cession d'un animal retiré dans le cadre d'une procédure judiciaire) : p. 8765 - Article 10 ter (Ajout des confiscations d'animal et interdictions de détention d'un animal au fichier des personnes recherchées, FPR) : p. 8766 - Article 10 quinquies (nouveau) (Mention des entreprises d'agents de sécurité cynophiles dans la liste des professionnels encourant des peines pour délit de mauvais traitements) : p. 8768 - Article 11 (Répression de l'enregistrement et de la diffusion de sérvices graves et d'atteintes sexuelles sur animal) : p. 8768 p. 8769 - Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 120 rectifié ter (Protection des mineurs contre la pornographie - Extension aux images de pornographie avec des animaux) : p. 8769 - Article 11 bis (Levée du secret professionnel du vétérinaire pour signaler des sérvices graves, de nature sexuelle ou actes de cruauté) : p. 8771 - Article 11 ter A (nouveau) (Définition du secret professionnel du vétérinaire dans la loi) : p. 8771 - Article 11 quater (Délit de proposition, sollicitation ou acceptation des relations sexuelles avec un animal) : p. 8773 - Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 125 rectifié ter (Liste des incriminations entraînant une inscription au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (FIJAVIS) - Ajout des actes à caractère sexuel sur les animaux) : p. 8774 - Article 12 (Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés) : p. 8776 p. 8779 p. 8782 p. 8783 p. 8784 p. 8786 p. 8789 p. 8790 p. 8791 p. 8792 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 55 rectifié (Cétacés - Transfert interdit vers des établissements nationaux ou étrangers aux conditions d'accueil moins favorables que dans l'établissement de départ) : p. 8794 - Article 12 bis (Encadrement de l'appellation de refuge et de sanctuaire pour les établissements détenant des animaux non domestiques) : p. 8795 p. 8796 - Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 130 rectifié bis (Structures d'accueil - Obligation d'un certificat attestant de la compétence des personnes responsables des animaux) : p. 8797 - Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 131 rectifié bis (Établissements soumis à l'obtention d'une autorisation d'ouverture - Ajout des structures d'accueil) : p. 8797 - Article 13 (Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées) : p. 8799 - Article 14 (supprimé) (Interdictions visant les loups et ours détenus en vue de spectacles itinérants) : p. 8801 - Article 15 (Interdiction des élevages de visons d'Amérique et d'autres espèces d'animaux non domestiques exclusivement élevés pour la production de fourrure) : p. 8802 p. 8803 p. 8804 - Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 221 et n° 170 (Interdictions relatives aux espèces animales non domestiques - Sanctions) : p. 8804 p. 8805 - Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 31 (Recueil par les établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques retirés à leurs propriétaires - Rapport au

Parlement) : p. 8805 - **Intitulé de la proposition de loi :**
p. 8806

- *Commission mixte paritaire* [n° 87 (2021-2022)] - (18 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10757 - **Article 2 bis C (Carnivores domestiques - Fichier national)** : p. 10770

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 3 mars 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 27 janvier 2021.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis secrétaire du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Compenser, contrôler, améliorer, détecter : pour une Poste partout et pour tous [n° 499 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative à la composition de l'Observatoire national de la présence postale et des commissions départementales de présence postale territoriale [n° 511 (2020-2021)] (1er avril 2021) - **Aménagement du territoire - Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Panne des appels d'urgence : quels enseignements ? [n° 297 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Police et sécurité - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles Babinet, co-président du Conseil national du numérique, digital champion de la France auprès de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Mise en application de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*mission d'information Ubérisation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Didier Vidal, administrateur interministériel des communications électroniques de défense.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs au numérique, aux télécommunications et aux postes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 38 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié quater** (*Produits reconditionnés - Exclusion de l'obligation de rémunération pour copie privée*) : p. 74 p. 76 - **Article 15** (*Engagement des opérateurs à proposer des modalités de tarification des forfaits mobiles incitant les consommateurs à favoriser une connexion filaire ou par accès wifi à une connexion mobile*) : p. 80 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 42 rectifié quater** (*Déploiement des réseaux hertziens - Consommation de foncier - Rationalisation*) : p. 94

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 144

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 231 p. 232 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 256

- **Question orale sans débat sur les mesures de fermeture de classes dans l'Ain** - (9 février 2021) : p. 899 p. 900

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les incendies de centres de données** - (17 mars 2021) : p. 1867

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (18 mars 2021) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public*) : p. 2016 p. 2017

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3227 p. 3228 - **Article 6** (*Référentiel unique des sites internet publics*) : p. 3235

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon**

manifeste [n° 516 (2020-2021)] - (14 avril 2021) - **Article unique** : p. 3255

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3518

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des conséquences pour les agriculteurs des foyers d'encéphalite à tiques** - (3 juin 2021) : p. 4532 p. 4533

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la panne des numéros d'urgence** - (9 juin 2021) : p. 4655 p. 4656

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4862 p. 4865 - **Article 5 ter** (*Collecte de données environnementales par l'Arcep*) : p. 4881 p. 4882 - **Article 7** (*Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités et enseignes à l'intérieur des vitrines*) : p. 4890 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 562, n° 2219, n° 1169 rectifié ter et n° 1764 rectifié ter** (*Éclairage public et ses nuisances lumineuses - Autorités compétentes - Pouvoir d'astreinte*) : p. 4893

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 21** (*Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier*) : p. 5188 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (*Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes*) : p. 5200

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 512 rectifié, n° 1289 rectifié bis et n° 1762 rectifié bis** (*Biogaz - Certificats verts (CV) - Instauration*) : p. 5264 - **Article 25** (*Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040*) : p. 5287 p. 5288 p. 5292 - **Article 25 bis** (*Action prioritaire de report modal vers les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)*) : p. 5297

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises*) : p. 5590

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (*Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées*) : p. 5749 p. 5750 - **Article 57 ter (priorité)** (*Modification de diverses dispositions relatives aux chemins ruraux*) : p. 5758

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (*Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales*) : p. 5902 p. 5903 p. 5907 - **Article 52 bis** (*Planification obligatoire, dans le document d'aménagement artisanal et commercial du SCoT, de l'implantation d'entrepôts logistiques*) : p. 5956

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (*Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto*) : p. 7007

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 49** (*Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »*) : p. 7233 p. 7235 - **Article 50 (précédemment réservé)** (*Partage de données entre administrations*) : p. 7268 p. 7269 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 1517 rectifié ter** (*Stratégie de développement des usages et services numériques (SDUSN)*) : p. 7271

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 52 (supprimé) (précédemment réservé)** (*Accélérer la mise en place des Bases Adresses Locales utiles pour le déploiement du très haut débit*) : p. 7284 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1438 rectifié bis** (*Réseaux d'éclairage public - Renouvellement*) : p. 7314 - **Article 70** (*Contrôle des entreprises publiques locales par les collectivités territoriales et groupements actionnaires : contenu du rapport des mandataires, vote sur celui-ci et accord préalable aux prises de participation*) : p. 7331 p. 7332

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance des effectifs de gendarmerie dans l'Ain** - (28 septembre 2021) : p. 8445 p. 8446

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion**

générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022) : p. 9812 p. 9813

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)**, - (2 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9835

- **Question orale sans débat sur l'élevage de la volaille de Bresse et la grippe aviaire** - (30 novembre 2021) : p. 11336 p. 11337

CHANTREL (Yan)

sénateur (Français établis hors de France (Série 2))

Élection le 26 septembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le départ des chercheurs français à l'étranger** - (6 octobre 2021) : p. 8900

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 9415

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9724 p. 9736

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Article 1er** (*Abaissement de la majorité électorale à 16 ans*) : p. 11696

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports.**

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à limiter l'enclavement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'inscription comme trésor national de la cathédrale Notre-Dame de Paris [n° 96 (2021-2022)] (22 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement** [n° 23 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 295

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1829

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence du médicament et la souveraineté en matière de santé** - (2 juin 2021) : p. 4455

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (II)** - (2 juin 2021) : p. 4456

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
INDEP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 25 mai 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 34 (2020-2021)] d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 517 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles auprès du ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Antoine Flahault, épidémiologiste, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève.

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la CNSA.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote (deuxième lecture) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi relative à la protection sociale globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*): Projet de loi relatif à la bioéthique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*): Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Luc Broussy, auteur du rapport sur l'adaptation de l'habitat au vieillissement.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Innovation en santé - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*): Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mmes Marie-Anne Montchamp, présidente, et Virginie Magnant, directrice, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur, et Mme Isabelle Sancerni, présidente, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Situation sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique covid-19.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : covid et santé mentale - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement [n° 23 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 300

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 306

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Discussion générale** : p. 604 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 622 p. 641 p. 651 p. 656 p. 661 p. 663 p. 665 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 687 p. 688

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) : p. 730 p. 732 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 738 - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 742 - **Article 5 A** : p. 746 - **Article 7 bis** (*Levée partielle de l'interdiction du don du sang applicable aux majeurs protégés, abaissement de l'âge du don du sang pour les mineurs et encadrement des critères de sélection des donneurs*) : p. 751 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 777 - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 794 - **Article 30** (*Évolution des missions et des instances de l'Agence de la biomédecine*) : p. 808 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 812 p. 813

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1167 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 59 rectifié ter, n° 79, n° 135 et n° 177 rectifié** (*Professions de santé - Exercice en pratique avancée - Infirmiers anesthésistes - Intégration*) : p. 1176 - **Intitulé du chapitre II** : p. 1183 - **Article additionnel avant l'article 2 - Amendements n° 37 rectifié et n° 180 rectifié bis** (*Prescription des substituts nicotiques - Extension aux pharmaciens - Autorisation*) : p. 1183 - **Article additionnel avant l'article 2 - Amendement n° 32 rectifié** (*Pharmaciens - Contrôle de la tension artérielle - prescription - examen cyto bactériologique des urines (ECBU) - Extension de compétences*) : p. 1184 - **Article additionnel avant l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié bis** (*Pharmacien d'officine - Distribution des médicaments dans les établissements médico-sociaux - Autorisation*) : p. 1184 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 27 rectifié bis** (*Pharmacien - Visite pharmaceutique à domicile ou en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) - Instauration*) : p. 1185 - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendements n° 44 rectifié, n° 31 rectifié ter et n° 101** (*Grossesse - Réfèrent parcours - Désignation des sages-femmes - Autorisation*) : p. 1188 p. 1189 - **Article 2 quinquiés B (supprimé)** (*Dérogation au parcours de*

soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme) : p. 1193 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés - Amendement n° 75** (*Infirmiers(ères) et médecins généralistes - Délivrance d'« autotests VIH » - Autorisation*) : p. 1196 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés - Amendements n° 105 et n° 193 rectifié ter** (*Orthophonie - Accès direct aux diagnostics et aux soins - Autorisation*) : p. 1200 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés - Amendements n° 20 rectifié ter et n° 179 rectifié bis** (*Pharmaciens des pharmacies à usage intérieur (PUI) - Vaccination - Autorisation*) : p. 1201 - **Article 4** (*Expérimentation d'un processus de création de postes de praticien hospitalier au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 1204 - **Article 7 (suppression maintenue)** (*Poursuite de l'intégration des groupements hospitaliers de territoire par le prisme des directions communes*) : p. 1230 - **Article 7 bis** (*Création d'un service d'accès aux soins*) : p. 1234 p. 1235

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Agences régionales de santé - Directeurs généraux - Proposition d'avenants à la convention de groupement - Initiative*) : p. 1249 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 8 rectifié ter, n° 13 rectifié quater et n° 9 rectifié ter** (*Établissements publics de santé - Conseil de surveillance - Renforcement des pouvoirs*) : p. 1253 p. 1254 - **Article 10** (*Lutte contre les abus liés à l'intérêt médical*) : p. 1255 p. 1256 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendements n° 38 rectifié et n° 186 rectifié** (*Agence régionale de la santé - Évaluation des besoins de formation de professionnels de santé de la région - Rapport*) : p. 1265 p. 1266 - **Intitulé du chapitre VI** : p. 1267 - **Article 14** (*Création d'une plateforme numérique d'information et de services à destination des personnes handicapées*) : p. 1268 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1273

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1411

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des sapeurs-pompiers volontaires** - (3 mars 2021) : p. 1437 p. 1438

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression de la majoration de plafond de cumul de l'allocation aux adultes handicapés et de la rémunération garantie en établissement et service d'aide par le travail lorsque le bénéficiaire est en couple*) : p. 1574 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la barrière d'âge de 60 ans pour solliciter le bénéfice de la prestation de compensation du handicap*) : p. 1579

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 18 rectifié et n° 26 rectifié bis** (*Activités de surveillance à distance - Extension à la protection des personnes hors de leur domicile*) : p. 1914 p. 1915

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2191

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 528 rectifié bis** (*Liberté pédagogique de l'enseignant - Garantie*) : p. 2836

- **Question orale sans débat sur le risque d'intoxication par le plomb des enfants vivant dans des logements anciens et dégradés** - (13 avril 2021) : p. 3091 p. 3092

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3280 p. 3281 - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3291 p. 3293

p. 3296 p. 3298 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 3301

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3451

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place de la défense dans les plans de relance français et européen** - (12 mai 2021) : p. 3727

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire) :** p. 3916 p. 3933 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 3979

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4388

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er (Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services) :** p. 4805

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (14 juin 2021) : p. 4828

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (15 juin 2021) - **Article 12 (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) :** p. 4924 p. 4925 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 7 rectifié quinquiés, n° 581 rectifié bis et n° 1277 rectifié (Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Volet économie circulaire - Ajout) :** p. 4951

- **Suite de la discussion (16 juin 2021) - Article 15 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) :** p. 5002 p. 5003 p. 5012 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 3 rectifié quater, n° 578 rectifié, n° 804 rectifié et n° 1949 rectifié (Commande publique - Mise à disposition par l'État d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens) :** p. 5017 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 41 rectifié bis, n° 69 rectifié, n° 104 rectifié bis, n° 111 rectifié bis et n° 1780 rectifié bis (Commande publique - Valorisation des produits locaux et à faible coût environnemental) :** p. 5025 p. 5026 - **Article 19 (Garantir et préserver l'ensemble des hydrosystèmes) :** p. 5058 p. 5060

- **Suite de la discussion (22 juin 2021) - Article 59 (priorité) (Menus végétariens) :** p. 5410 - **Article 60 (priorité) (Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée) :** p. 5428 p. 5430 - **Article 60 quater (nouveau) (priorité) (Souveraineté alimentaire) :** p. 5446

- **Suite de la discussion (23 juin 2021) - Article additionnel après l'article 60 quater (priorité) - Amendement n° 906 rectifié (Surtranspositions environnementales - Effets sur la compétitivité des entreprises agricoles) :** p. 5497 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié (Eau - Retenues collinaires) :** p. 5504 - **Article 62 (priorité) (Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015) :** p. 5511

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture [n° 677 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Discussion générale :** p. 5574 - **Question préalable :** p. 5583

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 260 rectifié (Département - Division**

territoriale fondamentale) : p. 6552 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression) :** p. 6554 - **Article 1er (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation) :** p. 6558 - **Article 1er bis (nouveau) (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation) :** p. 6561 - **Article 2 (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) :** p. 6579 p. 6589 p. 6590 p. 6591

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale** - (20 juillet 2021) : p. 7369 p. 7370

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale :** p. 7558

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 56 rectifié bis et n° 635 rectifié bis (Conflit d'intérêt - Modification de sa définition) :** p. 7593 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 54 rectifié bis et n° 1302 rectifié ter (Définition du délit de « prise illégale d'intérêt » - Encadrement juridique de la notion « d'intérêt quelconque ») :** p. 7594 p. 7595 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 55 rectifié bis (Délit d'octroi d'avantage injustifié de l'article 432-14 du code pénal - Champ d'application) :** p. 7595 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres) :** p. 7605 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 782 rectifié ter, n° 845 rectifié ter et n° 995 rectifié bis (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Missions d'analyses des impacts techniques et financiers des normes relatives aux collectivités territoriales) :** p. 7608

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Nouvelle lecture [n° 788 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale :** p. 7665

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2 (Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires) :** p. 8128

- **Suite de la discussion (22 septembre 2021) - Article 3 bis (Tromperie du consommateur lorsque figure un symbole représentatif de la France sur un produit alimentaire dont les ingrédients primaires n'ont pas une origine française) :** p. 8199 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 8215

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale :** p. 8221 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendements n° 8 rectifié quater et n° 75 rectifié ter (Visites médicales passées au sein des services d'incendie et de secours - Reconnaissance auprès de la médecine du travail) :** p. 8232 - **Article 3 (Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours) :** p. 8235 p. 8236 - **Article 12 bis (Organisation du SDIS et création de sous-directions) :** p. 8255

- **Suite de la discussion (23 septembre 2021) - Article 21 (Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention) :** p. 8272 p. 8273 - **Article 22 A (Texte non modifié par la commission) (Statut des sapeurs-pompiers volontaires) :** p. 8276 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendements n° 9 rectifié ter, n° 72 rectifié ter et n° 87 rectifié (Sapeurs-pompiers volontaires - Création d'une**

autorisation d'absence) : p. 8283 p. 8284 - **Article 29 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance de l'engagement en tant que jeune sapeur-pompier et adaptation rédactionnelle de la référence au brevet national de jeune sapeur-pompier ou de jeune marin-pompier*) : p. 8288 p. 8289 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 76 rectifié** (*Entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires - Réservation de marchés publics*) : p. 8290 - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8295 p. 8296 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la réserve citoyenne des services d'incendie et de secours*) : p. 8300

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Article 12** (*Haut Conseil des finances publiques et mécanisme de correction*) : p. 8384 p. 8385

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8393

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2021) - **Article 1er** (*Article liminaire des lois de financement de la sécurité sociale*) : p. 8458 p. 8460 - **Article 2** (*Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année*) : p. 8472

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9018

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (12 octobre 2021) : p. 9023

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article 2 (supprimé)** (*Interdiction pour les parlementaires de percevoir des indemnités pour l'exercice des fonctions de maire ou d'adjoint au maire*) : p. 9047

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 octobre 2021) : p. 9084

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9092 - **Article unique** : p. 9101

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9183

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9541

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9962

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10050 - **Discussion générale** : p. 10056

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 5** (*Assouplissement de l'échéance de signature des contrats prévus à l'article 50 de la LFSS pour 2021*) : p. 10080

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 237 rectifié bis et n° 831 rectifié bis** (*Retraités agricoles - Fermage - Abattement fiscal - Création*) : p. 10102 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 978 rectifié ter, n° 985 rectifié bis et n° 988 rectifié** (*Sécurité sociale - Cinquième branche - Financement*) : p. 10105 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 314 rectifié quater et n° 566 rectifié ter** (*Contrat solidaire et responsable - Encadrement du remboursement différencié*) : p. 10116 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 rectifié, n° 408 rectifié, n° 861 rectifié, n° 1019 rectifié et n° 1024 rectifié ter** (*Dispositif travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi - Pérennisation*) : p. 10116 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 547 rectifié et n° 317 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 10126 p. 10127

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 novembre 2021) : p. 10146

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] (suite)**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10147 p. 10149 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 406 rectifié bis et n° 834 rectifié bis** (*Compensation de l'augmentation des charges des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Exonération de la taxe sur les salaires*) : p. 10156 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 833 rectifié bis** (*Cas de décès du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modifications des modalités de calcul des cotisations*) : p. 10168 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 874 rectifié et n° 832 rectifié bis** (*Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modification des modalités de calcul des cotisations*) : p. 10169 - **Article 14** (*Réforme du régime social du conjoint collaborateur*) : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 797 rectifié** (*Instauration d'une expérimentation intitulée « Objectif 32h » avec l'exonération de cotisations - Rapport au Parlement*) : p. 10180 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 402 rectifié ter** (*Bières à fort degré alcoolique - Taxe spécifique perçue au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés*) : p. 10205 - **Article 23 et annexe B** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)*) : p. 10220

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 24 (suite)** : p. 10228 p. 10229 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 345 rectifié et n° 556 rectifié bis** (*Indicateurs relatifs au développement de l'autodialyse et de la dialyse à domicile - Fixation d'une date limite de publication*) : p. 10241 - **Article 28** (*Isolement et contention*) : p. 10245 - **Article 29** (*Extension de la mesure socle du Ségur au sein du secteur médico-social*) : p. 10249 - **Article 30** (*Réforme de l'offre et de la tarification des services d'aide à domicile*) : p. 10262 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 497 rectifié et n° 292 rectifié** (*Financement des soins infirmiers et collaboration entre les infirmiers libéraux et les services de soins infirmiers à domicile dans le cadre de la prise en charge de la dépendance - Rapport au Parlement*) : p. 10263 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 569 rectifié** (*Accès à la santé et aux soins des personnes âgées à domicile - Ouverture vers l'extérieur du pôle d'activité de soins adaptés (PASA) des EHPAD*) : p. 10266 p. 10267

- *Nouvelle lecture* [n° 189 (2021-2022)] - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11292 - **Question préalable** : p. 11299

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11357

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles** [n° 250 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11640

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples** [n° 228 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11653

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants** [n° 75 (2021-2022)] - (14 décembre 2021) - **Article 3** (*Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11804 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 183 rectifié et n° 298 rectifié** (*Protection de l'enfance - Critères d'encadrement dans les établissements*) : p. 11809 p. 11810 - **Article 3 bis B** (*Parrainage des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11814 - **Article 3 bis D** (*Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE*) : p. 11822 - **Article 3 bis E (supprimé)** (*Formalisation d'une coordination de parcours de soins dans le cadre du projet pour l'enfant*) : p. 11824 - **Article additionnel après l'article 3 bis H - Amendements n° 104, n° 145, n° 185 rectifié bis et n° 301 rectifié** (*Conseil départemental et maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Désignation d'un référent institutionnel*) : p. 11828 - **Article 3 ter** (*Entretien de préparation à l'autonomie du mineur de l'ASE*) : p. 11832 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement**

n° 203 rectifié ter (*Mission de service de l'aide à l'enfance - Vérification d'une vie quotidienne et d'une scolarité sans stigmatisation ni harcèlement des enfants confiés*) : p. 11833 p. 11834 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 204 rectifié ter** (*Période de protection et retour au domicile familial - Accompagnement systémique de la famille*) : p. 11834 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° 27 rectifié ter, n° 147, n° 326 rectifié bis et n° 28 rectifié ter** (*Prise en charge des jeunes majeurs par les services de la protection de l'enfance - Prolongation jusqu'à l'âge de 25 ans*) : p. 11836 p. 11836 - **Article 5** (*Formalisation de la prévention et de la lutte contre la maltraitance dans les établissements sociaux et médico-sociaux*) : p. 11844 p. 11845

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 9** (*Harmoniser et revaloriser les rémunérations des assistants familiaux*) : p. 11883 - **Article 12 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation des « maisons de l'enfant et de la famille »*) : p. 11902 - **Article 13** (*Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance*) : p. 11908 p. 11912 p. 11913 p. 11914 p. 11917 p. 11918 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 192 rectifié, n° 213 rectifié bis, n° 276 et n° 305 rectifié** (*Observatoire départemental de la protection de l'enfance - Mission de lutte contre l'affaiblissement du dispositif départemental*) : p. 11919 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance*) : p. 11923 p. 11924 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385** (*Institution d'un conseil départemental des enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection*) : p. 11930 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11954

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir le 7 janvier 2021.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie le 1er février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Retraits et rappels de produits à base de graines de sésame importées d'Inde ne respectant pas les normes minimales requises dans l'Union européenne - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*): Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Examen du bilan annuel de l'application des lois.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de

rapprochement entre les sociétés TF1 et M6 - Audition de M. Olivier Roussat, directeur général du groupe Bouygues.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal du Midi** - (17 février 2021) : p. 1152 p. 1153

CHAUVET (Patrick)
sénateur (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 389 (2020-2021)] tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 507 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 813 (2020-2021)] visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 14 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Examen du rapport sur les mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*): Réunion constitutive.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*): Professionnels des énergies renouvelables - Audition de MM. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER), Olivier Dauger et Jacques-Pierre Quaak, co-présidents de France gaz renouvelables (FGR).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*): Représentants des industries gazières - Audition de MM. Frédéric Martin, directeur général adjoint de

GRDF, Édouard Sauvage, directeur général adjoint d'Engie, et Thierry Trouvé, directeur général de GRT Gaz.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Mission d'information sur « la méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » - Présentation du rapport « Méthanisations : au-delà des controverses, quelles perspectives ? ».

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Examen du rapport d'information sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 163

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique** [n° 508 (2020-2021)] - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3126 p. 3127 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28** (*Directive 2014/23/UE - Mise en conformité de la législation française - Conséquences - Rapport au Parlement*) : p. 3142 - **Article 1er** (*Consolidation des objectifs de la politique énergétique nationale en faveur de la production d'énergie hydraulique*) : p. 3144 - **Article 2** (*Intégration dans la « loi quinquennale », qui fixera nos objectifs énergétiques et climatiques à compter de 2023, de la production et du stockage de l'énergie hydraulique*) : p. 3146 - **Article 3** (*Consolidation de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en matière de*

production et de stockage de l'énergie hydraulique) : p. 3147
 p. 3148 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 43** (*Continuité écologique des cours d'eau - Bilan triennal*) : p. 3149 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 44** (*Puissance de production des ouvrages hydrauliques - Procédures administratives*) : p. 3150 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 5 rectifié bis et n° 45** (*Recherche du meilleur coût-efficacité dans le code de l'environnement - Intégration*) : p. 3156 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Dispense d'autorisation au titre du code de l'environnement pour les activités accessoires des installations hydroélectriques*) : p. 3162 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 rectifié et n° 62** (*Production hydroélectrique - Prescriptions*) : p. 3163 - **Article 9** (*Information et association des élus locaux aux évolutions des concessions hydroélectriques*) : p. 3164 - **Article 10** (*Institution d'une expérimentation pour les installations hydrauliques autorisées ou concédées, dont la puissance maximale brute est inférieure à 10 mégawatts (MW), pour une durée de quatre ans*) : p. 3165 - **Article 11** (*Institution d'un portail national de l'hydroélectricité*) : p. 3166 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 35 rectifié quinquies, n° 40 rectifié, n° 52 et n° 63** (*Hydroélectricité - Intérêt majeur - Reconnaissance*) : p. 3167 - **Article 17** (*Institution d'un plafond de 3 % du chiffre d'affaires aux redevances perçues par l'État sur les installations hydrauliques autorisées pour prise d'eau et occupation du domaine public fluvial lui appartenant*) : p. 3174 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 19 rectifié bis** (*Électricité issue de l'énergie marémotrice - Caractère renouvelable - Reconnaissance*) : p. 3175 - **Article 18** (*Entrée en vigueur*) : p. 3176

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 7 rectifié quinquies, n° 581 rectifié bis et n° 1277 rectifié** (*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Volet économie circulaire - Ajout*) : p. 4951

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 3 rectifié quater, n° 578 rectifié, n° 804 rectifié et n° 1949 rectifié** (*Commande publique - Mise à disposition par l'État d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens*) : p. 5017

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 2 bis (nouveau)** (*Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR*) : p. 6218

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flambée des prix de l'énergie** - (22 septembre 2021) : p. 8174 p. 8175

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9173 - **Article 1er** (*Application du dispositif de « quasi-régie » aux concessions hydroélectriques et suppression des sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) : p. 9184

CHAUVIN (Marie-Christine)

*sénateur (Jura)
 Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 1er décembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis vice-présidente du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 530 (2020-2021)] pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 581 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table Ronde : « Quelle cybersécurité pour les entreprises ? ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 30 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les conditions et les perspectives de la reprise économique.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés des ETI et PME en matière de commerce extérieur - MM. Renaud Bentégeat, président de CCI France International, Pierre Goguet, président de CCI France, Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, François Lefebvre, directeur général de Bpifrance Assurance Export, et Paul Teboul, sous-directeur FinInter (Financement international des entreprises) de la direction générale du Trésor.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2850 p. 2851

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3119 p. 3120

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4265 p. 4274 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement*) : p. 4276 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Agriculteurs - Confiscation du cheptel - Accompagnement social et psychologique*) : p. 4279 - **Article 4**

(*Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal*) : p. 4280 p. 4281 p. 4282

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article 29 bis A (nouveau)** (*Diminution du taux de TVA à 5,5 % pour les billets de train*) : p. 5372 p. 5374

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 3** (*Mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance*) : p. 6017

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 38** (*Aggravation des peines d'outrage envers les sapeurs-pompiers*) : p. 8308

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Article 4 (précédemment réservé)** (*Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure*) : p. 9359

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10777

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 décembre 2021) : p. 11868

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire du Comité national de l'eau et du comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021 ; puis président le 8 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Rompre avec la continuité écologique destructive : réconcilier préservation de l'environnement et activités humaines [n° 498 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 449 (2020-2021)] complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 549 (2020-2021)] (4 mai 2021) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à donner une charte de l'éducation à la France [n° 726 (2020-2021)] (30 juin 2021) - **Éducation - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Menaces sur la biodiversité mondiale : passer des promesses aux actes [n° 67 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 837 (2020-2021)] visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 68 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Environnement [n° 167 tome 1 (2021-2022)]** (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP26) [n° 279 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition

écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-François Monteils, candidat pressenti pour exercer les fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde dans le cadre du suivi du rapport d'information de la délégation aux outre-mer sur la représentation et la visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

« Quel bilan tirer pour l'attractivité des territoires concernés plus de dix ans après la réforme de la carte militaire ? » - Audition de Mme Line Bonmartel-Couloume, déléguée à l'accompagnement régional, du ministère des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Bérengère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Bertrand Mathieu, professeur à l'École de droit de la Sorbonne.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Dominique Rousseau, professeur émérite de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Continuité écologique des cours d'eau - Communication de M. Guillaume Chevrollier.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition

de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de juristes.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de scientifiques.

(*commission des lois*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des lois*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de Mmes Clara Gonzales, juriste auprès de Greenpeace France, et Marie-Anne Cohendet, présidente du conseil scientifique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

(*commission des lois*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil

d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*): Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Thierry Durnerin, directeur général, Mme Caroline Acosta, chargée de mission Ingénierie territoriale et outre-mer et M. Philippe Clemandot, responsable du département immobilier et développement de la Fédération des entreprises publiques locales (EPL).

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*): Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. Vaimu'a Muliava, ministre en charge du logement dans le 16e gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Projet de relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Capo-Canellas, rapporteur spécial, sur Météo-France.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Enjeux de la COP 26 - Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Déplacement de la délégation de la commission à Marseille, au congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) - Communication.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la Mer.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Bérandère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 22 novembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » et mission « Plan de relance » - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau, à la biodiversité et à l'expertise en matière de développement durable et météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (mission d'information Sécurité sociale écologique) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Communication relative au bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP 26).

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (mission d'information Sécurité sociale écologique) : Audition de M. Laurent Gallet, chef de service, adjoint au directeur de la sécurité sociale, à l'administration centrale du ministère de l'économie, des finances et de la relance et du ministère des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Hélène Garner, directrice du département travail emploi compétences à France Stratégie, M. Julien Fosse, directeur adjoint du département développement durable et numérique à France Stratégie, et Mme Mathilde Viennot, cheffe de projet en charge des questions d'inégalités, de protection sociale et de soutenabilités, à France Stratégie.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 40 - **Article 1er** (Sensibilisation des élèves à la sobriété numérique) : p. 56 - **Article 3** (Création d'un observatoire de recherche des impacts environnementaux du numérique) : p. 57 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 29 rectifié** (5G - Déploiement - Rapport au Parlement annuel) : p. 60 - **Article 4** (Prise en compte de l'impact environnemental du numérique dans le bilan RSE des entreprises) : p. 62 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28** (Bilan des émissions de gaz à effet de serre (EGES) - Entreprises de plus de 500 salariés et collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants - Intégration des activités numériques) : p. 63 - **Article 5** (Crédit d'impôt à la numérisation durable des petites et moyennes entreprises) : p. 64 - **Article 8** (Dissociation des mises à jour correctives et des mises à jour évolutives) : p. 66 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 19** (Garantie légale de conformité - Priorité à la réparation sur le remplacement du bien - Amélioration mécanisme de la garantie) : p. 67 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 21** (Appareils électroniques - Durée de vie programmée - Information systématique) : p. 68 - **Article 12** (Objectifs spécifiques de recyclage, de réemploi et de réparation pour certaines catégories d'équipements numériques) : p. 70 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 44 rectifié** (Réemploi ou réutilisation des équipements numériques - Mesures d'amélioration - Rapport au Parlement) : p. 71 -

Article 13 (Prise en compte de critères de durabilité des produits numériques dans les achats publics) : p. 73 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 58 rectifié** (Lutte contre le gaspillage - Indice de durabilité - Extension aux produits reconditionnés) : p. 74 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 30** (Équipement numérique - Publicité - Sensibilisation promouvant un numérique responsable - Obligation- Rapport au Parlement) : p. 77 - **Article 15** (Engagement des opérateurs à proposer des modalités de tarification des forfaits mobiles incitant les consommateurs à favoriser une connexion filaire ou par accès wifi à une connexion mobile) : p. 79 p. 81 - **Article 16** (Obligation d'écoconception des services numériques) : p. 83 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 35** (Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Mise en œuvre par les éditeurs et les distributeurs de services de mesures limitant les émissions de gaz à effet de serre - Inclusion dans rapport annuel) : p. 86 - **Article 17** (Informations relatives aux stratégies de captation de l'attention des utilisateurs dans le bilan RSE des entreprises) : p. 88 - **Article 18** (Adaptation de la qualité des vidéos à la résolution maximale du terminal utilisé) : p. 89 - **Article 20** (Interdiction du défilement infini) : p. 90 - **Article 21** (Souscription d'engagements environnementaux contraignants des opérateurs de centres de données auprès de l'Arcep) : p. 91 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 42 rectifié quater** (Déploiement des réseaux hertziens - Consommation de foncier - Rationalisation) : p. 94 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 33** (Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) - Déploiement des centres de stockage de données (Data centers) - Intégration) : p. 95

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 623

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 14** (Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires) : p. 769 p. 772 p. 773 p. 776 - **Article 15** (Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites) : p. 780 p. 781 - **Article 17** (Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale) : p. 784 p. 785 - **Article 19** (Actualisation du régime du diagnostic prénatal) : p. 788 - **Article 19 bis A** (Texte non modifié par la commission) (Double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA)) : p. 789 - **Article 20** (Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale) : p. 795 - **Article 32** (Clause de révision et d'évaluation de la loi bioéthique) : p. 809

- **Question orale sans débat sur la pénurie d'accompagnants des élèves en situation de handicap** - (9 février 2021) : p. 898 p. 898

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 930

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1017

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2135

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du Baccalauréat** - (31 mars 2021) : p. 2377

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité) : p. 2824

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les**

besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3327

- **Question orale sans débat sur les inégalités entre les étudiants dans l'accès au dispositif de deux repas par jour à 1 euro** - (6 mai 2021) : p. 3501 p. 3502

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3555 - **Article unique** : p. 3577

- **Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs [n° 611 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4342

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er juin 2021) : p. 4385

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4495 p. 4496 p. 4498

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4572

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4729

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article 19 bis C (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique)** : p. 5085

- **Suite de la discussion (18 juin 2021) - Article 22 bis BA (nouveau) (Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de production d'énergies renouvelables équivalentes)** : p. 5230 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 512 rectifié, n° 1289 rectifié bis et n° 1762 rectifié bis (Biogaz - Certificats verts (CV) - Instauration)** : p. 5264

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 2 bis (nouveau) (Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR)** : p. 6213

- **Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier du Nord-Mayenne** - (20 juillet 2021) : p. 7375 p. 7376

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8051

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 1er (Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix)** : p. 8095

- **Suite de la discussion (22 septembre 2021) - Article 3 (Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles)** : p. 8194 p. 8195

- **Question orale sans débat sur le projet d'amendement gouvernemental relatif au financement de l'électrification rurale** - (7 octobre 2021) : p. 8951

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8968 p. 8969

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9003

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9139

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9182

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9624

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9807 p. 9808

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9814

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)** - (2 novembre 2021) - **Article 14 bis B (Texte non modifié par la commission) (Exonération des équipements numériques reconditionnés du paiement de la rémunération pour copie privée)** : p. 9828 p. 9830

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9891 p. 9899 p. 9904

- **Question orale sans débat sur la situation des dons d'organes en France** - (30 novembre 2021) : p. 11342 p. 11343

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11372

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11420 p. 11421

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11445 p. 11446

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11613 p. 11617 p. 11618

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national de l'économie circulaire le 4 octobre 2021.

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse du 3 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport (Essentiel et examen des articles du titre Ier au titre III) [n° 666 tome 1 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport (Examen des articles du titre IV au titre VII) [n° 666 tome 2 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport (Examen du rapport en commission) [n° 666 tome 3 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Compte rendu des travaux de commission [n° 666 tome 4 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 766 (2020-2021)] (12 juillet 2021) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2021 : communication et avis politique de MM. Jean-François Rapin et Didier Marie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces

armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées): Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Audition de S. E. M. Jorge Torres-Pereira, ambassadeur du Portugal en France.

Réunion du mercredi 3 février 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du jeudi 4 février 2021 *(commission des affaires européennes)*: Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mardi 2 mars 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Proposition de loi visant à lutter contre le plastique - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission d'information Égalité des chances): Mobilité sociale et reproduction des inégalités - Audition de Mme Émilie Raynaud, responsable de la division des études sociales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), MM. Clément Dherbécourt, chef de projets au département société et politiques sociales de France Stratégie, et Michael Förster, analyste au sein de la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du jeudi 4 mars 2021 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 *(commission des affaires européennes)*: Politique étrangère et de défense - Bilan annuel 2020 de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : audition de MM. Arnaud Danjean et Mounir Satouri, députés européens français.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe du 24 au 26 février 2021 : communication de M. Pascal Allizard, premier vice-président de la délégation française.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable): « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier

Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

« Quel bilan tirer pour l'attractivité des territoires concernés plus de dix ans après la réforme de la carte militaire ? » - Audition de Mme Line Bonmartel-Couloume, déléguée à l'accompagnement régional, du ministère des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de Mme Bérengère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du mardi 6 avril 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 14 avril 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mercredi 5 mai 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Bilan annuel de l'application des lois - Communications.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mardi 18 mai 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport et de l'établissement du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 juin 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des éventuelles motions et des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 juin 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 juin 2021 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la

résilience face à ses effets - Examen de l'amendement du Gouvernement en vue d'une seconde délibération.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Metka Ipavic, ambassadrice de Slovénie en France, sur les priorités de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Nouveau Pacte sur l'asile et la migration: communication et examen du rapport de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Audition d'organismes nationaux spécialisés dans la maîtrise des risques technologiques et la surveillance de la qualité de l'air.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Déplacement en Slovénie du groupe interparlementaire d'amitié France-Slovénie du 28 septembre au 1er octobre 2021 - Communication.

Voisinage et élargissement - Déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Macédoine du Nord, en Serbie et au Monténégro, du 12 au 17 septembre 2021 - Communication.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales - Proposition de résolution européenne tendant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Déplacement d'une délégation de la commission des affaires européennes en Roumanie du 29 septembre du 2 octobre 2021 - Communication.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Rapport interinspections sur la gestion des risques liés à la présence d'ammonitrates dans les ports maritimes et fluviaux - Audition des auteurs.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

(*commission des lois*): Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

(*mission d'information Sécurité sociale écologique*): Audition de M. Laurent Gallet, chef de service, adjoint au directeur de la sécurité sociale, à l'administration centrale du ministère de l'économie, des finances et de la relance et du ministère des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Christian Lequesne, professeur de science politique et Sciences Po Paris, auteur du rapport « Diversité linguistique et langue française en Europe ».

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 137 p. 138

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1417 p. 1418

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1696

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2132

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3138

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4753 - **Article additionnel avant le titre Ier A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684 (Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France)** : p. 4775 - **Intitulé du titre Ier A** : p. 4777 p. 4778 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 770 rectifié (Impôts sur la fortune basé sur l'empreinte carbone - Création)** : p. 4780 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 859 rectifié (Taxe carbone aux frontières européennes - Création)** : p. 4781 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 606 rectifié bis (Loi de programmation de financement de la transition écologique - Instauration)** : p. 4782 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 772 rectifié (Entreprises distribuant plus de 10 millions de dividendes annuels - Financement de la transition écologique - Participation)** : p. 4783 - **Article 1er (Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services)** : p. 4784 p. 4785 p. 4787 p. 4789 p. 4790 p. 4791 p. 4792 p. 4793 p. 4794 p. 4795 p. 4796 p. 4797 p. 4798 p. 4801 p. 4802 p. 4803 p. 4804 p. 4805 p. 4806 p. 4807 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1135 rectifié (Code de la consommation - Obligation générale d'information précontractuelle - Qualités et caractéristiques environnementales de produits - Ajout)** : p. 4809 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2053 (Informations sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits - Article 13 de la loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire (AGEC) - Contrôles et sanctions - Report)** : p. 4809 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 983 rectifié bis (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) - Coût environnemental de notre consommation - Rapport au Parlement)** : p. 4810 - **Article 1er bis (nouveau) (Conditions d'affichage d'un drapeau bleu-blanc-rouge sur les produits textiles d'habillement, des chaussures ou du linge de maison neufs destinés aux particuliers)** : p. 4810 - **Article additionnel**

après l'article 1er bis - Amendement n° 755 rectifié (Textiles à base de microfibres plastiques - Information - Mention sur l'étiquette) : p. 4811 - Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 1136 (Opérateurs de plateforme en ligne - Obligation d'information - Extension au domaine environnemental) : p. 4812

- Suite de la discussion (15 juin 2021) - Article 4 (Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi) : p. 4843 p. 4848 p. 4849 p. 4854 p. 4855 p. 4856 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 347 (Publicité proposant la réduction du malus - Interdiction) : p. 4857 - Article 4 bis A (Éco-blanchiment assimilé à une pratique commerciale trompeuse) : p. 4858 - Article 4 bis B (Sanctions renforcées en cas de pratique commerciale trompeuse en matière d'éco-blanchiment) : p. 4859 - Article 4 bis C (Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités) : p. 4860 p. 4863 - Article 4 bis D (nouveau) (Interdiction d'affirmer qu'une livraison d'un produit est gratuite dans une publicité ou dans le cadre d'une pratique commerciale) : p. 4866 - Article additionnel après l'article 4 bis D - Amendement n° 1107 rectifié bis (Modalités de livraison - Libre choix du consommateur en fonction de l'impact environnemental) : p. 4867 - Article additionnel après l'article 4 bis D - Amendements n° 1108 rectifié bis et n° 2041 rectifié bis (Consommateur - Livraisons - Information sur leur impact environnemental) : p. 4868 - Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (Sanction du manquement à l'obligation d'accompagner toute publicité en faveur de véhicules terrestres d'un message promotionnel encourageant l'usage des mobilités actives ou partagées ou des transports en commun) : p. 4869 - Article 5 (Codes de bonne conduite dans le secteur de la publicité) : p. 4870 p. 4871 p. 4872 p. 4874 p. 4875 p. 4876 p. 4877 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 411 rectifié (Annonceur - Contribution sur les dépenses de communication commerciale numérique - Création) : p. 4877 - Article 5 bis (Rapport sur l'impact environnemental des différents modes de réception de la télévision et des services de médias audiovisuels à la demande) : p. 4878 - Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 593 rectifié (Consommations de vidéos - Impact carbone - Sensibilisation) : p. 4878 - Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 594 rectifié, n° 1218 rectifié bis et n° 2029 rectifié bis (Fournisseurs d'accès à internet et opérateurs de réseaux - Impact carbone de l'utilisation des services d'internet - Information en temps réel) : p. 4880 - Article 5 ter (Collecte de données environnementales par l'Arcep) : p. 4881 p. 4882 - Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 358 (Stratégie nationale bas carbone (SNBC) - Secteur numérique - Fixation d'un budget carbone) : p. 4882 - Article 6 (Décentralisation du pouvoir de police de la publicité) : p. 4884 p. 4886 p. 4887 p. 4888 p. 4889 - Article 7 (Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités et enseignes à l'intérieur des vitrines) : p. 4890 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 353 (Publicités - Surface des bâches lors de travaux - Limitation) : p. 4891 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 354 (Règlements locaux de publicité - Contenu des publicités sur bâches - Contrôle) : p. 4892 - Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 562, n° 2219, n° 1169 rectifié ter et n° 1764 rectifié ter (Éclairage public et ses nuisances lumineuses - Autorités compétentes - Pouvoir d'astreinte) : p. 4893 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 351 (Monuments historiques - Dispositifs publicitaires - Réduction de leur taille) : p. 4894 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 352 (Monuments historiques - Publicité pour les produits les plus polluants - Interdiction) : p. 4894 - Article 8 (Interdiction des avions publicitaires) : p. 4895 p. 4896 - Article 9 (Expérimentation du dispositif « Oui Pub ») : p. 4900 p. 4903 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1404 rectifié (Campagnes publicitaires numériques - Impact environnemental - Rapport au Parlement) : p. 4904 - Article 10 (Interdiction de la distribution

systematique d'échantillons) : p. 4905 p. 4906 - Article additionnel avant l'article 11 - Amendements n° 153 et n° 1625 (Produits alimentaires et non alimentaires vendus en vrac - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Taux modifiés) : p. 4908 - Article 11 (Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces) : p. 4908 p. 4910 p. 4911 p. 4912 p. 4913 p. 4914 p. 4915 p. 4916 p. 4917 - Article 11 bis (nouveau) (Lutte contre les déchets de la vente à emporter) : p. 4919 p. 4920 p. 4921 - Article 12 (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) : p. 4922 p. 4925 p. 4927 p. 4930 p. 4931 p. 4933 p. 4934 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 2098 (Conseil national de l'économie circulaire - Composition) : p. 4935 - Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 975 rectifié et n° 1416 rectifié (Déchets non recyclables - Éco-contribution - Création) : p. 4936 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1406 (Bouteilles en plastique d'eau de moins de 50 cl - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 4937 - Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 868 rectifié, n° 1740 et n° 1962 rectifié bis (Cessions des biens de scénographie de l'État et des collectivités de leurs établissements publics - Bénéficiaires - Extension aux professionnels de la recyclerie culturelle) : p. 4938 - Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1414 (Appareils numériques et connectés - Durée de vie - Rapport au Parlement) : p. 4938 - Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 775 rectifié (Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement) : p. 4939 - Article additionnel avant l'article 13 - Amendements n° 363 rectifié et n° 1222 rectifié (Appareils électroniques - Batteries - Changement - Facilitation) : p. 4940 - Article 13 (Obligation de disponibilité des pièces détachées étendue à de nouvelles catégories de produits) : p. 4943 p. 4944 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1708 (Achat d'un bien - Disponibilité des pièces détachées - Information du consommateur) : p. 4944 - Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 932 rectifié et n° 359 (Appareils électroniques - Consigne - Généralisation) : p. 4945 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1635 (Tromperie commerciale - Définition - Extension à l'obsolescence programmée) : p. 4946 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 366 rectifié bis (Lutte contre les réductions de la durée de vie des produits - Délit d'obsolescence prématurée - Création) : p. 4947 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1634 (Obsolescence programmée - Définition - Précision) : p. 4948 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1012 rectifié bis (Indices de réparabilité et de durabilité - Mise en œuvre - Délai raisonnable) : p. 4948 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1623 (Création d'un fonds de réemploi - Liste des filières prioritaires - Filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) dédiée aux matériaux de construction du secteur du bâtiment - Intégration) : p. 4949 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1624 (Création d'un fonds de réemploi - Liste des filières prioritaires - Filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) dédiée aux navires de plaisance ou de sport - Intégration) : p. 4949 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1447 (Produits en dessous d'un seuil de durabilité - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 4950 - Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 799 et n° 1448 (Équipements électroniques et électriques en dessous d'un seuil de réparabilité - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 4950 - Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 7 rectifié quinquies, n° 581 rectifié bis et n° 1277 rectifié (Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Volet économie circulaire - Ajout) : p. 4951

- Suite de la discussion (16 juin 2021) - Article 13 bis (nouveau) (Attribution du fonds de réemploi aux acteurs de l'économie sociale et solidaire - Prise en charge des frais de stockage des invendus non-alimentaires par les entreprises donatrices) : p. 4978 p. 4979 - Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 1441 rectifié (Développement du e-commerce - Destruction des marchandises retournées - Interdiction) : p. 4980 - Article 13 ter (nouveau)

(Mise à disposition de pièces détachées de véhicules hors d'usage) : p. 4981 - **Article 14** (Cohérence de la stratégie nationale de recherche (SNR) avec la stratégie nationale bas carbone (SNBC)) : p. 4982 p. 4983 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 788 et n° 811 rectifié bis** (Octroi du crédit impôts recherche (CIR) - Condition du respect d'objectifs environnementaux) : p. 4985 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 795 rectifié** (Transition écologique - Dépenses de recherche - Crédit d'impôt) : p. 4986 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1247 rectifié** (Autorité des normes comptables (ANC) - Nouvelle compétence dans le domaine de l'information sur la durabilité des entreprises) : p. 4987

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées) : p. 5192 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes) : p. 5197 p. 5200 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 1519 rectifié** (Document fixant les zones d'implantation potentielle des installations de production d'électricité éolienne - Annexe aux schémas de cohérence territoriale (SCoT) ou aux plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi)) : p. 5201 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 567 rectifié bis** (Zones de développement de l'éolien (ZDE) - Rétablissement) : p. 5202

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22** (Déclinaison des objectifs nationaux de développement des énergies renouvelables au niveau régional) : p. 5215 p. 5216 p. 5217 p. 5218 p. 5219 p. 5220 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 404 rectifié** (Énergies renouvelables - Dispositifs de soutien - Disparités territoriales - Adaptation) : p. 5221 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 2095** (Transition énergétique - Projets éoliens - Ministère des armées - Industriels - Convention de partenariat) : p. 5222 p. 5223 - **Article 23** (Ajout du développement des communautés d'énergie renouvelable et des communautés énergétiques citoyennes dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 5279 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 401** (Éoliennes - Implantation - Imposition forfaitaire sur les entreprises du réseau (IFER) - Dégrèvement) : p. 5280 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1951 rectifié** (Énergie renouvelable - Documents de programmation - Objectifs sur l'implication des citoyens et des collectivités - Intégration) : p. 5281 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1964 rectifié** (Communautés énergétiques renouvelables - Définition) : p. 5281 - **Article 24** (Extension de l'obligation d'installation de panneaux photovoltaïques ou de toits végétalisés) : p. 5283 p. 5284 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendement n° 1326 rectifié** (Départements et régions d'outre-mer (DROM) - Zone littorale - Sites dégradés - Centrales solaires au sol - Autorisation d'implantation) : p. 5284

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5596 - **Article 46** (Interdiction de l'utilisation sur le domaine public de système de chauffages fonctionnant en extérieur) : p. 5718

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 58 ter (nouveau) (priorité)** : p. 5806 - **Article additionnel avant l'article 67 (priorité) - Amendements n° 1471, n° 368 et n° 1470** (Criminalité environnementale - Reconnaissance du crime d'écocide) : p. 5809 - **Article 67 (priorité)** (Création de la circonstance aggravante de mise en danger de l'environnement) : p. 5813 p. 5815 p. 5816

- **Rapporteuse - Article 68 (priorité)** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5819 p. 5825 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 836 et n° 1938** (Fait illicite en lien avec la protection de la nature et de l'environnement - Exercice de

l'action civile par les associations) : p. 5827 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendement n° 1939** (Accès à la justice pénale - Plaintes des victimes adressées aux fonctionnaires et agents de l'administration chargés de certaines fonctions de police judiciaire) : p. 5827 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 843 et n° 844** (Personnes responsables d'atteintes à l'environnement - Exclusion pour dix ans de la procédure de passation des marchés) : p. 5828 - **Article 69 (priorité)** (Possibilité d'imposer la restauration du milieu naturel) : p. 5829 p. 5830 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 374** (Droit de l'environnement - Introduction de la notion de limites planétaires) : p. 5830 - **Article additionnel après l'article 69 (priorité) - Amendement n° 1041** (Impact sanitaire et environnemental de l'utilisation du chlordécone en Guadeloupe et en Martinique - Rapport au Parlement) : p. 5834 - **Article 69 ter (priorité) (supprimé)** (Élargissement du champ du « référé pénal spécial ») : p. 5838 - **Article 70 (priorité)** (Relèvement du montant des amendes de certaines infractions prévues par le code de l'environnement) : p. 5839 - **Article additionnel après l'article 70 (priorité) - Amendement n° 948** (Récidive en cas de non-respect des mesures de restriction d'eau en période de sécheresse - Délictualisation) : p. 5840 - **Article additionnel après l'article 71 bis (priorité) - Amendement n° 2204** (Délits en matière d'environnement et d'urbanisme - Clarification de la compétence du tribunal correctionnel siègeant à juge unique) : p. 5845 - **Article 71 ter (priorité)** (Désignation d'un ou de plusieurs tribunaux spécialisés pour connaître des actions relatives au devoir de vigilance) : p. 5845 - **Article 73 (priorité) (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'application des articles 67 et 68) : p. 5847 - **Article 75 (priorité) (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'opportunité de procéder à une codification à droit constant des infractions relatives à l'environnement) : p. 5847 - **Article 76 (priorité)** (Évaluation annuelle des mesures du projet de loi par la Cour des comptes) : p. 5849 - **Article additionnel après l'article 76 (priorité) - Amendement n° 127** (Haut Conseil pour le climat - Mesures à prendre dans l'objectif de réduction de 55 % d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 - Rapport au Gouvernement et au Parlement) : p. 5850 - **Article additionnel après l'article 76 (priorité) - Amendement n° 522 rectifié** (Haut Conseil pour le climat - Évaluation de l'action des collectivités territoriales en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique - Rapport) : p. 5851 - **Article 77 (priorité) (supprimé)** (Observatoire rendant compte de la mise en œuvre de la SNBC par les collectivités territoriales) : p. 5852 - **Article 78 (priorité) (supprimé)** (Mise en place de feuilles de route pour chaque secteur fortement émetteur de gaz à effet de serre) : p. 5852 - **Article additionnel après l'article 84 (priorité) - Amendement n° 342 rectifié bis** (Rôle de contrôle du Parlement - Nouvel examen par le Parlement de la présente loi dans un délai maximal de cinq ans) : p. 5854 - **Article additionnel après l'article 84 (priorité) - Amendement n° 718 rectifié** (Opportunité de l'intégration dans tout projet de loi d'une évaluation des dispositions dudit projet au regard des objectifs de développement durable - Rapport au Parlement) : p. 5855 - **Article additionnel après l'article 84 (priorité) - Amendement n° 739 rectifié** (Opportunité de la création d'un Conseil scientifique unique et pluridisciplinaire - Rapport au Parlement) : p. 5856

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 68** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5971

- **Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7378 - **Article 5 ter** (Collecte de données environnementales par l'Arcep) : p. 7504

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7857

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9801

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10584

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11566

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 3 bis D (Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE)** : p. 11822

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 672 (2020-2021)] relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 690 (2020-2021)] (15 juin 2021) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne [n° 754 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Préparation et emploi des forces [n° 216 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Corentin Sellin, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Les enjeux stratégiques du spatial - Audition de Mme Isabelle Sourbès-

Verger, chercheur au CNRS et de M. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Drones dans les forces armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Retour d'expérience du conflit du Haut-Karabagh - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de la préparation et de l'emploi des forces - Examen du rapport d'information.

Crédits de l'équipement des forces - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un rapporteur.

Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de

« Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Audition de M. Nicolas de Lacoste, envoyé spécial pour la Biélorussie.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 911

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1698 - **Article 1er** (*Prévention des pertes et des fuites de granulés de plastiques industriels*) : p. 1700

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale et l'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (31 mars 2021) : p. 2376

- **Question orale sans débat sur les dépenses liées aux documents d'urbanisme et les fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (6 mai 2021) : p. 3485

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3681

- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4584

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4916 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Lutte contre les déchets de la vente à emporter*) : p. 4919

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5482 p. 5484

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5996 - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6067

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur le temps de travail des militaires (I)** - (21 juillet 2021) : p. 7639

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2** (*Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires*) : p. 8130 p. 8135 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 49 rectifié, n° 69 rectifié et n° 70 rectifié** (*Relations commerciales entre la grande distribution et les fournisseurs - Construction des prix*) : p. 8136 p. 8137

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendements n° 8 rectifié quater et n° 75 rectifié ter** (*Visites médicales passées au sein des services d'incendie et de secours - Reconnaissance auprès de la médecine du travail*) : p. 8232 - **Article 3** (*Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours*) : p. 8235

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 22 A - Amendement n° 7 rectifié quater** (*Spécificité du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers en France - Aménagement du temps de travail - Dérogation à la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003*) : p. 8277 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendements n° 9 rectifié ter, n° 72 rectifié ter et n° 87 rectifié** (*Sapeurs-pompiers volontaires - Création d'une autorisation d'absence*) : p. 8283 p. 8284 - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8292 p. 8294 - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*Délivrance de l'agrément et missions des associations agréées de sécurité civile*) : p. 8303 p. 8304 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 94 rectifié et n° 14 rectifié ter** (*Plan Orsec - Participation des associations agréées - Conditions*) : p. 8305

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives à venir de l'opération Barkhane** - (29 septembre 2021) : p. 8565

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8856

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation en Libye** - (17 novembre 2021) : p. 10644 p. 10645

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation des parents séparés ou divorcés dont l'un des enfants est handicapé** - (9 mars 2021) : p. 1548

- **Question orale sans débat relative au nombre de places disponibles au sein des instituts médico-éducatifs** - (9 mars 2021) : p. 1549

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1561 - **Article 3** (*Suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation aux adultes handicapés et de la majoration de son*

CLUZEL (Sophie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées
(jusqu'au 31 décembre 2021)

plafonnement) : p. 1575 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 2 rectifié** (*Allocation aux adultes handicapés - Versement - Sur un compte bancaire individuel au nom de l'allocataire*) : p. 1576 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Allocation aux adultes handicapés - Levée du plafond de couple faisant baisser leur niveau de ressources - Impact - Rapport au Parlement*) : p. 1577 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la barrière d'âge de 60 ans pour solliciter le bénéfice de la prestation de compensation du handicap*) : p. 1578 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 3 rectifié** (*Sportifs médaillés aux jeux paralympiques - Prestations sociales - Calcul du plafond de ressources - Modification*) : p. 1580 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1581

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation aux adultes handicapés (I)** - (23 juin 2021) : p. 5459

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation aux adultes handicapés (II)** - (23 juin 2021) : p. 5466

- **Question orale sans débat sur le manque de places dans les structures pour enfants handicapés** - (13 juillet 2021) : p. 6962

- **Question orale sans débat sur le contrôle des structures agricoles aux frontières** - (13 juillet 2021) : p. 6963

- **Question orale sans débat sur les difficultés liées aux épisodes de sécheresse-réhydratation des sols et le fonds exceptionnel de soutien aux victimes** - (13 juillet 2021) : p. 6964

- **Question orale sans débat sur l'amélioration de la prise en charge financière des appareils de communication alternative améliorée** - (20 juillet 2021) : p. 7345

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre d'un droit effectif à une place en établissement médico-social pour les jeunes en situation de handicap** - (20 juillet 2021) : p. 7346

- **Question orale sans débat sur les places disponibles en institut médico-éducatif** - (20 juillet 2021) : p. 7347

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation aux adultes handicapés** - (29 septembre 2021) : p. 8571

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8993 p. 8994 p. 8995 p. 8996 - **Article 3** (*Suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation aux adultes handicapés et de la majoration de son plafonnement*) : p. 9005

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 29** (*Extension de la mesure sociale du Ségur au sein du secteur médico-social*) : p. 10248 p. 10249 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 1069 et n° 302 rectifié** (*Revalorisations salariales du plan d'investissement du Ségur de la santé - Extension aux professionnels exerçant dans des structures du handicap - Rapport au Parlement*) : p. 10250 p. 10251

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du Ségur de la santé** - (8 décembre 2021) : p. 11550

- **Question orale sans débat sur les réformes concernant les fauteuils roulants** - (14 décembre 2021) : p. 11749

- **Question orale sans débat sur les modalités de prise en charge des aides à la mobilité pour les personnes en situation de handicap** - (14 décembre 2021) : p. 11750

- **Question orale sans débat pour un nouveau pacte financier entre l'État et les collectivités territoriales** - (14 décembre 2021) : p. 11751

- **Question orale sans débat sur les difficultés juridiques rencontrées par certains exploitants agricoles à la retraite** - (14 décembre 2021) : p. 11752

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 2 décembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021 ; puis vice-présidente le 26 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - Économie et finances, fiscalité - Société.

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - Fonction publique - Questions sociales et santé.

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - Affaires étrangères et coopération - Société.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - Agriculture et pêche - Société.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - Énergie - Famille - Logement et urbanisme.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles auprès du ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la santé des femmes dans les territoires ruraux.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Audition du professeur Olivier Claris, coordonnateur de la mission sur la gouvernance et la simplification hospitalières.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Audition de représentants de festivals.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Santé environnementale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'application de la loi du 13

avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, à l'occasion du cinquième anniversaire de la loi.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations relatives à la réouverture des lieux culturels.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de MM. Richard Abadie, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), Stéphane Pimbert, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), du professeur Gérard Lasfargues, conseiller scientifique auprès du directeur général, M. Henri Bastos, directeur adjoint de l'évaluation des risques, volet santé-travail de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSÉS) et de Mme Mélina Le Barbier, directrice-adjointe de la direction santé-environnement-travail de Santé publique France.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Dominique Joseph, co-rapporteuse de l'avis du CESE : Crise sanitaire et inégalités de genre.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : État des lieux des soins palliatifs - Audition des sociétés savantes de réanimation.

Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Ran Balicer, président du Comité national israélien d'experts sur le covid-19.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité, et de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Examen du rapport d'information de Mme Claudine Lepage, rapporteure, sur l'égalité femmes-hommes comme enjeu de l'aide publique au développement.

(*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Audition « Dimension territoriale de la lutte contre la pandémie et solidarité de proximité ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la CNSA.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de Mmes Laëtitia Assali, présidente de la commission AT-MP, et Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels, de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les suites de la table ronde de la délégation du 8 avril 2021 sur le bilan de l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Témoignage de Linda, accompagnée de M. Jean Arcelin, écrivain, co-auteurs du livre *L'Ange de Pigalle*.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Audition de MM. Marc Frouin, directeur général de Bioserenity, Franck Grimaud, directeur général de Valneva, Franck Mouthon, président de France Biotech et Stéphane Piat, directeur général de Carmat.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge des addictions - Audition de M. Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, et du docteur Jean-Michel Delile, psychiatre, président de la Fédération Addiction.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations relatives à la place des collectivités territoriales comme acteurs de la politique de santé publique.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Assurance chômage - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations sanitaires, économiques et budgétaires.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyril Cosme, directeur du bureau pour la France de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 27 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Modification des sous-objectifs de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, en application de l'article L.O. 111-10-2 du code de la sécurité sociale - Examen de l'avis.

Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale et proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Renaud Villard, directeur et Gérard Rivière, président, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteurs.

Examen du rapport d'information « Femmes et ruralités ».

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Valérie Bacot, auteure de *Tout le monde savait*, accompagnée de son avocate, maître Nathalie Tomasini.

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Catherine Champrenault, procureure générale honoraire et de M. Gilles Charbonnier, avocat général.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Perspectives d'évolution de l'épidémie de covid-19 - Audition de Mme Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherche Inserm à l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique, de la professeure Karine Lacombe, infectiologue, professeure de maladies infectieuses à la faculté de médecine Sorbonne Université, cheffe de service hospitalier des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) et du professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, professeur en maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université de Paris, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat (AP-HP), membre du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

(*commission d'enquête Hôpital*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Situation sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique covid-19.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Audition de représentants des praticiens et des personnels soignants.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : covid et santé mentale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Audition de responsables de services d'urgence - Professeur Louis Soulat, centre hospitalier universitaire de Rennes, docteur Benoît Doumenc, hôpital Cochin (Paris), docteur Caroline Brémaud, centre hospitalier de Laval, docteur Tarik Boubia, centre hospitalier de Clamecy, et docteur François Escat, médecin urgentiste libéral à Muret.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique vaccinale du Gouvernement** - (13 janvier 2021) : p. 111 p. 112

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement [n° 23 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 292 - **Question préalable** : p. 301

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 305

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 346 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 364

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 533

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Discussion générale** : p. 608 p. 609 - **Article 1er A** (*suppression maintenue*) (*Absence de droit à l'enfant*) : p. 616 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 626 p. 627 p. 637 p. 641 p. 643 p. 646 p. 664 p. 666 p. 667 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 687

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Organisation des travaux** : p. 733 - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 743 - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 758 - **Article 19** (*Actualisation du régime du diagnostic prénatal*) : p. 789 - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 792 p. 794 - **Article 21 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prise en charge des enfants présentant une variation du développement génital et adaptation des règles en matière d'état civil*) : p. 796 p. 797 p. 798 p. 799 - **Article 23** (*Élargissement des missions des conseillers en génétique*) : p. 804 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 811 p. 812 p. 814

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1005

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Question préalable** : p. 1157 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 1161 - **Article 2 bis** (*Possibilité pour les sages-femmes de renouveler ou prolonger des arrêts de travail*) : p. 1185 p. 1186 - **Article 2 quinquies B** (**supprimé**) (*Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme*) : p. 1193 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** - **Amendements n° 105 et n° 193 rectifié ter** (*Orthophonie - Accès direct aux diagnostics et aux soins - Autorisation*) : p. 1200 - **Article 4 bis** (**supprimé**) (*Instauration d'un cadre légal pour l'intervention individuelle de bénévoles dans les établissements de santé*) : p. 1205 - **Article 4 ter**

(**Texte non modifié par la commission**) (*Instauration d'un cadre légal pour l'intervention de praticiens bénévoles dans les établissements publics de santé*) : p. 1206 p. 1207 - **Article 5** (*Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service*) : p. 1213 p. 1214 - **Article 5 bis** (*Définition du projet médical*) : p. 1224 p. 1225 - **Article 7** (**suppression maintenue**) (*Poursuite de l'intégration des groupements hospitaliers de territoire par le prisme des directions communes*) : p. 1230 - **Article 7 bis** (*Création d'un service d'accès aux soins*) : p. 1234

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article 10** (*Lutte contre les abus liés à l'intérim médical*) : p. 1254 p. 1258 - **Article 11 bis** (**texte non modifié par la commission**) (*Situation des étudiants en santé*) : p. 1263 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 145** (*Professionnels de santé à l'hôpital - Dépassements d'honoraires - Interdiction*) : p. 1264 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1272

- **Question orale sans débat relative à la suppression de la greffe cardiaque à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil** - (9 mars 2021) : p. 1543

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Allocation aux adultes handicapés - Levée du plafond de couple faisant baisser leur niveau de ressources - Impact - Rapport au Parlement*) : p. 1576

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1674 - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1688

- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 4** (*Expérimentation sur l'utilisation d'informations accessibles sur les plateformes en ligne*) : p. 1726 - **Article 14** (*Obligation de verser les allocations et prestations sociales sur un compte bancaire ouvert dans un établissement ouvert en France ou dans un État partie à l'Espace économique européen*) : p. 1731 - **Article 18** (*Habilitation d'agents des organismes de sécurité sociale et de l'inspection du travail à mener des enquêtes judiciaires*) : p. 1734

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article 8** (*Habilitation de certains agents du CNAPS à constater par procès-verbal une infraction et à recueillir ou relever l'identité de son auteur présumé*) : p. 1895 p. 1896 - **Article 10** (*Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions*) : p. 1901 p. 1902 - **Article 11** (**supprimé**) (*Conditions de délivrance d'un agrément dirigeant*) : p. 1904 - **Article 18** (**Texte non modifié par la commission**) (*Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité*) : p. 1911

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 234 et n° 187** (*Opérations de maintien de l'ordre - Lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement - Interdiction*) : p. 2019

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2239 - **Article 1er** (*Création de nouvelles infractions de crime sexuel sur mineur*) : p. 2249 p. 2251 p. 2252 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2260

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Intitulé du Titre 1er** (*Garantir le respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société*) : p. 2310 - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de*

laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2323

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture** [n° 461 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2512 - **Question préalable** : p. 2519

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2525 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 493** (*Clientélisme électoral auprès des ennemis de la République - Nouveau délit - Instauration*) : p. 2539 - **Article 7** (*Ajout du contrat d'engagement républicain aux conditions d'agrément des associations et de reconnaissance d'utilité publique*) : p. 2541 - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2546 p. 2547

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 16** (*Création d'une interdiction d'établir un certificat de virginité sanctionnée pénalement*) : p. 2595 p. 2597 p. 2602 - **Article 16 ter A (supprimé)** (*Sensibilisation des personnels enseignants à l'excision*) : p. 2605 p. 2606 - **Article 16 ter B (supprimé)** (*Intégration d'un module de sensibilisation aux violences sexuelles et sexistes et aux mutilations sexuelles féminines dans les séances d'éducation à la sexualité*) : p. 2607

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)** [n° 518 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3292 p. 3296 p. 3299

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA** [n° 249 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3305

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3434 p. 3435

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3531 p. 3532 p. 3533

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales** [n° 533 (2020-2021)] - (11 mai 2021) - **Article 1er A** (*Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales*) : p. 3636

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie** - (12 mai 2021) : p. 3723

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** [n° 597 (2020-2021)] - (18 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3900 - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3922 p. 3923

- **Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs** [n° 611 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4340

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques** [n° 613 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4348

- **Proposition de loi relative à la protection sociale globale** [n° 661 (2020-2021)] - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4679

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la levée des brevets sur les vaccins contre le covid-19** - (16 juin 2021) : p. 4963 p. 4964

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 813 rectifié, n° 936 rectifié, n° 1885 et n° 1424** (*Objectifs de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 - Renforcement du puits de carbone forestier*) : p. 5101 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1883 et n° 817** (*Renouvellement des peuplements forestiers après une coupe rase - Respect de la diversité des essences et priorité aux essences locales*) : p. 5108 p. 5109 - **Article 20** (*Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt*) : p. 5138

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22 bis BA (nouveau)** (*Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de production d'énergies renouvelables équivalentes*) : p. 5230

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture** [n° 677 (2020-2021)] - (24 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5577 p. 5578

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (28 juin 2021) - **Article 50** (*Rapport et débats annuels sur l'artificialisation des sols au sein des communes et EPCI*) : p. 5925

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail** [n° 707 (2020-2021)] - (5 juillet 2021) - **Rappel au règlement** : p. 6396 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination des services de santé au travail et renforcement de la prévention du harcèlement sexuel en entreprise*) : p. 6398 p. 6399 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 78 rectifié bis et n° 147 rectifié** (*Employeurs - Plan de prévention des violences sexistes et sexuelles - Non mise en place - Sanction - Création*) : p. 6400 - **Article 2** (*Amélioration des conditions d'élaboration, d'accessibilité et de conservation du document unique d'évaluation des risques professionnels*) : p. 6404 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 90 rectifié** (*Qualité de vie au travail - Négociation annuelle d'entreprise - Prévention de la désinsertion professionnelle - Intégration*) : p. 6413 p. 6414 - **Article 4** (*Extension des missions des services de santé au travail*) : p. 6423 p. 6427 p. 6428 - **Article 8** (*Mise en place d'une offre socle et d'une offre complémentaire par les services de prévention et de santé au travail interentreprises ainsi que d'une procédure de certification*) : p. 6433 - **Article 11** (*Accès des professionnels de santé des services de prévention et de santé au travail au dossier médical partagé du travailleur*) : p. 6440

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 15** (*Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé*) : p. 6460 - **Article 16** (*Création d'une visite médicale de mi-carrière*) : p. 6466 - **Article 24** (*Reconnaissance législative de la délégation de tâches au sein de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail*) : p. 6500

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6576

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire** [n° 799 (2020-2021)] - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7763 p. 7764 p. 7765 p. 7769 p. 7772 p. 7793 p. 7809 p. 7814 p. 7826 p. 7834 p. 7835 p. 7847 p. 7860 p. 7861 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 173 rectifié bis** (*Visa de long séjour - Non prise en compte de la situation sanitaire du pays de résidence du demandeur*) : p. 7873 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7893 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié,**

n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis (Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale) : p. 7900 - **Article 6** (Satisfaction de l'obligation vaccinale par les personnes concernées) : p. 7904 - **Article 7** (Conséquences du manquement à l'obligation vaccinale en matière d'activité) : p. 7905 p. 7908

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 817 (2020-2021)]** - (9 septembre 2021) - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) : p. 7973 p. 7974

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la diplomatie française face au régime taliban** - (9 septembre 2021) : p. 7981

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8396

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2021) - **Article 1er** (Article liminaire des lois de financement de la sécurité sociale) : p. 8458 p. 8459 p. 8460 - **Article 2** (Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année) : p. 8468 p. 8473 p. 8475 p. 8477 p. 8479

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le départ des chercheurs français à l'étranger** - (6 octobre 2021) : p. 8900

- **Question orale sans débat sur la situation des urgences à l'hôpital Bicêtre** - (7 octobre 2021) : p. 8960

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8966 p. 8976

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8996 p. 8999 - **Article 3** (Suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation aux adultes handicapés et de la majoration de son plafonnement) : p. 9004

- **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9012

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9095

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Question préalable** : p. 9250 - **Article 6** (Création de la réserve opérationnelle de la police nationale) : p. 9266 - **Article 7** (Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière) : p. 9273 p. 9276 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 50** (Politique globale de réhabilitation des cellules de gardes à vue - Rapport au Parlement) : p. 9277 p. 9278

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9625 - **Article 3 bis** (Droit au télétravail pour les salariées enceintes) : p. 9636 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié** (Code du sport - Principe de l'égalité de rémunération des sportives et des sportifs) : p. 9649 - **Article 5 quater (supprimé)** (Prise en compte de la représentation des femmes et des hommes dans les avis de la commission des titres d'ingénieur) : p. 9653 - **Article 6** (Obligation de publicité des indicateurs composant l'index de l'égalité professionnelle) : p. 9656 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements**

n° 14 rectifié bis et n° 67 (Efforts en matière d'égalité professionnelle dans les entreprises - Accélération) : p. 9657 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 83 et n° 68** (Négociation et mise en œuvre d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises - Obligation) : p. 9658 - **Article 7** (Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises) : p. 9664 p. 9668 p. 9669 p. 9670 - **Article 7 ter (supprimé)** (Prise en compte des écarts de représentation entre femmes et hommes parmi les cadres dirigeants par les organes d'administration de l'entreprise) : p. 9676 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9680

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9692

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9991

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10047 p. 10049 p. 10050

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 4** (Allègement de la taxe sur la vente en gros des spécialités pharmaceutiques) : p. 10075 p. 10076 - **Article 5** (Assouplissement de l'échéance de signature des contrats prévus à l'article 50 de la LFSS pour 2021) : p. 10080 - **Article 6** (Transferts financiers entre branches de sécurité sociale) : p. 10082

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 10** (Poursuite de l'unification du recouvrement dans la sphère sociale) : p. 10088 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 786 rectifié** (Sociétés - Revenus financiers - Soumission à cotisation sociale) : p. 10107 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 769 et n° 937 rectifié bis** (Cotisations patronales familiales - Allègement - Limitations) : p. 10121 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 796 rectifié** (Non respect des obligations en matière d'égalité salariale - Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales) : p. 10123 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 939 rectifié bis** (Laboratoires d'analyse vétérinaire - Groupements d'intérêt public - Réduction générale des cotisations patronales - Article L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Application) : p. 10124

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales) : p. 10148 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 782** (Ruptures conventionnelles - Rétablissement des cotisations sociales) : p. 10164 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 784 et n° 980 rectifié ter** (Attribution gratuite d'actions - Augmentation de la contribution patronale) : p. 10166 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 785** (Limitation du recours au temps partiel - Majoration des cotisations d'assurance sociale employeur des entreprises) : p. 10166 p. 10167 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 800 rectifié** (Médecins - Dépassements d'honoraires excessifs - Sanction par une amende) : p. 10179 - **Article 15** (Modification du droit de communication bancaire pour optimiser les investigations) : p. 10180 - **Article 16** (Mise en cohérence des contributions sur le champ des produits de santé) : p. 10183 p. 10186 - **Article 17** (Transferts financiers entre branches et régimes de la sécurité sociale) : p. 10206 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 771** (Dérogation au principe de non-compensation dans le cadre de l'autonomie financière de la Sécurité sociale - Vote de la part

des caisses de Sécurité sociale) : p. 10208 - **Article 23 et annexe B (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B))** : p. 10218

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 25 (Mise en œuvre des réformes de financement des établissements de santé et médico-sociaux)** : p. 10231 - **Article 26 (Ajustement du financement de la réforme des urgences)** : p. 10238 - **Article 28 (Isolement et contention)** : p. 10243 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 802 (Dispositif d'hébergement non médicalisé des établissements de santé - Article L. 6111-1-6 du code de la santé publique - Abrogation)** : p. 10246 - **Article 35 (Production en urgence de médicaments critiques et règles relatives aux préparations magistrales et hospitalières)** : p. 10292 p. 10294 p. 10295

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 36 (Accès direct au marché remboursé post avis Haute Autorité de santé)** : p. 10330 - **Article 38 (Tarification des médicaments et critère industriel)** : p. 10338 - **Organisation des travaux** : p. 10339

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 792 rectifié (Informations transmises par l'entreprise pharmaceutique au comité économique des produits de santé - Transparence accrue)** : p. 10359 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 779 (Hausse du prix de certaines spécialités essentielles dans le secteur des médicaments - Subordination aux garanties en matière de sécurité d'approvisionnement du marché français)** : p. 10361 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 780 (Conséquences sur la filière française du sang, de la requalification du plasma sécurisé par solvant-détergent en médicament - Rapport au Parlement)** : p. 10363 p. 10364 - **Article 40 (Amélioration de l'accès à la filière visuelle)** : p. 10367 p. 10375 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis (Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement)** : p. 10384 - **Article 41 bis (nouveau) (Régulation des centres de santé)** : p. 10393 - **Article 41 sexies (nouveau) (Expérimentation de l'accès direct aux orthophonistes)** : p. 10399 - **Article 41 octies (nouveau) (Expérimentation de la primo-prescription par les infirmiers en pratique avancée (IPA) pour des prescriptions médicales obligatoires)** : p. 10403 - **Article 42 bis (nouveau) (Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire de prestations d'accompagnement psychologique)** : p. 10411 p. 10412 - **Article 43 (Prolongation de l'expérimentation Halte « soins addictions »)** : p. 10427 p. 10430 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 675 rectifié et n° 1032 rectifié (Fonds de lutte contre les addictions « liées aux substances psychoactives » - Extension du périmètre d'intervention aux jeux, paris sportifs et écrans)** : p. 10432 - **Article 44 (Extension de la gratuité de la contraception jusqu'à 25 ans)** : p. 10432 - **Article 44 ter (nouveau) (Campagnes d'information afin de promouvoir, de communiquer et d'informer sur les compétences des sages-femmes)** : p. 10439 - **Article 46 (Prolongation des dispositifs relatifs à la crise sanitaire)** : p. 10458 - **Article 51 (Sécurisation des droits à retraite de base des travailleurs indépendants non agricoles affectés par les fermetures administratives)** : p. 10476 - **Article 56 (Ondam et sous-Ondam)** : p. 10486 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 235 (Équilibre financier de l'ensemble des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence sur l'équilibre et sur le financement des retraites)** : p. 10495 p. 10496

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10556

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Question préalable** : p. 10833 p. 10834

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 189 (2021-2022)]** - (25 novembre

2021) - **Discussion générale** : p. 11295 - **Question préalable** : p. 11299

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la levée des brevets des vaccins contre la covid-19** - (1er décembre 2021) : p. 11422 p. 11422

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Article 1er (Création d'une infraction relative aux « thérapies de conversion »)** : p. 11523 - **Article 3 (Sanction des professionnels de santé procédant à des « thérapies de conversion »)** : p. 11527

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la campagne de vaccination** - (8 décembre 2021) : p. 11550

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11561

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11650

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11773 p. 11779 - **Article 1er (Placement auprès d'un membre de la famille ou d'un tiers de confiance)** : p. 11781 p. 11782 - **Article 2 bis (Encadrement de la dévolution de l'exercice de l'autorité parentale au parent survivant)** : p. 11793 - **Article 2 ter (Prise en charge des fratries dans un même lieu d'accueil)** : p. 11794 - **Article 2 quinquies (supprimé) (Possibilité de confier à la victime de violences conjugales l'exercice de l'autorité parentale pendant la durée de l'ordonnance de protection)** : p. 11797 - **Article 3 (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance)** : p. 11801 p. 11802 p. 11805 p. 11809 - **Article 3 bis D (Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE)** : p. 11820 p. 11821 - **Article 3 bis I (supprimé) (Attribution prioritaire d'un logement social aux jeunes majeurs suivis par l'aide sociale à l'enfance)** : p. 11829 p. 11830 - **Article 3 ter (Entretien de préparation à l'autonomie du mineur de l'ASE)** : p. 11831

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission) (Renforcement de l'information du juge)** : p. 11881 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 269 (Lutte contre l'épuisement professionnel des assistants familiaux - Conclusion d'un contrat d'accueil annexé au contrat de travail, entre l'assistant familial et son employeur)** : p. 11888 - **Article 10 (Gestion des agréments des assistants familiaux)** : p. 11892 - **Article 11 (Limite d'âge des assistants familiaux)** : p. 11897 - **Article 12 (Réforme de la protection maternelle et infantile)** : p. 11901 - **Article 13 (Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance)** : p. 11906 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385 (Institution d'un conseil départemental des enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection)** : p. 11928 p. 11929 p. 11930 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 374 (Protection des mineurs(es) non accompagnés(es) - Décisions d'orientation réservées au juge des enfants)** : p. 11934 - **Article 15 (Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné)** : p. 11939 p. 11941 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 368 rectifié bis (Jeunes migrants - Interdiction de l'utilisation d'examen médicaux visant à déterminer l'âge d'un individu)** : p. 11947 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11955

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle** - *Commission mixte paritaire* [n° 263 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11990

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 1er décembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (18 mars 2021) - **Article 30 ter (supprimé)** (*Possibilité de créer un groupe local de traitement de la délinquance dans les communes dotées d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance*) : p. 2048 p. 2048

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 80 (priorité) - Amendement n° 440 (Assemblée de Martinique - Moyens budgétaires)** : p. 7162 - **Article additionnel après l'article 80 (priorité) - Amendement n° 441 (Assemblée de Martinique - Rôle du président)** : p. 7162 p. 7164

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer** [n° 817 (2020-2021)] - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7966 p. 7972 - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** : p. 7974

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan tourisme en Martinique** - (9 septembre 2021) : p. 7982

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8875 p. 8876

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations du 17 octobre 1961** - (20 octobre 2021) : p. 9397

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles** [n° 49 (2021-2022)] - (21 octobre 2021) - **Article additionnel après**

l'article 6 - Amendement n° 6 (*Phénomènes d'échouage d'algues sargasses aux Antilles - Classement en catastrophe naturelle*) : p. 9508

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 72 rectifié bis et n° 946 rectifié bis** (*Conditions d'application du 4ème barème dit « d'innovation et de croissance » du régime d'exonération de charges sociales patronales spécifiques applicables aux entreprises ultramarines (LODEOM) - Assouplissement*) : p. 10162

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie en outre-mer** - (10 novembre 2021) : p. 10314

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] (suite)**- (12 novembre 2021) - **Article 42 bis (nouveau)** (*Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire de prestations d'accompagnement psychologique*) : p. 10410

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-70** (*Zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) - Extension aux filières du nautisme*) : p. 10958 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-69** (*Zones franches d'activité nouvelle génération (SFANG) - Extension aux secteurs industriels ultramarins*) : p. 10958 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-71** (*Base éligible au dispositif d'aide fiscale pour les travaux de rénovation/réhabilitation de friches hôtelières - Intégration de l'assiette foncière des coûts d'acquisition*) : p. 10960 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-72** (*Financement des navires de croisières - Réduction d'impôt*) : p. 10961 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendements n° I-187 rectifié et n° I-188 rectifié** (*Achats de foncier destinés aux opérations d'accession sociale à la propriété dans les départements d'outre-mer - Crédit d'impôt*) : p. 10964

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-147 rectifié bis** (*Lutte contre les effets de l'explosion du prix du fret outre-mer - Réduction du taux de TVA pour les livraisons de biens par voie maritime et aérienne*) : p. 11113

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série I))
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 28 octobre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Les forces armées en Guyane : souveraineté et protection des ressources naturelles [n° 295 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Défense - Société**.

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 537 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour les migrations et la mobilité entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde [n° 618 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Quelle boussole stratégique pour l'Union européenne ? - version française [n° 753 tome 1 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Quelle boussole stratégique pour l'Union européenne ? - version anglaise [n° 753 tome 2 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Quelle boussole stratégique pour l'Union européenne ? - version allemande [n° 753 tome 3 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Équipement des forces [n° 215 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique - Déplacement à Calais et Boulogne-sur-mer - Communication de M. Pascal Allizard.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Bilan annuel 2020 de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) : audition de MM. Arnaud Danjean et Mounir Satouri, députés européens français.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Antoine Bouvier, directeur de la stratégie, des fusions-acquisitions et des affaires publiques d'Airbus et Dirk Hoke, président exécutif (CEO) d'Airbus Defence and Space.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour les migrations et la mobilité entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de

l'Inde - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Audition du général André Lanata, commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN (SACT).

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

« Quelle boussole stratégique pour l'Europe ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de l'environnement et de la prospective de la politique de défense - Examen du rapport d'information.

Crédits de l'équipement des forces - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

Projet de contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (2021-2023) - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation financière des établissements de la Mission laïque française** - (19 janvier 2021) : p. 178 p. 179

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 929

- **Question orale sans débat sur l'allocation budgétaire de l'aide publique au développement pour la distribution du vaccin contre la covid-19** - (9 mars 2021) : p. 1546

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au système de combat aérien du futur** - (24 mars 2021) : p. 2158

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2525

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux*) : p. 2910

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 425 rectifié ter** (*Édifices culturels - Cession par les collectivités territoriales à l'échéance du bail emphytéotique-Autorisation*) : p. 2946 - **Article 28** (*Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu*) : p. 2952 p. 2954

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 453 rectifié bis** (*Associations culturelles - Répertoire numérique informant les citoyens sur les relations entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics - Réintroduction*) : p. 3017 p. 3018

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Français de l'étranger** - (14 avril 2021) : p. 3196

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3542

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3604 - **Article 1er A** (*Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales*) : p. 3634 - **Rapport annexé** : p. 3691 p. 3692 p. 3693 p. 3705

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement*)

solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé) : p. 3763 p. 3764 p. 3769 p. 3770 p. 3771

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) : p. 3822 p. 3823 - **Article 2** (*Rapport annuel au Parlement sur la politique de développement*) : p. 3837 p. 3841 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Rôle de la société civile*) : p. 3845

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation au Proche-Orient** - (19 mai 2021) : p. 3996

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4295 p. 4307 - **Article 3** (*Obligation de recruter en dehors de l'administration la moitié des membres des jurys et comités de sélection de la fonction publique de l'État et de prévoir la présence d'un membre extérieur dans les commissions d'examen des vœux pour les formations post-bac*) : p. 4314 - **Article 4** (*Création d'une Autorité pour l'égalité des chances dans la fonction publique*) : p. 4316 - **Article 7** (*Attribution du comité social et économique en matière d'égalité des chances dans les entreprises d'au moins cinquante salariés*) : p. 4318

- **Question orale sans débat sur l'apaisement des conflits familiaux et le rôle de l'avocat-médiateur** - (3 juin 2021) : p. 4533 p. 4534

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5489

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France** - (9 septembre 2021) : p. 7985

- **Question orale sans débat sur la suppression de la journée de la défense et de la citoyenneté pour les Français établis hors de France** - (28 septembre 2021) : p. 8418 p. 8419

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Article 4 sexies** (*Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne*) : p. 8742

CORBISEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 27 janvier 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la participation au vote et pour la reconnaissance du vote blanc [n° 279 (2020-2021)] (19 janvier 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : **Projet de loi 4D** : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)] (8 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Représentants des industries gazières - Audition de MM. Frédéric Martin, directeur général adjoint de

GRDF, Édouard Sauvage, directeur général adjoint d'Engie, et Thierry Trouvé, directeur général de GRT Gaz.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen de l'amendement du Gouvernement en vue d'une seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*): p. 1843

- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3464

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3511

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3558 - **Article unique** : p. 3584

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4016 - **Article 24** (*Pérennisation des aménagements réalisés par Eurotunnel en vue du rétablissement des contrôles douaniers et sanitaires dans le cadre de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne*) : p. 4045 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 23 rectifié, n° 24 rectifié et n° 5 rectifié** (*Environnement - Transposition de la directive 2011/92/UE sur les incidences des projets publics et privés - Mise en conformité et sécurité juridique*) : p. 4048 p. 4049 p. 4050 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4063

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4761 - **Article additionnel avant le titre Ier A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684** (*Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France*): p. 4775 - **Article 2** (*Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire*) : p. 4814 p. 4816

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4 bis D (nouveau)** (*Interdiction d'affirmer qu'une livraison d'un produit est gratuite dans une publicité ou dans le cadre d'une pratique commerciale*) : p. 4866

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis C** (*Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique*) : p. 5084 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 553 rectifié bis, n° 1101, n° 1426 et n° 1881** (*Coupes d'un seul tenant de la totalité des arbres d'une parcelle sans régénération acquise (coupes rases) - Interdiction*): p. 5104 p. 5106 - **Article additionnel après l'article 19 quinquies - Amendements n° 963 rectifié bis, n° 1183 rectifié quater, n° 1239 rectifié bis, n° 1305 rectifié bis, n° 1733 rectifié bis et n° 1793 rectifié ter** (*Élargissement des missions de l'Office français de la biodiversité - Rapport au Parlement*) : p. 5128 - **Article 20** (*Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt*) : p. 5135 p. 5140 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 958, n° 1178 rectifié bis, n° 1234 rectifié, n° 1301, n° 1728, n° 1745 rectifié et n° 1788 rectifié** (*Pollutions des sols - Mise en œuvre d'une politique nationale de prévention et de gestion*) : p. 5146 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 960, n° 1180 rectifié bis, n° 1236 rectifié, n° 1303, n° 1730, n° 1747 rectifié et n° 1790 rectifié** (*Modification du code minier - Soumission des travaux de recherches ou d'exploitation minière au respect de la santé publique et des caractéristiques essentielles des sols*) : p. 5148 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1681 rectifié bis** (*Transfert d'un bien d'origine minière de l'État à une collectivité territoriale - Compensation intégrale du transfert des charges*) : p. 5150 - **Article 20 bis A** (*Modification des procédures applicables aux titres miniers, avec l'introduction d'une analyse environnementale, économique et sociale et l'application d'un régime de plein contentieux*) : p. 5159 - **Article 20 bis** (*Politique nationale des ressources et des usages du sous-sol*) : p. 5165 p. 5166 - **Article 21** (*Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier*) : p. 5182

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 404 rectifié** (*Énergies renouvelables - Dispositifs de soutien - Disparités territoriales - Adaptation*) : p. 5221 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 512 rectifié, n° 1289 rectifié bis et n° 1762 rectifié bis** (*Biogaz - Certificats verts (CV) - Instauration*) : p. 5264 - **Article 25** (*Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040*) : p. 5288 p. 5294 - **Article 25 bis** (*Action prioritaire de report modal vers les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)*) : p. 5298 - **Article 26** (**Texte non modifié par la commission**) (*Incitations au développement de parkings relais ainsi qu'à la mise en place de stationnements sécurisés pour vélos et engins de déplacement personnel*) : p. 5309

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 27** (*Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m*) : p. 5353 p. 5354 - **Article 27 bis A** (**Texte non modifié par la commission**) (*Simplification de la réalisation ou du réaménagement d'itinéraires cyclables desservant des zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)*) : p. 5361 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis** (*Transition énergétique - Forfait « mobilités durables »*) : p. 5367 - **Article 29 bis B (nouveau)** (*Tarifs de péage privilégiés sur les autoroutes pour les voitures réalisant du covoiturage et pour les véhicules de transport en commun*) : p. 5375

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 636, n° 1525 rectifié, n° 764 et n° 622 rectifié bis** (*Déplacements nationaux et internationaux - Objectifs de développement d'un réseau de trains d'équilibre du territoire (TET)*) : p. 5627 - **Article 42** (*Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence*) : p. 5677 - **Article additionnel après l'article 42 bis AA - Amendement n° 624 rectifié** (*Travaux de rénovation*)

énergétique engagés par les établissements de santé - Taux réduit de TVA) : p. 5683 - **Article 43 quinquies** (Modification du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitation, ANAH) : p. 5704

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées) : p. 5749 - **Article 58 E (priorité)** (Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte) : p. 5781 p. 5783 - **Article 48** (Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés) : p. 5867 p. 5871 p. 5872 p. 5876

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 961 rectifié, n° 1181 rectifié ter, n° 1237 rectifié bis, n° 1304 rectifié, n° 1731 rectifié, n° 1748 rectifié bis et n° 1791 rectifié bis** (Réhabilitation des sols - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Rôle renforcé) : p. 5965

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6376

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Article 4** (Extension des missions des services de santé au travail) : p. 6425

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 15** (Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé) : p. 6463

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8046

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8837

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9488 -

Article 1er (Renforcement de la transparence de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 9492 p. 9493 - **Article 5** (Réduction du délai de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle, indemnisations devant permettre un arrêt des désordres existants, extension du délai de déclaration du sinistre à l'assureur) : p. 9505

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater** (Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la sécurité sociale) : p. 10196 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 318 rectifié quinquies, n° 613 rectifié quater et n° 873 rectifié ter** (Fiscalité - Produits du tabac à chauffer - Alignement du droit de consommation sur celui applicable aux cigarettes) : p. 10201

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11244

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11360 p. 11365

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11443

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11458

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11694

- **Proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles - Commission mixte paritaire [n° 278 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12001

COURTIAL (Édouard)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 223 (2020-2021)] autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs [n° 283 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 298 (2020-2021)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 437 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La France peut-elle contribuer au réveil européen dans un XXI^e siècle chinois ? [n° 846 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de France Médias Monde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 221

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1467

- **Question orale sans débat relative aux cyberattaques visant les collectivités de l'Oise** - (9 mars 2021) : p. 1552 p. 1553

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2230

- **Question orale sans débat sur les maisons France Services** - (6 mai 2021) : p. 3490

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (17 mai 2021) - **Article 7 (Renforcement de la tutelle de l'Agence française de développement (AFD))** : p. 3851 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences à l'encontre des élus** - (2 juin 2021) : p. 4457

- **Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 661 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4681

- **Question orale sans débat sur le déploiement de voitures radars banalisées** - (13 juillet 2021) : p. 6978 p. 6979

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8009 p. 8010

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9003

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9197

- **Question orale sans débat sur l'ordre public et les cortèges de mariage** - (19 octobre 2021) : p. 9333

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11396

- **Question orale sans débat relative aux dysfonctionnements sur le réseau des trains express régionaux de l'Oise** - (14 décembre 2021) : p. 11737

COZIC (Thierry)
sénateur (Sarthe)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 14 octobre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger [n° 659 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Économie [n° 743 tome 2 annexe 12 (2020-2021)]** (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réduire la fracture numérique mobile : le pari du « New Deal » 4G [n° 853 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Économie [n° 163 tome 3 annexe 12 (2021-2022)]** (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*) : « Comment mieux orienter et mobiliser l'épargne financière des ménages liée à la crise sanitaire pour soutenir la reprise ? » - Audition de MM. Philippe Brassac, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de Crédit agricole S.A., Olivier Mareuse, directeur de gestion des

actifs et directeur des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et des consignations, Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, et Mme Valérie Plagnol, économiste, présidente du Cercle des épargnants.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Table ronde avec les professionnels de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (dit BEPS) et négociations pour répondre aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, et de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : « Finance durable » - Audition de M. Thierry Déau, président de Finance for Tomorrow, Mme Anuschka Hilke, directrice du programme « institutions financières » de l'Institute for climate economics (I4CE), M. Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor, et Mme Laurence Scialom, professeur d'économie de l'université Paris Nanterre.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Rôle et moyens du Haut Conseil pour le climat - Communication.

Modalités de sortie des aides aux entreprises - Audition de MM. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques, Christophe Beaux, directeur général du Mouvement des entreprises de France, Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, et William Nahum, président du Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des finances*) : Assurer les risques exceptionnels : quelle couverture et quel financement ? - Audition de MM. Bertrand Labilloy, directeur général de la Caisse centrale de réassurance (CCR), Joël Limouzin, membre du bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Mmes Florence Lustman, présidente de la Fédération française de l'assurance

(FFA) et Stéphanie Pauzat, vice-présidente de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la couverture mobile (4G) du territoire.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Protection des épargnants - Communication.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des finances*) : « Pandora Papers : comment contrôler la création et les bénéficiaires effectifs des sociétés offshore ? » - Audition de Mme Giulia Aliprandi, chercheuse à l'Observatoire européen de la fiscalité, MM. Marc Bornhauser, avocat spécialiste en droit fiscal, Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal, et Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France.

Réunion du mardi 19 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 42) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 42 terdecies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » (et article 42 A) et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » (et article 62) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des finances*) : « Cumex Files : trois ans après, quel bilan des outils de lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes ? » - Audition de M. Étienne Barel, directeur général délégué de la Fédération bancaire française (FBF), Mme Alexandra Givry, directrice de la direction des données et de la surveillance, à l'Autorité des marchés financiers (AMF), M. Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal à la

direction générale des finances publiques (DGFIP), et Mme Salomé Lemasson, avocate spécialiste en droit pénal des affaires au sein du cabinet Rahman Ravelli.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Article 1er** (*Ouverture du droit au RSA dès l'âge de 18 ans*) : p. 315

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Allongement de la durée du couvre-feu applicable aux mineurs ; simplification en matière de cumul entre peines et mesures éducatives ; contrôle visuel des effets personnels d'un mineur dans les établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse*) : p. 458 - **Article 4 (Possibilité pour le tribunal de police de prononcer une peine complémentaire)** : p. 462

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 774

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 855

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1072 p. 1073

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fléchage de l'épargne vers la relance de l'économie** - (3 mars 2021) : p. 1442 p. 1443

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1680

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1952

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 2001

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre hospitalier de Montval-sur-Loir** - (13 avril 2021) : p. 3092

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3618 - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3657 p. 3662 p. 3664 p. 3665 - **Rapport annexé** : p. 3700 p. 3704

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3815 p. 3821 -

Article 2 (*Rapport annuel au Parlement sur la politique de développement*) : p. 3836 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Rôle de la société civile*) : p. 3845

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4566 p. 4567

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (22 juin 2021) - **Article 30 ter (nouveau)** (*Objectif de doublement des parts modales du fret ferroviaire et fluvial et définition d'une stratégie pour le développement des modes massifiés*) : p. 5397 - **Article 60 (priorité)** (*Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée*) : p. 5422

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5635 p. 5636

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 682 (2020-2021)] - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6126 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98 rectifié** (*Fiscalité des Holdings - a quinques de l'art. 219 du Code général des impôts - Suppression de la niche*) : p. 6139

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 97 rectifié** (« *Exit tax* » - *Régime initial - Application*) : p. 6318 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 112 rectifié** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Ordures ménagères - Taux et tarifs d'enlèvement - Ajustement*) : p. 6321 p. 6322 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 318 rectifié bis et n° 100 rectifié** (*Entreprise bénéficiaire d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction*) : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 184 rectifié et n° 99 rectifié** (*Entreprises bénéficiaires d'aides publiques - Adoption et respect d'un bilan carbone renforcé et standardisé - Obligation*) : p. 6337

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020** [n° 699 (2020-2021)] - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7084

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandoras Papers »** (II) - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle** [n° 53 (2021-2022)] - (27 octobre 2021) - **Article 5** (*Publication d'indicateurs sur l'égalité et parité de jurys dans l'enseignement supérieur*) : p. 9642 - **Article 8 ter** (*Rapport au Parlement sur l'information et l'éducation à la sexualité*) : p. 9679

- **Projet de loi de finances pour 2022** [n° 162 (2021-2022)]

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10848 p. 10849

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 3 bis (nouveau)** (*Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés*) : p. 10898 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-87 rectifié ter, n° I-129 rectifié bis et n° I-323 rectifié bis** (*Régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) - Alignement sur celui d'un associé d'une société coopérative de production*) : p. 10905 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-191 rectifié ter et n° I-327 rectifié bis** (*Transformation en société coopérative de production (Scop) - Crédit d'impôt égal au montant des intérêts des prêts contractés pour son financement*) : p. 10906 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-93 rectifié quater et n° I-325 rectifié ter** (*Transformation de sociétés en sociétés coopératives de production (Scop) - Dispositif fiscal favorisant l'épargne de*

trésorerie) : p. 10908 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-128 rectifié** (*Entreprises d'assurance non-vie opérant en France - Contribution exceptionnelle liée à un état d'urgence sanitaire*) : p. 10908 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-15 rectifié, n° I-358 rectifié bis, n° I-390 rectifié quinques et n° I-403 rectifié bis** (*Exploitations constituant des stocks à rotation lente - Soutien de trésorerie*) : p. 10912 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-16 rectifié, n° I-359 rectifié bis, n° I-391 rectifié quinques et n° I-404 rectifié bis** (*Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Utilisation de l'épargne de précaution dans le cadre d'un aléa d'origine climatique, naturelle ou sanitaire*) : p. 10914 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-136 rectifié, n° I-756 rectifié, n° I-638 rectifié bis et n° I-757 rectifié bis** (*Dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles - Augmentation du crédit d'impôt*) : p. 10914 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-422 rectifié et n° I-511 rectifié** (*Taxe phytopharmacovigilance (PPV) - Frais d'assiette et de recouvrement*) : p. 10926 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-423 rectifié bis** (*Barème des taxes relatives aux médicaments vétérinaires - Simplification*) : p. 10928 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-172 rectifié** (*Crédit d'impôt pour les dépenses de recherche - Exclusion des activités en lien avec la production et la consommation d'énergie fossile*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-130 rectifié bis, n° I-562 rectifié et n° I-651 rectifié** (*Régime des sociétés mère-fille - Régulation*) : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-161 rectifié bis** (*Biens commandés par voie électronique - Taxe d'éco-responsabilité sur la livraison*) : p. 10947 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10952 - **Article additionnel après l'article 5 quinques - Amendements n° I-650, n° I-548, n° I-138 rectifié, n° I-549, n° I-137 rectifié et n° I-547** (*Taxe sur les transactions financières (TIF) - Assiette et taux*) : p. 10974 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-636, n° I-111 rectifié, n° I-570, n° I-466, n° I-112 rectifié, n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis, n° I-576 rectifié et n° I-769** (*n° I-110 rectifié et n° I-636 : impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital ; n° I-111 rectifié et n° I-570 : impôt sur la fortune (ISF) ; n° I-466 : impôt sur la fortune improductive ; n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis et n° I-576 rectifié : « exit tax » ; n° I-769 et n° I-112-rectifié : modernisation de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 10994 p. 10997 p. 11001 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-569, n° I-113 rectifié et n° I-637** (*Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Suppression*) : p. 11006 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-561 rectifié, n° I-645 rectifié et n° I-109 rectifié bis** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Renforcement*) : p. 11007 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-353 rectifié bis, n° I-55 rectifié, n° I-385 rectifié quater et n° I-398 rectifié** (*Dispositif d'exonération de droits de mutation à titre gratuit - Prolongation/extension*) : p. 11014 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-56 rectifié, n° I-354 rectifié bis, n° I-386 rectifié quinques et n° I-399 rectifié** (*Transmissions entre vifs - Augmentation de l'abattement en ligne directe*) : p. 11015 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-127 rectifié bis** (*Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Modulation*) : p. 11021 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-222 et n° I-424 rectifié** (*Taxe à l'essieu - Élargissement du champ d'exonération*) : p. 11035 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-162 rectifié** (*Poids lourds - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière sur le réseau national non concédé et sur les itinéraires alternatifs*) : p. 11038

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 quinques - Amendement n° I-**

155 rectifié (Mécanisme de « TICPE flottante » - Instauration) : p. 11063 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-176 rectifié, n° I-201 rectifié bis, n° I-275 rectifié, n° I-438 rectifié ter, n° I-202 rectifié bis, n° I-276 rectifié, n° I-367, n° I-439 rectifié ter, n° I-277 rectifié, n° I-368, n° I-440 rectifié bis et n° I-717** (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont) : p. 11067 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-298 rectifié bis et n° I-421 rectifié bis** (Émission d'ammoniac - Inclusion dans la TGAP) : p. 11072 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-158 rectifié** (Livraison de gaz naturel, électricité et fioul domestique - Suppression de la « taxe sur la taxe ») : p. 11084 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-452 rectifié, n° I-507 rectifié ter et n° I-543 rectifié** (Transition énergétique - Création d'un mécanisme de financement de la production de gaz vert) : p. 11086 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-192 rectifié et n° I-280 rectifié** (Produits et matériels utilisés pour l'incontinence - Réduction du taux de TVA) : p. 11109 - **Article 9 ter (nouveau)** (Extension du taux de TVA réduit à 5,5 % relatif aux opérations d'acquisition-amélioration de logements locatifs sociaux à celles financées par un prêt locatif social (PLS) en cas de transformation de locaux à usage autre que d'habitation) : p. 11116 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° I-98 rectifié, n° I-500 et n° I-692** (Construction et rénovation de logements locatifs sociaux - Réduction du taux de TVA) : p. 11118 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° I-99 rectifié, n° I-501 et n° I-693** (Logements sociaux existants - Réduction du taux de TVA pour les travaux de rénovation énergétique) : p. 11120 - **Article 9 quater (nouveau)** (Prorogation en 2022 de la majoration de la franchise en base de TVA à la Martinique, à La Réunion et en Guadeloupe) : p. 11124 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-97 rectifié, n° I-258 rectifié et n° I-499** (Organismes de foncier solidaire

(OFS) - Bénéfice du délai de 10 ans sur la réalisation de leurs opérations) : p. 11128 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-459** (Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - Taux de taxe foncière) : p. 11136 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-182 rectifié et n° I-271 rectifié** (Assiette du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Réintégration des dépenses des collectivités locales relatives à l'acquisition, l'agencement et l'aménagement de terrains) : p. 11144 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° I-677 et n° I-119 rectifié** (Suppression de la taxe d'habitation (TH) pour les 20 % « les plus aisés » - Report) : p. 11158 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° I-50 rectifié ter et n° I-84 rectifié** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre issus d'une fusion - Modalités de calcul de la compensation de référence de taxe d'habitation (TH)) : p. 11158 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-458** (Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - Taux de taxe d'habitation servant au calcul de la compensation) : p. 11159 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-52 rectifié quater** (Compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales - Dotation de l'État en faveur des syndicats de communes) : p. 11160 - **Article 14** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 11176

- **Question orale sans débat sur l'arrêt brutal du mécanisme de soutien financier destiné aux petites et moyennes entreprises s'impliquant en normalisation** - (30 novembre 2021) : p. 11314

- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11471 p. 11483

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021 ; puis présidente le 15 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : 8 questions sur l'avenir du télétravail, vers une révolution du travail à distance ? [n° 89 (2021-2022)] (22 octobre 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Administration générale et territoriale de l'État [n° 194 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Louis Debré, à la suite de son rapport sur les élections départementales et régionales.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence

sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de MM. François Clavairoly, président, et Jean-Daniel Roque, membre du bureau et conseiller juridique de la Fédération protestante de France.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de S. E. le Métropolitain Emmanuel Adamakis, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de Mmes Clara Gonzales, juriste auprès de Greenpeace France, et Marie-Anne Cohendet, présidente du conseil scientifique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Dominique Sciamma, directeur de CY École de design, CY Cergy Paris Université, et président de l'APCI - Promotion du Design.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (commission des lois) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (délégation sénatoriale à la prospective) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (délégation sénatoriale à la prospective) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (commission des lois) : Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Alain Brousse, directeur général d'Adrexo et Éric Paumier, co-président de Hoppes Group.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Denis Combexelle, président du comité de suivi pour les élections départementales et régionales de juin 2021.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Pascal Lorne, président de Gojob.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Benoît Albertini, secrétaire général du ministère de l'intérieur.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (commission des lois) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Grenier, président, Édouard Martin,

directeur général de Koba Global Services, Benjamin Chevallard, chargé de la propagande électorale, et Loïc Lefebvre, directeur du développement, du groupe Diffusion Plus.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Viroulet, délégué syndical central, et Alain Gueguen, secrétaire général du syndicat Confédération autonome du travail des personnels Adrexo (CAT-Adrexo).

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (commission des lois) : Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (commission des lois) : Propositions du Sénat en matière de justice - Communication.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (délégation sénatoriale à la prospective) : Audition contradictoire sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (délégation sénatoriale à la prospective) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (commission des lois) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privé sur les politiques publiques - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (délégation sénatoriale à la prospective) : Examen du rapport d'information sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (commission des lois) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (commission des lois) : Nouvelle carte nationale d'identité - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (mission d'information Judiciarisation) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 27 p. 28
- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises [n° 286 (2019-2020)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 369
- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 390 - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 400 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 13, n° 14, n° 15 et n° 16** (*Professions de foi et bulletins de vote - Envoi et financement par l'État*) : p. 416 p. 417 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 46 rectifié et n° 42 rectifié** (*Nouvelles régions - Élections régionales de 2021 - Organisation*) : p. 418 - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 420 p. 421
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 436 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Ratification de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs*) : p. 443 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Enfant - Définition*) : p. 444 - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Application du code de la justice pénale des mineurs aux poursuites engagées à compter du 30 septembre 2021*) : p. 444 p. 445 - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs*) : p. 448 - **Article 1er ter B (nouveau)** (*Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs*) : p. 453 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 et n° 60 rectifié** (*Mineurs - Moyens de télécommunication audiovisuelle pendant la procédure - Interdiction*) : p. 456 - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Allongement de la durée du couvre-feu applicable aux mineurs ; simplification en matière de cumul entre peines et mesures éducatives ; contrôle visuel des effets personnels d'un mineur dans les établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse*) : p. 457 p. 458 p. 459 - **Article 4** (*Possibilité pour le tribunal de police de prononcer une peine complémentaire*) : p. 462 p. 463 p. 464
- **Suite de la discussion** (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 15** (*Mesures éducatives judiciaires provisoires - Présence du mineur lors du prononcé de la mesure - Obligation*) : p. 554 - **Article 7** (*Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention*) : p. 556 p. 557 p. 558 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 564
- **Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Commission mixte paritaire [n° 363 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1105
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 342 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1118
- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale [n° 353 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1280
- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1297
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'UNEDIC** - (3 mars 2021) : p. 1433 p. 1434
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences entre bandes rivales dans l'Essonne** - (3 mars 2021) : p. 1443
- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1764 p. 1766 - **Discussion générale** : p. 1772 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1779 p. 1781 p. 1783 p. 1798 p. 1799 p. 1802 - **Demande de réserve** : p. 1807 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1811
- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 13** (*Éléments d'identification communs des tenues portées par les agents*) : p. 1907 - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*) : p. 1925 - **Article 20 ter** (*Possibilité de visionnage des images de vidéoprotection par les services internes de sécurité de la RATP et de la SNCF*) : p. 1942
- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1971 p. 1972 - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 2005 p. 2006 - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (*Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public*) : p. 2013
- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2188 p. 2189
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2292 - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2336 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 537 rectifié** (*Organismes chargés de l'exécution d'un service public - Principes de mixité sociale, d'égalité et de non-discrimination - Mise en œuvre*) : p. 2353
- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques*) : p. 2386 - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État*) : p. 2401 - **Rappel au règlement** : p. 2403 - **Article 4 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale*) : p. 2433 p. 2434
- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2482
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article 21** (**supprimé**) (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2682 - **Article additionnel après l'article 21 bis A - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Création ou direction d'un établissement scolaire hors contrat - Conditions - Modifications*) : p. 2694 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 107 rectifié et n° 529 rectifié** (*Ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat - Condition - Substitution à la simple déclaration d'un régime d'autorisation*) : p. 2721 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 534 rectifié** (*Établissements privés non liés à l'État - Contrôle de l'État - Ajout du respect de la mixité et de l'égalité entre les hommes et les femmes*) :

p. 2730 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié** (*Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction*) : p. 2756 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis** (*Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction*) : p. 2758 p. 2759

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (II)** - (7 avril 2021) : p. 2774 p. 2775

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 528 rectifié bis** (*Liberté pédagogique de l'enseignant - Garantie*) : p. 2836 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquiés** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2841 p. 2842 p. 2844

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3209 p. 3210 p. 3215

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1** (*Collégiens et lycéens - Bénéfice d'une banque de ressources numériques avec accès illimité à internet sur leur mobile*) : p. 3233 - **Article 13** (*Formation continue des enseignants au numérique*) : p. 3243 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3245

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3249

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3305 p. 3311 p. 3312

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale dans la Loire** - (6 mai 2021) : p. 3495 p. 3496

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 3964 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3979

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4302

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4479

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6007 - **Article 5** (*Instauration d'une mesure de sûreté à l'encontre des condamnés terroristes d'une particulière dangerosité sortant de détention*) : p. 6023 - **Article 13** (*Renforcement de l'encadrement de la mise en œuvre des algorithmes et extension de leur champ aux URL*) : p. 6054 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*Création d'un cadre légal pour le brouillage préventif des drones malveillants*) : p. 6065

- **Rappels au règlement** - (7 juillet 2021) : p. 6530

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-**

2021)] - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6543 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 260 rectifié** (*Département - Division territoriale fondamentale*) : p. 6551 p. 6552 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (*Intercommunalité - Seuils de population - Suppression*) : p. 6554 p. 6556 - **Article 1er** (*Définition et mise en œuvre du principe de différenciation*) : p. 6557 p. 6558 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Définition et mise en œuvre du principe de différenciation*) : p. 6562 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 421 rectifié, n° 422 rectifié, n° 423 rectifié et n° 424 rectifié** (*Départements et régions frontalières - Départements d'outre-mer - Compétences spécifiques*) : p. 6572 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6586 p. 6591 p. 6592 p. 6593

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 266** (*Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression*) : p. 6609 p. 6610 p. 6611 - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6615 p. 6617 p. 6622 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1358 rectifié bis** (*Conférence départementale des exécutifs - Création*) : p. 6629 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 49 rectifié bis, n° 1057 rectifié ter, n° 1065 rectifié et n° 303 rectifié** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre - Compétences - Délégation*) : p. 6630 p. 6631 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6638 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 302 rectifié et n° 78 rectifié sexies** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Promotion du tourisme - Compétence facultative*) : p. 6643 - **Article additionnel après l'article 3 quinquiés - Amendements n° 1109 rectifié et n° 1365 rectifié bis** (*Département - Changement de région - Consultation des électeurs*) : p. 6656 p. 6657 p. 6658 - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6662 p. 6666 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1002 rectifié bis** (*Assemblées délibérantes des collectivités territoriales - Séance annuelle de questions orales - Instauration*) : p. 6671 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Critère de l'intérêt communautaire ou métropolitain pour l'exercice de diverses compétences au sein du bloc communal*) : p. 6694 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Suppression du caractère obligatoire du transfert des compétences « eau », « assainissement » et « gestion des eaux pluviales urbaines »*) : p. 6707 p. 6708 p. 6709 p. 6710 - **Article 6** (*Transfert aux départements, aux métropoles et à la métropole de Lyon de certaines routes nationales non concédées*) : p. 6727 - **Article 7** (*Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé*) : p. 6734

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 8** (*Transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'aménagement routier aux collectivités territoriales et à leurs groupements*) : p. 6752 - **Article 9** (*Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions*) : p. 6755 p. 6757 p. 6758 - **Article 10** (*Faculté pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'installer des radars automatiques*) : p. 6768 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (*Commissions départementales des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Plans locaux d'urbanisme - Consultation*) : p. 6785 - **Article 13 quater (nouveau)** (*Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattage des loups définis au niveau national*) : p. 6793

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 18** (*Création du contrat de mixité sociale*) : p. 6890 - **Article 19** (*Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher »*) : p. 6897 p. 6898 - **Article 19 bis (nouveau)** (*Suppression de la reprise automatique par le préfet du droit de préemption urbain en cas d'arrêté de carence*) : p. 6904 - **Article 20** (*Suppression de la*

procédure d'aménagement des objectifs triennaux et des commissions départementales) : p. 6905 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 254** (Réhabilitation des friches urbaines et industrielle - Aide de l'État - Construction de logements sociaux - Conditionnement) : p. 6912 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 240 rectifié** (Agence nationale foncière - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 6912 p. 6913 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6917 - **Article 20 sexies (nouveau)** (Limitation de l'autorisation de construction des logements sociaux financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) dans les communes comptant déjà plus de 40 % de logements sociaux) : p. 6918 - **Article 22 ter (nouveau)** (Ajout au contingent communal d'attribution de logements sociaux du reste des logements non réservés) : p. 6933 - **Article 25** (Harmonisation des régimes de délégation de compétences de l'État entre les EPCI et les métropoles en matière de logement social) : p. 6943 p. 6944

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression) : p.7003 p.7006 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p.7007

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 37** (Création d'un centre intercommunal d'action sociale dans les métropoles et communautés urbaines) : p. 7134 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 314 rectifié** (Fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) - Abrogation) : p. 7145 - **Article 43** (Compensations financières des transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7187 p. 7188 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité) : p. 7190

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 46** (Renforcement du rôle du préfet dans l'attribution des aides des agences de l'eau) : p. 7210 p. 7212 - **Article 46 quater (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7219 - **Article additionnel après l'article 46 quinquies - Amendement n° 290** (Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) - Conseil d'administration - Composition - Modification) : p. 7224 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 291** (Contrats de cohésion territoriale - Communes - Signataires - Inclusion) : p. 7226 - **Article 49** (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services ») : p. 7231 p. 7232 p. 7235 p. 7236 - **Article 59** (Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales) : p. 7257 - **Article 50 (précédemment réservé)** (Partage de données entre administrations) : p. 7265 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 297** (Cartes nationales d'identité - Mode de délivrance) : p. 7272

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 70** (Contrôle des entreprises publiques locales par les collectivités territoriales et groupements actionnaires : contenu du rapport des mandataires, vote sur celui-ci et accord préalable aux prises de participation) : p. 7329

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article 73 ter (nouveau)** (Conditions d'application des règles relatives aux conflits d'intérêts aux élus locaux qui représentent une collectivité territoriale ou un groupement au sein d'organismes extérieurs) : p. 7592 - **Article 74 ter (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7603 p. 7604 - **Article 56 (précédemment réservé)** (Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence) : p. 7618 p. 7625 - **Article 7 (supprimé)** (Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé) : p. 7629

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7652

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8007

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8083 - **Article 1er** (Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix) : p. 8095 p. 8097 p. 8099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la chasse et la ruralité** - (22 septembre 2021) : p. 8172

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 22 A (Texte non modifié par la commission)** (Statut des sapeurs-pompiers volontaires) : p. 8275 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 43 rectifié** (Création de l'Agence de numérique et de la sécurité civile - Rapport au Parlement) : p. 8298 p. 8299 - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur le financement des services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours) : p. 8307 - **Article 40** (Pérennisation et généralisation de l'expérimentation de l'usage des caméras mobiles par les services d'incendie et de secours) : p. 8310

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8494 - **Article 1er** (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public) : p. 8504 p. 8505 p. 8512 p. 8513 - **Article 3** (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales) : p. 8533 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Protection du secret de l'enquête et de l'instruction) : p. 8535 - **Article 7** (Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle) : p. 8543 p. 8545

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) : p. 8577 - **Article 9** (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine) : p. 8583 p. 8584 p. 8587 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51 rectifié** (Condamnation pour des faits de violences volontaires - Peine de travail d'intérêt général (TIG) interdite) : p. 8596 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison) : p. 8598 - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation des bâtonniers de visiter les lieux de privation de liberté) : p. 8612 - **Article additionnel après l'article 11 A - Amendement n° 88** (Personnes détenues - Reconnaissance légale de leurs droits collectifs) : p. 8613 - **Article 12** (Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire) : p. 8617 p. 8620 p. 8622 p. 8623 - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Force exécutoire des transactions et actes contresignés par les avocats de chacune des parties) : p. 8642 p. 8643

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 25 rectifié bis et n° 58** (Coût pour les collectivités locales et l'État d'une obligation de capture et de stérilisation des chats errants - Rapport au Parlement) : p. 8722

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)]** - (6 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8913 - **Question préalable** : p. 8915 - **Discussion générale** : p. 8920 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8932

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2 bis (Mise en place d'une assistance administrative et matérielle des directeurs d'école)** : p. 9422

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 83 et n° 68 (Négociation et mise en œuvre d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises - Obligation)** : p. 9658

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9725 p. 9727 p. 9728 p. 9736 p. 9742 - **Article 1er B (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9750 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 70 (Évolution des statuts vaccinaux complets donnant droit au passe sanitaire - Débat et contrôle du Parlement)** : p. 9750 p. 9751 - **Article 1er D (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9754 - **Article 1er E (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9757 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 77 (Conséquences des fermetures de lits d'hôpitaux en France sur l'efficacité des politiques de lutte contre les pandémies - Rapport au Parlement)** : p. 9763

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat d'engagement jeune (II)** - (3 novembre 2021) : p. 9857

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9907 p. 9908 p. 9909

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** -

(4 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9997

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10002 p. 10007

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût de l'énergie** - (10 novembre 2021) : p. 10306 p. 10307

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie en outre-mer** - (10 novembre 2021) : p. 10314

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 44 et n° 31 (Profits réalisés par les fournisseurs d'énergie en 2021 - Contribution exceptionnelle)** : p. 10669

- **Question orale sans débat sur l'inquiétude de la filière d'appellation de la fourme de Montbrison** - (30 novembre 2021) : p. 11335 p. 11336

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11357 p. 11359 p. 11360

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11408

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11502 p. 11503 p. 11505

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'approvisionnement en vaccins contre la covid-19** - (8 décembre 2021) : p. 11546

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11636 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11645

CUYPERS (Pierre)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « L'impact des nouveaux modes de travail et de management sur la santé ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Professionnels des énergies renouvelables - Audition de MM. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER), Olivier Dauger et Jacques-Pierre Quaak, co-présidents de France gaz renouvelables (FGR).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Représentants des industries gazières - Audition de MM. Frédéric Martin, directeur général adjoint de GRDF, Édouard Sauvage, directeur général adjoint d'Engie, et Thierry Trouvé, directeur général de GRT Gaz.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Audition de représentants d'organisations syndicales agricoles - Audition de MM. Olivier Dauger, administrateur en charge des questions climatiques de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Christophe Chatet, membre du conseil d'administration des Jeunes Agriculteurs, Georges Baroni, responsable de la commission énergie de la Confédération paysanne, et Alain Sambourg, représentant de la Coordination rurale.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Table ronde avec les professionnels de la recherche agronomique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, et de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Environnement et développement durable - Proposition de résolution européenne demandant la relance du processus d'élaboration d'une directive européenne sur la protection des sols et la prévention de leur dégradation par les activités industrielles et minières : examen du rapport.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Méthanisation*): Examen du rapport de la mission d'information relative à la méthanisation.

(*mission d'information Ubérisation*): Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 30 septembre 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur les conditions et les perspectives de la reprise économique.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Institution européennes - Déplacement d'une délégation de la commission des affaires européennes en Roumanie du 29 septembre au 2 octobre 2021 - Communication.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Mission d'information sur « la méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » - Présentation du rapport « Méthanisations : au-delà des controverses, quelles perspectives ? ».

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Moldavie du 9 au 12 juillet 2021 - Communication.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*): p. 620 p. 626

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*): p. 780 p. 781

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à l'agriculture biologique** - (10 février 2021): p. 979

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'apprentissage** - (10 février 2021): p. 983

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire** - (10 février 2021): p. 984

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021): p. 2492

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article 24 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Surveillance par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation de l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements scolaires publics et privés sous contrat*): p. 2740 p. 2741 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (*Interdiction des activités culturelles dans les lieux d'enseignement*): p. 2744 p. 2745

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 36 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Interdiction des dons en espèces aux associations culturelles au-delà d'un seuil de 150 euros*): p. 2975 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 245 rectifié bis** (*Individus condamnés pour terrorisme ou pour apologie de celui-ci - Réductions et aménagements de peine - Suppression*): p. 2992 p. 2993

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation du conseil des ministres pendant la crise sanitaire** - (14 avril 2021): p. 3194

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Français de l'étranger** - (14 avril 2021): p. 3195

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021): p. 4493

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 7** (*Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités et enseignes à l'intérieur des vitrines*): p. 4890

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendements n° 112 rectifié, n° 968 rectifié bis et n° 969 rectifié bis** (*Protection des milieux aquatiques ou humides - Préservation de la ressource locale en eau*): p. 5078 - **Article 19 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Renforcement de la protection des ressources en eau souterraines stratégiques*): p. 5123

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 965 rectifié** (*Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) - Sites à potentiel d'autoconsommation énergétique - Inclusion*): p. 5243 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 91 rectifié quater, n° 621 rectifié quater et n° 1052 rectifié ter** (*Certificats de production de biogaz injecté (CP) - Mécanisme - Instauration*): p. 5262

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 62 (priorité)** (*Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015*): p. 5520

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture [n° 677 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Question préalable**: p. 5582

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667**

(2020-2021)] - (24 juin 2021) - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5634 - **Article 43** (*Rénovation du service public de la performance énergétique de l'habitat, SPPEH*) : p. 5689 p. 5694 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 263 rectifié bis** (*Opérations de rénovation - Production et traitement des données de consommation d'électricité assurés par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD)*) : p. 5699 - **Article 43 bis** (*Création du carnet d'information du logement*) : p. 5702 - **Article 44** (*Obligation d'élaborer un projet de plan pluriannuel de travaux dans les copropriétés de plus de quinze ans*) : p. 5708 - **Article 45 bis** (*Coordination tirant les conséquences de la modification de la définition des logements décents consécutive à l'introduction de la nouvelle grille de classement des logements*) : p. 5712 - **Article 46 quater** (*Interdiction de l'octroi d'un soutien financier d'ordre public aux opérations d'économies d'énergie conduisant à une hausse des émissions de gaz à effet de serre sous l'effet direct de cette opération*) : p. 5725 p. 5726

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (*Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales*) : p. 5908 p. 5909 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 58 rectifié, n° 245 rectifié bis et n° 292 rectifié bis** (*Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et plan local d'urbanisme (PLU) - Élaboration et révision - Représentants locaux des organisations professionnelles intégrées dans le collège des professionnels du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique - Consultation*) : p. 5912 - **Article 49 bis E** (*Obligation d'instaurer un coefficient de biotope ou de pleine terre dans les communes des zones tendues et denses*) : p. 5918 - **Article 54** (**Texte non modifié par la commission**) (*Étude obligatoire du potentiel d'évolution et de changement d'usage de certains bâtiments avant leur construction et leur démolition*) : p. 5967 - **Article 68** (*Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide*) : p. 5971

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1241** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Retrait d'une commune - Seuil - Abaissement*) : p. 6685

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 29** (**précédemment réservé**) (*Appui du département à l'élaboration du programme local de l'habitat, PLH*) : p.7022

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 53** (*Délégation à l'exécutif local des décisions d'admission en non-valeur de titres de faible montant*) : p. 7240 - **Article 50** (**précédemment réservé**) (*Partage de données entre administrations*) : p. 7265

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire,*

prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7814 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7898

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8116

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 39 rectifié** (*Prise en charge de victimes - Extension à des structures plus petites et spécialisées*) : p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Victimes de violences - Remise du compte rendu d'autopsie*) : p. 8610 p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 41 rectifié bis** (*Conseils des parties civiles - Prise de parole lors de l'audience devant la cour d'appel*) : p. 8611

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ingérences étrangères dans les universités** - (6 octobre 2021) : p. 8897

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9921

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la hausse du prix de l'azote** - (17 novembre 2021) : p. 10648 p. 10649

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10844

Première partie :

- (22 novembre 2021) - **Article 9** (*Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA*) : p. 11101

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 2** (*Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale*) : p. 11588

DAGBERT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des infrastructures le 4 mars 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à solliciter un avis juridique sur la légalité et les conditions d'amendement ou de résiliation des concessions autoroutières historiques [n° 365 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection au suffrage universel direct du président et des vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale [n° 119 (2021-2022)] (2 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2111

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 de la loi - Amendement n° 575 rectifié (Projet territorial d'éducation - Charte de la laïcité et principe d'égalité entre les hommes et les femmes - Valorisation)** : p. 2834

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3515

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des mineurs non accompagnés** - (12 mai 2021) : p. 3729

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 27 juillet 2021.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Démissionnaire le 27 juillet 2021.

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La mise en œuvre de l'article 55 de la loi SRU [n° 439 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Réformer la gouvernance du Grand Paris : une méthode, une grille de lecture, un calendrier [n° 444 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 385 (2020-2021)] visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 501 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Politique d'hébergement d'urgence [n° 632 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 743 tome 2 vol. 1 annexe 6 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication sur le rapport d'information Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Table ronde relative aux métropoles, avec la participation de Mmes Johanna Rolland, présidente de France Urbaine, Dominique Riquier-Sauvage, membre du Conseil économique, social et environnemental, et M. Yann Lasnier, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur l'évolution du droit applicable aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des finances*) : Transformation des services bancaires et conditions de leur accès - Audition de M. François Asselin, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Denis Beau, premier sous-gouverneur de la Banque de France, et Matthieu Robin, chargé de mission banque et assurance à l'UFC-Que Choisir.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers.

Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur le Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires

de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris I.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Braun-Lemaire, directrice générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur le budget de l'État en 2020 (résultats et gestion), sur la certification des comptes de l'État - exercice 2020, et sur l'avis du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*) : Programme de stabilité 2021-2027 et plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Communication.

(*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Ran Balicer, président du Comité national israélien d'experts sur le covid-19.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, en application de l'article 13 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), et adoption de l'avis de la commission - Communication.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement, sur l'exécution des crédits de la mission « Cohésion des territoires » (programmes 177, 109 et 135).

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Projet de mutualisation des systèmes de gestion des alertes et des opérations des services d'incendie et de secours (« NexSIS 18-112 ») - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2021.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aides à la presse écrite - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine [n° 290 (2020-2021)]** - (28 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 579 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 588

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 960 p. 964 p. 965 p. 969 p. 970 p. 971

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la modification de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains** - (10 février 2021) : p. 980

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1360 p. 1361 p. 1368 p. 1369

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1375 p. 1379 p. 1381 p. 1382 p. 1385

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des travailleurs des plateformes numériques** - (24 mars 2021) : p. 2154

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques*) : p. 2386 - **Article 2** (*Extension de la procédure du « déferé accéléré » aux actes des collectivités territoriales portant gravement atteinte au principe de neutralité*) : p. 2395 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 204 rectifié quater** (*Permis de construire et d'aménager des lieux de culte délivrés par le maire - Avis simple du préfet - Mise en place*) : p. 2411 p. 2412

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (I)** - (7 avril 2021) : p. 2771

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire** - (7 avril 2021) : p. 2778

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (8 avril 2021) - **Article 26** (*Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles*) : p. 2931 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (*Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet*) : p. 2941 p. 2942 p. 2943 - **Organisation des travaux** : p. 2949 - **Article 28** (*Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu*) : p. 2957 - **Article 30** (*Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun)*) : p. 2962 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 574 rectifié bis** (*Relations diplomatiques et économiques avec les États finançant des cultes sur le territoire français - Rapport au Parlement*) : p. 2964 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (*Renforcement des obligations administratives et comptables des associations culturelles*) : p. 2968

- **Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3266 p. 3269 p. 3271 - **Article 1er** (*Création du livret de développement des territoires*) : p. 3276 p. 3277 p. 3278

- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3464 p. 3468 p. 3469

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse pénale à la délinquance du quotidien** - (19 mai 2021) : p. 3994

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la révision de l'article 1er de la Constitution** - (19 mai 2021) : p. 3998

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à interdire la corrida [n° 851 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à interdire les pratiques cruelles de chasse [n° 852 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)] (8 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP26) [n° 279 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de Mme Bérengère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport pour avis.

Continuité écologique des cours d'eau - Communication de M. Guillaume Chevrollier.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport et de l'établissement du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et

renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 28 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen de l'amendement du Gouvernement en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi relatif à la différenciation, la déconcentration, la décentralisation et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Enjeux de la COP 26 - Audition de M. Stéphane Cruzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Déplacement de la délégation de la commission à Marseille, au congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) - Communication.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la Mer.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs aux transports aériens - Examen du rapport pour avis.

Question diverse.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Rapport interinspections sur la gestion des risques liés à la présence d'ammonitrates dans les ports maritimes et fluviaux - Audition des auteurs.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Communication relative au bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP 26).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article 15** (*Engagement des opérateurs à proposer des modalités de tarification des forfaits mobiles incitant les consommateurs à favoriser une connexion filaire ou par accès wifi à une connexion mobile*) : p. 80 p. 81

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suppressions de postes chez Sanofi** - (20 janvier 2021) : p. 266 p. 267

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 850

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la traduction législative des travaux de la Convention citoyenne sur le climat** - (3 mars 2021) : p. 1436 p. 1437

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (18 mars 2021) - **Article 30 bis** (*Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance*) : p. 2046

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2089 p. 2090

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3447 p. 3459

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3566 - **Article unique** : p. 3581

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 23 rectifié, n° 24 rectifié et n° 5 rectifié** (*Environnement - Transposition de la directive 2011/92/UE sur les incidences des projets publics et privés - Mise en conformité et sécurité juridique*) : p. 4049 p. 4050

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement*) : p. 4278

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4760 - **Article additionnel avant le titre Ier A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684** (*Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France*) : p. 4774 p. 4775 - **Intitulé du titre Ier A** : p. 4777 p. 4778 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 772 rectifié** (*Entreprises distribuant plus de 10 millions de dividendes annuels - Financement de la transition écologique - Participation*) : p. 4783

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4852 p. 4853 - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4864 - **Article 9** (*Expérimentation du dispositif « Oui Pub »*) : p. 4900 -

Article 12 (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4929

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 13 bis (nouveau)** (*Attribution du fonds de réemploi aux acteurs de l'économie sociale et solidaire - Prise en charge des frais de stockage des invendus non-alimentaires par les entreprises donatrices*) : p. 4978 - **Article 14** (*Cohérence de la stratégie nationale de recherche (SNR) avec la stratégie nationale bas carbone (SNBC)*) : p. 4982 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 788 et n° 811 rectifié bis** (*Octroi du crédit impôts recherche (CIR) - Condition du respect d'objectifs environnementaux*) : p. 4984 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 795 rectifié** (*Transition écologique - Dépenses de recherche - Crédit d'impôt*) : p. 4986 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 465** (*Commande publique - Impact environnemental des panneaux photovoltaïques*) : p. 5016 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 768 rectifié** (*Banques françaises - Bilan des émissions de carbone de leurs investissements*) : p. 5020 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 810 rectifié et n° 792** (*Missions de la Caisse des dépôts et consignations - Financement de la transition écologique des entreprises françaises*) : p. 5021 p. 5022 - **Article 15 ter** (*Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique*) : p. 5030 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 467 et n° 189 rectifié bis** (*Transition écologique - Taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation à partir de matériaux biosourcés*) : p. 5030 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 466** (*Achat de bois labellisé ou certifié durable et local - Taux réduit de TVA*) : p. 5031 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 1513** (*Transition écologique - Stratégie nationale concertée de programmation des emplois et des compétences*) : p. 5039 - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE*) : p. 5042 - **Article 19** (*Garantir et préserver l'ensemble des hydrosystèmes*) : p. 5059 p. 5060

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Inscription de la qualité de l'eau au patrimoine commun de la Nation*) : p. 5076 - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendements n° 112 rectifié, n° 968 rectifié bis et n° 969 rectifié bis** (*Protection des milieux aquatiques ou humides - Préservation de la ressource locale en eau*) : p. 5079 - **Article 19 bis B (Supprimé)** (*Restauration des milieux aquatiques rendant des services écosystémiques significatifs*) : p. 5082 p. 5083 - **Article 19 bis C** (*Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique*) : p. 5087 - **Article 20** (*Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt*) : p. 5139 - **Article 20 ter** (*Habilitation des inspecteurs de l'environnement, des agents de l'Office national des forêts (ONF) et des agents des réserves naturelles nationales (RNN) à constater les infractions au code minier dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane*) : p. 5168 - **Article additionnel après l'article 20 undecies - Amendement n° 414 rectifié** (*Exploitation minière industrielle aurifère - Moratoire en Guyane et dans tous les territoires et départements d'outre-mer*) : p. 5176 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5193 p. 5194 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (*Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes*) : p. 5197 p. 5200

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22** (*Déclinaison des objectifs nationaux de développement des énergies renouvelables au niveau régional*) : p. 5216 p. 5217 p. 5218 p. 5220 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 404 rectifié** (*Énergies renouvelables - Dispositifs de soutien - Disparités territoriales - Adaptation*) : p. 5221 p. 5222 - **Article 22 bis BA (nouveau)** (*Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de*

production d'énergies renouvelables équivalentes) : p. 5224 p. 5225 p. 5226 p. 5232 p. 5233 - **Article additionnel après l'article 22 bis BA - Amendement n° 405 rectifié** (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) - Droit de recourir - Limitation) : p. 5235 - **Article additionnel après l'article 22 bis BB - Amendement n° 858 rectifié** (Hydrogène décarboné - Besoins futurs - Couverture totale) : p. 5236 - **Article 22 bis D (nouveau)** (Prise en compte des projets hydroélectriques en autoconsommation dans le cadre de la gestion durable et équilibrée des eaux) : p. 5246 - **Article 22 bis I (nouveau)** (Renforcement de certains objectifs en matière d'électricité et de gaz renouvelables) : p. 5250 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 818 rectifié bis et n° 1086 rectifié** (Politique énergétique nationale - Principe de hiérarchie des usages - Respect) : p. 5253 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 2150 rectifié** (Tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE) - Gestionnaire de réseau - Coût de raccordement - Prise en charge) : p. 5275 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 438 rectifié** (Collectivités territoriales - Bilan de gaz à effet de serre - Mix électrique - Prise en compte) : p. 5276 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 437 rectifié bis** (État - Collectivités territoriales - Achat d'énergie verte - Renforcement) : p. 5278 - **Article 23** (Ajout du développement des communautés d'énergie renouvelable et des communautés énergétiques citoyennes dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)) : p. 5279 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 401** (Éoliennes - Implantation - Imposition forfaitaire sur les entreprises du réseau (IFER) - Dégrèvement) : p. 5279 p. 5280 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1964 rectifié** (Communautés énergétiques renouvelables - Définition) : p. 5281 - **Article 24** (Extension de l'obligation d'installation de panneaux photovoltaïques ou de toits végétalisés) : p. 5282 p. 5283 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendements n° 167 rectifié, n° 476 rectifié et n° 1459 rectifié** (Taxe sur la masse en ordre de marche - Barème - Ajustement) : p. 5307

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 26 ter** (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes publiques) : p. 5332 - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5349 - **Article 29 bis A (nouveau)** (Diminution du taux de TVA à 5,5 % pour les billets de train) : p. 5373 p. 5374 - **Article 30** (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030) : p. 5388 - **Article 59 (priorité)** (Menus végétariens) : p. 5412 p. 5413

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 64 (priorité)** (Texte non modifié par la commission) (Instauration d'un partage des données sur la politique nationale de lutte contre la déforestation importée) : p. 5528 - **Article 64 ter (priorité)** (Rapport du Gouvernement sur la mise en place d'une plateforme nationale de lutte contre la déforestation importée) : p. 5532

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5591 p. 5593 - **Article 33** (Prise en compte des émissions liées au transport dans la déclaration annuelle de performance extra-financière) : p. 5609 - **Article additionnel après l'article 33 bis - Amendement n° 1360 rectifié bis** (Méthodes visant la responsabilisation des donneurs d'ordre de transport - Rapport au Parlement) : p. 5615 - **Article 35** (Objectif de fixation d'un prix du carbone européen pour le transport aérien à l'horizon 2025) : p. 5618 p. 5620 - **Article additionnel après l'article 36 A - Amendements n° 1092 et n° 1088 rectifié** (Vols nationaux - Exonérations de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le kérosène - Suppression) : p. 5628 p. 5629 - **Article 36** (Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente) : p. 5631 p. 5634 - **Article 37** (Interdiction de déclaration d'utilité publique et d'expropriation pour la

construction ou l'extension d'aérodrome) : p. 5637 p. 5638 - **Article 38** (Mécanisme de compensation des émissions de gaz à effet de serre du secteur aérien à l'intérieur du territoire national) : p. 5640 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1120** (Rénovation énergétique - Obligation conditionnelle de rénovation performante lors des ravalements de façade des immeubles) : p. 5671 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 236 rectifié ter, n° 317, n° 431, n° 954 rectifié bis, n° 1372 rectifié ter, n° 1642, n° 237 rectifié ter, n° 442, n° 729 rectifié et n° 955 rectifié bis, n° 238 rectifié quinquies, n° 432 et n° 730 rectifié** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Sécurisation du statut juridique) : p. 5697 p. 5698 p. 5699 - **Article additionnel après l'article 46 ter A - Amendements n° 433 rectifié et n° 1102 rectifié** (Économies d'énergie - Régulation de l'utilisation du chauffage dans les bâtiments tertiaires inoccupés) : p. 5725

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 (priorité)** (Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale des aires protégées) : p. 5748 p. 5751 p. 5752 - **Article 58 BAB (nouveau) (priorité)** (Définition du recul du trait de côte) : p. 5772 - **Article 58 E (priorité)** (Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte) : p. 5782 - **Article additionnel après l'article 58 (priorité) - Amendement n° 2195** (Compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Ajout de la mission d'adaptation des territoires au recul du trait de côte) : p. 5796 - **Article 76 (priorité)** (Évaluation annuelle des mesures du projet de loi par la Cour des comptes) : p. 5850 - **Article additionnel après l'article 76 (priorité) - Amendement n° 127** (Haut Conseil pour le climat - Mesures à prendre dans l'objectif de réduction de 55 % d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 - Rapport au Gouvernement et au Parlement) : p. 5850 - **Article additionnel après l'article 76 (priorité) - Amendement n° 522 rectifié** (Haut Conseil pour le climat - Évaluation de l'action des collectivités territoriales en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique - Rapport) : p. 5851 - **Article 47** (Objectifs programmatiques de réduction de l'artificialisation des sols) : p. 5859 p. 5860 - **Article 48** (Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés) : p. 5869

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 52** (Encadrement des modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale des projets engendrant une artificialisation des sols) : p. 5948 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5969 - **Article 68** (Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide) : p. 5971

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5982

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil d'État relative à l'action de l'État en faveur du climat (I)** - (7 juillet 2021) : p. 6522 p. 6523

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6583 p. 6585

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3** (Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP) : p. 6617 p. 6621 p. 6622 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1358 rectifié bis** (Conférence départementale des exécutifs - Création) : p. 6628 p. 6629 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendements n° 1109 rectifié et n° 1365 rectifié bis** (Département - Changement de région - Consultation des électeurs) : p. 6656 p. 6657 p. 6658

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 45** (Octroi au préfet de la fonction de délégué territorial d'agences nationales) : p. 7209 p. 7210 - **Article 46** (Renforcement du

rôle du préfet dans l'attribution des aides des agences de l'eau) : p. 7211 - **Article 46 quater (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7220 - **Article 47 (supprimé)** (Révision des contrats de cohésion territoriale) : p. 7225 p. 7226 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 1357** (Contrats de plan État-régions (CPER)- Volet métropolitain - Métropoles - Co-élaboration - Co-adoption) : p. 7226

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 345 rectifié bis** (Réseau de chaleur - Réseau de gaz - Non concurrence) : p. 7309 p. 7310 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendements n° 344 rectifié ter, n° 820 rectifié ter et n° 1560 rectifié ter** (Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) - Compatibilité) : p. 7313

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7383

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Article 12** (Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétacés) : p. 8791 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 131 rectifié bis** (Établissements soumis à l'obtention d'une autorisation d'ouverture - Ajout des structures d'accueil) : p. 8797 - **Article 15** (Interdiction des élevages de visons d'Amérique et d'autres espèces d'animaux non domestiques exclusivement élevés pour la production de fourrure) : p. 8803 p. 8804 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8807

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) : p. 9168

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9181

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9486 - **Article 2** (Instauration d'un délégué départemental à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et création de supports de communication présentant la procédure) : p. 9495 -

Article 4 (Création de la Commission nationale consultative des catastrophes naturelles et inscription dans la loi de la Commission interministérielle de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 9499 - **Article 7** (Remise au Parlement d'un rapport sur les actions de prévention à mener au regard des spécificités du risque « sécheresse-réhydratation des sols ») : p. 9509 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** (Couverture assurantielle des collectivités territoriales face aux risques climatiques - Rapport au Parlement) : p. 9510 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9512

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9795

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxonomie verte des investissements européens** - (3 novembre 2021) : p. 9849 p. 9850

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9** (Consommation de carburants - Taux de TVA réduit) : p. 10679

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11367

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article 15** (Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné) : p. 11947

- **Proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles - Commission mixte paritaire [n° 278 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12004 p. 12005

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 23 septembre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France le 17 février 2021 ; puis vice-présidente du 4 mars 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Recherche [n° 168 tome 5 fasc. 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 7 janvier 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur la mise en œuvre de la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence Engel, présidente de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'évaluation de la loi Copé-Zimmermann.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de l'association Chemins d'avenir.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir des acteurs de la filière du livre - Audition de Mme Anne Martelle, présidente, MM. Guillaume Husson, délégué général du Syndicat de la librairie française (SLF), M. Vincent Montagne, président du Syndicat national de l'édition (SNE), Mme Régine Hatchondo, présidente du Centre national du livre (CNL), et M. Christophe Hardy, président de la Société des gens de lettres (SGDL) et vice-président du Conseil permanent des écrivains (CPE).

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de M. Alain Bui, président de la commission « Vie étudiante et vie de campus » à la Conférence des présidents d'université (CPU), Mme Laurence Canteri, et M. Raphaël Costambeys-Kempczynski, coordinateurs

du réseau des vice-présidents « Vie universitaire, vie de campus et vie étudiante » de la CPU.

Audition de M. François Bouchet, président de la « commission Vie étudiante » de la Conférence des grandes écoles (CGE), directeur général de l'École Polytechnique.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Santé des étudiants - Audition de MM. Laurent Gerbaud, président de l'Association des directeurs des services de santé universitaire, Christophe Tzourio, professeur d'épidémiologie, directeur du centre Inserm U 1219 (Bordeaux), investigateur principal de l'étude i-Share, Vincent Beaugrand, directeur général de la Fondation Santé des étudiants de France, Pierre-Edouard Magnan, président du Réseau national des mutuelles étudiantes de proximité (EmeVia), et Abdoulaye Diarra, président de La mutuelle des étudiants (LMDE).

Réunion du lundi 29 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Table ronde sur le logement des étudiants.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas de Tavernost, président, et Mme Karine Blouët, secrétaire générale du groupe M6.

Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : « Audition avec les organisations représentatives des étudiants » - Audition de M. Paul Mayaux, président de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), Mme Mélanie Luce, présidente de l'Union nationale des étudiant.e.s de France (UNEF) et MM. Adrien Liénard, vice-président, Naïm Shili, secrétaire national d'Alternative étudiante, et Jacques Smith, délégué général de l'Union nationale inter-universitaire (UNI).

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Bilan d'étape sur les travaux de la mission d'information - échange de vues.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique et projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Rencontre avec les skippeuses engagées dans l'édition 2020-2021 du Vendée Globe.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Thierry Coulhon, président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des conclusions de l'audition publique sur les enjeux de la recherche française en milieu polaire.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : « Campus de demain » - Audition de MM. François Rio, délégué général de l'association des villes universitaires (AVUF), Raphaël Costambeys-Kempczynski, délégué général de l'Alliance Sorbonne Paris Cité (ASPC), Mmes Isabelle Demachy, vice-présidente « Formation innovation pédagogique et vie étudiante », Anne Guiochon-Mantel, vice-présidente « Vie universitaire » de l'université Paris-Saclay, Emmanuelle Dubrana-Léty, directrice de l'immobilier, M. Jean-Pierre Berthet, directeur délégué au numérique, Sciences Po Paris, et Mme Sarah Bilot, déléguée générale de l'association Animafac.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le thème « Être agricultrice en 2021 ».

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Promouvoir et protéger une culture partagée de l'intégrité scientifique » - Présentation du rapport.

(*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information de Mmes Martine Filleul, Joëlle Garriaud-Maylam et Dominique Vérien sur le bilan de l'application de la loi Copé-Zimmermann, dix ans après son adoption.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de

Mme Dominique Laurent, présidente de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyril Cosme, directeur du bureau pour la France de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information « Influences étatiques extra-européennes » - Présentation du rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques ».

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission (Deuxième lecture).

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié quater** (*Produits reconditionnés - Exclusion de l'obligation de rémunération pour copie privée*) : p. 75 p. 76

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 et n° 31** (*Démarchage des électeurs - Listes d'émargement du premier tour - Utilisation interdite*) : p. 403 - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 420 p. 421

- **Question orale sans débat relative aux difficultés économiques des centres culturels sous statut d'établissement public à caractère industriel et commercial** - (9 mars 2021) : p. 1547

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 18 rectifié et n° 26 rectifié bis** (*Activités de surveillance à distance - Extension à la protection des personnes hors de leur domicile*) : p. 1914 p. 1915

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public*) : p. 2015 - **Article 28 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*Enquêtes administratives préalables au recrutement et à l'affectation de certains personnels de gestionnaires d'infrastructures*) : p. 2031

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article 19 ter (supprimé) (précédemment réservé)** (*Attestation numérique pour les élèves de primaire et de collège*) : p. 2666 - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2679

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 5** (*Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité »*) : p. 3153 p. 3154 p. 3155

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Article 1er** (*Fusion du CSA et de la Hadopi au sein de l'Arcom*) : p. 4114 - **Article 17** (*Préservation du patrimoine audiovisuel français et européen*) : p. 4160 p. 4162 p. 4164 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 80 rectifié sexies** (*Opérateurs de diffusion par satellite des chaînes de la TNT sans abonnement - Droit d'auteur et droits voisins - Non redevabilité*) : p. 4168 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4174

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4616 p. 4625 - **Article 1er** (*Rééquilibrage de la concurrence*) : p. 4632 p. 4634 - **Article 4** (*Saisine du Médiateur du livre*) : p. 4637 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4639 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4640

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4673

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (9 juillet 2021) - **Article 14** (*Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés*) : p. 6797 - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6812 p. 6813

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre d'un droit effectif à une place en établissement médico-social pour les jeunes en situation de handicap** - (20 juillet 2021) : p. 7346 p. 7347

- **Question orale sans débat sur l'inefficacité des politiques de lutte contre le démarchage téléphonique non sollicité et les appels frauduleux** - (7 octobre 2021) : p. 8949 p. 8950

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié** (*Code du sport - Principe de l'égalité de rémunération des sportives et des sportifs*) : p. 9649 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1 rectifié** (*Déclaration au greffe du tribunal de commerce de la composition des organes de gouvernance et répartition femmes-hommes - Champ d'application*) : p. 9675 - **Article 8** (*Fixation d'objectifs de mixité à la Banque publique d'investissement*) : p. 9678

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services de pédiatrie** - (10 novembre 2021) : p. 10318

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 10705

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-85 rectifié bis, n° I-181 rectifié bis, n° I-351 rectifié ter et n° I-86 rectifié bis** (*Emprunts professionnels ou pour l'acquisition d'une résidence principale - Création de nouveaux contrats d'assurance dits « inclusifs »*) : p. 11019 p. 11021

- **Question orale sans débat pour un nouveau pacte financier entre l'État et les collectivités territoriales** - (14 décembre 2021) : p. 11751

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11967 p. 11968

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture [n° 188 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11979

DARMANIN (Gérald)
ministre de l'intérieur
(jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la délinquance en zone rurale** - (13 janvier 2021) : p. 120

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la rave-party en Ile-et-Vilaine et l'efficacité du renseignement territorial** - (13 janvier 2021) : p. 121

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'article 30 de la proposition de loi relative à la sécurité globale** - (13 janvier 2021) : p. 122

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux inondations dans le Sud-Ouest** - (10 février 2021) : p. 981

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences entre bandes de jeunes** - (10 février 2021) : p. 988

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions de policiers et la proposition choquante de la Défenseure des droits** - (17 février 2021) : p. 1143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de la Défenseure des droits de création de « zones sans contrôle » (II)** - (17 février 2021) : p. 1149 p. 1150

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la violence chez les jeunes** - (10 mars 2021) : p. 1599 p. 1600

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1757 p. 1758 - **Question préalable** : p. 1765 p. 1766 - **Discussion générale** : p. 1769 - **Article 1er** (Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales) : p. 1780 p. 1781 p. 1782 p. 1783 p. 1784 p. 1788 p. 1790 p. 1791 p. 1793 p. 1794 p. 1795 p. 1796 p. 1797 p. 1798 p. 1799 p. 1800 p. 1801 p. 1802 p. 1803 p. 1804 p. 1805 p. 1806 - **Demande de réserve** : p. 1807 p. 1808 p. 1810 - **Article 1er** (Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales) : p. 1811 p. 1812 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 47 rectifié bis** (Extension des pouvoirs de la police municipale - Coût pour les collectivités - Modalités de compensation - Rapport au Parlement) : p. 1813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 119 rectifié, n° 158 rectifié, n° 303 rectifié, n° 44 rectifié bis et n° 45 rectifié bis** (Renforcement de la sécurité - Accès à différents fichiers - Extension aux agents de la police municipale) : p. 1816 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 118 rectifié** (Activité des polices municipales - Suivi et statistiques - Détermination par arrêté du ministre de l'intérieur) : p. 1819 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis** (Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation) : p. 1820 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 157 rectifié** (Montée en compétence des polices municipales - Policiers municipaux ayant été gendarmes et policiers nationaux - Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ)) : p. 1821 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 304** (Agents de police municipale - Cas de force majeure - Sortie des limites de la commune - Autorisation) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 152 rectifié** (Maire - Procédure de transaction - Assouplissement) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 46 rectifié** (Agents de police municipale - Contrôles d'identité - Autorisation) : p. 1823 - **Article 1er bis** (Renforcement de l'information des maires sur les suites judiciaires données aux

infractions constatées sur leur commune) : p. 1824 p. 1825 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 251** (Agents de la police municipale - Identification - Port de la carte professionnelle - Visibilité) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 209 rectifié bis** (Police municipale - Mise à disposition de caméras aéroportées - Rapport au Parlement) : p. 1826 - **Article 2** (Élargissement des manifestations sportives, récréatives et culturelles à la sécurité desquelles les agents de police municipale peuvent être affectés) : p. 1827 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Compétence des agents de police municipale et des gardes champêtres en matière de répression de l'ivresse publique) : p. 1828 - **Article 4** (Création d'une police municipale à Paris) : p. 1831 p. 1833 p. 1834 p. 1835 p. 1837 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié** (Article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure - Agents de la police municipale - Ajout) : p. 1838 - **Article 4 bis (nouveau)** (Maintien de l'autorisation de port d'armes des agents chargés d'une mission de sécurité et des agents de surveillance de Paris un an après leur intégration dans les corps de la police municipale à Paris) : p. 1838 - **Article 5** (Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes) : p. 1840 p. 1841 p. 1842 p. 1843

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 162 rectifié ter** (Policiers municipaux - Mise à disposition d'une autre commune d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou à un EPCI limitrophe - Autorisation) : p. 1873 - **Article 6 (supprimé)** (Durée minimale d'engagement des agents de police municipale) : p. 1874 p. 1875 - **Article 6 bis A** (Mise en commun temporaire d'agents de police municipale, au-delà du niveau intercommunal, pour répondre à une catastrophe naturelle ou technologique) : p. 1876 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendement n° 27 rectifié ter** (Gardes champêtres - Mise à disposition d'une autre commune d'un EPCI - Autorisation) : p. 1877 - **Article 6 bis** (Sécurisation de la création des brigades cynophiles de police municipale) : p. 1878 - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de l'avis de la commission consultative des polices municipales préalablement à l'inspection d'un service de police municipale) : p. 1879 - **Article 6 quater A (nouveau)** (Systématisation des conventions de coordination et renforcement de leur contenu) : p. 1880 - **Article 6 quater B (nouveau)** (Composition et compétences de la commission consultative des polices municipales) : p. 1881 - **Article additionnel après l'article 6 quater B - Amendement n° 288 rectifié** (Agents de la fonction publique territoriale des catégories A et B - Assermentation spécifique pour exercer en tant que gardes champêtres - Autorisation) : p. 1881 - **Article 6 quater (supprimé)** (Utilisation d'appareils photographiques par les gardes champêtres) : p. 1882 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 184 rectifié bis** (Audition « libre » d'une personne suspectée - Dispositions de l'article 61-1 du code de procédure pénale - Extension aux procédures diligentées par les gardes champêtres) : p. 1883 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 2 rectifié bis et n° 183 rectifié bis** (Gardes champêtres - Délai de transmission des procès-verbaux - Modification) : p. 1883 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 34 rectifié bis, n° 1 rectifié bis et n° 182 rectifié bis** (Gardes champêtres - Compétences en matière de mise en fourrière - Clarification) : p. 1885 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 235** (Instance de contrôle des agents de la sécurité publique et des politiques de sécurité publique - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 1886 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 334** (Agents de police municipale - Équipement dissuasif - Usage autorisé) : p. 1886 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 19 rectifié bis** (Agents de police municipale - Formation initiale - Exception) : p. 1887 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 30 rectifié** (Maires et leurs adjoints - Pouvoirs en matière de verbalisation - Information - Amélioration) : p. 1888 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 120 rectifié** (Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) et

autres agents - Infractions liées à la propriété - Verbalisation) : p. 1889 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 97 rectifié bis** (Maintenance des automates bancaires - Nouvelle activité de sécurité privée - Création) : p. 1890 - **Article 7** (Encadrement de la sous-traitance) : p. 1891 p. 1892 p. 1893 p. 1894 - **Article 8** (Habilitation de certains agents du CNAPS à constater par procès-verbal une infraction et à recueillir ou relever l'identité de son auteur présumé) : p. 1896 - **Article 8 bis** (Pénalités financières pour les personnes physiques salariées) : p. 1896 p. 1897 - **Article 9** (Publicité des sanctions disciplinaires les plus graves) : p. 1898 - **Article 10** (Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions) : p. 1899 p. 1900 p. 1901 p. 1902 p. 1903 - **Article 11 (supprimé)** (Conditions de délivrance d'un agrément dirigeant) : p. 1904 - **Article 11 bis** (Soumission des dirigeants des établissements secondaires à l'obtention d'un agrément) : p. 1905 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 191 rectifié** (Acteurs de la sécurité privée - Proposition d'offres complémentaires de service - Autorisation) : p. 1906 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Circonstance aggravante pour violences commises par ou à l'encontre d'une personne exerçant une activité privée de sécurité et nouveau délit de menaces ou d'actes d'intimidation) : p. 1907 - **Article 13** (Éléments d'identification communs des tenues portées par les agents) : p. 1908 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Missions de surveillance sur la voie publique contre les actes terroristes) : p. 1909 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 384 rectifié bis**, (Agents de surveillance des Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS) et Groupement interquartiers de tranquillité et de sûreté (GITES) - Capacité d'action - Renforcement) : p. 1910 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité) : p. 1913 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 18 rectifié et n° 26 rectifié bis** (Activités de surveillance à distance - Extension à la protection des personnes hors de leur domicile) : p. 1914 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 369** (Agents de sécurité incendie - Dispositions du livre VI du code de la sécurité intérieure - Applicabilité) : p. 1915 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation accordée aux agents de sécurité privée de détecter les drones aux abords des biens dont ils ont la garde) : p. 1916 - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (Encadrement des modalités d'exercice de l'activité cynotechnique privée de pré-détection d'explosifs) : p. 1918 - **Article 19 quater (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure visant à adapter les modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du CNAPS) : p. 1919 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 215 rectifié** (Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) - Composition - Défenseur des droits ou l'un de ses délégués - Ajout) : p. 1920 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 292 rectifié ter** (Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) - Représentants des salariés - Ajout) : p. 1920 - **Article 19 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure relative aux modalités de formation, d'examen et d'obtention des certifications professionnelles et aux conditions d'exercice et contrôle des activités de formation) : p. 1921 p. 1922 - **Article additionnel après l'article 19 quinquies - Amendement n° 310 rectifié** (Conseil national des activités privées de sécurité - Transformation en une direction du ministère de l'intérieur - Intérêt - Rapport au Parlement) : p. 1922 - **Article 20** (Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection) : p. 1924 p. 1925 p. 1927 p. 1928 p. 1929 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendement n° 341** (Régime de la vidéoprotection - Modifications - Demande d'habilitation du Gouvernement) : p. 1930 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendements n° 330 rectifié bis et n° 359** (Centres de rétention administrative (CRA) - Prévention des risques (suicide, agression...) - Dispositif de vidéosurveillance) : p. 1932 p. 1933 - **Article 20 bis A** (Élargissement des possibilités de mutualisation des

équipements communaux de vidéoprotection) : p. 1935 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 5 rectifié** (Parlementaires français - Droit de visite des centres de vidéoprotection) : p. 1936 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 21 rectifié octies** (Vidéoverbalisation des dépôts sauvages de déchets - Autorisation) : p. 1938 - **Article 20 bis (supprimé)** (Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation) : p. 1939 p. 1940 p. 1941 - **Article 20 ter** (Possibilité de visionnage des images de vidéoprotection par les services internes de sécurité de la RATP et de la SNCF) : p. 1943 - **Article 21** (Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale) : p. 1945 p. 1946 p. 1947 p. 1948 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 248** (Recours aux caméras individuelles - Autorisation étendue aux agents de sécurité privée) : p. 1949 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 364** (Recours aux caméras individuelles - Autorisation expérimentale aux gardes champêtres) : p. 1950 - **Article 22** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)) : p. 1953 p. 1955 p. 1956

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) : p. 1968 p. 1970 p. 1971 p. 1972 p. 1973 p. 1974 p. 1977 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 130 rectifié et n° 291 rectifié bis** (Reconnaissance faciale pour identifier les individus sans leur consentement - Traitement automatisé - Moratoire d'interdiction) : p. 1978 - **Article 22 bis** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours) : p. 1980 p. 1981 p. 1982 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 177 rectifié** (Traitement des données issues de la vidéosurveillance - CNIL - Contrôle) : p. 1983 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 385** (Opérations de police en mer - Utilisation de caméras aéroportées embarquées et individuelles - Facilitation et sécurisation) : p. 1983 p. 1984 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 66 rectifié** (Sécurité publique des communes jusqu'à 50 000 habitants - Compétence de la gendarmerie - Autorisation) : p. 1984 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 65 rectifié** (Communes de moins de 50 000 habitants - Gendarmerie nationale - Renfort des actions de la police nationale - Dérogation) : p. 1986 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 290 rectifié** (Corps d'inspection des forces de l'ordre nationales - Réforme urgente de leurs organisation et fonctionnement - Rapport au Parlement) : p. 1987 - **Article 23** (Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique) : p. 1990 p. 1992 p. 1993 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 38 rectifié** (Protection des agents de la gendarmerie et de la police nationales - Identification par leur numéro d'immatriculation administrative - Extension à toutes les procédures portant sur un crime ou sur délit) : p. 1995 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 91 rectifié** (Personnes depositaires de l'autorité publique - Protection pénale - Consolidation - Extension à leurs proches) : p. 1996 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 165 rectifié, n° 101 rectifié, n° 59 rectifié et n° 284 rectifié** (Principe d'anonymat - Extension aux témoins des infractions et agressions envers les policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers) : p. 1997 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 49 rectifié** (Exécution des peines - Apologie et provocation à des actes terroristes - Modalités) : p. 1998 - **Article 24** (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal) : p. 2004 p. 2006 p. 2007 p. 2008 p. 2010 p. 2011 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 233** (Maintien de l'ordre dans le cadre des manifestations - Articulation des forces de sécurité intérieure - Alternatives possibles - Rapport au Parlement) : p. 2011 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du

public) : p. 2014 p. 2016 p. 2017 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 13** (Agents de la police nationale et militaires de la gendarmerie nationale - Usage de leurs armes) : p. 2017 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39 rectifié** (Militaires d'active - Port d'armes individuelles de service - Modalités) : p. 2018 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 234 et n° 187** (Opérations de maintien de l'ordre - Lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement - Interdiction) : p. 2019 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 350** (Policiers et gendarmes - Protection fonctionnelle dans le cadre de l'audition libre - Extension) : p. 2020 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 353 rectifié, n° 207 rectifié quinquies et n° 210 rectifié sexies** (Réserve opérationnelle de la police nationale - Modernisation) : p. 2022 p. 2025 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 308** (Forces de l'ordre - Usage d'une arme dans l'exercice des fonctions - Présomption de légitime défense) : p. 2025 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 241** (Autorité indépendante pour chaque corps de métier disposant de prérogatives de sécurité publique - Mission de contrôle - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 2026 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 137** (Opérateurs de transport - Missions de sûreté - Appel à leurs services internes de sûreté ou à une entreprise de sécurité privée - Autorisation) : p. 2027 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 138 et n° 139** (Agents de sûreté et/ou police municipale - Missions dans les transports en commun - Accès aux fichiers de documents d'identité) : p. 2029 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 140** (Agents des services internes de sécurité de la RATP et de la SNCF - Palpations de sécurité dites « préventives ») : p. 2029 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 141** (Agents de sûreté - Missions dans les transports en commun - Accès aux fichiers des documents d'identité - Modalités) : p. 2030 - **Article 28 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Enquêtes administratives préalables au recrutement et à l'affectation de certains personnels de gestionnaires d'infrastructures) : p. 2030 p. 2031 p. 2032 - **Article 28 bis** (Expérimentation autorisant certaines entreprises de transport à faire usage de caméras embarquées pour prévenir les accidents) : p. 2032 p. 2033 - **Article 28 ter** (Transmission aux forces de sécurité intérieure des images issues de la vidéoprotection dans les réseaux de transport publics de voyageurs) : p. 2033 p. 2034 - **Article 28 quater A (nouveau)** (Amélioration du dispositif de fiabilisation des données de recouvrement des amendes en cas d'infraction à la police des transports) : p. 2035 - **Article 28 quinquies** (Pérennisation de l'expérimentation de l'usage des caméras mobiles par les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP) : p. 2036 - **Article additionnel après l'article 28 quinquies - Amendement n° 142** (Agents de sécurité privée opérant pour un opérateur de transport - Utilisation de caméras mobiles - Autorisation) : p. 2037 - **Article 28 sexies (nouveau)** (Relance de l'expérimentation visant à permettre aux agents assermentés des entreprises de transport de disposer de caméras piétons) : p. 2037 - **Article 29** (Simplification des modalités de contrôle d'alcoolémie au volant) : p. 2038 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 327 rectifié bis, n° 194 rectifié bis et n° 312 rectifié bis** (Agents de police municipale et gardes champêtres - Contrôle d'absorption de substances stupéfiantes - Autorisation) : p. 2040 - **Article 29 bis** (Extension des prérogatives de constat d'infraction des gardes particuliers assermentés) : p. 2041 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 160 rectifié** (Gardes particuliers assermentés - Procès-verbaux - Délai de transmission - Modification) : p. 2041 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 159 rectifié bis** (Gardes particuliers - Verbalisation des circulations et stationnements interdits - Extension aux espaces naturels non boisés) : p. 2041 - **Article 30 A** (Amélioration de la traçabilité de la vente des artifices pyrotechniques aux particuliers) : p. 2042 - **Article 30** (Délitualisation de l'achat et de la vente d'articles pyrotechniques en méconnaissance des exigences prévues par la réglementation spécialisée) : p. 2043 p. 2044 - **Article 30 bis** (Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2045 - **Article**

additionnel après l'article 30 bis - Amendement n° 29 rectifié (Maire - Diagnostic des problématiques de sûreté et de sécurité de sa commune - Demande à la police et à la gendarmerie) : p. 2047 - **Article additionnel après l'article 30 bis - Amendement n° 343** (Accès aux formations pour devenir artificier et boute-feu - Régime d'autorisation préalable - Instauration) : p. 2047 - **Article 30 ter (supprimé)** (Possibilité de créer un groupe local de traitement de la délinquance dans les communes dotées d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2048 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 179** (Pouvoirs des policiers municipaux - Parties communes des immeubles à usage d'habitation - Délit flagrant - Clarification) : p. 2049 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 224** (Code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationales de janvier 2014 - Améliorations - Rapport au Parlement) : p. 2049 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Diverses coordinations outre-mer dans le code de la sécurité intérieure) : p. 2052 - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (Diverses coordinations outre-mer dans le code de la route) : p. 2053 - **Article 31 quater (Texte non modifié par la commission)** (Coordination relative à l'application de la loi du 29 juillet 1881 dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises) : p. 2053 - **Article 31 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations outre-mer dans la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité) : p. 2053 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 2054 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2056

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2279 p. 2281 - **Question préalable** : p. 2288 p. 2289 p. 2291 p. 2292 - **Discussion générale** : p. 2306 p. 2307 p. 2308 - **Intitulé du Titre Ier** (Garantir le respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société) : p. 2310 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 41** (Loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Libre pratique) : p. 2311 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 59** (Assemblées de collectivités territoriales - Signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou communautariste - Interdiction) : p. 2311 p. 2312 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 54 rectifié** (Départements d'Alsace et de Moselle - Dispositions de la présente loi - Non applicabilité aux cultes dits « reconnus ») : p. 2313 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 485** (Idéologies islamistes - Caractérisation - Interdiction de leur pratique) : p. 2314 - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2320 p. 2321 p. 2323 p. 2327 p. 2329 p. 2330 p. 2331 p. 2332 p. 2333 p. 2334 p. 2335 p. 2336 p. 2337 p. 2338 p. 2339 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction) : p. 2341 p. 2345 p. 2348 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 129 rectifié bis** (Mineurs - Port de signes ou tenues montrant ostensiblement une appartenance religieuse - Services publics - Interdiction) : p. 2352 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 537 rectifié** (Organismes chargés de l'exécution d'un service public - Principes de mixité sociale, d'égalité et de non-discrimination - Mise en œuvre) : p. 2353 - **Article 1er bis A** (Prestation de serment des forces de sécurité intérieure et des agents de l'administration pénitentiaire avant leur prise de fonction) : p. 2354 p. 2355 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 261 rectifié** (Serment républicain - Conseillers municipaux - Extension) : p. 2356 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 154 rectifié** (Enquêtes administratives démontrant une radicalisation religieuse en cours - Autorisation de licenciement sans proposition de reclassement) : p. 2356

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 26** (Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles) : p. 2924 p. 2925 p. 2926 p. 2927 p. 2928 p. 2929 p. 2930 p. 2931 p. 2932 - **Article 27**

(Renforcement du contrôle du caractère cultuel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative quinquennale)) : p. 2933 p. 2934 p. 2936 p. 2937 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet) : p. 2938 p. 2939 p. 2940 p. 2942 p. 2943 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 425 rectifié ter** (Édifices culturels - Cession par les collectivités territoriales à l'échéance du bail emphytéotique-Autorisation) : p. 2946 p. 2948 p. 2949 - **Articles additionnels après l'article 27 (suite)** : p. 2950 p. 2951 - **Article 28** (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu) : p. 2951 p. 2955 p. 2956 p. 2957 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 148 rectifié** (Droit de préemption des collectivités territoriales - Terrains vendus à une association culturelle - Prix du marché) : p. 2958 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 277 rectifié** (Imam - Statut juridique - Rapport au Parlement) : p. 2958 - **Article 30** (Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun)) : p. 2959 p. 2960 p. 2961 p. 2962 p. 2963 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 48** (Financement des associations culturelles - Document budgétaire de politique transversale (DPT) - Création) : p. 2963 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 574 rectifié bis** (Relations diplomatiques et économiques avec les États finançant des cultes sur le territoire français - Rapport au Parlement) : p. 2964 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement des obligations administratives et comptables des associations culturelles) : p. 2966 p. 2967 p. 2968 - **Article 34** (Renforcement des sanctions et possibilité d'injonction judiciaire en cas de méconnaissance des obligations administratives et comptables des associations culturelles) : p. 2969 p. 2970 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle des financements étrangers des associations culturelles) : p. 2971 p. 2972 p. 2973 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 44** (Financement d'associations liées à une activité culturelle - Possibilités de création d'un guide des bonnes pratiques destinées aux ambassades étrangères en France - Rapport au Parlement) : p. 2974 - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (Interdiction des dons en espèces aux associations culturelles au-delà d'un seuil de 150 euros) : p. 2975 p. 2976 - **Article additionnel avant l'article 37 - Amendement n° 504** (Environnement patrimonial - Architecture des lieux de culte - Encadrement) : p. 2977 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement de certaines sanctions au titre de la police des cultes) : p. 2978 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié** (Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction) : p. 2978 p. 2979 p. 2980 - **Article 38** (Renforcement des sanctions en cas d'atteinte à la liberté d'exercer un culte ou de s'abstenir de l'exercer) : p. 2981 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 142 rectifié** (Principe de laïcité - Définition) : p. 2981 - **Article 39** (Aggravation des peines prévues à l'article 24 de la loi de 1881 lorsque les incitations sont commises dans un lieu de culte) : p. 2982 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 181 rectifié bis** (Délit d'incitation à la haine de la France - Création) : p. 2983 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 182 rectifié** (Délit de déni d'apostasie - Création) : p. 2984 - **Article 39 bis** (Aggravation des peines encourues en cas de célébration d'un mariage religieux avant un mariage civil) : p. 2985 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 230 rectifié** (Captivité conjugale - Refus de prononcer un divorce religieux après le divorce civil) : p. 2986 p. 2987 - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (Modernisation et renforcement des règles relatives à l'interdiction de la tenue de réunions politiques et d'opérations de vote dans des locaux servant à l'exercice d'un culte) : p. 2988 - **Article 43** (Interdiction de diriger ou d'administrer une association culturelle en cas de condamnation pour terrorisme) : p. 2990 p. 2991 p. 2992 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 161 rectifié bis et n° 415 rectifié bis** (Personnes condamnées pour des actes de

terrorisme - Fonction dans le champ du code de l'action sociale et des familles - Interdiction) : p. 2992 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 245 rectifié bis** (Individus condamnés pour terrorisme ou pour apologie de celui-ci - Réductions et aménagements de peine - Suppression) : p. 2993 - **Article 43 bis (nouveau)** (Possibilité de retirer la qualité de réfugié en cas de condamnation pour apologie du terrorisme) : p. 2993 - **Article 44** (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte) : p. 2993 p. 2995 p. 2996 p. 2997 p. 2998

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) : p. 3008 p. 3009 p. 3010 p. 3011 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 183 rectifié** (Lieu de culte fermé administrativement - Fréquentation récurrente par un ressortissant étranger - Conditions de l'expulsion) : p. 3012 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 184 rectifié** (Prêches à caractère subversif - Définition et pénalisation) : p. 3012 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 507** (Binationalaux - Commission ou complicité d'un acte de terrorisme - Déchéance de nationalité) : p. 3013 - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime de déclaration du caractère cultuel d'une association) : p. 3014 p. 3015 - **Article 46** (Extension du droit d'opposition de Tracfin) : p. 3016 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 151 rectifié** (Liberté religieuse en milieu carcéral - Exercice dans le strict respect des principes de la République) : p. 3017 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 453 rectifié bis** (Associations culturelles - Répertoire numérique informant les citoyens sur les relations entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics - Réintroduction) : p. 3018 - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (Harmonisation du régime des cultes applicables dans certaines collectivités ultramarines) : p. 3019 p. 3020 p. 3021 - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (Extension du contrat d'engagement républicain à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie) : p. 3026 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 541 rectifié bis** (Séparation des Églises et de l'État - Bilan des évolutions en Martinique, en Guadeloupe, à La Réunion, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy - Rapport au Parlement) : p. 3026 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 433 rectifié bis** (Utilisation partagée des églises dans les communes de moins de 3 500 habitants - Autorisation et modalités) : p. 3028 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 243 rectifié** (Ministres des cultes - Qualification culturelle reconnue - Obligation) : p. 3029 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 514 rectifié bis** (Régime concordataire d'Alsace-Moselle - Abrogation) : p. 3030 - **Article 31 (précédemment réservé)** (Extension aux associations de droit local à objet cultuel d'Alsace-Moselle de dispositions applicables aux associations culturelles et à la police des cultes) : p. 3039 p. 3042 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions) : p. 3043 p. 3046 p. 3047 p. 3048 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3050 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3058 p. 3059

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nouvelle carte d'identité numérique** - (14 avril 2021) : p. 3187

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3214 p. 3215

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de la manifestation des policiers** - (26 mai 2021) : p. 4242

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux moyens aériens de la sécurité civile** - (26 mai 2021) : p. 4243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne électorale en cours** - (26 mai 2021) : p. 4253

- Question d'actualité au Gouvernement sur la panne des numéros d'urgence - (9 juin 2021) : p. 4656
- Question d'actualité au Gouvernement sur la mauvaise distribution de la propagande électorale - (16 juin 2021) : p. 4963
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement - (16 juin 2021) : p. 4966
- Question d'actualité au Gouvernement sur les prochaines étapes du déconfinement - (16 juin 2021) : p. 4969 p. 4970
- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'abstention électorale - (23 juin 2021) : p. 5457
- Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (I) - (23 juin 2021) : p. 5458
- Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II) - (23 juin 2021) : p. 5461
- Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (III) - (23 juin 2021) : p. 5463
- Question d'actualité au Gouvernement relative au financement des locaux de la gendarmerie nationale par les communes - (23 juin 2021) : p. 5468
- Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité à Cavaillon - (21 juillet 2021) : p. 7651
- Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces concernant les visas - (29 septembre 2021) : p. 8566
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse de l'État à la consommation de crack en région parisienne - (29 septembre 2021) : p. 8567 p. 8568
- Question d'actualité au Gouvernement sur les regroupements de consommateurs de crack dans le Nord-Est parisien - (29 septembre 2021) : p. 8570
- Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de la vitesse à 80 km/h - (29 septembre 2021) : p. 8570
- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des flux migratoires entre la France et le Royaume-Uni - (13 octobre 2021) : p. 9065
- Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église - (13 octobre 2021) : p. 9075 p. 9076
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'imbroglie des pneus neige - (13 octobre 2021) : p. 9077
- Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations du 17 octobre 1961 - (20 octobre 2021) : p. 9396 p. 9397
- Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - *Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]* - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9520 - **Article 6 (Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde)** : p. 9540 - **Article 36 bis (Demande de rapport sur le financement des services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours)** : p. 9540
- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne du Conseil de l'Europe sur le voile - (3 novembre 2021) : p. 9854
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants à Calais - (10 novembre 2021) : p. 10321
- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des ressources humaines de la police nationale - (24 novembre 2021) : p. 11228
- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire (I) - (1er décembre 2021) : p. 11418
- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire (II) - (1er décembre 2021) : p. 11419
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en outre-mer - (1er décembre 2021) : p. 11420
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants - (1er décembre 2021) : p. 11423
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression du maire de Saint-Macaire - (15 décembre 2021) : p. 11865
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration pour raisons médicales - (15 décembre 2021) : p. 11867

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 588 (2020-2021)] relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 723 (2020-2021)] (30 juin 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Désignation de rapporteurs.

Examen du rapport d'information sur les mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Gérard Terrien, président de la 5e chambre, Francis Saudubray, conseiller maître, rapporteur général chargé de la synthèse sur le logement outre-mer, Denis Berthomier, conseiller maître, contre-rapporteur de ce rapport et Bertrand Beauviche, conseiller référendaire, à la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Séverine Arsène, chercheuse associée au Médialab de Sciences Po et enseignante à l'université chinoise de Hong Kong, sur le crédit social en Chine.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles Babinet, co-président du Conseil national du numérique, digital champion de la France auprès de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Communication sur la tenue des élections régionales et départementales de juin 2021 - Échange de vues.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Dominique Sciamma, directeur de CY École de design, CY Cergy Paris Université, et président de l'APCI - Promotion du Design.

Point d'étape sur les travaux de la délégation.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Guy Geoffroy, maire de Combs-la-Ville et président des maires de Seine-et-Marne, représentant de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF).

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

(*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition contradictoire sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre, chargé de la ruralité.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition en commun avec la délégation aux outre-mer sur les outre-mer et l'Indopacifique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi 4D** - (27 janvier 2021) : p. 498

- **Question orale sans débat sur le recrutement de médecins hors pays de l'Union européenne** - (9 février 2021) : p. 879

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1484 p. 1484

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 395 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1611

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (18 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1976

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2554

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Commission mixte paritaire [n° 471 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2894 p. 2895

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3320

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4385

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6535 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (*Intercommunalité - Seuils de population - Suppression*) : p. 6556

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 266** (*Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression*) : p. 6610 - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6616 p. 6617 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 980 rectifié bis**, (*Collectivité européenne d'Alsace - Économie touristique*) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6639 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1073 rectifié bis** (*Schéma de cohérence territorial - Tissu commercial de proximité - Principe de différenciation*) : p. 6648 - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6659 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1002 rectifié bis** (*Assemblées délibérantes des collectivités territoriales - Séance annuelle de questions orales - Instauration*) : p. 6672 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1198 rectifié bis, n° 1246 rectifié bis et n° 1688** (*Intercommunalité - Scission*) : p. 6682 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1241** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Retrait d'une commune - Seuil - Abaissement*) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1000 rectifié bis** (*Référendum régional d'initiative partagée*) : p. 6686 - **Article 5 B (nouveau)** (*Ajustements relatifs à l'exercice de la compétence d'AOM sur le territoire des communautés de communes*) : p. 6700 - **Article additionnel après l'article 5 B - Amendement n° 146 rectifié ter** (*Compétence mobilité - Transfert - Réversibilité*) : p. 6700 - **Article 5** (*Répartition des compétences et de la qualité de chef de file entre les collectivités territoriales en matière de transition écologique*) : p. 6701 p. 6702 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1371 rectifié** (*Code de l'Environnement - Principes généraux - Principes de simplification et de subsidiarité*) : p. 6702 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 642 rectifié bis, n° 1115 rectifié et n° 1446** (*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Économie circulaire - Intégration*) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 535 et n° 1340 rectifié** (*Code de la santé publique - Droits à l'eau potable et à l'assainissement - Définition*) : p. 6704 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 537 et n° 1342 rectifié** (*Code de la santé publique - Accès à l'eau*) : p. 6705 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Suppression du caractère obligatoire du transfert des compétences « eau », « assainissement » et « gestion des eaux pluviales urbaines »*) : p. 6707 p. 6708 p. 6709 p. 6710 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 340 rectifié bis et n° 1614 rectifié bis** (*Eaux pluviales - Zonages*) : p. 6711 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 301 rectifié bis** (*Eau - Usage vital - Gratuité à l'accès*) : p. 6711 p. 6712 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 145 rectifié bis** (*Compétences eau et assainissement - Transfert optionnel*) : p. 6712 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 90 rectifié bis** (*Syndicat des eaux - Communes - Représentation*) : p. 6713 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 1370 rectifié bis** (*Gestion de l'eau - Périmètre de gestion technique - Délimitation*) : p. 6713 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 351 rectifié ter** (*Collectivités - Gestion des eaux pluviales urbaines - Expérimentation*) : p. 6714 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendements n° 773 rectifié bis et n° 1286 rectifié** (*Règles départementales relatives à la défense extérieure contre l'incendie - Mise en œuvre - Évaluation - Rapport au Parlement*) : p. 6715 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1110 rectifié bis** (*Taxe pour la*

gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Augmentation) : p. 6717 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1090 rectifié** (*Établissement public territorial de bassin - Défense contre les inondations et contre la mer - Expérimentation*) : p. 6718 - **Article 5 sexies (nouveau)** (*Renforcer les pouvoirs du maire en matière d'implantation de projets éoliens sur le territoire de la commune*) : p. 6719 p. 6720 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1090 rectifié ter** (*Établissement public territorial de bassin - Gestion des inondations - Expérimentation*) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 372 rectifié bis** (*Régions - Hauteur des éoliennes - Régulation*) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1092 rectifié bis** (*Éoliennes - Installation - Consultation préalable des électeurs*) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1197 rectifié** (*Infrastructures de transport par câbles - Installation - Pouvoirs du maire*) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1251 rectifié bis** (*Installation d'éoliennes - Pouvoirs du maire*) : p. 6724 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1093 rectifié bis** (*Parc éolien - Implantation - Accord préalable du maire - Modalités*) : p. 6725 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 1151** (*Routes nationales - Coûts d'entretien - Rapport*) : p. 6725 - **Article 6** (*Transfert aux départements, aux métropoles et à la métropole de Lyon de certaines routes nationales non concédées*) : p. 6727 p. 6728 p. 6729 p. 6730 p. 6731 p. 6732 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1252** (*Péage - Usage des ressources - Harmonisation*) : p. 6732 - **Article 7** (*Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé*) : p. 6735 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1230 rectifié ter** (*Île-de-France - Mobilités - Valorisation publicitaire des biens immobiliers et mobiliers*) : p. 6736 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1529 rectifié** (*Zones inconstructibles - Végétalisation - Augmentation*) : p. 6740 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 733 et n° 833 rectifié** (*Aménagements en faveur des cyclistes, engins de déplacement personnels et piétons - Maintenance*) : p. 6741 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 944 rectifié quater** (*Autorité organisatrice des territoires lyonnais - Régies Auvergne-Rhône-Alpes - Suppression*) : p. 6742

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 8** (*Transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'aménagement routier aux collectivités territoriales et à leurs groupements*) : p. 6752 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1679 et n° 1700** (*Travaux sur le domaine routier - Maîtrise d'ouvrage - Transfert de responsabilité - Élargissement*) : p. 6752 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 728** (*Projets d'infrastructures nécessitant une approche multimodale - Sociétés de financement - Possibilité de création - Rapport au Parlement*) : p. 6753 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1129 rectifié bis** (*Autorités organisatrices de la mobilité - Mise en accessibilité des points d'arrêt - Faculté de réalisation - Rapport au Parlement*) : p. 6754 - **Article 10** (*Faculté pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'installer des radars automatiques*) : p. 6768 p. 6769 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 20 rectifié, n° 456 rectifié bis et n° 847 rectifié bis** (*Syndicat mixte ouvert restreint - Département - Présidence*) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 761 rectifié et n° 974 rectifié** (*Système d'immatriculation des véhicules - Maire - Autorisation d'accès*) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1549 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Organisation du stationnement - Accord préalable du conseil municipal des communes concernées*) : p. 6771 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1270 rectifié** (*Gardes champêtres - Constat d'infractions - Appareil photographiques - Utilisation - Autorisation*) : p. 6772 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 829 rectifié** (*Saint Pierre et Miquelon - Domaine public portuaire*) : p. 6773 - **Article 12** (*Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds*

« chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6774
 p. 6775 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 125 rectifié septies, n° 555 rectifié, n° 626 rectifié ter et n° 1611 rectifié quater** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Statut juridique - Sécurisation) : p. 6780 - **Article 12 ter (nouveau)** (Modification de la composition de la CDPNAF) : p. 6781 p. 6782 p. 6783 p. 6784 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (Commissions départementales des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Plans locaux d'urbanisme - Consultation) : p. 6784 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 153 rectifié bis, n° 156 rectifié et n° 157 rectifié ter** (Amendement n° 153 rectifié bis : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Règlement intérieur - Instauration ; amendement n° 156 rectifié ter : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Avis après audition ; amendement n° 157 rectifié ter : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Déplacement sur site - Autorisation) : p. 6786 - **Article 13** (Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions) : p. 6789 - **Article 14** (Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés) : p. 6796 p. 6797 p. 6798 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 91 rectifié** (Site naturel classé - Aménagement temporaire - Formalité - Dispense - Élargissement) : p. 6798 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 148 rectifié** (Atteinte de toute nature à l'environnement) : p. 6799 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 337 rectifié et n° 738 rectifié** (Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Obligation d'autofinancement - Opérations en investissement - Dérogation) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 338 rectifié** (Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Accès) : p. 6802 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis** (Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 274 rectifié** (Zones à proximité d'habitation - Usage de produits phytopharmaceutiques - Maires - Faculté d'interdiction) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 416** (Maires - Bon entretien des chantiers - Recommandations de bonnes pratiques) : p. 6806 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 548** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Fusion - Collecte et traitement des déchets - Modalités - Principe de non-régression) : p. 6806 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies (précédemment réservé) - n° 1090 rectifié ter** (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Établissement public territorial de bassin - Transfert de la compétence - Expérimentation) : p. 6807

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression) : p.7005 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p.7008

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (Gouvernance des agences régionales de santé) : p. 7048 - **Article 31 bis (nouveau)** (Suppression de la présence des parlementaires dans la composition du conseil de surveillance des hôpitaux) : p. 7058 - **Article 75 (priorité)** (Expérimentation d'un état de calamité naturelle exceptionnelle outre-mer) :

p. 7156 - **Article additionnel après l'article 75 (priorité) - Amendements n° 984 rectifié et n° 985 rectifié** (Indivisions successorales) : p. 7157 - **Article 76 (priorité)** (Propriété et aménagement de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) : p. 7160 - **Article additionnel après l'article 77 (priorité) - Amendement n° 443** (Établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte) : p. 7161 - **Article additionnel après l'article 77 (priorité) - Amendement n° 515 rectifié** (Saint-Barthélemy - Règles de prescription acquisitive) : p. 7161 - **Article additionnel après l'article 80 (priorité) - Amendement n° 441** (Assemblée de Martinique - Rôle du président) : p. 7163 - **Article 81 (priorité) (supprimé)** (Ratification des dispositions de l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) prises sur le fondement de l'article 74-1 de la Constitution) : p. 7164 - **Article additionnel après l'article 81 (priorité) - Amendement n° 1037 rectifié ter** (Mayotte - Visas à validité territoriale limitée (VTL) - Suppression) : p. 7165 - **Article additionnel après l'article 81 (priorité) - Amendement n° 743 rectifié** (Organisation du système de santé et de sécurité sociale à Saint-Barthélemy - Rapport au Parlement) : p. 7165 - **Article additionnel après l'article 82 (priorité) - Amendement n° 1290 rectifié** (Guyane - Cadastre) : p. 7166 - **Article 83 (priorité)** (Modalités de cession de biens immobiliers de l'État en Guyane) : p. 7167 p. 7168 - **Article additionnel après l'article 83 (priorité) - Amendements n° 1295 rectifié, n° 1293 rectifié bis, n° 1292 rectifié, n° 1291 rectifié et n° 1289 rectifié** (n° 1295 rectifié : Guyane - Projets de construction - Déclaration préalable ; n° 1293 rectifié bis : Guyane - Projet de construction - Dispositif de participation du public ; n° 1292 rectifié : Guyane - Plans-guides d'aménagement ; n° 1291 rectifié : Guyane - Opérations d'intérêt national - Dérogations ; et n° 1289 rectifié : Guyane - République du Surinam - Carte de frontalier) : p. 7170 - **Article additionnel après l'article 83 bis (priorité) - Amendement n° 679 rectifié bis** (Île de la Passion - Clipperton - Administrateur supérieur) : p. 7171 p. 7172 - **Article additionnel après l'article 83 bis (priorité) - Amendement n° 1550 rectifié bis** (Guadeloupe - Congrès des élus - Participation des maires) : p. 7173 p. 7174 - **Article additionnel après l'article 83 bis (priorité) - Amendement n° 1369 rectifié** (Accords de Guyane de 2017 - Rétrocession du foncier de l'État en Guyane - Rapport au Parlement) : p. 7174 - **Article additionnel après l'article 83 bis (priorité) - Amendement n° 679 rectifié ter** (Île de la Passion - Clipperton - Haut commissaire en Polynésie - Compétences) : p. 7175 - **Article 43** (Compensations financières des transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7188

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 45** (Octroi au préfet de la fonction de délégué territorial d'agences nationales) : p. 7207 p. 7208 p. 7209 - **Article 46** (Renforcement du rôle du préfet dans l'attribution des aides des agences de l'eau) : p. 7211 p. 7212 p. 7213 - **Article 46 bis (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7214 p. 7215 - **Article 46 ter (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7216 - **Article 46 quater (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7218 p. 7220 p. 7221 p. 7222 - **Article additionnel après l'article 46 quater - Amendement n° 986 rectifié bis** (Dotation d'équipement des territoires ruraux - Répartition - Modification) : p. 7222 - **Article additionnel après l'article 46 quinquies - Amendement n° 290** (Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) - Conseil d'administration - Composition - Modification) : p. 7223 - **Article 47 (supprimé)** (Révision des contrats de cohésion territoriale) : p. 7225 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 291** (Contrats de cohésion territoriale - Communes - Signataires - Inclusion) : p. 7226 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 1357** (Contrats de plan État-régions (CPER)- Volet métropolitain - Métropoles - Co-élaboration - Co-adoption) : p. 7227 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 591 rectifié bis** (Certificat d'urbanisme - Délivrance par le maire - Saisine préalable du préfet) : p. 7227 - **Article 48** (Habilitation à réviser par voie d'ordonnance le statut, les missions et la gouvernance du Cérema) : p. 7228 p. 7229 - **Article additionnel après**

l'article 48 - Amendement n° 544 (*Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Moyens financiers et humains apportés par l'État - Adéquation - Rapport au Parlement*) : p. 7229 - **Article 49** (*Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »*) : p. 7230 p. 7231 p. 7232 p. 7234 p. 7236 p. 7238 - **Article 49 bis (nouveau)** (*Création d'une commission consultative pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle*) : p. 7238 - **Article 58 (supprimé)** (*Consultation facultative des collectivités territoriales étrangères limitrophes sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) : p. 7251 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 670 rectifié bis et n° 960 rectifié ter** (*Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Procédure de révision*) : p. 7252 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 896 rectifié et n° 1020 rectifié** (*Plans locaux d'urbanisme (PLU) - Impacts transfrontaliers - Modalités d'élaboration*) : p. 7252 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 1256 rectifié** (*Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plan régional santé environnement - Mise en cohérence*) : p. 7253 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendements n° 102 rectifié ter, n° 843 rectifié ter et n° 1105 rectifié** (*Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Élaboration - Chambres consulaires - Consultation obligatoire*) : p. 7254 - **Article 58 ter (nouveau)** (*Association des départements à l'élaboration du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) : p. 7254 - **Article additionnel après l'article 58 ter - Amendement n° 1677 rectifié bis** (*Métropoles - Document d'orientations économiques - Faculté d'établissement - Suppression*) : p. 7255 - **Article 59** (*Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales*) : p. 7256 p. 7257 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 373**

(*Collectivités territoriales - Relations diplomatiques*) : p. 7258 - **Article 59 bis (nouveau)** (*Compétences des départements frontaliers en matière transfrontalière*) : p. 7259

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article 74 quinquies (nouveau)** (*Clarification et simplification en matière de droit funéraire*) : p. 7612 - **Article 56 (précédemment réservé)** (*Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 7616 - **Article 7 (supprimé)** (*Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé*) : p. 7628 p. 7629 p. 7630

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8526

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 19** (*Modalités octroi de délégations à un parlementaire*) : p. 9039 - **Article 1er** (*Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins*) : p. 9041 p. 9045

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi 3DS à l'Assemblée nationale** - (17 novembre 2021) : p. 10642

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11347

- **Question orale sans débat sur la lutte contre l'ambrosie** - (14 décembre 2021) : p. 11727 p. 11728

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
ministre déléguée auprès de la ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants (jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1554

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au système de combat aérien du futur** - (24 mars 2021) : p. 2159

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'actualisation de la loi de programmation militaire** - (24 mars 2021) : p. 2159 p. 2160

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3414

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place de la défense dans les plans de relance français et européen** - (12 mai 2021) : p. 3727

- **Question orale sans débat sur le contrôle des ventes d'armes de la France** - (20 juillet 2021) : p. 7356

- **Question orale sans débat sur l'usage du français dans les instances et les juridictions européennes** - (20 juillet 2021) : p. 7357

- **Question orale sans débat sur les statistiques des viandes issues de l'abattage sans étourdissement** - (20 juillet 2021) : p. 7358

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur le temps de travail des militaires (I)** - (21 juillet 2021) : p. 7639

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des harkis** - (22 septembre 2021) : p. 8178

- **Question orale sans débat sur les travailleurs et les vétérans des essais nucléaires** - (28 septembre 2021) : p. 8430

- **Question orale sans débat sur les règles de calcul de la part de la dotation forfaitaire attribuée en fonction de la population** - (28 septembre 2021) : p. 8431

- **Question orale sans débat sur le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local** - (28 septembre 2021) : p. 8431

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du convoi militaire bloqué au Burkina Faso** - (24 novembre 2021) : p. 11236

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
sénateur (Nord)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 3 mars 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du canal Seine-Nord Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 150 (2020-2021)] pour une sécurité globale préservant les libertés [n° 409 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi pour une sécurité globale préservant les libertés [n° 494 (2020-2021)] (29 mars 2021) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 672 (2020-2021)] relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 694 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 762 (2020-2021)] (9 juillet 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 771 (2020-2021)] relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 778 (2020-2021)] (20 juillet 2021) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) :
 Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) :
 Proposition de loi relative à la sécurité globale - Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) :
 Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 29 mars 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'article 30 de la proposition de loi relative à la sécurité globale** - (13 janvier 2021) : p. 122

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1384 p. 1385

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation d'un ancien Président de la République** - (3 mars 2021) : p. 1435

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1760

p. 1761 - **Question préalable** : p. 1765 - **Discussion générale** : p. 1769 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1782 p. 1784 p. 1787 p. 1789 p. 1790 p. 1791 p. 1792 p. 1794 p. 1795 p. 1799 p. 1800 p. 1801 p. 1802 p. 1803 p. 1804 p. 1805 p. 1807 - **Demande de réserve** : p. 1808 p. 1809 p. 1810 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1811 p. 1812 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 47 rectifié bis** (*Extension des pouvoirs de la police municipale - Coût pour les collectivités - Modalités de compensation - Rapport au Parlement*) : p. 1813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 43 rectifié bis, n° 119 rectifié, n° 158 rectifié, n° 303 rectifié, n° 44 rectifié bis et n° 45 rectifié bis** (*Renforcement de la sécurité - Accès à différents fichiers - Extension aux agents de la police municipale*) : p. 1816 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 118 rectifié** (*Activité des polices municipales - Suivi et statistiques - Détermination par arrêté du ministre de l'intérieur*) : p. 1818 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis** (*Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation*) : p. 1819 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 157 rectifié** (*Montée en compétence des polices municipales - Policiers municipaux ayant été gendarmes et policiers nationaux - Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ)*) : p. 1821 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 304** (*Agents de police municipale - Cas de force majeure - Sortie des limites de la commune - Autorisation*) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 152 rectifié** (*Maire - Procédure de transaction - Assouplissement*) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 46 rectifié** (*Agents de police municipale - Contrôles d'identité - Autorisation*) : p. 1823 - **Article 1er bis** (*Renforcement de l'information des maires sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur leur commune*) : p. 1824 p. 1825 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 251** (*Agents de la police municipale - Identification - Port de la carte professionnelle - Visibilité*) : p. 1825 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 209 rectifié bis** (*Police municipale - Mise à disposition de caméras aéroportées - Rapport au Parlement*) : p. 1826 - **Article 2** (*Élargissement des manifestations sportives, récréatives et culturelles à la sécurité desquelles les agents de police municipale peuvent être affectés*) : p. 1827 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Compétence des agents de police municipale et des gardes champêtres en matière de répression de l'ivresse publique*) : p. 1828 - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1833 p. 1834 p. 1837 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié** (*Article L. 435-1 du code de la sécurité intérieure - Agents de la police municipale - Ajout*) : p. 1838 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Maintien de l'autorisation de port d'armes des agents chargés d'une mission de sécurité et des agents de surveillance de Paris un an après leur intégration dans les corps de la police municipale à Paris*) : p. 1838 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1840 p. 1841 p. 1842 p. 1843 p. 1844

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du CAPES de langue corse** - (17 mars 2021) : p. 1861

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** (suite) - (17 mars 2021) - **Article 6 (supprimé)** (*Durée minimale d'engagement des agents de police municipale*) : p. 1875 - **Article 6 bis A** (*Mise en commun temporaire d'agents de police municipale, au-delà du niveau intercommunal, pour répondre à une catastrophe naturelle ou technologique*) : p. 1876 - **Article additionnel après l'article 6 bis A - Amendement n° 27 rectifié ter** (*Gardes champêtres - Mise à disposition d'une autre commune d'un EPCI - Autorisation*) : p. 1877 - **Article 6 bis** (*Sécurisation de la création des brigades cynophiles de police municipale*) : p. 1878 - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression de l'avis de la commission consultative des polices municipales préalablement à l'inspection d'un service de police*)

municipale) : p. 1879 - **Article 6 quater A (nouveau)** (Systématisation des conventions de coordination et renforcement de leur contenu) : p. 1879 p. 1880 - **Article 6 quater B (nouveau)** (Composition et compétences de la commission consultative des polices municipales) : p. 1881 - **Article additionnel après l'article 6 quater B - Amendement n° 288 rectifié** (Agents de la fonction publique territoriale des catégories A et B - Assermentation spécifique pour exercer en tant que gardes champêtres - Autorisation) : p. 1881 - **Article 6 quater (supprimé)** (Utilisation d'appareils photographiques par les gardes champêtres) : p. 1882 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 184 rectifié bis** (Audition « libre » d'une personne suspectée - Dispositions de l'article 61-1 du code de procédure pénale - Extension aux procédures diligentées par les gardes champêtres) : p. 1883 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 2 rectifié bis et n° 183 rectifié bis** (Gardes champêtres - Délai de transmission des procès-verbaux - Modification) : p. 1883 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 34 rectifié bis, n° 1 rectifié bis et n° 182 rectifié bis** (Gardes champêtres - Compétences en matière de mise en fourrière - Clarification) : p. 1885 p. 1886 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 235** (Instance de contrôle des agents de la sécurité publique et des politiques de sécurité publique - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 1886 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 334** (Agents de police municipale - Équipement dissuasif - Usage autorisé) : p. 1887 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 19 rectifié bis** (Agents de police municipale - Formation initiale - Exception) : p. 1887 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 30 rectifié** (Maires et leurs adjoints - Pouvoirs en matière de verbalisation - Information - Amélioration) : p. 1888 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies - Amendement n° 120 rectifié** (Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) et autres agents - Infractions liées à la propriété - Verbalisation) : p. 1889

- Suite de la discussion (18 mars 2021) - **Article 22** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)) : p. 1969 p. 1971 p. 1972 p. 1973 p. 1977 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 130 rectifié et n° 291 rectifié bis** (Reconnaissance faciale pour identifier les individus sans leur consentement - Traitement automatisé - Moratoire d'interdiction) : p. 1978 - **Article 22 bis** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours) : p. 1980 p. 1981 p. 1982 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 177 rectifié** (Traitement des données issues de la vidéosurveillance - CNIL - Contrôle) : p. 1982 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 385** (Opérations de police en mer - Utilisation de caméras aéroportées embarquées et individuelles - Facilitation et sécurisation) : p. 1983 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 66 rectifié** (Sécurité publique des communes jusqu'à 50 000 habitants - Compétence de la gendarmerie - Autorisation) : p. 1984 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 65 rectifié** (Communes de moins de 50 000 habitants - Gendarmerie nationale - Renfort des actions de la police nationale - Dérogation) : p. 1986 - **Article additionnel avant l'article 23 - Amendement n° 290 rectifié** (Corps d'inspection des forces de l'ordre nationales - Réforme urgente de leurs organisation et fonctionnement - Rapport au Parlement) : p. 1987 - **Article 23** (Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique) : p. 1990 p. 1992 p. 1993 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 38 rectifié** (Protection des agents de la gendarmerie et de la police nationales - Identification par leur numéro d'immatriculation administrative - Extension à toutes les procédures portant sur un crime ou sur délit) : p. 1995 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 91 rectifié** (Personnes dépositaires de l'autorité publique - Protection pénale - Consolidation - Extension à leurs proches) : p. 1995 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 165 rectifié, n° 101 rectifié, n° 59 rectifié et**

n° 284 rectifié (Principe d'anonymat - Extension aux témoins des infractions et agressions envers les policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers) : p. 1997 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 49 rectifié** (Exécution des peines - Apologie et provocation à des actes terroristes - Modalités) : p. 1998 - **Article 24** (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal) : p. 2003 p. 2004 p. 2006 p. 2007 p. 2008 p. 2010 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 233** (Maintien de l'ordre dans le cadre des manifestations - Articulation des forces de sécurité intérieure - Alternatives possibles - Rapport au Parlement) : p. 2011 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 350** (Policiers et gendarmes - Protection fonctionnelle dans le cadre de l'audition libre - Extension) : p. 2020 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 353 rectifié, n° 207 rectifié quinquies et n° 210 rectifié sexies** (Réserve opérationnelle de la police nationale - Modernisation) : p. 2025 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 308** (Forces de l'ordre - Usage d'une arme dans l'exercice des fonctions - Présomption de légitime défense) : p. 2025 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 241** (Autorité indépendante pour chaque corps de métier disposant de prérogatives de sécurité publique - Mission de contrôle - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 2026 - **Article 30 A** (Amélioration de la traçabilité de la vente des artifices pyrotechniques aux particuliers) : p. 2042 - **Article 30** (Délictualisation de l'achat et de la vente d'articles pyrotechniques en méconnaissance des exigences prévues par la réglementation spécialisée) : p. 2043 p. 2044 - **Article 30 bis** (Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2045 - **Article additionnel après l'article 30 bis - Amendement n° 29 rectifié** (Maire - Diagnostic des problématiques de sûreté et de sécurité de sa commune - Demande à la police et à la gendarmerie) : p. 2046 - **Article additionnel après l'article 30 bis - Amendement n° 343** (Accès aux formations pour devenir artificier et boutefeu - Régime d'autorisation préalable - Instauration) : p. 2047 - **Article 30 ter (supprimé)** (Possibilité de créer un groupe local de traitement de la délinquance dans les communes dotées d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) : p. 2048 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 179** (Pouvoirs des policiers municipaux - Parties communes des immeubles à usage d'habitation - Délit flagrant - Clarification) : p. 2049 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 224** (Code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationales de janvier 2014 - Améliorations - Rapport au Parlement) : p. 2049 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Diverses coordinations outre-mer dans le code de la sécurité intérieure) : p. 2052 - **Article 31 ter (Texte non modifié par la commission)** (Diverses coordinations outre-mer dans le code de la route) : p. 2053 - **Article 31 quater (Texte non modifié par la commission)** (Coordination relative à l'application de la loi du 29 juillet 1881 dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises) : p. 2053 - **Article 31 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations outre-mer dans la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité) : p. 2053 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 2054

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (I)** - (7 avril 2021) : p. 2771

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés** - Commission mixte paritaire [n° 495 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2783 p. 2790 - **Article 22** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure, les services de secours et les polices municipales) : p. 2818 - **Article 24** (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal) : p. 2818 - **Article 27 ter** (Réserve opérationnelle de la police nationale) : p. 2818 - **Article 31** (Diverses coordinations outre-mer dans le code de la sécurité intérieure) : p. 2819 - **Article**

31 ter (*Diverses coordinations outre-mer dans le code de la route*) : p. 2820 - **Article additionnel après l'article 31 quinquies - Amendement n° 3** (*Article 11 bis - Collectivités du Pacifique et dans les Terres australes et antarctiques françaises - Entrée en vigueur*) : p. 2820 - **Article additionnel après l'article 31 quinquies - Amendement n° 6 rectifié** (*Sécurité intérieure - Ordonnance n° 2019-950 - Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna et Terres australes et antarctiques françaises - Coordination*) : p. 2820

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse pénale à la délinquance du quotidien** - (19 mai 2021) : p. 3994

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la révision de l'article 1er de la Constitution** - (19 mai 2021) : p. 3998 p. 3999

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (19 mai 2021) : p. 4000

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Article 1er** (*Mesure de sûreté applicable aux auteurs d'infractions terroristes*) : p. 4206

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5992

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5994 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5999 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Pérennisation des mesures de police administrative instaurées par la loi « SILT »*) : p. 6012 - **Article 2** (*Possibilité de fermeture des « locaux annexes » aux lieux de culte*) : p. 6014 p. 6015 - **Article 3** (*Mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance*) : p. 6016 p. 6018 p. 6019 - **Article 4 bis (supprimé)** (*Anonymat des témoins en cas de visite domiciliaire*) : p. 6020 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 35** (*Personnes détenues mises en cause dans des affaires de terrorisme islamiste - Autres méthodes de gestion - Rapport au Parlement*) : p. 6021 - **Article 5** (*Instauration d'une mesure de sûreté à l'encontre des condamnés terroristes d'une particulière dangerosité sortant de détention*) : p. 6023 p. 6025 p. 6026 - **Article 6** (*Droit de communication aux préfets et aux services de renseignement des informations relatives aux soins psychiatriques sans consentement*) : p. 6027 p. 6028 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 36 et n° 92 rectifié** (*Toutes les lois antiterroristes en France depuis la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 - Efficacité - Rapport au Parlement*) : p. 6029 - **Article 18** (**Texte non modifié par la commission**) (*Création*

d'un cadre légal pour le brouillage préventif des drones malveillants) : p. 6066

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II)** - (30 juin 2021) : p. 6104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'industrie automobile** - (30 juin 2021) : p. 6105

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7694 - **Article 3** (*Renforcement du régime des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (Micas)*) : p. 7703 - **Article 5** (*Mesure judiciaire de prévention de la récidive terroriste et de réinsertion*) : p. 7705 - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (*Communication aux préfets et aux services de renseignement de données à caractère personnel issues du fichier relatif au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement (Hopsyweb)*) : p. 7706

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise d'otage à la prison de Condé-sur-Sarthe** - (6 octobre 2021) : p. 8901

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu d'engagement des jeunes (I)** - (13 octobre 2021) : p. 9067

- **Rappel au règlement** - (18 octobre 2021) : p. 9242

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Demande de réserve** : p. 9248 - **Discussion générale** : p. 9255 p. 9256 - **Article 6** (*Création de la réserve opérationnelle de la police nationale*) : p. 9265

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République (I)** - (10 novembre 2021) : p. 10310

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation du logement en France** - (17 novembre 2021) : p. 10639 p. 10640

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (23 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11210 p. 11211 p. 11213 p. 11216

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la perte de souveraineté industrielle : exemple d'Ascoval** - (24 novembre 2021) : p. 11229

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11401 p. 11402

DECOOL (Jean-Pierre)
sénateur (Nord)
INDEP-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis vice-président du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire « Solidarités » dans la devise de la République dans la Constitution du 4 octobre 1958 [n° 391 (2020-2021)] (1er mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 221 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au monde combattant - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, et projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition du général Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la stratégie vaccinale - (27 janvier 2021) : p. 497
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 198 (2020-2021)] - (16 février 2021) - Discussion générale : p. 1056
- Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - *Deuxième lecture* [n° 287 (2019-2020)] - (2 mars 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1354
- Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire - (2 mars 2021) : p. 1397
- Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)] - (9 mars 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1556
- Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 395 (2020-2021)] - (10 mars 2021) - Discussion générale : p. 1605
- Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)] - (10 mars 2021) - Discussion générale : p. 1631 - Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Participation du directeur d'école à l'organisation du temps périscolaire) : p. 1652
- Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche - (23 mars 2021) : p. 2108
- Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] - (6 avril 2021) - Article 21 bis C (nouveau) (Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille) : p. 2699
- Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue » - (6 mai 2021) : p. 3520 p. 3521
- Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - *Deuxième lecture* [n° 580 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4077
- Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - *Deuxième lecture* [n° 578 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4086
- Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021) : p. 4094 - Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 35 rectifié et n° 37 rectifié septies (« Manipulation de streams » - Rapport au Parlement) : p. 4115 p. 4116 - Article 2 (Extension du champ des autorisations d'usage pour les programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4118 - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié ter et n° 85 rectifié ter (Mécanisme de licence légale - Application aux programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4119 - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 rectifié ter et n° 86 rectifié ter (Rémunération pour copie privée - Éditeurs de radio et de télévision) : p. 4119 - Article 10 septies (nouveau) (Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale) : p. 4147
- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021).
- Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles - (2 juin 2021) : p. 4504
- Question orale sans débat sur la rétrocession des ponts-routes aux communes par la SNCF - (3 juin 2021) : p. 4550 p. 4551
- Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)] - (8 juin 2021) - Discussion générale : p. 4622
- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'abstention électorale - (23 juin 2021) : p. 5456
- Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] - (28 juin 2021) - Article 49 (Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales) : p. 5911 p. 5912 - Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 701 rectifié (Schéma de cohérence territoriale (SCoT) et plan local d'urbanisme (PLU) - Élaboration et révision - Représentants locaux des organisations professionnelles composant le collège des professionnels du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique - Association) : p. 5912 - Article additionnel après l'article 49 - Amendements n° 27 rectifié ter et n° 951 (Projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements - Autorisation d'urbanisme - Étude agricole et compensation agricole collective - Mise en œuvre obligatoire) : p. 5914 - Article 49 bis (Renforcement des dispositifs d'observation du foncier et de l'habitat mis en place dans le cadre des programmes locaux de l'habitat (PLH) et élargissement des missions des agences d'urbanisme) : p. 5922 - Article additionnel après l'article 51 bis D - Amendement n° 702 rectifié bis (Opérations immobilières sur des friches - Expérimentation d'un certificat de projet rénové) : p. 5934 - Article 53 bis (Texte non modifié par la commission) (Définition de la friche) : p. 5962 - Article 54 (Texte non modifié par la commission) (Étude obligatoire du potentiel d'évolution et de changement d'usage de certains bâtiments avant leur construction et leur démolition) : p. 5967 - Article 54 bis (Recodification d'une disposition relative au « diagnostic déchets ») : p. 5968
- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (12 juillet 2021) - Article 18 (Création du contrat de mixité sociale) : p. 6894 - Article 19 (Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher ») : p. 6897 p. 6898 - Article 19 bis (nouveau) (Suppression de la reprise automatique par le préfet du droit de préemption urbain en cas d'arrêté de carence) : p. 6905 - Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° 1541 rectifié bis (Logements sociaux - Exécutifs municipaux - Pourvoir d'attribution) : p. 6935 - Article 23 (Encadrement des loyers) : p. 6937
- Question orale sans débat sur les difficultés d'organisation des concours colombophiles depuis le Brexit - (13 juillet 2021) : p. 6959 p. 6960
- Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021) : p. 8018
- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des flux migratoires entre la France et le Royaume-Uni** - (13 octobre 2021) : p. 9065

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 octobre 2021) : p. 9397

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture** [n° 57 (2021-2022)] - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9403

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption** [n° 51 (2021-2022)] - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9430

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu** [n° 113 (2021-2022)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9994

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11449

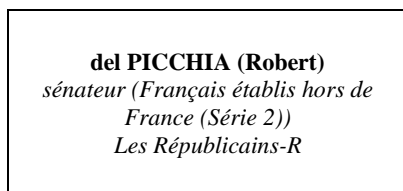
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Nord** - (8 décembre 2021) : p. 11543

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer** [n° 248 (2021-2022)] - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11559

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants** [n° 75 (2021-2022)] - (15 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 68 rectifié bis** (*Instruction de la demande d'agrément des assistants maternels et familiaux par le conseil départemental - Contrôle des majeurs et mineurs de plus de treize ans vivant au domicile de l'assistant maternel ou familial - Consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infraction terroristes (FJAISV)*) : p. 11897

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture** [n° 186 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11967

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture** [n° 188 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11980



Ne se représente pas le 30 septembre 2021.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Corentin Sellin, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Drones dans les forces armées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 21 janvier, 9, 18 février, 2, 17 mars, 1er, 8 avril, 4, 10, 17, 20 mai, 3, 15, 17, 22, 25, 29 juin, 1er, 5, 6, 8, 15, 20 juillet, 21, 28, 30 septembre, 13, 19, 26, 28 octobre, 3, 9, 12, 15, 16, 19 novembre, 1er et 8 décembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 688 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 301 (2020-2021)] (26 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 701 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 480 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État [n° 743 tome 2 annexe 1 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Action extérieure de l'État [n° 163 tome 3 annexe 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des finances*): Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité 2021-2027 et plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Communication.

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des lois*): Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une

meilleure lisibilité du droit - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Rapport relatif à la stratégie de finances publiques pour la sortie de crise et rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques - Audition de M. Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du lundi 27 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Protection des épargnants - Communication.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Justice » (et articles 44 et 44 bis) - Examen du rapport spécial.

Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires

maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des finances*) : Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 419 p. 421

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 852 p. 855

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1014 p. 1015

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1804

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la remise du rapport sur la dette publique** - (17 mars 2021) : p. 1863 p. 1864

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 481 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2459

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3507 p. 3519 p. 3520

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (17 mai 2021) - **Article 9** (*Création d'une commission indépendante d'évaluation compétente en matière de développement solidaire*) : p. 3863 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3879

- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4558

- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4732 p. 4733 p. 4738 p. 4739

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Intitulé de la première partie** : p. 6129 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 79 rectifié bis** (*Fonds de solidarité pour les entreprises - Neutralité fiscale et sociale des aides versées - Dispositif*) : p. 6149

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7087 p. 7088 - **Article 8** (*Règlement des comptes spéciaux « Transition énergétique » et*

« Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs » clos au 1er janvier 2021) : p. 7118

- *Nouvelle lecture* [n° 788 (2020-2021)] - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7664

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 2020-2021** - (21 septembre 2021) : p. 8002

- **Hommage à Lucette Michaux-Chevry, ancien sénateur** - (21 septembre 2021) : p. 8002

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques** [n° 832 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Article 2** (*Lois relatives aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année et lois de fin de gestion*) : p. 8352 - **Article 5** : p. 8362 p. 8363 - **Article 6** (*Lois de finances de fin de gestion*) : p. 8365 - **Article 9** (*Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique*) : p. 8369 p. 8371

- **Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19** [n° 383 (2020-2021)] - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9207

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 147 (2021-2022)] - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10652 p. 10658 p. 10662 p. 10663

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Intitulé de la première partie - Conditions générales de l'équilibre financier** : p. 10665 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 29 et n° 14 rectifié** (*Impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature - Exclusion de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'eau, le gaz et l'électricité*) : p. 10667

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** : p. 10714

- **Projet de loi de finances pour 2022** [n° 162 (2021-2022)]

Première partie :

- (23 novembre 2021) - **Article 19 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 11207

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire géorgienne** - (8 décembre 2021) : p. 11565

- **Souhaits de bienvenue d'une délégation parlementaire turque** - (8 décembre 2021) : p. 11577

DELATTRE (Nathalie)
sénatrice (Gironde)
RDSE

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 13, 19, 27 janvier, 3 février, 18, 23, 30 mars, 7 avril, 5, 17, 25 mai, 1er, 9, 16, 23, 30 juin, 1er, 12, 13, 16, 20 juillet, 22 septembre, 5, 12, 20 octobre, 2, 4, 10 novembre, 15 et 16 décembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires le 3 février 2021 ; puis rapporteure du 8 avril 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Enseignement agricole : Enseignement agricole : l'urgence d'une transition agro-politique [n° 874 (2020-2021)] (30 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Éducation - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Enseignement technique agricole [n° 168 tome 3 fasc. 2 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de représentants des syndicats agricoles.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

(*mission d'information Enseignement agricole*) : L'orientation vers l'enseignement agricole et son attractivité - Audition de M. Jean-Louis Nembrini, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine chargé de l'éducation et des lycées, Mme Sandrine Marcillaud-Authier, cheffe du département des éditions à l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), MM. Bruno Ricard, inspecteur général

des ponts, des eaux et des forêts, Éric Bardon, inspecteur général de l'agriculture, Michel Sinoir, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes, Mme Corinne Blicck, ancienne présidente de l'Association nationale des directeurs de centre d'information et d'orientation (ANDCIO), M. Yohann Le Pape, membre du conseil d'administration de l'ANDCIO et directeur du CIO de Chartres et Mme Saadia Ait-Abed, suppléante au conseil d'administration de l'ANDCIO et directrice du CIO de Saint-Benoît (La Réunion).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Audition de MM. Jean Salmon, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Philippe Poussin, secrétaire général du CNEAP, et Marc Janvier, président de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé (UNEAP).

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Isabelle Plassais, présidente de l'association des directeurs d'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa), et M. Jérôme Stalin, secrétaire adjoint.

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Christian Huyghe, directeur scientifique Agriculture de l'Inrae, et Cyril Kao, directeur de l'enseignement supérieur, des sites et de l'Europe (DESSE) de l'Inrae.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. François Beaupère, deuxième vice-président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), président de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, et Gilbert Guignand, secrétaire-adjoint de l'APCA, président de la chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes.

Audition de MM. Victor Grammatyka, président de l'Union nationale rurale d'éducation et de promotion (UNREP), Thierry Defaix, vice-président, et Laurent Carles, directeur.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Enseignement supérieur agricole long - Audition de MM. Emmanuel Delmotte, doyen de l'inspection de l'enseignement agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Gilles Trystram, directeur général d'AgroParisTech, et Christophe Fachon, directeur général délégué à Junia pour ISA Lille.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement technique agricole - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la compagnie républicaine de sécurité à demeure à Bordeaux** - (9 février 2021) : p. 903

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 950

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1023 p. 1024

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales) : p. 1785 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendements n° 43 rectifié bis, n° 119 rectifié, n° 158 rectifié, n° 303 rectifié, n° 44 rectifié bis et n° 45 rectifié bis** (Renforcement de la sécurité - Accès à différents fichiers - Extension aux agents de la police municipale) : p. 1815 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 157 rectifié** (Montée en compétence des polices municipales - Policiers municipaux ayant été gendarmes et policiers nationaux - Attribution de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ)) : p. 1821 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 152 rectifié** (Maire - Procédure de transaction - Assouplissement) : p. 1822

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 29 bis** - **Amendement n° 160 rectifié** (Gardes particuliers assermentés - Procès-verbaux - Délai de transmission - Modification) : p. 2041 - **Article additionnel après l'article 29 bis** - **Amendement n° 159 rectifié bis** (Gardes particuliers - Verbalisation des circulations et stationnements interdits - Extension aux espaces naturels non boisés) : p. 2041

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2296 - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2316 p. 2319 p. 2323 p. 2328 p. 2329

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)) : p. 2675 - **Article 21 bis A (nouveau)** (Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle) : p. 2690 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 209 rectifié** (Instruction en famille (IEF) - Constat de l'insuffisance des acquis - Injonction d'inscription dans un établissement public ou privé) : p. 2692 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 212 rectifié** (Instruction en famille (IEF) - Cas de refus par les parents de soumission à une enquête - Signalement systématique au procureur de la République) : p. 2693 - **Article 21 bis C (nouveau)** (Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille) : p. 2698 - **Article additionnel après l'article 21 bis C** - **Amendement n° 214 rectifié** (Instruction des enfants en famille (IEF) - Contrôles par l'éducation nationale - Délais - Modification) : p. 2700 p. 2701 - **Article additionnel après l'article 21 bis C** - **Amendement n° 213 rectifié** (Appréciation des conditions de l'instruction de l'enfant - Enquête du département à domicile) : p. 2701 - **Article additionnel après l'article 21 bis C** - **Amendements n° 218 rectifié bis et n° 247 rectifié ter** (Suivi de l'instruction en famille - Rôle des acteurs locaux (maire, préfet) - Clarification) : p. 2701 - **Article 21 bis E (nouveau)** (Présentation par les responsables de l'enfant d'une attestation de suivi médical à l'occasion du contrôle pédagogique annuel) : p. 2704 - **Article additionnel après l'article 21 bis E** - **Amendement n° 221 rectifié**

(Instruction en famille - Contrôles inopinés - Autorisation) : p. 2706 - **Article additionnel après l'article 21 bis E** - **Amendement n° 211 rectifié** (Cas de second refus de contrôle du directeur académique des services de l'éducation nationale - Injonction d'inscription dans un établissement et mise en œuvre de sanctions pénales - Extension des motifs) : p. 2706 - **Article 21 bis H (nouveau)** (Institution de cellules de protection du droit à l'instruction dans chaque département) : p. 2709 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mise en place d'un identifiant national pour tout enfant soumis à l'obligation d'instruction) : p. 2712 p. 2713 p. 2715 p. 2716 - **Article additionnel après l'article 21 bis** - **Amendement n° 373 rectifié** (Article L. 111-1 du code de l'éducation - Notion de transmission des connaissances - Précision) : p. 2716 - **Article additionnel après l'article 21 bis** - **Amendement n° 207 rectifié** (Instruction en famille - Maire - Enquête sur l'effectivité de l'instruction - Autorisation) : p. 2717 - **Article additionnel après l'article 21 bis** - **Amendement n° 205 rectifié** (Conseil municipal des enfants - Information par le maire des enfants instruits à domicile) : p. 2718

- **Mises au point au sujet de votes** - (6 avril 2021) : p. 2726

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (6 avril 2021) - **Article 22** (Cas de fermeture administrative d'établissements) : p. 2728 - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Sanctions pénales en cas de manquements) : p. 2732 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Conclusion d'un contrat avec un établissement privé subordonnée à la vérification de la capacité de l'établissement à dispenser un enseignement conforme aux programmes de l'enseignement public) : p. 2735 - **Article additionnel après l'article 24** - **Amendement n° 479 rectifié bis** (Établissement privé hors contrat - Présence effective du directeur dans son établissement - Garantie) : p. 2737

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2904

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article 26** (Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles) : p. 2924 p. 2927 - **Article 28** (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu) : p. 2953 p. 2956 - **Article 30** (Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun)) : p. 2961 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement des obligations administratives et comptables des associations culturelles) : p. 2966 p. 2968 - **Article additionnel après l'article 39 bis** - **Amendement n° 230 rectifié** (Captivité conjugale - Refus de prononcer un divorce religieux après le divorce civil) : p. 2986 p. 2987 - **Article 43** (Interdiction de diriger ou d'administrer une association culturelle en cas de condamnation pour terrorisme) : p. 2991

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 46** - **Amendement n° 151 rectifié** (Liberté religieuse en milieu carcéral - Exercice dans le strict respect des principes de la République) : p. 3016 p. 3017 - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (Harmonisation du régime des cultes applicables dans certaines collectivités ultramarines) : p. 3020 p. 3021 - **Article 31 (précédemment réservé)** (Extension aux associations de droit local à objet culturel d'Alsace-Moselle de dispositions applicables aux associations culturelles et à la police des cultes) : p. 3040 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3053 - **Mise au point au sujet d'un vote** : p. 3054

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du gel pour la viticulture et l'arboriculture** - (14 avril 2021) : p. 3191

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en**

matière pénale [n° 603 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - Discussion générale : p. 4218

- Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] - (14 juin 2021) - Article 1er bis (nouveau) (Conditions d'affichage d'un drapeau bleu-blanc-rouge sur les produits textiles d'habillement, des chaussures ou du linge de maison neufs destinés aux particuliers) : p. 4810

- Suite de la discussion (15 juin 2021) - Article 12 (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) : p. 4923 p. 4924 p. 4926 p. 4929 p. 4930

- Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)] - (29 juin 2021) - Discussion générale : p. 6003 - Article 19 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 6070 p. 6075 p. 6078

- Clôture de la session ordinaire de 2020-2021 - (30 juin 2021) : p. 6150

- Ouverture de la session extraordinaire de 2020-2021 - (1er juillet 2021) : p. 6161

- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - Article 2 (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6581 p. 6583

- Suite de la discussion (8 juillet 2021) - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° n° 49 rectifié bis, n° 1057 rectifié ter, n° 1065 rectifié et n° 303 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre - Compétences - Délégation) : p. 6630 p. 6630

- Question orale sans débat sur le cadre juridique de l'implantation des cabanes de pêche au carrelet - (20 juillet 2021) : p. 7358

- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] (suite) - (21 juillet 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 7660 p. 7661

- Question orale sans débat sur la baisse de l'offre de transport ferroviaire à destination du Sud-Ouest - (7 octobre 2021) : p. 8953

- Souhaits de bienvenue à de jeunes citoyens en tribune - (12 octobre 2021) : p. 8996 p. 9007

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport de la mission d'information sur l'enseignement agricole - (3 novembre 2021) : p. 9849

- Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)] - (3 novembre 2021) - Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9915

- Souhaits de bienvenue à une délégation étrangère du Bangladesh - (10 novembre 2021) : p. 10331

- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)] - (15 novembre 2021) - Question préalable : p. 10520 - Discussion générale : p. 10522

- Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? » - (30 novembre 2021) : p. 11409

- Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11638

- Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)] - (14 décembre 2021) - Article 3 ter (Entretien de préparation à l'autonomie du mineur de l'ASE) : p. 11832

- Souhaits de bienvenue à de jeunes citoyens en tribune - (16 décembre 2021) : p. 12008

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 27 janvier 2021.

Membre suppléant du comité de massif du Massif central.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 320 (2020-2021)] ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 329 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Algues vertes en Bretagne : de la nécessité d'une ambition plus forte [n° 633 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 743 tome 2 vol. 2 annexe 6 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 163 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Jean-René Cazeneuve, député, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, dans le cadre de sa

mission d'évaluation de l'impact de la crise du covid-19 sur les finances locales.

Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*): Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des finances*): Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des finances*): Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), dans le cadre des travaux sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité : quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*): Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des finances*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de MM. Gérard Allard, spécialiste transports et mobilités à France Nature Environnement, Rodolphe Lanz, secrétaire général de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), Michel Neugnot, président de la commission « Transports et mobilité » de Régions de France, et Marc Papinutti, directeur général des

infrastructures, des transports et de la mer, sur les projets d'écotaxe régionale et d'une trajectoire de suppression de l'avantage fiscal de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) des transporteurs routiers.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la politique d'hébergement d'urgence.

Contrôle budgétaire - Communication sur le financement de la lutte contre les algues vertes.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno ACAR, inspecteur général de l'administration, chargé en 2020 d'un rapport pour le ministre de l'intérieur et la ministre en charge des collectivités territoriales sur « L'évaluation des politiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Philippe Vicentini, Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valenciennes, sur « la coopération entre les élus locaux et le Procureur de la République en matière de sécurité et de prévention de la délinquance ».

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des finances*) : Modalités de sortie des aides aux entreprises - Audition de MM. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques, Christophe Beaux, directeur général du Mouvement des entreprises de France, Erick Lacourrège, directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, et William Nahum, président du Centre d'information sur la prévention des difficultés des entreprises.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente, et M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Attractivité du métier d'enseignant en mathématiques - Communication.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la couverture mobile (4G) du territoire.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État

auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 18) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonctions publiques » et « Crédits non répartis » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 42 terdecies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Cohésion des territoires », « Relations avec les collectivités territoriales » et « Plan de relance » - Crédits relatifs à la politique des territoires - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 42 bis à 42 quater) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du

développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 45 à 49) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des finances*) : Fonds pour le développement de la vie associative - Audition de MM. Louis Gautier, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, Pierre Oudot, chef de service, adjoint à la directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Mme Frédérique Pfrunder, déléguée générale du Mouvement associatif, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture - Demande de saisine et désignation de rapporteurs pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 856

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1068 p. 1069 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Fonds de solidarité - Prolongation - Durée minimale - 6 mois*) : p. 1077 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Aides du fonds de solidarité - Préservation de l'emploi - Condition*) : p. 1077 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** (*Banque publique d'investissement (BPI) - Dette des entreprises - Transformation en quasi-fonds propres*) : p. 1079 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4 rectifié** (*Banque publique d'investissement (BPI) - Industrie stratégique - Prise de participation*) : p. 1080 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5 rectifié** (*Banque publique d'investissement - Actionnariat public - Seuil - Augmentation*) : p. 1080 p. 1081 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 8** (*Société anonyme Bpifrance - Fonds de garantie - Niveau de financement - Intégration au « jaune budgétaire »*) : p. 1081 p. 1082

- **Question orale sans débat relative à la relance des trains de nuit en France** - (9 mars 2021) : p. 1526 p. 1527

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4391 p. 4392

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 6** (*Décentralisation du pouvoir de police de la publicité*) : p. 4887 p. 4888

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations*

environnementales dans les marchés publics) : p. 4993 p. 4995 p. 4996 - **Article 15 bis** (*Formalisme des marchés publics de denrées alimentaires produites, stockées ou transformées avant la fin de l'état d'urgence sanitaire pour un montant inférieur à 100 000 euros hors taxes*) : p. 5024 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 41 rectifié bis, n° 69 rectifié, n° 104 rectifié bis, n° 111 rectifié bis et n° 1780 rectifié bis** (*Commande publique - Valorisation des produits locaux et à faible coût environnemental*) : p. 5025 p. 5026

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6125

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 89 rectifié ter, n° 121 rectifié ter, n° 148 rectifié quater et n° 221 rectifié** (*Entreprises agricoles imposées sur les sociétés - Épargne de précaution - Déduction fiscale - Extension*) : p. 6163 - **Article 2** (*Reconduction de la PEPA, exonération de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu*) : p. 6170 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 rectifié bis et n° 134 rectifié quinquies** (*Donations entre grands-parents et petits-enfants - Abattement fiscal - Montant maximal - Augmentation*) : p. 6179 p. 6180 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 131 rectifié et n° 273 rectifié ter** (*Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre - Éligibilité - Rétablissement*) : p. 6207 - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 6292 p. 6293 p. 6295 p. 6302 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de la hausse de 18 % à 25 % du taux de la réduction à l'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des PME, « IR-PME »*) : p. 6316 p. 6317

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6535 p. 6549 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6591

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6616 p. 6619 p. 6622 p. 6625 p. 6626

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Commission mixte paritaire [n° 739 (2020-2021)]** - (12 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6846

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (12 juillet 2021) - **Article 19 bis (nouveau)** (*Suppression de la reprise automatique par le préfet du droit de préemption urbain en cas d'arrêté de carence*) : p. 6904

- **Question orale sans débat sur l'implantation d'une pharmacie en milieu rural** - (13 juillet 2021) : p. 6969 p. 6970

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] (suite)** - (13 juillet 2021) - **Article 27 (précédemment réservé)** (*Raccourcissement des délais et élargissement des procédures d'acquisition de biens sans maître et en état d'abandon manifeste*) : p.7017 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 777 rectifié bis** (*Propriétaire privé - Terrain - Obligation de remise en état - Maire - Possibilité d'injonction*) : p.7017 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 697 rectifié bis** (*Zone de montagne - Parcelle forestière - Bien sans maître - Propriétaires de parcelles contiguës - Cession prioritaire*) : p.7018

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (*Gouvernance des agences régionales de santé*) : p. 7044 p. 7046 - **Article 35 (supprimé)** (*Expérimentation d'une recentralisation du revenu de solidarité active*) : p. 7072

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article 8** (*Règlement des comptes spéciaux « Transition énergétique » et « Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs » clos au 1er janvier 2021*) : p. 7117

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (*Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité*) : p. 7190

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 47 (supprimé)** (*Révision des contrats de cohésion territoriale*) : p. 7225 - **Article 49** (*Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services »*) : p. 7232 p. 7233

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8114

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9965

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 242 rectifié ter** (*Contribution sur les boissons non alcooliques - Différenciation tarifaire appliquée aux eaux de source et aux eaux minérales*) : p. 10205

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10834 p. 10835

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° I-216 rectifié bis, n° I-238 rectifié et n° I-450 rectifié** (*Demi-part supplémentaire aux anciens combattants et à leurs veuves - Suppression du critère d'âge*) : p. 10902 p. 10903 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-464 rectifié** (*Nouveau plan d'épargne retraite (PER) créé par la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) - Correction d'une faille du dispositif*) : p. 11010

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-176 rectifié, n° I-201 rectifié bis, n° I-275 rectifié, n° I-438 rectifié ter, n° I-202 rectifié bis, n° I-276 rectifié, n° I-367, n° I-439 rectifié ter, n° I-277 rectifié, n° I-368, n° I-440 rectifié bis et n° I-717** (*Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont*) : p. 11067 p. 11068 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-205 rectifié bis, n° I-443 rectifié ter et n° I-740 rectifié bis** (*Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Octroi d'une franchise de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) aux collectivités*) : p. 11070 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-206 rectifié bis et n° I-444 rectifié ter** (*Refus issus de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) - Exonération de TGAP*) : p. 11071 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-203 rectifié bis, n° I-441 rectifié ter, n° I-739 rectifié bis, n° I-200 rectifié bis, n° I-314 et n° I-437 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Dispositions diverses sur la TGAP*) : p. 11074 p. 11075 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759** (*Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)*) : p. 11093 p. 11094 p. 11095 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Rectification de divers oublis et mesures de coordination au régime législatif relatif au FCTVA*) : p. 11155 p. 11156 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-465 rectifié** (*Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Montant des versements des collectivités territoriales*) : p. 11173

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11210

DELMONT-KOROPOULIS (Annie)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Refonder l'écosystème de l'innovation en santé [n° 708 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Santé [n° 166 tome 5 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'une note scientifique sur la phagothérapie (Mme Catherine Procaccia, sénateur, rapporteur).

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mmes Marie-Anne Montchamp, présidente, et Virginie Magnant, directrice, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements sur l'article délégué au fond.

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (II)** - (10 mars 2021) : p. 1597

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (28 juin 2021) - **Article 49** (*Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales*) : p. 5907

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 octobre 2021) : p. 9084

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9731 p. 9734 p. 9741

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 16** (*Mise en cohérence des contributions sur le champ des produits de santé*) : p. 10187

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 24 (suite)** : p. 10227 p. 10228 - **Article 34** (*Remises unilatérales sur les médicaments et évolutions relatives à l'inscription de certains dispositifs médicaux*) : p. 10290 - **Article 35** (*Production en urgence de médicaments critiques et règles relatives aux préparations magistrales et hospitalières*) : p. 10293

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 36** (*Accès direct au marché remboursé post avis Haute Autorité de santé*) : p. 10326 p. 10329 - **Article 37** (*Recours aux médicaments biosimilaires*) : p. 10333 p. 10334

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article 38** (*Tarifification des médicaments et critère industriel*) : p. 10353 p. 10354 - **Article 40** (*Amélioration de l'accès à la filière visuelle*) : p. 10368 p. 10376 p. 10377 p. 10380 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 99 rectifié bis** (*Orthoptistes - Protocoles organisationnels*) : p. 10381

DEMAS (Patricia)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'enrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité : quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Audition des représentants des inspections de l'État auteurs du rapport relatif aux dispositifs zonés de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la

résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture du compte Twitter de Donald Trump et la lutte contre la haine en ligne** - (13 janvier 2021) : p. 119

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 153

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2097 p. 2098

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article 21 bis C (nouveau)** (*Modalités d'organisation et d'enseignement de l'instruction en famille lors de la déclaration d'instruction en famille*) : p. 2700

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire** - (7 avril 2021) : p. 2778 p. 2779

- **Question orale sans débat sur le soutien à la filière de la laine** - (13 avril 2021) : p. 3085 p. 3086

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 13** (*Obligation de disponibilité des pièces détachées étendue à de nouvelles catégories de produits*) : p. 4943

- **Question orale sans débat sur l'usage et la taxation du bois des communes forestières** - (19 octobre 2021) : p. 9335

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10006

DEMILLY (Stéphane)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du Haut Comité du système de transport ferroviaire le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Proposition de loi visant à lutter contre le plastique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-François Monteils, candidat pressenti pour exercer les fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel bilan tirer pour l'attractivité des territoires concernés plus de dix ans après la réforme de la carte militaire ? » - Audition de Mme Line Bonmartel-Couloume, déléguée à l'accompagnement régional, du ministère des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème: « Ingénierie territoriale: quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité: quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème: « Mobilité sociale et aménagement du territoire: comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème: « Réussir la transition écologique dans nos territoires: centralités, ruralités ».

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*):

Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Déplacement de la délégation de la commission à Marseille, au congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) - Communication.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de la filière aéronautique** - (20 janvier 2021) : p. 269

- **Question orale sans débat sur l'application de la loi Égalim du 30 octobre 2018** - (13 avril 2021) : p. 3083

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'erreur dans le calcul des prestations de retraite** - (26 mai 2021) : p. 4245

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4766 - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4793 p. 4797 - **Article 2** (*Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire*) : p. 4813

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4843 p. 4845 - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4862 p. 4865 - **Article additionnel après l'article 4 bis D - Amendement n° 1107 rectifié bis** (*Modalités de livraison - Libre choix du consommateur en fonction de l'impact environnemental*) : p. 4867 - **Article additionnel après l'article 4 bis D - Amendements n° 1108 rectifié bis et n° 2041 rectifié bis** (*Consommateur - Livraisons - Information sur leur impact environnemental*) : p. 4868 - **Article 7** (*Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités et enseignes à l'intérieur des vitrines*) : p. 4890 p. 4891 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4908 - **Article 12** (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4922 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 932 rectifié et n° 359** (*Appareils électroniques - Consigne - Généralisation*) : p. 4945 p. 4946

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux enquêtes sanitaires en Chine** - (16 juin 2021) : p. 4968

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (16 juin 2021) - **Article 15** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 4989 p. 5001 p. 5002 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 80 rectifié** (Commande publique - Marchés à objectif écologiquement responsable - Dispense de mise en concurrence) : p. 5013 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 81 rectifié** (Commande publique - Marchés à objectif écologiquement responsable - Dispense de tout formalisme) : p. 5014 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 41 rectifié bis, n° 69 rectifié, n° 104 rectifié bis, n° 111 rectifié bis et n° 1780 rectifié bis** (Commande publique - Valorisation des produits locaux et à faible coût environnemental) : p. 5025 p. 5026 - **Article 15 ter** (Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique) : p. 5028 p. 5029 - **Article 19** (Garantir et préserver l'ensemble des hydrosystèmes) : p. 5058

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis C** (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique) : p. 5083 - **Article 19 bis** (Texte non modifié par la commission) (Renforcement de la protection des ressources en eau souterraines stratégiques) : p. 5122 - **Article 20** (Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt) : p. 5142 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées) : p. 5194

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22** (Déclinaison des objectifs nationaux de développement des énergies renouvelables au niveau régional) : p. 5215 p. 5216 p. 5217 - **Article additionnel après l'article 22 bis BA - Amendement n° 984 rectifié quater** (Production d'électricité - Part de nucléaire - Objectif - Suppression) : p. 5234 - **Article additionnel après l'article 22 bis BA - Amendement n° 985 rectifié ter** (Production d'électricité - Part de nucléaire - Objectif - Modification) : p. 5235 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 91 rectifié quater, n° 621 rectifié quater et n° 1052 rectifié ter** (Certificats de production de biogaz injecté (CP) - Mécanisme - Instauration) : p. 5262 -

Article 25 (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5288 p. 5290

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5352 - **Article 30** (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030) : p. 5382 p. 5383 p. 5385

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales) : p. 5902 p. 5906 p. 5908

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les escroqueries** - (28 septembre 2021) : p. 8444 p. 8445

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des sages-femmes** - (6 octobre 2021) : p. 8903

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9804

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord de libre circulation aérienne entre l'Union européenne et le Qatar** - (24 novembre 2021) : p. 11233

- **Question orale sans débat sur le projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie** - (30 novembre 2021) : p. 11315

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11360

DENNEMONT (Michel)
sénateur (La Réunion)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement) : Analyse globale des spécificités des Outre-mer en matières sanitaire et économique - Audition de Mmes Brigitte Chane-Hime, présidente de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de La Réunion et membre de la commission permanente de la Conférence nationale de la santé (CNS), Cécile Courrèges, inspectrice générale des affaires sociales (IGAS), docteur Francis Fellingier, conseiller médical à l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP), ancien conseiller général des établissements de santé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Eric Leung, président de la délégation aux Outre-mer du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Mme Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer

(IEDOM) et directrice générale de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

DENORMANDIE (Julien)
ministre de l'agriculture et de l'alimentation
(jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la pérennité des établissements d'abattage non agréés - (19 janvier 2021) : p. 176
- Question orale sans débat sur la situation des producteurs de noix et de fruits à coques - (19 janvier 2021) : p. 177
- Question orale sans débat sur les moyens alloués aux agriculteurs français pour répondre aux nouvelles exigences climatiques - (19 janvier 2021) : p. 178
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'Office national des forêts - (20 janvier 2021) : p. 268
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement du secteur viticole touché par les sanctions commerciales américaines (II) - (20 janvier 2021) : p. 274
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre la grippe aviaire - (27 janvier 2021) : p. 502
- Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien au monde agricole - (27 janvier 2021) : p. 504
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'élevage de viande bovine - (3 février 2021) : p. 725 p. 726
- Question orale sans débat sur les violences intrafamiliales dans le Cambrésis - (9 février 2021) : p. 877
- Question orale sans débat sur la gestion des maisons d'assistants maternels sur le territoire national - (9 février 2021) : p. 878
- Question orale sans débat sur le recrutement de médecins hors pays de l'Union européenne - (9 février 2021) : p. 879
- Question orale sans débat sur la revalorisation du statut du personnel des services de soins à domicile - (9 février 2021) : p. 880
- Question orale sans débat sur la lutte contre la multiplication des « ruchers usines » - (9 février 2021) : p. 881
- Question orale sans débat sur la situation des établissements d'abattage non agréés - (9 février 2021) : p. 882
- Question orale sans débat sur l'avenir de l'arboretum national des Barres - (9 février 2021) : p. 882

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des collectivités territoriales - (6 octobre 2021) : p. 8899
- Question orale sans débat sur la prévention de nouvelles vagues d'influenza aviaire - (9 février 2021) : p. 883
- Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à l'agriculture biologique - (10 février 2021) : p. 978 p. 979
- Question d'actualité au Gouvernement relative aux retraites agricoles - (10 février 2021) : p. 989 p. 990
- Question orale sans débat sur le maintien de l'aide couplée ovine - (9 mars 2021) : p. 1533
- Question orale sans débat relative au phosmet - (9 mars 2021) : p. 1534
- Question orale sans débat sur le positionnement territorial des délégués départementaux aux droits des femmes - (9 mars 2021) : p. 1534 p. 1535
- Question orale sans débat relative à l'organisation des cérémonies funéraires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - (9 mars 2021) : p. 1536
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation préoccupante de la filière viande - (24 mars 2021) : p. 2151
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique agricole commune et l'aide aux éleveurs - (24 mars 2021) : p. 2157 p. 2158
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune - (7 avril 2021) : p. 2773
- Question orale sans débat sur le plan de relance agricole et l'agroéquipement - (13 avril 2021) : p. 3080
- Question orale sans débat sur la création d'une journée nationale de l'agriculture - (13 avril 2021) : p. 3081
- Question orale sans débat sur la situation de la filière du riz d'appellation en Camargue - (13 avril 2021) : p. 3082
- Question orale sans débat relative à l'évolution du protocole vaccinal des broutards et les conséquences sur leur mise en vente et leur exportation - (13 avril 2021) : p. 3083
- Question orale sans débat sur l'application de la loi Égalim du 30 octobre 2018 - (13 avril 2021) : p. 3084
- Question orale sans débat sur la défense de l'élevage en plein air face aux maladies - (13 avril 2021) : p. 3084
- Question orale sans débat sur le soutien à la filière de la laine - (13 avril 2021) : p. 3085
- Question orale sans débat sur la prise en compte des spécificités montagnardes dans le futur plan stratégique national - (13 avril 2021) : p. 3086
- Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture - (13 avril 2021) : p. 3111 p. 3113 p. 3114 p. 3115 p. 3116 p. 3117 p. 3118 p. 3119 p. 3120 p. 3121 p. 3122 p. 3123
- Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (I) - (14 avril 2021) : p. 3186

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (II)** - (14 avril 2021) : p. 3188

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des agriculteurs à la suite de l'épisode de gel** - (14 avril 2021) : p. 3188 p. 3189

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (III)** - (14 avril 2021) : p. 3191

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du gel pour la viticulture et l'arboriculture** - (14 avril 2021) : p. 3191

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien de l'État aux agriculteurs (IV)** - (14 avril 2021) : p. 3192

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3380 p. 3382 p. 3383 p. 3384 p. 3385 p. 3386 p. 3387 p. 3388 p. 3389 p. 3390 p. 3391 p. 3392

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des conséquences pour les agriculteurs des foyers d'encéphalite à tiques** - (3 juin 2021) : p. 4532

- **Question orale sans débat sur l'apaisement des conflits familiaux et le rôle de l'avocat-médiateur** - (3 juin 2021) : p. 4533

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des producteurs de fraises** - (9 juin 2021) : p. 4660

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (*Menus végétariens*) : p. 5400 p. 5401 p. 5403 p. 5410 p. 5412 p. 5413 p. 5414 - **Article additionnel après l'article 59 (priorité)** - **Amendement n° 335 rectifié** (*Restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge - Promotion des traditions culinaires de nos régions*) : p. 5415 - **Article 59 bis A (priorité)** (*Formation à la diversification des sources de protéines en alimentation humaine*) : p. 5416 - **Article 59 ter (priorité) (supprimé)** (*Tarifification sociale de la restauration scolaire*) : p. 5417 p. 5418 - **Article 59 quater (priorité)** (*Expérimentation, en restauration collective publique, d'une solution de réservation des repas*) : p. 5418 - **Article 60 (priorité)** (*Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée*) : p. 5422 p. 5423 p. 5424 p. 5425 p. 5427 p. 5428 p. 5429 p. 5430 p. 5431 p. 5432 p. 5433 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité)** - **Amendement n° 830 rectifié bis** (*Restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge - Approvisionnements en viandes locales et/ou durables*) : p. 5434 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité)** - **Amendement n° 1663** (*Seuils des produits durables et de qualité - Adaptation dans les départements ultra-marins*) : p. 5434 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité)** - **Amendement n° 1803 rectifié** (*Convention entre le directeur d'établissement scolaire (collège ou lycée) et le président du conseil départemental ou régional - Volet relatif à la restauration scolaire*) : p. 5435 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité)** - **Amendement n° 1446** (*Opportunité de création d'un fonds d'aide à la transition alimentaire de la restauration collective publique - Rapport au Parlement*) : p. 5435 - **Article 60 bis (priorité)** (*Chèque alimentaire et nutritionnel*) : p. 5436 p. 5437 p. 5438 - **Article additionnel après l'article 60 bis (priorité)** - **Amendement n° 829** (*Politique d'aide alimentaire - Prise en compte de critères de qualité*) : p. 5439 - **Article 60 ter (nouveau) (priorité)** (*Objectif de 8 % de la surface agricole utile en légumineuses*) : p. 5440 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité)** - **Amendement n° 1926 rectifié** (*Part de l'agriculture biologique dans la surface agricole utile - Augmentation*) : p. 5441 p. 5443 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité)** - **Amendement n° 1668 rectifié ter** (*Valorisation des externalités positives de l'agriculture - Développement des paiements pour services environnementaux (PSE)*) : p. 5443 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité)** - **Amendement**

n° 1669 rectifié (*Paiements pour services environnementaux en agriculture en France - Rapport au Parlement*) : p. 5444 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité)** - **Amendement n° 1456 rectifié** (*Renforcement de la résilience de notre modèle de société face au dérèglement climatique - Reconnaissance des aménités rurales*) : p. 5445 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité)** - **Amendements n° 1931 rectifié bis et n° 1930 rectifié ter** (*Réduction de l'empreinte carbone du secteur agricole - Développement des haies et alignements d'arbres intraparcellaires et maintien des prairies permanentes*) : p. 5445 - **Article 60 quater (nouveau) (priorité)** (*Souveraineté alimentaire*) : p. 5446

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 60 quater (priorité)** - **Amendements n° 826 rectifié et n° 1542 rectifié** (*Code rural et de la pêche maritime - Exception agricole*) : p. 5496 - **Article additionnel après l'article 60 quater (priorité)** - **Amendement n° 1104 rectifié** (*Empreinte carbone de l'alimentation - Diminution - Rapport au Parlement*) : p. 5497 - **Article additionnel après l'article 60 quater (priorité)** - **Amendement n° 906 rectifié** (*Surtranspositions environnementales - Effets sur la compétitivité des entreprises agricoles*) : p. 5497 - **Article 61 (priorité)** (*Codification d'une stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat dans le code rural et de la pêche maritime*) : p. 5499 p. 5500 p. 5501 p. 5502 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité)** - **Amendement n° 874 rectifié** (*Eau - Retenues collinaires*) : p. 5502 - **Article additionnel après l'article 61 (priorité)** - **Amendement n° 1454** (*Lutte contre le gaspillage alimentaire - Rapport au Parlement*) : p. 5506 - **Article 61 bis (priorité)** (*Réécriture des dispositions relatives aux projets alimentaires territoriaux, PAT*) : p. 5507 p. 5508 p. 5509 - **Article 61 ter (nouveau) (priorité)** (*Possibilité pour les collectivités territoriales de se faire communiquer des données de nature technique, économique ou socio-économique relatives à la production, à l'importation, à la transformation, à la commercialisation et à la consommation de produits alimentaires*) : p. 5510 - **Article 62 (priorité)** (*Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015*) : p. 5513 p. 5514 p. 5515 p. 5516 p. 5517 p. 5519 p. 5520 - **Article 62 bis (nouveau) (priorité)** (*Encadrement de l'utilisation des engrais de synthèse par les personnes publiques pour les usages non professionnels et dans les propriétés privées*) : p. 5522 p. 5523 p. 5524 - **Article 63 (priorité)** (*Définition par décret d'une trajectoire annuelle de réduction des émissions de protoxyde d'azote et d'ammoniac du secteur agricole*) : p. 5525 - **Article 65 (priorité)** (*Compatibilité des objectifs des documents de programmation stratégique nationale, régentant l'application de la politique agricole commune, avec d'autres stratégies environnementales*) : p. 5533 p. 5534 p. 5536 p. 5537 p. 5538 p. 5539 - **Article additionnel après l'article 65 (priorité)** - **Amendement n° 946 rectifié** (*Stratégie nationale bas carbone (SNBC) - Compatibilité avec les plans nationaux de défense de l'environnement*) : p. 5540 - **Article additionnel après l'article 65 (priorité)** - **Amendement n° 1467** (*Certification annuelle du label agriculture biologique payée par l'État - Rapport au Parlement*) : p. 5540 - **Article additionnel après l'article 66 (priorité)** - **Amendement n° 454 rectifié** (*Produits issus du commerce équitable - Taux réduit de TVA*) : p. 5541 - **Article 66 bis A (nouveau) (priorité)** (*Plan commerce équitable*) : p. 5541 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité)** - **Amendement n° 834 rectifié** (*Lutte contre les pratiques commerciales trompeuses - Proportion des produits agricoles français dans les produits alimentaires*) : p. 5542 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité)** - **Amendement n° 831 rectifié** (*Obligation d'indication d'origine pour les produits agricoles et alimentaires - Arbitrage par la Commission européenne - Suppression*) : p. 5543 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité)** - **Amendements n° 2025 rectifié ter et n° 1924 rectifié** (*Produits issus de l'élevage - Étiquetage des modes de production*) : p. 5544 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité)** - **Amendements n° 471 rectifié, n° 605 rectifié bis et n° 556 rectifié bis** (*Réduction du gaspillage alimentaire - Date de durabilité minimale et dates limites de consommation*) :

p. 5546 - **Article 66 ter** (priorité) (*Information du consommateur relative à la saisonnalité des fruits et légumes frais proposés à la vente*) : p. 5547 p. 5548 - **Article 66 quater** (priorité) : p. 5548

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (30 juin 2021) : p. 6103

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'Office national des forêts** - (30 juin 2021) : p. 6107

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'augmentation des contributions des communes forestières à l'Office national des forêts** - (30 juin 2021) : p. 6109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière bois** - (7 juillet 2021) : p. 6523

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dissolution de l'établissement public du Haras du Pin** - (7 juillet 2021) : p. 6526

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8077 p. 8090 p. 8091 p. 8092 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 23** (*Réforme d'ampleur de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Rapport au Parlement*) : p. 8092 - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8098 p. 8099 p. 8100 p. 8109 p. 8110 p. 8111 p. 8112 p. 8113 p. 8114 p. 8115 p. 8116 p. 8117 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28** (*Médiateur des relations commerciales agricoles - Renforcement de ses pouvoirs*) : p. 8117 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 66 rectifié** (*Médiateur des relations commerciales agricoles - Mission de vérification des allégations de meilleure rémunération des agriculteurs*) : p. 8118 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié** (*Médiateur des relations commerciales agricoles - Mission de vérification des allégations des acteurs de la grande distribution*) : p. 8118 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 58 rectifié et n° 83** (*Notion de prix abusivement bas - Caractérisation*) : p. 8119 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 59 rectifié et n° 84** (*Notion de « prix abusivement bas » - Extension aux produits importés*) : p. 8120 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 27** (*Spécificités du modèle coopératif agricole - Rapport au Parlement*) : p. 8121 - **Article 1er bis** (*Expérimentation d'un tunnel de prix dans les contrats écrits de vente de produits agricoles*) : p. 8121 - **Article 1er ter** (*Publication trimestrielle des indicateurs de référence par l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires*) : p. 8122 - **Article 2** (*Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires*) : p. 8126 p. 8127 p. 8128 p. 8133 p. 8134 p. 8135 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 49 rectifié, n° 69 rectifié et n° 70 rectifié** (*Relations commerciales entre la grande distribution et les fournisseurs - Construction des prix*) : p. 8137 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 57 rectifié bis, n° 107 rectifié bis, n° 114 rectifié bis et n° 159** (*Produits alimentaires - Clause de renégociation, activable en fonction du prix des intrants*) : p. 8138 p. 8139 - **Article 2 bis B** (*Encadrement des volumes prévisionnels au sein des contrats de marques de distributeur*) : p. 8140 p. 8143 - **Article 2 bis C** (*Interdiction de la déduction d'office des factures, par le distributeur, de pénalités liées à l'absence de livraison d'un produit indiqué comme indisponible*) : p. 8145 p. 8146 - **Article 2 bis D** (*Interdiction de la discrimination tarifaire sans contrepartie pour certains produits alimentaires*) : p. 8147 p. 8148 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 11 rectifié** (*Grande et moyenne surface (GMS) et fournisseurs - Délais de paiement*) : p. 8149 - **Article 2 bis E** (*Révision du calcul du seuil de vente à perte pour certains alcools*) : p. 8151

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 2 bis** (*Expérimentation d'un affichage informant le consommateur sur*

la rémunération des producteurs) : p. 8183 p. 8184 p. 8185 p. 8186 - **Article 3** (*Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles*) : p. 8190 p. 8191 p. 8192 p. 8194 p. 8195 - **Article 3 bis** (*Tromperie du consommateur lorsque figure un symbole représentatif de la France sur un produit alimentaire dont les ingrédients primaires n'ont pas une origine française*) : p. 8197 p. 8198 p. 8201 p. 8202 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 145 rectifié** (*Produits alimentaires faisant appel à un savoir-faire français - Valorisation*) : p. 8203 - **Article 4** (*Obligation de la mention d'origine pour les produits alimentaires lorsqu'il existe un lien avéré entre leurs propriétés et cette origine et indication de l'origine de l'ingrédient primaire lorsque celle-ci diffère de celle indiquée pour le produit*) : p. 8204 p. 8206 p. 8207 - **Article 4 bis** (*Indication de l'origine des viandes vendues par les établissements de restauration à emporter proposant seulement des repas à emporter (« dark kitchen »)*) : p. 8207 - **Article 5** (*Encadrement de la publicité relative aux opérations de dégagement*) : p. 8208 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 106** (*Application de la loi « Protéger la rémunération des agriculteurs » - Rapport au Parlement*) : p. 8209 p. 8210 - **Article 6** (*Date d'entrée en vigueur des articles de la proposition de loi*) : p. 8212 p. 8213 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 63** (*Conditions d'application des dispositions spécifiques applicables au secteur agricole - Rapport au Parlement*) : p. 8213 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8216 p. 8217

- **Question orale sans débat sur l'abattoir de Forges-les-Eaux** - (28 septembre 2021) : p. 8446

- **Question orale sans débat sur l'agriculture de montagne et la future politique agricole commune** - (28 septembre 2021) : p. 8447

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réglementation sur le nitrate dans les zones vulnérables** - (29 septembre 2021) : p. 8572

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8684 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8689 - **Article 1er** (*Création d'un certificat de connaissance des besoins spécifiques des animaux de compagnie et des équidés*) : p. 8699 p. 8700 p. 8702 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 84 rectifié bis** (*Détenteurs de carnivores domestiques - Fourniture d'un justificatif de domicile obligatoire*) : p. 8703 - **Article 2** (*Compétence des policiers municipaux et des gardes champêtres en matière d'infractions aux règles d'identification des animaux*) : p. 8705 - **Article 2 bis C (nouveau)** (*Inscription obligatoire des informations relatives aux animaux identifiés au sein des fichiers nationaux automatisés*) : p. 8707 - **Article 2 bis (supprimé)** (*Traitement automatisé des contraventions par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (Antai)*) : p. 8707 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 88 rectifié bis** (*Saisies d'animaux - Réquisition administrative ou judiciaire des fondations et associations de protection animale*) : p. 8708 - **Article 3** (*Évolution du fonctionnement des fourrières communales*) : p. 8709 p. 8710 p. 8711 p. 8712 p. 8713 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (*Renforcement de la spécificité de la certification des dirigeants d'établissements professionnels travaillant avec des animaux*) : p. 8713 p. 8714 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendement n° 155 rectifié** (*Éleveurs de chats et de chiens - Possession obligatoire d'une certification ou d'une formation*) : p. 8714 - **Article 3 bis A** (*Obligations déclaratives des organismes détenant des animaux de compagnie*) : p. 8715 - **Article 3 bis** (*Encadrement des familles d'accueil de chiens et de chats*) : p. 8716 p. 8718 - **Article 3 ter (nouveau)** (*Exonération de TVA pour les actes vétérinaires effectués au profit des refuges*) : p. 8719 p. 8720 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° 25 rectifié bis et n° 58** (*Coût pour les collectivités locales et l'État d'une obligation de capture et de stérilisation des chats errants - Rapport au Parlement*) : p. 8721 - **Article 4** (*Obligation pour le maire de stériliser et d'identifier les chats errants*) : p. 8723 p. 8724 - **Article additionnel après l'article 4 bis A - Amendement n° 151**

rectifié (Délai de cession d'un chien ou d'un chat - Report de l'âge de 8 à 10 semaines) : p. 8724 - **Article 4 ter (supprimé)** (Interdiction de la vente de femelles gestantes sans information préalable de l'acheteur) : p. 8725 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 97 rectifié ter** (Vente à crédit des animaux de compagnie - Interdiction) : p. 8726 - **Article 4 quater** (Modification de la réglementation relative à la détention d'animaux d'espèces non domestiques) : p. 8729 p. 8730 p. 8731 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 99 rectifié** (Élevage d'agrément - Définition) : p. 8731 - **Article 4 quinques A (nouveau)** (Généralisation de l'identification obligatoire des animaux non domestiques) : p. 8732 - **Article 4 quinques** (Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie) : p. 8735 p. 8737 - **Article 4 sexies A (nouveau)** (Interdiction de la présentation d'animaux en vitrine en animaleries) : p. 8737 p. 8738 - **Article 4 sexies B (nouveau)** (Renforcement des sanctions pour les établissements n'ayant pas respecté les règles d'importation des animaux domestiques) : p. 8738 p. 8739 - **Article 4 sexies** (Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne) : p. 8740 p. 8741 p. 8742 p. 8743 p. 8744 p. 8745 - **Article additionnel après l'article 4 sexies - Amendement n° 104 rectifié bis** (Élevages d'animaux de compagnie domestiques autres que les chiens et les chats - Réglementation) : p. 8746 - **Article 5** (Ajout de mentions obligatoires aux offres de cession d'animaux de compagnie) : p. 8746 p. 8747 p. 8748 p. 8749 - **Article 5 bis (supprimé)** (Création d'un mandat de protection d'un animal de compagnie) : p. 8751 - **Article 5 ter** (Interdiction de la vente d'animaux de compagnie à tout mineur sans le consentement des parents) : p. 8751 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 158 rectifié** (Caudectomies (coupe de la queue) sur les animaux de compagnie - Interdiction) : p. 8752 - **Article 7 ter** (Sensibilisation à l'éthique animale au sein du service national universel (SNU) et de l'enseignement moral et civique (EMC)) : p. 8754 p. 8755 p. 8756 - **Article 8** (Renforcement des peines encourues par les auteurs de sévices graves et circonstance aggravante en cas de mort de l'animal) : p. 8757 - **Article 8 bis A** (Transformation en délit de la contravention d'atteinte volontaire à la vie d'un animal domestique) : p. 8758 p. 8759 p. 8760 - **Article 8 bis (supprimé)** (Mention explicite de l'animal parmi les biens dont la sauvegarde peut donner lieu à une infraction sans engager la responsabilité de son auteur (état de nécessité)) : p. 8760 - **Article 8 ter** (Circonstance aggravante de l'abandon lorsqu'il met en péril la vie de l'animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité) : p. 8761 - **Article additionnel après l'article 8 ter - Amendement n° 85 rectifié ter** (Abandon d'un animal - Définition) : p. 8762 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 8 rectifié ter et n° 142 rectifié quater** (Sévices sur un animal détenu par des agents dans l'exercice de missions de service public - Circonstance aggravante) : p. 8763 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° 14 et n° 112 rectifié bis** (Confiscation des animaux maltraités - Facilitation) : p. 8764 - **Article 10** (Peine complémentaire d'interdiction de détention des animaux systématiquement définitive) : p. 8765 - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (Élargissement de la possibilité de cession d'un animal retiré dans le cadre d'une procédure judiciaire) : p. 8765 - **Article 10 ter** (Ajout des confiscations d'animal et interdictions de détention d'un animal au fichier des personnes recherchées, FPR) : p. 8767 - **Article 10 quinques (nouveau)** (Mention des entreprises d'agents de sécurité cynophiles dans la liste des professionnels encourant des peines pour délit de mauvais traitements) : p. 8768 - **Article 11** (Répression de l'enregistrement et de la diffusion de sévices graves et d'atteintes sexuelles sur animal) : p. 8768 p. 8769 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 120 rectifié ter** (Protection des mineurs contre la pornographie - Extension aux images de pornographie avec des animaux) : p. 8769 p. 8770 - **Article 11 bis** (Levée du secret professionnel du vétérinaire pour signaler des sévices graves, de nature sexuelle ou actes de cruauté) : p. 8771 - **Article 11 ter A (nouveau)** (Définition du secret professionnel du vétérinaire dans la loi) : p. 8771 - **Article 11 quater** (Délit de proposition, sollicitation ou acceptation des relations sexuelles avec un animal) : p. 8773 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 125 rectifié ter** (Liste des

incriminations entraînant une inscription au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles et violentes (FIJAVIS) - Ajout des actes à caractère sexuel sur les animaux) : p. 8774

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Commission mixte paritaire [n° 4 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9217 - **Article 2** (Conditions générales de vente pour les produits alimentaires et les produits destinés à l'alimentation des animaux de compagnie) : p. 9229 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9234

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inscription du cancer de la prostate lié aux pesticides au tableau des maladies professionnelles** - (20 octobre 2021) : p. 9389

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les usages des pesticides dans les zones agricoles** - (27 octobre 2021) : p. 9610

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie européenne « Farm to Fork »** - (27 octobre 2021) : p. 9612

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions du rapport de la mission d'information sur l'enseignement agricole** - (3 novembre 2021) : p. 9849

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Demande de priorité** : p. 9871 - **Discussion générale** : p. 9881 - **Article 1er** (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9888 p. 9890 p. 9891 p. 9892 p. 9893 p. 9894 p. 9895 p. 9896 p. 9897 p. 9903 p. 9904 p. 9906 p. 9908 p. 9910 p. 9911 p. 9912 p. 9913 p. 9914 p. 9917 p. 9921 p. 9923 p. 9924 p. 9925 p. 9926 p. 9927 p. 9928 p. 9929 p. 9930 p. 9931 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30, n° 152 rectifié et n° 199** (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural - Article L. 143-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Abrogation) : p. 9932 - **Article 2 (supprimé)** (Extension des pouvoirs d'acquisition et de substitution des SAFER vis-à-vis des parts et actions de sociétés) : p. 9933 - **Article 3** (Extension du champ de l'obligation de notification aux SAFER concernant les prises de contrôle de sociétés d'exploitation ou de propriété agricole - Renforcement de la transmission électronique des notifications) : p. 9934 p. 9936 p. 9937 - **Article 5 (supprimé)** (Possibilité de refuser une autorisation d'exploiter en cas d'absence de candidat alternatif) : p. 9937 p. 9938 p. 9939 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 64** (Transparence des données relatives au foncier et à l'activité agricoles - Rapport au Parlement) : p. 9940 - **Article 7 (nouveau)** (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi) : p. 9941 p. 9944

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de résorption de la dette covid** - (10 novembre 2021) : p. 10313

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retard de versement des aides européennes aux agriculteurs** - (10 novembre 2021) : p. 10318

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la hausse du prix de l'azote** - (17 novembre 2021) : p. 10648

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mal-être des agriculteurs** - (24 novembre 2021) : p. 11225

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture en zone protégée** - (1er décembre 2021) : p. 11426

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11491 - **Article 1er** (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 11498 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11501 p. 11505

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assurances récoltes** - (8 décembre 2021) : p. 11547

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Rapporteuse de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 2 décembre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national du cancer le 1er février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux du 17 février 2021 au 11 mai 2021.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi organique tendant à renforcer le pilotage financier de la sécurité sociale et à garantir la soutenabilité des comptes sociaux [n° 492 (2020-2021)] (26 mars 2021) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Enquête de la Cour des comptes sur les soins critiques [n° 841 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles auprès du ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Antoine Flahault, épidémiologiste, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève.

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 19 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

(*commission des affaires sociales*) : Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen des amendements de séance.

Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du lundi 25 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de leurs conditions d'accueil sur le territoire français - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Perspectives financières du système de retraite - Audition de MM. Pierre-Louis Bras, président du Comité d'orientation des retraites, et de Renaud Villard, directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Audition du professeur Olivier Claris, coordonnateur de la mission sur la gouvernance et la simplification hospitalières.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au monde combattant - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*): Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*): Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Désignation de rapporteurs.

Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit de mourir dans la dignité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*): Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Santé environnementale - Examen du rapport d'information.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-François Delfraissy aux fonctions de président du Comité consultatif national d'éthique.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Communications diverses.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Communication.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Communication sur le bilan annuel de l'application des lois.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de MM. Richard Abadie, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), Stéphane Pimbert, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), du professeur Gérard Lasfargues, conseiller scientifique auprès du directeur général, M. Henri Bastos, directeur adjoint de l'évaluation des risques, volet santé-travail de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et de Mme Mélina Le Barbier, directrice-adjointe de la direction santé-environnement-travail de Santé publique France.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): État des lieux des soins palliatifs - Audition des sociétés savantes de réanimation.

Demande de saisine pour avis et désignation de rapporteurs.

Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Ran Balicer, président du Comité national israélien d'experts sur le covid-19.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la CNSA.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Communication.

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pascal Cormery, président et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de Mmes Laëtitia Assali, présidente de la commission AT-MP, et Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels, de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs - Examen des amendements de séance.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Pierre Viola, président de section, et Jean-Luc Fulachier, rapporteur général, sur les rapports de la Cour des comptes relatifs à la certification des comptes du régime général de sécurité sociale et du conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI).

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Norbert Ifrah, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Innovation en santé - Audition de MM. Marc Frouin, directeur général de Bioserenity, Franck Grimaud, directeur général de Valneva, Franck Mouthon, président de France Biotech et Stéphane Piat, directeur général de Carmat.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge des addictions - Audition de M. Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, et du docteur Jean-Michel Delile, psychiatre, président de la Fédération Addiction.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Luc Broussy, auteur du rapport sur l'adaptation de l'habitat au vieillissement.

Responsabilité civile de certains professionnels de santé - Examen du rapport d'information.

Stratégie vaccinale au Royaume-Uni - Audition de Mme Kate Bingham, ancienne responsable de la UK Vaccine Taskforce.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations relatives à la place des collectivités territoriales comme acteurs de la politique de santé publique.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Présentation de l'étude sur les réponses juridiques et opérationnelles apportées à la crise sanitaire dans différents États dont la France par les équipes du cabinet TAJ.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Assurance chômage - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Bilan des réformes en matière de dialogue social et de négociation collective - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Examen des recommandations relatives à la stratégie vaccinale.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 - Examen du rapport d'information.

Élection du rapporteur général.

Hommage à un commissaire décédé.

Projet de loi de finances pour 2022- Désignation de rapporteurs pour avis.

Réserves des régimes de retraites - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 19 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de biomédecine.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi organique et proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Désignation d'un rapporteur.

Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du lundi 27 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Modification des sous-objectifs de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, en application de l'article L.O. 111-10-2 du code de la sécurité sociale - Examen de l'avis.

Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale et proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans

l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*): Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*): Plafond annuel de la sécurité sociale - Examen du rapport d'information.

Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Renaud Villard, directeur et Gérard Rivière, président, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mmes Marie-Anne Montchamp, présidente, et Virginie Magnant, directrice, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité

sociale pour 2022 - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur, et Mme Isabelle Sancerni, présidente, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mme Anne Thiebault, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marc Sauvé, président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 et proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Désignation des membres de la commission mixte paritaire.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 12 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Situation dans les outre-mer à la suite de la quatrième vague épidémique - Examen des recommandations.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Perspectives d'évolution de l'épidémie de covid-19 - Audition de Mme Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherche Inserm à l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique, de la professeure Karine Lacombe, infectiologue, professeure de maladies infectieuses à la faculté de médecine Sorbonne Université, cheffe de service hospitalier des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) et du professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, professeur en maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université de Paris, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat (AP-HP), membre du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Désignation de rapporteurs.

Hommage à Catherine Fournier.

Situation sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique covid-19.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Audition de fédérations d'établissements de santé.

Audition de représentants des praticiens et des personnels soignants.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du professeur Emmanuel Rusch, président du comité de contrôle et de liaison covid-19 (CCL).

Covid et santé mentale - Examen du rapport d'information.

Désignation de rapporteurs.

Projet de loi relatif à la protection des enfants et projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du

Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Désignation des membres des commissions mixtes paritaires.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*): Audition de responsables de services d'urgence - Professeur Louis Soulat, centre hospitalier universitaire de Rennes, docteur Benoît Doumenc, hôpital Cochin (Paris), docteur Caroline Brémaud, centre hospitalier de Laval, docteur Tarik Boubia, centre hospitalier de Clamecy, et docteur François Escat, médecin urgentiste libéral à Muret.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement** [n° 23 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 299

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans** [n° 182 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 315

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 281 (2020-2021)] - (2 février 2021) - **Discussion générale** : p. 612 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 628 p. 630 p. 654

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 731 - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 742 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 768 p. 771 - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 793 - **Article 29** (**Texte non modifié par la commission**) (*Élargissement des missions du Comité consultatif national d'éthique des sciences de la vie et de la santé*) : p. 807 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 812

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1007 p. 1015

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des études de médecine** - (17 février 2021) : p. 1142

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification** [n° 357 (2020-2021)] - (17 février 2021) - **Article 2 quinquièmes B** (**supprimé**) (*Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme*) : p. 1192 - **Article 4** (*Expérimentation d'un processus de création de postes de praticien hospitalier au sein des groupements hospitaliers de territoire*) : p. 1204

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article 11 bis** (**texte non modifié par la commission**) (*Situation des étudiants en santé*) : p. 1264 - **Article 14 bis** (**supprimé**) (*Rapport sur l'attractivité des postes de praticiens au sein des établissements de santé privés d'intérêt collectif*) : p. 1271 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1273

- **Proposition de loi relative au monde combattant** [n° 421 (2020-2021)] - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1556 p. 1558

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale** [n° 401 (2020-2021)] - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1581

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité** [n° 131 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1687 p. 1690

- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales** [n° 414 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1722

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture** [n° 461 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2511 - **Question préalable** : p. 2518

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)** [n° 518 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3294

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3439 p. 3440

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** [n° 597 (2020-2021)] - (18 mai 2021) - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 3911 - **Article 5** (*Versement au sein du système national des données de santé des données personnelles recueillies dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19*) : p. 3946 - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 3962

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale** [n° 603 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4223

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles** [n° 609 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4331 - **Article 3** (*Production des algorithmes devant le conseil de prud'hommes*) : p. 4334

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques** [n° 613 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Article 4** : p. 4355

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence du médicament et la souveraineté en matière de santé** - (2 juin 2021) : p. 4455

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4473

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (15 juin 2021) - **Article 9** (*Expérimentation du dispositif « Oui Pub »*) : p. 4900 p. 4901

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture** [n° 677 (2020-2021)] - (24 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5579

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail** [n° 707 (2020-2021)] - (6 juillet 2021) - **Article 21 bis** (**nouveau**) (*Médecins du travail - Prérogatives*) : p. 6492 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6511

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (13 juillet 2021) - **Article 31** (*Gouvernance des agences régionales de santé*) : p.7025 p.7027 p.7028

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article additionnel** après l'article 31 - **Amendements n° 1257 rectifié, n° 658 rectifié et n° 791 rectifié** (*Contrats locaux de santé (CLS)* -

Systématisation) : p. 7053 - **Article 35 (supprimé)** (*Expérimentation d'une recentralisation du revenu de solidarité active*) : p. 7071

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7091

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article 35 bis (nouveau)** (*Président du conseil départemental - Bénéficiaires du RSA - Pouvoir de contrôle*) : p. 7122

- **Question orale sans débat sur la maladie thrombo-embolique veineuse chez le patient atteint d'un cancer** - (20 juillet 2021) : p. 7373 p. 7374

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7560

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7733 p. 7738

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7777 p. 7801 p. 7802 p. 7806 p. 7810 p. 7811 p. 7818 p. 7819 p. 7827 p. 7833 p. 7834 p. 7849 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7890 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7898 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 171** (*Lutte contre les pandémies - Utilisation de la carte vitale et mobilisation des caisses primaires d'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 7915

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7934

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 817 (2020-2021)]** - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7968 - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** : p. 7973

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le salon promouvant la gestation pour autrui** - (9 septembre 2021) : p. 7980 p. 7981

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8392

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2021) - **Article 1er** (*Article liminaire des lois de financement de la sécurité sociale*) : p. 8461 - **Article 2** (*Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année*) : p. 8472

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021)**.

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8884

- **Question orale sans débat sur la prise en charge chirurgicale en mode hyper-ambulatoire** - (7 octobre 2021) : p. 8961 p. 8962

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9100

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9558 p. 9559

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9632 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 58 rectifié et n° 9 rectifié ter** (*Parité dans les intercommunalités et commune - Extension de l'exigence de 40 % de nomination de personnes de chaque sexe dans les emplois de direction*) : p. 9645 - **Article 5 bis** (*Formation des conseillers d'orientation à l'égalité entre les femmes et les hommes*) : p. 9652 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9681

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10046

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10149 - **Article 16** (*Mise en cohérence des contributions sur le champ des produits de santé*) : p. 10187 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 678** (*Ensemble des médicaments dérivés du sang - Exonération de la contribution sur le chiffre d'affaires*) : p. 10192 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 318 rectifié quinquies, n° 613 rectifié quater et n° 873 rectifié ter** (*Fiscalité - Produits du tabac à chauffer - Alignement du droit de consommation sur celui applicable aux cigarettes*) : p. 10201

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - **Article 40** (*Amélioration de l'accès à la filière visuelle*) : p. 10368 p. 10369 p. 10373 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis** (*Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement*) : p. 10390 - **Article 42 quater (nouveau)** (*Expérimentation d'un financement du transport bariatrique*) : p. 10422 - **Article 44 bis (nouveau)** (*Réalisation obligatoire d'un entretien postnatal précoce*) : p. 10437 - **Article 48** (*Simplification et modernisation des prestations en espèces pour les non-salariés agricoles*) : p. 10464 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 235** (*Équilibre financier de l'ensemble des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence sur l'équilibre et sur le financement des retraites*) : p. 10498 - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** : p. 10500

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10553 p. 10557

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de médicaments contre la migraine** - (30 novembre 2021) : p. 11344

- **Question orale sans débat sur la hiérarchisation des indications d'immunoglobulines humaines polyvalentes** - (30 novembre 2021) : p. 11346

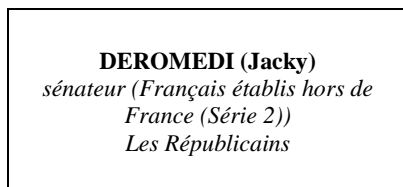
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11646

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 2 ter** (*Prise en charge des fratries dans un même lieu d'accueil*) : p. 11795 - **Article 3** (*Encadrement des types de structures pouvant*

accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11806 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 441** (Agrément - Contrôle du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJ AIS) des majeurs vivant au domicile de l'assistant familial ou de l'assistant maternel) : p. 11842

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 7** (Recours à une formation collégiale de jugement en matière

d'assistance éducative) : p. 11872 p. 11873 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 270** (Assistants familiaux - Connaissance du dossier de l'enfant accueilli) : p. 11890 - **Article 10** (Gestion des agréments des assistants familiaux) : p. 11894 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11956



Non réélue le 30 septembre 2021.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2021.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à mieux associer les élus des Français de l'étranger à la gestion de la crise sanitaire et à garantir la tenue des élections consulaires en mai 2021 [n° 260 (2020-2021)] (12 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 311 (2020-2021)] pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 605 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises - Examen des amendements de séance.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels** [n° 272 (2020-2021)] - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 342

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 355 (2020-2021)] - (18 février 2021) - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1322

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique** [n° 412 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Article 2 bis (nouveau)** (*Interdiction des granulés de plastique sur les terrains de sport synthétiques*) : p. 1701

- **Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République** - *Commission mixte paritaire* [n° 397 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1744

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste** - *Deuxième lecture* [n° 468 (2020-2021)] - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2241

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24** *decies* - **Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2840

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France dans le classement Bloomberg sur la résilience face à la covid** - (5 mai 2021) : p. 3416

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales** [n° 533 (2020-2021)] - (17 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3811 p. 3812 p. 3813 p. 3814

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises** [n° 311 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4297 p. 4298 - **Article 1er** (*Proportion minimale de nominations réservées à des personnes ayant une expérience professionnelle dans un quartier prioritaire de la politique de la ville pour les emplois supérieurs de la fonction publique dépendant de la décision du Gouvernement et les fonctions de délégué du préfet*) : p. 4310 - **Article 2** (*Aménagement des modalités de sélection pour l'entrée dans les établissements de l'enseignement supérieur et des épreuves de concours pour l'entrée dans la fonction publique pour les bacheliers ayant obtenu leur diplôme dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ou une zone de revitalisation rurale*) : p. 4312 - **Article 3** (*Obligation de recruter en dehors de l'administration la moitié des membres des jurys et comités de sélection de la fonction publique de l'État et de prévoir la présence d'un membre extérieur dans les commissions d'examen des vœux pour les formations post-bac*) :

p. 4313 - **Article 6** (*Création d'une obligation de motiver la non-embauche d'un candidat*) : p. 4317

- **Question orale sans débat sur la suite de la Conférence nationale du handicap** - (3 juin 2021) : p. 4530

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35 rectifié quater** (*Contribuables français de l'étranger - Maison d'habitation en France - Fiscalité*) : p. 6176 p. 6177 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié quinquies** (*Non-résidents établis hors de France pour des raisons professionnelles - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires en zone tendue - Fiscalité*) : p. 6177 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 13 rectifié ter et n° 23 rectifié quater** (*Départements de montagne - Taxe sur les remontées mécaniques - Taxe de séjour - Perte de recettes - Compensation par l'État*) : p. 6232 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 34 rectifié quater** (*Non-résident - Dons aux associations - Réduction d'impôt - Extension*) : p. 6309 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 33 rectifié quater** (*Anciens résidents français - Ancienne résidence principale - Cession - Plus-values immobilières - Exonération - Délai - Extension*) : p. 6309 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Régime de l'apport-cession - Délai - Allongement*) : p. 6318 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 14 rectifié bis** (*Régime de l'apport-cession - Condition d'absence de contrôle préalable - Suppression*) : p. 6319 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 27 rectifié ter** (*Communes nouvelles - Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) - Date de perception*) : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 28 rectifié quater et n° 29 rectifié quater** (*Associations et clubs sportifs - Cotisations et adhésions - Défisicalisation*) : p. 6328 - **Article additionnel après l'article**

8 - Amendement n° 240 rectifié ter (*Entreprises - Partenariat avec les clubs sportifs et les sportifs de haut niveau - Crédit d'impôt exceptionnel*) : p. 6331 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 40 rectifié quater** (*Français établis hors de France - Aides et secours exceptionnels - Rapport au Parlement*) : p. 6348

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (19 juillet 2021) - **Article 60** (*Modification du régime du droit de préemption pour la préservation de la ressource en eau et des « obligations réelles environnementales »*) : p. 7291 p. 7292 p. 7293 p. 7294

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7855 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 4 rectifié** (*Jeunes français expatriés et jeunes scolarisés dans le réseau français d'enseignement - Accès au territoire français et au système français*) : p. 7884 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7893 p. 7894

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer [n° 817 (2020-2021)]** - (9 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 7967

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination des Français de l'étranger** - (9 septembre 2021) : p. 7985

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 14 octobre 2021.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » du 18 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 796 (2020-2021)] relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 797 (2020-2021)] (23 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Ran Balicer, président du Comité national israélien d'experts sur le covid-19.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pascal Cormery, président et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge des addictions - Audition de M. Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, et du docteur Jean-Michel Delile, psychiatre, président de la Fédération Addiction.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du professeur Didier Pittet, président de la

Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité

sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 15 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Situation sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique covid-19.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : covid et santé mentale - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er bis (nouveau)** (*Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 406

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale** - (24 mars 2021) : p. 2158

- **Question orale sans débat sur l'épandage des boues d'épuration** - (6 mai 2021) : p. 3505 p. 3506

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6010

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 16** (*Création d'une visite médicale de mi-carrière*) : p. 6468 p. 6469

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7733

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7848 - **Chapitre II** (*Vaccination obligatoire*) : p. 7885 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 223** (*Travaux du Comité de citoyens sur les vaccins - Rapport au Parlement*) : p. 7886 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 75 rectifié** (*Services de prévention et de santé au travail - Missions d'information et de sensibilisation à la vaccination auprès de leurs adhérents*) : p. 7886 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 67 rectifié** (*Organismes locaux de l'assurance maladie - Missions de suivi*

des personnes à risques et non vaccinées contre la covid-19) : p. 7887 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 221** (*Covid-19 - Inscription dans le cadre législatif et réglementaire des maladies à déclaration obligatoire*) : p. 7887 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7889 p. 7890 p. 7891 p. 7892 p. 7893 p. 7894 p. 7895 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7897 - **Article 6** (*Satisfaction de l'obligation vaccinale par les personnes concernées*) : p. 7903 p. 7904 - **Article 7** (*Conséquences du manquement à l'obligation vaccinale en matière d'activité*) : p. 7905 p. 7906 p. 7907 p. 7910 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 152 rectifié** (*Non-respect de l'obligation vaccinale - Contravention de quatrième classe*) : p. 7911 - **Article 8** (*Sanctions pénales prévues dans le cadre de l'obligation vaccinale*) : p. 7912 - **Article 9** (*Autorisation d'absence pour se rendre à un rendez-vous de vaccination*) : p. 7913 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 220** (*Campagne de vaccination contre la covid-19 - Mobilisation des personnels assurant les missions de protection de la santé en milieu scolaire et universitaire - Rapport au Parlement*) : p. 7914 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 222** (*Inégalités sociales et territoriales en matière de couverture vaccinale - Rapport au Parlement*) : p. 7915 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 171** (*Lutte contre les pandémies - Utilisation de la carte vitale et mobilisation des caisses primaires d'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 7915

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7937

- **Question orale sans débat sur les oubliés du Ségur de la santé** - (28 septembre 2021) : p. 8437 p. 8438

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9887 p. 9892 p. 9919

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10057

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 314 rectifié quater et n° 566 rectifié ter** (*Contrat solidaire et responsable - Encadrement du remboursement différencié*) : p. 10115 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 547 rectifié et n° 317 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 10127

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10147 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 318 rectifié quinquies, n° 613 rectifié quater et n° 873 rectifié ter** (*Fiscalité - Produits du tabac à chauffer - Alignement du droit de consommation sur celui applicable aux cigarettes*) : p. 10201

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 37** (*Recours aux médicaments biosimilaires*) : p. 10336

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)]** - (15 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la campagne de vaccination** - (8 décembre 2021) : p. 11549 p. 11550

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 1**

rectifié ter, n° 2 rectifié, n° 3 rectifié bis et n° 6 rectifié bis (*Limitation des conflits d'usage liés à la poursuite de l'activité agricole - Création des zones de transition entre espaces artificialisés et espaces agricoles*) : p. 11597

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture** [n° 281 (2020-2021)] - (3 février 2021) - **Article 11** (*Encadrement du recours à un traitement algorithmique de données massives à des fins médicales*) : p. 763

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1461

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** [n° 419 (2020-2021)] - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1497

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2193 p. 2194

- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4585

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 quater - Amendements n° 213 rectifié ter et n° 1601 rectifié bis** (*Travaux des commissions départementales des impôts directs - Représentation des communes et intercommunalités*) : p. 7610 p. 7611

- **Question orale sans débat sur la suppression de la double tenue du registre d'état civil** - (28 septembre 2021) : p. 8427 p. 8428

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires** [n° 24 (2021-2022)] - (12 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9048

- **Question orale sans débat sur les règles procédurales sui generis en matière de diffamation** - (19 octobre 2021) : p. 9334

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022** [n° 118 (2021-2022)]

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 14** (*Réforme du régime social du conjoint collaborateur*) : p. 10175

DEVÉSA (Brigitte)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)

Devenu sénateur le 6 juillet 2021 (en remplacement de M. Patrick Boré, décédé le 5 juillet 2021).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 15 juillet 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article 56 (précédemment réservé)** (*Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 7615

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enlèvement d'enfants binationaux à leur père** - (21 juillet 2021) : p. 7648

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Abaissement de la durée de service effectif ouvrant droit à la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance pour les sapeurs-pompiers volontaires*) : p. 8278

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8970

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 2** (*Ouverture de l'adoption aux personnes liées par un pacte civil de solidarité et en concubinage*) : p. 9440 p. 9442

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9991

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 73 rectifié bis et n° 949 rectifié bis** (*Entreprises du secteur du BTP dans les territoires ultramarins - Bénéfice du régime de compétitivité renforcée par le paiement des cotisations*) : p. 10160 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 72 rectifié bis et n° 946 rectifié bis** (*Conditions d'application du 4ème barème dit « d'innovation et de croissance » du régime d'exonération de charges sociales patronales spécifiques applicables aux entreprises ultramarines (LODEOM) - Assouplissement*) : p. 10161

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article 42 bis (nouveau)** (*Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire de prestations d'accompagnement psychologique*) : p. 10417 p. 10418 - **Article 45** (*Simplification de l'accès à la complémentaire santé solidaire*) : p. 10444 p. 10445 p. 10446

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)]** - (15 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10521

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11562

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11776 - **Article 3** (*Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance*) : p. 11808

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11955

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Commission mixte paritaire [n° 263 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11991

DEVINAZ (Gilbert-Luc)
sénateur (Rhône)
SER

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 2 juin 2021.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité le 1er février 2021.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Proposition de loi visant à lutter contre le plastique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseume, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes du Sénat roumain.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen des motions et amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du lundi 13 septembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un

texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Audition d'organismes nationaux spécialisés dans la maîtrise des risques technologiques et la surveillance de la qualité de l'air.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs aux transports aériens - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Communication relative au bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP 26).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 35** (Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Mise en œuvre par les éditeurs et les distributeurs de services de mesures limitant les émissions de gaz à effet de serre - Inclusion dans rapport annuel) : p. 86 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 34, n° 52 rectifié bis et n° 53 rectifié bis** (Offres de vidéos - Indice d'impact environnemental lié au stockage et au visionnage - Information du consommateur) : p. 86 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 36 rectifié** (Secteurs de la mobilité, des télécoms, des voiries - Études d'impact environnement avant déploiement) : p. 96

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1465 p. 1466

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 2 bis (nouveau)** (Interdiction des granulés de plastique sur les terrains de sport synthétiques) : p. 1700

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2095 p. 2096

- **Question orale sans débat sur la situation d'un universitaire bloqué en Turquie** - (13 avril 2021) : p. 3098

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3455

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4012 - **Article 1er** (Contrôles d'alcoolémie et de substances psychoactives pour les personnels navigants) : p. 4019 - **Article 6** (Achèvement de la transposition de la directive 2009/12/CE sur les redevances aéroportuaires et maintien de la compétence

de l'Autorité de régulation des transports (ART) sur les aéroports malgré la baisse de leur trafic en 2020) : p. 4023 p. 4024 p. 4025 p. 4026

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 3** (Rôle et missions du comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement) : p. 4826

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 25** (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5286 - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Incitations au développement de parkings relais ainsi qu'à la mise en place de stationnements sécurisés pour vélos et engins de déplacement personnel) : p. 5309

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 33 bis - Amendement n° 1650 rectifié** (Transition énergétique - Taxe acquittée par l'entreprise qui fait appel à un service de livraison) : p. 5614 p. 5615 - **Intitulé du chapitre IV** : p. 5617 - **Article 35** (Objectif de fixation d'un prix du carbone européen pour le transport aérien à l'horizon 2025) : p. 5620 - **Article 36** (Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente) : p. 5631 p. 5633 p. 5634

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (Métropole de Lyon - Nature juridique) : p. 6638 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1046 rectifié** (Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine des communes) : p. 6640 p. 6641 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1049 rectifié** (Métropole de Lyon - Organisation) : p. 6641

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 48** (Habilitation à réviser par voie d'ordonnance le statut, les missions et la gouvernance du Cérema) : p. 7228 p. 7229 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 544** (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Moyens financiers et humains apportés par l'État - Adéquation - Rapport au Parlement) : p. 7229

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1045** (Syndicat de gestion des énergies - Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Éligibilité) : p. 7312 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 886 rectifié et n° 1019 rectifié** (Plans alimentaires territoriaux - Concertation transfrontalière) : p. 7315 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendement n° 222** (Déclaration d'intention de cessation d'activité agricole (DICAA) - Information systématique du maire) : p. 7315

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8048

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9805

- **Question orale sans débat sur les salmonelles et les éleveurs de volailles** - (30 novembre 2021) : p. 11332 p. 11333

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Arménie** - (15 décembre 2021) : p. 11865 p. 11866

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (4 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 68 (2020-2021)] tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 626 (2020-2021)] (25 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 807 (2020-2021)] tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 857 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Fonction publique [n° 196 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 174 (2021-2022)] visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte [n° 299 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de représentants de la profession d'avocat, à la suite du rapport de M. Dominique Perben.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

(*commission des affaires sociales*) : Expertise psychiatrique et psychologique en matière pénale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de Mme Françoise Gatel, présidente, sur les résultats de la consultation nationale des élus locaux sur l'efficacité de l'action publique et la décentralisation.

Réunion du lundi 10 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la haute fonction publique - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement (deuxième lecture) - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 8 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Serge Lasvignes, candidat présenté par le Président de la République aux fonctions de président de la

Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valorisant le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la médecine préventive dans la fonction publique territoriale.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Transformation et fonction publiques » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Situation migratoire à Calais - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charnalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 792 p. 794

- **Rappels au règlement** - (8 avril 2021) : p. 2898

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Contrôle des financements étrangers des associations culturelles*) : p. 2973

- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4556

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article 15 ter** (*Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique*) : p. 5027

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 bis H - Amendement n° 491 rectifié ter** (*Installations d'éoliennes en mer - Autorisation soumise à l'obligation de préservation des ressources biologiques*) : p. 5120 p. 5121 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Renforcement de la protection des ressources en eau souterraines stratégiques*) : p. 5123 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5192 p. 5195 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (*Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes*) : p. 5199

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22 bis BA (nouveau)** (*Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de production d'énergies renouvelables équivalentes*) : p. 5230

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6009 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6081

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6620 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1007 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine*) : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1197 rectifié** (*Infrastructures de transport par câbles - Installation - Pouvoirs du maire*) : p. 6723

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 10** (*Faculté pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'installer des radars automatiques*) : p. 6769 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (*Commissions départementales des espaces naturels, agricoles*)

et forestiers (CDPENAF) - Plans locaux d'urbanisme - Consultation) : p. 6784 - **Article 13 quater (nouveau)** (Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattage des loups définis au niveau national) : p. 6794

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Demande de réserve** : p.6992

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 44** (Transfert des services et agents de l'État aux collectivités et groupements concernés par les transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7194

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 48** (Habilitation à réviser par voie d'ordonnance le statut, les missions et la gouvernance du Cérema) : p. 7228

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 62** (Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres) : p. 7302

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture** [n° 779 (2020-2021)] - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7700

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels** [n° 787 (2020-2021)] - (23 septembre 2021) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (Déconcentration des actes de gestion des officiers de sapeurs-pompiers et transfert de l'organisation des concours et examens de sapeurs-pompiers professionnels) : p. 8268

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** [n° 835 (2020-2021)] - (29 septembre 2021) - **Rappel au règlement** : p. 8580

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État** [n° 807 (2020-2021)] - (6 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8910 - **Question préalable** : p. 8915 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8916 - **Article unique** : p. 8928 p. 8929

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure** [n° 47 (2021-2022)] - (18 octobre 2021) - **Demande de réserve** : p. 9247

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9371

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante** [n° 55 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9552

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire** [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9719

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 147 (2021-2022)]

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** : p. 10714

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire** [n° 176 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12026 p. 12027

DINDAR (Nassimah)
sénatrice (La Réunion)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de MM. Nicolas Bonnet, directeur gouvernance et territoires, et Ibrahim Dia, en charge des outre-mer, d'Action Logement.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Charles Trottmann, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD), Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer et directeur régional Pacifique, et Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, de la Banque des territoires.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Mayotte.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion commune avec la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale sur l'évolution institutionnelle outre-mer.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du vendredi 8 octobre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Situation sanitaire outre-mer - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 148

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale [n° 401 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1581

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6579

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6623 p. 6624

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 18** (*Création du contrat de mixité sociale*) : p. 6890 - **Article 22** (*Renforcement des dispositifs de mixité sociale dans le logement social, accès au logement social des travailleurs des secteurs essentiels et report des réformes de la gestion en flux des réservations et de la cotation des demandes de logements sociaux*) : p. 6921 p. 6922 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 83 rectifié et n° 81 rectifié** (*Logements sociaux - Critères d'attribution - Modification*) : p. 6925 p. 6926 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 82 rectifié** (*Logements sociaux - Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Liste des publics prioritaires - Établissement*) : p. 6926 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 80 rectifié et n° 488** (*Logements sociaux - Objectif d'attribution - Modulation*) : p. 6927 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 100 rectifié** (*Logements sociaux - Commission d'attribution et d'examen de l'occupation - Relogements - Information*) : p. 6927 p. 6928 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 85 rectifié** (*Logements - Sous-occupation - Définition - Modification*) : p. 6930 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 97 rectifié** (*Résidence universitaire - Locaux inoccupés - Location court séjour - Autorisation - Pérennisation*) : p. 6930 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 84 rectifié et n° 489** (*Logement social - Équilibre entre l'offre et la demande - Dispositif de cotation facultatif*) : p. 6931 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 66 rectifié bis** (*Lutte contre les vacances de logements sociaux - Expérimentation - Modalités dérogatoires*) : p. 6932 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réunion dématérialisée des commissions d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements, CALEOL*) : p. 6933

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7786 p. 7805 p. 7858

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**- (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° 14 rectifié bis, n° 248 rectifié bis, n° 841 et n° 1021** (*Enfants majeurs ayants droit du parent bénéficiaire du régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle (RLAM) - Report de l'âge limite du bénéfice de ce régime*) : p. 10448

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Service public de collecte et de traitement des déchets ménagers en Guadeloupe, Martinique et à La Réunion - Augmentation du taux de réfaction de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP=)*) : p. 10735

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-527, n° I-149 rectifié bis, n° I-363 rectifié et n° I-457 rectifié bis** (*Augmentation des dépenses d'allocations du revenu de solidarité active (RSA) - Dotation aux collectivités territoriales*) : p. 11150 - **Article 14** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 11174

DJEBBARI (Jean-Baptiste)
*ministre délégué auprès de la ministre de
 la transition écologique, chargé des
 transports
 (jusqu'au 31 décembre 2021)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1602 du 16 décembre 2020 relative au régulateur des redevances aéroportuaires [n° 275 (2020-2021)] (13 janvier 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 535 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement - Transports - Union européenne.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-206 du 24 février 2021 relative aux installations à câbles prise en application de l'article 128 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités [n° 544 (2020-2021)] (28 avril 2021) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités [n° 710 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Transports.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 755 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1165 du 8 septembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE [n° 161 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le bilan de la loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures en France** - (19 janvier 2021) : p. 186

- **Question orale sans débat sur l'avenir des moulins à eau** - (19 janvier 2021) : p. 187

- **Question orale sans débat sur la définition de la réglementation environnementale 2020** - (19 janvier 2021) : p. 188

- **Question orale sans débat sur le contournement Est de Rouen** - (19 janvier 2021) : p. 189

- **Question orale sans débat sur les délais d'instruction des demandes de création d'unités de méthanisation** - (19 janvier 2021) : p. 190

- **Question orale sans débat sur la réalisation de la ligne 17 et les impacts du calendrier sur la ville de Tremblay-en-France** - (19 janvier 2021) : p. 191

- **Question orale sans débat sur le projet du barreau Paris-Laon** - (19 janvier 2021) : p. 191

- **Question orale sans débat sur le barrage de Sivens** - (19 janvier 2021) : p. 192

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la desserte ferroviaire du Massif central** - (3 mars 2021) : p. 1436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la traduction législative des travaux de la Convention citoyenne sur le climat** - (3 mars 2021) : p. 1436

- **Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1705 - **Article 1er** (*Création d'une vignette « collection » pour les véhicules disposant d'un certificat d'immatriculation avec la mention « véhicule de collection »*) : p. 1712 p. 1713

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la liaison Bordeaux - Paris-Orly** - (7 avril 2021) : p. 2782

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3507 p. 3509 p. 3510 p. 3511 p. 3512 p. 3513 p. 3514 p. 3515 p. 3516 p. 3517 p. 3518 p. 3519

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (18 juin 2021) - **Article 25** (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO₂ à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5287 p. 5291 p. 5294 p. 5295 - **Article 25 bis B (nouveau)** (Possibilité pour les acteurs fournissant des services de distribution de carburants alternatifs d'accéder aux données des véhicules « connectés ») : p. 5296 - **Article 25 bis** (Action prioritaire de report modal vers les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)) : p. 5297 p. 5298 p. 5299 - **Article 26 A (nouveau)** (Création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule léger propre) : p. 5300 p. 5301 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 941** (Indemnité kilométrique - Régime - Réforme) : p. 5302 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 322 rectifié bis** (Boîtiers bioéthanol - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Taux - Réduction) : p. 5303 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 529** (Vélo utilisé à des fins professionnelles - TVA déductible) : p. 5303 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 976 rectifié bis** (Régions - Prime à la conversion - Véhicules éligibles les moins polluants - Réemploi - Autorisation - Personnes socialement défavorisées - Location) : p. 5304 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendements n° 167 rectifié, n° 476 rectifié et n° 1459 rectifié** (Taxe sur la masse en ordre de marche - Barème - Ajustement) : p. 5307 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 618 rectifié** (Véhicule - Taux de pénétration dans l'air - Affichage - Mise en place) : p. 5308 - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Incitations au développement de parkings relais ainsi qu'à la mise en place de stationnements sécurisés pour vélos et engins de déplacement personnel) : p. 5310 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 2078 rectifié et n° 2274** (Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Données d'usage détenues par les assistants de déplacement numérique - Autorisation d'accès) : p. 5311 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1753** (Établissements publics - Sites accueillant plus de 100 salariés - Plan de mobilité (PDM) - Mise en place obligatoire) : p. 5312 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1552 rectifié** (Entreprises - Collectivités - Plan de mobilité - Élaboration obligatoire) : p. 5313 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1646** (Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Lignes de covoiturage régulières - Possibilité de lever du versement mobilité - Extension) : p. 5314

- **Suite de la discussion (22 juin 2021) - Demande de priorité** : p. 5324 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1112** (Augmentation de la part modale du vélo - Équipement des pôles d'échanges multimodaux de stationnement vélos proportionnés au trafic quotidien) : p. 5325 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 2157 rectifié** (Intermodalité autour des gares du Grand Paris Express - Participation financière de la Société du Grand Paris aux interconnexions ferroviaires) : p. 5325 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1113** (Immeubles dotés de parties communes - Installation d'infrastructures permettant le stationnement des vélos) : p. 5326 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1114** (Copropriétés des immeubles bâtis - Règles de vote assouplies sur le stationnement sécurisé des cycles) : p. 5326 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1721** (Développement des véhicules intermédiaires - Rapport au Parlement) : p. 5327 - **Article 26 bis** (Infrastructure collective de recharge dans les immeubles collectifs) : p. 5328 p. 5329 p. 5330 p. 5331 - **Article 26 ter** (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes publiques) : p. 5332 p. 5333 - **Article 26 quater** (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes des entreprises) : p. 5333 p. 5334 - **Article 26 quinquies** (Obligation d'une proportion minimale de vélos ou de véhicules à très faibles émissions pour les plateformes de livraison) : p. 5334 - **Article 26 sexes** (Précision relative au covoiturage) : p. 5335 p. 5336 p. 5337 - **Article 26 septies** (Intégration des itinéraires relevant des schémas cyclables dans le plan de mobilité et prise en compte

du plan de mobilité par le schéma de cohérence territoriale) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 26 septies - Amendement n° 2017 rectifié bis** (Aménagements des routes support d'un itinéraire cyclable ou limitation de vitesse) : p. 5339 - **Article 26 octies (supprimé)** (Possibilité de réduction de l'obligation de construction d'une aire de stationnement pour véhicule motorisé en contrepartie de la création d'infrastructures ou de l'aménagement d'espaces pour vélos) : p. 5339 - **Article 26 nonies** (Déploiement des infrastructures de recharge pour la mobilité électrique) : p. 5340 - **Article additionnel après l'article 26 nonies - Amendement n° 980 rectifié bis** (Transition énergétique - Solution gaz naturel pour véhicules (GNV) - Schémas de développement des infrastructures de recharge) : p. 5341 - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5345 p. 5346 p. 5348 p. 5350 p. 5351 p. 5352 p. 5353 p. 5354 p. 5355 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 1782 rectifié ter** (Lutte contre les nuisances environnementales - Plans d'actions contre les contournements nocifs de sections d'autoroute à péages par les poids lourds) : p. 5356 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 475** (Lutte contre la saturation des voies ouvertes à la circulation - Création de zones à trafic limité) : p. 5358 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 15 rectifié bis, n° 647, n° 1029 rectifié, n° 1562 et n° 2014 rectifié bis** (Poids lourds dépourvus de dispositif de détection des usagers vulnérables - Circulation restreinte dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) : p. 5359 - **Article 27 bis AA (nouveau)** (Renforcement de l'apprentissage de l'usage du vélo dans le cadre scolaire) : p. 5360 - **Article 27 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Simplification de la réalisation ou du réaménagement d'itinéraires cyclables desservant des zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)) : p. 5361 - **Article 27 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de mise à jour du plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques dans le cadre du plan climat-air-énergie) : p. 5362 - **Article 27 bis C** (Information des utilisateurs des services numériques d'assistance au déplacement sur les impacts environnementaux de leurs trajets) : p. 5362 - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (Ouverture des voies réservées des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 à d'autres modes de transport partagés) : p. 5363 - **Article 29** (Mesures de tarification attractive des trains régionaux) : p. 5365 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 1551** (Inter-modalité des services de transport - Création de carte multimodale) : p. 5366 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 286 rectifié ter** (Amélioration de l'offre ferroviaire - Modulation des subventions d'exploitation aux exploitants ferroviaires en fonction des performances au regard des objectifs de qualité) : p. 5367 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis** (Transition énergétique - Forfait « mobilités durables ») : p. 5370 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 313** (Frais de transports collectifs - Renforcement de la prise en charge par les employeurs) : p. 5371 - **Article 29 bis A (nouveau)** (Diminution du taux de TVA à 5,5 % pour les billets de train) : p. 5372 p. 5374 - **Article 29 bis B (nouveau)** (Tarifs de péage privilégiés sur les autoroutes pour les voitures réalisant du covoiturage et pour les véhicules de transport en commun) : p. 5375 - **Article additionnel après l'article 29 bis B - Amendement n° 1649 rectifié** (Réduction des gaz à effet de serre (GES) - Contrats de concession autoroutière) : p. 5376 - **Article additionnel après l'article 29 bis B - Amendement n° 118 rectifié bis** (Transition écologique - Définition de l'activité de location de courte durée) : p. 5377 - **Article additionnel après l'article 29 bis B - Amendement n° 170 rectifié** (Taxe additionnelle annuelle sur les surfaces de stationnements des hypermarchés et centres commerciaux) : p. 5378 - **Article additionnel après l'article 29 bis B - Amendement n° 1485 rectifié** (Soutiens de l'État en faveur du développement des mobilités durables dans les espaces peu denses - Rapport au Parlement) : p. 5379 - **Article**

additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 223 rectifié (*Réduction des émissions de gaz à effet de serre - Relance de l'autotrain*) : p. 5379 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 165** (*Développement de l'activité dite « auto-train » - Rapport au Parlement*) : p. 5380 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 1648** (*Impacts environnementaux des infrastructures autoroutières - Rapport au Parlement*) : p. 5381 - **Intitulé du chapitre II** : p. 5382 - **Article 30** (*Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030*) : p. 5386 p. 5387 p. 5389 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 169, n° 1535 et n° 1229 rectifié** (*Transport routier de marchandises - Dégrèvement de la partie contribution climat énergie du gazole - Suppression*) : p. 5391 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1963** (*Transport maritime - Exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression*) : p. 5392 p. 5392 - **Article 30 bis (nouveau)** (*Identification des voies navigables d'intérêt régional dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires*) : p. 5393 - **Article 30 ter (nouveau)** (*Objectif de doublement des parts modales du fret ferroviaire et fluvial et définition d'une stratégie pour le développement des modes massifiés*) : p. 5394 p. 5395 p. 5396 p. 5397

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 2158 rectifié** (*Terminaux multimodaux de fret - Création de nouvelles sociétés d'économie mixte par l'État*) : p. 5549 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 1594 rectifié** (*Report modal vers les transports ferroviaires et fluvial - Clauses financières liées à des critères environnementaux*) : p. 5550 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 173** (*Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général*) : p. 5551 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 761 rectifié** (*Stratégie nationale de développement du fret ferroviaire (SDFF) - Système de suivi et de pilotage*) : p. 5552 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendements n° 205 rectifié et n° 1569 rectifié** (*Entrepôt et plateformes logistiques - Raccordement à un réseau ferroviaire*) : p. 5552 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 1651 et n° 1652** (*Alternative ferroviaire possible - Restrictions de circulation de marchandises sur route - Rapport au Parlement*) : p. 5553 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 634** (*Fermeture des gares de triage - Moratoire*) : p. 5554 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 637** (*Approvisionnement permanent par voie ferrée - Marchés d'intérêt national et marchés de gros*) : p. 5554 - **Article 31 B (nouveau)** (*Prolongement du dispositif de suramortissement pour véhicules utilitaires et véhicules lourds à motorisations alternatives jusqu'en 2030*) : p. 5555 - **Article additionnel après l'article 31 B - Amendement n° 2159 rectifié** (*Modulation des péages en fonction du type de motorisation ou des émissions de CO₂ - Poids lourds*) : p. 5556 - **Article 31** (*Formation à l'écoconduite des conducteurs routiers professionnels*) : p. 5556 p. 5557 - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation de sensibilisation à l'écoconduite pour les entreprises avec une flotte de plus de vingt véhicules, notamment concernant les véhicules hybrides*) : p. 5558

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil d'État relative à l'action de l'État en faveur du climat (I)** - (7 juillet 2021) : p. 6522

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil d'État relative à l'action de l'État en faveur du climat (II)** - (7 juillet 2021) : p. 6525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations et les annonces européennes en la matière** - (21 juillet 2021) : p. 7641

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations en Allemagne et en Belgique** - (21 juillet 2021) : p. 7643

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports,**

de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8045

- **Question orale sans débat sur le secteur des services à domicile** - (7 octobre 2021) : p. 8949

- **Question orale sans débat sur l'inefficacité des politiques de lutte contre le démarchage téléphonique non sollicité et les appels frauduleux** - (7 octobre 2021) : p. 8949

- **Question orale sans débat sur l'exonération de taxe sur le foncier non bâti pour les agriculteurs en conversion biologique** - (7 octobre 2021) : p. 8950

- **Question orale sans débat sur le projet d'amendement gouvernemental relatif au financement de l'électrification rurale** - (7 octobre 2021) : p. 8951

- **Question orale sans débat sur la qualité de l'eau** - (7 octobre 2021) : p. 8952

- **Question orale sans débat sur la circulation des poids lourds dans la commune du Bonhomme et dans le massif des Vosges** - (7 octobre 2021) : p. 8953

- **Question orale sans débat sur la baisse de l'offre de transport ferroviaire à destination du Sud-Ouest** - (7 octobre 2021) : p. 8953

- **Question orale sans débat sur les conditions de raccordement électrique des parcs éoliens** - (7 octobre 2021) : p. 8954

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe*) : p. 10606 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** (*Collectivité européenne d'Alsace - Transport routier de marchandises - Taxe*) : p. 10609 - **Article 1er quater (nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe*) : p. 10610 - **Article 1er septies (nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe*) : p. 10612 - **Article 1er octies (nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe*) : p. 10613 - **Article 1er duodécies (nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe*) : p. 10615 - **Article 1er quaterdecies - Amendement n° 7** (*Collectivité européenne d'Alsace - Taxe sur le transport routier des marchandises - Affectation*) : p. 10615 - **Article 1er quindecies (nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine*

public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe) : p. 10616 - **Article additionnel après l'article 1er sexdecies - Amendement n° 10 rectifié** (Collectivité européenne d'Alsace - Taxe sur le transport routier de marchandises - Consultation des sociétés donneurs d'ordre) : p. 10617 - **Article 1er septdecies (nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe) : p. 10618 - **Article 1er octodecies (nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe) : p. 10619 - **Article 4 (nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2021-616 du 19 mai 2021 relative aux conditions de reprise par l'Eurométropole de Strasbourg des engagements contractuels de l'État relatifs à l'autoroute A355, sous réserve de précisions) : p. 10620

- **Question orale sans débat sur les difficultés liées à l'amplification des certificats d'économies d'énergie** - (14 décembre 2021) : p. 11735

- **Question orale sans débat sur les modalités de fonctionnement de la ligne de train de nuit Paris-Briançon** - (14 décembre 2021) : p. 11735

- **Question orale sans débat sur le manque d'attractivité du métier de conducteur de transport en commun** - (14 décembre 2021) : p. 11736

- **Question orale sans débat relative aux dysfonctionnements sur le réseau des trains express régionaux de l'Oise** - (14 décembre 2021) : p. 11737

- **Question orale sans débat sur l'interdiction de certains cépages** - (14 décembre 2021) : p. 11738

- **Question orale sans débat sur le soutien de la filière laitière dans les Pyrénées-Atlantiques** - (14 décembre 2021) : p. 11738

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dégazage sauvage d'un navire au large de la Corse** - (15 décembre 2021) : p. 11861

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le préavis de grève à la SNCF** - (15 décembre 2021) : p. 11866

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Rapporteuse générale de la commission des affaires sociales à partir du 8 juillet 2021 ; membre de la commission jusqu'au 7 juillet 2021.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique tendant à renforcer le pilotage financier de la sécurité sociale et à garantir la soutenabilité des comptes sociaux [n° 492 (2020-2021)] (26 mars 2021) - **Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Le plafond annuel de la sécurité sociale [n° 865 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Exposé général [n° 130 tome 1 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Examen des articles [n° 130 tome 2 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 154 (2021-2022)] (16 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 189 (2021-2022)] pour 2022 [n° 220 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Situation financière du régime complémentaire et unification du recouvrement - Audition de Mme Brigitte Pisa, vice-présidente et de M. François-Xavier Selleret, directeur général de l'Agirc-Arrco.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Audition du professeur Olivier Claris, coordonnateur de la mission sur la gouvernance et la simplification hospitalières.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au monde combattant - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Pierre Viola, président de section, et Jean-Luc Fulachier, rapporteur général, sur les rapports de la Cour des comptes relatifs à la certification des comptes du régime général de sécurité sociale et du conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI).

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité civile de certains professionnels de santé - Examen du rapport d'information.

Stratégie vaccinale au Royaume-Uni - Audition de Mme Kate Bingham, ancienne responsable de la UK Vaccine Taskforce.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Élection du rapporteur général.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de biomédecine.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi organique et proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Plafond annuel de la sécurité sociale - Examen du rapport d'information.

Projet de loi relatif à la protection des enfants - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Renaud Villard, directeur et Gérard Rivière, président, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mmes Marie-Anne Montchamp, présidente, et Virginie Magnant, directrice, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 8 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du professeur Emmanuel Rusch, président du comité de contrôle et de liaison covid-19 (CCL).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement [n° 23 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 293

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 631 p. 641 p. 643 p. 653 p. 663

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 757 p. 758 p. 759

- **Question orale sans débat sur l'école inclusive et les accompagnants des élèves en situation de handicap** - (9 février 2021) : p. 899

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 946

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1164 - **Article 2 quinquies B (supprimé)** (*Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme*) : p. 1190 p. 1193 - **Article 2 quinquies** (*Extension du droit de prescription des masseurs-kinésithérapeutes aux produits de santé*) : p. 1195 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 105 et n° 193 rectifié ter** (*Orthophonie - Accès direct aux diagnostics et aux soins - Autorisation*) : p. 1199 - **Article 5** (*Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service*) : p. 1219 - **Article 6** (*Possibilité de regrouper la commission médicale d'établissement et la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques en une seule commission médico-soignante*) : p. 1226

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article 10** (*Lutte contre les abus liés à l'intérim médical*) : p. 1259

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1682

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture [n° 461 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2513 p. 2514

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (*Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité*) : p. 2824

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er A** (*Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales*) : p. 3629 - **Rapport annexé** : p. 3687 p. 3708 p. 3710 p. 3711 p. 3712

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3760 p. 3774

- **Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs [n° 611 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4341

- **Question orale sans débat sur la participation des employeurs territoriaux à la prévoyance** - (3 juin 2021) : p. 4527 p. 4528

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture [n° 677 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5578

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 162 rectifié ter** (*Services de prévention et de santé au travail - Missions - Lutte contre les violences sexistes - Inclusion*) : p. 6400 - **Article 4** (*Extension des missions des services de santé au travail*) : p. 6421 p. 6422 p. 6425

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 17 bis (supprimé)** (*Mutualisation du suivi de l'état de santé des salariés ayant plusieurs employeurs*) : p. 6475 - **Article 25** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6504 - **Article 26** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6506

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 1257 rectifié, n° 658 rectifié et n° 791 rectifié** (*Contrats locaux de santé (CLS) - Systématisation*) : p. 7053

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7079

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Article 36** (*Compétence départementale en matière d'habitat inclusif et d'adaptation des logements au vieillissement de la population*) : p. 7128 - **Article 38 (supprimé)** (*Transfert aux départements de la tutelle des pupilles de l'État*) : p. 7135

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7809 p. 7844 p. 7857 p. 7861

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8398 p. 8399

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2021) - **Article 2** (*Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année*) : p. 8474

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture [n° 17 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9006

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article 5** (*Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 9119

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10040 - **Question préalable** : p. 10048

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 3** (*Affiliation, au titre de cette activité, d'une partie du personnel de santé mobilisé sur la vaccination contre la covid-19 et dérogations aux règles du cumul emploi-retraite pendant la crise sanitaire*) : p. 10074 p. 10075 - **Article 4** (*Allègement de la taxe sur la vente en gros des spécialités pharmaceutiques*) : p. 10076 p. 10077 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 125 et n° 880 rectifié** (*Organismes complémentaires d'assurance maladie - Contribution exceptionnelle - Augmentation*) : p. 10077 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 126 et n° 881 rectifié** (*Agence nationale de santé publique - Financement*) : p. 10078 - **Article 5** (*Assouplissement de l'échéance de signature des contrats prévus à l'article 50 de la LFSS pour 2021*) : p. 10080 - **Article 6** (*Transferts financiers entre branches de sécurité sociale*) : p. 10082 - **Article 7** (*Rectification des tableaux d'équilibre*) : p. 10084 - **Article 8** (*Rectification de l'Ondam et des sous-Ondam*) : p. 10085

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 10** (*Poursuite de l'unification du recouvrement dans la sphère sociale*) : p. 10088 p. 10089 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 922 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Services publics essentiels - Service téléphonique des caisses primaires d'assurance maladie - Gratuité*) : p. 10089 - **Article 11** (*Versement immédiat des aides sociales et fiscales aux services à la personne*) : p. 10094 p. 10095 p. 10096 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 358 rectifié quater** (*Organismes permanents à caractère social - Procédures de déclaration d'emplois ponctuels - Simplification*) : p. 10097 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 654 rectifié bis, n° 920 rectifié ter et n° 2 rectifié** (*CSG-CRDS - Non-résidents - Exonération*) : p. 10099 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 783 et n° 979 rectifié bis** (*CSG sur les revenus du capital - Augmentation*) : p. 10100 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 981 rectifié bis** (*CSG - Seuil d'exonération*) : p. 10101 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 237 rectifié bis et n° 831 rectifié bis** (*Retraités agricoles - Fermage - Abattement fiscal - Création*) : p. 10103 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 978 rectifié ter, n° 985 rectifié bis et n° 988 rectifié** (*Sécurité sociale - Cinquième branche - Financement*) : p. 10103 p. 10104 p. 10106 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 786 rectifié** (*Sociétés - Revenus financiers - Soumission à cotisation sociale*) : p. 10107 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 380** (*Contribution de solidarité des actionnaires - Prélèvement sur les dividendes des entreprises*) : p. 10108 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 320 rectifié et n° 321 rectifié** (*Taxe de solidarité additionnelle (TSA) - Taux - Diminution*) : p. 10109 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Transmission, par le Centre national de traitement des données fiscales (CNTDF), des taux de contribution sociale généralisée (taux normal, intermédiaire ou réduit) à tous les organismes d'assurance versant des prestations de prévoyance complémentaire*) : p. 10110 - **Article 12** (*Harmonisation du régime fiscal et social des contributions des employeurs publics à la protection sociale complémentaire*) : p. 10111 p. 10113 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 599 rectifié** (*Allocation journalière du proche aidant (AJPA) - Financement*) : p. 10115 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 314 rectifié quater et n° 566 rectifié ter**

(*Contrat solidaire et responsable - Encadrement du remboursement différencié*) : p. 10116 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 rectifié, n° 408 rectifié, n° 861 rectifié, n° 1019 rectifié et n° 1024 rectifié ter** (*Dispositif travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi - Pérennisation*) : p. 10117 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 26 rectifié** (*Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - Embauche de travailleurs saisonniers - Exonération*) : p. 10117 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 935 rectifié bis** (*Sécurité sociale - Versement indu d'une prestation - Allocataire - Évaluation des capacités de remboursement*) : p. 10118 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 729 et n° 638 rectifié** (*Accès à l'allègement des cotisations patronales - Prise en compte de critères sociaux et écologiques*) : p. 10120 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 788 rectifié bis** (*Entreprises - Contributions à la branche famille - Rétablissement*) : p. 10121 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 769 et n° 937 rectifié bis** (*Cotisations patronales familiales - Allègement - Limitations*) : p. 10121 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 970 rectifié ter** (*Burn-out - Prévention*) : p. 10122 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 883 rectifié bis** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Services d'aide à domicile - Exonération de charges sociales*) : p. 10122 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 939 rectifié bis** (*Laboratoires d'analyse vétérinaire - Groupements d'intérêt public - Réduction générale des cotisations patronales - Article L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Application*) : p. 10124 p. 10125 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 283 rectifié bis** (*Entreprises - Intéressement - Encouragement*) : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 843 rectifié** (*Médecin retraité - Cumul emploi/retraite - Plafond d'exonération des cotisations sociales et de retraite*) : p. 10126 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 547 rectifié et n° 317 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Médecins retraités - Exonération fiscale*) : p. 10127

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10147 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 849 rectifié** (*Lutte contre les déserts médicaux en outre-mer - Exonération de cotisations sociales sur les revenus d'activité des médecins nouvellement diplômés*) : p. 10150 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 941 rectifié bis** (*Contrat liant un journaliste professionnel et une entreprise de presse française - Protection sociale des journalistes quel que soit le lieu d'exercice*) : p. 10151 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 848 rectifié bis** (*Entreprises situées en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte - Dispositif d'exonération totale des cotisations et contributions sociales pour l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié de moins de 26 ans*) : p. 10152 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 13 rectifié bis** (*Réduction pérenne de cotisations sociales - Extension aux EHPAD et unités de soins longue durée du secteur public*) : p. 10154 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 798 rectifié bis** (*Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés à but lucratif - Cotisation spécifique prélevée sur leurs revenus*) : p. 10154 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 790 rectifié bis** (*Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les salaires*) : p. 10155 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 406 rectifié bis et n° 834 rectifié bis** (*Compensation de l'augmentation des charges des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Exonération de la taxe sur les salaires*) : p. 10156 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 270 rectifié bis** (*Droits de défense des professionnels ou établissements de santé - Assistance par le conseil de leur choix*) : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 267 rectifié bis** (*Action en recouvrement - Réponse obligatoirement*

motivée) : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 265 rectifié bis** (Cotisant en situation de litige sur des cotisations de sécurité sociale - Saisine possible d'une commission des recours) : p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 268 rectifié bis** (Refus de délivrance de l'attestation de vigilance - Subordination au terme de la procédure contradictoire) : p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 269 rectifié bis** (Procédure d'analyse de l'activité des professionnels de santé - Information des intéressés) : p. 10160 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 73 rectifié bis et n° 949 rectifié bis** (Entreprises du secteur du BTP dans les territoires ultramarins - Bénéfice du régime de compétitivité renforcée par le paiement des cotisations) : p. 10161 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 72 rectifié bis et n° 946 rectifié bis** (Conditions d'application du 4ème barème dit « d'innovation et de croissance » du régime d'exonération de charges sociales patronales spécifiques applicables aux entreprises ultramarines (LODEOM) - Assouplissement) : p. 10162 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 630 rectifié** (Application de l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale - Rapport au Parlement) : p. 10163 - **Article 13** (Élargissement de l'expérimentation de l'auto-liquidation et suppression des pénalités en cas d'erreur d'estimation du revenu) : p. 10163 p. 10164 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 782** (Ruptures conventionnelles - Rétablissement des cotisations sociales) : p. 10165 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 787 rectifié** (Régimes de retraite à « chapeau » les plus importants - Augmentation de leur taxation) : p. 10165 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 784 et n° 980 rectifié ter** (Attribution gratuite d'actions - Augmentation de la contribution patronale) : p. 10166 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 785** (Limitation du recours au temps partiel - Majoration des cotisations d'assurance sociale employeur des entreprises) : p. 10167 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 833 rectifié bis** (Cas de décès du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modifications des modalités de calcul des cotisations) : p. 10168 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 874 rectifié et n° 832 rectifié bis** (Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modification des modalités de calcul des cotisations) : p. 10169 p. 10170 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 950 rectifié bis** (Employeurs ou travailleurs indépendants en outre-mer - Rééchelonnement des dettes) : p. 10171 - **Article 13 ter (nouveau)** (Délai de quatre mois applicable à compter de la demande du cotisant auteur de bénéficier du remboursement du trop-perçu) : p. 10172 - **Article 13 quater (nouveau)** (Remise automatique du précompte aux artistes auteurs) : p. 10172 - **Article 14** (Réforme du régime social du conjoint collaborateur) : p. 10174 p. 10176 p. 10177 - **Article 14 bis (nouveau)** (Limitation à cinq ans du statut de conjoint collaborateur d'exploitant agricole) : p. 10178 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 800 rectifié** (Médecins - Dépassements d'honoraires excessifs - Sanction par une amende) : p. 10179 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 797 rectifié** (Instauration d'une expérimentation intitulée « Objectif 32h » avec l'exonération de cotisations - Rapport au Parlement) : p. 10179 - **Article 15** (Modification du droit de communication bancaire pour optimiser les investigations) : p. 10181 - **Article 16** (Mise en cohérence des contributions sur le champ des produits de santé) : p. 10182 p. 10184 p. 10186 p. 10187 p. 10188 p. 10189 p. 10190 p. 10191 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 678** (Ensemble des médicaments dérivés du sang - Exonération de la contribution sur le chiffre d'affaires) : p. 10191 - **Article 16 bis (nouveau)** (Renforcer les sanctions contre les grossistes-répartiteurs « short liners » qui ne respectent pas leurs obligations de service public) : p. 10192 - **Article 16 ter (nouveau)** (Moyens et missions des comités de protection des personnes) : p. 10195 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater** (Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la

sécurité sociale) : p. 10197 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 996 rectifié** (Tarifs du droit de circulation du vin - Augmentation) : p. 10198 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 1011** (Santé - Objectif de réduction des apports en sucre - Création d'une taxe additionnelle sur l'aspartame) : p. 10200 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 318 rectifié quinquies, n° 613 rectifié quater et n° 873 rectifié ter** (Fiscalité - Produits du tabac à chauffer - Alignement du droit de consommation sur celui applicable aux cigarettes) : p. 10201 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 401 rectifié ter, n° 870 rectifié et n° 925 rectifié ter** (Boissons alcooliques - Institution d'une contribution perçue par la Caisse nationale d'assurance maladie) : p. 10204 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 402 rectifié ter** (Bières à fort degré alcoolique - Taxe spécifique perçue au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) : p. 10205 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 242 rectifié ter** (Contribution sur les boissons non alcooliques - Différenciation tarifaire appliquée aux eaux de source et aux eaux minérales) : p. 10206 - **Article 17** (Transferts financiers entre branches et régimes de la sécurité sociale) : p. 10207 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 771** (Dérogeration au principe de non-compensation dans le cadre de l'autonomie financière de la Sécurité sociale - Vote de la part des caisses de Sécurité sociale) : p. 10208 - **Article 19 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes, réparties par catégories dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, et le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 10211 - **Article 20** (Approbation des prévisions de recettes, réparties par catégories dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, et le tableau d'équilibre, par branche, du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 10212 - **Article 23 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 10218

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - **Article 40** (Amélioration de l'accès à la filière visuelle) : p. 10369 p. 10374 - **Article 42 bis (nouveau)** (Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire de prestations d'accompagnement psychologique) : p. 10416 - **Article 54** (Dotation au FMIS, aux ARS et à l'ONIAM) : p. 10482 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 235** (Équilibre financier de l'ensemble des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence sur l'équilibre et sur le financement des retraites) : p. 10496

- **Nouvelle lecture [n° 189 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11290 - **Question préalable** : p. 11298

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 3** (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11800 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 363 rectifié bis** (Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) - Extension à la protection de l'enfance) : p. 11813 - **Article 3 bis D** (Garantie d'un accompagnement aux jeunes en difficulté sortant de l'ASE) : p. 11820 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 180 rectifié bis** (Mineurs ou jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Accompagnement systématique dans la lecture de leur dossier) : p. 11837

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2021) - **Article 6** (Formaliser par un référentiel national l'évaluation des informations préoccupantes) : p. 11870 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 70 rectifié et n° 430** (Assistants familiaux - Bénéfice d'au moins un week-end de repos mensuel) : p. 11888 - **Article 12 bis A** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation des « maisons de l'enfant et de la famille ») : p. 11903 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385** (Institution d'un conseil départemental des

enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection : p. 11931

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Sécurités (Gendarmerie nationale - Police nationale - Sécurité et éducation routières) [n° 743 tome 2 vol. 1 annexe 29 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur le bilan du rattachement de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur [n° 775 (2020-2021)] (16 juillet 2021) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Sécurités (Gendarmerie nationale - Police nationale - Sécurité et éducation routières) [n° 163 tome 3 vol. 1 annexe 29 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des finances*) : Évolution du modèle bancaire et avenir de la banque universelle - Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Denis Beau, premier sous-gouverneur de la Banque de France, Paul de Leusse, directeur général d'Orange Bank, et Alexandre Prot, cofondateur et président-directeur général de Qonto.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur le budget de l'État en 2020 (résultats et gestion), sur la certification des comptes de l'État - exercice 2020, et sur l'avis du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des finances*) : Coûts et avantages de la syndication - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur la syndication.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des finances*) : Bilan de l'intégration de la gendarmerie au ministère de l'intérieur - Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Jérôme Léonnet, directeur général adjoint de la police nationale et Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la situation financière de la SNCF.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur l'avenir des dettes publiques.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 966 p. 967 p. 968

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la Bourse de Paris** - (3 mars 2021) : p. 1439 p. 1440

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1830 p. 1834 p. 1835

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 248** (*Recours aux caméras individuelles - Autorisation étendue aux agents de sécurité privée*) : p. 1949

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des ressources humaines de la police nationale** - (24 novembre 2021) : p. 11227 p. 11228

DOSSUS (Thomas)
sénateur (Rhône)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 14 octobre 2021.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-président du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis vice-président du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à interdire la corrida [n° 851 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à interdire les pratiques cruelles de chasse [n° 852 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 318 (2019-2020)] visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 21 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Tony Estanguet, président du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) de Paris 2024 et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des associations de parents d'élèves.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Sébastien Missoffe, vice-président, directeur général, Benoît Tabaka, directeur des relations institutionnelles et des politiques publiques de Google France, Anton' Maria Battesti, responsable des affaires publiques, et Martin Signoux, chargé des affaires publiques de Facebook France.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 10 p. 11

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 307

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1022

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 198 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1057

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1322 p. 1326

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1397

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1780 p. 1791 p. 1798

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 2000 - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (*Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public*) : p. 2011

- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2205

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (*Maire - Nouveau pouvoir de police - Création*) : p. 2440

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3055

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3413 p. 3414

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3523

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3566 - **Article unique** : p. 3581

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Deuxième lecture [n° 578 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4087

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4504 p. 4505

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4568

- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4589

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4622 - **Article 2** (*Possibilité pour les collectivités d'attribuer des subventions aux petites librairies indépendantes*) : p. 4636

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667**

(2020-2021)] - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4787

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4844 p. 4846 p. 4848 p. 4852 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 347** (*Publicité proposant la réduction du malus - Interdiction*) : p. 4857 - **Article 5** (*Codes de bonne conduite dans le secteur de la publicité*) : p. 4875 p. 4876 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 358** (*Stratégie nationale bas carbone (SNBC) - Secteur numérique - Fixation d'un budget carbone*) : p. 4882 - **Article 6** (*Décentralisation du pouvoir de police de la publicité*) : p. 4885 p. 4886 - **Article 7** (*Possibilité pour le règlement local de publicité d'encadrer les publicités et enseignes à l'intérieur des vitrines*) : p. 4891 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 353** (*Publicités - Surface des bâches lors des travaux - Limitation*) : p. 4891 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 354** (*Règlements locaux de publicité - Contenu des publicités sur bâches - Contrôle*) : p. 4892 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 562, n° 2219, n° 1169 rectifié ter et n° 1764 rectifié ter** (*Éclairage public et ses nuisances lumineuses - Autorités compétentes - Pouvoir d'astreinte*) : p. 4892 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 351** (*Monuments historiques - Dispositifs publicitaires - Réduction de leur taille*) : p. 4894 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 352** (*Monuments historiques - Publicité pour les produits les plus polluants - Interdiction*) : p. 4894 - **Article 8** (*Interdiction des avions publicitaires*) : p. 4895 p. 4896 - **Article 9** (*Expérimentation du dispositif « Oui Pub »*) : p. 4898 - **Article additionnel avant l'article 13 - Amendements n° 363 rectifié et n° 1222 rectifié** (*Appareils électroniques - Batteries - Changement - Facilitation*) : p. 4940 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 932 rectifié et n° 359** (*Appareils électroniques - Consigne - Généralisation*) : p. 4945 p. 4946 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 366 rectifié bis** (*Lutte contre les réductions de la durée de vie des produits - Délit d'obsolescence prématurée - Création*) : p. 4946

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation des événements culturels** - (23 juin 2021) : p. 5455 p. 5456

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 19** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 6071

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 6283 p. 6286

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6637 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1252** (*Péage - Usage des ressources - Harmonisation*) : p. 6732 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 733 et n° 833 rectifié** (*Aménagements en faveur des cyclistes, engins de déplacement personnels et piétons - Maintien*) : p. 6741 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 944 rectifié quater** (*Autorité organisatrice des territoires lyonnais - Régies Auvergne-Rhône-Alpes - Suppression*) : p. 6742

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 29 (précédemment réservé)** (*Appui du département à l'élaboration du programme local de l'habitat, PLH*) : p. 7023

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 882** (*Contrats territoriaux de santé - Contrats locaux de santé - Usagers - Participation - Renforcement*) : p. 7051

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9158

- **Question orale sans débat relative au rapport d'Amnesty International sur la répression de la rave party de Redon** - (19 octobre 2021) : p. 9332

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Article 14 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Exonération des équipements numériques reconditionnés du paiement de la rémunération pour copie privée*) : p. 9828 p. 9829 p. 9830

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11411

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire (II)** - (1er décembre 2021) : p. 11418 p. 11419

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11451

- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11968

DREXLER (Sabine)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 287 (2019-2020)] visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine [n° 373 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Culture**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Garantir au patrimoine un avenir [n° 210 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Culture**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition d'organisations syndicales représentant les personnels médico-sociaux de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*): Audition des responsables des affaires publiques des principaux réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Snapchat, et Tiktok.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Numérique - Audition de Mme Frances Haugen, ancienne ingénieure chez Facebook, lanceuse d'alerte.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 134 p. 135

- **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Deuxième lecture [n° 287 (2019-2020)]** - (2 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1353

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1401

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Article 12 quater** (*Registre électronique des associations de droit local d'Alsace-Moselle*) : p. 2584 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 179 rectifié bis** (*Loi pour la confiance dans l'économie numérique - Article 6 - Négation et banalisation des crimes de génocide - Ajout*) : p. 2635 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 500 rectifié et n° 169 rectifié bis** (*Réseaux sociaux - Entraves à la liberté d'expression - Pénalisation*) : p. 2640

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 36** (*Élèves - Grandes questions de société - Sensibilisation*) : p. 2839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement financier des collectivités locales en matière de vaccination** - (5 mai 2021) : p. 3414 p. 3415

- **Question orale sans débat sur la StocaMine** - (3 juin 2021) : p. 4545 p. 4546

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à la filière bois** - (23 juin 2021) : p. 5467 p. 5468

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 635 rectifié, n° 1450 rectifié, n° 1653 rectifié bis, n° 283 rectifié quater, n° 1723, n° 284 rectifié quater, n° 1724, n° 1464 rectifié bis et n° 1859 rectifié nonies** (*Véhicules de transport de marchandises - Redevance additionnelle*) : p. 5600 p. 5601 p. 5603 p. 5604

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1299 rectifié bis** (*Collectivité européenne d'Alsace - Coopération transfrontalière*) : p. 6635 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 980 rectifié bis**, (*Collectivité européenne d'Alsace - Économie touristique*) :

p. 6636 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 642 rectifié bis, n° 1115 rectifié et n° 1446** (*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Économie circulaire - Intégration*) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 141 rectifié quinquies** (*Régions - Redevance poids lourds - Expérimentation*) : p. 6737 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 142 rectifié quinquies n° 727 et n° 1321** (*Région Grand Est - Taxe poids lourds*) : p. 6737 p. 6739

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (*Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire*) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis** (*Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation*) : p. 6804 - **Article 15** (*Modification des critères d'exemption de quotas SRU*) : p. 6818 p. 6821 p. 6822 p. 6823 p. 6827

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 41 (suite) - Amendements n° 560 et n° 988 rectifié ter** (*Amendements n° 560 : Modification de la carte scolaire et n° 988 rectifié ter : Fermetures d'écoles ou de classes élémentaires - Consultation du conseil municipal*) : p. 7176 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1125 rectifié** (*Éducation artistique et culturelle - Rôle des départements*) : p. 7183

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 162 rectifié bis, n° 476 rectifié ter, n° 678 rectifié bis et n° 1330 rectifié bis** (*Inclusion numérique - Lutte contre l'illectronisme - Compétence départementale*) : p. 7275 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 399 rectifié, n° 161 rectifié ter, n° 677 rectifié bis, n° 864 rectifié bis et n° 1329 rectifié bis** (*Schéma départemental d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme - Création*) : p. 7276

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8229

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 29 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Reconnaissance de l'engagement en tant que jeune sapeur-pompier et adaptation rédactionnelle de la référence au brevet national de jeune sapeur-pompier ou de jeune marin-pompier*) : p. 8286 p. 8287

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8844

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8984

- **Question orale sans débat sur le transfert de la gestion du canal de la Hardt** - (19 octobre 2021) : p. 9336

DUFFOURG (Alain)
sénateur (Gers)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français le 13 janvier 2021 ; puis secrétaire du 26 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Cohésion des territoires - Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables [n° 166 tome 2 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 490 (2020-2021)] visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 247 (2021-2022)] (1er décembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Mesure et évolution de la précarité et de la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy, cheffe du département des ressources et conditions de vie des ménages de l'Insee, MM. Patrick Aubert, sous-directeur de l'Observation de la solidarité de la Drees et Sébastien Grobon, adjoint au chef de mission analyse économique de la Dares.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Audition de M. Jean-Michel Rapinat, directeur des politiques sociales, et Mme Marylène Jouvien, conseillère en charge des relations avec le Parlement, de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Impayés de loyers et de charges et prévention des expulsions - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, M. Nicolas Démoulin, député de l'Hérault, ancien parlementaire en mission auprès de la ministre de la transition écologique et de la ministre chargée du logement, Mmes Nathalie Sarrabezolles, présidente, Roselyne Conan, directrice générale, de l'Agence nationale pour l'information sur le logement, et M. Jean-Marc Torrollion, président de la Fédération nationale de l'immobilier.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*): Précarité alimentaire - Audition de MM. Yves Méry et Louis Cantuel, responsables des relations institutionnelles des Restos du cœur, Yann Auger, directeur général de l'Association nationale des épiceries solidaires, Nicolas Champion, membre du bureau national du Secours populaire français, Jean-Baptiste Favatier, président de l'Ordre de Malte - France, et Claude Baland, président de la Fédération française des banques alimentaires.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application

de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1560

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des agriculteurs à la suite de l'épisode de gel** - (14 avril 2021) : p. 3188 p. 3189

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié (Eau - Retenues collinaires)** : p. 5502

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8973

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11558

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11644

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 13 octobre 2021.

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 12 octobre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre suppléant du Haut Conseil des musées de France ; puis membre titulaire le 1er février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Le patrimoine culturel immatériel : un patrimoine vivant au service de la diversité culturelle, de la cohésion sociale et de la paix [n° 601 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux classes moyennes de se loger et moderniser la politique du logement à Paris [n° 146 (2021-2022)] (10 novembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Philippe Thiellay, président du Centre national de la musique.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Tony Estanguet, président du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) de Paris 2024 et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Patrimoine culturel immatériel - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Béval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale

adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de la coordination du travail gouvernemental (cyberdéfense, SGDSN) » - Examen du rapport d'information.

Crédits de l'équipement des forces - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

services de paiement [n° 332 (2020-2021)] - (16 février 2021) - **Article unique** : p. 1100 p. 1101 p. 1102 p. 1103

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1830 p. 1835

- **Question orale sans débat sur la demande d'étude d'impact « Nuisances et sécurité » de la salle de shoot du Xe arrondissement de Paris** - (6 mai 2021) : p. 3479

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4788 p. 4792 p. 4793 p. 4797 p. 4800 p. 4801 p. 4803 p. 4806

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 10** (*Interdiction de la distribution systématique d'échantillons*) : p. 4905 p. 4906 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4913

- **Question orale sans débat sur l'évolution du boulevard périphérique parisien** - (28 septembre 2021) : p. 8422 p. 8423

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance des moyens affectés à la réanimation pédiatrique à Paris et en Île-de-France** - (30 novembre 2021) : p. 11337 p. 11338

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en**

DUMONT (Françoise)
sénatrice (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours le 1er février 2021 ; nouvelle nomination le 2 septembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 318 (2020-2021)] rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 394 (2020-2021)] (2 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 470 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 646 (2020-2021)] visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 786 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 35 (2021-2022)] (7 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Sécurité civile [n° 195 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Economie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Panne des appels d'urgence : quels enseignements ? [n° 297 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Police et sécurité - Société - Transports.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Projet de mutualisation des systèmes de gestion des alertes et des opérations des services d'incendie et de secours (« NexSIS 18-112 ») - Communication.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Didier Vidal, administrateur interministériel des communications électroniques de défense.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 18

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (III)** - (13 janvier 2021) : p. 123

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 516

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe [n° 395 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1604 - **Article 1er** (*Création d'un établissement public local à caractère industriel et commercial dénommé « Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe »*) : p. 1614 p. 1615 p. 1616 p. 1617 p. 1618 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe - Soutenabilité financière et économique - Impact sur le coût de l'eau - Rapport au Parlement*) : p. 1618 - **Article 2** (*Création d'une commission de surveillance auprès du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe*) : p. 1620 p. 1621 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5** (*Délégués du service public de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe - Rémunérations indûment perçues - Restitution*) : p. 1621

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au numéro d'appel d'urgence unique européen le 112** - (24 mars 2021) : p. 2160

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Commission mixte paritaire [n° 471 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2887

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la pandémie du covid-19 sur les finances des communes du golfe de Saint-Tropez, dans le Var** - (13 avril 2021) : p. 3106 p. 3107

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8219 - **Article 1er** (Redéfinition des opérations de secours et des compétences des services d'incendie et de secours) : p. 8230 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Redéfinition des opérations de secours et des compétences des services d'incendie et de secours) : p. 8230 p. 8231 - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Compétences du bataillon de marins-pompiers de Marseille et de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris) : p. 8233 - **Article 3 (Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours)** : p. 8235 p. 8236 p. 8237 - **Article 4 bis** (Simplification de la nomenclature des catégories de services d'incendie et de secours) : p. 8240 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Simplification de la nomenclature des catégories de services d'incendie et de secours) : p. 8241 - **Article 9** (Acheminement des alertes publiques) : p. 8249 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 135** (Obligation d'acheminement des communications d'urgence - Supervision technique des dispositifs) : p. 8250 - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Organisation du SDIS et création de sous-directions) : p. 8253 p. 8254 - **Article 12 bis** (Organisation du SDIS et création de sous-directions) : p. 8255 p. 8256 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Instauration de la parité dans les conseils d'administration des SDIS) : p. 8257 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 98 rectifié terdecies** (Conseil de surveillance des agences régionales de santé - Représentation du président du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)) : p. 8257 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 107 rectifié decies** (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie - Intégration du président du

conseil d'administration des SDIS de la circonscription régionale) : p. 8258

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 31** (Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence) : p. 8292 p. 8293 p. 8295 p. 8296 p. 8297 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 20 rectifié quater** (Protection des données de santé et autres données personnelles - Conditions d'accès aux marchés publics des services d'incendie et de secours) : p. 8297 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 43 rectifié** (Création de l'Agence du numérique et de la sécurité civile - Rapport au Parlement) : p. 8298 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Création de la réserve citoyenne des services d'incendie et de secours) : p. 8301 - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (Délivrance de l'agrément et missions des associations agréées de sécurité civile) : p. 8304 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 94 rectifié et n° 14 rectifié ter** (Plan Orsec - Participation des associations agréées - Conditions) : p. 8305 - **Article 35 bis A** (Divers coordinations au sein des dispositions relatives aux associations agréées de sécurité civile) : p. 8306 - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur le financement des services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours) : p. 8307 - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (Remise de rapports au Parlement sur les aides aux entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires (article 40 bis) et sur la mise en œuvre de la réduction d'impôt au titre du mécénat (article 40 ter)) : p. 8311

- **Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9519 - **Article 6** (Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde) : p. 9540 - **Article 36 bis** (Demande de rapport sur le financement des services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours) : p. 9540

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du Conseil national de l'alimentation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du comité de massif du Massif central.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Défaillance des contrôles aux importations : l'exemple du sésame [n° 368 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques : Alimentation durable et locale [n° 620 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 200 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Agriculture et pêche - Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2021 : communication et avis politique de MM. Jean-François Rapin et Didier Marie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2020\2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014\335\UE, EURATOM : communication de MM. Jean-François Rapin et Patrice Joly.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Retraits et rappels de produits à base de graines de sésame importées d'Inde ne respectant pas les normes minimales requises dans l'Union européenne - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

Impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Professionnels des énergies renouvelables - Audition de MM. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER), Olivier Dauger et Jacques-Pierre Quaak, co-présidents de France gaz renouvelables (FGR).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*) : Audition de représentants d'organisations syndicales agricoles - Audition de MM. Olivier Dauger, administrateur en charge des questions climatiques de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Christophe Chatet, membre du conseil d'administration des Jeunes Agriculteurs, Georges Baroni, responsable de la commission énergie de la Confédération paysanne, et Alain Sambourg, représentant de la Coordination rurale.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Examen du bilan annuel de l'application des lois.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie

du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements proposés par les rapporteurs pour avis.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 4 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Mission d'information sur « la méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » - Présentation du rapport « Méthanisations : au-delà des controverses, quelles perspectives ? ».

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 -

Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Les pêcheurs français face au Brexit - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 33

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (I)** - (13 janvier 2021) : p. 114

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des étudiants** - (20 janvier 2021) : p. 277

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 400 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Sécurisation des élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 405 - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 421

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 2 bis (supprimé)** (*Mesures de lutte contre les causes d'infertilité*) : p. 672

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la carte scolaire** - (10 février 2021) : p. 982

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'apprentissage** - (10 février 2021) : p. 982

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire** - (10 février 2021) : p. 984

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'installation d'une zone à défendre au triangle de Gonesse** - (10 février 2021) : p. 985 p. 986

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au moratoire sur la fermeture des classes en milieu rural** - (10 février 2021) : p. 988

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et les fermetures de classes** - (10 février 2021) : p. 990 p. 991

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels** - (10 février 2021) : p. 991

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1017

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1370 p. 1372

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi Égalim** - (3 mars 2021) : p. 1432

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis** (*Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation*) : p. 1819 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1840

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2099

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2133 p. 2134 p. 2135

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (7 avril 2021) : p. 2772

- **Question orale sans débat sur la situation de la filière du riz d'appellation en Camargue** - (13 avril 2021) : p. 3082

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3117 p. 3119 p. 3121 p. 3124

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28** (*Directive 2014/23/UE - Mise en conformité de la législation française - Conséquences - Rapport au Parlement*) : p. 3142 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 43** (*Continuité écologique des cours d'eau - Bilan triennal*) : p. 3149 - **Article 5** (*Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité »*) : p. 3154 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 5 rectifié bis et n° 45** (*Recherche du meilleur coût-efficacité dans le code de l'environnement - Intégration*) : p. 3155 p. 3156 p. 3157 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié quater et n° 41 rectifié** (*Cours d'eau classés en liste 1 - Rétablissement de la continuité écologique - Interdiction*) : p. 3158 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 37 rectifié quinquies et n° 42** (*Classement des cours d'eau - Révision*) : p. 3158 p. 3159 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Ajustement de l'application des règles de continuité écologique dans le cas des seuils aménagés*) : p. 3160 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 rectifié et n° 62** (*Production hydroélectrique - Prescriptions*) : p. 3163 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 3 rectifié bis, n° 35 rectifié quinquies, n° 40 rectifié, n° 52 et n° 63** (*Hydroélectricité - Intérêt majeur - Reconnaissance*) : p. 3167 p. 3168 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3178

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3202 p. 3203 p. 3205 p. 3207 p. 3208 p. 3213 p. 3217

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3304 p. 3305 p. 3306 p. 3307 p. 3309 p. 3311 p. 3312 p. 3313 p. 3314 p. 3315 p. 3316

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-**

2021]] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3323 p. 3328

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3615 - **Article 1er A (Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales)** : p. 3637 - **Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé))** : p. 3676

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des travaux de rénovation de la voirie municipale** - (12 mai 2021) : p. 3731

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 3913 p. 3917 p. 3918

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4274 - **Article 4 (Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal)** : p. 4282

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4610 p. 4611

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4751 p. 4771 p. 4772

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4 (Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi)** : p. 4852 - **Article 6 (Décentralisation du pouvoir de police de la publicité)** : p. 4887 p. 4888 - **Article 9 (Expérimentation du dispositif « Oui Pub »)** : p. 4900 p. 4901 p. 4902 - **Article 11 bis (nouveau) (Lutte contre les déchets de la vente à emporter)** : p. 4920 - **Article 12 (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables)** : p. 4926 p. 4927 p. 4928 p. 4929

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 26 sexes (Précision relative au covoiturage)** : p. 5335 - **Article 26 nonies (Déploiement des infrastructures de recharge pour la mobilité électrique)** : p. 5340 - **Article 30 (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030)** : p. 5389 p. 5390 - **Article 59 (priorité) (Menus végétariens)** : p. 5411 p. 5412 p. 5415 - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité) - Amendement n° 1926 rectifié (Part de l'agriculture biologique dans la surface agricole utile - Augmentation)** : p. 5441 p. 5442

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (I)** - (23 juin 2021) : p. 5457 p. 5458

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5473 p. 5491 p. 5494

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié (Eau - Retenues collinaires)** : p. 5504 p. 5505 - **Article 61 bis (priorité) (Réécriture des dispositions relatives aux projets alimentaires territoriaux, PAT)** : p. 5510 - **Article 62 (priorité) (Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015)** : p. 5512 p. 5514 p. 5520 p. 5521 - **Article 62 bis (nouveau) (priorité) (Encadrement de**

l'utilisation des engrais de synthèse par les personnes publiques pour les usages non professionnels et dans les propriétés privées) : p. 5524 - **Article 65 (priorité) (Compatibilité des objectifs des documents de programmation stratégique nationale, régentant l'application de la politique agricole commune, avec d'autres stratégies environnementales)** : p. 5533 p. 5535 p. 5536 p. 5537 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité) - Amendements n° 2025 rectifié ter et n° 1924 rectifié (Produits issus de l'élevage - Étiquetage des modes de production)** : p. 5545

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture [n° 677 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Question préalable** : p. 5582

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5986

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6545 p. 6546

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 266 (Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression)** : p. 6611

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7380 p. 7381

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord de G20 instaurant un impôt mondial sur les sociétés** - (21 juillet 2021) : p. 7644

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les risques de pénurie de vaccins** - (21 juillet 2021) : p. 7647

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8088 p. 8089 - **Article 1er (Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix)** : p. 8096 p. 8099 p. 8100 p. 8101 p. 8114 p. 8115 - **Article 2 (Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires)** : p. 8126 p. 8127 p. 8128 p. 8132 p. 8133 p. 8134 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 57 rectifié bis, n° 107 rectifié bis, n° 114 rectifié bis et n° 159 (Produits alimentaires - Clause de renégociation, activable en fonction du prix des intrants)** : p. 8138 - **Article 2 bis D (Interdiction de la discrimination tarifaire sans contrepartie pour certains produits alimentaires)** : p. 8146 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 11 rectifié (Grande et moyenne surface (GMS) et fournisseurs - Délais de paiement)** : p. 8148 p. 8149 - **Article 2 bis E (Révision du calcul du seuil de revente à perte pour certains alcools)** : p. 8150 p. 8151

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 2 bis (Expérimentation d'un affichage informant le consommateur sur la rémunération des producteurs)** : p. 8185 - **Article 3 (Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles)** : p. 8191 p. 8192 - **Article 3 bis (Tromperie du consommateur lorsque figure un symbole représentatif de la France sur un produit alimentaire dont les ingrédients primaires n'ont pas une origine française)** : p. 8199 - **Article 5 (Encadrement de la publicité relative aux opérations de dégageant)** : p. 8208 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 106 (Application de la loi « Protéger la rémunération des agriculteurs » - Rapport au Parlement)** : p. 8209

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021) : p. 8499 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 8526 p. 8527

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021).**

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale :** p. 9037 - **Article 1er** (*Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins*) : p. 9041

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de remplaçants dans les écoles et les collèges** - (20 octobre 2021) : p. 9394

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place de la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique** - (20 octobre 2021) : p. 9396

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale :** p. 9877 p. 9880 - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9890

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10148 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 874 rectifié et n° 832 rectifié bis** (*Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modification des modalités de calcul des cotisations*) : p. 10170

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 569 rectifié** (*Accès à la santé et aux soins des*

personnes âgées à domicile - Ouverture vers l'extérieur du pôle d'activité de soins adaptés (PASA) des EHPAD) : p. 10267

- **Question orale sans débat sur le surcoût des routes lié à la nouvelle réglementation relative à la recherche d'amiante** - (30 novembre 2021) : p. 11318

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11348 p. 11350 p. 11352 p. 11357 p. 11358

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11383 p. 11388 p. 11389 p. 11392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture en zone protégée** - (1er décembre 2021) : p. 11426

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 11499 p. 11501 p. 11503

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale :** p. 11571 p. 11572 p. 11573 p. 11575 p. 11578 p. 11580 - **Article 1er** (*Inscription des objectifs des zones de revitalisation rurale parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme*) : p. 11580 p. 11581 - **Article 2** (*Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale*) : p. 11584 p. 11588

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale :** p. 11638 p. 11642

- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11756 p. 11757 p. 11758 p. 11759

DUPOND-MORETTI (Éric)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques [n° 306 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale :** p. 333 p. 334 p. 343 p. 344 - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 346 p. 347 p. 348 p. 351 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13 rectifié** (*Contrainte résultant d'un état d'autorité sur la victime - Précision*) : p. 352 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié ter** (*Relations sexuelles librement consenties entre mineurs - Nouvelles dispositions*) : p. 353 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 25** (*Atteintes sexuelles incestueuses - Sanction - Renforcement*) : p. 353 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Notions de contrainte et de surprise chez les mineurs de moins de quinze ans*) : p. 354 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 8 rectifié ter** (*Viol - Contrainte morale - État de « sidération psychique » - Prise en compte*) : p. 355 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 21** (*Viol - Définition - Rapports bucco-génitaux - Prise en compte*) : p. 355 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2 rectifié ter** (*Infractions sexuelles commises sur des mineurs - Délit de non-dénonciation - Peines maximales - Renforcement*) : p. 355 - **Article**

additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1 rectifié ter, n° 29 et n° 20 (Délit de non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineur - Délai de prescription - Allongement) : p. 356 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 26 rectifié et n° 10 (Crimes sur mineurs - Imprescriptibilité - Ou allongement de la prescription) :** p. 358 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 22 rectifié (Commission d'un même crime contre d'autres mineurs - Délai de prescription - Interruption) :** p. 359 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié ter (Viol - Quasi-automaticité de la correctionnalisation - Suppression) :** p. 360 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié ter (Crimes sexuels commis sur des mineurs - Interruption volontaire de grossesse (IVG) - Prélèvement et conservation possibles des tissus ou cellules embryonnaires ou fœtaux - Information des mineures) :** p. 361 - **Article 7 (nouveau) (Peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité au contact des mineurs) :** p. 362 - **Intitulé de la proposition de loi :** p. 364

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - Discussion générale :** p. 430 p. 433 - **Question préalable :** p. 435 p. 436 - **Discussion générale :** p. 437 p. 439 p. 442 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs) :** p. 443 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié (Code de la justice pénale des mineurs - Enfant - Définition) :** p. 444 - **Article 1er bis A (nouveau) (Application du code de la justice pénale des mineurs aux poursuites engagées à compter du 30 septembre 2021) :** p. 445 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 24 rectifié et n° 63 rectifié (Code de la justice pénale des mineurs - Garantie du droit à l'éducation - Inscription) :** p. 446 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 47 rectifié (Code de la justice pénale des mineurs - Mineur de moins de 13 ans en conflit avec la loi - Prise en charge éducative ou suivi social) :** p. 447 - **Article 1er ter A (nouveau) (Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs) :** p. 449 p. 450 p. 451 - **Article 1er ter B (nouveau) (Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs) :** p. 452 p. 453 p. 454 - **Article 1er ter (supprimé) (Spécialisation du juge des libertés et de la détention appelé à se prononcer sur le cas de mineurs) :** p. 455 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 et n° 60 rectifié (Mineurs - Moyens de télécommunication audiovisuelle pendant la procédure - Interdiction) :** p. 457 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Allongement de la durée du couvre-feu applicable aux mineurs ; simplification en matière de cumul entre peines et mesures éducatives ; contrôle visuel des effets personnels d'un mineur dans les établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse) :** p. 458 p. 459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 53 rectifié bis (Mineur - Mesure éducative - Prise en compte des faits reprochés) :** p. 460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 28 (Code de la justice des mineurs - Centres éducatifs renforcés (CER) - Inscription) :** p. 461 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31 (Code de la justice pénale des mineurs - Établissements du secteur associatif habilité (SAH) - Inscription) :** p. 461 - **Article 4 (Possibilité pour le tribunal de police de prononcer une peine complémentaire) :** p. 463 p. 464

- **Suite de la discussion (27 janvier 2021) - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 56 rectifié bis (Circonstances graves d'une infraction - Interdiction de territoire français à un mineur étranger - Possibilité pour le juge - Maintien) :** p. 546 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 57 rectifié bis (Détention des mineurs - Mise en place d'une période de sûreté) :** p. 546 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 59 rectifié bis (Mineur de 16 à 18 ans déclaré coupable d'un crime ou d'un délit commis à l'encontre des forces de l'ordre ou d'un sapeur-pompier - Excuse de minorité -Suppression) :** p. 546 - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission) (Appel des décisions prises par le**

juge des libertés et de la détention) : p. 547 - **Article 6 (Interdiction de la visioconférence pour la décision et la prolongation de la détention provisoire et maintien de la prise en charge du mineur par l'aide sociale à l'enfance) :** p. 548 p. 549 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 20 (Mineurs - Détention provisoire pour les plus de 16 ans) :** p. 550 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis (Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création) :** p. 551 p. 552 p. 552 - **Article 6 bis (nouveau) (Renforcement des sanctions pour les représentants légaux d'un mineur ne déférant pas à une convocation à comparaître) :** p. 553 p. 554 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 15 (Mesures éducatives judiciaires provisoires - Présence du mineur lors du prononcé de la mesure - Obligation) :** p. 554 - **Article 7 (Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention) :** p. 555 p. 556 p. 557 p. 558 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 19 (Notification des droits du mineur - Écrite et orale dans une langue compréhensible - Obligation) :** p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 37 (Mineurs - Régime de la garde à vue - Application identique) :** p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 38 (Code de la justice pénale des mineurs - Article L. 413-11 - Prolongation de la garde à vue - Abrogation) :** p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 42 (Droits de la défense du mineur - Dépôt des conclusions de l'avocat jusqu'à l'audience de culpabilité) :** p. 560 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 41 (Mineurs - Assignation à résidence avec surveillance électronique - Suppression) :** p. 560 - **Article 8 (Déroulé de l'audience et régime de l'assignation à résidence sous surveillance électronique) :** p. 561 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 48 (Mineurs - Travail d'intérêt - Compatibilité avec la scolarité) :** p. 562 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 (Mineur - Demande de renvoi de son affaire devant le tribunal pour enfant - Autorisation) :** p. 562 - **Article 9 (Possibilité de déroger à l'inscription des décisions concernant des crimes de nature sexuelle ou violente au FIJAISV pour les mineurs d'au moins treize ans) :** p. 563 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 566

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)] - (2 février 2021) - Discussion générale :** p. 600 p. 601 - **Article 1er A (suppression maintenue) (Absence de droit à l'enfant) :** p. 615 p. 617

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de détention provisoire - (3 février 2021) :** p. 724

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)] (suite) - (3 février 2021) - Organisation des travaux :** p. 733 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes) :** p. 738 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 166 (Filiation - Recours à la PMA pour un couple de femmes - Simplification et sécurisation) :** p. 740 - **Article 4 bis (Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention) :** p. 742 p. 743 p. 744 p. 745

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 342 (2020-2021)] - (16 février 2021) - Discussion générale :** p. 1114 p. 1116 - **Article 7 (Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention) :** p. 1125 - **Article 11 (Suppression de l'expérimentation sur la mesure éducative d'accueil de jour et demande de rapport) :** p. 1125

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale [n° 353 (2020-2021)] - (18**

février 2021) - **Discussion générale** : p. 1274 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Élargissement du champ des mesures alternatives aux poursuites*) : p. 1287 p. 1288 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16** (*Branche accidents du travail et maladies professionnelles de la sécurité sociale - Travail non rémunéré (TNR) - Affiliation*) : p. 1289 - **Article 1er bis** (*Renforcement des mesures prises dans le cadre de la composition pénale*) : p. 1289 - **Article 2** (*Compétence du directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation pour déterminer les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général*) : p. 1290 p. 1291 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Simplification de la procédure d'exécution des TIG*) : p. 1292 - **Article 2 ter A (nouveau)** (*Coordination avec le sursis probatoire*) : p. 1292 - **Article 2 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions du chapitre II*) : p. 1292 - **Article 4** (*Diverses modifications du code de procédure pénale*) : p. 1294

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 419 (2020-2021)]** - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1492 p. 1493 p. 1497 p. 1500 p. 1501 - **Article unique** : p. 1503 p. 1504 p. 1505 p. 1506 p. 1507 p. 1508 p. 1509 p. 1510 p. 1511 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 15** (*Lutte contre la surpopulation carcérale - Mesures à prendre - Rapport au Parlement*) : p. 1512 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 16** (*Développement des aménagements de peine - Mesures à prendre - Rapport au Parlement*) : p. 1513

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire** - (17 mars 2021) : p. 1860

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences urbaines** - (17 mars 2021) : p. 1864 p. 1865

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes** - (17 mars 2021) : p. 1865

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2232 p. 2233 p. 2243 - **Article 1er** (*Création de nouvelles infractions de crime sexuel sur mineur*) : p. 2246 p. 2247 p. 2248 p. 2250 p. 2252 p. 2253 p. 2254 p. 2255 - **Article 1er bis B** (*Coordinations et délit d'atteinte sexuelle*) : p. 2255 p. 2256 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité au contact des mineurs*) : p. 2258

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Commission mixte paritaire [n° 473 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2262 p. 2263 p. 2265 p. 2266

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2282

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 3** (*Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) : p. 2412 p. 2413 p. 2415 p. 2416 p. 2417 p. 2418 p. 2420 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 85 rectifié** (*Personnes inscrites au fichier des auteurs d'infractions terroristes - Candidature à une élection - Interdiction*) : p. 2420 - **Article 4** (*Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service*) : p. 2421 p. 2422 p. 2423 p. 2424 p. 2425 p. 2426 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (*Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion*) : p. 2427 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction*

d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale) : p. 2429 p. 2431 p. 2433

- **Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2481 p. 2483 p. 2484

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Demande de réserve** : p. 2618 - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2620 p. 2621 p. 2622 p. 2623 - **Rappel au règlement** : p. 2623 - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2624 p. 2625 p. 2626 p. 2627 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 137 rectifié** (*Condamnations de personnalités pour des faits de provocation à la commission d'un crime ou d'un délit - Peine complémentaire - Diffusion à la télévision*) : p. 2628 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 200 rectifié ter et n° 423 rectifié** (*Motifs prouvant la fausseté du fait dénoncé - Classement sans suite - Ajout*) : p. 2629

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence contre les élus locaux** - (7 avril 2021) : p. 2779

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3552 p. 3554 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 7** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 5 - Principe de « précaution » - Remplacement par un principe de « prudence responsable »*) : p. 3572 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création*) : p. 3574 p. 3575 - **Article unique** : p. 3576 p. 3579 p. 3580 p. 3585 p. 3586 p. 3587 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 14** (*Projets et propositions de loi - Évaluation de leur impact climatique - Mise en place*) : p. 3588 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 17** (*Défenseur de l'environnement - Création*) : p. 3588

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences conjugales** - (12 mai 2021) : p. 3728

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4195 p. 4200 p. 4201 - **Article 1er** (*Mesure de sûreté applicable aux auteurs d'infractions terroristes*) : p. 4207 p. 4208 p. 4209 p. 4210 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5** (*Personnes détenues dans le cadre des affaires de terrorisme islamiste ou personnes susceptibles de radicalisation - Accès aux activités de réinsertion - Rapport au Parlement*) : p. 4211

- **Rappel au règlement** - (25 mai 2021) : p. 4212

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4215 - **Article 1er** (*Renvoi à la juridiction du fond de la décision relative à l'irresponsabilité pénale en cas de fait fautif de l'auteur de l'acte ayant causé au moins partiellement l'abolition du discernement*) : p. 4225 p. 4226 p. 4227 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** (*Code pénal - Discernement - Définition*) : p. 4227 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** (*Abolition du discernement en vue de la commission d'une infraction - Responsabilité pénale*) : p. 4228 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental - Mesure de sûreté d'obligation de soins - Création*) : p. 4228 - **Article 2**

(Aggravation des peines pour les crimes et délits commis en état d'intoxication) : p. 4229 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 du code pénal - Victime de violences pénalement responsable - Impact des violences - Prise en considération) : p. 4230 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 11** (Discernement aboli ou altéré - Ajout d'une question spécifique par les experts) : p. 4231

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les rodéos urbains** - (26 mai 2021) : p. 4245

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au suivi des auteurs de crimes et délits déclarés pénalement irresponsables** - (26 mai 2021) : p. 4249

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences à l'encontre des élus** - (2 juin 2021) : p. 4457

- **Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie [n° 655 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4707 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié bis** (Parents d'enfants nés sans vie - Droits sociaux - Rapport au Parlement) : p. 4714 - **Article unique** : p. 4715 p. 4716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (16 juin 2021) : p. 4972

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6367 - **Article unique** : p. 6379 p. 6381 p. 6382 p. 6383 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2 rectifié ter** (Langues régionales - Enseignement intensif - Constitutionnalisation) : p. 6383 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter** (Établissements publics de coopération - Libre administration) : p. 6384

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement** - (7 juillet 2021) : p. 6518

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection judiciaire de la jeunesse et la laïcité** - (7 juillet 2021) : p. 6524

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8004 p. 8010 - **Article 1er** (Rééligibilité des juges consulaires en exercice et anciens juges - Inéligibilité liée à certaines condamnations) : p. 8011 - **Article 2 (nouveau)** (Limitation du nombre de mandats dans un même tribunal) : p. 8012

- **Question orale sans débat sur les tribunaux au bord de l'implosion** - (28 septembre 2021) : p. 8425

- **Question orale sans débat sur l'intégration du centre de détention de Muret comme site de référence** - (28 septembre 2021) : p. 8426

- **Question orale sans débat sur la demande d'augmentation des moyens de fonctionnement alloués aux tribunaux de commerce** - (28 septembre 2021) : p. 8427

- **Question orale sans débat sur la suppression de la double tenue du registre d'état civil** - (28 septembre 2021) : p. 8427

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8486 p. 8488 p. 8490 p. 8494 p. 8496 p. 8497 p. 8499 p. 8500 p. 8501 - **Article 1er** (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public) : p. 8503 p. 8504 p. 8506 p. 8507 p. 8508 p. 8509 p. 8510 p. 8511 p. 8512 p. 8513 p. 8514 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 119** (Enregistrement audiovisuel de

l'audition au cours d'une enquête - Extension) : p. 8515 - **Article 2** (Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure) : p. 8517 p. 8518 p. 8520 p. 8521 p. 8522 - **Article 3** (Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales) : p. 8526 p. 8527 p. 8529 p. 8530 p. 8531 p. 8532 p. 8533 p. 8534 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Protection du secret de l'enquête et de l'instruction) : p. 8535 - **Article 5 (supprimé)** (Encadrement des décisions de prolongation de détention provisoire) : p. 8536 p. 8538 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 76 et n° 75** (N° 76 : Prononcé d'une peine privative de liberté - Obligation de motivation expresse ; n° 75 : Prise en charge des prévenus avant l'audience - Mesures socio-éducatives) : p. 8539 - **Article 6** (Dispositions diverses relatives à la cour d'assises) : p. 8540 p. 8542 - **Article 7** (Généralisation des cours criminelles pour les crimes punis de quinze ou de vingt ans de réclusion criminelle) : p. 8544

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2021) : p. 8575 p. 8576 p. 8577 - **Article 8 (supprimé)** (Expérimentation de la désignation d'avocats honoraires comme assesseurs des cours d'assises et cours criminelles départementales) : p. 8577 p. 8578 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 125** (Génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à l'étranger - Compétence extraterritoriale des juges français) : p. 8579 - **Article 9** (Élargissement des possibilités d'incarcération provisoire prononcées par le juge de l'application des peines, développement d'une systématisation des libérations sous contrainte et refonte des régimes de réduction de peine) : p. 8584 p. 8586 p. 8587 p. 8589 p. 8591 p. 8592 p. 8593 p. 8594 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51 rectifié** (Condamnation pour des faits de violences volontaires - Peine de travail d'intérêt général (TIG) interdite) : p. 8595 p. 8596 p. 8597 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison) : p. 8597 p. 8598 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 166 rectifié** (Auteurs d'infractions environnementales - Stage spécifique de sensibilisation à la protection de l'environnement) : p. 8599 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 24 rectifié bis** (Étranger définitivement condamné et incarcéré faisant l'objet de mesures d'interdictions du territoire français - Interdiction de libération conditionnelle) : p. 8601 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 25 rectifié bis** (Personnes condamnées pour actes terroristes ayant purgé moins de la moitié de leur peine de prison - Interdiction de libération anticipée) : p. 8602 - **Article 10** (Diverses dispositions relatives à la procédure pénale) : p. 8604 p. 8606 p. 8607 p. 8608 p. 8609 p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 39 rectifié** (Prise en charge de victimes - Extension à des structures plus petites et spécialisées) : p. 8610 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 40 rectifié bis** (Victimes de violences - Remise du compte rendu d'autopsie) : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 41 rectifié bis** (Conseils des parties civiles - Prise de parole lors de l'audience devant la cour d'appel) : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 29 rectifié ter** (Auteur d'infractions à caractère terroriste reconnus coupables - Condamnation au remboursement de l'aide juridictionnelle) : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 151 rectifié bis** (Droit d'appel de la victime contre la décision de la peine - Création) : p. 8612 - **Article additionnel avant l'article 11 A - Amendement n° 205** (Régulation carcérale - Création d'une exception à l'incarcération des personnes prévenues en maison d'arrêt) : p. 8612 - **Article 11 A (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation des bâtonniers de visiter les lieux de privation de liberté) : p. 8613 - **Article additionnel après l'article 11 A - Amendement n° 88** (Personnes détenues - Reconnaissance légale de leurs droits collectifs) : p. 8613 - **Article 11** (Modification des dispositions générales relatives au travail des personnes détenues) : p. 8614 - **Article 12** (Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire) : p. 8616 p. 8617 p. 8618 p. 8619 p. 8620 p. 8621 p. 8623 - **Article 14** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes

qui travaillent en détention) : p. 8625 p. 8626 p. 8627 - **Article 14 bis** (Allongement de la durée de l'expérimentation de l'apprentissage en détention) : p. 8627 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour l'adoption de la partie législative du code pénitentiaire) : p. 8628 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (Dignité et respect de l'identité de genre en détention) : p. 8629 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Allongement de la durée de l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux) : p. 8629 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 193** (Collectivités territoriales - Pérennisation du dispositif de médiation préalable obligatoire) : p. 8630 - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (Accès des huissiers de justice aux boîtes aux lettres des immeubles en copropriété) : p. 8631 - **Article 19 A (nouveau)** (Officiers ministériels concernés par les dispositions du projet de loi) : p. 8632 - **Article 24** (Réforme du jugement disciplinaire des officiers ministériels) : p. 8634 - **Article 26** (Suspension provisoire des officiers ministériels faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites disciplinaires ou pénales) : p. 8635 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour compléter la réforme de la déontologie et de la discipline) : p. 8636 - **Article 28** (Discipline et déontologie de la profession d'avocat) : p. 8637 p. 8638 p. 8639 p. 8640 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 195** (Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme - Assistance du Conseil supérieur du notariat et de la chambre nationale des commissaires de justice aux missions de contrôle des chambres locales) : p. 8641 - **Article additionnel avant l'article 29 - Amendement n° 109 rectifié bis** (Consultation juridique - Définition) : p. 8642 - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Force exécutoire des transactions et actes contresignés par les avocats de chacune des parties) : p. 8643 p. 8643 p. 8644 - **Article 29 bis** (Garantie d'indépendance des médiateurs et création d'un Conseil national de la médiation) : p. 8644 p. 8645 p. 8646 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 30 rectifié** (Procédure de médiation - Définition - Rôle du médiateur) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 31 rectifié** (Médiateur - Devoir d'impartialité) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 32 rectifié** (Procédure de médiation - Règles de confidentialité) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 33 rectifié** (Accord des parties issu de la procédure de médiation - Contrôle du juge) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 34 rectifié** (Médiation conventionnelle ou judiciaire - Réunion d'information) : p. 8648 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 35 rectifié** (Processus de médiation - Respect d'un principe de loyauté) : p. 8649 - **Article 29 ter (Texte non modifié par la commission)** (Tentative obligatoire de règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire) : p. 8649 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 186 rectifié bis et n° 190 rectifié bis** (Secret professionnel entre avocat et conseil en propriété industrielle (CPI) - Réciprocité) : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 222** (Nouvelle-Calédonie - Conseil d'accès au droit) : p. 8651 - **Article 32 A (nouveau)** (Adaptations du code de procédure pénale et du code pénal en matière de décisions de gel et de confiscation) : p. 8653 - **Article 32 B (nouveau)** (Adaptations du code de procédure pénale pour tenir compte des évolutions concernant Eurojust et la procédure d'extradition simplifiée) : p. 8654 - **Article 32** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière d'entraide pénale internationale) : p. 8655 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 154 rectifié** (Incompatibilité du statut de magistrat avec l'exercice du droit syndical - Amendement de coordination éventuelle) : p. 8656 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 196 rectifié** (Audiences en matière civile - Nouveau dispositif de visio-conférence) : p. 8656 - **Article 34** (Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires) : p. 8659 p. 8660 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 38 rectifié** (Huissiers de justice - Autorisation de réalisation de requête dite fichier des comptes bancaires (FICOBA) dans le cadre d'une ordonnance de saisie-

conservatoire sur comptes bancaires) : p. 8661 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 37 rectifié** (Interrogation du fichier des comptes bancaires (FICOBA) par les huissiers de justice - Enrichissement du champ d'informations) : p. 8662 - **Article 36** (Modalités d'entrée en vigueur de la loi) : p. 8663 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 141** (Conditions de détention des personnes LGBT+ - Rapport au Parlement) : p. 8665

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**. - (29 septembre 2021) - **Article 1er** (Magistrats à titre temporaire et magistrats honoraires) : p. 8666 p. 8666 p. 8667 - **Article 2** (Abrogation des dispositions organiques autorisant les magistrats à titre temporaire et magistrats honoraires à exercer les fonctions d'assesseurs des cours criminelles pour la durée de l'expérimentation) : p. 8667 - **Article 3 (supprimé)** (Statut de l'avocat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles dans le cadre de l'expérimentation) : p. 8668 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié et n° 2 rectifié** (Statut de magistrat et exercice du droit syndical - Incompatibilité) : p. 8670 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur) : p. 8671

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise d'otage à la prison de Condé-sur-Sarthe** - (6 octobre 2021) : p. 8901 p. 8902

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé) - Amendement n° 7** (Discernement - Définition) : p. 9342 p. 9343 - **Article 1er (précédemment réservé)** (Responsabilité pénale en cas d'abolition délibérée du discernement dans le cadre d'un projet criminel préalablement conçu) : p. 9344 p. 9345 p. 9346 - **Article additionnel après l'article 1er bis (précédemment réservé) - Amendement n° 2 rectifié bis** (Violences conjugales - Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 - Prise en compte de l'impact des violences faites à la victime) : p. 9348 - **Article 2 (précédemment réservé)** (Répression de l'atteinte aux personnes résultant d'une intoxication volontaire) : p. 9351 p. 9352 - **Article 3 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Question subsidiaire obligatoire dans le délibéré de la juridiction criminelle en cas d'irresponsabilité pénale de l'auteur) : p. 9352 - **Article additionnel après l'article 3 bis (précédemment réservés) - Amendements n° 13 et n° 39** (Chambres de l'instruction - Possibilité d'investigations complémentaires) : p. 9353 - **Article additionnel après l'article 3 bis (précédemment réservés) - Amendements n° 12 et n° 62** (Juridiction - Prescription de soins psychiatriques sans consentement - Personnes irresponsables pénalement) : p. 9355 - **Article additionnel après l'article 3 ter (précédemment réservé) - Amendements n° 41 et n° 61** (Transmission de l'intégralité des rapports des experts aux parties - Obligation) : p. 9355 - **Article 4 (précédemment réservé)** (Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure) : p. 9357 p. 9358 p. 9359 - **Article additionnel après l'article 4 (précédemment réservé) - Amendement n° 34** (Anonymat des témoins d'agression de sapeurs-pompiers) : p. 9360 - **Article 12 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Maintien à la disposition de la justice de prévenus présentés devant une juridiction incompétente du fait d'une erreur sur leur majorité ou minorité) : p. 9362 p. 9363 p. 9364 - **Article 15 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Application de l'amende forfaitaire délictuelle à certains vols simples) : p. 9365 p. 9366 - **Article 16 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Relevés signalétiques contraints) : p. 9367 p. 9368 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 59** (Examens radiologiques de maturité osseuse ou dentaire - Interdiction) : p. 9369 - **Article 20** (Diverses coordinations outre-mer) : p. 9371 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9371

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de**

droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)] - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9976 p. 9977 p. 9978 p. 9982 p. 9985 - **Article 1er** (*Contentieux des dispositions des ordonnances non ratifiées intervenant dans le domaine de la loi et encadrement du recours aux ordonnances*) : p. 9985

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire [n° 84 (2021-2022)]* - (18 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 85 (2021-2022)** : p. 10779 p. 10780 p. 10781 - **Article 2** (*Limitation de la durée des enquêtes préliminaires et conditions d'accès au dossier de la procédure*) : p. 10811 - **Article 3** (*Renforcement de la protection du secret professionnel de l'avocat dans le cadre des procédures pénales*) : p. 10811 - **Article 6** (*Dispositions diverses relatives à la cour d'assises*) : p. 10812

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire** - *Commission mixte paritaire [n° 85 (2021-2022)]* -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 84 (2021-2022). - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10819 p. 10820

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11230

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences lors du meeting d'Éric Zemmour** - (8 décembre 2021) : p. 11548

- **Question orale sans débat sur la situation de la médecine légale en Vendée** - (14 décembre 2021) : p. 11719

- **Question orale sans débat sur la surpopulation carcérale en Vendée** - (14 décembre 2021) : p. 11720

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique (11 février 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale (4 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir effectivement le droit au respect de la dignité en détention [n° 387 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Conditions d'organisation du premier tour des élections

départementales et régionales - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs** [n° 292 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Article 1er ter B (nouveau)** (*Suppression de la compétence du tribunal de police pour juger les mineurs*) : p. 453

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire** [n° 300 (2020-2021)] - (27 janvier 2021) - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 523 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 22** (*Scrutins électoraux et opérations référendaires - Période d'état d'urgence sanitaire ou de sortie de celui-ci - Vote par correspondance - Instauration*) : p. 543 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23** (*Scrutin électoral ou opération référendaire en 2021 - Déroulement sur trois jours - Instauration*) : p. 544

- **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1040 p. 1044

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1767 - **Discussion générale** : p. 1772 p. 1773 - **Article 1er (Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales)** : p. 1791 p. 1793 p. 1794 p. 1796 p. 1797 p. 1798 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Compétence des agents de police municipale et des gardes champêtres en matière de répression de l'ivresse publique)** : p. 1828

- **Suite de la discussion (17 mars 2021) - Article 6 bis A (Mise en commun temporaire d'agents de police municipale, au-delà du niveau intercommunal, pour répondre à une catastrophe naturelle ou technologique)** : p. 1876 - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission) (Suppression de l'avis de la commission consultative des polices municipales préalablement à l'inspection d'un service de police municipale)** : p. 1878 - **Article additionnel après l'article 6 quater B - Amendement n° 288 rectifié (Agents de la fonction publique territoriale des catégories A et B - Assermentation spécifique pour exercer en tant que gardes champêtres - Autorisation)** : p. 1881 - **Article 7 (Encadrement de la sous-traitance)** : p. 1891 p. 1894 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission) (Missions de surveillance sur la voie publique contre les actes terroristes)** : p. 1908 p. 1909 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission) (Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité)** : p. 1912 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission) (Autorisation accordée aux agents de sécurité privée de détecter les drones aux abords des biens dont ils ont la garde)** : p. 1916 - **Article 20 (Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection)** : p. 1925 p. 1927 p. 1930 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 5 rectifié (Parlementaires français - Droit de visite des centres de vidéoprotection)** : p. 1937 - **Article 20 bis (supprimé) (Élargissement des possibilités de dépôt d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation)** : p. 1940 - **Article 21 (Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale)** : p. 1944 p. 1947 - **Article 22 (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones))** : p. 1953

- **Suite de la discussion (18 mars 2021)** : p. 1973 p. 1974 p. 1974 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 130 rectifié et n° 291 rectifié bis (Reconnaissance faciale pour identifier les individus sans leur consentement - Traitement automatisé - Moratoire d'interdiction)** : p. 1978 - **Article 22 bis (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours)** : p. 1980 - **Article 23 (Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains détenteurs de l'autorité publique)** : p. 1990 - **Article 24 (Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal)** : p. 2008 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission) (Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public)** : p. 2013 p. 2016 - **Article 29 bis (Extension des prérogatives de constat d'infraction des gardes particuliers assermentés)** : p. 2040 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 2054

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 6 (Prolongation de diverses dispositions liées à la crise sanitaire)** : p. 3952

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4392

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4482

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II)** - (23 juin 2021) : p. 5461

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2 (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales)** : p. 6576 p. 6582

- **Suite de la discussion (20 juillet 2021) - Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 434 rectifié (Droit d'opposition de l'auteur d'une proposition de loi à la transmission de son texte au Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Suppression)** : p. 7608 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 435 rectifié (Propositions de lois - Saisine obligatoire pour avis du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN))** : p. 7608

- **Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 824 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8008

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8226 - **Article 8 bis B (nouveau) (Composition du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours)** : p. 8247 - **Article 11 bis (Accès permanent aux parties communes des immeubles à usage d'habitation par les services de police et de gendarmerie ainsi que par les services d'incendie et de secours)** : p. 8252

- **Suite de la discussion (23 septembre 2021) - Article 21 (Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention)** : p. 8272 p. 8273 - **Article additionnel après l'article 24 bis - Amendements n° 9 rectifié ter, n° 72 rectifié ter et n° 87 rectifié (Sapeurs-pompiers volontaires - Création d'une autorisation d'absence)** : p. 8269 p. 8284 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission) (Instauration de la possibilité pour les étudiants en santé d'effectuer un stage au sein d'un service d'incendie et de secours)** : p. 8303 - **Article 40 (Pérennisation et généralisation de l'expérimentation de l'usage des caméras mobiles par les services d'incendie et de secours)** : p. 8310

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9031 p. 9034

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9105 p. 9106 p. 9112 - **Article 5 (Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance)** : p. 9118 p. 9119

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (19 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 bis (précédemment réservés) - Amendements n° 13 et n° 39 (Chambres de l'instruction - Possibilité d'investigations complémentaires)** : p. 9353 p. 9354 - **Article additionnel après l'article 3 bis (précédemment réservés) - Amendements n° 12 et n° 62 (Juridiction - Prescription de soins psychiatriques sans consentement - Personnes irresponsables pénalement)** : p. 9354 - **Article additionnel après l'article 4 (précédemment réservé) - Amendement n° 34 (Anonymat des témoins d'agression de sapeurs-pompiers)** : p. 9360

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article 1er A (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9734

- **Débat sur le thème : « Quel bilan de l'action du Gouvernement en matière de justice et de sécurité ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11399 p. 11409 p. 11410

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
 RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 21 janvier 2021.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels le 1er février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 802 (2020-2021)] autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 76 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Mme Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de M. Coréentin Sellin, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Les enjeux stratégiques du spatial - Audition de Mme Isabelle Sourbès-Verger, chercheur au CNRS et de M. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 190 de l'Organisation internationale du travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*): Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue des cabinets) -

Audition de MM. Charles Boudet, directeur général de JLL France, Olivier Girard, président d'Accenture pour la France et le Benelux, et Laurent Penard, président de Citwell Consulting.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - Discussion générale : p. 237

- Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives » - (9 février 2021) : p. 922

- Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays » - (10 février 2021) : p. 1036

- Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? » - (24 mars 2021) : p. 2192

- Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale - Commission mixte paritaire [n° 424 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - Discussion générale : p. 2485

- Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture [n° 461 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - Discussion générale : p. 2516

- Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)] - (11 mai 2021) - Article 1er A (Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales) : p. 3632 - Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)) : p. 3678 p. 3679 - Rapport annexé : p. 3684 p. 3685 p. 3700 p. 3701 p. 3704

- Suite de la discussion (17 mai 2021) - Article 2 (Rapport annuel au Parlement sur la politique de développement) : p. 3837 - Article 2 bis (nouveau) (Rôle de la société civile) : p. 3843 p. 3844

- Proposition de loi tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote - Deuxième lecture [n° 600 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4189

- Question orale sans débat sur le thème : « Vers une télémédecine interdépartementale pérenne » - (3 juin 2021) : p. 4536

- Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives - (3 juin 2021) : p. 4582

- Question d'actualité au Gouvernement sur le service national universel - (16 juin 2021) : p. 4964

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] - (5 octobre 2021) - Discussion générale : p. 8851

- Question orale sans débat sur les délais trop longs entre l'inscription et le passage de l'épreuve pratique du permis de conduire - (19 octobre 2021) : p. 9332

- Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)] - (3 novembre 2021) - Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9929

- Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)] - (4 novembre 2021) - Discussion générale : p. 10005

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11652 p. 11653

- Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11666 p. 11667

- Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] - (9 décembre 2021) - Discussion générale : p. 11688

p. 1717 p. 1724 - Article 2 : p. 1725 - Article 4 (Expérimentation sur l'utilisation d'informations accessibles sur les plateformes en ligne) : p. 1726 - Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 7 rectifié ter (Missions de recherche et de constatation de fraudes sociales - Échanges de renseignements et documents entre agents habilités par le président du conseil départemental - Autorisation) : p. 1727

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact du plan de relance dans les régions - (17 mars 2021) : p. 1859

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des déchets par les collectivités - (17 mars 2021) : p. 1861

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la remise du rapport sur la dette publique - (17 mars 2021) : p. 1864

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'étiquetage alimentaire - (17 mars 2021) : p. 1866

- Question d'actualité au Gouvernement sur la covid et le secteur de l'événementiel - (17 mars 2021) : p. 1867

DUSSOPT (Olivier)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle - (2 mars 2021) : p. 1362 p. 1364 p. 1367 p. 1368 p. 1369 p. 1370 p. 1371

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'entretien du réseau cuivre - (10 mars 2021) : p. 1594

- Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - Discussion générale :

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les incendies de centres de données** - (17 mars 2021) : p. 1868
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides aux multi-commerces** - (17 mars 2021) : p. 1868
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine PSA de Trémery** - (17 mars 2021) : p. 1871
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petits commerces et l'éligibilité au fonds de solidarité** - (24 mars 2021) : p. 2154 p. 2155
- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2187 p. 2188 p. 2189 p. 2190 p. 2191 p. 2192 p. 2193 p. 2194 p. 2195 p. 2196 p. 2197 p. 2198
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lisibilité des réformes de la fiscalité locale** - (31 mars 2021) : p. 2369
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les problèmes bancaires des « Américains accidentels »** - (31 mars 2021) : p. 2375
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale et l'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (31 mars 2021) : p. 2376 p. 2377
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre Suez et Veolia** - (14 avril 2021) : p. 3189
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de matières premières** - (12 mai 2021) : p. 3732
- **Question orale sans débat sur la lisibilité de la réforme de la fiscalité locale sur l'avis d'imposition des contribuables** - (3 juin 2021) : p. 4523
- **Question orale sans débat relative à l'application du crédit d'impôt sur les investissements en Corse** - (3 juin 2021) : p. 4524
- **Question orale sans débat sur la situation de la société Argicur** - (3 juin 2021) : p. 4525
- **Question orale sans débat sur la présence postale dans les territoires** - (3 juin 2021) : p. 4526
- **Question orale sans débat sur l'antenne 5G à Berre-les-Alpes** - (3 juin 2021) : p. 4527
- **Question orale sans débat sur la participation des employeurs territoriaux à la prévoyance** - (3 juin 2021) : p. 4528
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation des recettes des régions communales** - (9 juin 2021) : p. 4649
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la restructuration des services financiers de La Poste** - (9 juin 2021) : p. 4658
- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4733 p. 4742 p. 4743
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la présence postale** - (23 juin 2021) : p. 5462
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à la filière bois** - (23 juin 2021) : p. 5467
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6113 p. 6127 - **Intitulé de la première partie** : p. 6129 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 75 rectifié bis et n° 78 rectifié bis (Titre restaurant - Valeur faciale - Augmentation)** : p. 6131 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 301 (Impôt sur les sociétés - 33,3 % - Rétablissement)** : p. 6131 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 329 (Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable - Création)** : p. 6133 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 68 rectifié ter (Professionnels de santé vaccinant contre l'épidémie de covid-19 - Avantage fiscal)** : p. 6134 - **Article 1er (Aménagement temporaire du dispositif de report en arrière des déficits (« carry back »))** : p. 6136 p. 6137 p. 6138 p. 6139 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98 rectifié (Fiscalité des Holdings - a quinquies de l'art. 219 du Code général des impôts - Suppression de la niche)** : p. 6140 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 46 (Imposition des sociétés - Petites et moyennes entreprises (PME) - Seuils - Simplification)** : p. 6140 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 47 (Capital à risque - Dispositif de déduction fiscale temporaire - Création)** : p. 6142 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 8 rectifié bis (Entreprises - Changement d'activité - Report des déficits antérieurs - Procédure d'agrément - Assouplissement)** : p. 6143 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 48 (Relance de l'économie et soutien à la transition écologique - Stimulation de l'investissement des entreprises - Dispositifs complémentaires)** : p. 6144 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 175 (Multinationales - Taxation - Sur le bénéfice réellement réalisé en France)** : p. 6144 p. 6145 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 342 (Cession ou rachat de droits sociaux - Gains - Nouveau dispositif fiscal)** : p. 6146 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié bis (Prestations de services fournies par les salles de sport - TVA - Taux réduit)** : p. 6146 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 237 rectifié bis (Frais d'inscription à une manifestation sportive en extérieur - TVA - Taux réduit)** : p. 6147 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 238 rectifié bis (Sportifs et entraîneurs professionnels - Redevance d'image - Nouveau dispositif)** : p. 6148 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 79 rectifié bis (Fonds de solidarité pour les entreprises - Neutralité fiscale et sociale des aides versées - Dispositif)** : p. 6149
- **Suite de la discussion (1er juillet 2021) - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié (Taxe sur les services numériques - Taux - Augmentation)** : p. 6162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 190 rectifié (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Majoration)** : p. 6162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 89 rectifié ter, n° 121 rectifié ter, n° 148 rectifié quater et n° 221 rectifié (Entreprises agricoles imposées sur les sociétés - Épargne de précaution - Déduction fiscale - Extension)** : p. 6163 - **Article 1er bis (nouveau) (Prolongation de l'assouplissement des conditions de mobilisation de l'épargne constituée sous le régime de dotation pour aléas)** : p. 6163 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 157 rectifié ter, n° 169 rectifié bis et n° 292 rectifié bis (Rendement énergétique - Calcul - Assouplissement)** : p. 6164 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 167 rectifié bis et n° 290 rectifié bis (Élimination des déchets - Fiscalité)** : p. 6165 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 166 rectifié bis et n° 289 rectifié bis (Produits en plastique fabriqués à partir de résine vierge - Taxe générale sur les activités polluantes amont (TGAP) - Instauration)** : p. 6167 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 171 rectifié bis, n° 263 rectifié et n° 294 rectifié bis (Bâtiments publics - Énergie décarbonnée - Surcoût - Mesure de compensation - Extension)** : p. 6168 - **Article 2 (Reconduction de la PEPa, exonération de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu)** : p. 6170 p. 6171 p. 6174 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 343 (Impôt sur le revenu - Internes en médecine - Majoration exceptionnelle de l'indemnisation - Exonération)** : p. 6175 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35 rectifié quater (Contribuables français de l'étranger - Maison d'habitation en France - Fiscalité)** : p. 6177 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié quinquies (Non-résidents établis hors de France pour des raisons**

professionnelles - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires en zone tendue - Fiscalité) : p. 6177 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 304 rectifié** (Sociétés immobilières cotées (SIIC) - Associés ou actionnaires - Impôt sur le revenu - Augmentation) : p. 6178 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 210 rectifié bis** (Donations - Régime fiscal - Âge maximal du donateur - Rehaussement) : p. 6178 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 rectifié bis et n° 134 rectifié quinquies** (Donations entre grands-parents et petits-enfants - Abattement fiscal - Montant maximal - Augmentation) : p. 6179 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 73 rectifié octies** (Donations entre parents - Fiscalité) : p. 6180 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 176** (Impôt sur la fortune basé sur l'empreinte carbone - Instauration) : p. 6198 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 177 et n° 93** (Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Suppression) : p. 6200 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 302 rectifié** (Prélèvements sur les dividendes - Hausse temporaire) : p. 6200 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 179** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Suppression de la familiarisation et augmentation des taux) : p. 6200 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 300 rectifié** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Augmentation temporaire) : p. 6201 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 94** (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration) : p. 6201 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 95 et n° 320 rectifié bis** (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation) : p. 6203 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 123** (Entreprises d'assurances de dommages - Excédents de provisions - Taxe - Modulation) : p. 6204 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 136 rectifié ter et n° 275 rectifié bis** (Production de spectacles vivants - Dépenses - Crédit d'impôt - Bonification) : p. 6205 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 264** (Logements - Travaux d'entretien, d'amélioration ou de réhabilitation - Utilisation de matériaux biosourcés ou de bois - TVA - Taux réduit) : p. 6206 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 199** (Activité de rétrofit - TVA - Taux - Diminution) : p. 6206 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 131 rectifié et n° 273 rectifié ter** (Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre - Éligibilité - Rétablissement) : p. 6207 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 130 rectifié** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Compensation - Année de référence - Modification) : p. 6208 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 127 rectifié** (Cafés, bars, débits de boissons, hôtels, restaurants et établissements de nuit - Redevance audiovisuelle - Exonération partielle et temporaire) : p. 6209 - **Article 2 bis (nouveau)** (Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR) : p. 6212 p. 6219 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 195** (Fret aérien - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Niche fiscale - Suppression) : p. 6220 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 124** (Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires - Contribution de solidarité territoriale - Suppression) : p. 6221 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 197** (Taxe sur le fret aérien - Augmentation) : p. 6222 - **Article 2 ter (nouveau)** (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2021 de la déductibilité des abandons de créances de loyers consentis par les bailleurs) : p. 6223 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (Ajustement du panier de ressources bénéficiant du mécanisme de garantie de ressources du bloc communal mis en place dans le contexte de la crise) : p. 6224 p. 6225 - **Article 2 sexies (nouveau)** (Inclusion explicite de la perte de recettes de versement mobilité pour Île-de-France Mobilités dans le « filet de sécurité » prévu pour les recettes du bloc communal et reconduit pour 2021) : p. 6226 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 205 rectifié et n° 234 rectifié bis** (Agriculteur en conversion biologique - Taxe foncière - Exonération - Compensation intégrale par l'État) : p. 6227 p. 6228 - **Article additionnel après l'article 2 sexies -**

Amendement n° 53 (Collectivités territoriales d'outre-mer - Collectivité de Corse - Ressources spécifiques - Mécanisme de garantie - Reconduction en 2021) : p. 6229 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 76 rectifié ter** (Collectivités exploitant en régie directe les lieux culturels - Mécanisme de compensation - Éligibilité) : p. 6230 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 142 rectifié** (Revenu de solidarité active (RSA) - Dépenses d'allocations - Augmentation - Prise en charge par l'État) : p. 6231 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 143 rectifié** (Collectivités - Coûts engagés pour répondre aux besoins face à l'épidémie et à la vaccination - Prise en charge par l'État) : p. 6231 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 13 rectifié ter et n° 23 rectifié quater** (Départements de montagne - Taxe sur les remontées mécaniques - Taxe de séjour - Perte de recettes - Compensation par l'État) : p. 6232 - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois) : p. 6240 - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6246 p. 6247 p. 6248 p. 6250 p. 6251 p. 6253 p. 6254 p. 6255 p. 6256 p. 6257 p. 6259 p. 6260 p. 6261 p. 6262 p. 6263 p. 6264 p. 6265 p. 6266 p. 6268 p. 6269 p. 6270 p. 6271 p. 6272 p. 6273 p. 6289 p. 6291 p. 6292 p. 6293 p. 6294 p. 6295 p. 6296 p. 6298 p. 6301 p. 6302 - **Article 6 et état D** (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6304 - **Article 7** (Majoration exceptionnelle du taux de réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués au profit des associations culturelles) : p. 6306 p. 6307 p. 6308 p. 6309 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 34 rectifié quater** (Non-résident - Dons aux associations - Réduction d'impôt - Extension) : p. 6309 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 33 rectifié quater** (Anciens résidents français - Ancienne résidence principale - Cession - Plus-values immobilières - Exonération - Délai - Extension) : p. 6310 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 90 rectifié bis, n° 222 rectifié et n° 277 rectifié** (Entreprises agricoles et viticoles - Épargne monétaire de précaution - Utilisation - Neutralité fiscale) : p. 6310 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 88 rectifié bis et n° 220 rectifié bis** (Bailleurs de terres agricoles - Abandon de loyers - Crédit d'impôt) : p. 6312 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 269 rectifié bis** (Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) - Taux d'exonération - Augmentation) : p. 6312 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 72 rectifié septies** (Certificats d'économies d'énergie (CEE) - Règles comptables et fiscales - Mise en concordance) : p. 6313 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 174 rectifié** (Activités économiques - Crédit impôt recherche - Contribution à des objectifs environnementaux - Obligation) : p. 6314 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 256 rectifié** (Grumes de chênes - Transformation au sein de l'Union européenne - Plan de relance - Conditionnement des aides) : p. 6315 - **Article 7 bis (nouveau)** (Prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de la hausse de 18 % à 25 % du taux de la réduction à l'impôt sur le revenu pour la souscription au capital des PME, « IR-PME ») : p. 6316 p. 6317 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 97 rectifié** (« Exit tax » - Régime initial - Application) : p. 6318 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 15 rectifié bis** (Régime de l'apport-cession - Délai - Allongement) : p. 6318 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 14 rectifié bis** (Régime de l'apport-cession - Condition d'absence de contrôle préalable - Suppression) : p. 6319 - **Article 7 quater (nouveau)** (Possibilité pour les communes de renoncer à la TFPB due par les bailleurs ayant accordé une remise totale sur les loyers des discothèques ou de décider d'un dégrèvement de cette taxe au profit des discothèques) : p. 6320 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 145 rectifié** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Augmentation - Autorisation) : p. 6321 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 112 rectifié** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Ordures ménagères - Taux et tarifs d'enlèvement - Ajustement) : p. 6322 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 189 rectifié** (Logements vacants - Résidences secondaires - Taxes - Alignement) : p. 6322 -

Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 27 rectifié ter (Communes nouvelles - Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) - Date de perception) : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 191 rectifié** (Collectivités locales - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires - Majoration - Autorisation) : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 278 rectifié bis** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Ticket modérateur - Modifications) : p. 6324 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 219 rectifié bis** (Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Abattement - Prolongation) : p. 6324 - **Article 8** (Prolongation de l'octroi de garantie de l'État au titre des PGE et des préfinancements d'affacturage garantis par l'État) : p. 6326 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 61** (Entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Assurances - Solidarité nationale - Coordination des soutiens) : p. 6327 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 284 rectifié bis** (Associations à vocation sportive, culturelle et récréative - Dons et adhésions - Crédit d'impôt) : p. 6329 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 126 rectifié et n° 3 rectifié bis** (La Poste - Service universel postal - Réduction du déficit) : p. 6330 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 240 rectifié ter** (Entreprises - Partenariat avec les clubs sportifs et les sportifs de haut niveau - Crédit d'impôt exceptionnel) : p. 6331 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 196 rectifié** (Vols nationaux - Taxes sur le kérosène - Exonérations - Suppression) : p. 6331 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 260 rectifié** (Bateaux de plaisance - Permis de conduire - Évolutions tarifaires - Date butoir - Décalage) : p. 6332 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 272 rectifié** (Installations photovoltaïques - Contrats d'achat - Révision - Consultation des professionnels - Reddition annuelle des comptes devant le Parlement) : p. 6332 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 316 rectifié** (Entreprises - Bénéfices dans des pays aux pratiques fiscales déloyales - Aides publiques - Interdiction) : p. 6333 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 318 rectifié bis et n° 100 rectifié** (Entreprise bénéficiaire d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction) : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 101 rectifié** (Grandes entreprises - Absence d'accord d'égalité professionnelle - Aides publiques - Exclusion) : p. 6336 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 184 rectifié et n° 99 rectifié** (Entreprises bénéficiaires d'aides publiques - Adoption et respect d'un bilan carbone renforcé et standardisé - Obligation) : p. 6338 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 128 rectifié** (Agents généraux d'assurance - Régime de retraite - Financement - Rapport au Parlement) : p. 6338 - **Article 9 A (nouveau)** (Confirmation de l'extension de l'obligation, pour l'autorité judiciaire, de transmettre tout élément de nature à faire suspecter le caractère frauduleux d'une demande d'asile ou de protection à l'OFII) : p. 6339 - **Article 9** (Adaptation à la reprise de l'activité des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et des travailleurs indépendants) : p. 6340 p. 6341 p. 6342 p. 6343 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 74 rectifié nonies** (Compagnies maritimes assurant du transport international des passagers et fret - Cotisations - Exonérations) : p. 6343 - **Article 10** (Compensation des pertes de recettes tarifaires subies par les services publics locaux exerçant des activités industrielles et commerciales exploités en régie et institution d'un fonds d'urgence à destination des collectivités du bloc communal les plus affectées par la perte des recettes tarifaires au titre de leurs services publics administratifs) : p. 6345 p. 6347 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 144 rectifié** (Dotation globale des communes à l'échelle intercommunale - Unification - Suppression) : p. 6347 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 40 rectifié quater** (Français établis hors de France - Aides et secours exceptionnels - Rapport au Parlement) : p. 6348 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 63** (Opération d'investissement d'un montant supérieur à un milliard d'euros - Information préalable du Parlement) : p. 6348 - **Article 12** (Clarification sur la

possibilité d'effectuer des prêts participatifs du FDES) : p. 6349 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 223** (SNCF Réseau - Activité de fret ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 6350 - **Demande de coordination** : p. 6350 - **(pour coordination)** : p. 6357

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7073 p. 7086 p. 7089 - **Article 8** (Règlement des comptes spéciaux « Transition énergétique » et « Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs » clos au 1er janvier 2021) : p. 7118

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord du G20 instaurant un impôt mondial sur les sociétés** - (21 juillet 2021) : p. 7644

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Nouvelle lecture [n° 788 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7662

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8318 p. 8331 - **Article 1er** (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques) : p. 8335 p. 8337 p. 8339 p. 8340 p. 8342 p. 8343 p. 8344 p. 8345 p. 8346 p. 8347 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 40** (Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles (DDAI) - Suppression) : p. 8348 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 48** (Décrets d'avance - Suppression) : p. 8349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 34** (Pratique dite de « report de crédit » - Encadrement) : p. 8349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (Dépôt du projet de loi de finances (PLF) et début de l'examen en commission à l'Assemblée nationale - Garantie d'un délai de 10 jours) : p. 8349 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35** (Projet de loi de finances - Vote des parlementaires non plus sur les missions budgétaires mais sur les programmes) : p. 8350 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 37** (Article 40 de la Constitution - Nouvelle caractérisation de la charge) : p. 8351 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 38** (Lois de finances - Encadrement du dépôt des amendements du Gouvernement) : p. 8352 - **Article 2** (Lois relatives aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année et lois de fin de gestion) : p. 8352 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4** (Information du Parlement - Transmission par le Gouvernement d'une annexe présentant le montant des crédits non consommés et le montant des crédits reportés) : p. 8353 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° 19** (Titre V de l'article 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) - Dépenses d'investissement - Prise en compte des enjeux environnementaux liés à l'urgence climatique) : p. 8354 - **Article 4** (Prélèvements sur recettes) : p. 8355 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 44 rectifié** (Principe de répartition par ministère des plafonds d'autorisation des emplois de l'État - Suppression) : p. 8356 - **Article 4 ter A (nouveau)** (Information sur la mise en œuvre de la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles) : p. 8356 - **Article 4 ter** (Interdiction des reports sur les dépenses de personnel) : p. 8357 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 10** (Lisibilité budgétaire - Distinction dans le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » (CAS PFE) des opérations en fonction de leur nature) : p. 8359 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 74** (Mobilisation de crédits exceptionnels au titre des participations financières de l'État - Information préalable des présidents et rapporteurs généraux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat) : p. 8359 p. 8360 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 67** (Durée des avances du Trésor - Limitation à deux ans) : p. 8360 p. 8361 - **Article 5** : p. 8362 p. 8363 p. 8364 - **Article 6** (Lois de finances de fin de gestion) : p. 8365 p. 8366 - **Article 7** (Avancement de la date limite de dépôt des annexes générales au projet de loi de finances de l'année) : p. 8366 - **Article 7 bis** (Limitation du contenu des décrets de

répartition à la désignation des ministères bénéficiaires des crédits) : p. 8366 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 9 rectifié** (Établissements à autonomie financière (EAF) - Mise en conformité de leur statut avec la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)) : p. 8367 - **Article 9** (Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique) : p. 8368 p. 8370 p. 8372 - **Article 9 bis** (Présentation d'un « compteur des écarts » au sein du rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances) : p. 8373 - **Article 10** (Annexes explicatives au projet de loi de finances) : p. 8374 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 12** (Rapport sur la répartition du financement de la dépense entre la dette, les ressources fiscales et les ressources non fiscales - Débat à l'Assemblée nationale et au Sénat) : p. 8375 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 7** (Évaluation des dépenses fiscales - Renforcement) : p. 8375 - **Article 11** (Pouvoirs des rapporteurs spéciaux et des commissions des finances) : p. 8376 p. 8377 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 53** (Budget - Code source informatique correspondant aux dispositions fiscales proposées - Publication en annexe de chaque projet de loi de finances ou projet de loi de finances rectificative) : p. 8378 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 39** (Budget - Droit accordé à chaque groupe parlementaire d'un rapport à la Cour des comptes sur une thématique choisie) : p. 8379 - **Article 11 ter A (nouveau)** (Publication de tableaux récapitulatifs le nombre d'emplois rémunérés par l'État par ministère) : p. 8379 - **Article additionnel après l'article 11 ter A - Amendement n° 81** (Budget - Annexes aux projets de loi de règlement (rapports annuels de performances) - Facilitation de l'exploitation des informations) : p. 8380 - **Article 12** (Haut Conseil des finances publiques et mécanisme de correction) : p. 8383 p. 8384 p. 8385 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 13** (Préparation des recettes fiscales entre personnes morales et personnes physiques - Rapport en vue d'un débat sur la fiscalité) : p. 8386 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 83** (Loi organique sur la modernisation de la gestion des finances publiques - Modalités d'entrée en vigueur) : p. 8386 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8386

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques [n° 833 (2020-2021)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021).** - (27 septembre 2021) - **Article 6** (Lois de finances de fin de gestion) : p. 8388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la fraude fiscale** - (6 octobre 2021) : p. 8897

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandora Papers » (I)** - (6 octobre 2021) : p. 8898

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des collectivités territoriales** - (6 octobre 2021) : p. 8899

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Pandora Papers » (II)** - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix du carburant** - (20 octobre 2021) : p. 9383

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de France stratégie sur la réforme de la fiscalité du capital** - (20 octobre 2021) : p. 9387

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du prix de l'énergie (I)** - (20 octobre 2021) : p. 9392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du prix de l'énergie (II)** - (20 octobre 2021) : p. 9395

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnité inflation et le bouclier tarifaire** - (27 octobre 2021) : p. 9606

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10037 p. 10068

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 3** (Affiliation, au titre de cette activité, d'une partie du personnel de santé mobilisé sur la vaccination contre la covid-19 et dérogations aux règles du cumul emploi-retraite pendant la crise sanitaire) : p. 10074 p. 10075 - **Article 4** (Allègement de la taxe sur la vente en gros des spécialités pharmaceutiques) : p. 10076 p. 10077 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 125 et n° 880 rectifié** (Organismes complémentaires d'assurance maladie - Contribution exceptionnelle - Augmentation) : p. 10077 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 126 et n° 881 rectifié** (Agence nationale de santé publique - Financement) : p. 10079 - **Article 5** (Assouplissement de l'échéance de signature des contrats prévus à l'article 50 de la LFSS pour 2021) : p. 10080 - **Article 6** (Transferts financiers entre branches de sécurité sociale) : p. 10082 - **Article 7** (Rectification des tableaux d'équilibre) : p. 10084

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article 10** (Poursuite de l'unification du recouvrement dans la sphère sociale) : p. 10088 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 922 rectifié bis** (État d'urgence sanitaire - Services publics essentiels - Service téléphonique des caisses primaires d'assurance maladie - Gratuité) : p. 10089 - **Article 11** (Versement immédiat des aides sociales et fiscales aux services à la personne) : p. 10093 p. 10095 p. 10096 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 358 rectifié quater** (Organismes permanents à caractère social - Procédures de déclaration d'emplois ponctuels - Simplification) : p. 10097 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 654 rectifié bis, n° 920 rectifié ter et n° 2 rectifié** (CSG-CRDS - Non-résidents - Exonération) : p. 10099 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 783 et n° 979 rectifié bis** (CSG sur les revenus du capital - Augmentation) : p. 10100 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 981 rectifié bis** (CSG - Seuil d'exonération) : p. 10101 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 237 rectifié bis et n° 831 rectifié bis** (Retraités agricoles - Fermage - Abattement fiscal - Création) : p. 10103 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 978 rectifié ter, n° 985 rectifié bis et n° 988 rectifié** (Sécurité sociale - Cinquième branche - Financement) : p. 10104 p. 10105 p. 10106 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 786 rectifié** (Sociétés - Revenus financiers - Soumission à cotisation sociale) : p. 10107 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 380** (Contribution de solidarité des actionnaires - Prélèvement sur les dividendes des entreprises) : p. 10108 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 320 rectifié et n° 321 rectifié** (Taxe de solidarité additionnelle (TSA) - Taux - Diminution) : p. 10109 - **Article 11 bis (nouveau)** (Transmission, par le Centre national de traitement des données fiscales (CNTDF), des taux de contribution sociale généralisée (taux normal, intermédiaire ou réduit) à tous les organismes d'assurance versant des prestations de prévoyance complémentaire) : p. 10110 - **Article 12** (Harmonisation du régime fiscal et social des contributions des employeurs publics à la protection sociale complémentaire) : p. 10112 p. 10113 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 599 rectifié** (Allocation journalière du proche aidant (AJPA) - Financement) : p. 10115 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 314 rectifié quater et n° 566 rectifié ter** (Contrat solidaire et responsable - Encadrement du remboursement différencié) : p. 10116 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 rectifié, n° 408 rectifié, n° 861 rectifié, n° 1019 rectifié et n° 1024 rectifié ter** (Dispositif travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi - Pérennisation) : p. 10117 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 26 rectifié** (Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) - Embauche de travailleurs saisonniers - Exonération) : p. 10117 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Sécurité

sociale - Versement indu d'une prestation - Allocataire - Évaluation des capacités de remboursement): p. 10118 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 729 et n° 638 rectifié** (Accès à l'allègement des cotisations patronales - Prise en compte de critères sociaux et écologiques): p. 10120 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 788 rectifié bis** (Entreprises - Contributions à la branche famille - Rétablissement): p. 10121 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 769 et n° 937 rectifié bis** (Cotisations patronales familiales - Allègement - Limitations): p. 10121 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 970 rectifié ter** (Burn-out - Prévention): p. 10122 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 883 rectifié bis** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Services d'aide à domicile - Exonération de charges sociales): p. 10122 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 939 rectifié bis** (Laboratoires d'analyse vétérinaire - Groupements d'intérêt public - Réduction générale des cotisations patronales - Article L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Application): p. 10124 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 283 rectifié bis** (Entreprises - Intéressement - Encouragement): p. 10125 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 843 rectifié** (Médecin retraité - Cumul emploi/retraite - Plafond d'exonération des cotisations sociales et de retraite): p. 10126 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 547 rectifié et n° 317 rectifié bis** (Déserts médicaux - Médecins retraités - Exonération fiscale): p. 10127

- Suite de la discussion (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales): p. 10148 p. 10150 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 849 rectifié** (Lutte contre les déserts médicaux en outre-mer - Exonération de cotisations sociales sur les revenus d'activité des médecins nouvellement diplômés): p. 10150 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 941 rectifié bis** (Contrat liant un journaliste professionnel et une entreprise de presse française - Protection sociale des journalistes quel que soit le lieu d'exercice): p. 10151 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 848 rectifié bis** (Entreprises situées en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte - Dispositif d'exonération totale des cotisations et contributions sociales pour l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié de moins de 26 ans): p. 10152 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 13 rectifié bis** (Réduction pérenne de cotisations sociales - Extension aux EHPAD et unités de soins longue durée du secteur public): p. 10154 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 798 rectifié bis** (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés à but lucratif - Cotisation spécifique prélevée sur leurs revenus): p. 10154 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 790 rectifié bis** (Établissements publics de santé et EHPAD publics - Exonération de taxe sur les salaires): p. 10155 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 406 rectifié bis et n° 834 rectifié bis** (Compensation de l'augmentation des charges des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Exonération de la taxe sur les salaires): p. 10156 p. 10157 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 270 rectifié bis** (Droits de défense des professionnels ou établissements de santé - Assistance par le conseil de leur choix): p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 267 rectifié bis** (Action en recouvrement - Réponse obligatoirement motivée): p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 265 rectifié bis** (Cotisant en situation de litige sur des cotisations de sécurité sociale - Saisine possible d'une commission des recours): p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 268 rectifié bis** (Refus de délivrance de l'attestation de vigilance - Subordination au terme de la procédure contradictoire): p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 269 rectifié bis** (Procédure d'analyse de l'activité des professionnels de santé - Information des intéressés): p. 10160 - **Article**

additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 73 rectifié bis et n° 949 rectifié bis (Entreprises du secteur du BTP dans les territoires ultramarins - Bénéfice du régime de compétitivité renforcée par le paiement des cotisations): p. 10161 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 72 rectifié bis et n° 946 rectifié bis** (Conditions d'application du 4ème barème dit « d'innovation et de croissance » du régime d'exonération de charges sociales patronales spécifiques applicables aux entreprises ultramarines (LODEOM) - Assouplissement): p. 10162 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 630 rectifié** (Application de l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale - Rapport au Parlement): p. 10163 - **Article 13** (Élargissement de l'expérimentation de l'auto-liquidation et suppression des pénalités en cas d'erreur d'estimation du revenu): p. 10163 p. 10164 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 782** (Ruptures conventionnelles - Rétablissement des cotisations sociales): p. 10165 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 787 rectifié** (Régimes de retraite à « chapeau » les plus importants - Augmentation de leur taxation): p. 10165 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 784 et n° 980 rectifié ter** (Attribution gratuite d'actions - Augmentation de la contribution patronale): p. 10166 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 785** (Limitation du recours au temps partiel - Majoration des cotisations d'assurance sociale employeur des entreprises): p. 10167 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 833 rectifié bis** (Cas de décès du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modifications des modalités de calcul des cotisations): p. 10168 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 874 rectifié et n° 832 rectifié bis** (Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole - Modification des modalités de calcul des cotisations): p. 10169 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 950 rectifié bis** (Employeurs ou travailleurs indépendants en outre-mer - Rééchelonnement des dettes): p. 10171 - **Article 13 ter (nouveau)** (Délai de quatre mois applicable à compter de la demande du cotisant auteur de bénéficiaire du remboursement du trop-perçu): p. 10172 - **Article 13 quater (nouveau)** (Remise automatique du précompte aux artistes auteurs): p. 10172 - **Article 14** (Réforme du régime social du conjoint collaborateur): p. 10176 p. 10177 - **Article 14 bis (nouveau)** (Limitation à cinq ans du statut de conjoint collaborateur d'exploitant agricole): p. 10178 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 800 rectifié** (Médecins - Dépassements d'honoraires excessifs - Sanction par une amende): p. 10179 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 797 rectifié** (Instauration d'une expérimentation intitulée « Objectif 32h » avec l'exonération de cotisations - Rapport au Parlement): p. 10179 - **Article 15** (Modification du droit de communication bancaire pour optimiser les investigations): p. 10181 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater** (Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la sécurité sociale): p. 10197 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 996 rectifié** (Tarifs du droit de circulation du vin - Augmentation): p. 10199 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 1011** (Santé - Objectif de réduction des apports en sucre - Création d'une taxe additionnelle sur l'aspartame): p. 10200 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 318 rectifié quinquies, n° 613 rectifié quater et n° 873 rectifié ter** (Fiscalité - Produits du tabac à chauffer - Alignement du droit de consommation sur celui applicable aux cigarettes): p. 10201 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 401 rectifié ter, n° 870 rectifié et n° 925 rectifié ter** (Boissons alcooliques - Institution d'une contribution perçue par la Caisse nationale d'assurance maladie): p. 10204 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 402 rectifié ter** (Bières à fort degré alcoolique - Taxe spécifique perçue au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés): p. 10205 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 242 rectifié ter** (Contribution sur les boissons

non alcooliques - Différenciation tarifaire appliquée aux eaux de source et aux eaux minérales) : p. 10206 - **Article 17** (Transferts financiers entre branches et régimes de la sécurité sociale) : p. 10207 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 771** (Dérégulation au principe de non-compensation dans le cadre de l'autonomie financière de la Sécurité sociale - Vote de la part des caisses de Sécurité sociale) : p. 10208 - **Article 19 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes, réparties par catégories dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, et le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 10210 p. 10211 - **Article 20** (Approbation des prévisions de recettes, réparties par catégories dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, et le tableau d'équilibre, par branche, du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV)) : p. 10212 - **Article 23 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 10219

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10649 p. 10654 p. 10664

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Intitulé de la première partie - Conditions générales de l'équilibre financier** : p. 10665 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 13 rectifié bis** (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération de l'assiette de la TVA sur la consommation de carburants) : p. 10666 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 29 et n° 14 rectifié** (Impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature - Exclusion de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'eau, le gaz et l'électricité) : p. 10667 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 44 et n° 31** (Profits réalisés par les fournisseurs d'énergie en 2021 - Contribution exceptionnelle) : p. 10669 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 26** (Dispositif de créance de report en arrière de déficit - Soumission au non-versement de dividendes) : p. 10670 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 25** (Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux actions de sociétés de capital-risque) : p. 10670 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 45** (Bénéfices exceptionnels réalisés par les plus grandes entreprises du fait de la crise du covid-19 - Création d'une contribution de solidarité nationale) : p. 10672 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 47 rectifié** (Sociétés financières opérant en France - Contribution exceptionnelle sur le bénéfice net) : p. 10672 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 34 rectifié** (Réforme de la taxe d'habitation - Compensation de la suppression de la taxe d'habitation) : p. 10673 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié bis** (Agence nationale du sport (ANS) - Sécurisation de son budget) : p. 10674 p. 10675 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 32 rectifié et n° 4 rectifié** (Dotation particulière « élu local » (DPEL) - Modifications des modalités d'attribution) : p. 10676 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 43 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Éligibilité des dépenses liées aux achats d'équipement de protection sanitaire) : p. 10677 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 42** (Titres-restaurants - Revalorisation de la participation patronale) : p. 10678 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9** (Consommation de carburants - Taux de TVA réduit) : p. 10679 - **Article 3 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 10691

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 10698 p. 10700 p. 10701 p. 10703 p. 10704 p. 10704 p. 10705 p. 10706 p. 10709 p. 10711 p. 10712 p. 10714 p. 10716 p. 10717 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 19 rectifié bis**

(Utilisation du Pass'Sport - Rapport au Parlement) : p. 10718 - **Article 7** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) : p. 10722 - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 30 rectifié** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Renforcement) : p. 10724 - **Article 10** (Renouveau de l'habilitation à recodifier par ordonnance les impositions sur les biens et services) : p. 10724 - **Article après l'article 10 - Amendement n° 7 rectifié** (Fiscalité applicable aux ruptures conventionnelles de contrat de travailleurs âgés de 62 ans et plus - Modifications) : p. 10725 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 49** (Fin des garanties à l'export pour les gisements pétroliers et gaziers - Avancement du calendrier initial) : p. 10726 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2 rectifié bis** (Dispositif de crédit d'impôt temporaire en faveur des PME pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique de leurs bâtiments à usage tertiaire - Prolongation) : p. 10726 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 21 rectifié ter** (Dispositif de redevance d'image pour les sportifs et entraîneurs professionnelles - Modernisation) : p. 10728 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié** (Entreprises bénéficiaires d'aides du plan de relance - Instauration d'une clause anti-abus) : p. 10728 - **Article 12** (Instauration d'une indemnité inflation) : p. 10730 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 57 rectifié** (Système fiscal français d'imposition des sportifs non-résidents - Simplification) : p. 10733 p. 10734 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 15** (Bénéfice de la demi-part fiscale supplémentaire - Extension à toutes les veuves de 74 ans et plus) : p. 10734 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 8 rectifié bis** (Service public de collecte et de traitement des déchets ménagers en Guadeloupe, Martinique et à La Réunion - Augmentation du taux de réfaction de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP=)) : p. 10735 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 58** (Site de Bure (communauté de communes des Portes de Meuse) - Correction dérogatoire sur les bases de cotisation foncière des entreprises (CFE)) : p. 10736 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 5 rectifié et n° 33 rectifié** (Dotation particulières « élu local » (DPEL) - Suppression de la condition de potentiel financier - Versement à toutes les communes de moins de 1 000 habitants) : p. 10737 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 20 rectifié bis** (Personnes en situation de handicap - Exclusion des primes de performances sportives du calcul du plafond de ressources d'attribution des prestations sociales) : p. 10738 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1 rectifié** (Entreprise de sciage et première transformation du bois - Provision pour investissement) : p. 10739 - **Demande de coordination** : p. 10739 - **Article 3 et état A (pour coordination)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 10746

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10825 p. 10853

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2021 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 10885 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-712 rectifié** (Pension alimentaire - Non comptabilisation dans les revenus imposables) : p. 10886 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-365 rectifié bis** (Participation patronale aux titres-restaurants - Augmentation) : p. 10886 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-375 rectifié** (Montant de la taxe sur les contrats de retraites à prestations définies - Déductibilité) : p. 10887 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-681 rectifié bis et n° I-682 rectifié bis** (Mesures relatives aux non-résidents fiscaux - n° I-681 rectifié bis : Extension du statut de non-résident dit « Schumacker » aux résidents dans un État tiers et n° I-682 rectifié bis : Déductibilité des prestations compensatoires pour tous les contribuables non-résidents) : p. 10888 - **Article additionnel**

après l'article 2 - Amendement n° I-514 rectifié quater (Personnes âgées en perte d'autonomie en établissement - Transformation du mécanisme de la réduction d'impôt en crédit d'impôt) : p. 10889 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-231 rectifié (Associations à vocation sportive, culturelle et de loisirs - Mesures fiscales incitatives aux dons et adhésions) : p. 10890 - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-184 rectifié et n° I-285 rectifié quater (Dons destinés au financement de la vie politique - Transformation en crédit d'impôt) : p. 10891 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-142 rectifié (Réductions d'impôt au titre de dons et versements aux œuvres - Extension aux contribuables non-résidents) : p. 10892 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-374 rectifié (Bénévoles engagés dans la campagne de vaccination contre la covid-19 - Réduction d'impôt pour leurs frais de déplacement) : p. 10892 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-279 rectifié (Personnes ayant participé à une formation aux premiers secours - Réduction de l'impôt sur le revenu) : p. 10893 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-290 rectifié quinquies (Hausse des factures d'énergie des ménages liée aux confinements et au télétravail - Diminution ponctuelle de l'impôt sur le revenu) : p. 10893 - Article 3 (Sécurisation du champ des prestations de services éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne) : p. 10894 p. 10895 p. 10896 p. 10897 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-105 rectifié (Mécénat accompagnant la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau - Possibilité d'association du nom du sportif au don) : p. 10898 - Article 3 bis (nouveau) (Exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux pour les pourboires versés aux salariés) : p. 10899 p. 10900 p. 10901 - Article additionnel après l'article 3 ter - Amendements n° I-216 rectifié bis, n° I-238 rectifié et n° I-450 rectifié (Demi-part supplémentaire aux anciens combattants et à leurs veuves - Suppression du critère d'âge) : p. 10903 - Article 4 (Allongement des délais d'option pour les régimes d'imposition à l'impôt sur le revenu des entrepreneurs individuels) : p. 10904 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-87 rectifié ter, n° I-129 rectifié bis et n° I-323 rectifié bis (Régime fiscal des plus-values pour un associé d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) - Aligement sur celui d'un associé d'une société coopérative de production) : p. 10905 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-191 rectifié ter et n° I-327 rectifié bis (Transformation en société coopérative de production (Scop) - Crédit d'impôt égal au montant des intérêts des prêts contractés pour son financement) : p. 10906 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-326 rectifié bis (Sociétés coopératives de production (Scop) - Investissement) : p. 10907 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-93 rectifié quater et n° I-325 rectifié ter (Transformation de sociétés en sociétés coopératives de production (Scop) - Dispositif fiscal favorisant l'épargne de trésorerie) : p. 10908 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-128 rectifié (Entreprises d'assurance non-vie opérant en France - Contribution exceptionnelle liée à un état d'urgence sanitaire) : p. 10909 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-743 (Imposition liée à une réévaluation libre des actifs - Rétablissement du niveau conventionnel) : p. 10909 - Article 4 ter (nouveau) (Création d'un régime garantissant la neutralité fiscale en cas de fusion de sociétés agricoles) : p. 10911 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-13 rectifié bis (Biens acquis par les agriculteurs en vue de la réduction de leur impact carbone - Dispositif de suramortissement) : p. 10912 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-15 rectifié, n° I-358 rectifié bis, n° I-390 rectifié quinquies et n° I-403 rectifié bis (Exploitations constituant des stocks à rotation lente - Soutien de trésorerie) : p. 10912 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-425 rectifié (Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Cas de retrait - Modalités et conséquences fiscales) : p. 10913 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-16 rectifié, n° I-359 rectifié bis, n° I-391 rectifié quinquies et n° I-404 rectifié bis (Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Utilisation de l'épargne de précaution dans le cadre d'un aléa d'origine climatique, naturelle ou sanitaire) :

p. 10914 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-136 rectifié, n° I-756 rectifié, n° I-638 rectifié bis et n° I-757 rectifié bis (Dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles - Augmentation du crédit d'impôt) : p. 10916 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-768 rectifié, n° I-767 rectifié et n° I-766 rectifié (Dispositions d'encouragement fiscal à l'investissement en forêt - Définition des conditionnalités environnementales) : p. 10917 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-361 rectifié bis, n° I-393 rectifié quinquies et n° I-406 rectifié (Échanges de parcelles dans le cadre du remembrement - Modification des dispositifs fiscaux pour les aires de production AOC) : p. 10918 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-761 rectifié et n° I-341 rectifié bis (Exploitations en agriculture biologique - Renforcement et prolongement du crédit d'impôt) : p. 10919 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-392 rectifié quater, n° I-405 rectifié et n° I-360 rectifié bis (Sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante - Déduction pour épargne de précaution) : p. 10920 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-58 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-388 rectifié quinquies et n° I-401 rectifié (Protection des exploitations agricoles et viticoles familiales - Allègement de la fiscalité des donations et successions) : p. 10922 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-57 rectifié, n° I-355 rectifié bis, n° I-387 rectifié quinquies et n° I-400 rectifié (Transmission à titre gratuit de biens ruraux loués par bail à long terme - Allègement de la fiscalité) : p. 10923 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-59 rectifié, n° I-357 rectifié ter, n° I-389 rectifié quinquies et n° I-402 rectifié (Biens ruraux donnés à bail à long terme - Exonération d'impôt sur la fortune immobilière (IFI)) : p. 10924 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-755 rectifié (Crédit d'impôt pour les entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale - Suppression) : p. 10925 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-76 rectifié (Filière bois française - Provision pour investissement en faveur du secteur de la première transformation du bois) : p. 10925 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-647 rectifié (Produits alimentaires destinés aux jeunes publics - Taxe sur les dépenses publicitaires) : p. 10926 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-422 rectifié et n° I-511 rectifié (Taxe phytopharmacovigilance (PPV) - Frais d'assiette et de recouvrement) : p. 10927 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-423 rectifié bis (Barème des taxes relatives aux médicaments vétérinaires - Simplification) : p. 10928 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-600 et n° I-601 rectifié (Crédit d'impôt recherche - Plafonnement) : p. 10928 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-634 (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Accès réservé aux PME) : p. 10930 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-599 (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Recentrage sur une économie non carbonée) : p. 10931 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-490 rectifié quinquies (Recrutement de doctorants dans le cadre d'un contrat doctoral de droit privé - Incitation fiscale) : p. 10932 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-635 (Entreprises pratiquant des licenciements abusifs - Exclusion du crédit d'impôt recherche (CIR)) : p. 10932 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-172 rectifié (Crédit d'impôt pour les dépenses de recherche - Exclusion des activités en lien avec la production et la consommation d'énergie fossile) : p. 10932 - Article 4 quater (nouveau) (Allongement à 10 ans du statut de « jeune entreprise innovante ») : p. 10933 p. 10934 - Article 4 quinquies (nouveau) (Imposition au titre des bénéficiaires agricoles des revenus issus des activités de captation de carbone et d'amélioration ou de restauration de la biodiversité par les sociétés agricoles) : p. 10934 - Article 4 sexies (nouveau) (Possibilité pour les travailleurs indépendants de choisir l'imposition de leurs revenus au titre de l'IS) : p. 10935 - Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-567, n° I-633, n° I-564 et n° I-123 rectifié (Impôt sur les sociétés (IS) - Fin de la trajectoire de baisse) :

p. 10937 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-130 rectifié bis, n° I-562 rectifié et n° I-651 rectifié** (*Régime des sociétés mère-fille - Régulation*) : p. 10938 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-563 rectifié** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Notion d'établissement stable pour les entreprises ayant une présence numérique significative en France*) : p. 10939 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-631 rectifié** (*Multinationales - Taxation à hauteur de leur bénéfice réellement réalisé en France*) : p. 10940 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-581 rectifié** (*Sociétés des multinationales - Modification de l'assiette d'impôt*) : p. 10941 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-307 rectifié bis** (*Collectivités territoriales des zones non interconnectées (ZNI) de Corse - Incitation à l'investissement dans l'hydroélectricité*) : p. 10941 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-140 rectifié, n° I-568, n° I-632 et n° I-141 rectifié** (*Fiscalité des entreprises, article 219 Ia quinquies du CGI - Suppression/réduction de l'avantage fiscal*) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-779 rectifié bis** (*Financement des PME - Incitation au réinvestissement dans leur entreprise*) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-644 rectifié** (*Entreprises redevables de l'impôt sur les sociétés - Taxe additionnelle exceptionnelle sur la taxe spéciale sur les dividendes*) : p. 10943 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-304 rectifié bis** (*Crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (CIIC) - Extension aux investissements de remplacement*) : p. 10944 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-306 rectifié** (*Crédit d'impôt pour certains investissements réalisés en Corse (CIIC) - Augmentation du taux pour les investissements verts ou durables*) : p. 10944 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-300 rectifié** (*Cumul du crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) avec la zone de développement prioritaire (ZDP) - Autorisation*) : p. 10944 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-383 rectifié** (*Crédit d'impôt famille (CIFAM) - Extension aux indépendants - Rapport au Parlement*) : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-228 et n° I-380 rectifié** (*Crédit d'impôt famille (CIFAM) - Extension aux indépendants*) : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-139 rectifié ter et n° I-456 rectifié bis** (*Services numériques rendus par les « Gafam » (Google, Appel, Facebook, Amazon, Microsoft) - Taxation accrue*) : p. 10946 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-649 rectifié** (*Contrats de publicité et marketing des entreprises et chiffre d'affaires des régies publicitaires - Taxation*) : p. 10946 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-695 rectifié** (*Lutte contre la prolifération des panneaux numériques - Taxe nationale sur l'exploitation des écrans publicitaires*) : p. 10947 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-161 rectifié bis** (*Biens commandés par voie électronique - Taxe d'éco-responsabilité sur la livraison*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-178 rectifié bis et n° I-274 rectifié bis** (*Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Modification du calcul de l'assiette du droit d'enregistrement*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-77 rectifié bis et n° I-343 rectifié ter** (*Crédit d'impôt temporaire en faveur des PME pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique de leurs bâtiments à usage tertiaire - Prolongation*) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-573, n° I-125 rectifié et n° I-688** (*Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement des entrepôts de stockage des « pure players »*) : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-461 rectifié** (*Lutte contre l'artificialisation des sols - Modulation du taux de la taxe en fonction de la localisation des commerces*) : p. 10951 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10953 p. 10954 -

Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-347 rectifié ter (*Petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Crédit d'impôt temporaire dédié aux dépenses de prévention et de protection face aux risques cyber*) : p. 10956 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-685 rectifié** (*Sociétés financières opérant en France - Contribution exceptionnelle sur le bénéfice net*) : p. 10956 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendement n° I-419 rectifié** (*Zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) - Extension aux activités de santé en Guyane et à Mayotte*) : p. 10957 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-476** (*Investissements en faveur de la rénovation et de la réhabilitation des hôtels et résidences de tourisme à Saint-Martin - Taux de réduction d'impôt*) : p. 10961 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-65 rectifié** (*Réhabilitation et sortie d'insalubrité dans les départements d'outre-mer (DOM) - Défisiscalisation*) : p. 10963 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-73 rectifié** (*Entreprises domiciliées en outre-mer - Crédit impôt-recherche (CIR)*) : p. 10963 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° I-481** (*Opérations de réhabilitations réalisées dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) - Modification du plafond du crédit d'impôt*) : p. 10966 - **Article 5** (*Aménagement des dispositifs d'exonération des plus-values de cession d'entreprises ou de cession de titres détenus par les chefs d'entreprise et renforcement du crédit d'impôt pour la formation des chefs d'entreprise*) : p. 10968 p. 10969 p. 10970 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-622** (*Transmissions entre vifs des entreprises intervenant dans un cadre familial - Imposition*) : p. 10970 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Cessions résultant de transferts d'actifs dans la comptabilité auxiliaire d'affectation d'entreprises d'assurance au titre de plans d'épargne retraite*) : p. 10971 - **Article 5 ter (nouveau)** (*Soumission des opérations d'achat, de vente et d'échange d'actifs numériques au même régime d'imposition que les opérations de bourse*) : p. 10971 - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° I-467** (*Sociétés de capital-risque - Éligibilité aux plans d'épargne en actions et aux plans d'épargne en actions destinés au financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI)*) : p. 10972 - **Article 5 quinquies (nouveau)** (*Possibilité d'opter pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu pour les cessions d'actifs numériques*) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendements n° I-650, n° I-548, n° I-138 rectifié, n° I-549, n° I-137 rectifié et n° I-547** (*Taxe sur les transactions financières (TIF) - Assiette et taux*) : p. 10975 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendements n° I-319 rectifié ter et n° I-320 rectifié ter** (*Associations régies par la loi du 1er juillet 1901 et associations de droit local - Recours aux émissions obligataires*) : p. 10976 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-217 rectifié ter** (*Foncières solidaires agréées « entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) » - Exclusion du champ des personnes morales à prépondérance immobilière*) : p. 10976 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-218 rectifié ter** (*Foncières solidaires ayant conclu une convention service d'intérêt économique général (SIEG) - Alignement sur les dispositifs réduction d'impôt sur le revenu par la souscription au capital de petites et moyennes entreprises, dite « IR-PME » - Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS)*) : p. 10977 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-219 rectifié ter** (*Sociétés agréées entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) engagées dans la transition énergétique citoyenne - Dispositif « IR-PME » (impôt sur le revenu)*) : p. 10977 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-636, n° I-111 rectifié, n° I-570, n° I-466, n° I-112 rectifié, n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis, n° I-576 rectifié et n° I-769** (*n° I-110 rectifié et n° I-636 : impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital ; n° I-111 rectifié et n° I-570 : impôt sur la fortune (ISF) ; n° I-466 : impôt sur la fortune improductive ; n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis et n° I-576 rectifié : « exit tax » ; n° I-769 et n° I-112-rectifié : modernisation de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) :

p. 11004 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-569, n° I-113 rectifié et n° I-637 (Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Suppression) : p. 11006 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-561 rectifié, n° I-645 rectifié et n° I-109 rectifié bis (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Renforcement) : p. 11007 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-116 rectifié bis (Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité) : p. 11008 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-118 rectifié bis et n° I-571 rectifié (Dividendes - Taxe additionnelle) : p. 11009 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-643 rectifié et n° I-574 rectifié (Abattement fiscal de 40 % sur les dividendes - Suppression) : p. 11010 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-464 rectifié (Nouveau plan d'épargne retraite (PER) créé par la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) - Correction d'une faille du dispositif) : p. 11010 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-583 rectifié (Dispositif fiscal, dit « pacte Dutreil » - Aménagement) : p. 11011 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-474 rectifié bis (Pacte Dutreil - Triple interposition comprenant une société véhicule de l'actionariat salarié) : p. 11011 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-335 rectifié bis (Transmission d'entreprises - Instauration d'un « pacte très long terme ») : p. 11013 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-115 rectifié (Tarifs des droits de mutation à titre gratuit - Réforme) : p. 11017 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-770 rectifié (Pratiques sylvicoles - Modernisation du régime dit « Sérot-Monichon » - Système fiscal incitatif) : p. 11018 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-582 rectifié (Régime fiscal spécial de l'assurance-vie - Abrogation) : p. 11018 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-615 rectifié bis (Déduction fiscale des frais d'obsèques - Augmentation) : p. 11019 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-85 rectifié bis, n° I-181 rectifié bis, n° I-351 rectifié ter et n° I-86 rectifié bis (Emprunts professionnels ou pour l'acquisition d'une résidence principale - Création de nouveaux contrats d'assurance dits « inclusifs ») : p. 11021 - Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-127 rectifié bis (Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Modulation) : p. 11022 - Article 6 (Faculté temporaire d'amortissement fiscal des fonds commerciaux) : p. 11022 - Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-334 rectifié ter (Provision pour investissement - Modification des montants) : p. 11023 - Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-431 rectifié (Très petites entreprises (TPE) - Crédit d'impôt « Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ») : p. 11024 - Article 7 (Mise en conformité avec le droit européen des retenues à la source applicables aux sociétés non résidentes) : p. 11025 - Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-652 rectifié bis, n° I-747 rectifié bis, n° I-750 rectifié bis et n° I-785 (Lutte contre l'évasion fiscale - Suppression de la pratique de l'arbitrage de dividendes) : p. 11026 - Article 8 (Aménagement du dispositif de déduction exceptionnelle en faveur des équipements permettant aux navires et bateaux de transport de passagers ou de marchandises d'utiliser des énergies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre ou la pollution atmosphérique) : p. 11030 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-541 rectifié (Transition énergétique du transport aérien - Mécanisme de suramortissement fiscal pour les investissements réduisant les émissions de dioxyde de carbone) : p. 11031 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-726 rectifié bis (Intermodalité, réduction des émissions de gaz à effet de serre - Cumul du forfait mobilités durables avec la participation de l'employeur à l'abonnement de transports en commun) : p. 11031 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-671 (Résultat imposable provenant des activités éligibles au régime forfaitaire de la taxe au tonnage - Minorations) : p. 11032 - Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-417 et n° I-416 (Transition écologique - Invitation au développement de l'activité fluviale) : p. 11032 - Article additionnel après

l'article 8 - Amendement n° I-430 rectifié (Activité de retrofit - Taux réduit de TVA) : p. 11033 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-168 rectifié (Dépenses de publicité en faveur de l'achat de véhicules polluants - Taxe) : p. 11033 - Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-164 rectifié bis, n° I-165 rectifié bis, n° I-728 rectifié bis et n° I-586 rectifié (Taxe d'aménagement du territoire (TAT) portant sur l'activité des sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCA) - Augmentation) : p. 11035 - Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-222 et n° I-424 rectifié (Taxe à l'essieu - Élargissement du champ d'exonération) : p. 11035 - Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-722 rectifié, n° I-166 rectifié et n° I-584 (Diminution du poids moyen des véhicules - Ajustement du barème de la taxe sur la masse, le « malus poids ») : p. 11037 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-775 rectifié (Surfaces de stationnements des hypermarchés et centres commerciaux offrant plus de 2 500 m² de surface de vente - Taxe) : p. 11038 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-162 rectifié (Poids lourds - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière sur le réseau national non concédé et sur les itinéraires alternatifs) : p. 11039

- Suite de la discussion (22 novembre 2021) - Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° I-376 rectifié bis (Produit du droit de francisation et de navigation des bateaux de plaisance - Affectation au financement de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM)) : p. 11052 - Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° I-577 rectifié (Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Modifications) : p. 11052 - Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendement n° I-408 (Taxe sur le fret aérien - Augmentation) : p. 11053 - Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513 (Aviation - Taxes) : p. 11055 - Article 8 quater (nouveau) (Utilisation de l'huile de soja dans les biocarburants) : p. 11056 - Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-381 (Décarbonation des transports - Taxe incitative relative à l'incorporation d'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT)) : p. 11057 - Article 8 quinquies (nouveau) (« Bouclier tarifaire et fiscal » pour l'électricité et le gaz naturel) : p. 11059 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-772, n° I-565, n° I-407, n° I-585, n° I-648 et n° I-753 (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression de l'exonération pour les paquebots de croisière et navires de pêche et pour le transport aérien) : p. 11060 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-270 rectifié (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)) : p. 11061 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-232 rectifié et n° I-449 rectifié (Nouveau combustible appelé biofioul - Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE réduite)) : p. 11062 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-233 rectifié (Nouveau combustible biofioul - Fiscalité propre) : p. 11063 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-155 rectifié (Mécanisme de « TICPE flottante » - Instauration) : p. 11064 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-588, n° I-587 et n° I-721 rectifié (Transport routier de marchandises - Suppression du dégrèvement supplémentaire sur la partie contribution climat énergie du gazole) : p. 11064 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-566 (Entreprises consommatrices de produits énergétiques - Suppression des taux réduits sur la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) et la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)) : p. 11065 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-506 rectifié (Production de chaleur d'appoint des réseaux d'énergies renouvelables - Exonération provisoire de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)) : p. 11066 - Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-349 rectifié (Biocarburant d'origine renouvelable - Exonération de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel

(TICGN) : p. 11066 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-176 rectifié, n° I-201 rectifié bis, n° I-275 rectifié, n° I-438 rectifié ter, n° I-202 rectifié bis, n° I-276 rectifié, n° I-367, n° I-439 rectifié ter, n° I-277 rectifié, n° I-368, n° I-440 rectifié bis et n° I-717 (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)** : p. 11070 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-205 rectifié bis, n° I-443 rectifié ter et n° I-740 rectifié bis (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Octroi d'une franchise de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) aux collectivités)** : p. 11070 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-206 rectifié bis et n° I-444 rectifié ter (Refus issus de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) - Exonération de TGAP)** : p. 11071 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-211 rectifié bis et n° I-409 rectifié quater (Collectivités ayant modifié la filière de traitement des boues urbaines - Exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP))** : p. 11071 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-298 rectifié bis et n° I-421 rectifié bis (Émission d'ammoniac - Inclusion dans la TGAP)** : p. 11072 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-203 rectifié bis, n° I-441 rectifié ter, n° I-739 rectifié bis, n° I-200 rectifié bis, n° I-314 et n° I-437 rectifié ter (Collectivités territoriales - Dispositions diverses sur la TGAP)** : p. 11075 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-38 (Collectivités d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, La Réunion, la Guyane et Mayotte) - Réfaction de la TGAP)** : p. 11076 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-278 rectifié (Installations de valorisation énergétique des déchets - Assouplissement du calcul du rendement énergétique)** : p. 11077 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-395 (Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) - Financement)** : p. 11077 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-462 rectifié bis, n° I-724 rectifié bis et n° I-675 rectifié (Remboursement des frais de déplacement déductibles de l'impôt sur le revenu - Modulation)** : p. 11078 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-658 rectifié et n° I-662 rectifié (Véhicules électriques - Acquisition de bornes dites communicantes - Majoration de crédit d'impôt)** : p. 11079 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-156 rectifié et n° I-604 rectifié (Impôts, taxes, droits et prélèvements de toute nature - Exclusion de la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'eau, le gaz et l'électricité)** : p. 11080 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-294 rectifié, n° I-338 rectifié et n° I-668 rectifié (Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Alignement des taux de TVA)** : p. 11081 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-195 rectifié bis, n° I-293 rectifié, n° I-336 rectifié et n° I-667 rectifié (Bois énergie de qualité, labellisé - Taux de TVA réduit)** : p. 11082 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-716 rectifié (Achat de bois labellisé ou certifié, local et durable - Taux réduit de TVA)** : p. 11083 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-158 rectifié (Livraison de gaz naturel, électricité et fioul domestique - Suppression de la « taxe sur la taxe »)** : p. 11085 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-157 rectifié (Consommation de carburants - Abaissement temporaire de la TVA)** : p. 11085 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-452 rectifié, n° I-507 rectifié ter et n° I-543 rectifié (Transition énergétique - Création d'un mécanisme de financement de la production de gaz vert)** : p. 11087 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-309 rectifié bis, n° I-433 rectifié et n° I-741 rectifié (Lutte contre les micropolluants - Extension de la redevance « pollution diffuse »)** : p. 11090 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-463 rectifié (Assiette de la redevance « pollution diffuse » - Inclusion de l'azote de synthèse)** : p. 11090 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759 (Serres chauffées - Retour au taux**

réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)) : p. 11091 p. 11092 p. 11093 p. 11094 p. 11095 p. 11096 - **Article 9 (Simplification et mise en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE) des règles de TVA)** : p. 11100 p. 11101 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-197 rectifié bis, n° I-265, n° I-339 rectifié bis et n° I-669 rectifié (Développement d'installations photovoltaïques - Incitation via le taux de TVA)** : p. 11102 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-596 rectifié et n° I-646 (Premiers mètres cubes d'eau de consommation immédiate pour les personnes physiques - Exonération de TVA)** : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-713 rectifié (Vente en vrac en grande surface - Incitation via la TVA)** : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-676 (Produits de protection hygiénique féminine - Exonération de TVA)** : p. 11104 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-758 (Prestations de remplacement pour congés maternité, paternité ou adoption des agriculteurs - Exonération de TVA)** : p. 11104 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-169 rectifié, n° I-590, n° I-720 rectifié, n° I-170 rectifié, n° I-719 rectifié et n° I-418 (Transports publics collectifs de voyageurs - Réduction du taux de TVA)** : p. 11106 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-718 et n° I-732 rectifié (n° I-718 : Services d'autopartage ; n° I-732 rectifié : Réparations de vélos - Réduction du taux de TVA)** : p. 11108 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-175 rectifié (Produits issus d'une filière de réemploi, de reconditionnement ou de réparation - Réduction du taux de TVA)** : p. 11108 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-281 rectifié (Couches pour les nourrissons - Réduction du taux de TVA)** : p. 11108 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-192 rectifié et n° I-280 rectifié (Produits et matériels utilisés pour l'incontinence - Réduction du taux de TVA)** : p. 11109 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-763 (Produits issus du commerce équitable - Réduction du taux de TVA)** : p. 11109 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-553 (Œuvres culturelles - Harmonisation du taux de TVA)** : p. 11110 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-377 rectifié bis (Livraisons portant sur le caviar - Réduction du taux de TVA)** : p. 11110 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-620 rectifié ter, n° I-762, n° I-764 et n° I-621 rectifié ter (n° I-620 rectifié ter : réduction du taux de TVA ; n° I-764 : sur les opérations de vente directe aux particuliers ; n° I-762 et n° I-621 rectifié ter : sur les produits issus de l'agriculture biologique et les produits issus des circuits courts)** : p. 11112 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-527, n° I-149 rectifié bis, n° I-363 rectifié et n° I-457 rectifié bis (Augmentation des dépenses d'allocations de revenu de solidarité active (RSA) - Dotation aux collectivités territoriales)** : p. 11149 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-537 (Dépenses exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 - Dotation aux collectivités territoriales)** : p. 11151 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-371 rectifié bis (Pertes de recettes fiscales et de produits d'utilisation du domaine liés aux conséquences économiques de l'épidémie de covid-19 - Dotation aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)** : p. 11151 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-526 rectifié et n° I-786 (Baisse des impositions liées à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Compensation)** : p. 11153 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-525 (Communes - Dotation de surcharge scolaire)** : p. 11154 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-362 rectifié (Revalorisations salariales au bénéfice de leurs agents - Dotation de compensation aux départements)** : p. 11154 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-529 (Aides aux petites communes pour le recrutement des secrétaires de mairie - Fonds de soutien local)** : p. 11155 - **Article 11 bis (nouveau) (Rectification de divers oublis et mesures de coordination au régime législatif relatif au FCTVA)** : p. 11156 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-517 (Taxe d'habitation « pour les 20 % les plus dotés » - Rétablissement)** : p. 11157 - **Article additionnel**

après l'article 11 ter - Amendements n° I-677 et n° I-119 rectifié (Suppression de la taxe d'habitation (TH) pour les 20 % « les plus aisés » - Report) : p. 11158 - Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° I-50 rectifié ter et n° I-84 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre issus d'une fusion - Modalités de calcul de la compensation de référence de taxe d'habitation (TH)) : p. 11158 - Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-80 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre engagés dans l'élaboration d'un pacte financier et fiscal - Taux de taxe d'habitation) : p. 11159 - Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-458 (Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - Taux de taxe d'habitation servant au calcul de la compensation) : p. 11159 - Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-244 rectifié (Commune devenue membre d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre - Taux de taxe d'habitation) : p. 11160 - Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° I-52 rectifié quater (Compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales - Dotation de l'État en faveur des syndicats de communes) : p. 11160 - Article 12 (Expérimentation de la recentralisation du RSA dans les départements volontaires) : p. 11165 p. 11166 p. 11167 - Article 13 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 11169 p. 11170 p. 11171 p. 11172 - Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-465 rectifié (Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Montant des versements des collectivités territoriales) : p. 11173 - Article 14 (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 11174 p. 11175 p. 11176 p. 11177 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-554 rectifié (Sport - Taxe Buffet - Augmentation) : p. 11177 - Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-555 rectifié (Taxe sur les paris sportifs - Augmentation) : p. 11177 - Article 14 bis (nouveau) (Assujettissement des compagnies holding d'investissement et des compagnies holding d'investissement mère dans l'Union à la contribution pour frais de contrôle acquittée auprès de la Banque de France) : p. 11178 - Article 16 (Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)) : p. 11179 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-558 rectifié (Crédit

d'impôt pour la prise d'un premier abonnement à une publication de presse - Élargissement à tout abonnement de presse) : p. 11180 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-102 rectifié bis (Crédit d'impôt en faveur de l'édition musicale - Mise en place) : p. 11183 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-552 rectifié (Crédit d'impôt pour les entreprises de création de jeu vidéo - Réduction) : p. 11183 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-551 (Crédit d'impôt sur le spectacle vivant - Augmentation) : p. 11184 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-447 rectifié (Crédit d'impôt pour le théâtre - Extension à l'ensemble des représentations de spectacle vivant non musical) : p. 11184 - Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-134 rectifié bis (Professions libérales - Déduction fiscale spéciale pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants pour les exposer au public) : p. 11185 - Article 17 A (nouveau) (Suppression de « gages » non levés dans la loi de finances rectificative pour 2021) : p. 11186

- Suite de la discussion (23 novembre 2021) - Article 19 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 11206 p. 11207 p. 11208 - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie : p. 11210 p. 11215 p. 11216

- Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 190 (2021-2022)] - (24 novembre 2021) - Discussion générale : p. 11242 - Question préalable : p. 11252

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'enquête visant le magistrat Charles Prats - (1er décembre 2021) : p. 11431

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de l'événementiel - (8 décembre 2021) : p. 11545

- Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11753 - Question préalable : p. 11763

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'enseignement supérieur en arts plastiques : une réallocation des moyens indispensable en vue de faire face aux nouveaux enjeux [n° 294 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - Économie et finances, fiscalité - Éducation.

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - Entreprises - Fonction publique - Travail.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - Culture - Questions sociales et santé.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - Pouvoirs publics et Constitution - Société.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - Fonction publique - Questions sociales et santé.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Culture [n° 743 tome 2 annexe 8 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Culture [n° 163 tome 3 annexe 8 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des finances*) : Enseignement supérieur en arts plastiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 26 janvier 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine - Examen d'une motion tendant à opposer la question préalable sur le texte n° 290 (2020-2021) adopté par la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des finances*) : Soutenabilité de la dette publique - Audition de M. Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute, Mme Jézabel Couppey-Soubeyran, professeur à l'École d'économie de Paris et maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, MM. François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco) et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Anthony Requin, directeur général de l'Agence France Trésor et Mme Amélie Verdier, directrice du budget.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, en application de l'article 13 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), et adoption de l'avis de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 (nouvelle lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine** [n° 290 (2020-2021)] - (28 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 581 p. 582

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 958 p. 965 p. 967 p. 970

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2503

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du corps préfectoral** - (2 juin 2021) : p. 4452

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de procuration de vote** - (2 juin 2021) : p. 4459

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4475

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques** [n° 832 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8322 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 44 rectifié** (*Principe de répartition par ministère des plafonds d'autorisation des emplois de l'État - Suppression*) : p. 8356 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 74** (*Mobilisation de crédits exceptionnels au titre des participations financières de l'État - Information préalable des présidents et rapporteurs généraux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat*) : p. 8360 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 53** (*Budget - Code source informatique correspondant aux dispositions fiscales proposées - Publication en annexe de chaque projet de loi de finances ou projet de loi de finances rectificative*) : p. 8377 p. 8378

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques** [n° 833 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de France stratégie sur la réforme de la fiscalité du capital** - (20 octobre 2021) : p. 9387 p. 9388

EL HAÏRY (Sarah)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'éducation nationale, de la jeunesse et
des sports, chargée de la jeunesse et de
l'engagement
(jusqu'au 31 décembre 2021)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2021-1159 du 8 septembre 2021 relative aux conditions de recrutement et d'emploi des personnes chargées d'encadrer les volontaires du service national universel [n° 159 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - Défense - Société.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la réglementation des stages de survie - (9 mars 2021) : p. 1544
- Question orale sans débat relative au regroupement pédagogique intercommunal et à la fermeture de classes en milieu rural - (9 mars 2021) : p. 1545
- Question orale sans débat sur l'allocation budgétaire de l'aide publique au développement pour la distribution du vaccin contre la covid-19 - (9 mars 2021) : p. 1546
- Question orale sans débat relative aux difficultés économiques des centres culturels sous statut d'établissement public à caractère industriel et commercial - (9 mars 2021) : p. 1547
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre la précarité de la jeunesse - (19 mai 2021) : p. 4005
- Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Deuxième lecture [n° 580 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4074
- Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Deuxième lecture [n° 578 (2020-2021)] - (20 mai 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 4083
- Question d'actualité au Gouvernement sur le pass culture - (26 mai 2021) : p. 4250
- Question d'actualité au Gouvernement sur le service national universel - (16 juin 2021) : p. 4965
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation des événements culturels - (23 juin 2021) : p. 5456
- Question orale sans débat sur les tests salivaires réalisés dans les écoles - (13 juillet 2021) : p. 6955
- Question orale sans débat sur l'éducation manuelle - (13 juillet 2021) : p. 6956
- Question orale sans débat sur l'organisation des Global Games en France - (13 juillet 2021) : p. 6957
- Question orale sans débat sur la pertinence de soumettre certaines productions traditionnelles au système du nutri-score - (13 juillet 2021) : p. 6958
- Question orale sans débat sur les difficultés d'organisation des concours colombophiles depuis le Brexit - (13 juillet 2021) : p. 6959
- Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par la filière du sang - (20 juillet 2021) : p. 7368
- Question orale sans débat sur la prise en charge de ses soins de santé en France d'un pensionné d'une retraite française - (20 juillet 2021) : p. 7369
- Question orale sans débat sur la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale - (20 juillet 2021) : p. 7370
- Question orale sans débat sur l'extension du « dispositif Ségur » aux professionnels des centres de santé de la fonction publique territoriale - (20 juillet 2021) : p. 7370
- Question orale sans débat sur le statut des accueillants thérapeutiques familiaux - (20 juillet 2021) : p. 7371
- Question orale sans débat sur le transport des greffons - (20 juillet 2021) : p. 7373
- Question orale sans débat sur la maladie thromboembolique veineuse chez le patient atteint d'un cancer - (20 juillet 2021) : p. 7373
- Question orale sans débat sur la reprogrammation des opérations - (20 juillet 2021) : p. 7374
- Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier du Nord-Mayenne - (20 juillet 2021) : p. 7375
- Question orale sans débat sur l'offre médicale et les zones de revitalisation rurale - (20 juillet 2021) : p. 7376
- Question orale sans débat sur la situation des professionnels médico-sociaux du secteur privé solidaire - (20 juillet 2021) : p. 7377
- Question orale sans débat sur la création d'une ligue Alsace de tennis - (7 octobre 2021) : p. 8943
- Question orale sans débat sur l'éligibilité au Pass'Sport - (7 octobre 2021) : p. 8944
- Question orale sans débat sur le passe sanitaire dans les stades, les clubs et les associations sportives - (7 octobre 2021) : p. 8945
- Question orale sans débat sur les conséquences du Ségur de la santé pour les établissements privés de santé - (7 octobre 2021) : p. 8946
- Question orale sans débat sur les agents du secteur sanitaire, social et médico-social privé et de la fonction publique territoriale oubliés du Ségur - (7 octobre 2021) : p. 8946
- Question orale sans débat sur le déploiement des bracelets anti-rapprochement - (7 octobre 2021) : p. 8947
- Question orale sans débat sur l'agrément aux associations spécialisées dans l'aide aux femmes victimes de violences - (7 octobre 2021) : p. 8948
- Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] - (14 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9204 p. 9212 - Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 7 rectifié bis et n° 8 rectifié bis (N° 7 rectifié bis : Inscriptions des enfants de moins de douze ans dans une association sportive - Gratuité ; n° 8 rectifié bis : Produits issus des droits d'exploitation audiovisuelle - Reversement d'une part aux clubs amateurs par les fédérations sportives et les ligues professionnelles) : p. 9214 - Article unique : p. 9214 p. 9215 p. 9216
- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des accompagnants des élèves en situation de handicap - (20 octobre 2021) : p. 9386

- Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de remplaçants dans les écoles et les collèges - (20 octobre 2021) : p. 9394
- Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - *Commission mixte paritaire* [n° 156 (2021-2022)] - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11282
- Question orale sans débat sur les réseaux d'éducation prioritaire en zones rurales fragiles - (30 novembre 2021) : p. 11331
- Question orale sans débat sur l'encadrement des stages de survie - (30 novembre 2021) : p. 11331
- Question orale sans débat sur les salmonelles et les éleveurs de volailles - (30 novembre 2021) : p. 11332
- Question orale sans débat sur l'application du Nutri-score aux fromages - (30 novembre 2021) : p. 11333
- Question orale sans débat sur la mise en œuvre de la contractualisation dans le secteur de l'élevage pour les marchés de bétail vif - (30 novembre 2021) : p. 11334
- Question orale sans débat sur la situation de la forêt périgourdine - (30 novembre 2021) : p. 11335

- Question orale sans débat sur l'inquiétude de la filière d'appellation de la fourme de Montbrison - (30 novembre 2021) : p. 11335
- Question orale sans débat sur l'élevage de la volaille de Bresse et la grippe aviaire - (30 novembre 2021) : p. 11336 p. 11337
- Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? » - (1er décembre 2021) : p. 11456 p. 11459 p. 11460 p. 11461 p. 11462 p. 11463
- Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11686 p. 11687 p. 11695 p. 11696
- Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - *Commission mixte paritaire* [n° 176 (2021-2022)] - (16 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 12006 p. 12007 - **Article 3 (pour coordination)** (*Question subsidiaire obligatoire dans le délibéré de la juridiction criminelle en cas d'irresponsabilité pénale de l'auteur*) : p. 12023

ÉLIMAS (Nathalie)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'éducation nationale, de la jeunesse et
des sports, chargée de l'éducation
prioritaire
(jusqu'au 31 décembre 2021)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et fermetures de classes (I) - (3 février 2021) : p. 719 p. 720
- Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures et fermetures de classes (II) - (3 février 2021) : p. 723
- Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire - (2 mars 2021) : p. 1401 p. 1402 p. 1403
- Question d'actualité au Gouvernement relative à la vaccination dans les écoles - (24 mars 2021) : p. 2150
- Question orale sans débat sur les dérogations à l'organisation des rythmes scolaires - (13 avril 2021) : p. 3100
- Question orale sans débat sur l'avenir de l'école Esperanza - (13 avril 2021) : p. 3101
- Question orale sans débat sur la situation de la médecine scolaire dans la Nièvre et l'ensemble du territoire - (13 avril 2021) : p. 3102
- Question orale sans débat sur les établissements publics locaux d'enseignement du socle commun - (13 avril 2021) : p. 3103
- Question orale sans débat sur l'implication des territoires dans les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - (13 avril 2021) : p. 3104
- Question orale sans débat sur l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap - (13 avril 2021) : p. 3105

- Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue » - (6 mai 2021) : p. 3530 p. 3531 p. 3532 p. 3533
- Question orale sans débat sur la reconduction du dispositif « Vacances apprenantes » - (3 juin 2021) : p. 4529
- Question orale sans débat sur la fermeture des classes et la diminution des heures de cours - (3 juin 2021) : p. 4530
- Question orale sans débat sur la suite de la Conférence nationale du handicap - (3 juin 2021) : p. 4531
- Question orale sans débat sur l'hyper-fréquentation et le sur-tourisme dans les petites communes - (3 juin 2021) : p. 4532
- Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions du passage du baccalauréat cette année - (9 juin 2021) : p. 4653
- Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 661 (2020-2021)] - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4676
- Question orale sans débat sur la prime informatique des enseignants - (20 juillet 2021) : p. 7348
- Question orale sans débat sur la scolarisation des jeunes sourds et malentendants - (20 juillet 2021) : p. 7349
- Question orale sans débat sur la revalorisation des accompagnants d'enfants en situation de handicap - (20 juillet 2021) : p. 7350 p. 7351
- Question orale sans débat sur les conséquences de l'éventuelle perte de reconnaissance de haut niveau des spécialités de pelote basque - (20 juillet 2021) : p. 7351
- Question orale sans débat sur la création aux Antilles d'une faculté de médecine de plein exercice - (20 juillet 2021) : p. 7352
- Question orale sans débat sur les conséquences des fermetures de classes ou d'écoles pour les communes - (28 septembre 2021) : p. 8419 p. 8420
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'intégration des élèves transgenres - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8972 p. 8975

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8986

- **Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer [n° 248 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11557 p. 11566

- **Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris [n° 42 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11663 p. 11664 - **Article 1er (Événements du 17 octobre 1961 - Reconnaissance de responsabilité)** : p. 11675 p. 11676 p. 11677 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Événement du 17 octobre 1961 - Pleine accessibilité des archives)** : p. 11678 p. 11679

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger [n° 659 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - **Économie [n° 743 tome 2 annexe 12 (2020-2021)]** (7 juillet 2021) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réduire la fracture numérique mobile : le pari du « New Deal » 4G [n° 853 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Économie [n° 163 tome 3 annexe 12 (2021-2022)]** (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (commission des finances) : Contrôle budgétaire - Réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger - Communication.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (commission des finances) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la couverture mobile (4G) du territoire.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2022 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la prolifération de « décharges sauvages » en Pyrénées-Atlantiques** - (9 février 2021) : p. 889 p. 890

- **Question orale sans débat sur le soutien de la filière laitière dans les Pyrénées-Atlantiques** - (14 décembre 2021) : p. 11738 p. 11739

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat le 1er février 2021.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 1er février 2021.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes le 1er février 2021.

Membre titulaire du comité de bassin Rhône-Méditerranée le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français du 13 janvier 2021 au 15 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains [n° 614 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport [n° 650 tome 1 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Comptes rendus des travaux de commission [n° 650 tome 2 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Métropoles : pour de nouvelles dynamiques territoriales [n° 679 (2020-2021)] (11 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 588 (2020-2021)] relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 720 (2020-2021)] (29 juin 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Cohésion des territoires (Logement) [n° 206 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Échange de vues sur la suite des travaux de la mission d'information.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : Audition de M. Jean-Michel Rapinat, directeur des politiques sociales, et Mme Marylène Jouvien, conseillère en charge des relations avec le Parlement, de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Lutte contre la précarisation et la paupérisation*) : État des lieux et cartographie du mal-logement en France - Audition de M. Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre.

Impayés de loyers et de charges et prévention des expulsions - Audition de Mme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, M. Nicolas Démoulin, député de l'Hérault, ancien parlementaire en mission auprès de la ministre de la transition écologique et de la ministre chargée du logement, Mmes Nathalie Sarrabezolles, présidente, Roselyne Conan, directrice générale, de l'Agence nationale pour l'information sur le logement, et M. Jean-Marc Torrollion, président de la Fédération nationale de l'immobilier.

Précarité énergétique - Audition de Mme Marie Moisan, responsable de projets précarité énergétique au Comité de liaison pour les énergies renouvelables devenu Réseau pour la transition énergétique (CLER) et animatrice du Réseau des acteurs de la précarité et pauvreté dans le logement (RAPPEL), et M. Thomas Pellerin-Carlin, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

(*commission des finances*) : Solidarité et renouvellement urbains - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Communication de Mme Françoise Gatel, présidente, sur les résultats de la consultation nationale des élus locaux sur l'efficacité de l'action publique et la décentralisation.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de la loi n° 2000-1208 du 3 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements proposés par les rapporteurs pour avis.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire sur les articles délégués au fond.

(*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*délégation aux entreprises*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition commune de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

(*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Projet de loi de finances pour 2022 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Proposition de nomination aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010, relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 42 bis à 42 quater) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs à l'industrie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs au commerce et à l'artisanat - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Anne-Claire Mialot, candidate proposée par le Président de la République, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 29 p. 30

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat** [n° 262 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 208 p. 209 p. 212 p. 213 p. 214 p. 215 p. 216 p. 218 p. 219 p. 220 - **Article 2** (*Création du délit d'occupation frauduleuse d'un immeuble*) : p. 224 p. 225 p. 227 p. 229 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 230

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Article 2** (*Faculté de soumettre à une réservation préalable l'accès aux aires d'accueil*) : p. 247 p. 248

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de visite dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (17 février 2021) : p. 1148

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1374 p. 1375

- **Question orale sans débat sur la compensation de la suppression de la taxe d'habitation pour les syndicats intercommunaux à vocation multiple** - (9 mars 2021) : p. 1551 p. 1552

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1800 p. 1801 - **Article 1er bis** (*Renforcement de l'information des maires sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur leur commune*) : p. 1825 - **Article 4** (*Création d'une police municipale à Paris*) : p. 1834

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 20 bis** (**supprimé**) (*Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation*) : p. 1940

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article additionnel** après l'article 23 - **Amendements n° 165 rectifié, n° 101 rectifié, n° 59 rectifié et n° 284 rectifié** (*Principe d'anonymat - Extension aux témoins des infractions et agressions envers les policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers*) : p. 1996 p. 1997

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2502

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste** [n° 516 (2020-2021)] - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3253

- **Débat sur le thème : « L'impact de la réduction de loyer de solidarité (RLS) sur l'activité et l'avenir du logement social. »** - (5 mai 2021) : p. 3462

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement** [n° 449 (2020-2021)] - (10 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3590

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (19 mai 2021) : p. 4000 p. 4001

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du corps préfectoral** - (2 juin 2021) : p. 4452

- **Question orale sans débat sur l'antenne 5G à Berre-les-Alpes** - (3 juin 2021) : p. 4526 p. 4527

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des aides personnalisées pour le logement** - (9 juin 2021) : p. 4655

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (14 juin 2021) - **Article additionnel avant le titre Ier A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684** (*Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France*) : p. 4776

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 29** (*Mesures de tarification attractive des trains régionaux*) : p. 5365 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 286 rectifié ter** (*Amélioration de l'offre ferroviaire - Modulation des subventions d'exploitation aux exploitants ferroviaires en fonction des performances au regard des objectifs de qualité*) : p. 5366 - **Article 60 quater (nouveau) (priorité)** (*Souveraineté alimentaire*) : p. 5446

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 39** (*Modification du contenu du diagnostic de performance énergétique, DPE*) : p. 5643 p. 5646 p. 5647 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 1118 rectifié bis, n° 190 rectifié, n° 303 rectifié et n° 485** (*Bâtiments à usage tertiaire - Réduction de la consommation énergétique en énergie primaire et finale*) : p. 5649 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 234 rectifié quater et n° 944 rectifié** (*Rénovation des bâtiments publics - Recours au financement différé*) : p. 5650 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 1126** (*Réglementation RE 2020 par la construction - Application dans les meilleurs délais*) : p. 5651 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 486** (*Haut Conseil pour le climat - Avis sur le coefficient de conversion en énergie primaire des différentes énergies et sur leurs facteurs d'émission de gaz à effet de serre*) : p. 5652 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 262 rectifié bis** (*Lutte contre la précarité énergétique - Accélération du remplacement des anciens convecteurs électriques*) : p. 5653 - **Article 39 bis A** (*Inscription dans le diagnostic de performance énergétique (DPE) d'une mention des énergies renouvelables alimentant le bâtiment*) : p. 5653 - **Article 39 bis C** (*Renforcement de l'objectif prévu par la « loi quinquennale » en matière de rénovation énergétique*) : p. 5655 p. 5656 - **Article additionnel après l'article 39 bis C - Amendements n° 44 rectifié ter, n° 707 rectifié quater et n° 1347 rectifié bis** (*Marchés privés de travaux et de prestations de services - Régime juridique protecteur et équilibré en cas de cotraitance*) : p. 5657 - **Article additionnel après l'article 39 bis C - Amendement n° 255 rectifié ter** (*Rénovation énergétique - Recentrage du label BBC sur les classes de performance A ou B*) : p. 5658 - **Article 39 ter** (*Définition des rénovations énergétiques « performante », « globale » et « complète »*) : p. 5659 p. 5660 p. 5662 p. 5663 - **Article 39 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*Inscription dans le diagnostic de performance énergétique (DPE) d'une information sur les conditions d'aération et de ventilation*) : p. 5664 - **Article 40** (*Modification de l'application des obligations d'audit énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE)*) : p. 5665 p. 5666 p. 5667

p. 5668 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1119** (Mutations de propriétés des maisons individuelles - Obligation conditionnelle de rénovation performante) : p. 5669 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1120** (Rénovation énergétique - Obligation conditionnelle de rénovation performante lors des ravalements de façade des immeubles) : p. 5670 - **Article 41** : p. 5672 p. 5673 - **Article 42** (Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence) : p. 5676 p. 5679 p. 5681 p. 5682 - **Article 42 bis AA (nouveau)** (Rétablissement du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'économie d'énergie, d'accessibilité et de mise en conformité des logements sociaux) : p. 5683 - **Article additionnel après l'article 42 bis AA - Amendement n° 624 rectifié** (Travaux de rénovation énergétique engagés par les établissements de santé - Taux réduit de TVA) : p. 5684 - **Article 42 bis AC (nouveau)** (Extension du dispositif « Denormandie » aux logements F et G ayant fait l'objet d'une rénovation performante) : p. 5684 - **Article 42 bis AD (nouveau)** (Création d'un congé pour travaux d'économie d'énergie) : p. 5685 p. 5686 - **Article 42 bis A** (Mise à disposition des données issues des diagnostics de performance énergétique auprès de différents organismes et conditionnement du permis de louer au respect des critères de décence) : p. 5687 - **Article 43** (Rénovation du service public de la performance énergétique de l'habitat, SPPEH) : p. 5693 p. 5694 p. 5695 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 236 rectifié ter, n° 317, n° 431, n° 954 rectifié bis, n° 1372 rectifié ter, n° 1642, n° 237 rectifié ter, n° 442, n° 729 rectifié et n° 955 rectifié bis, n° 238 rectifié quinquies, n° 432 et n° 730 rectifié** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Sécurisation du statut juridique) : p. 5698 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 2170** (Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Concours au service public de la performance énergétique de l'habitat) : p. 5700 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 949** (Aides de l'État à la réalisation d'une rénovation performante - Conditionnement) : p. 5700 - **Article 43 bis** (Création du carnet d'information du logement) : p. 5702 - **Article 43 quater** (Texte non modifié par la commission) (Création d'un prêt avance mutation garanti par l'État pour financer la rénovation énergétique des logements) : p. 5703 p. 5704 - **Article 43 quinquies** (Modification du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitation, ANAH) : p. 5705 - **Article 44** (Obligation d'élaborer un projet de plan pluriannuel de travaux dans les copropriétés de plus de quinze ans) : p. 5708 - **Article 44 bis** (Création d'un droit de surplomb afin de faciliter l'isolation thermique des bâtiments par l'extérieur) : p. 5710 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 188** (Versement des aides publiques aux entreprises de travaux de rénovation énergétique - Conditionnement au contrôle des chantiers) : p. 5711 - **Article 45 bis** (Coordination tirant les conséquences de la modification de la définition des logements décents consécutive à l'introduction de la nouvelle grille de classement des logements) : p. 5711 p. 5712 - **Article 45 quinquies A (nouveau)** (Élargissement des missions des offices publics de l'habitat (OPH) aux opérations de rénovation énergétique pour compte de tiers) : p. 5713 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendements n° 540 rectifié, n° 1261 rectifié et n° 1691 rectifié bis** (Sociétés d'HLM - Travaux de rénovation énergétique pour le compte de tiers) : p. 5714 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendements n° 542 rectifié, n° 1263 rectifié bis et n° 1702 rectifié** (Sociétés anonymes coopératives d'HLM et sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif d'HLM - Opérations de réhabilitation, d'entretien et de rénovation énergétique au profit de leurs collectivités territoriales associées) : p. 5715 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendements n° 541 rectifié, n° 1693 rectifié et n° 1262 rectifié** (Coopératives d'HLM - Travaux de rénovation énergétique pour le compte de tiers) : p. 5716 - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies - Amendement n° 340 rectifié** (Réduction de la consommation énergétique finale des bâtiments - Renforcement des échanges entre l'OPECST et le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique) : p. 5716 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendement n° 341 rectifié**

(Travaux d'amélioration de la performance énergétique - Prise en compte des caractéristiques des produits isolants thermiques) : p. 5717 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendement n° 981 rectifié bis** (Bâtiments neufs équipés au gaz - Consommation obligatoire d'une part minimale de gaz renouvelables) : p. 5718

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6536 - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6592

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 12** (Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6777 - **Article 13 quater (nouveau)** (Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattement des loups définis au niveau national) : p. 6793 p. 6794 - **Article 14** (Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés) : p. 6796 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis** (Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation) : p. 6804 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6808 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 68 rectifié** (Paris, Lyon, Marseille - Taux de logements sociaux par arrondissement - Rééquilibrage) : p. 6808 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 227 rectifié bis** (Maires bâtisseurs - Conditions de la pérennisation des aides - Rapport au Parlement) : p. 6809 - **Article 15** (Modification des critères d'exemption de quotas SRU) : p. 6811 p. 6812 p. 6813 p. 6814 p. 6815 p. 6816 p. 6817 p. 6818 p. 6819 p. 6820 p. 6821 p. 6822 p. 6823 p. 6824 p. 6825 p. 6826 p. 6827 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 174 rectifié bis et n° 599 rectifié quinquies** (Partie du territoire classée en sites patrimoniaux remarquables (SPR) - Loi solidarité et renouvellement (SRU) - Non application) : p. 6828 - **Article 15 bis (nouveau)** (Décompte des logements sociaux : majoration des logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) et minoration de ceux financés en prêts locatifs sociaux, PLS) : p. 6829 p. 6830 p. 6831 p. 6832

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendements n° 1195 rectifié bis, n° 16 rectifié et n° 1498** (Logement social - Transparence - Amélioration) : p. 6871 - **Article 16** (Contrôle du préfet sur l'affectation du prélèvement sur les ressources des communes ne respectant pas les quotas SRU) : p. 6873 p. 6874 p. 6875 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 168 rectifié** (Logements locatifs sociaux - Communes - Recettes) : p. 6876 - **Article 17** (Suppression de la date butoir de 2025 et rythme de rattrapage du déficit de logements sociaux différencié selon les communes SRU) : p. 6879 p. 6882 p. 6883 p. 6885 p. 6886 p. 6887 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 364 rectifié bis** (Logements sociaux - Régime d'obligation) : p. 6888 - **Article 18** (Création du contrat de mixité sociale) : p. 6891 p. 6894 p. 6895 p. 6896 - **Article 19** (Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher ») : p. 6897 p. 6899 p. 6900 p. 6901 p. 6902 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1107 rectifié** (Zone de montagne - Plan local d'urbanisme (PLU) - Zone de protection de l'habitat permanent) : p. 6903 - **Article 19 bis (nouveau)** (Suppression de la reprise automatique par le préfet du droit de préemption urbain en cas d'arrêté de carence) : p. 6904 p. 6905 - **Article 20** (Suppression de la procédure d'aménagement des objectifs triennaux et des commissions départementales) :

p. 6906 p. 6907 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 209 rectifié bis et n° 1590 rectifié bis** (Collectivités locales - Bailleurs sociaux - Convention territoriale de coopération) : p. 6908 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 502** (Logements locatifs intermédiaires - Logements locatifs sociaux - Rééquilibrage) : p. 6908 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1217** (Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) - Organismes de foncier solidaire (OFS) - Garanties d'emprunts - Consultation) : p. 6909 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 210 rectifié bis et n° 1591 rectifié bis** (Comités régionaux de l'habitat (CRHH) - Comité des financeurs - Création) : p. 6910 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 252** (Construction d'immeubles collectifs - Pourcentage de logements locatifs sociaux - Rapport au Parlement) : p. 6910 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1215** (Dispositif « Louer abordable » - Pérennisation) : p. 6910 p. 6911 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1242 rectifié bis** (Constructions de logements sociaux - Petites communes - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Taux réduit - Extension) : p. 6911 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 254** (Réhabilitation des friches urbaines et industrielle - Aide de l'État - Construction de logements sociaux - Conditionnement) : p. 6912 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 240 rectifié** (Agence nationale foncière - Opportunité de création - Rapport au Parlement) : p. 6912 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 276 rectifié** (Comités régionaux de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) - Délégations régionales de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) - Conseils d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France AFITF) - Collectivités - Représentation) : p. 6913 - **Article 20 ter (nouveau)** (Élargissement des missions du comité régional de l'habitat de l'hébergement, CRHH) : p. 6914 - **Article additionnel après l'article 20 ter - Amendement n° 496 rectifié** (Zone d'urbanisation continue - Zone tendue - Plan local d'urbanisme (PLU) - Logements neufs - Prix de vente maximum - Fixation) : p. 6914 - **Article 20 quater (nouveau)** (Avis conforme du préfet de département et consultatif du maire sur le déconventionnement des logements sociaux) : p. 6915 - **Article additionnel après l'article 20 quater - Amendement n° 233 rectifié** (Communes - Arrêté de carence - Contrat de mixité sociale - Logements sociaux - Vente - Interdiction) : p. 6915 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6916 p. 6918 - **Article 20 sexies (nouveau)** (Limitation de l'autorisation de construction des logements sociaux financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) dans les communes comptant déjà plus de 40 % de logements sociaux) : p. 6919 p. 6920 - **Article 20 septies (nouveau)** (Remise par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur les conséquences du zonage du financement des logements sociaux dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6920 - **Article 22** (Renforcement des dispositifs de mixité sociale dans le logement social, accès au logement social des travailleurs des secteurs essentiels et report des réformes de la gestion en flux des réservations et de la cotation des demandes de logements sociaux) : p. 6922 p. 6923 p. 6924 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1200 rectifié et n° 1202 rectifié** (Logements sociaux - Objectifs annuels d'attribution - Non respect - Sanction) : p. 6925 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 82 rectifié** (Logements sociaux - Établissement public de coopération intercommunal (EPCI) - Liste des publics prioritaires - Établissement) : p. 6926 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1218** (Logements réservés aux personnels de santé - Gestion en flux des logements sociaux - Exception - Extension) : p. 6926 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 80 rectifié et n° 488** (Logements sociaux - Objectif d'attribution - Modulation) : p. 6927 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 100 rectifié** (Logements sociaux - Commission d'attribution et d'examen de l'occupation - Relogements - Information) : p. 6927 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1050 rectifié bis** (Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Immeubles de

logements locatifs sociaux - Changement de statut résidentiel - Autorisation) : p. 6928 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 498 et n° 1204** (Commissions de médiation - Professionnalisation) : p. 6929 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1106** (Droit au logement - Effectivité - Renforcement) : p. 6930 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 97 rectifié** (Résidence universitaire - Locaux inoccupés - Location court séjour - Autorisation - Pérennisation) : p. 6930 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 84 rectifié et n° 489** (Logement social - Équilibre entre l'offre et la demande - Dispositif de cotation facultatif) : p. 6931 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 66 rectifié bis** (Lutte contre les vacances de logements sociaux - Expérimentation - Modalités dérogatoires) : p. 6932 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 242 rectifié** (Logement social - Attribution - Plafonds de ressources - Majoration) : p. 6932 - **Article 22 bis (nouveau)** (Réunion dématérialisée des commissions d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements, CALEOL) : p. 6933 - **Article 22 ter (nouveau)** (Ajout au contingent communal d'attribution de logements sociaux du reste des logements non réservés) : p. 6934 - **Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° 1541 rectifié bis** (Logements sociaux - Exécutifs municipaux - Pourvoir d'attribution) : p. 6935 - **Article 22 quater (nouveau)** (Attribution des logements sociaux dans les résidences fragiles) : p. 6936 - **Article 23** (Encadrement des loyers) : p. 6937 p. 6938 p. 6939 p. 6940 p. 6941 - **Article 24** (Prolongation de trois ans du délai de mise en conformité des règlements de copropriété avec les dispositions de la loi ELAN) : p. 6942 - **Article 25** (Harmonisation des régimes de délégation de compétences de l'État entre les EPCI et les métropoles en matière de logement social) : p. 6943 p. 6944 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 1139 et n° 1583 rectifié bis** (Intercommunalités à fiscalité propre - MaPrimeRenov' - Crédits - Gestion directe) : p. 6945 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1586 rectifié bis** (Intercommunalités - Autorité organisatrice de l'habitat - Compétences) : p. 6946

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 25 bis (nouveau)** (Extension de l'harmonisation de l'article 25 à la métropole du Grand Paris) : p. 6989 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 71 rectifié bis** (Opérations de revitalisation de territoire (ORT) - Élaboration des conventions - Organismes HLM - Consultation de droit) : p. 6990 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 246 rectifié** (Opérations de revitalisation du territoire (ORT) - Étudiants en médecine - Création de logements - Rapport au Parlement) : p. 6991 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 185 rectifié ter, n° 569 rectifié quater, n° 811 rectifié, n° 1025 rectifié et n° 1481 rectifié bis** (Opérations de revitalisation du territoire (ORT) - Communes classées montagne - Réhabilitation de l'immobilier - Rapport au Parlement) : p. 6992 - **Article 28** (Extension du champ de compétences des organismes de foncier solidaire, OFS) : p. 6993 p. 6994 p. 6995 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 622 rectifié et n° 766 rectifié bis** (Contrat global de rénovation - Création) : p. 6995 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1085 rectifié ter** (Bailleurs sociaux - Qualité de maître d'ouvrage - Extension) : p. 6996 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1083 rectifié quater** (Vente à un organisme foncier solidaire (OFS) - Programme en bail réel solidaire (BRS) - Plus-value - Exonération) : p. 6997 - **Article 28 bis (nouveau)** (Délégation du droit de préemption urbain aux organismes de foncier solidaire, OFS) : p. 6997 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 748 rectifié** (Corse - Zones communales d'équilibre territorial - Création) : p. 6998 - **Article 30** (Nouvelles dérogations au bénéfice des grandes opérations d'urbanisme) : p. 6999 p. 7000 p. 7001 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1214** (Opération de revitalisation du territoire - Permis d'aménager multisites - Développement) : p. 7001 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1535 rectifié bis** (Permis d'aménager multisites - Généralisation) : p. 7002 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1664 rectifié**

ter (Maître d'ouvrage - Concertation préalable - Périmètre - Élargissement) : p.7002 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression) : p.7003 p.7004 p.7005 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p.7007 p.7009 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1087 rectifié ter** (Objectifs sociaux et environnementaux - Appréciation mutualisée entre plusieurs parcelles - Expérimentation) : p.7010 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1412** (Zone de montagne - Exploitant d'une résidence de tourisme - Acquisition de meublés - Droit de priorité - Opérateur agréé par l'État - Cession à titre gratuit) : p.7012 p.7013 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 193 rectifié** (Commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Représentants départementaux - Intégration) : p.7013 - **Article 30 bis (nouveau)** (Articulations relatives à l'extension du périmètre des établissements publics fonciers en vue d'améliorer leur couverture territoriale) : p.7014 - **Article 30 quater (nouveau)** (Exclusion des biens préemptés du champ d'application du droit de préférence du locataire) : p.7015

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 63** (Modification du cadre juridique afférent à la propriété, ainsi qu'aux régimes de responsabilité et de sanction applicables à certaines infrastructures de réseaux, notamment de gaz) : p. 7307 p. 7308 p. 7309 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 345 rectifié bis** (Réseau de chaleur - Réseau de gaz - Non concurrence) : p. 7309 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendements n° 358 rectifié bis et n° 827 rectifié bis** (Communautés énergétiques renouvelables - Définition - Précision) : p. 7310 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1663 rectifié** (Production de biogaz - Dispositifs de complément de rémunération et de contrat d'expérimentation) : p. 7312 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1045** (Syndicat de gestion des énergies - Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Éligibilité) : p. 7312 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendements n° 344 rectifié ter, n° 820 rectifié ter et n° 1560 rectifié ter** (Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plans climat air énergie

territoriaux (PCAET) - Compatibilité) : p. 7313 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 1438 rectifié bis** (Réseaux d'éclairage public - Renouvellement) : p. 7314 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendements n° 886 rectifié et n° 1019 rectifié** (Plans alimentaires territoriaux - Concertation transfrontalière) : p. 7315 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendement n° 222** (Déclaration d'intention de cessation d'activité agricole (DICA) - Information systématique du maire) : p. 7315 - **Article additionnel après l'article 68 (priorité) - Amendement n° 1383 rectifié quater** (Régions - Jeunes agriculteurs - Gestion de la politique d'installation) : p. 7316 - **Article 84 (priorité)** (Dissolution de l'établissement public « Haras national du Pin » et transfert d'une partie de ses propriétés au département de l'Orne) : p. 7317

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2 bis D** (Interdiction de la discrimination tarifaire sans contrepartie pour certains produits alimentaires) : p. 8147

- **Question orale sans débat sur les moyens de l'Office français de la biodiversité dans les Alpes-Maritimes** - (28 septembre 2021) : p. 8421 p. 8422

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8665

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement et les maisons individuelles** - (20 octobre 2021) : p. 9390

- **Question orale sans débat sur la reconstruction des vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée dans les Alpes-Maritimes** - (30 novembre 2021) : p. 11322

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 2** (Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale) : p. 11588

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire du comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux du 17 février 2021 au 7 avril 2021.

Membre titulaire du conseil scientifique sur les processus de radicalisation le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis secrétaire du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 585 (2019-2020)] visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 265 (2020-2021)] (13 janvier 2021) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 369 (2020-2021)] - Rapport [n° 454 tome 1 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 369 (2020-2021)] - Comptes rendus des auditions [n° 454 tome 2 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 160 (2019-2020)] visant à améliorer la trésorerie des associations [n° 579 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 590 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 734 (2020-2021)] confortant le respect des principes de la République [n° 744 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 475 (2020-2021)] tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 11 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de MM. François Clavairoly, président, et Jean-Daniel Roque, membre du bureau et conseiller juridique de la Fédération protestante de France.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Olivier Wang-Genh, coprésident de l'Union bouddhiste de France.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de S. E. le Métropolitain Emmanuel Adamakis, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme

Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

(commission des lois) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Bernard Rougier, professeur des universités.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du mardi 2 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gil Delannoi, chercheur au Centre des recherches politiques à Sciences Po.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Patrick Weil, historien et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, et Mme Valentine Zuber, historienne et directrice d'études à l'École pratique des hautes études.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, et Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de MM. Jean-Louis Bianco, président, et Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 *(commission des lois)* : Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi confortant les principes de la République et de lutte contre le séparatisme.

Réunion du mardi 25 mai 2021 *(commission des lois)* : Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Audition de Me Laurent Bayon, avocat au Barreau de Paris et ancien conseiller du ministre de l'éducation Luc Chatel.

Audition de MM. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire et Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Audition de Mme Nora Tirane Fraisse, fondatrice et représentante de l'association Marion, la main tendue, et de M. Hugo Martinez, président de l'association HUGO !.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Audition des représentants des syndicats de l'enseignement.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Audition d'organisations syndicales représentant les personnels médico-sociaux de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Audition des responsables des affaires publiques des principaux réseaux sociaux : Instagram, Facebook, Snapchat, et Tiktok.

Réunion du jeudi 24 juin 2021 *(mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement)* : Méthodes innovantes de lutte contre la violence en milieu scolaire - Audition de M. Jean-Pierre Bellon, membre du comité d'experts contre le harcèlement au sein du ministère de l'éducation nationale, et le docteur Nicole Catheline, pédopsychiatre spécialiste des rapports entre enfant et école.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 *(commission des lois)* : Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 *(commission des lois)* : Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 *(commission des lois)* : Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 *(commission des lois)* : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 *(commission des lois)* : Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la commémoration de la répression d'Algériens le 17 octobre 1961 et les jours suivants à Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 232 - **Article 1er** (*Recensement et réorientation des groupes de résidences mobiles en cas de saturation des aires d'accueil*) : p. 245 - **Article 2** (*Faculté de soumettre à une réservation préalable l'accès aux aires d'accueil*) : p. 248 - **Article 4** (*Prise en compte des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage dans les quotas de logements sociaux imposés aux communes*) : p. 249 - **Article 5** (*Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants*) : p. 250 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 2 rectifié** (*Installations illicites en réunion - Effets de la mise en demeure du préfet - Extension au niveau départemental*) : p. 251 - **Article 8** (*Renforcement de la procédure administrative d'évacuation d'office des résidences mobiles de gens du voyage en cas de stationnement illicite*) : p. 252 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 3 rectifié quater** (*Lutte contre les installations illicites des gens du voyage - Mise en demeure du préfet - Commune - Arrêté d'interdiction de stationnement - Autorisation*) : p. 253 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Respect des limites de durée de séjour sur les aires d'accueil des gens du voyage - Moyens accordés aux maires*) : p. 253 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 10 rectifié** (*Installations illicites - Destruction, dégradation ou détérioration d'un bien appartenant à autrui - Peine aggravée*) : p. 254 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 11 rectifié** (*Lutte contre les installations illicites - Délit d'occupation habituelle en réunion sans titre d'un terrain - Création*) : p. 254 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 9 rectifié** (*Lutte contre les installations illicites - Infraction d'occupation en réunion sans titre d'un terrain - Peine complémentaire d'interdiction de séjour - Application*) : p. 255 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (*Politique d'accueil des gens du voyage sur le territoire national - Coût global - Rapport au Parlement*) : p. 255 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18** (*Loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Rédaction - Harmonisation*) : p. 256

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la charte pour l'islam de France** - (20 janvier 2021) : p. 270 p. 271

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 657

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2284 - **Question préalable** : p. 2293 - **Intitulé du Titre Ier** (*Garantir le respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société*) : p. 2310 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 41** (*Loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Libre pratique*) : p. 2310 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 59** (*Assemblées de collectivités territoriales - Signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou communautariste - Interdiction*) : p. 2311 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 485** (*Idéologies islamistes - Caractérisation - Interdiction de leur pratique*) : p. 2314 - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2320 p. 2322 p. 2323 p. 2324 p. 2329 p. 2332 p. 2332 p. 2333 p. 2335 p. 2336 p. 2337 p. 2338 p. 2339 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater** (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2341 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 129 rectifié bis** (*Mineurs - Port de signes ou tenues montrant ostensiblement une appartenance religieuse - Services publics - Interdiction*) : p. 2351 p. 2352 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 537**

rectifié (*Organismes chargés de l'exécution d'un service public - Principes de mixité sociale, d'égalité et de non-discrimination - Mise en œuvre*) : p. 2353 - **Article 1er bis A** (*Prestation de serment des forces de sécurité intérieure et des agents de l'administration pénitentiaire avant leur prise de fonction*) : p. 2354 p. 2355 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 261 rectifié** (*Serment républicain - Conseillers municipaux - Extension*) : p. 2355 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 154 rectifié** (*Enquêtes administratives démontrant une radicalisation religieuse en cours - Autorisation de licenciement sans proposition de reclassement*) : p. 2356

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques*) : p. 2383 p. 2384 p. 2386 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 130 rectifié** (*Établissements de santé - Deux référents laïcité - Désignation parmi les agents de direction et les personnels soignants*) : p. 2387 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 17 rectifié quater** (*Loi du 13 juillet 1983 portant statut général des fonctionnaires - Article 6 - Mention de la liberté de conscience - Ajout*) : p. 2388 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater** (*Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications*) : p. 2389 p. 2390 p. 2392 - **Article 1er quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*Obligations du référent laïcité*) : p. 2394 - **Article 2** (*Extension de la procédure du « déféré accéléré » aux actes des collectivités territoriales portant gravement atteinte au principe de neutralité*) : p. 2395 p. 2396 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 565 rectifié bis** (*Actes des autorités communales - Principes de laïcité et de neutralité à l'égard des cultes - Contrôle de légalité*) : p. 2398 - **Article 2 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État*) : p. 2399 p. 2400 p. 2403 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 564 rectifié ter** (*Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Article 7 - Principes de la République - Réaffirmation*) : p. 2404 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 290 rectifié bis** (*Campagnes électorales contraires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées*) : p. 2406 p. 2407 p. 2408 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Affiches et circulaires électorales - Emblèmes religieux - Interdiction*) : p. 2410 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 204 rectifié quater** (*Permis de construire et d'aménager des lieux de culte délivrés par le maire - Avis simple du préfet - Mise en place*) : p. 2412 - **Article 3** (*Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) : p. 2412 p. 2413 p. 2415 p. 2416 p. 2417 p. 2418 p. 2419 p. 2420 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 85 rectifié** (*Personnes inscrites au fichier des auteurs d'infractions terroristes - Candidature à une élection - Interdiction*) : p. 2420 - **Article 4** (*Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service*) : p. 2421 p. 2422 p. 2423 p. 2424 p. 2425 p. 2426 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (*Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion*) : p. 2427 - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Extension du champ du dispositif de signalement destiné aux agents publics et clarification des mesures conservatoires pouvant être prises en cas de risque manifeste d'atteinte grave à leur intégrité physique*) : p. 2434 p. 2435 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 33 rectifié ter et n° 34 rectifié ter** (*Amendement n° 33 rectifié ter : Fonction publique d'État - Liste des cas constituant des priorités de mutation - Modification et Amendement n° 34 rectifié ter : Fonction publique hospitalière - Liste des cas constituant des priorités de mutation - Modification*) : p. 2436 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377**

rectifié bis (Maire - Nouveau pouvoir de police - Création) : p. 2436 p. 2437 p. 2440 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 153 rectifié** (Sensibilisation des jeunes citoyens majeurs aux valeurs républicaines et à la laïcité) : p. 2441 - **Article 6** (Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées) : p. 2444

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 493** (Clientélisme électoral auprès des ennemis de la République - Nouveau délit - Instauration) : p. 2539 - **Article 8** (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait) : p. 2548 p. 2554

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 13 (supprimé)** (Rétablissement d'un mécanisme de prélèvement en cas de loi étrangère ne connaissant aucun mécanisme réservataire et renforcement de l'obligation d'information des notaires sur l'action en réduction des libéralités excessives) : p. 2586 - **Article 14** (Prohibition de la délivrance de tout document de séjour pour un étranger vivant en état de polygamie en France) : p. 2588 p. 2589 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 293 rectifié bis** (Rejet des valeurs principes de la République - Titre de séjour - Refus) : p. 2590 - **Article 14 bis A (nouveau)** (Renforcement de la répression du délit de polygamie) : p. 2591 - **Article 14 bis (supprimé)** (Renouvellement automatique du titre de séjour d'un étranger victime de pratiques de polygamie) : p. 2592 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Limitation du droit à réversion à un seul conjoint non divorcé) : p. 2593 - **Article 15 bis** (Signalement au Parquet des situations de polygamie par les caisses d'allocations familiales) : p. 2594 - **Article 16** (Création d'une interdiction d'établir un certificat de virginité sanctionnée pénalement) : p. 2596 p. 2599 p. 2601 p. 2602 - **Article additionnel après l'article 16 bis A - Amendement n° 170 rectifié** (Mineurs quittant le territoire national seuls - (« Certificat de non-excision »)) : p. 2603 - **Article additionnel après l'article 16 bis A - Amendement n° 171 rectifié** (Médecin ou sage-femme constatant une mutilation de nature sexuelle - Charte de protection de l'intégrité génitale de la femme - Remise) : p. 2604 - **Article additionnel après l'article 16 bis A - Amendement n° 172 rectifié** (Carnet de santé - Message de prévention sur les mutilations génitales féminines - Introduction) : p. 2604 - **Article additionnel après l'article 16 bis A - Amendement n° 174 rectifié** (Mutilations génitales féminines - Rapport annuel au Parlement) : p. 2605 - **Article 16 ter A (supprimé)** (Sensibilisation des personnels enseignants à l'excision) : p. 2606 - **Article 16 ter B (supprimé)** (Intégration d'un module de sensibilisation aux violences sexuelles et sexistes et aux mutilations sexuelles féminines dans les séances d'éducation à la sexualité) : p. 2607 - **Article additionnel après l'article 16 ter B - Amendement n° 481 rectifié bis** (Séances annuelles d'éducation à la sexualité - Contrôle) : p. 2608 - **Article 16 ter** (Pénalisation de l'incitation et de la contrainte à se soumettre à un examen visant à attester la virginité et du fait de procéder à un tel examen) : p. 2609 - **Article 17** (Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil) : p. 2610 p. 2611 p. 2612 p. 2613 p. 2614 p. 2615 p. 2616 p. 2617 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 484 rectifié bis** (Conseil municipal - Correspondant « égalité femmes-hommes » - Instauration) : p. 2618 - **Article 18** (Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens) : p. 2623 p. 2625

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)) : p. 2673 - **Article 21 bis A (nouveau)** (Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle) : p. 2688

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (Absentéisme persistant - Absence de motif légitime -

Persistence malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire) : p. 2844 - **Article 25** (Contrôle des fédérations sportives par l'Etat) : p. 2851

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article 26** (Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles) : p. 2931 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686**, (Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet) : p. 2939 p. 2940 p. 2941 p. 2943 - **Article 28** (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu) : p. 2956 - **Article additionnel avant l'article 37 - Amendement n° 504** (Environnement patrimonial - Architecture des lieux de culte - Encadrement) : p. 2977 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (Renforcement de certaines sanctions au titre de la police des cultes) : p. 2977 p. 2978 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié** (Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction) : p. 2978 p. 2979 - **Article 38** (Renforcement des sanctions en cas d'atteinte à la liberté d'exercer un culte ou de s'abstenir de l'exercer) : p. 2981 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 142 rectifié** (Principe de laïcité - Définition) : p. 2981 - **Article 39** (Aggravation des peines prévues à l'article 24 de la loi de 1881 lorsque les incitations sont commises dans un lieu de culte) : p. 2982 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 181 rectifié bis** (Délit d'incitation à la haine de la France - Création) : p. 2983 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 182 rectifié** (Délit de déni d'apostasie - Création) : p. 2984 - **Article 39 bis** (Aggravation des peines encourues en cas de célébration d'un mariage religieux avant un mariage civil) : p. 2985 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 230 rectifié** (Captivité conjugale - Refus de prononcer un divorce religieux après le divorce civil) : p. 2986 - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (Modernisation et renforcement des règles relatives à l'interdiction de la tenue de réunions politiques et d'opérations de vote dans des locaux servant à l'exercice d'un culte) : p. 2988 - **Article 43** (Interdiction de diriger ou d'administrer une association culturelle en cas de condamnation pour terrorisme) : p. 2989 p. 2990 p. 2991 p. 2992 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 161 rectifié bis et n° 415 rectifié bis** (Personnes condamnées pour des actes de terrorisme - Fonction dans le champ du code de l'action sociale et des familles - Interdiction) : p. 2992 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 245 rectifié bis** (Individus condamnés pour terrorisme ou pour apologie de celui-ci - Réductions et aménagements de peine - Suppression) : p. 2993 - **Article 43 bis (nouveau)** (Possibilité de retirer la qualité de réfugié en cas de condamnation pour apologie du terrorisme) : p. 2993 - **Article 44** (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte) : p. 2995 p. 2996 p. 2997 p. 2999

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) : p. 3008 p. 3010 p. 3011 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 183 rectifié** (Lieu de culte fermé administrativement - Fréquentation récurrente par un ressortissant étranger - Conditions de l'expulsion) : p. 3012 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 184 rectifié** (Prêches à caractère subversif - Définition et pénalisation) : p. 3012 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 507** (Binational - Commission ou complicité d'un acte de terrorisme - Déchéance de nationalité) : p. 3013 - **Article 45 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime de déclaration du caractère culturel d'une association) : p. 3014 p. 3015 - **Article 46** (Extension du droit d'opposition de Tracfin) : p. 3016 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 151 rectifié** (Liberté religieuse en milieu carcéral - Exercice dans le strict respect des principes de la République) : p. 3016 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 453 rectifié bis** (Associations culturelles - Répertoire numérique informant les citoyens sur les relations entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics -

Réintroduction : p. 3017 p. 3018 - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation du régime des cultes applicables dans certaines collectivités ultramarines*) : p. 3019 p. 3021 - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension du contrat d'engagement républicain à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et Nouvelle-Calédonie*) : p. 3026 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 541 rectifié bis** (*Séparation des Églises et de l'État - Bilan des évolutions en Martinique, en Guadeloupe, à La Réunion, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy - Rapport au Parlement*) : p. 3026 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (*Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions*) : p. 3044 p. 3047 - **Intitulé du projet de loi** : p. 3050

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations - Deuxième lecture [n° 580 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4075

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Article 1er** (*Renvoi à la juridiction du fond de la décision relative à l'irresponsabilité pénale en cas de fait fautif de l'auteur de l'acte ayant causé au moins partiellement l'abolition du discernement*) : p. 4225 p. 4226

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique en France** - (2 juin 2021) : p. 4448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (I)** - (2 juin 2021) : p. 4454

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences à l'encontre des élus** - (2 juin 2021) : p. 4457

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de procuration de vote** - (2 juin 2021) : p. 4459

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (*Menus végétariens*) : p. 5402 - **Article 59 bis A (priorité)** (*Formation*

à la diversification des sources de protéines en alimentation humaine) : p. 5416

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection judiciaire de la jeunesse et la laïcité** - (7 juillet 2021) : p. 6524

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Nouvelle lecture [n° 734 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7577 p. 7578 - **Question préalable** : p. 7585

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intégration des élèves transgenres** - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9107 - **Article 1er** (*Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études*) : p. 9116 p. 9117 - **Article 2** (*Octroi de plein droit d'un titre de séjour aux jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 et 18 ans et suivant une formation professionnelle qualifiante, un enseignement ou des études*) : p. 9117 - **Article 5** (*Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 9120

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inscription des Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes** - (24 novembre 2021) : p. 11237

- **Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 239 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11509 - **Intitulé du chapitre 1er** : p. 11516 p. 11517 p. 11518 - **Article 3** (*Sanction des professionnels de santé procédant à des « thérapies de conversion »*) : p. 11525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des enseignants** - (8 décembre 2021) : p. 11551

EVARD (Marie)
sénatrice (Yonne)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la

caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 160 p. 161

- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2206

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3366

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4273

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (30 juin 2021) : p. 6103

- **Question orale sans débat sur les exportations massives de grumes vers l'Asie** - (28 septembre 2021) : p. 8432 p. 8433

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10563

FAVREAU (Gilbert)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Audition de MM. Jean Salmon, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Philippe Poussin, secrétaire général du CNEAP, et Marc Janvier, président de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé (UNEAP).

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Berteaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de juristes.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de scientifiques.

(*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Isabelle Plassais, présidente de l'association des directeurs d'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa), et M. Jérôme Stalin, secrétaire adjoint.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communications.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de MM. François Beaupère, deuxième vice-président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), président de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, et Gilbert Guignand, secrétaire-adjoint de l'APCA, président de la chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Enseignement supérieur agricole long - Audition de MM. Emmanuel Delmotte, doyen de l'inspection de l'enseignement agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Gilles Trystram, directeur général

d'AgroParisTech, et Christophe Fachon, directeur général délégué à Junia pour ISA Lille.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 951 p. 952

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1418

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2228 p. 2229

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sort des derniers oubliés du Ségur de la santé** - (3 juin 2021) : p. 4534

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 11 bis (nouveau)** (*Lutte contre les déchets de la vente à emporter*) : p. 4919

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (12 juillet 2021) - **Article 18** (*Création du contrat de mixité sociale*) : p. 6894

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié** (*Conseil national*)

d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres) : p. 7604

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Simplification de la nomenclature des catégories de services d'incendie et de secours*) : p. 8241 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Direction des opérations par le préfet en cas de crise exceptionnelle*) : p. 8245

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8292 p. 8293 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 20 rectifié quater** (*Protection des données de santé et autres données personnelles - Conditions d'accès aux marchés publics des services d'incendie et de secours*) : p. 8297

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 1 rectifié ter, n° 2 rectifié, n° 3 rectifié bis et n° 6 rectifié bis** (*Limitation des conflits d'usage liés à la poursuite de l'activité agricole - Création des zones de transition entre espaces artificialisés et espaces agricoles*) : p. 11596

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11604

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article 7** (*Recours à une formation collégiale de jugement en matière d'assistance éducative*) : p. 11871 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 154, n° 38 rectifié ter et n° 165 rectifié ter** (*Non exécution des décisions prises en matière d'assistance éducative - Information du juge*) : p. 11875 - **Article 7 bis** (*Désignation par le juge d'un avocat pour l'enfant capable de discernement*) : p. 11879 - **Article 9** (*Harmoniser et revaloriser les rémunérations des assistants familiaux*) : p. 11885 p. 11886 - **Article 13** (*Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance*) : p. 11909 p. 11910 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Expérimentation d'une gouvernance territoriale partagée entre l'État et le département pour la protection de l'enfance*) : p. 11923 - **Article 15** (*Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné*) : p. 11937 p. 11942 p. 11943

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à mettre en œuvre des propositions de la Convention Citoyenne sur le Climat pour une meilleure alimentation [n° 379 (2020-2021)] (18 février 2021) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à obliger le salarié utilisant un véhicule de son employeur et ayant une suspension ou un retrait de permis de conduire à en informer son employeur [n° 386 (2020-2021)] (24 février 2021) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Suicides en agriculture : mieux prévenir, identifier et accompagner les situations de détresse [n° 451 (2020-2021)] (17 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 200 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Agriculture et pêche - Budget.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*) : Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le bilan de la loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures en France** - (19 janvier 2021) : p. 186 p. 187

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'instauration d'une « journée de l'agriculture », en remplacement du salon de l'agriculture** - (3 mars 2021) : p. 1440 p. 1441

- **Question orale sans débat sur la création d'une journée nationale de l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3081

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4270 p. 4274

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Article 2 (Transparence et non-négociabilité des matières premières agricoles entrant dans la composition des produits alimentaires)** : p. 8129 p. 8135

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8693 - **Article 4 (Obligation pour le maire de stériliser et d'identifier les chats errants)** : p. 8722 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8805 p. 8807 p. 8807

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)]** - (6 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8932

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de l'appellation champagne en Russie** - (3 novembre 2021) : p. 9854 p. 9855

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétares [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9878 - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9893 - **Article 7 (nouveau) (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi)** : p. 9942

- **Commission mixte paritaire [n° 253 (2021-2022)]** - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11503

- **Question orale sans débat sur la dérogation au temps de travail pour les travaux saisonniers agricoles et viticoles** - (14 décembre 2021) : p. 11728 p. 11729

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement (10 mars 2021).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État le 1er février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taiwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État [n° 743 tome 2 annexe 1 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Action extérieure de l'État [n° 163 tome 3 annexe 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur les résultats de l'exercice 2020.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des finances*) : « Comment mieux orienter et mobiliser l'épargne financière des ménages liée à la crise sanitaire pour soutenir la reprise ? » - Audition de MM. Philippe Brassac, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de

Crédit agricole S.A., Olivier Mareuse, directeur de gestion des actifs et directeur des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et des consignations, Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, et Mme Valérie Plagnol, économiste, présidente du Cercle des épargnants.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur le budget de l'État en 2020 (résultats et gestion), sur la certification des comptes de l'État - exercice 2020, et sur l'avis du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*): Programme de stabilité 2021-2027 et plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) - Communication.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des finances*): Projet de décret d'avance - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger - Communication.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Rôle et moyens du Haut Conseil pour le climat - Communication.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2021.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des finances*): Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Communication.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des finances*): Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, et proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics sur le projet de loi de finances pour 2022.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication sur la situation financière de la SNCF.

Réunion du mardi 19 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*): Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*): Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*): Second projet de loi de finances rectificatives pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2022 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans** [n° 182 (2020-2021)] - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 313

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 960

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plafonnement des frais bancaires** - (17 février 2021) : p. 1148 p. 1149

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2174

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (1er avril 2021) - **Article 10** (*Renforcement du contrôle fiscal des organismes sans but lucratif délivrant des reçus fiscaux*) : p. 2558 p. 2559 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 64 rectifié et n° 469** (*Organismes bénéficiaires de dons - Délivrance des reçus fiscaux - Contrôles - Rapport au Parlement*) : p. 2561 - **Article 12** (*Élargissement des cas de suspension des avantages fiscaux des organismes ayant fait l'objet d'une condamnation définitive*) : p. 2567

- **Débat sur le thème : « Quelle portée de l'intervention du Parlement dans l'élaboration du projet de loi de finances ? »** - (10 juin 2021) : p. 4733

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité) (Menus végétariens)** : p. 5407 p. 5408 p. 5414

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (II)** - (30 juin 2021) : p. 6104

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (30 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6123

- **Suite de la discussion (1er juillet 2021) - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 92 (Impôt de solidarité sur la fortune - Rétablissement)** : p. 6197 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 94 (Assurance-vie - Encours- Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration)** : p. 6201 - **Article 2 quinquiés (nouveau) (Ajustement du panier de ressources bénéficiant du mécanisme de garantie de ressources du bloc communal mis en place dans le contexte de la crise)** : p. 6225 - **Article 2 sexies (nouveau) (Inclusion explicite de la perte de recettes de versement mobilité pour Île-de-France Mobilités dans le « filet de sécurité » prévu pour les recettes du bloc communal et reconduit pour 2021)** : p. 6225 p. 6226 - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 6257 p. 6279 p. 6280 p. 6290 p. 6292 p. 6293 p. 6295 - **Article 7 (Majoration exceptionnelle du taux de réduction d'impôt sur le revenu au titre des dons effectués au profit des associations culturelles)** : p. 6306 p. 6307 - **Article additionnel après l'article 7 quater - Amendement n° 278 rectifié bis (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Ticket modérateur - Modifications)** : p. 6324 - **Article 9 (Adaptation à la reprise de l'activité des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et des travailleurs indépendants)** : p. 6341 - **Article 10 (Compensation des pertes de recettes tarifaires subies par les services publics locaux exerçant des activités industrielles et commerciales exploités en régie et institution d'un fonds d'urgence à destination des collectivités du bloc communal les plus affectées par la perte des recettes tarifaires au titre de leurs services publics administratifs)** : p. 6346 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 223 (SNCF Réseau - Activité de fret ferroviaire - Rapport au Parlement)** : p. 6350 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6358

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1085 rectifié ter (Baillleurs sociaux - Qualité de maître d'ouvrage - Extension)** : p.6996 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1083 rectifié quater (Vente à un organisme foncier solidaire (OFS) - Programme en bail réel solidaire (BRS) - Plus-value - Exonération)** : p.6996 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1087 rectifié ter (Objectifs sociaux et environnementaux - Appréciation mutualisée entre plusieurs parcelles - Expérimentation)** : p.7010 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 1086 rectifié ter (Jeux Olympiques et paralympiques de 2024 - Titres d'occupation du domaine public - Maires - Compétences de plein droit)** : p.7019

- **Suite de la discussion (15 juillet 2021) - Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 1088 rectifié quater et n° 972 rectifié (Ville de Paris - Politique relative à la petite enfance)** : p. 7069

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7089

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-**

2021)] - (16 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 1089 rectifié ter (Comptes administratifs - Comptes de gestion - Date limite de vote - Report)** : p. 7242

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 - Nouvelle lecture [n° 788 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7665

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8327 - **Article 1er (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques)** : p. 8344 p. 8346 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 (Information du Parlement - Transmission par le Gouvernement d'une annexe présentant le montant des crédits non consommés et le montant des crédits reportés)** : p. 8352 p. 8353 - **Article additionnel après l'article 4 quinquiés - Amendement n° 10 (Lisibilité budgétaire - Distinction dans le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » (CAS PFE) des opérations en fonction de leur nature)** : p. 8358 p. 8359 - **Article 9 (Rapports sur les plafonds de crédits envisagés pour l'année à venir et rapport sur la dette publique)** : p. 8369 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 7 (Évaluation des dépenses fiscales - Renforcement)** : p. 8375

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques [n° 833 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intégration des élèves transgenres** - (6 octobre 2021) : p. 8905

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]** - (17 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10660 p. 10661

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 (Consommation de carburants - Taux de TVA réduit)** : p. 10678 p. 10679

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 10705 p. 10713 - **Article 12 (Instauration d'une indemnité inflation)** : p. 10731 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10747

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2021) : p. 10837 p. 10838

- **Mise au point au sujet de votes** - (19 novembre 2021) : p. 10879

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] (suite)**

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-142 rectifié (Réductions d'impôt au titre de dons et versements aux œuvres - Extension aux contribuables non-résidents)** : p. 10892 - **Article 3 (Sécurisation du champ des prestations de services éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)** : p. 10896 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-567, n° I-633, n° I-564 et n° I-123 rectifié (Impôt sur les sociétés (IS) - Fin de la trajectoire de baisse)** : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-140 rectifié, n° I-568, n° I-632 et n° I-141 rectifié (Fiscalité des entreprises, article 219 la quinquiés du CGI - Suppression/réduction de l'avantage fiscal)** : p. 10941 p. 10942 - **Article additionnel après**

l'article 4 octies - Amendements n° I-178 rectifié bis et n° I-274 rectifié bis (*Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Modification du calcul de l'assiette du droit d'enregistrement*) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 4 octies - Amendements n° I-516, n° I-122 rectifié, n° I-629 et n° I-630** (*Baisse des impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôts fonciers des établissements industriels (CFE et TFPB)) - Suppression*) : p. 10954 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-636, n° I-111 rectifié, n° I-570, n° I-466, n° I-112 rectifié, n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis, n° I-576 rectifié et n° I-769** (*n° I-110 rectifié et n° I-636 : impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital ; n° I-111 rectifié et n° I-570 : impôt sur la fortune (ISF) ; n° I-466 : impôt sur la fortune improductive ; n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis et n° I-576 rectifié : « exit tax » ; n° I-769 et n° I-112-rectifié : modernisation de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*) : p. 11003 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-117 rectifié bis, n° I-118 rectifié bis et n° I-571 rectifié** (*Dividendes - Taxe additionnelle*) : p. 11009 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-85 rectifié bis, n° I-181 rectifié bis, n° I-351 rectifié ter et n° I-86 rectifié bis** (*Emprunts professionnels ou pour l'acquisition d'une résidence principale - Création de nouveaux contrats d'assurance dits « inclusifs »*) : p. 11020

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-620 rectifié ter, n° I-762, n° I-764 et n° I-621 rectifié ter** (*n° I-620 rectifié ter : réduction du taux de TVA ; n° I-764 : sur les opérations de vente directe aux particuliers ; n° I-762 et n° I-621 rectifié ter : sur les produits issus de l'agriculture biologique et les produits issus des circuits courts*) : p. 11111 p. 11112 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° I-152 rectifié** (*Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie et les centres d'accueil pour usagers de drogues - Simplification du statut fiscal des opérations de construction et*

de rénovation) : p. 11119 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° I-180 rectifié bis** (*Travaux de surélévation d'un immeuble existant - Réduction du taux de TVA*) : p. 11121 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° I-143 rectifié** (*Résidence détenue en France par des contribuables résidant dans une zone déconseillée aux voyageurs - Assimilation à une résidence principale pour l'application de divers prélèvements fiscaux*) : p. 11125 - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendements n° I-96 rectifié, n° I-257 rectifié et n° I-498** (*Immeubles anciens - Exonération d'impôt sur les plus-values en faveur des organismes de logements sociaux*) : p. 11129 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-527, n° I-149 rectifié bis, n° I-363 rectifié et n° I-457 rectifié bis** (*Augmentation des dépenses d'allocations du revenu de solidarité active (RSA) - Dotation aux collectivités territoriales*) : p. 11149 - **Article 13** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 11171

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11210

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11268

- **Projet de loi de finances pour 2022 - Nouvelle lecture [n° 290 (2021-2022)]**

Discussion générale :

- (14 décembre 2021) : p. 11755

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 15 janvier 2021.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'ancrage territorial de la sécurité intérieure - Rapport final [n° 323 (2020-2021)] (29 janvier 2021) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société**.

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « la parité dans les exécutifs locaux ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2** [n° 811 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9090 - **Article unique** : p. 9100 p. 9103

- **Question orale sans débat sur la présence postale dans les Calvados** - (19 octobre 2021) : p. 9319

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022** [n° 118 (2021-2022)] - (12 novembre 2021) - **Article 45** (*Simplification de l'accès à la complémentaire santé solidaire*) : p. 10443 p. 10445

Membre titulaire du Haut Comité de la qualité du service dans les transports le 1er février 2021.

Membre suppléant du comité de bassin Rhin-Meuse le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

FERNIQUE (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à interdire la corrida [n° 851 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à interdire les pratiques cruelles de chasse [n° 852 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S. E. M. Jorge Torres-Pereira, ambassadeur du Portugal en France.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du mardi 2 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - État de droit dans l'Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Audition de M. Jean Arthuis, ancien ministre, président d'euro App Mobility et du Cercle Erasmus et communication de Mme Colette Mélot et M. Jean-Michel Arnaud sur le programme « Erasmus + » pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Transport de marchandises face aux impératifs environnementaux - Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Deuxième partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 19 au 23 avril 2021 : communication de M. Alain Milon, premier vice-président de la délégation française à l'APCE.

Proposition de résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de MM. Thierry Chopin, président, Michel Foucher, Jean-François Jamet et Mme Dominique Schnapper, membres du comité de réflexion et de propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2021) 554 modifiant le règlement (UE) 2018-841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la fixation des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement dans la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le secteur de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et le règlement (UE) 2018-1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, des rapports, du suivi des progrès et de la révision - Proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du lundi 22 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Écologie, développement et mobilité durables » et « Plan de relance » - Crédits relatifs aux transports routiers - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Inclusion du nucléaire dans le règlement délégué complétant le règlement (UE) 2020-852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019-2088: rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Claude Kern, Daniel Gremillet et Pierre Laurent.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Éducation - Liberté académique en Europe - Communication, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Discussion générale**: p. 49 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° 45** (*Stratégie nationale bas carbone (SNBC) - Objectifs pour le numérique - Intégration*): p. 61 - **Article additionnel après l'article 12** - **Amendement n° 43** (*Consigne d'équipements numériques - Expérimentation territoriale - Mise en œuvre*): p. 70 p. 71 - **Article additionnel après l'article 12** - **Amendement n° 44 rectifié** (*Réemploi ou réutilisation des*

équipements numériques - Mesures d'amélioration - Rapport au Parlement): p. 71

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale**: p. 839 p. 840

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021): p. 1451

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021): p. 1475

- **Question orale sans débat relative à la Concession Bleue Lorraine et aux impacts de la réforme du code minier** - (9 mars 2021): p. 1523 p. 1524

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique** [n° 412 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Discussion générale**: p. 1697

- **Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque** [n° 174 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Discussion générale**: p. 1709

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021): p. 2103 p. 2104

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021): p. 2127

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (I)** - (7 avril 2021): p. 2771

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 27** - **Amendement n° 686**, (*Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet*): p. 2944

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** - **Amendement n° 514 rectifié bis** (*Régime concordataire d'Alsace-Moselle - Abrogation*): p. 3030

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique** [n° 367 (2020-2021)] - (14 avril 2021) - **Article 1er** (*Rapport biennuel sur l'exclusion numérique et référentiel des compétences numériques*): p. 3229

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021): p. 3438

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021): p. 3510

- **Mises au point au sujet de votes** - (19 mai 2021): p. 4007

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances** [n° 587 (2020-2021)] - (19 mai 2021) - **Discussion générale**: p. 4014

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021): p. 4490 p. 4491

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021): p. 4600

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (18 juin 2021) - **Article 25** (*Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040*): p. 5286 p. 5289 p. 5292

p. 5293 - **Article 25 bis** (Action prioritaire de report modal vers les zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)) : p. 5298 - **Article 26 A (nouveau)** (Création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule léger propre) : p. 5301 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendement n° 529** (Vélo utilisé à des fins professionnelles - TVA déductible) : p. 5303 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendements n° 167 rectifié, n° 476 rectifié et n° 1459 rectifié** (Taxe sur la masse en ordre de marche - Barème - Ajustement) : p. 5306

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1112** (Augmentation de la part modale du vélo - Équipement des pôles d'échanges multimodaux de stationnement vélos proportionnés au trafic quotidien) : p. 5324 p. 5325 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1113** (Immeubles dotés de parties communes - Installation d'infrastructures permettant le stationnement des vélos) : p. 5326 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1114** (Coproprétés des immeubles bâtis - Règles de vote assouplies sur le stationnement sécurisé des cycles) : p. 5326 - **Article 26 sexies** (Précision relative au covoiturage) : p. 5336 - **Article 26 septies** (Intégration des itinéraires relevant des schémas cyclables dans le plan de mobilité et prise en compte du plan de mobilité par le schéma de cohérence territoriale) : p. 5338 - **Article 27** (Création et mise en œuvre des zones à faibles émissions-mobilité, ZFE-m) : p. 5344 p. 5347 p. 5353 p. 5354 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 1782 rectifié ter** (Lutte contre les nuisances environnementales - Plans d'actions contre les contournements nocifs de sections d'autoroute à péages par les poids lourds) : p. 5356 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 475** (Lutte contre la saturation des voies ouvertes à la circulation - Création de zones à trafic limité) : p. 5357 p. 5358 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 15 rectifié bis, n° 647, n° 1029 rectifié, n° 1562 et n° 2014 rectifié bis** (Poids lourds dépourvus de dispositif de détection des usagers vulnérables - Circulation restreinte dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)) : p. 5358 - **Article 27 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Simplification de la réalisation ou du réaménagement d'itinéraires cyclables desservant des zones à faibles émissions-mobilité (ZFE-m)) : p. 5361 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis** (Transition énergétique - Forfait « mobilités durables ») : p. 5368 p. 5369 - **Article 29 bis A (nouveau)** (Diminution du taux de TVA à 5,5 % pour les billets de train) : p. 5371 - **Article 30** (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030) : p. 5384 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 169, n° 1535 et n° 1229 rectifié** (Transport routier de marchandises - Dégrèvement de la partie contribution climat énergie du gazole - Suppression) : p. 5391 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1963** (Transport maritime - Exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression) : p. 5392 - **Article 30 ter (nouveau)** (Objectif de doublement des parts modales du fret ferroviaire et fluvial et définition d'une stratégie pour le développement des modes massifiés) : p. 5396

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 761 rectifié** (Stratégie nationale de développement du fret ferroviaire (SDFP) - Système de suivi et de pilotage) : p. 5552 - **Article 31** (Formation à l'écoconduite des conducteurs routiers professionnels) : p. 5556

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5587 p. 5592 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 16 rectifié bis, n° 649, n° 1030 rectifié, n° 1563 et n° 2015 rectifié bis** (Collectivités

territoriales - Mise en place obligatoire d'un plan de hiérarchisation de la voirie par les maires) : p. 5597 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 635 rectifié, n° 1450 rectifié, n° 1653 rectifié bis, n° 283 rectifié quater, n° 1723, n° 284 rectifié quater, n° 1724, n° 1464 rectifié bis et n° 1859 rectifié nonies** (Véhicules de transport de marchandises - Redevance additionnelle) : p. 5605 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 172 et n° 482 rectifié** (Concessionnaires d'autoroutes - Augmentation de la taxe d'aménagement du territoire (TAT) par les poids lourds) : p. 5607 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1530 rectifié et n° 763** (Augmentation de la part modale du transport ferroviaire - Mise en place d'un plan d'investissement) : p. 5625 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 636, n° 1525 rectifié, n° 764 et n° 622 rectifié bis** (Déplacements nationaux et internationaux - Objectifs de développement d'un réseau de trains d'équilibre du territoire (TET)) : p. 5627

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'industrie automobile** - (30 juin 2021) : p. 6105 p. 6106

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6592

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 142 rectifié quinquies n° 727 et n° 1321** (Région Grand Est - Taxe poids lourds) : p. 6738

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 9** (Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions) : p. 6757 p. 6758 p. 6759 p. 6760 p. 6761 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 761 rectifié et n° 974 rectifié** (Système d'immatriculation des véhicules - Maire - Autorisation d'accès) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1270 rectifié** (Gardes champêtres - Constat d'infractions - Appareil photographiques - Utilisation - Autorisation) : p. 6771 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 125 rectifié septies, n° 555 rectifié, n° 626 rectifié ter et n° 1611 rectifié quater** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Statut juridique - Sécurisation) : p. 6780 - **Article 13** (Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions) : p. 6789 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 338 rectifié** (Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Accès) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis** (Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation) : p. 6804 - **Article 15** (Modification des critères d'exemption de quotas SRU) : p. 6811

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 62** (Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres) : p. 7298 p. 7300 p. 7301

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9131

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9820

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)** - (2 novembre 2021) - **Article 14 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Exonération des équipements

numériques reconditionnés du paiement de la rémunération pour copie privée) : p. 9828 p. 9829

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10580

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10596 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 (Collectivité européenne d'Alsace - Transport routier de marchandises - Taxe)** : p. 10609 - **Article 1er quindecies (nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10616 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10621

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** : p. 10701

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10859

Première partie :

- (19 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-712 rectifié (Pension alimentaire - Non comptabilisation dans les revenus imposables)** : p. 10886 - **Article 4 ter (nouveau) (Création d'un régime garantissant la neutralité fiscale en cas de fusion de sociétés agricoles)** : p. 10910 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-136 rectifié, n° I-756 rectifié, n° I-638 rectifié bis et n° I-757 rectifié bis (Dépenses de remplacement pour congé des exploitants agricoles - Augmentation du crédit d'impôt)** : p. 10915 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° I-761 rectifié et n° I-341 rectifié bis (Exploitations en agriculture biologique - Renforcement et prolongement du crédit d'impôt)** : p. 10918 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° I-755 rectifié (Crédit d'impôt pour les entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale - Suppression)** : p. 10924 p. 10925 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-636, n° I-111 rectifié, n° I-570, n° I-466, n° I-112 rectifié, n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis, n° I-576 rectifié et n° I-769 (n° I-110 rectifié et n° I-636 : impôt de solidarité sociale et climatique sur le capital ; n° I-111 rectifié et n° I-570 : impôt sur la fortune (ISF) ; n° I-466 : impôt sur la fortune improductive ; n° I-653 rectifié, n° I-654 rectifié, n° I-655 rectifié, n° I-114 rectifié bis et n° I-576 rectifié : « exit tax » ; n° I-769 et n° I-112-rectifié : modernisation de l'exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI))** : p. 11004 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° I-770 rectifié (Pratiques sylvicoles - Modernisation du régime dit « Sérôt-Monichon » - Système fiscal incitatif)** : p. 11018 - **Article 8 (Aménagement du dispositif de déduction exceptionnelle en faveur des équipements permettant aux navires et bateaux de transport de passagers ou de marchandises d'utiliser des énergies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre ou la pollution atmosphérique)** : p. 11029 p. 11030 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-726 rectifié bis (Intermodalité, réduction des émissions de gaz à effet de serre - Cumul du forfait mobilités durables avec la participation de**

l'employeur à l'abonnement de transports en commun) : p. 11031 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-417 et n° I-416 (Transition écologique - Invitation au développement de l'activité fluviale)** : p. 11032 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-164 rectifié bis, n° I-165 rectifié bis, n° I-728 rectifié bis et n° I-586 rectifié (Taxe d'aménagement du territoire (TAT) portant sur l'activité des sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCA) - Augmentation)** : p. 11034 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-722 rectifié, n° I-166 rectifié et n° I-584 (Diminution du poids moyen des véhicules - Ajustement du barème de la taxe sur la masse, le « malus poids »)** : p. 11036

- **Suite de la discussion (22 novembre 2021) - Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendement n° I-408 (Taxe sur le fret aérien - Augmentation)** : p. 11053 - **Article additionnel 8 ter (nouveau) - Amendements n° I-284 rectifié ter, n° I-589, n° I-171 rectifié et n° I-513 (Aviation - Taxes)** : p. 11055 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-772, n° I-565, n° I-407, n° I-585, n° I-648 et n° I-753 (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression de l'exonération pour les paquebots de croisière et navires de pêche et pour le transport aérien)** : p. 11060 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-588, n° I-587 et n° I-721 rectifié (Transport routier de marchandises - Suppression du dégrèvement supplémentaire sur la partie contribution climat énergie du gazole)** : p. 11064 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-176 rectifié, n° I-201 rectifié bis, n° I-275 rectifié, n° I-438 rectifié ter, n° I-202 rectifié bis, n° I-276 rectifié, n° I-367, n° I-439 rectifié ter, n° I-277 rectifié, n° I-368, n° I-440 rectifié bis et n° I-717 (Produits hors filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) - Instauration d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)** : p. 11069 p. 11070 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-462 rectifié bis, n° I-724 rectifié bis et n° I-675 rectifié (Remboursement des frais de déplacement déductibles de l'impôt sur le revenu - Modulation)** : p. 11078 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-716 rectifié (Achat de bois labellisé ou certifié, local et durable - Taux réduit de TVA)** : p. 11084 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-174 rectifié et n° I-759 (Serres chauffées - Retour au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN))** : p. 11093 p. 11095 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-169 rectifié, n° I-590, n° I-720 rectifié, n° I-170 rectifié, n° I-719 rectifié et n° I-418 (Transports publics collectifs de voyageurs - Réduction du taux de TVA)** : p. 11105 p. 11106 p. 11107 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-718 et n° I-732 rectifié (n° I-718 : Services d'autopartage ; n° I-732 rectifié : Réparations de vélos - Réduction du taux de TVA)** : p. 11107 p. 11108 - **Article 10 (Suppression de dépenses fiscales inefficaces)** : p. 11134 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-699 (Propriétés non bâties comportant des habitats naturels - Exonération de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI))** : p. 11135 - **Article 11 (Fixation pour 2022 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement)** : p. 11141 p. 11143

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11378

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11392 p. 11393

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11605

FESNEAU (Marc)
ministre délégué auprès du Premier
ministre, chargé des relations avec le
Parlement et de la participation
citoyenne
(jusqu'au 31 décembre 2021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au baromètre de l'action publique** - (13 janvier 2021) : p. 112
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du représentant de l'UNEF au CESE** - (31 mars 2021) : p. 2373 p. 2374
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation du Gouvernement pendant la crise sanitaire** - (19 mai 2021) : p. 4004
- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4470 p. 4472 p. 4473 p. 4474 p. 4475 p. 4476 p. 4477 p. 4478 p. 4479 p. 4480 p. 4481 p. 4482 p. 4483
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de la justice** - (9 juin 2021) : p. 4651
- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9191 - **Article unique** : p. 9200 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9201
- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9242 p. 9245 - **Demande de réserve** : p. 9247 p. 9248 - **Question préalable** : p. 9250 - **Article 5**

FIALAIRE (Bernard)
sénateur (Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021 ; puis vice-président le 25 novembre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) le 1er février 2021.

(Texte non modifié par la commission) (Régime pénal et administratif du refus d'obtempérer) : p. 9260 p. 9261 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3 rectifié** (Gardes particuliers et agents assermentés - Renforcement de leurs fonctions de police) : p. 9262 - **Article 6** (Création de la réserve opérationnelle de la police nationale) : p. 9265 p. 9266 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 14** (Déploiement des systèmes de reconnaissance faciale à des fins répressives destinés à l'identification - Instauration d'un moratoire) : p. 9267 - **Article 7** (Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière) : p. 9269 p. 9270 p. 9271 p. 9272 p. 9273 p. 9274 p. 9275 p. 9276 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 50** (Politique globale de réhabilitation des cellules de gardes à vue - Rapport au Parlement) : p. 9277 p. 9278 - **Article 8 A (nouveau)** (Intégration d'une réserve d'interprétation du Conseil constitutionnel dans le régime d'usage des caméras individuelles par les forces de sécurité intérieure et les policiers municipaux) : p. 9279 - **Article 8** (Définition d'un régime d'utilisation des caméras aéroportées par les forces de l'ordre) : p. 9282 p. 9283 p. 9284 p. 9285 p. 9286 p. 9287 p. 9288 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 83** (Captation et fixation d'images à l'aide de drones dans les lieux publics lors des enquêtes pénales - Régime) : p. 9290 p. 9291 - **Article 9** (Définition d'un régime d'utilisation des caméras embarquées par les forces de l'ordre) : p. 9292 p. 9293 p. 9294 p. 9295 p. 9296 - **Article 17** (Extension des prérogatives des gardes particuliers assermentés à la constatation de certaines contraventions se rattachant à la sécurité et à la circulation routière) : p. 9299 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 4 rectifié** (Gardes particuliers assermentés et gardes particuliers des bois et forêts - Harmonisation des pouvoirs) : p. 9300

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République (II)** - (10 novembre 2021) : p. 10313

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retard de versement des aides européennes aux agriculteurs** - (10 novembre 2021) : p. 10318

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France le 17 février 2021 ; puis vice-président du 4 mars 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis vice-président du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La CVEC : un levier de développement de la vie étudiante qui doit gagner en transparence, gouvernance et structuration [n° 765 (2020-2021)] (12 juillet 2021) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Damien Cuier, président de la SAS pass Culture, et Gilles Duffau, président par intérim du comité stratégique.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Dominique Sciamma, directeur de

CY École de design, CY Cergy Paris Université, et président de l'APCI - Promotion du Design.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Bilan d'étape sur les travaux de la mission d'information - échange de vues.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la réforme du premier cycle des études de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Patrimoine culturel immatériel - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Conditions de la vie étudiante*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contribution vie étudiante et de campus (CVEC) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à la recherche - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Crédits relatifs à la création et à la transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*) : Audition d'associations en lien avec les médias - MM. Mathias Reymond, co-animateur du site de critique des médias Action-Critique-Médias et Nicolas Vescovacci, journaliste, président de l'association Informer n'est pas un délit.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 630 p. 655

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sanitaire et lutte contre la sédentarité** - (3 février 2021) : p. 713

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)] (suite)** - (3 février 2021) - **Article 4 bis** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant ou faisant apparaître la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 740 p. 743 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 771 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 812

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1011

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 198 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1059

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** - **Amendements n° 20 rectifié ter et n° 179 rectifié bis** (*Pharmaciens des pharmacies à usage intérieur (PUI) - Vaccination - Autorisation*) : p. 1201 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** - **Amendements n° 19 rectifié ter et n° 182 rectifié bis** (*Laboratoire de biologie médicale - Vaccination - Autorisation*) : p. 1201 - **Article 5** (*Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service*) : p. 1215 p. 1216 - **Article 5 bis** (*Définition du projet médical*) : p. 1223 p. 1224

- **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Deuxième lecture [n° 287 (2019-2020)]** - (2 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1355

- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1363 p. 1364

- **Débat sur la réforme en cours de l'éducation prioritaire** - (2 mars 2021) : p. 1393

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2198

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2332 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 129 rectifié bis** (*Mineurs - Port de signes ou tenues montrant ostensiblement une appartenance religieuse - Services publics - Interdiction*) : p. 2351

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2680

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Liban** - (7 avril 2021) : p. 2770

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3249

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3286

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3524 p. 3525

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Deuxième lecture [n° 578 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4089

- **Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs [n° 611 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4339

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à certaines professions des personnes atteintes de maladies chroniques [n° 613 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4348

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Commission mixte paritaire [n° 622 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4360 p. 4361

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4505

- **Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 627 (2020-2021)]** - (3 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4561

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4569 p. 4570

- **Débat sur le rétablissement du contrôle aux frontières nationales depuis 2015 : bilan et perspectives** - (3 juin 2021) : p. 4583

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 663 (2020-2021)]** - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4624

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4664 p. 4668
- **Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant [n° 657 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4699
- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Nouvelle lecture [n° 677 (2020-2021)]** - (24 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5576
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la médecine scolaire au département** - (30 juin 2021) : p. 6104
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 3 (Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP)** : p. 6622
- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 23 (Encadrement des loyers)** : p. 6938
- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 29 (précédemment réservé) (Appui du département à l'élaboration du programme local de l'habitat, PLH)** : p.7023
- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique - Commission mixte paritaire [n° 733 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 731 (2020-2021)** : p. 8015
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 731 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2020-2021)**.
- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (23 septembre 2021) - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission) (Remise de rapports au Parlement sur les aides aux entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires (article 40 bis) et sur la mise en œuvre de la réduction d'impôt au titre du mécénat (article 40 ter))** : p. 8311
- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Respect du secret professionnel de la défense et du conseil au cours de la procédure pénale)** : p. 8481
- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8970
- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article 1er (Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins)** : p. 9041 p. 9042
- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9400 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Missions du directeur d'école)** : p. 9412
- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9434 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 45 rectifié (Simplification des démarches des parents adoptifs - Attribution de la nationalité française au mineur adopté)** : p. 9436 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 39 rectifié (Procédure de déclaration judiciaire de délaissement parental - Aménagement)** : p. 9448 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 40 rectifié (Procédure de déclaration judiciaire de délaissement - Renforcement)** : p. 9448 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 5 rectifié, n° 23, n° 18 rectifié ter, n° 25, n° 6 rectifié, n° 17 rectifié ter et n° 46 rectifié bis (Autorisation d'adoption d'un enfant mineur étranger, quel que soit son pays d'origine)** : p. 9451 - **Article 10 (Encadrement de la procédure d'agrément, préparation obligatoire des candidats à l'adoption et création de la base nationale recensant les demandes d'agrément)** : p. 9458 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié (Conditions de reprise d'un enfant placé auprès des services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) - Renforcement)** : p. 9471
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10052
- Deuxième partie :*
 - (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 126 et n° 881 rectifié (Agence nationale de santé publique - Financement)** : p. 10079
- Troisième partie :*
 - (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis (Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales)** : p. 10149
- Quatrième partie :*
 - (12 novembre 2021) - **Article 38 (Tarification des médicaments et critère industriel)** : p. 10359 - **Article 45 (Simplification de l'accès à la complémentaire santé solidaire)** : p. 10443 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 877 rectifié (Simplification des règles encadrant l'allocation de solidarité aux personnes âgées - Rapport au Parlement)** : p. 10479
- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Commission mixte paritaire [n° 156 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11288
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire (I)** - (1er décembre 2021) : p. 11417 p. 11418
- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11448
- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11485
- **Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs - Deuxième lecture [n° 186 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11971
- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique - Deuxième lecture [n° 188 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11978

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 1er février 2021.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 1er février 2021.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - enfance le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » du 18 juin 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ? » le 1er décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 430 (2020-2021)] (5 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 426 (2020-2021)] visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 608 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*): Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur « Les travailleurs des plateformes ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Audition de MM. Gilbert Cette, professeur d'économie à l'université d'Aix-Marseille, et Bruno Mettling, président du cabinet de conseil Topics et coordinateur de la mission sur la régularisation des plateformes de mise en relation avec une responsabilité sociale.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*): Réserves des régimes de retraites - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 novembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*): Perspectives d'évolution de l'épidémie de covid-19 - Audition de Mme Dominique Costagliola, épidémiologiste, directrice de recherche Inserm à l'Institut Pierre Louis d'épidémiologie et de santé publique, de la professeure Karine Lacombe, infectiologue, professeure de maladies infectieuses à la faculté de médecine Sorbonne Université, cheffe de service hospitalier des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) et du professeur Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS, professeur en maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université de Paris, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat (AP-HP), membre du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réglementation environnementale et la situation de l'entreprise Sermeta à Morlaix** - (9 février 2021) : p. 887 p. 888

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1678

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des services de pédopsychiatrie** - (14 avril 2021) : p. 3193

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les règles de propriété intellectuelle relatives aux vaccins** - (5 mai 2021) : p. 3415

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Article 3** (*Obligation de recruter en dehors de l'administration la moitié des membres des jurys et comités de sélection de la fonction publique de l'État et de prévoir la présence d'un membre extérieur dans les commissions d'examen des vœux pour les formations post-bac*) : p. 4313

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 609 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4321 p. 4322 p. 4323

- **Question orale sans débat sur l'accès aux traitements adaptés pour le cancer du sein triple négatif métastatique** - (3 juin 2021) : p. 4538

- **Question orale sans débat sur les places disponibles en institut médico-éducatif** - (20 juillet 2021) : p. 7347 p. 7348

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9993

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 922 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Services publics essentiels - Service téléphonique des caisses primaires d'assurance maladie - Gratuité*) : p. 10089

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (*Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales*) : p. 10148

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 957 rectifié bis** (*Coefficients géographiques appliqués aux tarifs nationaux dans les outre-mer - Prévisions*) : p. 10234

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis** (*Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement*) : p. 10385 p. 10389

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles [n° 250 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11638

- **Question orale sans débat sur les modalités de prise en charge des aides à la mobilité pour les personnes en situation de handicap** - (14 décembre 2021) : p. 11750

FILLEUL (Martine)
sénatrice (Nord)
SER

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 27 janvier 2021.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 13 février 2021.

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du canal Seine-Nord Europe le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 164 (2020-2021)] visant à lutter contre la pollution plastique [n° 411 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Environnement.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : La stratégie nationale portuaire : une présentation très attendue, une ambition qui reste à concrétiser [n° 520 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Entreprises - Transports.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour une meilleure inclusion des familles monoparentales [n° 644 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Famille - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Parité en entreprise : pour de nouvelles avancées, dix ans après la loi Copé-Zimmermann [n° 757 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'évaluation de la loi Copé-Zimmermann.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, coprésidente du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat et de M. Jean-Pierre Cabrol, coprésident de l'association « Les 150 ».

Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à lutter contre le plastique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à lutter contre le plastique - Examen des motions et des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Géraldine Derozier et Sylviane Le Guyader, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

« Quel bilan tirer pour l'attractivité des territoires concernés plus de dix ans après la réforme de la carte militaire ? » - Audition de Mme Line Bonmartel-Couloume, déléguée à l'accompagnement régional, du ministère des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Bérengère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité : quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Audition des représentants des inspections de l'État auteurs du rapport relatif aux dispositifs zonés de soutien du développement économique et de l'emploi dans les territoires.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Témoignage de Linda, accompagnée de M. Jean Arcelin, écrivain, co-auteurs du livre *L'Ange de Pigalle*.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grévy, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, sur les dispositions de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle, adoptée par l'Assemblée nationale le 12 mai 2021.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Examen du rapport d'information de Mmes Martine Filleul, Joëlle Garriaud-Maylam et Dominique Vérien sur le bilan de l'application de la loi Copé-Zimmermann, dix ans après son adoption.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyril Cosme, directeur du bureau pour la France de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de représentantes du Medef, dans la perspective de l'examen au Sénat de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Elisabeth Moreno, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme prévisionnel de travail pour la session 2021-2022.

Désignation des lauréats du Prix 2021 de la délégation.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Enjeux de la COP 26 - Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la Mer.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Cohésion des territoires », « Relations avec les collectivités territoriales » et « Plan de relance » - Crédits relatifs à la politique des territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Changement de thématique de travail pour 2021-2022 et désignation de rapporteurs.

Rencontre avec Mme Valérie Perez-Ennouchi, auteure de *Destins de Femmes*.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article 1er** (*Sensibilisation des élèves à la sobriété numérique*) : p. 55

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 150 p. 151

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (I)** - (20 janvier 2021) : p. 265

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1479 p. 1480

- **Question orale sans débat relative au nombre de places disponibles au sein des instituts médico-éducatifs** - (9 mars 2021) : p. 1549

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1692 - **Article 1er** (*Prévention des pertes et des fuites de granulés de plastiques industriels*) : p. 1700 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Interdiction des granulés de plastique sur les terrains de sport synthétiques*) : p. 1701 - **Article 3** (*Lâcher de ballons de baudruche en plastique assimilé à l'abandon de déchets dans l'environnement*) : p. 1701 p. 1702

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3224 - **Article 3** (*Création d'un droit au guichet permettant aux usagers de réaliser physiquement leurs démarches administratives*) : p. 3230 - **Article 4** (*Choix des modalités de correspondance et de paiement*) : p. 3231 - **Article 5** (*Reconnaissance d'un droit à l'erreur numérique*) : p. 3232 - **Article 8** (*Création d'une aide aux ménages pour financer l'acquisition ou la location d'équipements numériques et l'institution d'un fonds de lutte contre l'exclusion numérique*) : p. 3238 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 34** (*Services d'accès gratuits à l'internet haut débit proposés par les collectivités territoriales - Bénéfices sociaux et conséquences environnementales - Rapport au Parlement*) : p. 3239 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 38** (*Formation professionnelle - Lutte contre l'illectronisme - Introduction*) : p. 3241 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 39** (*Inclusion numérique et lutte contre l'illectronisme - Personnels d'éducation - Formation initiale*) : p. 3243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des sages-femmes** - (5 mai 2021) : p. 3418

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Article 6** (*Création d'une obligation de motiver la non-embauche d'un candidat*) : p. 4317

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4720

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4792 - **Article 2** (*Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire*) : p. 4818

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 868 rectifié, n° 1740 et n° 1962 rectifié bis** (*Cessions des biens de scénographie de l'État et des collectivités de leurs établissements publics - Bénéficiaires - Extension aux professionnels de la recyclerie culturelle*) : p. 4937

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion*)

prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE) : p. 5047 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1716** (Transition écologique - Solutions d'accompagnement par l'État des entreprises confrontées à une reconversion d'activité - Rapport au Parlement) : p. 5055

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 717 rectifié et n° 2143** (Réduction des rejets de fibres microplastiques issues du lavage du textile - Rapport au Parlement) : p. 5075 - **Article 19 bis C** (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique) : p. 5085 - **Article 19 bis D** (Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique) : p. 5094 p. 5095 p. 5096 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 813 rectifié, n° 936 rectifié, n° 1885 et n° 1424** (Objectifs de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 - Renforcement du puits de carbone forestier) : p. 5102 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1425** (Biodiversité - Possibilité de surfaces en libre évolution) : p. 5103 p. 5104 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 553 rectifié bis, n° 1101, n° 1426 et n° 1881** (Coupes d'un seul tenant de la totalité des arbres d'une parcelle sans régénération acquise (coupes rases) - Interdiction) : p. 5105 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1423** (Moyens financiers et humains de l'État en matière de politique forestière - Rapport au Parlement) : p. 5113 - **Article additionnel après l'article 19 quinquies - Amendements n° 962 rectifié, n° 1182 rectifié ter, n° 1238 rectifié bis, n° 1732 rectifié, n° 1749 rectifié bis et n° 1792 rectifié bis** (Installation classée par la protection de l'environnement (ICPE) - Surveillance au maximum décennale de la qualité des sols et des eaux souterraines) : p. 5127 - **Article 20** (Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt) : p. 5140 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 958, n° 1178 rectifié bis, n° 1234 rectifié, n° 1301, n° 1728, n° 1745 rectifié et n° 1788 rectifié** (Pollutions des sols - Mise en œuvre d'une politique nationale de prévention et de gestion) : p. 5147

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 25** (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO₂ à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5293

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 15 rectifié bis, n° 647, n° 1029 rectifié, n° 1562 et n° 2014 rectifié bis** (Poids lourds dépourvus de dispositif de détection des usagers vulnérables - Circulation restreinte dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)) : p. 5359 - **Article 29** (Mesures de tarification attractive des trains régionaux) : p. 5364 - **Article 29 bis A (nouveau)** (Diminution du taux de TVA à 5,5 % pour les billets de train) : p. 5374 p. 5375 - **Article 30** (Objectif de suppression de l'avantage fiscal dont bénéficient les transporteurs routiers de marchandises sur le carburant à l'horizon 2030) : p. 5386 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1963** (Transport maritime - Exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Suppression) : p. 5392 - **Article 30 ter (nouveau)** (Objectif de doublement des parts modales du fret ferroviaire et fluvial et définition d'une stratégie pour le développement des modes massifiés) : p. 5394 p. 5395

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les conséquences des inondations** - (23 juin 2021) : p. 5463

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (23 juin 2021) - **Article 62 (priorité)** (Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015) : p. 5515

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en

place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5589 p. 5594 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1462 rectifié** (Orientations de l'État en matière d'infrastructures et de services de transport ferroviaire - Réinstauration du schéma national des infrastructures) : p. 5622 - **Article 42** (Interdiction de louer les logements classés G, F et E en 2025, 2028 et 2034 sur le fondement de la qualification d'indécence) : p. 5676

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 58 A (priorité)** (Amélioration du dispositif d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers relatif à l'érosion côtière) : p. 5768 - **Article 58 C (priorité)** (Articulation des documents d'urbanisme avec les dispositions des plans de prévention des risques littoraux, PPRL) : p. 5774 - **Article additionnel après l'article 58 I (priorité) - Amendement n° 1544 rectifié** (Limitation de l'artificialisation des sols - Encadrement des cessions de parcelles dans la zone des 50 pas géométriques) : p. 5792 - **Article additionnel après l'article 58 I (priorité) - Amendement n° 1640** (Cavités souterraines et marnières - Anticipation de leur effondrement) : p. 5794 - **Article 58 (priorité)** (Habitations à légiférer par ordonnances en matière d'adaptation des territoires au recul du trait de côte) : p. 5795 - **Article additionnel après l'article 58 bis A (priorité) - Amendement n° 1736 rectifié** (Échouages massifs d'algues sargasses aux Antilles - Classement en catastrophe naturelle) : p. 5804

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 6** (Transfert aux départements, aux métropoles et à la métropole de Lyon de certaines routes nationales non concédées) : p. 6729

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 728** (Projets d'infrastructures nécessitant une approche multimodale - Sociétés de financement - Possibilité de création - Rapport au Parlement) : p. 6753 - **Article 9** (Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions) : p. 6758 p. 6759 p. 6760 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 722 rectifié** (Transport léger autonome sur rail - Expérimentation) : p. 6766 p. 6767 - **Article 12** (Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6774 p. 6775 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 125 rectifié septies, n° 555 rectifié, n° 626 rectifié ter et n° 1611 rectifié quater** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Statut juridique - Sécurisation) : p. 6779 - **Article 13** (Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions) : p. 6787 p. 6789 - **Article 14** (Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés) : p. 6795

- **Question orale sans débat sur les responsabilités engagées à la suite d'une pollution environnementale** - (13 juillet 2021) : p. 6985 p. 6986

- **Question orale sans débat sur le déploiement des bracelets anti-rapprochement** - (7 octobre 2021) : p. 8947 p. 8948

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 49** (Télétravail - Motivation du refus à une demande d'un salarié à la tête d'une famille monoparentale) : p. 9637 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 42 et n° 59 rectifié** (Plan d'action en faveur de l'égalité femmes-hommes - Augmentation du nombre de « petites » collectivités concernées) : p. 9646 - **Article 6** (Obligation de publicité des indicateurs composant l'index de l'égalité professionnelle) : p. 9655 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 54** (Non-respect de l'augmentation des femmes de retour de congé maternité - Sanction) : p. 9660 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 55 rectifié et n° 2 rectifié octies** (Parité dans les conseils d'administration - Limitation du nombre de mandats d'administrateur pour une même personne) : p. 9673 p. 9674

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le lancement de la COP26** - (3 novembre 2021) : p. 9853

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien au secteur de la pêche (II)** - (24 novembre 2021) : p. 11232

- **Question orale sans débat sur SOS Médecins France** - (30 novembre 2021) : p. 11345 p. 11346

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11353 p. 11354

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11683

FOLLIOT (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre suppléant du conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 4 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 273 (2020-2021)] autorisant la ratification de l'accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne [n° 359 (2020-2021)] (10 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre les déserts médicaux [n° 681 (2020-2021)] (14 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 877 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne [n° 266 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Sécurité sociale - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Antoine Bouvier, directeur de la stratégie, des fusions-acquisitions et des affaires publiques d'Airbus et Dirk Hoke, président exécutif (CEO) d'Airbus Defence and Space.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion commune avec la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale sur l'évolution institutionnelle outre-mer.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Les enjeux

stratégiques du spatial - Audition de Mme Isabelle Sourbès-Vergé, chercheur au CNRS et de M. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suiwi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Audition du général André Lanata, commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN (SACT).

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Audition de membres du gouvernement d'union nationale et du Parlement birman en exil : professeur Zaw Wai Soe, ministre de la santé et de l'éducation, docteur Sasa, ministre de la coopération internationale, MM. Moe Zaw Oo, vice-ministre des affaires étrangères et Aung Kyi Nyunt, président du comité permanent de l'Assemblée de l'Union.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Analyse globale des spécificités des Outre-mer en matières sanitaire et économique - Audition de Mmes Brigitte Chané-Hime, présidente de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de La Réunion et membre de la commission permanente de la Conférence nationale de la santé (CNS), Cécile Courrèges, inspectrice générale des affaires sociales (IGAS), docteur Francis Fellinger, conseiller médical à l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP), ancien conseiller général des établissements de santé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Eric Leung, président de la délégation aux Outre-mer du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Mme Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) et directrice générale de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

finances pour 2022 - Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de MM. Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherches au centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Yann Briand, capitaine de vaisseau, membre du cabinet du chef d'état-major de la Marine et Mikaa Mered, secrétaire général de la chaire outre-mer de Sciences Po.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de M. Denis Robin, secrétariat général de la mer (SGMer).

Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de Mmes Sophie Brocas, directrice générale, accompagnée de M. Mikaël Quimbert adjoint à la sous-directrice des politiques publiques et Camille Goyer, directrice de cabinet, à la direction générale des outre-mer (DGOM).

Réunion du jeudi 18 novembre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de MM. Frédéric Moncany de Saint-Aignan, président, et Alexandre Luczkiewicz, responsable des relations et des actions outre-mer, du Cluster maritime français (CMF).

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Monsieur Julien Goupil, fondateur de l'association Empreintes citoyennes.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition en commun avec la délégation aux outre-mer sur les outre-mer et l'Indopacifique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les impacts de la crise sanitaire sur les grands événements sportifs à venir en France** - (17 mars 2021) : p. 1870

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (17 mars 2021) - Article additionnel après

l'article 20 bis A - Amendement n° 5 rectifié (Parlementaires français - Droit de visite des centres de vidéoprotection) : p. 1936 - **Article 20 bis (supprimé)** (Élargissement des possibilités de déport d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation) : p. 1941

- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2208

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 5** (Consolidation de la dérogation aux règles de continuité écologique prévue pour les « moulins à eau équipés pour produire de l'électricité ») : p. 3150

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3386 p. 3387

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Article unique** : p. 3576

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er A** (Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales) : p. 3633 - **Article 1er et rapport annexé** (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)) : p. 3659 - **Rapport annexé** : p. 3690 p. 3695

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)) : p. 3773

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) - **Article 7** (Renforcement de la tutelle de l'Agence française de développement (AFD)) : p. 3852 p. 3853 p. 3856 p. 3857 - **Article 9** (Création d'une commission indépendante d'évaluation compétente en matière de développement solidaire) : p. 3867

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4439

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4668 p. 4669

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 2** (Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire) : p. 4813

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 10** (Interdiction de la distribution systématique d'échantillons) : p. 4906 p. 4907

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié** (Eau - Retenues collinaires) : p. 5502 p. 5503

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 35** (Objectif de fixation d'un prix du carbone européen pour le transport aérien à l'horizon 2025) : p. 5619 - **Article additionnel après l'article 36 A - Amendements n° 1092 et n° 1088 rectifié** (Vols nationaux - Exonérations de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le kérosène - Suppression) : p. 5630 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies B - Amendements n° 541 rectifié, n° 1693 rectifié et n° 1262 rectifié** (Coopératives d'HLM -

Travaux de rénovation énergétique pour le compte de tiers) : p. 5716

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6290 p. 6300

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Article unique** : p. 6379

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression) : p. 6553 p. 6554 - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6591 p. 6593

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 4** (Élargissement de la participation citoyenne locale) : p. 6661 - **Article 4 ter (nouveau)** (Critère de l'intérêt communautaire ou métropolitain pour l'exercice de diverses compétences au sein du bloc communal) : p. 6694 p. 6695

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 12 ter (nouveau)** (Modification de la composition de la CDPNAF) : p. 6783

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression) : p.7006 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p.7008 - **Article 27 (précédemment réservé)** (Raccourcissement des délais et élargissement des procédures d'acquisition de biens sans maître et en état d'abandon manifeste) : p.7016 - **Article additionnel après l'article 27 bis (précédemment réservé) - Amendement n° 694 rectifié bis** (Chemins ruraux - Vente - Enquête publique préalable - Dispense) : p.7021 p.7022 - **Article 31** (Gouvernance des agences régionales de santé) : p.7024

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 31 bis - Amendement n° 685 rectifié** (Commission départementale de la démographie médicale - Développement) : p. 7060 p. 7061 - **Article 34** (Faculté pour les départements de contribuer à la politique publique de sécurité sanitaire - Collectivités autorisées à créer et gérer des centres de santé - Compétence de département en matière de promotion de l'accès aux soins de proximité) : p. 7065 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 565** (Ouverture d'une école ou d'une classe - Financement) : p. 7154 - **Article additionnel après l'article 83 bis (priorité) - Amendement n° 679 rectifié bis** (Île de la Passion - Clipperton - Administrateur supérieur) : p. 7171 p. 7172 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1572 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Infrastructures sportives) : p. 7182 - **Article 42** (Subvention à la création de salles de cinéma par des exploitants déjà existants) : p. 7183 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité) : p. 7189 p. 7190

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 49** (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services ») : p. 7233 p. 7237 - **Article 50 (précédemment réservé)** (Partage de données entre administrations) : p. 7264

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 62** (Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres) : p. 7298

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7661

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7853 p. 7858

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Article unique** (**Texte non modifié par la commission**) : p. 9170

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie après le référendum** - (8 décembre 2021) : p. 11545

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 1er** (*Inscription des objectifs des zones de revitalisation rurale parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme*) : p. 11581

- **Question orale sans débat relative à la seconde langue sur la nouvelle carte d'identité** - (14 décembre 2021) : p. 11731 p. 11732

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 58 (2021-2022)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur les services aériens [n° 268 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Transports**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tadjikistan sur les services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet du G5 Sahel** - (17 février 2021) : p. 1150
- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Article 14 bis (supprimé)** (*Rapport sur l'attractivité des postes de praticiens au sein des établissements de santé privés d'intérêt collectif*) : p. 1271
- **Question orale sans débat relative aux nouvelles réglementations sur les boues d'épuration urbaines** - (13 avril 2021) : p. 3087 p. 3088
- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3376
- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4395
- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 25** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6504 - **Article 26** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6506

FOURNIER (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

Décédée le 7 décembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 décembre 2021.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

- **Question orale sans débat sur les difficultés de constatation d'un décès en zone rurale** - (13 juillet 2021) : p. 6971 p. 6972

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 185 rectifié ter, n° 569 rectifié quater, n° 811 rectifié, n° 1025 rectifié et n° 1481 rectifié bis** (*Opérations de revitalisation du territoire (ORT) - Communes classées montagne - Réhabilitation de l'immobilier - Rapport au Parlement*) : p.6992

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9889 p. 9899

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10573

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès aux soins en orthophonie** - (30 novembre 2021) : p. 11338

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S. E. M. Jorge Torres-Pereira, ambassadeur du Portugal en France.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Questions sociales, travail et santé - Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé : communication et propositions de résolution européenne portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senéquier, présidente d'Ardian.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4018 - **Article 24** (*Pérennisation des aménagements réalisés par Eurotunnel en vue du rétablissement des contrôles douaniers et sanitaires dans le cadre de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne*) : p. 4043 p. 4044 p. 4045

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2106

FRASSA (Christophe-André)
*sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
Les Républicains*

Réélu le 26 septembre 2021.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire (28 janvier 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République (2 mars 2021).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention (23 mars 2021).

Membre titulaire du conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 1er février 2021 ; nouvelle nomination le 21 octobre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à mieux associer les élus des Français de l'étranger à la gestion de la crise sanitaire et à garantir la tenue des élections consulaires en mai 2021 [n° 260 (2020-2021)] (12 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 362 (2020-2021)] tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 418 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 472 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 869 (2020-2021)] en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 54 (2021-2022)] (13 octobre 2021) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 8 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention.

Réunion du lundi 17 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition « Pouvoir régalién et droit européen » avec MM. Daniel Calleja Crespo, directeur général du service juridique de la Commission européenne, Bertrand Dacosta, président de la Xe chambre de la section du contentieux du Conseil d'État, Guillaume Drago, professeur de droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, Mmes Hélène Gaudin, professeure de droit public à l'université Toulouse 1 - Capitole, directrice de l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé, Claire Legras, directrice des affaires juridiques du ministère des armées, et M. Jean-François Ricard, premier procureur antiterroriste de la République.

(*commission des lois*) : Justice et affaires intérieures - « Pouvoir régalién et droit européen » - Audition de MM. Daniel Calleja Crespo, directeur général du service juridique de la Commission européenne, Bertrand Dacosta, président de la Xe chambre de la section du contentieux du Conseil d'État, Guillaume Drago, professeur de droit public à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, Mmes Hélène Gaudin, professeure de droit public à l'université Toulouse 1 - Capitole, directrice de l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé, Claire Legras,

directrice des affaires juridiques du ministère des armées, et M. Jean-François Ricard, premier procureur du Parquet national antiterroriste.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Nouvelle carte nationale d'identité - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République** [n° 355 (2020-2021)] - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1304 - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1323

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention** [n° 419 (2020-2021)] - (8 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1490 - **Article unique** : p. 1503 p. 1504 p. 1505 p. 1506 p. 1507 p. 1508 p. 1509 p. 1510 p. 1511 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 15** (*Lutte contre la surpopulation carcérale - Mesures à prendre - Rapport au Parlement*) : p. 1512 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 16** (*Développement des aménagements de peine - Mesures à prendre - Rapport au Parlement*) : p. 1512

- **Commission mixte paritaire** [n° 473 (2020-2021)] - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2261 p. 2262

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire** - **Commission mixte paritaire** [n° 622 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4357 p. 4363

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le passe sanitaire pour les Français de l'étranger** - (21 juillet 2021) : p. 7651 p. 7652

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante** [n° 55 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9548 - **Article 1er** (*Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines*) : p. 9563 p. 9564 p. 9565 p. 9566 p. 9567 p. 9568 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 58** (*Article L. 145-16 du code de commerce - Interdiction au locataire de céder son bail au bénéficiaire du transfert universel de son patrimoine professionnel - Clause réputée non écrite*) : p. 9569 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (*Article L. 1224-1 du code du travail - Amendement de précision*) : p. 9569 - **Article 3** (*Conséquences du nouveau statut de l'entrepreneur individuel sur les procédures de recouvrement des créances fiscales et sociales - Conditions d'opposabilité à l'administration fiscale de l'insaisissabilité de biens immobiliers*) : p. 9570 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** (*Chef d'entreprise en difficulté - Levée d'interdiction bancaire dès l'ouverture d'une conciliation amiable constatée*) : p. 9570 - **Article 4** (*Conséquences de la création du nouveau statut de l'entrepreneur individuel sur les procédures collectives et de surendettement des particuliers*) : p. 9574 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47 rectifié** (*Dématérialisation des procédures administratives concernant les travailleurs non salariés - Rapport au Parlement*) : p. 9575 - **Article 5** (*Mise en extinction*)

du régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) : p. 9576 - **Article 6 (supprimé)** (Dispositions relatives aux professions libérales réglementées) : p. 9577 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 rectifié** (Emprunts souscrits à des fins professionnelles - Fin des cautions personnelles des dirigeants indépendants) : p. 9582 -

Article 13 (Extension à Wallis-et-Futuna) : p. 9596 - **Article 14** (Modalités d'entrée en vigueur) : p. 9597 p. 9598 - **Intitulé du projet de loi** : p. 9599

FROGIER (Pierre)

sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du vendredi 8 octobre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Situation sanitaire outre-mer - Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la place des outre-mer dans la stratégie maritime nationale - Audition de MM. Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherches au centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Yann Briand, capitaine de vaisseau, membre du cabinet du chef d'état-major de la Marine et Mikaa Mered, secrétaire général de la chaire outre-mer de Sciences Po.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir institutionnel, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie** - (4 mai 2021) : p. 3347

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place de la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique** - (20 octobre 2021) : p. 9395 p. 9396

GACQUERRE (Amel)

sénatrice (Pas-de-Calais)

Devenue sénateur le 8 décembre 2021 (en remplacement de Catherine Fournier, décédée le 7 décembre 2021).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

GARNIER (Laurence)

sénatrice (Loire-Atlantique)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 16 décembre 2021.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 15 décembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 592 (2020-2021)] visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 52 (2021-2022)] (13 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 262 (2021-2022)] (7 décembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Prévention de la perte d'autonomie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Stratégie vaccinale au Royaume-Uni - Audition de Mme Kate Bingham, ancienne responsable de la UK Vaccine Taskforce.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'implantation du nouveau centre hospitalier universitaire à Nantes** - (19 janvier 2021) : p. 195

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 625

- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences conjugales** - (12 mai 2021) : p. 3728

- **Débat sur la reprise et la relance des activités culturelles** - (2 juin 2021) : p. 4511 p. 4512

- **Question orale sans débat sur l'aménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique** - (3 juin 2021) : p. 4549 p. 4550

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la prolifération des algues vertes** - (19 octobre 2021) : p. 9331

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9621 - **Article 1er** (Obligation de versement du salaire sur un compte du salarié) : p. 9634 - **Article 3 bis** (Droit au télétravail pour les salariées enceintes) : p. 9636 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 49** (Télétravail - Motivation du refus à une demande d'un salarié à la tête d'une famille monoparentale) : p. 9637 - **Article 4** (Faciliter l'accueil en crèche des enfants de familles monoparentales) : p. 9639 - **Article 4 ter (supprimé)** (Information sur la lutte contre les stéréotypes de genre par les associations familiales) : p. 9640 - **Article 5** (Publication d'indicateurs sur l'égalité et parité de jurys dans l'enseignement supérieur) : p. 9641 p. 9642 p. 9643 p. 9644 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 58 rectifié et n° 9 rectifié ter** (Parité dans les intercommunalités et commune - Extension de l'exigence de 40 % de nomination de personnes de chaque sexe dans les emplois de direction) : p. 9645 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 65 et n° 10 rectifié bis** (Égalité professionnelle et économique dans le secteur public - Quotas de la loi Sauvadet - Augmentation) : p. 9646 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 42 et n° 59 rectifié** (Plan d'action en faveur de l'égalité femmes-hommes - Augmentation du nombre de « petites » collectivités concernées) : p. 9647 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 92** (Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le secteur public - Mise en place d'indicateurs) : p. 9647 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 11 rectifié bis** (Plan d'action par l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la fonction publique - Pénalité en cas de non mise en œuvre) : p. 9648 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié** (Code du sport - Principe de l'égalité de rémunération des sportives et des sportifs) : p. 9649 - **Article 5 bis** (Formation des conseillers d'orientation à l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9650 p. 9651 - **Article 5 ter (supprimé)** (Mesures favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes dans les accords de coopération entre établissements) : p. 9652 - **Article 5 quater (supprimé)** (Prise en compte de la

représentation des femmes et des hommes dans les avis de la commission des titres d'ingénieur) : p. 9653 - **Article 5 quinquies** (Publication d'indicateurs sur l'égalité entre les femmes et les hommes par les établissements de recherche) : p. 9654 - **Article 6** (Obligation de publicité des indicateurs composant l'index de l'égalité professionnelle) : p. 9655 p. 9656 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 14 rectifié bis et n° 67** (Efforts en matière d'égalité professionnelle dans les entreprises - Accélération) : p. 9657 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 83 et n° 68** (Négociation et mise en œuvre d'un plan pour l'égalité professionnelle dans les entreprises - Obligation) : p. 9658 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 54** (Non-respect de l'augmentation des femmes de retour de congé maternité - Sanction) : p. 9660 - **Article 6 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'équité salariale) : p. 9660 - **Article 7** (Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises) : p. 9662 p. 9663 p. 9664 p. 9666 p. 9667 p. 9668 p. 9669 p. 9670 p. 9671 p. 9672 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 3 rectifié septies** (Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration dans les entreprises - Renforcement du rôle des comités spécialisés) : p. 9673 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1 rectifié** (Déclaration au greffe du tribunal de commerce de la composition des organes de gouvernance et répartition femmes-hommes - Champ d'application) : p. 9675 - **Article 7 bis** (Extension de l'objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes aux conseils d'administration des sociétés d'assurance mutuelles) : p. 9675 - **Article 7 ter (supprimé)** (Prise en compte des écarts de représentation entre femmes et hommes parmi les cadres dirigeants par les organes d'administration de l'entreprise) : p. 9676 - **Article 8** (Fixation d'objectifs de mixité à la Banque publique d'investissement) : p. 9677 p. 9678 - **Article 8 ter** (Rapport au Parlement sur l'information et l'éducation à la sexualité) : p. 9679 - **Article additionnel après l'article 8 ter - Amendement n° 45 rectifié** (Enseignement moral et civique - Formation des élèves au respect de la dignité humaine et à l'égalité entre les femmes et les hommes) : p. 9680

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9696

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écriture inclusive** - (24 novembre 2021) : p. 11233

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Commission mixte paritaire [n° 263 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11981

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France (Série I))
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

- Membre de la commission des affaires européennes.
- Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) le 1er février 2021.
- Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.
- Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France le 3 février 2021.
- Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement du 12 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le contrat d'objectifs et de moyens (2020-2022) de France Médias Monde : une stratégie pertinente mais à horizon limité [n° 308 (2020-2021)] (27 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taiwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Parité en entreprise : pour de nouvelles avancées, dix ans après la loi Copé-Zimmermann [n° 757 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - Environnement - Police et sécurité.

Proposition de loi relative à la lutte contre la quérulence [n° 808 (2020-2021)] (5 août 2021) - Justice - Police et sécurité - Société.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - Énergie - Environnement.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - Justice - Société.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde et TV5 Monde [n° 165 tome 10 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le bilan de l'évaluation de la loi Copé-Zimmermann.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de France Médias Monde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé : communication et propositions de résolution européenne portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribeu.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de M. Christian Lechervy, ambassadeur de France en Birmanie.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Désinformation en ligne : communication et avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Audition de M. Jean Arthuis, ancien ministre, président d'euro App Mobility et du Cercle Erasmus et communication de Mme Colette Mélot et M. Jean-Michel Arnaud sur le programme « Erasmus + » pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général André Lanata, commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN (SACT).

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Audition de membres du gouvernement d'union nationale et du Parlement birman en exil : professeur Zaw Wai Soe, ministre de la santé et de l'éducation, docteur Sasa, ministre de la coopération internationale, MM. Moe Zaw Oo, vice-ministre des affaires étrangères et Aung Kyi Nyunt, président du comité permanent de l'Assemblée de l'Union.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, sur les dispositions de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle, adoptée par l'Assemblée nationale le 12 mai 2021.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Quelle boussole stratégique pour l'Europe ? » - Examen du rapport d'information.

Retour d'expérience du conflit du Haut-Karabagh - Examen du rapport d'information.

(*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Liberté académique en Europe - Communication, proposition de résolution européenne et avis politique.

Politique étrangère et de défense - La réponse européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes mineurs des crimes sexuels [n° 272 (2020-2021)]** - (21 janvier 2021) - **Article 1er** (*Création de l'infraction de crime sexuel sur mineur*) : p. 349

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Birmanie** - (17 mars 2021) : p. 1869

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3540

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7814 p. 7815 p. 7836

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8853



GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 377 (2020-2021)] ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 505 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Métropoles : pour de nouvelles dynamiques territoriales [n° 679 (2020-2021)] (11 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 588 (2020-2021)] relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 723 (2020-2021)] (30 juin 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises et de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au défi de la cybersécurité [n° 283 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, député, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, dans le cadre de sa mission d'évaluation de l'impact de la crise du covid-19 sur les finances locales.

Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de MM. François Clavairoly, président, et Jean-Daniel Roque,

membre du bureau et conseiller juridique de la Fédération protestante de France.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Questions diverses.

Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication sur le rapport d'information Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Table ronde relative aux métropoles, avec la participation de Mmes Johanna Rolland, présidente de France Urbaine, Dominique Riquier-Sauvage, membre du Conseil économique, social et environnemental, et M. Yann Lasnier, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), dans le cadre des travaux sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Hakim El Karoui, chef d'entreprise et essayiste.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur le Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de représentants de l'association des citoyens de la Convention citoyenne pour le climat « Les 150 ».

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Communication de Mme Françoise Gatel, présidente, sur les résultats de la consultation nationale des élus locaux sur l'efficacité de l'action publique et la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réforme de la haute fonction publique - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno ACAR, inspecteur général de l'administration, chargé en 2020 d'un rapport pour le ministre de l'intérieur et la ministre en charge des collectivités territoriales sur « L'évaluation des politiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Guy Geoffroy, maire de Combs-la-Ville et président des maires de Seine-et-Marne, représentant de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF).

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative aux « Nouvelles technologies comme outils de lutte contre les déserts médicaux », en présence de M. Christophe Dietrich, maire de Laigneville (Oise), et de M. John Billard, maire de Le Favril (Eure-et-Loir).

Table ronde relative aux « Nouvelles technologies comme outils de lutte contre les déserts médicaux », en présence de M. Christophe Dietrich, maire de Laigneville (Oise), et de M. John Billard, maire de Le Favril (Eure-et-Loir).

Audition de M. Jean-Philippe Vicentini, Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valenciennes, sur « la coopération entre les élus locaux et le Procureur de la République en matière de sécurité et de prévention de la délinquance ».

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

(*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente, et M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique pour la présentation de son rapport annuel.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la défense extérieure contre l'incendie.

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Accueil de dix membres supplémentaires et désignation d'un membre du Bureau.

Audition de M. François Baroin, président de l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Désignation de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Gwenaëlle Martinet, cheffe de projet France Relance, MM. Marc Boget, commandant de la gendarmerie dans le cyberspace, Jérôme Notin, directeur général ACYMA et Cyril Bras, vice-président de l'Institut pour la cybersécurité et la résilience des territoires.

Cybersécurité - Retour d'expérience des collectivités territoriales - Table ronde sur « La cybersécurité des collectivités territoriales » en présence de M. Richard Lizurey, adjoint au maire de Chartres, Mme Marie Nédellec, adjointe au maire de La Rochelle, et M. Alexandre Ouzille, premier adjoint au maire de Villers-Saint-Paul.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « Les élus aujourd'hui ».

Table ronde sur la médecine préventive dans la fonction publique territoriale.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre, chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Transformation et fonction publiques » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « la parité dans les exécutifs locaux ».

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charnalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la rave-party en Ile-et-Vilaine et l'efficacité du renseignement territorial** - (13 janvier 2021) : p. 121

- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 966

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de la Défenseuse des droits de création de « zones sans contrôle » (II)** - (17 février 2021) : p. 1149

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Article 1er** (*Missions du directeur d'école*) : p. 1639

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1775 - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1782 p. 1795 p. 1796 p. 1799 p. 1800 p. 1801 p. 1803 p. 1804 p. 1805 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 67 rectifié bis** (*Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation*) : p. 1820 - **Article 1er bis** (*Renforcement de l'information des maires sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur leur commune*) : p. 1824 - **Article 5** (*Facilitation de la mutualisation des polices municipales entre plusieurs communes*) : p. 1840 p. 1841

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 6 quater** - **Amendements n° 34 rectifié bis, n° 1 rectifié bis et n° 182 rectifié bis** (*Gardes champêtres - Compétences en matière de mise en fourrière - Clarification*) : p. 1885 - **Article additionnel après l'article 6 quinquies** - **Amendement n° 30 rectifié** (*Maires et leurs adjoints - Pouvoirs en matière de verbalisation - Information - Amélioration*) : p. 1888 - **Article 7** (*Encadrement de la sous-traitance*) : p. 1893 - **Article 13** (*Éléments d'identification communs des tenues portées par les agents*) : p. 1908

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1969 p. 1970 p. 1974 p. 1975 - **Article additionnel avant l'article 23** - **Amendement n° 66 rectifié** (*Sécurité publique des communes jusqu'à 50 000 habitants - Compétence de la gendarmerie - Autorisation*) : p. 1985 - **Article 23** (*Suppression des crédits de réduction de peine en cas d'infractions commises à l'encontre d'élus et de certains délinquants de l'autorité publique*) : p. 1991 p. 1993 - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 2009 - **Article 30 bis** (*Extension de l'obligation de créer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance*) : p. 2044 p. 2045 p. 2046 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2055 p. 2056

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2289 p. 2293 - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2328 p. 2329

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État*) : p. 2403

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Nouvelle lecture [n° 461 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2514

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 8** (*Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait*) : p. 2547 p. 2548 p. 2549

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Rappel au règlement** : p. 2579 - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2625

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2678 - **Article 21 bis A (nouveau)** (*Accès des familles instruisant en famille au service public du numérique éducatif et à la validation des acquis de l'expérience professionnelle*) : p. 2688 p. 2692 - **Article additionnel après l'article 21 bis A** - **Amendement n° 1 rectifié bis** (*Création ou direction d'un établissement scolaire hors contrat - Conditions - Modifications*) : p. 2695 - **Article additionnel avant l'article 22** - **Amendements n° 107 rectifié et n° 529 rectifié** (*Ouverture des établissements d'enseignement privés hors contrat - Condition - Substitution à la simple déclaration d'un régime d'autorisation*) : p. 2721 - **Article 22** (*Fermeture administrative des établissements privés hors contrat*) : p. 2726 p. 2728 - **Article additionnel après l'article 24** - **Amendement n° 479 rectifié bis** (*Établissement privé hors contrat - Présence effective du directeur dans son établissement - Garantie*) : p. 2738 - **Article 24 septies (nouveau)** (*Interdiction aux usagers de l'enseignement supérieur d'exercer des pressions sur la communauté universitaire ou de perturber la recherche, les conférences et débats*) : p. 2753

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la violence contre les élus locaux** - (7 avril 2021) : p. 2779

- **Mises au point au sujet de votes** - (7 avril 2021) : p. 2783

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés** - *Commission mixte paritaire [n° 495 (2020-2021)]* - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2791 p. 2792

- **Proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe** - *Commission mixte paritaire [n° 471 (2020-2021)]* - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2888 p. 2889 p. 2893 p. 2895

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2899 p. 2900 p. 2901 p. 2902 p. 2904 p. 2908 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 6 rectifié** (*Formation des élus locaux - Associations départementales - Seuil - Détermination*) : p. 2912 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 4** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Formation des élus - Montant des dépenses de formation*) : p. 2913 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 3** (*Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) - Composition*) : p. 2913 - **Article 1er ter (nouveau)** (*Cumul du droit individuel à la formation sur toute la durée du mandat*) : p. 2914 - **Article**

1er quater (nouveau) (Cofinancement des formations éligibles au DIFE) : p. 2915 - **Article 1er quinquies (nouveau)** (Modalités de garantie de l'équilibre financier du fonds DIFE) : p. 2915 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 10 rectifié** (Formation des élus locaux - Montant annuel des droits - Fixation triennale) : p. 2916 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 5 rectifié** (Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) - Droits individuels à la formation des élus locaux - Valeur minimale garantie) : p. 2916 - **Article 1er nonies (nouveau)** (Accès des élus locaux aux formations par un service dématérialisé) : p. 2917 - **Article 1er duodécies (nouveau)** (Renforcement du contrôle des organismes de formation agréés et encadrement du recours à la sous-traitance) : p. 2918 p. 2919 - **Article 1er terdecies (nouveau)** (Clarifications rédactionnelles) : p. 2919 - **Article 1er quaterdecies (nouveau)** (Assouplissement des modalités de transition) : p. 2920 - **Article additionnel après l'article 1er quaterdecies - Amendement n° 17** (Polynésie Française - Ordonnance n° 2021-45 - Compteurs Lifou - Actualisation) : p. 2921 - **Article 3 (nouveau)** (Coordination des dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie) : p. 2921 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 16** (Nouvelle-Calédonie - Ordonnance n° 2021-71 portant réforme de la formation des élus - Amendement de coordination) : p. 2922

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la répartition de la dotation globale de fonctionnement 2021** - (5 mai 2021) : p. 3409

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux négociations sur la pêche dans le cadre du Brexit** - (5 mai 2021) : p. 3420

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3591

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 98 rectifié** (Jeunes de 18 à 21 ans - Maintien dans le dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Prolongation) : p. 3959

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4731

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 12** (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) : p. 4923

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis C** (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique) : p. 5086 p. 5090 - **Article 19 bis D** (Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique) : p. 5097 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes) : p. 5199

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 404 rectifié** (Énergies renouvelables - Dispositifs de soutien - Disparités territoriales - Adaptation) : p. 5221

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (Menus végétariens) : p. 5411 p. 5412 - **Article 59 ter (priorité) (supprimé)** (Tarification sociale de la restauration scolaire) : p. 5418 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité) - Amendement n° 1803 rectifié** (Convention entre le directeur d'établissement scolaire (collège ou lycée) et le

président du conseil départemental ou régional - Volet relatif à la restauration scolaire) : p. 5435

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 61 bis (priorité)** (Réécriture des dispositions relatives aux projets alimentaires territoriaux, PAT) : p. 5509 p. 5510

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 32** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre en place une contribution régionale sur le transport routier de marchandises) : p. 5586 p. 5587 p. 5588 p. 5590 p. 5591 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 636, n° 1525 rectifié, n° 764 et n° 622 rectifié bis** (Déplacements nationaux et internationaux - Objectifs de développement d'un réseau de trains d'équilibre du territoire (TET)) : p. 5627

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 130 rectifié** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Compensation - Année de référence - Modification) : p. 6208

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la législation russe relative à l'appellation du champagne** - (7 juillet 2021) : p. 6528

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6534 p. 6535 p. 6550 p. 6551 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 260 rectifié** (Département - Division territoriale fondamentale) : p. 6551 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 130 rectifié** (Libre administration des collectivités territoriales - Principe - Réaffirmation) : p. 6552 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 519 rectifié bis** (Intercommunalités - Définition) : p. 6553 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié** (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression) : p. 6553 p. 6555 p. 6556 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 331** (Collectivités territoriales - Autonomie financière - Garantie constitutionnelle) : p. 6557 - **Article 1er** (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation) : p. 6558 p. 6559 p. 6560 - **Article 1er bis (nouveau)** (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation) : p. 6562 p. 6566 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 983 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Départements frontaliers - Compétences) : p. 6567 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 1131 rectifié bis** (Alsace - Droit local) : p. 6569 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 421 rectifié, n° 422 rectifié, n° 423 rectifié et n° 424 rectifié** (Départements et régions frontaliers - Départements d'outre-mer - Compétences spécifiques) : p. 6572 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 930 rectifié bis** (Évolution des services déconcentrés - Élus locaux - Consultation systématique) : p. 6573 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 178 rectifié bis** (Loi « Montagne » - Loi « Littoral » - Instance spécifique de conciliation - Création) : p. 6574 - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6578 p. 6580 p. 6581 p. 6582 p. 6583 p. 6584 p. 6585 p. 6586 p. 6587 p. 6588 p. 6589 p. 6590 p. 6591 p. 6592 p. 6593 p. 6594

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 114 rectifié ter, n° 124 rectifié bis, n° 126 rectifié bis, n° 111 rectifié ter, n° 112 rectifié ter et n° 113 rectifié ter** (Conseil municipal - Ordre du jour) : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1384 rectifié octies** (Urbanisme - Maire - Pouvoir de police) : p. 6608 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 266** (Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression) : p. 6610 p. 6611 - **Article 3** (Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP) : p. 6613 p. 6616 p. 6617 p. 6618 p. 6619 p. 6621 p. 6622 p. 6623 p. 6624 p. 6625 p. 6627 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement**

n° 1358 rectifié bis (Conférence départementale des exécutifs - Création) : p. 6629 - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 49 rectifié bis, n° 1057 rectifié ter, n° 1065 rectifié et n° 303 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre - Compétences - Délégation) : p. 6630 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 202 rectifié bis (Aide publique locale - Chef de file - Rôle) : p. 6631 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 203 rectifié bis (Collectivité territoriale - Autorité organisatrice - Définition) : p. 6632 - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1060 rectifié bis et n° 1061 rectifié bis (Commerces - Compétences économiques des communes) : p. 6633 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1044 rectifié ter (Conseils départementaux - Plates-formes d'initiative locale (PFIL) - Aides) : p. 6634 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1510 rectifié quater (Conseils départementaux - Aides économiques) : p. 6634 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1043 rectifié ter (Départements - Plates-formes d'initiative locale (PFIL) - Financement) : p. 6634 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1299 rectifié bis (Collectivité européenne d'Alsace - Coopération transfrontalière) : p. 6635 p. 6636 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 980 rectifié bis, (Collectivité européenne d'Alsace - Économie touristique) : p. 6636 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis (Métropole de Lyon - Nature juridique) : p. 6637 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1509 rectifié bis (Conférence territoriale des maires - Pouvoir) : p. 6640 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1046 rectifié (Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine des communes) : p. 6640 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1436 rectifié bis (Métropole de Lyon - Clause de sauvegarde) : p. 6641 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1049 rectifié (Métropole de Lyon - Organisation) : p. 6641 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1523 rectifié bis (Métropole de Lyon - Pouvoirs de police) : p. 6642 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 217 rectifié (Communes touristiques - Instances intercommunales - Représentation) : p. 6642 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 932 rectifié bis (Outre-mer - Communes touristiques) : p. 6643 - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 59 rectifié ter, n° 1456 rectifié quater, n° 190 rectifié septies, n° 814 rectifié ter, n° 1031 rectifié quater, n° 913 rectifié bis, n° 191 rectifié quater, n° 576 rectifié quinquies, n° 815 rectifié, n° 1032 rectifié et n° 1457 rectifié bis (Communes touristiques - Compétence « promotion du tourisme ») : p. 6646 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 975 rectifié ter (Communauté de communes - Compétences) : p. 6647 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1073 rectifié bis (Schéma de cohérence territoriale - Tissu commercial de proximité - Principe de différenciation) : p. 6648 - Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 790 rectifié bis et n° 1016 rectifié (Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Intérêt transfrontalier) : p. 6649 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 89 rectifié (Conventions interrégionales de massif - Attribution des crédits - Information) : p. 6650 - Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 799 rectifié ter (Intercommunalité - Périmètres administratifs - Rapport au Parlement) : p. 6650 - Article 3 bis (nouveau) (Facilitation de la délégation de compétences entre l'État et les collectivités) : p. 6650 p. 6651 p. 6652 - Article 3 ter (nouveau) (Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle) : p. 6653 - Article 3 quater (nouveau) (Comité État-régions) : p. 6654 - Article 3 quinquies (nouveau) (Facilitation de l'inscription à l'ordre du jour d'une fusion de conseil régional et des conseils départementaux) : p. 6654 - Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendements n° 1109 rectifié et n° 1365 rectifié bis (Département - Changement de région - Consultation des électeurs) : p. 6656 p. 6658 - Article 4 (Élargissement de la participation citoyenne locale) : p. 6659 p. 6660 p. 6662 p. 6664 p. 6665 p. 6666 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 392 rectifié bis (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Consultation populaire) : p. 6667 - Article additionnel après

l'article 4 - Amendement n° 1378 rectifié (Intercommunalité - Transferts de compétences - Concertation publique) : p. 6667 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1001 rectifié bis (Communes - Budget participatif) : p. 6668 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 922 rectifié (Collectivités territoriales - Consultation populaire) : p. 6669 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 920 rectifié (Région - Conseil citoyen - Création) : p. 6669 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1002 rectifié bis (Assemblées délibérantes des collectivités territoriales - Séance annuelle de questions orales - Instauration) : p. 6670 p. 6671 p. 6672 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 936 rectifié ter (Hémicycles régionaux et départementaux - Questions orales) : p. 6673 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 34 rectifié quater, n° 48 rectifié bis, n° 144 rectifié ter, n° 628 rectifié, n° 1150, n° 1188 rectifié ter et n° 1467 rectifié bis (Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne) : p. 6675 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 923 rectifié (Maire - Retrait de délégations - Élus municipaux - Vote par bulletin secret) : p. 6676 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1364 (Conseils de quartier - Mise en place - Seuil - Abaissement) : p. 6676 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1007 rectifié bis (Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine) : p. 6677 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 933 rectifié bis (Assemblées régionales - Groupes minoritaires - Droit d'expression) : p. 6677 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 746 (Corse - Chambre des territoires - Composition) : p. 6678 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 446 rectifié (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Conseils de développement) : p. 6679 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1198 rectifié bis, n° 1246 rectifié bis et n° 1688 (Intercommunalité - Scission) : p. 6680 p. 6681 p. 6682 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 200 rectifié bis et n° 1009 rectifié (Conférence des maires - Consultation pour avis - Modalités) : p. 6683 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 394 (Conseil communautaire - Conférence des maires - Sujets de consultation) : p. 6683 - Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1028 rectifié, n° 1063 rectifié bis, n° 1179 et n° 1455 rectifié bis (Communes de montagne - Délégations) : p. 6684 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1311 rectifié (Syndicat de communes - Comité syndical - Composition) : p. 6687 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 395 (Syndicat mixte - Communauté de commune - Adhésion) : p. 6687 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1375 (Collectivités territoriales - Dispositifs de démocratie directe - Expérimentation) : p. 6688 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 890 rectifié bis (Statut d'agent civique territorial - Création - Rapport au Parlement) : p. 6688 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1199 (Délimitation des régions - Rapport au Parlement) : p. 6689 - Article 4 bis (nouveau) (Transfert de compétences « à la carte » des communes membres vers leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) : p. 6690 p. 6692 - Article 4 ter (nouveau) (Critère de l'intérêt communautaire ou métropolitain pour l'exercice de diverses compétences au sein du bloc communal) : p. 6693 p. 6694 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 518 rectifié bis et n° 1600 rectifié bis (Conseillers communautaires - Répartition des sièges) : p. 6695 - Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 1596 rectifié bis, n° 1597 rectifié bis, n° 1598 rectifié bis et n° 1599 rectifié bis (Politique locale du commerce - Intercommunalités - Répartition des compétences) : p. 6695 p. 6696 p. 6696 p. 6696 - Article 4 quater (nouveau) (Conférence de dialogue État-collectivités) : p. 6697 p. 6698 - Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 189 rectifié quater, n° 1029 rectifié bis et n° 1096 rectifié bis (Code de la montagne - Création) : p. 6699 - Article 5 bis (nouveau) (Suppression du caractère obligatoire du transfert des compétences « eau », « assainissement » et « gestion des eaux pluviales urbaines ») : p. 6710 - Article additionnel après l'article 5 ter - Amendements n° 773 rectifié bis et n° 1286 rectifié (Règles départementales relatives à la défense

extérieure contre l'incendie - Mise en œuvre - Évaluation - Rapport au Parlement) : p. 6715 p. 6716 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1090 rectifié ter** (Établissement public territorial de bassin - Gestion des inondations - Expérimentation) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 142 rectifié quinquies n° 727 et n° 1321** (Région Grand Est - Taxe poids lourds) : p. 6739

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1270 rectifié** (Gardes champêtres - Constat d'infractions - Appareil photographiques - Utilisation - Autorisation) : p. 6772 - **Article 12** (Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6777 p. 6778 - **Article 12 ter (nouveau)** (Modification de la composition de la CDPNAF) : p. 6781 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (Commissions départementales des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Plans locaux d'urbanisme - Consultation) : p. 6785

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 19** (Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher ») : p. 6899 p. 6900 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6916 - **Article 22 ter (nouveau)** (Ajout au contingent communal d'attribution de logements sociaux du reste des logements non réservés) : p. 6934

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p.7009 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1412** (Zone de montagne - Exploitant d'une résidence de tourisme - Acquisition de meubles - Droit de priorité - Opérateur agréé par l'État - Cession à titre gratuit) : p.7013 - **Article 27 (précédemment réservé)** (Raccourcissement des délais et élargissement des procédures d'acquisition de biens sans maître et en état d'abandon manifeste) : p.7016 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 777 rectifié bis** (Propriétaire privé - Terrain - Obligation de remise en état - Maire - Possibilité d'injonction) : p.7017 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 697 rectifié bis** (Zone de montagne - Parcelle forestière - Bien sans maître - Propriétaires de parcelles contiguës - Cession prioritaire) : p.7018 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 1622 rectifié bis** (Expropriation pour cause d'utilité publique - Acompte sur indemnité d'éviction - Extension à tous les locataires) : p.7019 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 1086 rectifié ter** (Jeux Olympiques et paralympiques de 2024 - Titres d'occupation du domaine public - Maires - Compétences de plein droit) : p.7020 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 150 rectifié** (Secret professionnel et fiscal - Collectivités locales - Dérogation à l'article L.103 du livre des procédures fiscales) : p.7020 - **Article additionnel après l'article 27 bis (précédemment réservé) - Amendement n° 694 rectifié bis** (Chemins ruraux - Vente - Enquête publique préalable - Dispense) : p.7021 - **Article 29 (précédemment réservé)** (Appui du département à l'élaboration du programme local de l'habitat, PLH) : p.7023

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (Gouvernance des agences régionales de santé) : p. 7042

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)]** - (15 juillet 2021) - **Débat commun** : p. 7087

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de**

simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (15 juillet 2021) - **Article 35 bis (nouveau)** (Président du conseil départemental - Bénéficiaires du RSA - Pouvoir de contrôle) : p. 7123 p. 7124 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 982 rectifié** (Revenu de solidarité active (RSA) - Droits et devoirs des bénéficiaires) : p. 7126 p. 7127 - **Article 36** (Compétence départementale en matière d'habitat inclusif et d'adaptation des logements au vieillissement de la population) : p. 7128 - **Article 39** (Recours obligatoire au traitement automatisé d'appui à l'évaluation de la minorité pour l'évaluation de la minorité et de l'isolement des personnes se déclarant mineurs non accompagnés) : p. 7140 p. 7141 p. 7142 p. 7143 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 314 rectifié** (Fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) - Abrogation) : p. 7144 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 216 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Évaluation de l'âge - Conseil départemental) : p. 7145 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 215 rectifié** (Refus de procéder à des examens radiologiques osseux - Présomption de majorité) : p. 7146 - **Article 40** (Transfert des directeurs des établissements de l'aide sociale à l'enfance de la fonction publique hospitalière vers la fonction publique territoriale) : p. 7147 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 417** (Entreprises - Clause de répétition de la subvention) : p. 7148 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 855 rectifié bis et n° 1323 rectifié bis** (Agence départementale des solidarités - Création) : p. 7148 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1512 rectifié bis** (Repérage des violences conjugales - Rôle du conseil départemental) : p. 7149 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 856 rectifié bis et n° 1324 rectifié bis** (Établissements sociaux et médico-sociaux - Tarification - Nomination de directeurs - Rôle du président du conseil départemental) : p. 7150 - **Article additionnel avant l'article 41 - Amendement n° 596** (Transfert de la médecine scolaire aux départements - Rapport au Parlement) : p. 7151 p. 7152 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 556** (Enfants de moins de trois ans - Scolarisation) : p. 7153 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 565** (Ouverture d'une école ou d'une classe - Financement) : p. 7154 p. 7155 - **Article additionnel après l'article 41 (suite) - Amendements n° 560 et n° 988 rectifié ter** (Amendements n° 560 : Modification de la carte scolaire et n° 988 rectifié ter : Fermetures d'écoles ou de classes élémentaires - Consultation du conseil municipal) : p. 7176 - **Article 41 bis (nouveau)** (Renforcement du rôle des régions dans le pilotage de la politique d'enseignement supérieur et de recherche) : p. 7177 p. 7178 p. 7179 - **Article additionnel après l'article 41 bis - Amendement n° 179 rectifié** (Calendrier scolaire national - Adaptation locale) : p. 7180 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1731** (Enseignement supérieur - Planification pluriannuelle des besoins) : p. 7180 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1608 rectifié bis** (Plans régionaux de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) - Fléchage vers les métiers de la transition écologique) : p. 7181 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 802 rectifié** (Relations entre les services déconcentrés de l'éducation nationale et les collectivités territoriales - Bilan annuel) : p. 7181 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1572 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Infrastructures sportives) : p. 7182 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1125 rectifié** (Éducation artistique et culturelle - Rôle des départements) : p. 7183 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 137 rectifié bis** (Schéma départemental de la solidarité territoriale) : p. 7184 - **Article 43** (Compensations financières des transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7186 p. 7187 p. 7188 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporalité) : p. 7189 p. 7190 p. 7191 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 284 rectifié** (Dotation globale des communes à l'échelle intercommunale) : p. 7191 p. 7192 - **Article 44** (Transfert des services et agents de l'État aux collectivités et

groupements concernés par les transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p. 7193 p. 7194 p. 7195 p. 7196

- Suite de la discussion (16 juillet 2021) - **Article 46 quater (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7219 - **Article additionnel après l'article 46 quinquies** - **Amendement n° 290** (Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) - Conseil d'administration - Composition - Modification) : p. 7224 - **Article 47 (supprimé)** (Révision des contrats de cohésion territoriale) : p. 7225 - **Article 53** (Délégation à l'exécutif local des décisions d'admission en non-valeur de titres de faible montant) : p. 7240 - **Article additionnel après l'article 53** - **Amendement n° 1516 rectifié** (Budgets participatifs - Présentation du budget primitif - Mention obligatoire) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53** - **Amendement n° 951 rectifié bis** (Conseil régional - Subventions aux associations - Président - Compétence déléguée) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53** - **Amendement n° 950 rectifié bis** (Conseil régional - Octroi des aides aux entreprises - Président - Compétence déléguée) : p. 7242 - **Article additionnel après l'article 53** - **Amendement n° 1089 rectifié ter** (Comptes administratifs - Comptes de gestion - Date limite de vote - Report) : p. 7242 - **Article additionnel après l'article 53 bis** - **Amendement n° 952 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Fonds publics alloués - Modalité de contrôle) : p. 7243 - **Article 53 quinquies (nouveau)** (Délégation aux exécutifs locaux de la conclusion de conventions en matière d'archéologie préventive) : p. 7244 - **Article 54** (Cession de biens meubles à titre gratuit par les collectivités) : p. 7245 - **Article additionnel après l'article 54** - **Amendement n° 425** (Collectivités territoriales - Biens mobiliers - Aliénation de gré à gré - Somme maximale - Fixation par les organes délibérants) : p. 7245 - **Article 55** (Clarification du délai de renonciation du président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'un groupement de collectivités territoriales au transfert des pouvoirs de police spéciale) : p. 7246 p. 7247 - **Article additionnel après l'article 55** - **Amendements n° 214 rectifié ter, n° 396 rectifié et n° 1602 rectifié** (Agents de services communs - Autorité fonctionnelle de référence) : p. 7248 - **Article additionnel après l'article 55** - **Amendements n° 415 rectifié et n° 1138** (Infraction en matière de collecte des déchets - Recherche et constat - Président d'intercommunalité - Possibilité de missionner des agents assermentés) : p. 7250 - **Article additionnel après l'article 55** - **Amendement n° 759 rectifié bis** (Programmes opérationnels régionaux - Schémas régionaux de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) - Élaboration - Alignement) : p. 7250 - **Article 50 (précédemment réservé)** (Partage de données entre administrations) : p. 7261 p. 7263 p. 7264 p. 7266 p. 7267 p. 7269 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé)** - **Amendement n° 774 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Droit à régularisation en cas d'erreur) : p. 7270 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé)** - **Amendement n° 1517 rectifié ter** (Stratégie de développement des usages et services numériques (SDUSN)) : p. 7271 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé)** - **Amendement n° 297** (Cartes nationales d'identité - Mode de délivrance) : p. 7272 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé)** - **Amendements n° 162 rectifié bis, n° 476 rectifié ter, n° 678 rectifié bis et n° 1330 rectifié bis** (Inclusion numérique - Lutte contre l'illectronisme - Compétence départementale) : p. 7275 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé)** - **Amendements n° 399 rectifié, n° 161 rectifié ter, n° 677 rectifié bis, n° 864 rectifié bis et n° 1329 rectifié bis** (Schéma départemental d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme - Création) : p. 7276

- Suite de la discussion (19 juillet 2021) - **Article 52 (supprimé) (précédemment réservé)** (Accélérer la mise en place des Bases Adresses Locales utiles pour le déploiement du très haut débit) : p. 7284 - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés)** - **Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence) : p. 7287 - **Article**

additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendement n° 1070 rectifié (Conseil municipal - Actes et délibérations - Affichage électronique) : p. 7288 - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendement n° 1735** (Collectivités territoriales - Groupe d'élus - Budget) : p. 7289 - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° 1352** (Péage urbain à l'entrée de la commune - Interdiction) : p. 7289 - **Article 60** (Modification du régime du droit de préemption pour la préservation de la ressource en eau et des « obligations réelles environnementales ») : p. 7291 p. 7292 p. 7293 p. 7294 p. 7295 p. 7296 - **Article 64** (Contrôle du raccordement des immeubles au réseau public d'assainissement collectif) : p. 7319 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° 1723** (Obligations en matière d'assainissement - Procédure de mise en demeure) : p. 7319 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° 362 rectifié** (Gestion des déchets - Planification intercommunale) : p. 7320 - **Article 65** (Habilitation à réformer le régime de la publicité foncière par ordonnance) : p. 7321 - **Article 66** (Mutualisation des fonctions support de certains établissements publics de l'État) : p. 7323 - **Article additionnel après l'article 66 - Amendements n° 803 rectifié et n° 804 rectifié** (Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public - Critère d'accessibilité) : p. 7324 - **Article 67** (Réforme des statuts de l'établissement public industriel et commercial La Monnaie de Paris) : p. 7325 - **Article 67 bis (nouveau)** (Instauration du comité social d'administration de l'Agence nationale de cohésion des territoires) : p. 7326 - **Article 70** (Contrôle des entreprises publiques locales par les collectivités territoriales et groupements actionnaires : contenu du rapport des mandataires, vote sur celui-ci et accord préalable aux prises de participation) : p. 7329 p. 7330 p. 7331 - **Article 71** (Désignation d'un commissaire aux comptes par les entreprises publiques locales et obligations de celui-ci) : p. 7333 - **Article 72** (Contrôle de l'Agence française anticorruption sur les entreprises publiques locales) : p. 7334 - **Article 73** (Sanction du défaut de communication des délibérations des organes des entreprises locales au représentant de l'État) : p. 7334

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7379 p. 7380 p. 7384 p. 7387 p. 7388

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendements n° 118 rectifié et n° 1312 rectifié** (Mandataires sociaux au sein d'une des sociétés d'économie mixte locale - Contrôle déontologique de leur reconversion professionnelle dans le secteur privé) : p. 7588 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° 1566 rectifié ter** (Sites naturels ouverts au public - Simplification du droit de la responsabilité de leur propriétaire ou gestionnaire) : p. 7589 - **Article 73 bis (nouveau)** (Statut des élus locaux siégeant au sein des organes des filiales d'entreprises publiques locales) : p. 7590 - **Article 73 ter (nouveau)** (Conditions d'application des règles relatives aux conflits d'intérêts aux élus locaux qui représentent une collectivité territoriale ou un groupement au sein d'organismes extérieurs) : p. 7592 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 56 rectifié bis et n° 635 rectifié bis** (Conflit d'intérêt - Modification de sa définition) : p. 7593 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 957 rectifié ter** (Conflit d'intérêt entre deux intérêts publics - Précision) : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 54 rectifié bis et n° 1302 rectifié ter** (Définition du délit de « prise illégale d'intérêt » - Encadrement juridique de la notion « d'intérêt quelconque ») : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 55 rectifié bis** (Délit d'octroi d'avantage injustifié de l'article 432-14 du code pénal - Champ d'application) : p. 7595 - **Article 73 quater (nouveau)** (Habilitation des sociétés publiques locales à exercer des activités accessoires) : p. 7595 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 739 rectifié**

bis (Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Composition de la commission auprès du préfet) : p. 7598 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 1690** (Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER) - Études de prospective territoriale régionale) : p. 7598 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 407 rectifié bis** (Accès des citoyens aux débats et décisions des collectivités - Recours aux moyens modernes de communication) : p. 7599 p. 7600 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 406 rectifié** (Politique des collectivités territoriales - Généralisation des missions d'information et d'évaluation) : p. 7600 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 931 rectifié** (Droit de dérogation reconnu au préfet - Rapport au Parlement) : p. 7601 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 404 rectifié bis** (Procédure de révision libre des attributions de compensation - Condition de majorité) : p. 7601 - **Article 74 bis (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7602 - **Article 74 ter (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7603 p. 7604 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres) : p. 7606 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 181 rectifié quater, n° 325 rectifié quinquies, n° 574 rectifié quinquies, n° 813 rectifié bis et n° 1485 rectifié ter** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Présence garantie d'un conseiller municipal d'une commune classée montagne) : p. 7606 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 437** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Généralisation de la publicité de ses avis) : p. 7607 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 782 rectifié ter, n° 845 rectifié ter et n° 995 rectifié bis** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Missions d'analyses des impacts techniques et financiers des normes relatives aux collectivités territoriales) : p. 7608 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 434 rectifié** (Droit d'opposition de l'auteur d'une proposition de loi à la transmission de son texte au Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Suppression) : p. 7608 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 435 rectifié** (Propositions de lois - Saisine obligatoire pour avis du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN)) : p. 7609 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 177 rectifié bis** (Saisine du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN) par le président de la commission permanente d'un comité de massif - Autorisation) : p. 7609 - **Article 74 quater (nouveau)** (Dérogation au scrutin secret pour l'élection des représentants au sein des EPCI) : p. 7610 - **Article additionnel après l'article 74 quater - Amendements**

n° 213 rectifié ter et n° 1601 rectifié bis (Travaux des commissions départementales des impôts directs - Représentation des communes et intercommunalités) : p. 7610 - **Article additionnel après l'article 74 quater - Amendement n° 427 rectifié** (Siège de l'hôtel de département - Détermination par le conseil départemental) : p. 7611 - **Article 74 quinquies (nouveau)** (Clarification et simplification en matière de droit funéraire) : p. 7612 - **Article 56 (précédemment réservé)** (Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence) : p. 7617 p. 7618 p. 7622 p. 7623 p. 7624

- Suite de la discussion (21 juillet 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 7653 p. 7660

- Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - Discussion générale : p. 8092

- Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)] - (12 octobre 2021) - Demande de renvoi à la commission : p. 9028 p. 9029 - Discussion générale : p. 9029 p. 9030 p. 9035 p. 9036 - **Article 1er** (Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins) : p. 9040 p. 9041 p. 9043 p. 9045 - **Article 2 (supprimé)** (Interdiction pour les parlementaires de percevoir des indemnités pour l'exercice des fonctions de maire ou d'adjoint au maire) : p. 9047 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 9048

- Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)] - (19 octobre 2021) - **Article 4 (précédemment réservé)** (Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure) : p. 9358 p. 9359

- Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)] - (27 octobre 2021) - **Article 4 ter (supprimé)** (Information sur la lutte contre les stéréotypes de genre par les associations familiales) : p. 9640

- Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)] - (28 octobre 2021) - **Article 4 ter** (Création d'un traitement de données spécifique pour les établissements d'enseignement scolaire) : p. 9776

- Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)] - (14 décembre 2021) - **Article 2 bis** (Encadrement de la dévolution de l'exercice de l'autorité parentale au parent survivant) : p. 11793

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Europe.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France le 23 novembre 2021.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis rapporteur du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La France peut-elle contribuer au réveil européen dans un XXI^e siècle chinois ? [n° 846 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Influences étatiques extra-européennes : Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques [n° 873 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 165 tome 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur un nécessaire soutien à la liberté académique en Europe [n° 282 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Culture - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Dunja Mijatovic, commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Déplacement en Guyane - Communication de MM. Christian Cambon, Cédric Perrin, Mme Hélène Conway-Mouret, MM. Jacques Le Nay et Richard Yung.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, EURATOM) 2020\2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la

décision 2014\335\UE, EURATOM : communication de MM. Jean-François Rapin et Patrice Joly.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de M. Christian Lechervy, ambassadeur de France en Birmanie.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 1^{ère} partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 25 au 29 janvier 2021 : communication de M. Alain Milon, premier vice-président de la délégation française à l'APCE.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Réserve d'ajustement au Brexit : examen du rapport de M. Jean-François Rapin sur la proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM (2020) 854 final du 25 décembre 2020.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe du 24 au 26 février 2021 : communication de M. Pascal Allizard, premier vice-président de la délégation française.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Désinformation en ligne : communication et avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Justice et affaires intérieures - État de droit dans l'Union européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Philippe Bonnecarrère et Jean-Yves Leconte.

Questions diverses.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Stratégie vaccinale de l'Union européenne : Communication - Certificat vert européen : proposition de résolution européenne et avis politique.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut français des relations

internationales (IFRI) et de M. Corentin Sellin, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Réexamen de la politique commerciale de l'Union européenne - Communication de MM. Jean-François Rapin et Didier Marie.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Table ronde sur l'actualité européenne de la pêche avec MM. Virginijus Sinkevicius, commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, François-Xavier Bellamy, député européen, Pierre Karleskind, président de la commission de la pêche du Parlement européen, et Mme Caroline Roose, députée européenne.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de MM. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, et Juhan Lepasaar, directeur général de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Les enjeux stratégiques du spatial - Audition de Mme Isabelle Sourbès-Vergèr, chercheur au CNRS et de M. Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Deuxième partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 19 au 23 avril 2021 : communication de M. Alain Milon, premier vice-président de la délégation française à l'APCE.

Proposition de résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Réunion avec les commissions des affaires européennes du Bundestag, de la Chambre des députés, du Sénat polonais et du Sénat français (« triangle de Weimar »).

Réunion du jeudi 24 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Supervision au sein de l'union bancaire : communication et avis politique de MM. Jean-François Rapin et Richard Yung.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de

M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de MM. Thierry Chopin, président, Michel Foucher, Jean-François Jamet et Mme Dominique Schnapper, membres du comité de réflexion et de propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Institutions européennes - Audition de S.E. Mme Metka Ipavic, ambassadrice de Slovénie en France, sur les priorités de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de M. Pierre Buhler, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de Mme Gillian Bird, ambassadrice d'Australie en France.

Réunion du mercredi 1er septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de M. Guillaume Gellé, vice-président de la Conférence des présidents d'université, sur les influences étrangères dans le monde universitaire et académique français.

Audition sur les relations des établissements d'enseignement supérieur avec les instituts Confucius.

Réunion du mardi 7 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de M. James Paterson, sénateur et président de la commission conjointe du Parlement australien sur le renseignement et la sécurité.

Réunion du jeudi 9 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Séquence 1 : « Quelle couverture médiatique nationale pour l'actualité européenne ? ».

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances, fiscalité - Proposition de règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques) dite Digital Markets Act - Examen du rapport de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institution européennes - Déplacement d'une délégation de la commission des affaires européennes en Roumanie du 29 septembre au 2 octobre 2021 - Communication.

Justice et affaires intérieures - Articulation entre le droit de l'Union européenne et le droit national : communication de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information « Influences étatiques extra-européennes » - Présentation du rapport « Mieux protéger notre patrimoine scientifique et nos libertés académiques ».

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2021) 554 modifiant le règlement (UE) 2018-841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la fixation des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement dans la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le secteur de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et le règlement (UE) 2018-1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, des rapports, du suivi des progrès et de la révision - Proposition de résolution européenne.

Présentation des résultats de la consultation sénatoriale en ligne des élus locaux sur l'avenir de l'Europe, en présence des associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Inclusion du nucléaire dans le règlement délégué complétant le règlement (UE) 2020-852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019-2088 : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Claude Kern, Daniel Gremillet et Pierre Laurent.

Politique de coopération - État des relations Union européenne-Suisse : communication de Mme Florence Blatrix Contat et M. Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

(*commission des lois*) : Audition de M. Didier Reynders, commissaire européen à la justice.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, finances, fiscalité - Subventions étrangères dans le marché intérieur : communication et proposition de résolution européenne.

Numérique - Digital Services Act - Rapport, proposition de résolution européenne et avis politique.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Liberté académique en Europe - Communication, proposition de résolution européenne et avis politique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action européenne de sauvegarde des droits humains dans le monde** - (3 février 2021) : p. 718

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2120 p. 2121 p. 2134

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tensions diplomatiques avec la Chine** - (24 mars 2021) : p. 2153

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3536

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé))** : p. 3677 - **Rapport annexé** : p. 3688

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé (Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé))** : p. 3761 p. 3771 p. 3774

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) : p. 3810 p. 3815 p. 3822 p. 3823 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Financement d'actions de coopération par les autorités organisatrices de la mobilité)** : p. 3847 - **Article 9 (Création d'une commission indépendante d'évaluation compétente en matière de développement solidaire)** : p. 3864 p. 3865 p. 3867 p. 3868 p. 3869 p. 3870 p. 3871 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3881

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au détournement d'un avion en Biélorussie** - (26 mai 2021) : p. 4241

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4491

- **Débat sur la régulation des Gafam** - (3 juin 2021) : p. 4568

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4600 p. 4600

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5489 p. 5494

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9127

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10578

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11610 p. 11622

GAY (Fabien)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (4 octobre 2021).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Évolution des modes de travail, défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs ? [n° 759 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management ».

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Florian Faure, directeur des affaires sociales et de la formation, et Philippe Chognard, responsable du pôle conditions de travail à la Confédération des PME (CPME), et du docteur Pierre Thillaud, représentant titulaire de la CPME au Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Table ronde sur « L'impact des nouveaux modes de travail et de management sur la santé ».

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*) : Retraits et rappels de produits à base de graines de sésame importées d'Inde ne respectant pas les normes minimales requises dans l'Union européenne - Présentation du rapport d'information.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler autrement.

Table ronde sur « Les nouveaux modes de travail et de management », en présence de chefs d'entreprise.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les : « Difficultés des TPE et PME dans la crise : comment franchir le cap du 1er semestre 2021 ? ».

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition plénière - Table ronde avec les syndicats de salariés.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Isabelle Liberge, présidente de la Fédération nationale des groupements d'employeurs (FNGE).

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde Quelles perspectives pour le télétravail ?.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Meleyne Rabot, directrice générale de Just Eat France.

Audition du Syndicat national des groupements d'employeurs (SNGE).

Réunion du mardi 13 avril 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Mise en application de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « Les travailleurs des plateformes ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport pour avis.

Audition de M. Alexandre Bompard, président-directeur général de Carrefour.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements proposés par les rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Bigot, directeur général d'ITER Organization.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 13 p. 18

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 155 p. 158 p. 166 p. 167

- **Question orale sans débat sur la réalisation de la ligne 17 et les impacts du calendrier sur la ville de Tremblay-en-France** - (19 janvier 2021) : p. 190 p. 191

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 532 p. 533 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11** (*Ordonnances prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire - Ratification de manière expresse - Obligation*) : p. 537

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Mise à l'épreuve éducative du mineur - Contrat d'engagements réciproques entre les titulaires de l'autorité parentale et le service de la protection judiciaire de la jeunesse - Création*) : p. 552 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 19** (*Notification des droits du mineur - Écrite et orale dans une langue compréhensible - Obligation*) : p. 559

- **Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) [n° 305 (2020-2021)]** - (9 février 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 937

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1309 p. 1314 p. 1315 p. 1320

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la vaccination dans les écoles** - (24 mars 2021) : p. 2150

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2220 p. 2224 p. 2225

- **Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention - Commission mixte paritaire [n° 473 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2265

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article 1er** (*Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public*) : p. 2323 p. 2328 p. 2336

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des établissements d'enseignement face à la crise sanitaire** - (31 mars 2021) : p. 2372

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (31 mars 2021) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques*) : p. 2381 p. 2384 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater** (*Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications*) : p. 2392 p. 2393 - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (*Obligations du référent laïcité*) : p. 2394 - **Article 3** (*Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) : p. 2412 p. 2414 p. 2415 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Extension du champ du dispositif de signalement destiné aux agents publics et clarification des mesures conservatoires pouvant être prises en cas de risque manifeste d'atteinte grave à leur intégrité physique*) : p. 2434 p. 2435 - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2447 p. 2448

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 18** (*Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens*) : p. 2620 p. 2621 p. 2622 p. 2623

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (II)** - (7 avril 2021) : p. 2774 p. 2775

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 531 rectifié** (*Organes d'administration des collèges - Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) - Rôle d'expertise*) : p. 2833 - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2842 p. 2844 - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2861 p. 2865

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3058

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3130 p. 3134 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 28 (Directive 2014/23/UE - Mise en conformité de la législation française - Conséquences - Rapport au Parlement)** : p. 3141 p. 3142 p. 3143 - **Article 2 (Intégration dans la « loi quinquennale », qui fixera nos objectifs énergétiques et climatiques à compter de 2023, de la production et du stockage de l'énergie hydraulique)** : p. 3145 p. 3146 - **Article 3 (Consolidation de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en matière de production et de stockage de l'énergie hydraulique)** : p. 3148 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 5 rectifié bis et n° 45 (Recherche du meilleur coût-efficacité dans le code de l'environnement - Intégration)** : p. 3156 p. 3157 - **Article 6 bis (nouveau) (Dispense d'autorisation au titre du code de l'environnement pour les activités accessoires des installations hydroélectriques)** : p. 3162 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre Suez et Veolia** - (14 avril 2021) : p. 3190

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3301

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3302 p. 3306 p. 3312 p. 3313 p. 3314 p. 3315

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3326

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)]** - (4 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3340

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les règles de propriété intellectuelle relatives aux vaccins** - (5 mai 2021) : p. 3415

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10 (Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création)** : p. 3575

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4269 p. 4270 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 (Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement)** : p. 4277 - **Article 4 (Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal)** : p. 4281 p. 4282

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût réel des compteurs Linky pour les usagers** - (2 juin 2021) : p. 4454 p. 4455

- **Question orale sans débat sur l'accès aux soins en Seine-Saint-Denis et la situation de l'hôpital de Montreuil** - (3 juin 2021) : p. 4539

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (9 juin 2021) : p. 4648

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667**

(2020-2021)] - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4772 - **Article additionnel avant le titre 1er A - Amendements n° 126, n° 128 rectifié ter, n° 141, n° 235, n° 673 rectifié et n° 1684 (Respect des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre - Engagement de la France)** : p. 4776 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 859 rectifié (Taxe carbone aux frontières européennes - Création)** : p. 4781 - **Article 1er (Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services)** : p. 4800 p. 4808

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la levée des brevets sur les vaccins contre le covid-19** - (16 juin 2021) : p. 4964

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 810 rectifié et n° 792 (Missions de la Caisse des dépôts et consignations - Financement de la transition écologique des entreprises françaises)** : p. 5021 p. 5023 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 143 rectifié (Moratoire sur les accords de libre échange - Rapport au Parlement)** : p. 5026 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 1976 rectifié, n° 585 rectifié bis, n° 776 rectifié, n° 1768 rectifié ter, n° 1975 rectifié bis, n° 808, n° 1511 (Transition écologique - Grandes entreprises françaises - Publication d'un rapport climat)** : p. 5034 p. 5035 - **Article 16 (Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE)** : p. 5041 p. 5042 - **Article 17 (Ajout de deux personnalités qualifiées dans le domaine de la transition écologique avec voix consultative au sein des CREFOP)** : p. 5050 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 856 (Transition écologique - Accompagnement des travailleurs en reconversion professionnelle - Rapport au Parlement)** : p. 5052 - **Article 18 (Rôle des opérateurs de compétence (OPCO) dans l'accompagnement des entreprises sur les enjeux relatifs à la transition écologique)** : p. 5052

- **Suite de la discussion (17 juin 2021) - Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 813 rectifié, n° 936 rectifié, n° 1885 et n° 1424 (Objectifs de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 - Renforcement du puits de carbone forestier)** : p. 5102 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 553 rectifié bis, n° 1101, n° 1426 et n° 1881 (Coupes d'un seul tenant de la totalité des arbres d'une parcelle sans régénération acquise (coupes rases) - Interdiction)** : p. 5104 - **Article 20 (Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt)** : p. 5136 p. 5138 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 417 (Lutte contre les pollutions engendrées par l'activité minière en Guyane et dans tous les départements et territoires d'outre-mer - Mise en place d'un plan)** : p. 5145 - **Article 20 bis A (Modification des procédures applicables aux titres miniers, avec l'introduction d'une analyse environnementale, économique et sociale et l'application d'un régime de plein contentieux)** : p. 5158 p. 5159 p. 5160 - **Article 20 bis (Politique nationale des ressources et des usages du sous-sol)** : p. 5163 p. 5164 - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission) (Renforcement de sanctions pénales prévues par le code minier)** : p. 5169 p. 5170 - **Article additionnel après l'article 20 undecies - Amendement n° 414 rectifié (Exploitation minière industrielle aurifère - Moratoire en Guyane et dans tous les territoires et départements d'outre-mer)** : p. 5176 - **Article 21 (Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier)** : p. 5183 p. 5184 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 823 (Installation de production d'énergie électrique d'origine éolienne - Renforcement du rôle des élus locaux)** : p. 5196 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié (Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes)** : p. 5199 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 821 (Développement de la production d'électricité éolienne - Répartition quantitative des objectifs décidée nationalement)** : p. 5202

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 59 (priorité)** (*Menus végétariens*) : p. 5411 - **Article 59 ter (priorité) (supprimé)** (*Tarifification sociale de la restauration scolaire*) : p. 5417 p. 5418 - **Article 60 (priorité)** (*Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée*) : p. 5420 p. 5423 - **Article additionnel après l'article 60 (priorité)** - **Amendement n° 830 rectifié bis** (*Restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge - Approvisionnements en viandes locales et/ou durables*) : p. 5433 p. 5434 - **Article additionnel après l'article 60 bis (priorité)** - **Amendement n° 829** (*Politique d'aide alimentaire - Prise en compte de critères de qualité*) : p. 5439

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 49** (*Intégration d'un objectif et d'une trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols au sein des documents de planification et d'urbanisme des collectivités territoriales*) : p. 5905 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 195** (*Article L. 142-4 du code de l'urbanisme - Communes classées en zone de revitalisation rurale - Non applicabilité*) : p. 5913 - **Article 51 bis A** (*Refonte du dispositif de dérogations au règlement des plans locaux d'urbanisme (PLU) pour les projets accroissant l'offre de logements*) : p. 5930 p. 5931 - **Article 52** (*Encadrement des modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale des projets engendrant une artificialisation des sols*) : p. 5941 - **Article 53 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Définition de la friche*) : p. 5962

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5986 p. 5992

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 301 rectifié bis** (*Eau - Usage vital - Gratuité à l'accès*) : p. 6711

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 12** (*Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions*) : p. 6775 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 227 rectifié bis** (*Maires bâtisseurs - Conditions de la pérennisation des aides - Rapport au Parlement*) : p. 6809

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 35 bis (nouveau)** (*Président du conseil départemental - Bénéficiaires du RSA - Pouvoir de contrôle*) : p. 7123 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 314 rectifié** (*Fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) - Abrogation*) : p. 7145 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (*Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité*) : p. 7189 p. 7191 - **Article 44** (*Transfert des services et agents de l'État aux collectivités et groupements concernés par les transferts de compétences opérés par le projet de loi*) : p. 7195

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Rappels au règlement** : p. 7757 - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7765 p. 7773 p. 7775 p. 7782 p. 7796 p. 7801 p. 7806 p. 7820 p. 7839 p. 7847 p. 7862 p. 7864 p. 7866 - **Article 3** (*Ajout d'une finalité autorisée pour les systèmes d'information créés pour lutter contre l'épidémie de covid-19 et élargissement des catégories de personnes ayant accès aux données ainsi traitées*) : p. 7879 - **Article 4** (*Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19*) : p. 7881 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 223** (*Travaux du Comité de citoyens sur les vaccins - Rapport au Parlement*) : p. 7885 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7899 - **Article 7** (*Conséquences du manquement à l'obligation vaccinale en matière d'activité*) : p. 7906 p. 7909

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8080 p. 8091 p. 8092 - **Article 1er** (*Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix*) : p. 8095 p. 8110 p. 8113 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 59 rectifié et n° 84** (*Notion de « prix abusivement bas » - Extension aux produits importés*) : p. 8119 p. 8120

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 2 bis** (*Expérimentation d'un affichage informant le consommateur sur la rémunération des producteurs*) : p. 8183 - **Article 3 bis** (*Tromperie du consommateur lorsque figure un symbole représentatif de la France sur un produit alimentaire dont les ingrédients primaires n'ont pas une origine française*) : p. 8196 p. 8199 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 106** (*Application de la loi « Protéger la rémunération des agriculteurs » - Rapport au Parlement*) : p. 8210 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 63** (*Conditions d'application des dispositions spécifiques applicables au secteur agricole - Rapport au Parlement*) : p. 8213 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8216 p. 8217

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8692 - **Article 1er** (*Création d'un certificat de connaissance des besoins spécifiques des animaux de compagnie et des équidés*) : p. 8701 p. 8702 - **Article 3** (*Évolution du fonctionnement des fourrières communales*) : p. 8711 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Aqmdements n° 25 rectifié bis et n° 58** (*Coût pour les collectivités locales et l'État d'une obligation de capture et de stérilisation des chats errants - Rapport au Parlement*) : p. 8721 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 97 rectifié ter** (*Vente à crédit des animaux de compagnie - Interdiction*) : p. 8727 - **Article 4 quinquies** (*Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie*) : p. 8735 - **Article 4 sexies** (*Restriction des personnes autorisées à proposer la cession d'animaux de compagnie en ligne*) : p. 8743 - **Article 12** (*Interdictions visant les établissements itinérants détenant des animaux non domestiques et les établissements détenant des cétaqués*) : p. 8792 - **Article 12 bis** (*Encadrement de l'appellation de refuge et de sanctuaire pour les établissements détenant des animaux non domestiques*) : p. 8796 - **Article 13** (*Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées*) : p. 8799 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8806 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8809

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Article unique** (*Texte non modifié par la commission*) : p. 9169 p. 9170

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9177 - **Article 2** (*Inscription, dans le code de l'énergie, de l'objectif pour l'État d'« organiser un service public des énergies renouvelables »*) : p. 9185 p. 9186

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Commission mixte paritaire [n° 4 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9230

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de l'État contre les licenciements par les entreprises bénéficiaires d'aides covid** - (20 octobre 2021) : p. 9393

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement scolaire (I)** - (27 octobre 2021) : p. 9608

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9716 - **Article 1er A (nouveau)**

(Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19) : p. 9728 p. 9729 p. 9732

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs pauvres** - (3 novembre 2021) : p. 9848

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9877 - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9890 p. 9899 p. 9907 p. 9911 p. 9923 - **Article 5 (supprimé) (Possibilité de refuser une autorisation d'exploiter en cas d'absence de candidat alternatif)** : p. 9937 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 64 (Transparence des données relatives au foncier et à l'activité agricoles - Rapport au Parlement)** : p. 9940 - **Article 7 (nouveau) (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi)** : p. 9943

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes [n° 141 (2021-2022)]** - (15 novembre 2021) - **Article 1er (Ratification de l'ordonnance du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux**

plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation) : p. 10529 p. 10530 p. 10531 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12 (Plateformes - Travailleurs indépendants - Dialogue social - Périmètre) : p. 10537

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10566 p. 10567

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10772

- **Débat sur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11378 p. 11379

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11437 p. 11441

- **Question orale sans débat sur le projet de requalification des logements du quartier Édouard Vaillant-Abreuvoir de Bobigny** - (14 décembre 2021) : p. 11733 p. 11734

GENET (Fabien)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (délégation aux collectivités territoriales): Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale (II)** - (13 janvier 2021) : p. 117

- **Débat sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols** - (13 janvier 2021) : p. 136

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3123

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3389 p. 3390

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prochaines étapes du déconfinement** - (16 juin 2021) : p. 4969

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article 15 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics)** : p. 5000 - **Article 18 (Rôle des opérateurs de compétence (OPCO) dans l'accompagnement des entreprises sur les enjeux relatifs à la transition écologique)** : p. 5053

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article 60 (priorité) (Produits à privilégier en restauration collective, publique comme privée)** : p. 5425 p. 5428 p. 5430

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article 52** (*Encadrement des modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale des projets engendrant une artificialisation des sols*) : p. 5948 - **Article 52 bis C** (*Réduction de l'emprise au sol, installation d'ombrières et végétalisation des parkings*) : p. 5953 - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Étude obligatoire du potentiel d'évolution et de changement d'usage de certains bâtiments avant leur construction et leur démolition*) : p. 5967

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6623 p. 6624 p. 6625 p. 6626 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 202 rectifié bis** (*Aide publique locale - Chef de file - Rôle*) : p. 6631 p. 6632 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 203 rectifié bis** (*Collectivité territoriale - Autorité organisatrice - Définition*) : p. 6632

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (*Gouvernance des agences régionales de santé*) : p. 7046 - **Article 32** (*Financement des établissements de santé par les collectivités territoriales*) : p. 7062 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 797 rectifié** (*Politique de santé - Collectivités territoriales - Participation*) : p. 7068 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 216 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Évaluation de l'âge - Conseil départemental*) : p. 7145 p. 7146 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 215 rectifié** (*Refus de procéder à des examens radiologiques osseux - Présomption de majorité*) : p. 7146

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7808 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 173 rectifié bis** (*Visa de long séjour - Non prise en compte de la situation sanitaire du pays de résidence du demandeur*) : p. 7874 - **Article 5** (*Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles*) : p. 7890 p. 7895 p. 7896 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (*Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale*) : p. 7897 p. 7898 p. 7902

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 836 (2020-2021)** : p. 8500

- **Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 836 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 835 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9632 p. 9633

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et à la protection des enfants [n° 440 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Famille - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi précisant la réalisation des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols en fonction de la densité de population des communes rurales [n° 296 (2021-2022)] (14 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

GILLÉ (Hervé)
sénateur (Gironde)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 14 octobre 2021.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Comment redynamiser la culture citoyenne ? » le 18 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques : Alimentation durable et locale [n° 620 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin - Audition de M. Hubert du Mesnil, président de la société Tunnel euralpin Lyon-Turin.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*) : Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Thierry Déau, président-directeur général de Meridiam.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « La réforme de la géographie prioritaire de la ruralité : quels critères et quels outils de politique à mobiliser pour répondre aux fragilités et à la diversité des territoires ruraux ? » - Audition de représentants d'associations d'élus locaux.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'associations représentant les victimes de l'accident de l'usine Lubrizol.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Bérandère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-

Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Question diverse.

Réunion du lundi 22 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Écologie, développement et mobilité durables » et « Plan de relance » - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication relative au bilan des négociations climatiques de Glasgow (COP 26).

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « la parité dans les exécutifs locaux ».

Réunion du mardi 14 décembre 2021 (*mission d'information Culture citoyenne*) : Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 50 - **Article 3** (*Création d'un observatoire de recherche des impacts environnementaux du numérique*) : p. 59 - **Article 13 A (nouveau)** (*Prise en compte des enjeux de durabilité des produits et de sobriété numérique par les schémas de promotion des achats publics responsables*) : p. 72 p. 72 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié quater** (*Produits reconditionnés - Exclusion de l'obligation de rémunération pour copie privée*) : p. 76

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (3 mars 2021) : p. 1439

- **Débat sur le thème : « Quel rôle pour le préfet à l'heure de la relance ? »** - (24 mars 2021) : p. 2189 p. 2190 p. 2197

- **Débat sur le thème : « Quel rôle doit jouer l'État stratège pour protéger notre patrimoine industriel ? »** - (25 mars 2021) : p. 2219

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité** [n° 375 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3325

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (15 juin 2021) - **Article 5** (*Codes de bonne conduite dans le secteur de la publicité*) : p. 4872 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4909 p. 4914 - **Article 12** (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4926 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1708** (*Achat d'un bien - Disponibilité des pièces détachées - Information du consommateur*) : p. 4944 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1635** (*Tromperie commerciale - Définition - Extension à l'obsolescence programmée*) : p. 4946 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1634** (*Obsolescence programmée - Définition - Précision*) : p. 4948

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prochaines étapes du déconfinement** - (16 juin 2021) : p. 4969

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (16 juin 2021) - **Article 15 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics)** : p. 5004 p. 5008

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 1648 (Impacts environnementaux des infrastructures autoroutières - Rapport au Parlement)** : p. 5380 - **Article 60 bis (priorité) (Chèque alimentaire et nutritionnel)** : p. 5438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église** - (13 octobre 2021) : p. 9075 p. 9076

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9110

- **Question orale sans débat sur la déclinaison territoriale des engagements climatiques** - (19 octobre 2021) : p. 9324 p. 9325

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9817

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)**.

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11365 p. 11366

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 1 rectifié ter, n° 2 rectifié, n° 3 rectifié bis et n° 6 rectifié bis (Limitation des conflits d'usage liés à la poursuite de l'activité agricole - Création des zones de transition entre espaces artificialisés et espaces agricoles)** : p. 11597

GIRARDIN (Annick)
ministre de la mer
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-77 du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer [n° 452 (2020-2021)] (17 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances relatives à la navigation et aux transports maritimes prises sur le fondement de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités [n° 665 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Transports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1330 du 13 octobre 2021 relative aux conditions de navigation des navires autonomes et des drones maritimes [n° 160 (2021-2022)] (17 novembre 2021) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les accords de pêche après le Brexit** - (20 janvier 2021) : p. 272

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2102 p. 2104 p. 2105 p. 2106 p. 2107 p. 2108 p. 2109 p. 2110 p. 2111 p. 2112 p. 2112 p. 2114

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie de négociation de la France sur la pêche** - (3 novembre 2021) : p. 9857 p. 9858

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien au secteur de la pêche (I)** - (24 novembre 2021) : p. 11232

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien au secteur de la pêche (II)** - (24 novembre 2021) : p. 11232 p. 11233

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la pêche illégale et le développement de la filière de la pêche en Guyane** - (30 novembre 2021) : p. 11325 p. 11326

- **Question orale sans débat sur la redevance incitative** - (30 novembre 2021) : p. 11326

- **Question orale sans débat sur la dotation globale de fonctionnement de la ville de Saint-Saulve** - (30 novembre 2021) : p. 11327

GIRAUD (Joël)
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
 la cohésion des territoires et des
 relations avec les collectivités
 territoriales, chargé de la ruralité
 (jusqu'au 31 décembre 2021)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

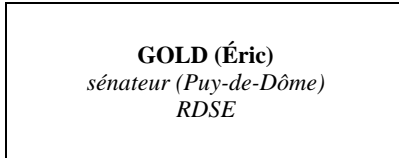
- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 23 p. 25 p. 26 p. 27 p. 28 p. 29 p. 30 p. 31 p. 32 p. 33 p. 34 p. 35 p. 36 p. 37
- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises [n° 286 (2019-2020)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 365
- **Question orale sans débat sur la situation des intermittents de la restauration dans l'événementiel** - (9 février 2021) : p. 894
- **Question orale sans débat sur le projet d'implantation d'une maison France services dans la commune de Vigny** - (9 février 2021) : p. 896
- **Question orale sans débat sur l'isolement des petites communes rurales face à leurs difficultés financières** - (9 février 2021) : p. 897
- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1471 p. 1473 p. 1474 p. 1475 p. 1476 p. 1477 p. 1478 p. 1479 p. 1480 p. 1481 p. 1482 p. 1483
- **Débat sur le thème : « Quelle politique d'aménagement du territoire ? »** - (23 mars 2021) : p. 2087 p. 2088 p. 2089 p. 2090 p. 2091 p. 2092 p. 2093 p. 2094 p. 2095 p. 2096 p. 2097 p. 2098 p. 2099 p. 2100
- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Article 1er** (*Rapport biannuel sur l'exclusion numérique et référentiel des compétences numériques*) : p. 3229 - **Article 2** (*Test d'évaluation des compétences numériques lors de la Journée défense et citoyenneté*) : p. 3230 - **Article 3** (*Création d'un droit au guichet permettant aux usagers de réaliser physiquement leurs démarches administratives*) : p. 3230 - **Article 4** (*Choix des modalités de correspondance et de paiement*) : p. 3231 - **Article 5** (*Reconnaissance d'un droit à l'erreur numérique*) : p. 3232 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1** (*Collégiens et lycéens - Bénéfice d'une banque de ressources numériques avec accès illimité à internet sur leur mobile*) : p. 3233 - **Article 6** (*Référentiel unique des sites internet publics*) : p. 3235 p. 3236 - **Article 7** (*Renforcement de l'accessibilité des services de communication au public en ligne aux personnes en situation de handicap*) : p. 3237 - **Article 8** (*Création d'une aide aux ménages pour financer l'acquisition ou la location d'équipements numériques et l'institution d'un fonds de lutte contre l'exclusion numérique*) : p. 3238 - **Article 9** (*Financement du fonds de lutte contre l'exclusion numérique et révision de la stratégie nationale d'orientation de l'action publique 2018-2022*) : p. 3238 - **Article 10** (*Compétences de l'Agence nationale de la cohésion des territoires*) : p. 3239 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 34** (*Services d'accès gratuits à l'internet haut débit proposés par les collectivités territoriales - Bénéfices sociaux et conséquences environnementales - Rapport au Parlement*) : p. 3239 - **Article 11** (*Désignation d'un référent en charge de l'inclusion numérique au sein de chaque EPCI*) : p. 3239 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4** (*Instituts régionaux du travail social - Formation à la médiation numérique - Obligation*) : p. 3240 - **Article 12** (*Prise en compte de l'illectronisme parmi les priorités nationales*) : p. 3240 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 38** (*Formation professionnelle - Lutte contre l'illectronisme - Introduction*) : p. 3241 - **Article 13** (*Formation continue des enseignants au numérique*) : p. 3242 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 39** (*Inclusion numérique et lutte contre l'illectronisme - Personnels d'éducation - Formation initiale*) : p. 3244 - **Article 14** (*Création d'un crédit d'impôt pour stimuler la formation aux outils numériques dans les petites et moyennes entreprises*) : p. 3244 - **Article 15** (*Entrée en vigueur différée de la proposition de loi*) : p. 3244
- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3248 - **Article unique** : p. 3256
- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4386 p. 4388 p. 4389 p. 4390 p. 4391 p. 4392 p. 4393 p. 4394 p. 4395 p. 4396 p. 4397 p. 4398 p. 4399
- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4718 p. 4719 p. 4720 p. 4721 p. 4722 p. 4723 p. 4724 p. 4725 p. 4726 p. 4727 p. 4728 p. 4729 p. 4730
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la médecine scolaire au département** - (30 juin 2021) : p. 6105
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** - (7 juillet 2021) : p. 6522
- **Question orale sans débat sur l'arrêt de travail et les élus locaux** - (13 juillet 2021) : p. 6974
- **Question orale sans débat sur le retard de traitement des dossiers de retraite des Français établis hors de France** - (13 juillet 2021) : p. 6975
- **Question orale sans débat sur l'interdiction de l'écriture dite inclusive** - (13 juillet 2021) : p. 6976
- **Question orale sans débat sur l'expérimentation pour la réouverture des lieux culturels et des salles de spectacles** - (13 juillet 2021) : p. 6977
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des coûts d'assurance pour les collectivités** - (29 septembre 2021) : p. 8562
- **Question orale sans débat sur le projet de label « bio » pour le sel et les préoccupations des producteurs de sel marin de l'Atlantique** - (19 octobre 2021) : p. 9335
- **Question orale sans débat sur l'usage et la taxation du bois des communes forestières** - (19 octobre 2021) : p. 9335
- **Question orale sans débat sur le transfert de la gestion du canal de la Hardt** - (19 octobre 2021) : p. 9336
- **Question orale sans débat sur les évolutions de la dotation globale de fonctionnement des communes et de ses composantes** - (19 octobre 2021) : p. 9337
- **Question orale sans débat sur la gestion du périphérique parisien** - (19 octobre 2021) : p. 9338
- **Question orale sans débat sur l'éligibilité des services départementaux d'incendie et de secours aux instruments financiers de soutien à l'investissement de l'État** - (19 octobre 2021) : p. 9339
- **Question orale sans débat sur le retour des personnels communaux en autorisation spéciale d'absence** - (19 octobre 2021) : p. 9340
- **Question orale sans débat sur l'insuffisance du nombre de professeurs remplaçants** - (19 octobre 2021) : p. 9340

- **Question orale sans débat sur la carte des établissements du réseau d'éducation prioritaire** - (19 octobre 2021) : p. 9341

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) -

Discussion générale : p. 10590 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 10594

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'urbanisme en zone rurale** - (8 décembre 2021) : p. 11553



NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire le 12 mars 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente, et de M. Olivier Fontan, directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « L'aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Olivier Bouba-Olga, professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Bérengère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Ingénierie territoriale : quelles réponses aux besoins des collectivités territoriales ? » - Audition de Mme Marie-Claude Jarrot, présidente, MM. Pascal Bertheaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), Patrice Vergriete, président délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), Mme Hélène Jacquot-Guimbal, vice-présidente de l'université Gustave Eiffel (UGE), M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Emmanuelle Lointier, présidente, et M. Thomas Breinig, vice-président de l'Association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Mobilité sociale et aménagement du territoire : comment restaurer la promesse républicaine de l'égalité des chances ? ».

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 18 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Bérandère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 46 - **Article 1er** (*Sensibilisation des élèves à la sobriété numérique*) : p. 56 - **Article 2** (*Conditionnement de l'obtention du titre d'ingénieur diplômé en informatique à la validation d'une attestation de compétences acquises en écoconception logicielle*) : p. 56 - **Article 3** (*Création d'un observatoire de recherche des impacts environnementaux du numérique*) : p. 57 - **Article 4** (*Prise en compte de l'impact environnemental du numérique dans le bilan RSE des entreprises*) : p. 62 - **Article 5** (*Crédit d'impôt à la numérisation durable des petites et moyennes entreprises*) : p. 64 - **Article 13** (*Prise en compte de critères de durabilité des produits numériques dans les achats publics*) : p. 73 - **Article 14** (*Taux de TVA réduit sur la réparation de terminaux et l'acquisition de produits électriques et électroniques reconditionnés*) : p. 73 p. 74 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 9 rectifié** (*Administrations publiques - Gestion numérique responsable - Adoption*) : p. 95

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 139

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires éducatifs ruraux** - (20 janvier 2021) : p. 266

- **Débat sur le thème : « Comment construire plus et mieux en France ? »** - (2 mars 2021) : p. 1378

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1408

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1558

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1694 - **Article 3** (*Lâcher de ballons de baudruche en plastique assimilé à l'abandon de déchets dans l'environnement*) : p. 1701 p. 1702

- **Débat sur le thème : « Quelle perspective de reprise pour une pratique sportive populaire et accessible à tous ? »** - (24 mars 2021) : p. 2207

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article 3** (*Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes*) : p. 2417

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3218

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3453

- **Question orale sans débat sur la représentation au sein des syndicats mixtes de gestion forestière** - (6 mai 2021) : p. 3488 p. 3489

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déploiement de la fibre optique en zone rurale** - (19 mai 2021) : p. 3997

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 15** (*Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé*) : p. 6463 - **Article 25** (*Création du comité national de prévention et de santé au travail au sein du conseil d'orientation des conditions de travail*) : p. 6504

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de**

simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Article 1er** (*Définition et mise en œuvre du principe de différenciation*) : p. 6559 - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6580

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 59 rectifié ter, n° 1456 rectifié quater, n° 190 rectifié septies, n° 814 rectifié ter, n° 1031 rectifié quater, n° 913 rectifié bis, n° 191 rectifié quater, n° 576 rectifié quinquies, n° 815 rectifié, n° 1032 rectifié et n° 1457 rectifié bis** (*Communes touristiques - Compétence « promotion du tourisme »*) : p. 6645 p. 6646 - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6660

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 185 rectifié ter, n° 569 rectifié quater, n° 811 rectifié, n° 1025 rectifié et n° 1481 rectifié bis** (*Opérations de revitalisation du territoire (ORT) - Communes classées montagne - Réhabilitation de l'immobilier - Rapport au Parlement*) : p.6992

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 739 rectifié bis** (*Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Composition de la commission auprès du préfet*) : p. 7598

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de soignants pendant les vacances** - (21 juillet 2021) : p. 7642

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du « Pass'sport » destiné à soutenir les clubs sportifs** - (22 septembre 2021) : p. 8171

- **Question orale sans débat sur l'avenir de Sanofi à Vertolay dans le Puy-de-Dôme** - (28 septembre 2021) : p. 8433 p. 8434

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 186 rectifié bis et n° 190 rectifié bis** (*Secret professionnel entre avocat et conseil en propriété industrielle (CPI) - Réciprocité*) : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 37 rectifié** (*Interrogation du fichier des comptes bancaires (FICOBA) par les huissiers de justice - Enrichissement du champ d'informations*) : p. 8662

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale [n° 845 (2020-2021)]** - (30 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8691 - **Article additionnel après l'article 3 bis AA - Amendement n° 155 rectifié** (*Éleveurs de chats et de chiens - Possession obligatoire d'une certification ou d'une formation*) : p. 8714 - **Article 3 ter (nouveau)** (*Exonération de TVA pour les actes vétérinaires effectués au profit des refuges*) : p. 8720 - **Article additionnel après l'article 4 bis A - Amendement n° 151 rectifié** (*Délai de cession d'un chien ou d'un chat - Report de l'âge de 8 à 10 semaines*) : p. 8724 - **Article 4 quinquies** (*Interdiction de toute vente d'animaux de compagnie en animalerie*) : p. 8733 p. 8736 p. 8737 - **Article 5** (*Ajout de mentions obligatoires aux offres de cession d'animaux de compagnie*) : p. 8747 p. 8749 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 158 rectifié** (*Caudectomies (coupe de la queue) sur les animaux de compagnie - Interdiction*) : p. 8752 - **Article 10 ter** (*Ajout des confiscations d'animal et interdictions de détention d'un animal au fichier des personnes recherchées, FPR*) : p. 8766 - **Article 11** (*Répression de l'enregistrement et de la diffusion de sévices graves et d'atteintes sexuelles sur animal*) : p. 8769 - **Article 13** (*Interdiction de spectacles d'animaux non domestiques en discothèque et de présentation de ces animaux dans le cadre d'émissions télévisées*) : p. 8799

- **Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et**

récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9201 - **Article unique** : p. 9214 p. 9215

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 rectifié** (*Emprunts souscrits à des fins professionnelles - Fin des cautions personnelles des dirigeants indépendants*) : p. 9582

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 novembre 2021) : p. 9794

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9797

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9821

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)**.

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (*Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole*) : p. 9905 p. 9929

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Deuxième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 125 et n° 880 rectifié** (*Organismes complémentaires d'assurance maladie - Contribution exceptionnelle - Augmentation*) : p. 10077

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 883 rectifié bis** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Services d'aide à domicile - Exonération de charges sociales*) : p. 10122

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cybersécurité des collectivités** - (17 novembre 2021) : p. 10636

- **Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 87 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10774

- **Débat ur le thème : « Quelle action de la France pour prendre en compte l'enjeu environnemental ? »** - (30 novembre 2021) : p. 11370 p. 11380

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 1er** (*Placement auprès d'un membre de la famille ou d'un tiers de confiance*) : p. 11782 p. 11784 p. 11785 - **Article 2** (*Conditions de délégation des attributs de l'autorité parentale*) : p. 11791

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
GEST

Président du groupe écologiste - Solidarité et territoires.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société**.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 531 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 560 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi instaurant un revenu minimum garanti [n° 625 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La politique du logement dans les outre-mer - Rapport [n° 728 tome 1 (2020-2021)] (1er juillet 2021) - **Logement et urbanisme - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La politique du logement dans les outre-mer - Auditions [n° 728 tome 2 (2020-2021)] (1er juillet 2021) - **Logement et urbanisme - Outre-mer**.

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État [n° 807 (2020-2021)] (2 août 2021) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à interdire la corrida [n° 851 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à interdire les pratiques cruelles de chasse [n° 852 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 669 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Göteborg du 1er décembre 1999, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique [n° 860 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Environnement - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 165 tome 3 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de M. François Adam, directeur, de Mmes Marie-Christine Roger, chargée de mission outre-mer, Géraldine Sanaur, adjointe au chef du bureau de la réglementation de la construction outre-mer, de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), ministère de la transition écologique, Isabelle Richard, sous-directrice des politiques publiques et de M. Marc

Demulsant, sous-directeur de l'évaluation, de la prospective de l'État à la Direction générale des outre-mer (DGOM), ministère des outre-mer.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mmes Emmanuelle Cosse, présidente, Marianne Louis, directrice générale, et M. Mahieddine Hedli, directeur à l'outre-mer, de l'Union sociale de l'habitat (USH).

Audition de M. François Caillé, président, et Mme Sabrina Mathiot, directrice, de l'Union sociale pour l'habitat outre-mer (USHOM).

Audition de MM. Nicolas Bonnet, directeur gouvernance et territoires, et Ibrahimia Dia, en charge des outre-mer, d'Action Logement.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Gérard Terrien, président de la 5e chambre, Francis Saudubray, conseiller maître, rapporteur général chargé de la synthèse sur le logement outre-mer, Denis Berthomier, conseiller maître, contre-rapporteur de ce rapport et Bertrand Beauviche, conseiller référendaire, à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Christian Lechery, ambassadeur de France en Birmanie.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Charles Trottmann, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD), Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer et directeur régional Pacifique, et Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, de la Banque des territoires.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Mayotte.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Nicolas Grivel, directeur général, et Benoît Zeller, directeur opérationnel, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mmes Valérie Mancret-Taylor, directrice générale, et Céline Cassourret, conseillère en stratégies territoriales de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Étienne Crépon, président du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), Pascal Berteaud, directeur général, accompagné de Mme Séverine Bes de Berc, directrice déléguée outre-mer, directrice déléguée risques, réduction des nuisances, énergie et de M. Laurent Arnaud, chef du

département bâtiments durables, du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Nawfal Boutahir, directeur, Valéry Laurent, conseiller du président, et Stéphane Brossard, en charge de l'antenne de La Réunion du Bureau de normalisation des techniques et équipements de la construction de bâtiment (BNTEC).

Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de Mme Anne-Sophie Grave, présidente du directoire, et M. Philippe Pourcel, directeur général adjoint du réseau outre-mer de CDC Habitat.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 25 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Audition de MM. Philippe Estingoy, directeur général, accompagné de M. Aurélien Lopes, responsable du programme inter-outre-mer pour des bâtiments résilients et économes en énergie (OMBREE), de l'Agence qualité construction (AQC), Antoine Desbarrières, directeur de Qualitel et président de Cerqual, accompagné de Mme Lisa Sullerot, directrice des relations institutionnelles et collectivités locales, et Cédric Caillier, responsable de la certification outre-mer.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur l'habitat innovant.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur l'habitat indigne.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement en Guyane.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Göteborg du 1er décembre 1999, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stabilité et sécurité au Moyen-Orient - Point de situation - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de « Frontex », agence européenne de garde-frontières et de gardes-côtes.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

Projet de contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (2021-2023) - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 25

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article 3** (*Création d'un observatoire de recherche des impacts environnementaux du numérique*) : p. 58 p. 59

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine [n° 290 (2020-2021)]** - (28 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 580 - **Discussion générale** : p. 583

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (3 février 2021) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 771 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 811

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 915 p. 926 p. 927

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1010

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1463

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1557

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1689

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Question préalable** : p. 1766 p. 1767

- **Rappel au règlement** - (16 mars 2021) : p. 1776

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)] (suite)** - (16 mars 2021) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Compétence des agents de police municipale et des gardes champêtres en matière de répression de l'ivresse publique*) : p. 1828

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 21** (*Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale*) : p. 1947

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1968 p. 1970 p. 1972 p. 1973 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 130 rectifié et n° 291 rectifié bis** (*Reconnaissance faciale pour identifier les individus sans leur consentement - Traitement automatisé - Moratoire d'interdiction*) : p. 1977 p. 1979 - **Article 22 bis** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras embarquées dans les véhicules des forces de l'ordre et des services de secours*) : p. 1980 p. 1981 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 234 et n° 187** (*Opérations de maintien de l'ordre - Lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement - Interdiction*) : p. 2019

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2292 - **Article additionnel après l'article 1er** -

Amendement n° 236 rectifié quater (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2342 p. 2344

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière photovoltaïque** - (31 mars 2021) : p. 2368 p. 2369

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 377 rectifié bis** (*Maire - Nouveau pouvoir de police - Création*) : p. 2437 - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*) : p. 2442 p. 2446

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2501 p. 2502

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (7 avril 2021) - **Article 25 bis E (nouveau)** (*Participation de l'organisation et de l'enseignement de l'éducation physique et sportive à la promotion des valeurs de la République*) : p. 2871

- **Suite de la discussion** (12 avril 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3057

- **Question orale sans débat sur la défense de l'élevage en plein air face aux maladies** - (13 avril 2021) : p. 3084 p. 3085

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3205

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Article 3** (*Création d'un droit au guichet permettant aux usagers de réaliser physiquement leurs démarches administratives*) : p. 3230

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3306

- **Débat sur l'avenir institutionnel, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie** - (4 mai 2021) : p. 3349

- **Débat sur la souveraineté économique de la France** - (4 mai 2021) : p. 3371

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3535

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3567 - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 9 et n° 10** (*Charte de l'environnement de 2004 - Article 6 - Principe de non-régression et principe de solidarité écologique - Création*) : p. 3574 - **Article unique** : p. 3582 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3590

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3614 - **Article 1er A** (*Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales*) : p. 3620 p. 3622 p. 3624 - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3662 p. 3664 p. 3668 p. 3670 p. 3672 p. 3673 p. 3676 p. 3679 p. 3680 - **Rapport annexé** : p. 3694 p. 3697 p. 3703 p. 3704

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement*

solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)) : p. 3759 p. 3760 p. 3781

- **Suite de la discussion** (17 mai 2021) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur une dispense de criblage des bénéficiaires finaux pour certaines actions de stabilisation en situation de crise*) : p. 3879 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3882

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la révision de l'article 1er de la Constitution** - (19 mai 2021) : p. 3998 p. 3999

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement*) : p. 4278 - **Article 4** (*Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal*) : p. 4281

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4402 - **Article 4** (*Modernisation des modalités d'exercice du droit de pétition*) : p. 4411 - **Article 7** (*Encadrement de l'effectif des commissions d'enquête et des missions d'information*) : p. 4414 p. 4415 - **Article 11** (*Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun*) : p. 4434 - **Article 14** (*Parité au sein du bureau du Sénat*) : p. 4437

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dégradation du dialogue social et l'inviolabilité parlementaire** - (2 juin 2021) : p. 4450 p. 4451

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4481

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4808

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4853 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4910 p. 4911 p. 4915 p. 4917 p. 4918 - **Article 11 bis (nouveau)** (*Lutte contre les déchets de la vente à emporter*) : p. 4920 p. 4921 - **Article 12** (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4924 p. 4930 p. 4931 p. 4932 p. 4934 p. 4935 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 975 rectifié et n° 1416 rectifié** (*Déchets non recyclables - Éco-contribution - Création*) : p. 4935 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 775 rectifié** (*Réseau d'équipements de réemploi de proximité solidaires - Déploiement*) : p. 4939 - **Article 13** (*Obligation de disponibilité des pièces détachées étendue à de nouvelles catégories de produits*) : p. 4942

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 1883 et n° 817** (*Renouvellement des peuplements forestiers après une coupe rase - Respect de la diversité des essences et priorité aux essences locales*) : p. 5109 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendement n° 1423** (*Moyens financiers et humains de l'État en matière de politique forestière - Rapport au Parlement*) : p. 5114 - **Article additionnel après l'article 19 bis EB - Amendement n° 2280** (*Exploitant forestier ne transformant pas le bois acheté au sein de l'Union européenne - Réglementation de la profession*) : p. 5117 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (*Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées*) : p. 5195 - **Article**

additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié (Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes) : p. 5200

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22 bis I (nouveau)** (Renforcement de certains objectifs en matière d'électricité et de gaz renouvelables) : p. 5251 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 399 rectifié** (Réseaux de distribution de chaleur - Fiouls - Charbon - Interdiction) : p. 5268

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 60 ter (priorité) - Amendement n° 1926 rectifié** (Part de l'agriculture biologique dans la surface agricole utile - Augmentation) : p. 5442

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5477

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (23 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 61 (priorité) - Amendement n° 874 rectifié** (Eau - Retenues collinaires) : p. 5504 - **Article 61 bis (priorité)** (Réécriture des dispositions relatives aux projets alimentaires territoriaux, PAT) : p. 5508 - **Article 62 (priorité)** (Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015) : p. 5514 p. 5520 - **Article additionnel après l'article 66 ter A (priorité) - Amendements n° 471 rectifié, n° 605 rectifié bis et n° 556 rectifié bis** (Réduction du gaspillage alimentaire - Date de durabilité minimale et dates limites de consommation) : p. 5545

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 57 ter (priorité) - Amendement n° 1927 rectifié** (Réduction de l'empreinte carbone du secteur agricole - Développement des haies bocagères) : p. 5765

- **Suite de la discussion** (28 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 53 - Amendements n° 964 rectifié bis, n° 1184 rectifié quater, n° 1240 rectifié bis, n° 1307 rectifié, n° 1734 rectifié bis et n° 1794 rectifié ter** (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Aides financières aux opérateurs d'inventaires territoriaux de fiches - Rapport au Parlement) : p. 5959 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 959 rectifié, n° 1179 rectifié ter, n° 1235 rectifié bis, n° 1302 rectifié bis, n° 1729 rectifié, n° 1746 rectifié bis et n° 1789 rectifié bis** (Sites et sols pollués - Notion d'« usage » - Définition) : p. 5963 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendements n° 961 rectifié, n° 1181 rectifié ter, n° 1237 rectifié bis, n° 1304 rectifié, n° 1731 rectifié, n° 1748 rectifié bis et n° 1791 rectifié bis** (Réhabilitation des sols - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - Rôle renforcé) : p. 5965 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5968

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 19** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 6078

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 262 rectifié, n° 279 rectifié bis et n° 287 rectifié bis** (Produits non recyclables - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) amont - Instauration) : p. 6165 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 166 rectifié bis et n° 289 rectifié bis** (Produits en plastique fabriqués à partir de résine vierge - Taxe générale sur les activités polluantes amont (TGAP) - Instauration) : p. 6167 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 171 rectifié bis, n° 263 rectifié et n° 294 rectifié bis** (Bâtiments publics - Énergie décarbonnée - Surcoût - Mesure de compensation - Extension) : p. 6168 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement**

n° 264 (Logements - Travaux d'entretien, d'amélioration ou de réhabilitation - Utilisation de matériaux biosourcés ou de bois - TVA - Taux réduit) : p. 6206 - **Article 2 bis (nouveau)** (Décalage de l'entrée en vigueur de la suppression du tarif réduit de TICPE pour le GNR) : p. 6211 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 195** (Fret aérien - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Niche fiscale - Suppression) : p. 6219 p. 6220

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) : p. 6585 p. 6587 p. 6588

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1375** (Collectivités territoriales - Dispositifs de démocratie directe - Expérimentation) : p. 6687 p. 6688

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 23** (Encadrement des loyers) : p. 6937 p. 6940

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7518

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7735

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Rappels au règlement** : p. 7758 - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7766 p. 7776 p. 7792 p. 7799 p. 7804 p. 7838 p. 7848 p. 7853 p. 7859 p. 7861 p. 7866 - **Article 4** (Rendre automatique la mesure d'isolement sur simple communication d'un résultat positif de contamination à la covid-19) : p. 7880 p. 7882 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 29 rectifié ter, n° 22 rectifié, n° 81 rectifié bis, n° 82 rectifié bis et n° 83 rectifié bis** (Vaccination contre le SARS-CoV-2 - Obligation sauf contre-indication médicale) : p. 7900

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7934

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8049 p. 8050

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan social de Ferropem** - (29 septembre 2021) : p. 8562

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 34** (Attribution du contentieux relatif au devoir de vigilance aux tribunaux judiciaires) : p. 8657 p. 8659

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8854

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8878

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Article 1er** (Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins) : p. 9045

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article 5**

(Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance) : p. 9119

- **Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9171 - **Article 1er** (*Application du dispositif de « quasi-régie » aux concessions hydroélectriques et suppression des sociétés d'économie mixte hydroélectriques*) : p. 9185 - **Article 2** (*Inscription, dans le code de l'énergie, de l'objectif pour l'État d'organiser un service public des énergies renouvelables*) : p. 9185 p. 9186

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9692

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à affirmer la nécessité d'un accord ambitieux lors de la COP26 de Glasgow permettant de garantir l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat [n° 39 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9802

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 380** (*Contribution de solidarité des actionnaires - Prélèvement sur les dividendes des entreprises*) : p. 10108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République (I)** - (10 novembre 2021) : p. 10309 p. 10310

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Seconde partie - Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

- (17 novembre 2021) - **Article 4 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 10698 p. 10705

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]**

Première partie :

- (22 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-716 rectifié** (*Achat de bois labellisé ou certifié, local et durable - Taux réduit de TVA*) : p. 11083 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendements n° I-309 rectifié bis, n° I-433 rectifié et n° I-741 rectifié** (*Lutte contre les micropolluants - Extension de la redevance « pollution diffuse »*) : p. 11089 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-713 rectifié** (*Vente en vrac en grande surface - Incitation via la TVA*) : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° I-715 rectifié et n° I-598 rectifié** (*Travaux d'entretien, d'amélioration et de réhabilitation des logements - Réduction du taux de TVA pour l'utilisation de matériaux biosourcés*) : p. 11117 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendements n° I-677 et n° I-119 rectifié** (*Suppression de la taxe d'habitation (TH) pour les 20 % « les plus aisés » - Report*) : p. 11158

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11358 p. 11359

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la diplomatie française et la vente d'armes** - (8 décembre 2021) : p. 11543

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 2** (*Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale*) : p. 11583

GOSELIN (Béatrice)
sénatrice (Manche)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 18 février 2021.

Membre de la mission d'information relative aux conditions de la vie étudiante en France du 17 février 2021 au 6 juillet 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » du 30 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le commerce extérieur de la France par l'accompagnement des entreprises qui participent à la chaîne de valeur des produits et services français [n° 519 (2020-2021)] (7 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'engagement politique de proximité au service d'un territoire [n° 637 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime de responsabilité du fait du service public de la justice [n° 232 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime de responsabilité des magistrats [n° 233 (2021-2022)] (29 novembre 2021) - **Justice.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de Mme Gillian Bird, ambassadrice d'Australie en France.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Béval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1461

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2112 p. 2114

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « tribune des généraux » et la montée de l'extrême droite** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux négociations sur la pêche dans le cadre du Brexit** - (5 mai 2021) : p. 3420

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3445

- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3455

- **Proposition de loi visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs** [n° 611 (2020-2021)] - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4337

- **Débat sur le Pacte vert européen** - (2 juin 2021) : p. 4496

- **Question orale sans débat sur la fermeture des classes et la diminution des heures de cours** - (3 juin 2021) : p. 4529

- **Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs** [n° 663 (2020-2021)] - (8 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4628

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (23 juin 2021) - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Obligation de sensibilisation à l'écoconduite pour les entreprises avec une flotte de plus de vingt véhicules, notamment concernant les véhicules hybrides*) : p. 5558

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1984 rectifié** (*Réduction des déplacements carbonés - Planification du développement de l'offre de trains de nuit vers les territoires touristiques français*) : p. 5628 - **Article 44 bis** (*Création d'un droit de*

surplomb afin de faciliter l'isolation thermique des bâtiments par l'extérieur) : p. 5709

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 56 bis (priorité)** (*Possibilité de limiter ou d'interdire l'accès aux espaces protégés*) : p. 5755 p. 5756 - **Article 58 E (priorité)** (*Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte*) : p. 5777 p. 5778 - **Article 68 (priorité)** (*Renforcement des sanctions pénales en cas d'atteintes graves et durables à la santé et l'environnement et création du délit d'écocide*) : p. 5825 - **Article 48** (*Insertion de la limitation de l'artificialisation des sols parmi les objectifs généraux du code de l'urbanisme - Définition des sols artificialisés*) : p. 5866 p. 5869

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs** [n° 829 (2020-2021)] - (21 septembre 2021) - **Article 2 bis B** (*Encadrement des volumes prévisionnels au sein des contrats de marques de distributeur*) : p. 8141 p. 8144

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire** [n° 835 (2020-2021)] - (29 septembre 2021) - **Article 14** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour renforcer les droits sociaux des personnes qui travaillent en détention*) : p. 8625 p. 8626

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de remplaçants dans les écoles et les collèges** - (20 octobre 2021) : p. 9393 p. 9394

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11456

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital** - (8 décembre 2021) : p. 11554

- **Mise au point au sujet de votes** - (14 décembre 2021) : p. 11752

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques le 18 novembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis vice-présidente du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention [n° 362 (2020-2021)] (11 février 2021) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à reporter les élections régionales et départementales et à encadrer les mandats des exécutifs [n° 466 (2020-2021)] (22 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 486 (2020-2021)] relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 602 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Justice.**

Proposition de loi relative aux soins psychiatriques sans consentement et à leur contrôle [n° 638 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce [n° 674 (2020-2021)] (4 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation des personnels contractuels recrutés locaux de l'armée française en Afghanistan et les conditions de leur rapatriement [n° 810 (2020-2021)] (28 août 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, tendant à assurer la liberté de la presse en Ukraine [n° 818 (2020-2021)] (9 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à renforcer et uniformiser la lutte contre les violences fondées sur le genre [n° 847 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Société - Union européenne.**

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre l'arbitrage de dividendes [n° 98 (2021-2022)] (23 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, et Père Hugues de Woillemont, secrétaire général et porte-parole.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des lois*) : Outils juridiques de prévention et de traitement des difficultés des entreprises à l'aune de la crise de la covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits et proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, révoquer le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des lois*) : Numérisation de la justice - Audition de M. Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Alain Brousse, directeur général d'Adrexo et Eric Paumier, co-président de Hopps Group.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : États généraux de la justice - Communication.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, président du comité de suivi pour les élections départementales et régionales de juin 2021.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Pascal Lorne, président de Gojob.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de M. Jean-Benoît Albertini, secrétaire général du ministère de l'intérieur.

Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 -

Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Philippe Viroulet, délégué syndical central, et Alain Gueguen, secrétaire général du syndicat Confédération autonome du travail des personnels Adrexo (CAT-Adrexo).

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Audition de M. Guillaume Gellé, vice-président de la Conférence des présidents d'université, sur les influences étrangères dans le monde universitaire et académique français.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*) : Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Juridictions administratives et juridictions financières » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission d'enquête Cabinets de conseil*) : Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue de l'administration) - Audition de Mmes Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France, et Amélie Verdier, directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Recours aux cabinets de conseil pendant la crise sanitaire (le point de vue des cabinets) - Audition de MM. Charles Boudet, directeur général de JLL France, Olivier Girard, président d'Accenture pour la France et le Benelux, et Laurent Penard, président de Citwell Consulting.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 janvier 2021) : p. 575
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine [n° 290 (2020-2021)]** - (28 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 580 - **Discussion générale** : p. 581 p. 583
- **Rappel au règlement** - (16 février 2021) : p. 1067
- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1069
- **Débat relatif à la dette publique à l'aune de la crise économique actuelle** - (2 mars 2021) : p. 1365
- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1714 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 7 rectifié ter** (*Missions de recherche et de constatation de fraudes sociales - Échanges de renseignements et documents entre agents habilités par le président du conseil départemental - Autorisation*) : p. 1727 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 8 rectifié ter** (*Attribution du revenu de solidarité active (RSA) - Changement de procédure à compter du 1er janvier 2023*) : p. 1729 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1736
- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2112 p. 2114

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2281 p. 2285 p. 2302 p. 2303 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 41 (Loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Libre pratique)** : p. 2310

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission) (Désignation de référents laïcité dans les administrations publiques)** : p. 2385 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 23 rectifié quater (Observatoire de la laïcité - Transformation en « Observatoire national de la laïcité » - Modifications)** : p. 2389 - **Article 2 (Extension de la procédure du « déféré accéléré » aux actes des collectivités territoriales portant gravement atteinte au principe de neutralité)** : p. 2397 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 290 rectifié bis (Campagnes électorales contraires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées)** : p. 2409 - **Article 3 (Champ d'application, modalités d'inscription et obligations découlant du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes)** : p. 2418 - **Article 4 (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service)** : p. 2421 p. 2424

- **Suite de la discussion** (1er avril 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 164 rectifié (Associations dite « loi 1901 » - Atteintes aux valeurs fondamentales de la République - Subventions - Suppression)** : p. 2535 - **Article 8 (Renforcement du régime de dissolution administrative d'associations ou de groupements de fait)** : p. 2552 p. 2555 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 466 rectifié (Fonds de dotation (FDD) - Dérives et utilité publique - Rapport au Parlement)** : p. 2557 - **Article 10 (Renforcement du contrôle fiscal des organismes sans but lucratif délivrant des reçus fiscaux)** : p. 2560 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 64 rectifié et n° 469 (Organismes bénéficiaires de dons - Délivrance des reçus fiscaux - Contrôles - Rapport au Parlement)** : p. 2561 - **Article 11 (Création d'une obligation déclarative à la charge des organismes sans but lucratif délivrant des reçus fiscaux et soumission des entreprises à l'obligation de se faire remettre un reçu fiscal)** : p. 2564 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 550 rectifié bis et n° 215 rectifié bis (Dons aux associations culturelles et de bienfaisance - Éligibilité à la déduction d'impôts sur le revenu - Suppression)** : p. 2565

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 296 (Dispositions de l'article L. 14-A du livre des procédures fiscales - Application - Rapport au Parlement)** : p. 2579 - **Article 12 bis (Contrôle des financements étrangers des associations dites « loi de 1901 »)** : p. 2582 p. 2583 - **Article 12 quater (Registre électronique des associations de droit local d'Alsace-Moselle)** : p. 2584 - **Article 15 bis (Signalement au Parquet des situations de polygamie par les caisses d'allocations familiales)** : p. 2594 - **Article 16 (Création d'une interdiction d'établir un certificat de virginité sanctionnée pénalement)** : p. 2602 - **Article additionnel après l'article 16 bis A - Amendement n° 174 rectifié (Mutilations génitales féminines - Rapport annuel au Parlement)** : p. 2605 - **Article 17 (Clarification de la procédure de signalement au procureur de la République des mariages forcés et frauduleux par l'officier de l'état civil)** : p. 2613 - **Article 18 (Sanction de la divulgation d'informations permettant d'identifier ou de localiser une personne dans le but de l'exposer à un risque immédiat d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique, ou aux biens)** : p. 2620 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 137 rectifié (Condamnations de personnalités pour des faits de provocation à la commission d'un crime ou d'un délit - Peine complémentaire - Diffusion à la télévision)** : p. 2628 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 250 rectifié sexies (Plateformes numériques - Responsabilité - Redéfinition)** : p. 2637 - **Article 19 bis (Régulation des plateformes numériques)** : p. 2655

- **Rappels au règlement** - (8 avril 2021) : p. 2898

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (8 avril 2021) - **Article 26 (Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles)** : p. 2930 p. 2932 - **Article 27 (Renforcement du contrôle du caractère cultuel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative quinquennale))** : p. 2934 p. 2938 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 686, (Associations culturelles - Baux emphytéotiques administratifs et garanties d'emprunt des collectivités territoriales - Information préalable du préfet)** : p. 2940 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 386 rectifié bis et n° 425 rectifié ter (Édifices culturels - Cession par les collectivités territoriales à l'échéance du bail emphytéotique - Autorisation)** : p. 2948 - **Article 28 (Ressources des associations culturelles et nouvelle possibilité de disposer d'immeubles à fins de revenu)** : p. 2957 - **Article 30 (Renforcement du contrôle des autres modes d'exercice public du culte (réunions sur initiatives individuelles et associations de droit commun))** : p. 2960 p. 2962 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 48 (Financement des associations culturelles - Document budgétaire de politique transversale (DPT) - Création)** : p. 2963 - **Article additionnel avant l'article 33 - Amendement n° 574 rectifié bis (Relations diplomatiques et économiques avec les États finançant des cultes sur le territoire français - Rapport au Parlement)** : p. 2964 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission) (Contrôle des financements étrangers des associations culturelles)** : p. 2973 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 44 (Financement d'associations liées à une activité culturelle - Possibilités de création d'un guide des bonnes pratiques destinées aux ambassades étrangères en France - Rapport au Parlement)** : p. 2973 p. 2974 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 180 rectifié (Prêches dans les lieux de culte - Usage d'une langue étrangère - Interdiction)** : p. 2978 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 230 rectifié (Captivité conjugale - Refus de prononcer un divorce religieux après le divorce civil)** : p. 2986

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4198 p. 4199 p. 4200 p. 4201

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4212 - **Article 1er (Renvoi à la juridiction du fond de la décision relative à l'irresponsabilité pénale en cas de fait fautif de l'auteur de l'acte ayant causé au moins partiellement l'abolition du discernement)** : p. 4224 p. 4225 p. 4226 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10 (Code pénal - Discernement - Définition)** : p. 4227 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9 (Abolition du discernement en vue de la commission d'une infraction - Responsabilité pénale)** : p. 4228 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 (Irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental - Mesure de sûreté d'obligation de soins - Création)** : p. 4228 - **Article 2 (Aggravation des peines pour les crimes et délits commis en état d'intoxication)** : p. 4229 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié (Application des articles 122-1, 122-2 et 122-5 du code pénal - Victime de violences pénalement responsable - Impact des violences - Prise en considération)** : p. 4230 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 11 (Discernement aboli ou altéré - Ajout d'une question spécifique par les experts)** : p. 4231

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au suivi des auteurs de crimes et délits déclarés pénalement irresponsables** - (26 mai 2021) : p. 4249

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Commission mixte paritaire [n° 622 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4361

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4408 p. 4409 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 15** (Commission des finances - Présidence - Appartenance à un groupe d'opposition) : p. 4413 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 4** (Commissions d'enquête et missions d'information - Droit de tirage des groupes politiques - Augmentation) : p. 4415 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 6 rectifié** (Commissions d'enquête parlementaires - Engagement de poursuites - Bureau des commissions) : p. 4415 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 5 rectifié** (Propositions de résolution - Pluralisme - Temps d'explication de vote après la discussion générale) : p. 4419 p. 4420 - **Article additionnel avant l'article 9 - Amendement n° 14** (Temps réservé aux groupes d'opposition et aux groupes minoritaires - Calcul - Comptabilisation) : p. 4425 - **Article 11** (Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun) : p. 4432
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (17 juin 2021) - **Article 19 bis C** (Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique) : p. 5088
- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 5997 p. 6007 - **Article 2** (Possibilité de fermeture des « locaux annexes » aux lieux de culte) : p. 6015 - **Article 6** (Droit de communication aux préfets et aux services de renseignement des informations relatives aux soins psychiatriques sans consentement) : p. 6027 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 36 et n° 92 rectifié** (Toutes les lois antiterroristes en France depuis la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 - Efficacité - Rapport au Parlement) : p. 6030 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 97** (Article L. 811-3 du code de la sécurité intérieure - Financement du terrorisme) : p. 6038 p. 6039 - **Article 11** (Expérimentation d'une technique d'interception des communications satellitaires) : p. 6048 - **Article 12** (Texte non modifié par la commission) (Pérennisation des dispositions prévues à l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure encadrant le recours à l'algorithme) : p. 6050 - **Article 13** (Renforcement de l'encadrement de la mise en œuvre des algorithmes et extension de leur champ aux URL) : p. 6054 - **Article 15** (Refonte du cadre de conservation des données de connexion par les opérateurs) : p. 6058 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6081
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dissolution de l'établissement public du Haras du Pin** - (7 juillet 2021) : p. 6526 p. 6527
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1241** (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Retrait d'une commune - Seuil - Abaissement) : p. 6685
- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 49** (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services ») : p. 7231 - **Article 59** (Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales) : p. 7257 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 373** (Collectivités territoriales - Relations diplomatiques) : p. 7257 p. 7258 - **Article 59 bis (nouveau)** (Compétences des départements frontaliers en matière transfrontalière) : p. 7259 - **Article 50** (précédemment réservé) (Partage de données entre administrations) : p. 7264 p. 7267 p. 7268
- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 84** (priorité) (Dissolution de l'établissement public « Haras national du Pin » et transfert d'une partie de ses propriétés au département de l'Orne) : p. 7317 - **Article 65** (Habilitation à réformer le régime de la publicité foncière par ordonnance) : p. 7322
- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Commission mixte paritaire [n° 717 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7524
- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Nouvelle lecture [n° 734 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7582 p. 7583 p. 7584
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Demande de seconde délibération** : p. 7626
- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7777 p. 7786 p. 7805
- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50 rectifié** (Courtes peines d'emprisonnement - Suppression de l'exécution en dehors de la prison) : p. 8598 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 5 rectifié** (Individu n'ayant pas de titre de séjour régulier - Interdiction de prononcé par le juge judiciaire de mesures impliquant sa présence sur le territoire) : p. 8600 - **Article additionnels après l'article 9 ter - Amendement n° 24 rectifié bis** (Étranger définitivement condamné et incarcéré faisant l'objet de mesures d'interdictions du territoire français - Interdiction de libération conditionnelle) : p. 8601
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8837 p. 8843
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la fraude fiscale** - (6 octobre 2021) : p. 8897 p. 8898
- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9106 p. 9112 p. 9114
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9124 p. 9127 p. 9132 p. 9137
- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9189 p. 9190 p. 9194 - **Article unique** : p. 9199 p. 9200
- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9251 p. 9256 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 50** (Politique globale de réhabilitation des cellules de gardes à vue - Rapport au Parlement) : p. 9277
- **Question orale sans débat sur le bilan de l'action du Gouvernement en matière de lutte contre les déserts médicaux** - (19 octobre 2021) : p. 9317
- **Question orale sans débat sur la présence postale dans le Calvados** - (19 octobre 2021) : p. 9319
- **Question orale sans débat sur la situation sanitaire et environnementale de la carrière de Tournai-sur-Dive** - (19 octobre 2021) : p. 9325 p. 9326

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié (Chef d'entreprise en difficulté - Levée d'interdiction bancaire dès l'ouverture d'une conciliation amiable constatée)** : p. 9571 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 38 rectifié ter et n° 39 rectifié bis (Liste des activités exercées exclusivement par des personnes qualifiées professionnellement - Ajout de l'activité de toilettage des chiens, chats et autres animaux de compagnie)** : p. 9581

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9700 p. 9701 p. 9702

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9713 p. 9714 p. 9719 - **Article 1er A (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9744 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 70 (Évolution des statuts vaccinaux complets donnant droit au passe sanitaire - Débat et contrôle du Parlement)** : p. 9751 - **Article 1er E (nouveau) (Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19)** : p. 9757 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 16 (Raisons des différences de rythme de vaccination au sein de la population en fonction des zones géographiques et des profils socioprofessionnels des foyers - Rapport au Parlement)** : p. 9760 - **Article additionnel après l'article 1er H - Amendement n° 77 (Conséquences des fermetures de lits d'hôpitaux en France sur l'efficacité des politiques de lutte contre les pandémies - Rapport au Parlement)** : p. 9762 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 84 et n° 35 rectifié (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française - Création de systèmes d'informations aux seules fins de lutte contre l'épidémie de covid-19)** : p. 9774 p. 9775 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9781 p. 9782

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de**

structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)] - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9873 p. 9875 p. 9878 - **Article 1er (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole)** : p. 9887 p. 9931 p. 9932

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9965 p. 9966 - **Rappel au règlement** : p. 9973 p. 9974

- **Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 108 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9974 p. 9981 p. 9982

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9997

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9999 p. 10002

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Nouvelle lecture [n° 131 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10017 p. 10021 p. 10022 - **Question préalable** : p. 10025

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inscription des Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes** - (24 novembre 2021) : p. 11237

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 176 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 12006 p. 12007 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12024

GOURAULT (Jacqueline)
*ministre de la cohésion des territoires et
des relations avec les collectivités
territoriales*
(jusqu'au 31 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1304 du 28 octobre 2020 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la Collectivité européenne d'Alsace et l'ordonnance n° 2020-1305 du 28 octobre 2020 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Collectivité européenne d'Alsace [n° 276 (2020-2021)] (13 janvier 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1504 du 2 décembre 2020 prorogeant et adaptant les conditions de gestion des programmes européens de la politique de cohésion et des affaires maritimes et de la pêche [n° 293 (2020-2021)] (20 janvier 2021) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 377 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 588 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 588 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements [n° 271 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi 4D** - (27 janvier 2021) : p. 498

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités des zones touristiques** - (27 janvier 2021) : p. 505

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux aides et compensations covid aux collectivités** - (27 janvier 2021) : p. 507
- **Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) [n° 305 (2020-2021)]** - (9 février 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 935 p. 939
- **Débat sur l'avenir de la métropole du Grand Paris** - (9 février 2021) : p. 958 p. 959 p. 960 p. 961 p. 962 p. 963 p. 964 p. 965 p. 966 p. 967 p. 968 p. 969 p. 970
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens des collectivités face à la crise sanitaire** - (3 mars 2021) : p. 1438
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2497
- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2898 p. 2899 p. 2910 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié (Formation des élus locaux - Associations départementales - Seuil - Détermination)** : p. 2912 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Formation des élus - Montant des dépenses de formation)** : p. 2913 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 (Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) - Composition)** : p. 2914 - **Article 1er ter (nouveau) (Cumul du droit individuel à la formation sur toute la durée du mandat)** : p. 2914 - **Article 1er quater (nouveau) (Cofinancement des formations éligibles au DIFE)** : p. 2915 - **Article 1er quinquies (nouveau) (Modalités de garantie de l'équilibre financier du fonds DIFE)** : p. 2915 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 10 rectifié (Formation des élus locaux - Montant annuel des droits - Fixation triennale)** : p. 2916 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 5 rectifié (Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) - Droits individuels à la formation des élus locaux - Valeur minimale garantie)** : p. 2917 - **Article 1er nonies (nouveau) (Accès des élus locaux aux formations par un service dématérialisé)** : p. 2917 - **Article 1er duodécies (nouveau) (Renforcement du contrôle des organismes de formation agréés et encadrement du recours à la sous-traitance)** : p. 2918 p. 2919 - **Article 1er terdecies (nouveau) (Clarifications rédactionnelles)** : p. 2919 - **Article 1er quaterdecies (nouveau) (Assouplissement des modalités de transition)** : p. 2920 - **Article additionnel après l'article 1er quaterdecies - Amendement n° 17 (Polynésie Française - Ordonnance n° 2021-45 - Compteurs Lifou - Actualisation)** : p. 2921 - **Article 3 (nouveau) (Coordination des dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)** : p. 2921 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 16 (Nouvelle-Calédonie - Ordonnance n° 2021-71 portant réforme de la formation des élus - Amendement de coordination)** : p. 2921
- **Question orale sans débat sur la réforme de la formation des élus** - (13 avril 2021) : p. 3078
- **Question orale sans débat sur les frais d'état civil des petites communes accueillant un grand hôpital** - (13 avril 2021) : p. 3079
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3210 p. 3211
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la répartition de la dotation globale de fonctionnement 2021** - (5 mai 2021) : p. 3409 p. 3410
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Rambouillet** - (5 mai 2021) : p. 3417
- **Débat sur le thème : « Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ne pas confondre vitesse et précipitation. »** - (5 mai 2021) : p. 3448 p. 3449 p. 3450 p. 3451 p. 3452 p. 3453 p. 3454 p. 3455 p. 3456 p. 3457 p. 3458 p. 3459
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles dispositions du projet de loi 4D** - (12 mai 2021) : p. 3724
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du second accompagnant d'un enfant corse hospitalisé sur le continent** - (12 mai 2021) : p. 3727
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des travaux de rénovation de la voirie municipale** - (12 mai 2021) : p. 3731
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déploiement de la fibre optique en zone rurale** - (19 mai 2021) : p. 3997
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux inégalités entre les départements dans le cadre du plan de relance** - (19 mai 2021) : p. 4002
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation du Gouvernement pendant la crise sanitaire** - (19 mai 2021) : p. 4005
- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6532 p. 6546 p. 6547 p. 6551 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 260 rectifié (Département - Division territoriale fondamentale)** : p. 6552 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 130 rectifié (Libre administration des collectivités territoriales - Principe - Réaffirmation)** : p. 6552 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 519 rectifié bis (Intercommunalités - Définition)** : p. 6553 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 689 rectifié (Intercommunalité - Seuils de population - Suppression)** : p. 6554 p. 6555 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 331 (Collectivités territoriales - Autonomie financière - Garantie constitutionnelle)** : p. 6557 - **Article 1er (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation)** : p. 6558 p. 6559 p. 6560 - **Article 1er bis (nouveau) (Définition et mise en œuvre du principe de différenciation)** : p. 6562 p. 6566 p. 6567 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 983 rectifié bis (Collectivités territoriales - Départements frontaliers - Compétences)** : p. 6567 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 1131 rectifié bis (Alsace - Droit local)** : p. 6569 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 421 rectifié, n° 422 rectifié, n° 423 rectifié et n° 424 rectifié (Départements et régions frontaliers - Départements d'outre-mer - Compétences spécifiques)** : p. 6572 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 930 rectifié bis (Évolution des services déconcentrés - Élus locaux - Consultation systématique)** : p. 6573 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 178 rectifié bis (Loi « Montagne » - Loi « Littoral » - Instance spécifique de conciliation - Création)** : p. 6574 - **Article 2 (Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales)** : p. 6578 p. 6580 p. 6582 p. 6584 p. 6585 p. 6586 p. 6587 p. 6589 p. 6590 p. 6591 p. 6592 p. 6594
- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 114 rectifié ter, n° 124 rectifié bis, n° 126 rectifié bis, n° 111 rectifié ter, n° 112 rectifié ter et n° 113 rectifié ter (Conseil municipal - Ordre du jour)** : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1384 rectifié octies (Urbanisme - Maire - Pouvoir de police)** : p. 6609 - **Article additionnel après**

l'article 2 bis - Amendement n° 266 (*Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Suppression*) : p. 6610 - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6613 p. 6614 p. 6615 p. 6616 p. 6618 p. 6620 p. 6621 p. 6622 p. 6624 p. 6625 p. 6627 p. 6628 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1358 rectifié bis** (*Conférence départementale des exécutifs - Création*) : p. 6629 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° n° 49 rectifié bis, n° 1057 rectifié ter, n° 1065 rectifié et n° 303 rectifié** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre - Compétences - Délégation*) : p. 6630 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 202 rectifié bis** (*Aide publique locale - Chef de file - Rôle*) : p. 6631 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 203 rectifié bis** (*Collectivité territoriale - Autorité organisatrice - Définition*) : p. 6632 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1060 rectifié bis et n° 1061 rectifié bis** (*Commerces - Compétences économiques des communes*) : p. 6633 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1044 rectifié ter** (*Conseils départementaux - Plates-formes d'initiative locale (PFIL) - Aides*) : p. 6634 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1510 rectifié quater** (*Conseils départementaux - Aides économiques*) : p. 6634 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1043 rectifié ter** (*Départements - Plates-formes d'initiative locale (PFIL) - Financement*) : p. 6634 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1299 rectifié bis** (*Collectivité européenne d'Alsace - Coopération transfrontalière*) : p. 6635 p. 6636 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 980 rectifié bis**, (*Collectivité européenne d'Alsace - Économie touristique*) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1435 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Nature juridique*) : p. 6637 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1509 rectifié bis** (*Conférence territoriale des maires - Pouvoir*) : p. 6640 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1046 rectifié** (*Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine des communes*) : p. 6640 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1436 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Clause de sauvegarde*) : p. 6641 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1049 rectifié** (*Métropole de Lyon - Organisation*) : p. 6641 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1523 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Pouvoirs de police*) : p. 6642 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 217 rectifié** (*Communes touristiques - Instances intercommunales - Représentation*) : p. 6642 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 932 rectifié bis** (*Outre-mer - Communes touristiques*) : p. 6643 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 59 rectifié ter, n° 1456 rectifié quater, n° 190 rectifié septies, n° 814 rectifié ter, n° 1031 rectifié quater, n° 913 rectifié bis, n° 191 rectifié quater, n° 576 rectifié quinquies, n° 815 rectifié, n° 1032 rectifié et n° 1457 rectifié bis** (*Communes touristiques - Compétence « promotion du tourisme »*) : p. 6647 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 975 rectifié ter** (*Communauté de communes - Compétences*) : p. 6648 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1073 rectifié bis** (*Schéma de cohérence territorial - Tissu commercial de proximité - Principe de différenciation*) : p. 6648 p. 6649 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 790 rectifié bis et n° 1016 rectifié** (*Conférences territoriales de l'action publique (CTAP) - Intérêt transfrontalier*) : p. 6649 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 89 rectifié** (*Conventions interrégionales de massif - Attribution des crédits - Information*) : p. 6650 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 799 rectifié ter** (*Intercommunalité - Périmètres administratifs - Rapport au Parlement*) : p. 6650 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Facilitation de la délégation de compétences entre l'État et les collectivités*) : p. 6650 p. 6651 p. 6652 - **Article 3 ter (nouveau)** (*Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle*) : p. 6653 - **Article 3 quater (nouveau)** (*Comité État-régions*) : p. 6654 - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Facilitation de l'inscription à l'ordre du jour d'une fusion de conseil régional et des conseils départementaux*) : p. 6655 p. 6655 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendements n° 1109 rectifié et**

n° 1365 rectifié bis (*Département - Changement de région - Consultation des électeurs*) : p. 6656 - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6659 p. 6662 p. 6664 p. 6666 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 392 rectifié bis** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Consultation populaire*) : p. 6667 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1378 rectifié** (*Intercommunalité - Transferts de compétences - Concertation publique*) : p. 6667 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1001 rectifié bis** (*Communes - Budget participatif*) : p. 6668 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 922 rectifié** (*Collectivités territoriales - Consultation populaire*) : p. 6669 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 920 rectifié** (*Région - Conseil citoyen - Création*) : p. 6669 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1002 rectifié bis** (*Assemblées délibérantes des collectivités territoriales - Séance annuelle de questions orales - Instauration*) : p. 6670 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 936 rectifié ter** (*Hémicycles régionaux et départementaux - Questions orales*) : p. 6673 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 34 rectifié quater, n° 48 rectifié bis, n° 144 rectifié ter, n° 628 rectifié, n° 1150, n° 1188 rectifié ter et n° 1467 rectifié bis** (*Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne*) : p. 6675 p. 6676 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 923 rectifié** (*Maire - Retrait de délégations - Élus municipaux - Vote par bulletin secret*) : p. 6676 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1364** (*Conseils de quartier - Mise en place - Seuil - Abaissement*) : p. 6676 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1007 rectifié bis** (*Métropole de Lyon - Conférence métropolitaine*) : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 933 rectifié bis** (*Assemblées régionales - Groupes minoritaires - Droit d'expression*) : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 746** (*Corse - Chambre des territoires - Composition*) : p. 6678 p. 6679 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 446 rectifié** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Conseils de développement*) : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1198 rectifié bis, n° 1246 rectifié bis et n° 1688** (*Intercommunalité - Scission*) : p. 6680 p. 6681 p. 6682 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 200 rectifié bis et n° 1009 rectifié** (*Conférence des maires - Consultation pour avis - Modalités*) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 394** (*Conseil communautaire - Conférence des maires - Sujets de consultation*) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1028 rectifié, n° 1063 rectifié bis, n° 1179 et n° 1455 rectifié bis** (*Communes de montagne - Délégations*) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1241** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Retrait d'une commune - Seuil - Abaissement*) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1000 rectifié bis** (*Référendum régional d'initiative partagée*) : p. 6686 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1311 rectifié** (*Syndicat de communes - Comité syndical - Composition*) : p. 6687 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 395** (*Syndicat mixte - Communauté de commune - Adhésion*) : p. 6687 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1375** (*Collectivités territoriales - Dispositifs de démocratie directe - Expérimentation*) : p. 6688 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 890 rectifié bis** (*Statut d'agent civique territorial - Création - Rapport au Parlement*) : p. 6688 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1199** (*Délimitation des régions - Rapport au Parlement*) : p. 6689 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Transfert de compétences « à la carte » des communes membres vers leur établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : p. 6690 p. 6692 - **Article 4 ter (nouveau)** (*Critère de l'intérêt communautaire ou métropolitain pour l'exercice de diverses compétences au sein du bloc communal*) : p. 6693 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 518 rectifié bis et n° 1600 rectifié bis** (*Conseillers communautaires - Répartition des sièges*) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 1596 rectifié bis, n° 1597 rectifié bis, n° 1598 rectifié bis et n° 1599 rectifié bis**

(Politique locale du commerce - Intercommunalités - Répartition des compétences) : p. 6695 p. 6696 p. 6696 p. 6696 - **Article 4 quater (nouveau)** (Conférence de dialogue État-collectivités) : p. 6697 p. 6698 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 189 rectifié quater, n° 1029 rectifié bis et n° 1096 rectifié bis** (Code de la montagne - Création) : p. 6699 - **Article 5 B (nouveau)** (Ajustements relatifs à l'exercice de la compétence d'AOM sur le territoire des communautés de communes) : p. 6700 - **Article additionnel après l'article 5 B - Amendement n° 146 rectifié ter** (Compétence mobilité - Transfert - Réversibilité) : p. 6700 - **Article 5** (Répartition des compétences et de la qualité de chef de file entre les collectivités territoriales en matière de transition écologique) : p. 6701 p. 6702 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1371 rectifié** (Code de l'Environnement - Principes généraux - Principes de simplification et de subsidiarité) : p. 6702 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 642 rectifié bis, n° 1115 rectifié et n° 1446** (Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation - Economie circulaire - Intégration) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 535 et n° 1340 rectifié** (Code de la santé publique - Droits à l'eau potable et à l'assainissement - Définition) : p. 6704 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 537 et n° 1342 rectifié** (Code de la santé publique - Accès à l'eau) : p. 6705 - **Article 5 bis (nouveau)** (Suppression du caractère obligatoire du transfert des compétences « eau », « assainissement » et « gestion des eaux pluviales urbaines ») : p. 6706 p. 6708 p. 6709 p. 6710 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendements n° 340 rectifié bis et n° 1614 rectifié bis** (Eaux pluviales - Zonages) : p. 6711 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 301 rectifié bis** (Eau - Usage vital - Gratuité à l'accès) : p. 6711 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 145 rectifié bis** (Compétences eau et assainissement - Transfert optionnel) : p. 6712 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 90 rectifié bis** (Syndicat des eaux - Communes - Représentation) : p. 6713 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 1370 rectifié bis** (Gestion de l'eau - Périmètre de gestion technique - Délimitation) : p. 6713 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 351 rectifié ter** (Collectivités - Gestion des eaux pluviales urbaines - Expérimentation) : p. 6714 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendements n° 773 rectifié bis et n° 1286 rectifié** (Règles départementales relatives à la défense extérieure contre l'incendie - Mise en œuvre - Évaluation - Rapport au Parlement) : p. 6715 p. 6716 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1110 rectifié bis** (Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Augmentation) : p. 6717 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1090 rectifié** (Établissement public territorial de bassin - Défense contre les inondations et contre la mer - Expérimentation) : p. 6718 - **Article 5 sexies (nouveau)** (Renforcer les pouvoirs du maire en matière d'implantation de projets éoliens sur le territoire de la commune) : p. 6719 p. 6720 - **Article additionnel après l'article 5 quinquies - Amendement n° 1090 rectifié ter** (Établissement public territorial de bassin - Gestion des inondations - Expérimentation) : p. 6721 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 372 rectifié bis** (Régions - Hauteur des éoliennes - Régulation) : p. 6721 p. 6722 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1092 rectifié bis** (Éoliennes - Installation - Consultation préalable des électeurs) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1197 rectifié** (Infrastructures de transport par câbles - Installation - Pouvoirs du maire) : p. 6723 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1251 rectifié bis** (Installation d'éoliennes - Pouvoirs du maire) : p. 6724 - **Article additionnel après l'article 5 sexies - Amendement n° 1093 rectifié bis** (Parc éolien - Implantation - Accord préalable du maire - Modalités) : p. 6725 - **Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 1151** (Routes nationales - Coûts d'entretien - Rapport) : p. 6725 - **Article 6** (Transfert aux départements, aux métropoles et à la métropole de Lyon de certaines routes nationales non concédées) : p. 6727 p. 6728 p. 6729 p. 6730

p. 6731 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1252** (Péage - Usage des ressources - Harmonisation) : p. 6732 - **Article 7** (Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé) : p. 6735 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1230 rectifié ter** (Île-de-France - Mobilités - Valorisation publicitaire des biens immobiliers et mobiliers) : p. 6736 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 142 rectifié quinquies n° 727 et n° 1321** (Région Grand Est - Taxe poids lourds) : p. 6739 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 1529 rectifié** (Zones inconstructibles - Végétalisation - Augmentation) : p. 6740 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 733 et n° 833 rectifié** (Aménagements en faveur des cyclistes, engins de déplacement personnels et piétons - Maintien) : p. 6741 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 944 rectifié quater** (Autorité organisatrice des territoires lyonnais - Régies Auvergne-Rhône-Alpes - Suppression) : p. 6742

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 8** (Transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'aménagement routier aux collectivités territoriales et à leurs groupements) : p. 6752 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1679 et n° 1700** (Travaux sur le domaine routier - Maîtrise d'ouvrage - Transfert de responsabilité - Élargissement) : p. 6752 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 728** (Projets d'infrastructures nécessitant une approche multimodale - Sociétés de financement - Possibilité de création - Rapport au Parlement) : p. 6753 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1129 rectifié bis** (Autorités organisatrices de la mobilité - Mise en accessibilité des points d'arrêt - Faculté de réalisation - Rapport au Parlement) : p. 6754 - **Article 9** (Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions) : p. 6756 p. 6757 p. 6758 p. 6759 p. 6760 p. 6761 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1233 rectifié bis** (Région Île-de-France - Services de transport ferroviaire - Ouverture à la concurrence - Calendrier - Modification) : p. 6763 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1669 rectifié bis** (Transport ferroviaire de voyageurs - Contrat de service public - Changement d'attributaire - Évolution des effectifs - Prise en compte) : p. 6764 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 225** (Petites lignes ferroviaires - Pérennisation) : p. 6765 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1406** (Établissements publics locaux - Possibilité de création - Élargissement) : p. 6766 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 722 rectifié** (Transport léger autonome sur rail - Expérimentation) : p. 6767 - **Article 10** (Faculté pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'installer des radars automatiques) : p. 6768 p. 6769 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 20 rectifié, n° 456 rectifié bis et n° 847 rectifié bis** (Syndicat mixte ouvert restreint - Département - Présidence) : p. 6770 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 761 rectifié et n° 974 rectifié** (Système d'immatriculation des véhicules - Maire - Autorisation d'accès) : p. 6771 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1549 rectifié bis** (Métropole de Lyon - Organisation du stationnement - Accord préalable du conseil municipal des communes concernées) : p. 6771 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1270 rectifié** (Gardes champêtres - Constat d'infractions - Appareil photographiques - Utilisation - Autorisation) : p. 6772 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 829 rectifié** (Saint Pierre et Miquelon - Domaine public portuaire) : p. 6773 - **Article 12** (Réforme de la gouvernance de l'Ademe et délégation d'une partie des fonds « chaleur » et « économie circulaire » aux régions) : p. 6774 p. 6775 p. 6776 p. 6778 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 125 rectifié septies, n° 555 rectifié, n° 626 rectifié ter et n° 1611 rectifié quater** (Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) - Statut juridique - Sécurisation) : p. 6780 - **Article 12 ter (nouveau)** (Modification de la composition de la CDPNAF) : p. 6781 p. 6782 p. 6783 p. 6784 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 1531** (Commissions départementales des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) - Plans

locaux d'urbanisme - Consultation) : p. 6784 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 153 rectifié bis, n° 156 rectifié et n° 157 rectifié ter** (Amendement n° 153 rectifié bis : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Règlement intérieur - Instauration ; amendement n° 156 rectifié ter : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Avis après audition ; amendement n° 157 rectifié ter : Commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - Déplacement sur site - Autorisation) : p. 6786 - **Article 13** (Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions) : p. 6788 p. 6789 p. 6790 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1615** (Réseau Natura 2000 - Obligation d'autofinancement - Dérogation) : p. 6791 - **Article 13 bis (nouveau)** (Dérogation au seuil de participation minimale du maître d'ouvrage pour le financement d'une opération en faveur de la restauration de la biodiversité) : p. 6791 - **Article 13 ter (nouveau)** (Modalités de compensation de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés sur un site Natura 2000 faisant l'objet d'un engagement de gestion) : p. 6792 - **Article 13 quater (nouveau)** (Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattage des loups définis au niveau national) : p. 6793 p. 6794 - **Article 14** (Création d'un pouvoir de police spéciale dans les espaces naturels protégés) : p. 6796 p. 6797 p. 6798 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 91 rectifié** (Site naturel classé - Aménagement temporaire - Formalité - Dispense - Élargissement) : p. 6798 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 148 rectifié** (Atteinte de toute nature à l'environnement) : p. 6799 p. 6800 - **Demande de priorité et de réserve** : p. 6800 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 337 rectifié et n° 738 rectifié** (Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Obligation d'autofinancement - Opérations en investissement - Dérogation) : p. 6801 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 338 rectifié** (Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Accès) : p. 6802 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 336 rectifié, n° 551, n° 590 rectifié ter, n° 653 rectifié bis, n° 737 rectifié bis et n° 1039 rectifié bis** (Syndicat mixte d'aménagement et de gestion de parc naturel régional - Plans et projets soumis à évaluation et autorisation environnementale - Consultation obligatoire) : p. 6803 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 339 rectifié, n° 589 rectifié ter, n° 736 rectifié, n° 817, n° 1038 rectifié bis et n° 1473 rectifié bis** (Parcs naturels régionaux - Procédures de consultation et d'autorisation - Seuils de mise en œuvre - Adaptation) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 274 rectifié** (Zones à proximité d'habitation - Usage de produits phytopharmaceutiques - Maires - Faculté d'interdiction) : p. 6804 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 416** (Maires - Bon entretien des chantiers - Recommandations de bonnes pratiques) : p. 6806 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 548** (Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Fusion - Collecte et traitement des déchets - Modalités - Principe de non-régression) : p. 6806 - **Article additionnel après l'article 5 quinquièmes (précédemment réservé) - n° 1090 rectifié ter** (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Établissement public territorial de bassin - Transfert de la compétence - Expérimentation) : p. 6807 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6808 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 68 rectifié** (Paris, Lyon, Marseille - Taux de logements sociaux par arrondissement - Rééquilibrage) : p. 6808 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 227 rectifié bis** (Maires bâtisseurs - Conditions de la pérennisation des aides - Rapport au Parlement) : p. 6809 - **Article 15** (Modification des critères d'exemption de quotas SRU) : p. 6811 p. 6812 p. 6813 p. 6814 p. 6815 p. 6816 p. 6817

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 17** (Suppression de la date butoir de 2025 et rythme de rattrapage du déficit de logements sociaux différencié selon les communes

SRU) : p. 6885 p. 6887 - **Article 18** (Création du contrat de mixité sociale) : p. 6894 - **Article 20 quinquièmes (nouveau)** (Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU) : p. 6917 - **Article 25** (Harmonisation des régimes de délégation de compétences de l'État entre les EPCI et les métropoles en matière de logement social) : p. 6943 p. 6944 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 1139 et n° 1583 rectifié bis** (Intercommunalités à fiscalité propre - MaPrimeRenov' - Crédits - Gestion directe) : p. 6945 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1586 rectifié bis** (Intercommunalités - Autorité organisatrice de l'habitat - Compétences) : p. 6946

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2021) - **Article 25 bis (nouveau)** (Extension de l'harmonisation de l'article 25 à la métropole du Grand Paris) : p. 6989 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 71 rectifié bis** (Opérations de revitalisation de territoire (ORT) - Élaboration des conventions - Organismes HLM - Consultation de droit) : p. 6990 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 246 rectifié** (Opérations de revitalisation de territoire (ORT) - Étudiants en médecine - Création de logements - Rapport au Parlement) : p. 6991 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 185 rectifié ter, n° 569 rectifié quater, n° 811 rectifié, n° 1025 rectifié et n° 1481 rectifié bis** (Opérations de revitalisation de territoire (ORT) - Communes classées montagne - Réhabilitation de l'immobilier - Rapport au Parlement) : p. 6992 - **Article additionnel après l'article 28 bis - Amendement n° 748 rectifié** (Corse - Zones communales d'équilibre territorial - Création) : p. 6998 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 277 et n° 1 rectifié** (Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) - Transfert de compétence à l'intercommunalité - Obligation - Suppression) : p. 7004 p. 7006 p. 7007 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié** (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto) : p. 7007 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1087 rectifié ter** (Objectifs sociaux et environnementaux - Appréciation mutualisée entre plusieurs parcelles - Expérimentation) : p. 7010 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1412** (Zone de montagne - Exploitant d'une résidence de tourisme - Acquisition de meublés - Droit de priorité - Opérateur agréé par l'État - Cession à titre gratuit) : p. 7011 p. 7012 p. 7013 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 193 rectifié** (Commissions régionales du patrimoine et de l'architecture - Représentants départementaux - Intégration) : p. 7014 - **Article 30 bis (nouveau)** (Articulations relatives à l'extension du périmètre des établissements publics fonciers en vue d'améliorer leur couverture territoriale) : p. 7014 - **Article 30 quater (nouveau)** (Exclusion des biens préemptés du champ d'application du droit de préférence du locataire) : p. 7015 - **Article 27 (précédemment réservé)** (Raccourcissement des délais et élargissement des procédures d'acquisition de biens sans maître et en état d'abandon manifeste) : p. 7016 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 777 rectifié bis** (Propriétaire privé - Terrain - Obligation de remise en état - Maire - Possibilité d'injonction) : p. 7017 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 697 rectifié bis** (Zone de montagne - Parcelle forestière - Bien sans maître - Propriétaires de parcelles contiguës - Cession prioritaire) : p. 7018 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 1622 rectifié bis** (Expropriation pour cause d'utilité publique - Acompte sur indemnité d'éviction - Extension à tous les locataires) : p. 7019 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 1086 rectifié ter** (Jeux Olympiques et paralympiques de 2024 - Titres d'occupation du domaine public - Maires - Compétences de plein droit) : p. 7020 - **Article additionnel après l'article 27 (précédemment réservé) - Amendement n° 150 rectifié** (Secret professionnel et fiscal - Collectivités locales - Dérogation à l'article L.103 du livre des procédures fiscales) : p. 7020 - **Article additionnel après l'article 27 bis (précédemment réservé) - Amendement n° 694 rectifié bis**

(Chemins ruraux - Vente - Enquête publique préalable - Dispense) : p.7021 - **Article 29 (précédemment réservé)** (Appui du département à l'élaboration du programme local de l'habitat, PLH) : p.7023 - **Demande de priorité** : p.7023

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 31** (Gouvernance des agences régionales de santé) : p.7039 p.7042 p.7044 p.7045 p.7046 p.7047 p.7048 p.7049 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 1389** (Agences régionales de santé (ARS) - Principe de subsidiarité) : p.7049 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 19 rectifié, n° 659 rectifié et n° 795 rectifié bis** (Projet régional de santé - Projets de territoires - Prise en compte) : p.7051 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 882** (Contrats territoriaux de santé - Contrats locaux de santé - Usagers - Participation - Renforcement) : p.7051 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 1257 rectifié, n° 658 rectifié et n° 791 rectifié** (Contrats locaux de santé (CLS) - Systématisation) : p.7053 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 760 rectifié, n° 792 rectifié, n° 1254 et n° 1487 rectifié bis** (Contrats locaux de santé - Volet « santé mentale ») : p.7055 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 793 rectifié** (Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Conseil d'administration - Présence des élus locaux) : p.7055 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 58 rectifié et n° 794 rectifié bis** (Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Avis) : p.7056 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 1651 et n° 1650** (Mayotte - Création d'officine pharmaceutique - Conditions) : p.7057 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 8** (Groupements hospitaliers de territoires (GHT) - Conseils stratégiques - Élus locaux - Participation) : p.7057 - **Article 31 bis (nouveau)** (Suppression de la présence des parlementaires dans la composition du conseil de surveillance des hôpitaux) : p.7058 - **Article additionnel après l'article 31 bis - Amendements n° 846 rectifié bis et n° 893 rectifié bis** (Établissements publics de santé - Conseil de surveillance - Modification de la composition) : p.7060 - **Article additionnel après l'article 31 bis - Amendement n° 685 rectifié** (Commission départementale de la démographie médicale - Développement) : p.7061 - **Article 32** (Financement des établissements de santé par les collectivités territoriales) : p.7062 p.7063 p.7064 - **Article 34** (Faculté pour les départements de contribuer à la politique publique de sécurité sanitaire - Collectivités autorisées à créer et gérer des centres de santé - Compétence du département en matière de promotion de l'accès aux soins de proximité) : p.7066 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 798 rectifié, n° 1069 rectifié et n° 1255** (Droit à la protection de santé - Collectivités territoriales - Participation) : p.7068 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 797 rectifié** (Politique de santé - Collectivités territoriales - Participation) : p.7068 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 1088 rectifié quater et n° 972 rectifié** (Ville de Paris - Politique relative à la petite enfance) : p.7069 - **Article 35 (supprimé)** (Expérimentation d'une recentralisation du revenu de solidarité active) : p.7070 p.7071 p.7072 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1282** (Guyane - Mayotte - La Réunion - Recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) - Rapport au Parlement) : p.7120 - **Article 35 bis (nouveau)** (Président du conseil départemental - Bénéficiaires du RSA - Pouvoir de contrôle) : p.7121 p.7124 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 982 rectifié** (Revenu de solidarité active (RSA) - Droits et devoirs des bénéficiaires) : p.7125 p.7127 - **Article 36** (Compétence départementale en matière d'habitat inclusif et d'adaptation des logements au vieillissement de la population) : p.7127 p.7129 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 513 rectifié bis** (Saint-Barthélemy - Conseil territorial de la citoyenneté et de l'autonomie (CTCA)) : p.7130 - **Article additionnel après l'article 36 bis - Amendement n° 379 rectifié quater** (Territoires ultramarins - Construction de résidences autonomie) : p.7132 - **Article 37** (Création d'un centre intercommunal d'action sociale dans les métropoles et communautés urbaines) : p.7133 p.7134 - **Article 38 (supprimé)** (Transfert aux départements de la tutelle

des pupilles de l'État) : p.7135 - **Article 57 (priorité)** (Coopération sanitaire transfrontalière) : p.7137 - **Article 78 (priorité)** (Création dans les régions d'outre-mer d'une catégorie d'établissement public industriel et commercial (EPIC) compétente en matière de formation professionnelle) : p.7138 - **Article 39** (Recours obligatoire au traitement automatisé d'appui à l'évaluation de la minorité pour l'évaluation de la minorité et de l'isolement des personnes se déclarant mineurs non accompagnés) : p.7140 p.7141 p.7142 p.7143 p.7144 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 314 rectifié** (Fichier d'appui à l'évaluation de la minorité (AEM) - Abrogation) : p.7145 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 216 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Évaluation de l'âge - Conseil départemental) : p.7145 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 215 rectifié** (Refus de procéder à des examens radiologiques osseux - Présomption de majorité) : p.7146 - **Article 40** (Transfert des directeurs des établissements de l'aide sociale à l'enfance de la fonction publique hospitalière vers la fonction publique territoriale) : p.7147 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 417** (Entreprises - Clause de répétition de la subvention) : p.7148 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 855 rectifié bis et n° 1323 rectifié bis** (Agence départementale des solidarités - Création) : p.7148 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 1512 rectifié bis** (Repérage des violences conjugales - Rôle du conseil départemental) : p.7149 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 856 rectifié bis et n° 1324 rectifié bis** (Établissements sociaux et médico-sociaux - Tarification - Nomination de directeurs - Rôle du président du conseil départemental) : p.7150 - **Article additionnel avant l'article 41 - Amendement n° 596** (Transfert de la médecine scolaire aux départements - Rapport au Parlement) : p.7152 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 556** (Enfants de moins de trois ans - Scolarisation) : p.7153 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 565** (Ouverture d'une école ou d'une classe - Financement) : p.7154 - **Article additionnel après l'article 41 (suite) - Amendements n° 560 et n° 988 rectifié ter** (Amendements n° 560 - Modification de la carte scolaire et n° 988 rectifié ter - Fermetures d'écoles ou de classes élémentaires - Consultation du conseil municipal) : p.7176 - **Article 41 bis (nouveau)** (Renforcement du rôle des régions dans le pilotage de la politique d'enseignement supérieur et de recherche) : p.7177 p.7178 p.7179 - **Article additionnel après l'article 41 bis - Amendement n° 179 rectifié** (Calendrier scolaire national - Adaptation locale) : p.7180 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1731** (Enseignement supérieur - Planification pluriannuelle des besoins) : p.7180 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1608 rectifié bis** (Plans régionaux de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) - Fléchage vers les métiers de la transition écologique) : p.7181 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 802 rectifié** (Relations entre les services déconcentrés de l'éducation nationale et les collectivités territoriales - Bilan annuel) : p.7181 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 1572 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme - Infrastructures sportives) : p.7182 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1125 rectifié** (Éducation artistique et culturelle - Rôle des départements) : p.7183 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 137 rectifié bis** (Schéma départemental de la solidarité territoriale) : p.7184 - **Article 43** (Compensations financières des transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p.7186 p.7187 p.7188 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 282** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Contemporanéité) : p.7190 - **Article additionnel après l'article 41 ter - Amendement n° 284 rectifié** (Dotation globale des communes à l'échelle intercommunale) : p.7192 - **Article 44** (Transfert des services et agents de l'État aux collectivités et groupements concernés par les transferts de compétences opérés par le projet de loi) : p.7194 p.7195 p.7196

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2021) - **Article 45** (Octroi au préfet de la fonction de délégué territorial d'agences nationales) : p. 7207 p. 7209 - **Article 46** (Renforcement du rôle du préfet dans l'attribution des aides des agences de l'eau) : p. 7211 p. 7212 p. 7213 - **Article 46 bis (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7214 p. 7215 - **Article 46 ter (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7216 - **Article 46 quater (nouveau)** (Renforcement de l'État déconcentré) : p. 7217 p. 7218 p. 7219 p. 7220 p. 7221 p. 7222 - **Article additionnel après l'article 46 quater - Amendement n° 986 rectifié bis** (Dotation d'équipement des territoires ruraux - Répartition - Modification) : p. 7222 - **Article additionnel après l'article 46 quinquies - Amendement n° 290** (Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) - Conseil d'administration - Composition - Modification) : p. 7223 p. 7224 - **Article 47 (supprimé)** (Révision des contrats de cohésion territoriale) : p. 7225 p. 7226 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 291** (Contrats de cohésion territoriale - Communes - Signataires - Inclusion) : p. 7226 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 1357** (Contrats de plan État-régions (CPER)- Volet métropolitain - Métropoles - Co-élaboration - Co-adoption) : p. 7227 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 591 rectifié bis** (Certificat d'urbanisme - Délivrance par le maire - Saisine préalable du préfet) : p. 7227 - **Article 48** (Habilitation à réviser par voie d'ordonnance le statut, les missions et la gouvernance du Cérema) : p. 7228 p. 7229 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 544** (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Moyens financiers et humains apportés par l'État - Adéquation - Rapport au Parlement) : p. 7229 - **Article 49** (Transformation des maisons de services au public en espaces « France Services ») : p. 7230 p. 7231 p. 7232 p. 7234 p. 7235 p. 7236 p. 7238 - **Article 49 bis (nouveau)** (Création d'une commission consultative pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 7238 - **Article 53** (Délégation à l'exécutif local des décisions d'admission en non-valeur de titres de faible montant) : p. 7240 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 1516 rectifié** (Budgets participatifs - Présentation du budget primitif - Mention obligatoire) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 951 rectifié bis** (Conseil régional - Subventions aux associations - Président - Compétence déléguée) : p. 7241 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 950 rectifié bis** (Conseil régional - Octroi des aides aux entreprises - Président - Compétence déléguée) : p. 7242 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 1089 rectifié ter** (Comptes administratifs - Comptes de gestion - Date limite de vote - Report) : p. 7242 - **Article additionnel après l'article 53 bis - Amendement n° 952 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Fonds publics alloués - Modalité de contrôle) : p. 7243 - **Article 53 quinquies (nouveau)** (Délégation aux exécutifs locaux de la conclusion de conventions en matière d'archéologie préventive) : p. 7244 - **Article 54** (Cession de biens meubles à titre gratuit par les collectivités) : p. 7245 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 425** (Collectivités territoriales - Biens mobiliers - Aliénation de gré à gré - Somme maximale - Fixation par les organes délibérants) : p. 7245 - **Article 55** (Clarification du délai de renonciation du président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'un groupement de collectivités territoriales au transfert des pouvoirs de police spéciale) : p. 7247 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° 214 rectifié ter, n° 396 rectifié et n° 1602 rectifié** (Agents de services communs - Autorité fonctionnelle de référence) : p. 7248 - **Demande de réserve** : p. 7249 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° 415 rectifié et n° 1138** (Infraction en matière de collecte des déchets - Recherche et constat - Président d'intercommunalité - Possibilité de missionner des agents assermentés) : p. 7250 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 759 rectifié bis** (Programmes opérationnels régionaux - Schémas régionaux de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) - Élaboration - Alignement) : p. 7250 - **Article 58 (supprimé)** (Consultation facultative des collectivités territoriales étrangères limitrophes sur le schéma

régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) : p. 7251 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 670 rectifié bis et n° 960 rectifié ter** (Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Procédure de révision) : p. 7252 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° 896 rectifié et n° 1020 rectifié** (Plans locaux d'urbanisme (PLU) - Impacts transfrontaliers - Modalités d'élaboration) : p. 7252 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 1256 rectifié** (Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Plan régional santé environnement - Mise en cohérence) : p. 7253 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendements n° 102 rectifié ter, n° 843 rectifié ter et n° 1105 rectifié** (Schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) - Élaboration - Chambres consulaires - Consultation obligatoire) : p. 7254 - **Article 58 ter (nouveau)** (Association des départements à l'élaboration du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) : p. 7254 - **Article additionnel après l'article 58 ter - Amendement n° 1677 rectifié bis** (Métropoles - Document d'orientations économiques - Faculté d'établissement - Suppression) : p. 7255 - **Article 59** (Participation de collectivités territoriales étrangères au capital de sociétés publiques locales) : p. 7256 p. 7257 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 373** (Collectivités territoriales - Relations diplomatiques) : p. 7258 - **Article 59 bis (nouveau)** (Compétences des départements frontaliers en matière transfrontalière) : p. 7259 - **Article 50 (précédemment réservé)** (Partage de données entre administrations) : p. 7261 p. 7262 p. 7264 p. 7266 p. 7267 p. 7269 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 774 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Droit à régularisation en cas d'erreur) : p. 7270 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 1517 rectifié ter** (Stratégie de développement des usages et services numériques (SDUSN)) : p. 7271 - **Article additionnel après l'article 50 (précédemment réservé) - Amendement n° 297** (Cartes nationales d'identité - Mode de délivrance) : p. 7272 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 162 rectifié bis, n° 476 rectifié ter, n° 678 rectifié bis et n° 1330 rectifié bis** (Inclusion numérique - Lutte contre l'illectronisme - Compétence départementale) : p. 7275 - **Article additionnel après l'article 51 (précédemment réservé) - Amendements n° 399 rectifié, n° 161 rectifié ter, n° 677 rectifié bis, n° 864 rectifié bis et n° 1329 rectifié bis** (Schéma départemental d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme - Création) : p. 7276

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Demande de priorité** : p. 7283 - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendements n° 665 rectifié ter, n° 776 rectifié bis, n° 954 rectifié quinquies, n° 1153 rectifié, n° 1387 rectifié ter, n° 1635 rectifié bis et n° 341 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Séances des organes délibérants - Visioconférence) : p. 7288 - **Article additionnel après l'article 52 (précédemment réservés) - Amendement n° 1735** (Collectivités territoriales - Groupe d'élus - Budget) : p. 7289 - **Article 84 (priorité)** (Dissolution de l'établissement public « Haras national du Pin » et transfert d'une partie de ses propriétés au département de l'Orne) : p. 7317 - **Article 70** (Contrôle des entreprises publiques locales par les collectivités territoriales et groupements actionnaires : contenu du rapport des mandataires, vote sur celui-ci et accord préalable aux prises de participation) : p. 7329 p. 7330 p. 7332 - **Article 71** (Désignation d'un commissaire aux comptes par les entreprises publiques locales et obligations de celui-ci) : p. 7334 - **Article 72** (Contrôle de l'Agence française anticorruption sur les entreprises publiques locales) : p. 7334 - **Article 73** (Sanction du défaut de communication des délibérations des organes des entreprises locales au représentant de l'État) : p. 7334

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendements n° 118 rectifié et n° 1312 rectifié** (Mandataires sociaux au sein d'une des sociétés d'économie mixte locale - Contrôle déontologique de leur

reconversion professionnelle dans le secteur privé) : p. 7588 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° 1566 rectifié ter** (Sites naturels ouverts au public - Simplification du droit de la responsabilité de leur propriétaire ou gestionnaire) : p. 7589 - **Article 73 bis (nouveau)** (Statut des élus locaux siégeant au sein des organes des filiales d'entreprises publiques locales) : p. 7590 - **Article 73 ter (nouveau)** (Conditions d'application des règles relatives aux conflits d'intérêts aux élus locaux qui représentent une collectivité territoriale ou un groupement au sein d'organismes extérieurs) : p. 7591 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 56 rectifié bis et n° 635 rectifié bis** (Conflit d'intérêt - Modification de sa définition) : p. 7593 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 957 rectifié ter** (Conflit d'intérêt entre deux intérêts publics - Précision) : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendements n° 54 rectifié bis et n° 1302 rectifié ter** (Définition du délit de « prise illégale d'intérêt » - Encadrement juridique de la notion « d'intérêt quelconque ») : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 73 ter - Amendement n° 55 rectifié bis** (Délit d'octroi d'avantage injustifié de l'article 432-14 du code pénal - Champ d'application) : p. 7595 - **Article 73 quater (nouveau)** (Habilitation des sociétés publiques locales à exercer des activités accessoires) : p. 7595 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 739 rectifié bis** (Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Composition de la commission auprès du préfet) : p. 7598 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 1690** (Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER) - Études de prospective territoriale régionale) : p. 7598 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 407 rectifié bis** (Accès des citoyens aux débats et décisions des collectivités - Recours aux moyens modernes de communication) : p. 7599 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 406 rectifié** (Politique des collectivités territoriales - Généralisation des missions d'information et d'évaluation) : p. 7600 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 931 rectifié** (Droit de dérogation reconnu au préfet - Rapport au Parlement) : p. 7601 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° 404 rectifié bis** (Procédure de révision libre des attributions de compensation - Condition de majorité) : p. 7601 - **Article 74 bis (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7602 - **Article 74 ter (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7602 p. 7604 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 477 rectifié bis, n° 781 rectifié ter, n° 844 rectifié ter, n° 958 rectifié ter, n° 994 rectifié bis et n° 1656 rectifié** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Cadre juridique du remplacement des membres) : p. 7606 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 181 rectifié quater, n° 325 rectifié quinquies, n° 574 rectifié quinquies, n° 813 rectifié bis et n° 1485 rectifié ter** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Présence garantie d'un conseiller municipal d'une commune classée montagne) : p. 7607 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 437** (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Généralisation de la publicité de ses avis) : p. 7607 -

Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 782 rectifié ter, n° 845 rectifié ter et n° 995 rectifié bis (Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Missions d'analyses des impacts techniques et financiers des normes relatives aux collectivités territoriales) : p. 7608 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 434 rectifié** (Droit d'opposition de l'auteur d'une proposition de loi à la transmission de son texte au Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Suppression) : p. 7608 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 435 rectifié** (Propositions de lois - Saisine obligatoire pour avis du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN)) : p. 7609 - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendement n° 177 rectifié bis** (Saisine du Conseil national de l'évaluation des normes (CNEN) par le président de la commission permanente d'un comité de massif - Autorisation) : p. 7609 - **Article 74 quater (nouveau)** (Dérogation au scrutin secret pour l'élection des représentants au sein des EPCI) : p. 7610 - **Article additionnel après l'article 74 quater - Amendement n° 427 rectifié** (Siège de l'hôtel de département - Détermination par le conseil départemental) : p. 7611 - **Article 74 quinquies (nouveau)** (Clarification et simplification en matière de droit funéraire) : p. 7612 - **Article 56 (précédemment réservé)** (Répartition des compétences au sein de la métropole Aix-Marseille-Provence) : p. 7613 p. 7617 p. 7618 p. 7620 p. 7622 p. 7623 p. 7624 p. 7625 - **Demande de seconde délibération** : p. 7626 - **Article 7 (supprimé)** (Mise à disposition des régions volontaires, à titre expérimental, de routes et d'autoroutes du domaine public routier national non concédé) : p. 7629 p. 7630

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7661

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du prix de l'énergie (I)** - (20 octobre 2021) : p. 9392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cybersécurité des collectivités** - (17 novembre 2021) : p. 10637

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au lien entre l'exécutif local et l'exécutif national** - (17 novembre 2021) : p. 10638

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi 3DS à l'Assemblée nationale** - (17 novembre 2021) : p. 10642

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autonomie financière des communes** - (17 novembre 2021) : p. 10646

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11355 p. 11355 p. 11357 p. 11358 p. 11359 p. 11360 p. 11361 p. 11362 p. 11363 p. 11364 p. 11365 p. 11366

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique le 12 mars 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taiwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (6 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 21 bis H - Amendement n° 381 rectifié** (*Dispositif des évaluations nationales de CEP et CE1 - Extension à tous les élèves - Rapport au Parlement*) : p. 2711

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 253 (2021-2022)] - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11502

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports.**

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant la fonction de Procureur Général de la Nation [n° 388 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Justice**.

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la libération des prisonniers de guerre arméniens et le rapatriement des corps des défunts à leurs proches [n° 540 (2020-2021)] (21 avril 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 165 tome 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet

de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage** [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 243 - **Article 4** (*Prise en compte des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage dans les quotas de logements sociaux imposés aux communes*) : p. 249

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique** [n° 288 (2020-2021)] - (26 janvier 2021) - **Article 1er** (*Modification du calendrier des élections régionales et départementales de 2021 et de 2027*) : p. 400 - **Article 4** (*Adaptation des règles de propagande électorale et de financement de la campagne pour les élections régionales et départementales de juin 2021*) : p. 421

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale** [n° 410 (2020-2021)] - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*) : p. 1788

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*) : p. 1925 - **Article 22** (*Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)*) : p. 1954

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*) : p. 1999 p. 2006 p. 2007 p. 2008

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2849

- **Rappels au règlement** - (8 avril 2021) : p. 2898

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3517 p. 3518

- **Proposition de loi tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote - Deuxième lecture** [n° 600 (2020-2021)] - (25 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4187

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** [n° 667 (2020-2021)] - (15 juin 2021) - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4859 p. 4861 p. 4862 p. 4863

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5989

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire** [n° 799 (2020-2021)] - (24 juillet 2021) - **Article 1er** (*Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire*) : p. 7821

GRÉAUME (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à une aide financière d'urgence en direction des victimes de violences conjugales [n° 333 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi portant création d'un programme national d'intelligence économique [n° 489 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi pour des mesures d'urgence pour les intermittents de l'emploi [n° 639 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Métropoles : pour de nouvelles dynamiques territoriales [n° 679 (2020-2021)] (11 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier l'acheminement et la distribution de la propagande électorale au groupe public La Poste [n° 792 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques [n° 111 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Préparation et emploi des forces [n° 216 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)] (26 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI [n° 255 (2021-2022)] (2 décembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une interdiction des coupures énergétiques et une revalorisation du chèque énergie [n° 291 (2021-2022)] (13 décembre 2021) - **Énergie - Famille - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur « L'Arctique, entre défi climatique et risques géopolitiques ».

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique - Déplacement à Calais et Boulogne-sur-mer - Communication de M. Pascal Allizard.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ali Dolamari, représentant du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication sur le rapport d'information Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Hans-Dieter Lucas, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au monde combattant - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative aux « Initiatives des territoires en matière de santé », avec la participation de M. Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, maire de Fontainebleau, Mme Véronique Besse et M. Frédéric Chéreau, co-présidents de la commission santé de

l'Association des maires de France, et M. Olivier Renaudie, professeur de droit public à l'université Paris 1.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Antoine Bouvier, directeur de la stratégie, des fusions-acquisitions et des affaires publiques d'Airbus et Dirk Hoke, président exécutif (CEO) d'Airbus Defence and Space.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Communication de Mme Françoise Gatel, présidente, sur les résultats de la consultation nationale des élus locaux sur l'efficacité de l'action publique et la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno ACAR, inspecteur général de l'administration, chargé en 2020 d'un rapport pour le ministre de l'intérieur et la ministre en charge des collectivités territoriales sur « L'évaluation des politiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales ».

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente, et M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Gwenaëlle Martinet, cheffe de projet France Relance, MM. Marc Boget, commandant de la gendarmerie dans le cyberspace, Jérôme Notin, directeur général ACYMA et Cyril Bras, vice-président de l'Institut pour la cybersécurité et la résilience des territoires.

Cybersécurité - Retour d'expérience des collectivités territoriales - Table ronde sur « La cybersécurité des collectivités territoriales » en présence de M. Richard Lizurey, adjoint au maire de Chartres, Mme Marie Nedellec, adjointe au maire de La Rochelle, et M. Alexandre Ouzille, premier adjoint au maire de Villers-Saint-Paul.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la médecine préventive dans la fonction publique territoriale.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits de la préparation et de l'emploi des forces - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition

de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition du général de division aérienne Michel Friedling, commandant de l'Espace.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 22** (*Biens réparés - Garantie générale de fonctionnement normal - Instauration*): p. 68 - **Article 12** (*Objectifs spécifiques de recyclage, de réemploi et de réparation pour certaines catégories d'équipements numériques*): p. 70 - **Article 18** (*Adaptation de la qualité des vidéos à la résolution maximale du terminal utilisé*): p. 89

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021): p. 142

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*): p. 532 p. 533 p. 534

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Article 9** (*Possibilité de déroger à l'inscription des décisions concernant des crimes de nature sexuelle ou violente au FIJAISV pour les mineurs d'au moins treize ans*): p. 563

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*): p. 630 p. 662 p. 663 - **Article 2 bis (supprimé)** (*Mesures de lutte contre les causes d'infertilité*): p. 672

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 5 A**: p. 746 - **Article 7 bis** (*Levée partielle de l'interdiction du don du sang applicable aux majeurs protégés, abaissement de l'âge du don du sang pour les mineurs et encadrement des critères de sélection des donneurs*): p. 751

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021): p. 923

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021): p. 1460

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*): p. 1689

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Article 6** (*Obligation de souscrire un contrat d'engagement républicain pour les associations et fondations subventionnées*): p. 2533

- **Suite de la discussion** (2 avril 2021) - **Article 13 (supprimé)** (*Rétablissement d'un mécanisme de prélèvement en cas de loi étrangère ne connaissant aucun mécanisme réservataire et renforcement de l'obligation d'information des notaires sur l'action en réduction des libéralités excessives*): p. 2585

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 533 rectifié** (*Enseignement religieux - Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle - Écoles, collèges et lycées publics - Option*): p. 2830

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux [n° 506 (2020-**

2021)] - (8 avril 2021) - **Discussion générale**: p. 2905 p. 2906 - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-45 du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux*): p. 2911 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Formation des élus - Montant des dépenses de formation*): p. 2912 p. 2913 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** (*Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) - Composition*): p. 2913 p. 2914 - **Article 1er nonies (nouveau)** (*Accès des élus locaux aux formations par un service dématérialisé*): p. 2917

- **Question orale sans débat sur l'égalité d'accès aux emprunts bancaires pour les personnes en situation de handicap** - (13 avril 2021): p. 3109 p. 3110

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Article 1er** (*Consolidation des objectifs de la politique énergétique nationale en faveur de la production d'énergie hydraulique*): p. 3144 - **Article 5 bis (nouveau)** (*Ajustement de l'application des règles de continuité écologique dans le cas des seuils aménagés*): p. 3160

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre Suez et Veolia** - (14 avril 2021): p. 3189

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale**: p. 3538

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Article 1er A** (*Principaux objectifs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales*): p. 3621 p. 3627 p. 3632 - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*): p. 3662 p. 3663 p. 3669 p. 3671 p. 3679 - **Rapport annexé**: p. 3685 p. 3694 p. 3707 p. 3708

- **Suite de la discussion** (12 mai 2021) - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*): p. 3765 p. 3766 p. 3778 p. 3779

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er** (*Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire*): p. 3923 p. 3926 p. 3933 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 63 et n° 64** (*Crise sanitaire - Création d'une interdiction de licenciements - Modalités*): p. 3956 - **Article 7** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*): p. 3963

- **Débat sur le thème: « Revitalisation des centres-villes: quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021): p. 4724

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*): p. 4909

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 2** (*Possibilité de fermeture des « locaux annexes » aux lieux de culte*): p. 6013 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 35** (*Personnes détenues mises en cause dans des affaires de terrorisme islamiste - Autres méthodes de gestion - Rapport au Parlement*): p. 6021 - **Article 6** (*Droit de communication aux préfets et aux services de renseignement des informations relatives aux soins psychiatriques sans consentement*): p. 6026 - **Article 11** (*Expérimentation d'une technique d'interception des communications satellitaires*): p. 6045 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 34 rectifié et n° 91 rectifié** (*Moyens affectés*

au renseignement humain et formations dispensées aux agents de renseignement - Rapport au Parlement) : p. 6064

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 15** (Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé) : p. 6465 - **Article 18** (Aménagement des modalités de l'organisation du retour des travailleurs à leur poste après une absence de longue durée) : p. 6479

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (19 juillet 2021) - **Article 61** (Ouverture de la participation au financement d'aménagements et d'ouvrages sur le réseau autoroutier concédé à toutes personnes publiques et privées) : p. 7296 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° 249** (Nouvelles infrastructures autoroutières - Concessions - Interdiction) : p. 7297 - **Article 66** (Mutualisation des fonctions support de certains établissements publics de l'État) : p. 7322

- **Question orale sans débat sur le contrôle des ventes d'armes de la France** - (20 juillet 2021) : p. 7355 p. 7356

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] (suite)** - (20 juillet 2021) - **Article 74 ter (nouveau)** (Renforcement du Conseil national d'évaluation des normes) : p. 7603

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Nouvelle lecture [n° 779 (2020-2021)]** - (21 juillet 2021) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (Communication aux préfets et aux services de renseignement de données à caractère personnel issues du fichier relatif au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement (Hopsyweb)) : p. 7706 - **Article 13** (Extension aux adresses internet complètes du traitement des données par les algorithmes) : p. 7713

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public) : p. 8507 - **Article 5 (supprimé)** (Encadrement des décisions de prolongation de détention provisoire) : p. 8537 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 76 et n° 75** (N° 76 : Prononcé d'une peine privative de liberté - Obligation de motivation expresse ; n° 75 : Prise en charge des prévenus avant l'audience - Mesures socio-éducatives) : p. 8538 p. 8539

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8855

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des accompagnants des élèves en situation de handicap** - (20 octobre 2021) : p. 9385 p. 9386

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 5 rectifié, n° 23, n° 18 rectifié ter, n° 25, n° 6 rectifié, n° 17 rectifié ter et n° 46 rectifié bis** (Autorisation d'adoption d'un enfant mineur étranger, quel que soit son pays d'origine) : p. 9450 - **Article 15** (Information du pupille de l'État par le tuteur et rôle des associations départementales d'entraide entre les pupilles ou anciens pupilles de l'État) : p. 9471 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9474

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle [n° 53 (2021-2022)]** - (27 octobre 2021) - **Article 5** (Publication d'indicateurs sur l'égalité et parité de jurys dans l'enseignement supérieur) : p. 9643 - **Article 7** (Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises) : p. 9662

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs pauvres** - (3 novembre 2021) : p. 9848

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Article 1er** (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9910

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11393

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11462

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à relancer une initiative internationale multilatérale visant à la concrétisation d'une solution à deux États et à la reconnaissance d'un État palestinien par la communauté internationale, aux côtés d'Israël pour une paix juste et durable entre les peuples [n° 228 (2021-2022)]** - (9 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11655

- **Question orale sans débat sur la prise en charge pluridisciplinaire du covid long à 100 %** - (14 décembre 2021) : p. 11721 p. 11722

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (14 décembre 2021) - **Article 2** (Conditions de délégation des attributs de l'autorité parentale) : p. 11790 - **Article 3** (Encadrement des types de structures pouvant accueillir des mineurs suivis par l'aide sociale à l'enfance) : p. 11807 - **Article 3 bis C (supprimé)** (Droit de visite des parlementaires dans les structures de la protection de l'enfance) : p. 11816

GREGOIRE (Olivia)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
 l'économie, des finances et de la relance,
 chargée de l'économie sociale, solidaire
 et responsable
 (jusqu'au 31 décembre 2021)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'application des mesures du plan de filière de la presse d'information** - (9 février 2021) : p. 884
- **Question orale sans débat sur la nouvelle définition des animaux immobilisés** - (9 février 2021) : p. 885
- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 330 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1067 p. 1073 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 (Fonds de solidarité - Prolongation - Durée minimale - 6 mois)** : p. 1077 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié (Aides du fonds de solidarité - Préservation de l'emploi - Condition)** : p. 1078 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7 (Banque publique d'investissement (BPI) - Dette des entreprises - Transformation en quasi-fonds propres)** : p. 1079 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4 rectifié (Banque publique d'investissement (BPI) - Industrie stratégique - Prise de participation)** : p. 1080 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 5 rectifié (Banque publique d'investissement - Actionnariat public - Seuil - Augmentation)** : p. 1080 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 8 (Société anonyme Bpifrance - Fonds de garantie - Niveau de financement - Intégration au « jaune budgétaire »)** : p. 1081
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement [n° 332 (2020-2021)]** - (16 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1082 - **Article unique** : p. 1098 p. 1100 p. 1101 p. 1102 p. 1103
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'économie sociale et solidaire** - (17 février 2021) : p. 1144
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux associations** - (17 février 2021) : p. 1146
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plafonnement des frais bancaires** - (17 février 2021) : p. 1148 p. 1149
- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1406 p. 1408 p. 1409 p. 1410 p. 1411 p. 1412 p. 1413 p. 1414 p. 1415 p. 1416 p. 1417 p. 1418 p. 1419
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi Egalim** - (3 mars 2021) : p. 1431
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de la Bourse de Paris** - (3 mars 2021) : p. 1440
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fléchage de l'épargne vers la relance de l'économie** - (3 mars 2021) : p. 1442
- **Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 414 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 8 (Communication aux organismes et administrations compétents**

des principales caractéristiques des logements donnant lieu au versement d'une aide personnalisée au logement) : p. 1728 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 8 rectifié ter (Attribution du revenu de solidarité active (RSA) - Changement de procédure à compter du 1er janvier 2023)** : p. 1729 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 15 (Fraude patronale aux cotisations sociales - Rapport au Parlement)** : p. 1731 - **Article 14 (Obligation de verser les allocations et prestations sociales sur un compte bancaire ouvert dans un établissement ouvert en France ou dans un État partie à l'Espace économique européen)** : p. 1731 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 9 rectifié ter (Flagrance sociale - Extension à tout type de fraude sociale)** : p. 1732 - **Article 15 (Exigence d'une copie couleur du titre d'identité pour l'inscription au RNIPP)** : p. 1733 - **Article 18 (Habilitation d'agents des organismes de sécurité sociale et de l'inspection du travail à mener des enquêtes judiciaires)** : p. 1735 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1736

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 481 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2458
- **Proposition de loi relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement - Commission mixte paritaire [n° 442 (2020-2021)]** - (1er avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2467
- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3221
- **Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3267 p. 3273 - **Article 1er (Création du livret de développement des territoires)** : p. 3276 p. 3277 p. 3278
- **Question orale sans débat sur les moyens d'alerte des services de secours dans les établissements recevant du public** - (6 mai 2021) : p. 3478
- **Question orale sans débat sur la demande d'étude d'impact « Nuisances et sécurité » de la salle de shoot du Xe arrondissement de Paris** - (6 mai 2021) : p. 3479
- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'usine PSA à Douvrin** - (6 mai 2021) : p. 3480
- **Question orale sans débat sur le programme « New Deal mobile »** - (6 mai 2021) : p. 3481
- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des fonds de commerce pour les discothèques** - (6 mai 2021) : p. 3481
- **Question orale sans débat sur la fermeture de bases aériennes de la compagnie Air France en province** - (6 mai 2021) : p. 3482 p. 3483
- **Question orale sans débat sur la contribution à l'audiovisuel public appelée en avril 2021** - (6 mai 2021) : p. 3483
- **Question orale sans débat sur les communes rurales et le plan de relance** - (6 mai 2021) : p. 3484
- **Question orale sans débat sur les dépenses liées aux documents d'urbanisme et les fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (6 mai 2021) : p. 3485
- **Question orale sans débat sur la suppression de la taxe d'habitation et les conséquences sur les politiques locales en matière de logement social** - (6 mai 2021) : p. 3486

- **Question orale sans débat sur le versement des subventions communales à des cinémas non ouverts au public dans le cadre de la loi Sueur** - (6 mai 2021) : p. 3487
- **Question orale sans débat sur le plafonnement des frais pédagogiques pris en charge pour la formation des élus locaux** - (6 mai 2021) : p. 3488
- **Question orale sans débat sur la représentation au sein des syndicats mixtes de gestion forestière** - (6 mai 2021) : p. 3489
- **Question orale sans débat sur les difficultés pour les collectivités de contrôler la conformité des collectes et des versements de taxe de séjour** - (6 mai 2021) : p. 3490
- **Question orale sans débat sur les maisons France Services** - (6 mai 2021) : p. 3491
- **Question orale sans débat sur les enjeux liés à la création d'une régie publique de l'eau dans neuf communes du Val-de-Marne** - (6 mai 2021) : p. 3492
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au renforcement de la résilience de la France face aux cyberattaques** - (26 mai 2021) : p. 4244
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact économique de la crise sanitaire sur les plus précaires** - (26 mai 2021) : p. 4246 p. 4247
- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4256 p. 4260 p. 4262
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nouvelle stratégie nationale pour un « cloud » de confiance** - (2 juin 2021) : p. 4458
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet Hercule** - (2 juin 2021) : p. 4460
- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (16 juin 2021) - **Article 13 bis (nouveau)** (*Attribution du fonds de réemploi aux acteurs de l'économie sociale et solidaire - Prise en charge des frais de stockage des invendus non-alimentaires par les entreprises donatrices*) : p. 4979 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 1441 rectifié** (*Développement du e-commerce - Destruction des marchandises retournées - Interdiction*) : p. 4980 - **Article 13 ter (nouveau)** (*Mise à disposition de*

pièces détachées de véhicules hors d'usage) : p. 4981 - **Article 14** (*Cohérence de la stratégie nationale de recherche (SNR) avec la stratégie nationale bas carbone (SNBC)*) : p. 4982 p. 4983 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° 788 et n° 811 rectifié bis** (*Octroi du crédit impôts recherche (CIR) - Condition du respect d'objectifs environnementaux*) : p. 4985 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 795 rectifié** (*Transition écologique - Dépenses de recherche - Crédit d'impôt*) : p. 4986 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 1247 rectifié** (*Autorité des normes comptables (ANC) - Nouvelle compétence dans le domaine de l'information sur la durabilité des entreprises*) : p. 4987 - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4990 p. 4991 p. 4992 p. 4994 p. 4995 p. 4998 p. 4999 p. 5000 p. 5001 p. 5002 p. 5003 p. 5004 p. 5005 p. 5007 p. 5008 p. 5009 p. 5010 p. 5011 p. 5012 p. 5013 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 80 rectifié** (*Commande publique - Marchés à objectif écologiquement responsable - Dispense de mise en concurrence*) : p. 5013 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 81 rectifié** (*Commande publique - Marchés à objectif écologiquement responsable - Dispense de tout formalisme*) : p. 5014 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 596 rectifié bis et n° 1512** (*Commande publique - Impact environnemental du numérique*) : p. 5015 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 465** (*Commande publique - Impact environnemental des panneaux photovoltaïques*) : p. 5016 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 3 rectifié quater, n° 578 rectifié, n° 804 rectifié et n° 1949 rectifié** (*Commande publique - Mise à disposition par l'État d'outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens*) : p. 5018 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1500** (*Mise en place d'une comptabilité publique et privée écologique - Rapport au Parlement*) : p. 5018 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1224 rectifié** (*Commande publique - Développement du réemploi et du recyclage*) : p. 5019 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 520 rectifié bis** (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) - Extension des pouvoirs*) : p. 5019

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Commission mixte paritaire [n° 739 (2020-2021)]** - (12 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6842 p. 6849

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la commission des affaires européennes.
- Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.
- Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information intitulée : « La méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » du 17 février 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : L'impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) : aider les ménages et les entreprises à renforcer l'efficacité énergétique des logements neufs [n° 434 (2020-2021)] (10 mars 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Mise en application de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat [n° 553 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques : Alimentation durable et locale [n° 620 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à conforter l'application de la loi « Énergie-Climat » et l'atteinte de son objectif de « neutralité carbone » [n° 648 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Rapport [n° 650 tome 1 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 551 (2020-2021)] - Comptes rendus des travaux de commission [n° 650 tome 2 (2020-2021)] (1er juin 2021) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à protéger la propriété privée [n° 43 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Écologie, développement et mobilité durables (Énergie) [n° 201 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Énergie - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables [n° 214 (2021-2022)] - L'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie européenne des activités durables [n° 213 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Énergie - Environnement - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables [n° 214 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Énergie - Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 214 (2021-2022)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables [n° 245 (2021-2022)] (1er décembre 2021) - **Énergie - Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Patrick Artus et Olivier Pastré, économistes et auteurs de *L'économie post-covid*.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Gérard Mestrallet, ancien président-directeur général d'Engie et ancien président du conseil d'administration de Suez.

(*commission des affaires économiques*): Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de Mme Laure de La Raudière, candidate proposée aux fonctions de présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à sécuriser la procédure d'abrogation des cartes communales dans le cadre d'une approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et à reporter la caducité des plans d'occupation des sols (POS) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Nouvelles formes de commerce - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

(*commission des affaires économiques*): Retraits et rappels de produits à base de graines de sésame importées d'Inde ne respectant pas les normes minimales requises dans l'Union européenne - Présentation du rapport d'information.

Travaux du comité de suivi Veolia-Suez - Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de Mme Dominique Senequier, présidente d'Ardian.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

(*mission d'information Méthanisation*): Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Arcadipane, président d'Action Logement Groupe.

Impact économique de la réglementation environnementale 2020 (RE2020) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission des affaires européennes*): Budget de l'Union européenne - Réserve d'ajustement au Brexit : examen du rapport de M. Jean-François

Rapin sur la proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM (2020) 854 final du 25 décembre 2020.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*mission d'information Méthanisation*): Professionnels des énergies renouvelables - Audition de MM. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER), Olivier Dauger et Jacques-Pierre Quaak, co-présidents de France gaz renouvelables (FGR).

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Moyens mis en œuvre par l'État en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Avenir du groupe La Poste - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bernard Doroszczuk, président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Audition de M. Philippe Baptiste, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Réexamen de la politique commerciale de l'Union européenne - Communication de MM. Jean-François Rapin et Didier Marie.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor.

Mise en application de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal - Examen du rapport et du texte de la commission.

Objectif de « zéro artificialisation nette » à l'épreuve des territoires - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Groupe de travail « Alimentation durable et locale » - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 mai 2021 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 14 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission de l'aménagement du territoire sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 12 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Réunion du mercredi 15 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur la révision des tarifs d'achats des contrats photovoltaïques signés entre 2006 et 2011.

(*mission d'information Méthanisation*) : Examen du rapport de la mission d'information relative à la méthanisation.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Hausse des prix des énergies et ses conséquences - Audition de M. Frédéric Gonand, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bernard Bigot, directeur général d'ITER Organization.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Borie-Bancel, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Mission d'information sur « la méthanisation dans le mix énergétique : enjeux et impacts » - Présentation du rapport « Méthanisations : au-delà des controverses, quelles perspectives ? ».

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2021) 554 modifiant le règlement (UE) 2018-841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la fixation des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement dans la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le secteur de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et le règlement (UE) 2018-1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, des rapports, du suivi des progrès et de la révision - Proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 9 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Économie » - Crédits relatifs à l'industrie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Inclusion du nucléaire dans le règlement délégué complétant le règlement (UE) 2020-852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019-2088 : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Claude Kern, Daniel Gremillet et Pierre Laurent.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'inclusion du nucléaire dans le volet climatique de la taxonomie européenne des investissements durables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La réponse européenne au développement de la puissance chinoise - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 7

- **Débat sur l'avenir de l'entreprise EDF avec le projet Hercule** - (13 janvier 2021) : p. 164

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1474 p. 1475

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis** (*Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constatation par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation*) : p. 1820

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'étiquetage alimentaire** - (17 mars 2021) : p. 1865 p. 1866

- **Débat sur la loi Égalim ou comment sortir de l'impasse dans laquelle ce texte a plongé l'agriculture** - (13 avril 2021) : p. 3110

- **Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 508 (2020-2021)]** - (13 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3124 - **Article 2** (*Intégration dans la « loi quinquennale », qui fixera nos objectifs énergétiques et climatiques à compter de 2023, de la production et du stockage de l'énergie hydraulique*) : p. 3146 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Article unique** : p. 3256

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4794 p. 4795

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 9** (*Expérimentation du dispositif « Oui Pub »*) : p. 4902

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 465** (*Commande publique - Impact environnemental des panneaux photovoltaïques*) : p. 5016 - **Article 15 ter** (*Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique*) : p. 5027 p. 5028 p. 5029 p. 5030 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 467 et n° 189 rectifié bis** (*Transition écologique - Taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation à partir de matériaux biosourcés*) : p. 5031 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 466** (*Achat de bois labellisés*

ou certifié durable et local - Taux réduit de TVA) : p. 5031 - **Article 18 ter** (*Ratification et modification de l'ordonnance n° 2020-921 du 29 juillet 2020 sur l'accompagnement des fermetures de centrales à charbon*) : p. 5056

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 19 bis A - Amendement n° 51 rectifié** (*Lutte contre le dérèglement climatique - Opérations de nettoyage - Participation des citoyens*) : p. 5080 - **Article 19 bis C** (*Modalités de mise en conformité des ouvrages hydrauliques avec les prescriptions en matière de continuité écologique*) : p. 5087 - **Article additionnel après l'article 19 bis D - Amendements n° 813 rectifié, n° 936 rectifié, n° 1885 et n° 1424** (*Objectifs de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 - Renforcement du puits de carbone forestier*) : p. 5102 - **Article 20 bis A** (*Modification des procédures applicables aux titres miniers, avec l'introduction d'une analyse environnementale, économique et sociale et l'application d'un régime de plein contentieux*) : p. 5153 p. 5156 p. 5157 p. 5158 p. 5159 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendements n° 1676 rectifié bis et n° 1677 rectifié bis** (*Décisions administratives relatives à l'exploitation d'une mine - Autorisation de saisine du juge administratif par les collectivités territoriales et leurs groupements*) : p. 5160 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 1680 rectifié bis** (*Domage minier - Définition*) : p. 5161 - **Article 20 ter** (*Habilitation des inspecteurs de l'environnement, des agents de l'Office national des forêts (ONF) et des agents des réserves naturelles nationales (RNN) à constater les infractions au code minier dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane*) : p. 5168 - **Article 20 quinques A** (**Texte non modifié par la commission**) (*Application de la peine d'interdiction du territoire français à l'encontre de tout étranger coupable de certaines infractions prévues par le code minier, notamment dans le cadre de l'orpaillage illégal en Guyane*) : p. 5171 - **Article 20 septies** (*Accompagnement des demandes d'autorisation et de travaux de recherches ou d'exploitation relatives aux gîtes géothermiques d'un mémoire précisant les mesures déjà mises en œuvre ou celles envisagées pour connaître la géologie du sous-sol*) : p. 5173 - **Article 20 decies** (*Octroi aux auxiliaires de police judiciaire de pouvoirs en termes de contrôles, de vérification ou de relevés d'identités, dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal et sous le contrôle du procureur de la République*) : p. 5174 - **Article additionnel après l'article 20 decies - Amendement n° 2137 rectifié** (*Transport de matériel destiné à l'exploitation aurifère - Preuves d'utilisation dans le cadre d'une activité autorisée*) : p. 5175 - **Article additionnel après l'article 20 undecies - Amendement n° 414 rectifié** (*Exploitation minière industrielle aurifère - Moratoire en Guyane et dans tous les territoires et départements d'outre-mer*) : p. 5175 - **Article additionnel après l'article 20 undecies - Amendement n° 1115 rectifié** (*Impact économique, sanitaire et environnemental de l'orpaillage en Guyane française - Rapport au Parlement*) : p. 5177 - **Article 20 terdecies (nouveau)** (*Modification du niveau ou de la répartition de certaines redevances minières*) : p. 5178 p. 5179 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5179 - **Article 21** (*Habilitation à légiférer par ordonnance relative à la réforme du code minier*) : p. 5183 p. 5184 p. 5185 p. 5186 p. 5188 p. 5189 p. 5190 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 793 rectifié** (*Lutte contre le changement climatique - Suppression du concours de l'État aux activités de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures et à l'importation des énergies fossiles*) : p. 5190 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 796 rectifié** (*Transition écologique - Désengagement des investisseurs dans les énergies fossiles*) : p. 5191

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22** (*Déclinaison des objectifs nationaux de développement des énergies renouvelables au niveau régional*) : p. 5220 p. 5221 - **Article 22 bis A** (*Institution d'un mécanisme d'appel d'offres en direction des capacités de stockage de l'électricité*) : p. 5223 p. 5224 - **Article 22 bis BA (nouveau)** (*Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de production d'énergies renouvelables équivalentes*) : p. 5225 p. 5229 p. 5230 p. 5231 p. 5232 - **Article additionnel après l'article 22 bis BA**

- **Amendement n° 985 rectifié ter** (Production d'électricité - Part de nucléaire - Objectif - Modification) : p. 5234 - **Article additionnel après l'article 22 bis BA - Amendement n° 405 rectifié** (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) - Droit de recourir - Limitation) : p. 5235 - **Article 22 bis BB (nouveau)** (Introduction d'un cadre de soutien, stratégique, juridique et extrabudgétaire, applicable à l'hydrogène renouvelable et bas-carbone) : p. 5236 - **Article additionnel après l'article 22 bis BB - Amendement n° 858 rectifié** (Hydrogène décarboné - Besoins futurs - Couverture totale) : p. 5237 - **Article additionnel après l'article 22 bis BB - Amendement n° 1134 rectifié** (Hydrogène renouvelable - Installations - Raccordement - Facilitation) : p. 5237 p. 5238 - **Article additionnel après l'article 22 bis BB - Amendement n° 2209 rectifié** (Collectivités territoriales - Liste des installations de production d'énergies renouvelables - Hydrogène décarboné - Inclusion) : p. 5239 - **Article 22 bis B** (Identification des sites potentiellement propices au développement de l'hydroélectricité) : p. 5242 - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 2147 rectifié** (Ouvrages hydroélectriques - Concessions autorisables - Régime transitoire - Création) : p. 5243 - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 965 rectifié** (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) - Sites à potentiel d'autoconsommation énergétique - Inclusion) : p. 5243 - **Article additionnel après l'article 22 bis B - Amendement n° 2096** (Compagnie nationale du Rhône (CNR) - Concession - Compétence de l'État - Maintien) : p. 5244 - **Article 22 bis C (nouveau)** (Introduction d'incitations fiscales en faveur des activités hydroélectriques, et notamment de leur conciliation avec les règles de continuité écologique) : p. 5246 - **Article 22 bis D (nouveau)** (Prise en compte des projets hydroélectriques en autoconsommation dans le cadre de la gestion durable et équilibrée des eaux) : p. 5246 p. 5247 - **Article 22 bis E (nouveau)** (Financement des achats et investissements de moulins à eau équipés pour produire de l'électricité à travers la dotation d'équipement des territoires ruraux) : p. 5247 - **Article 22 bis F (nouveau)** (Réaffirmation du critère du « bilan carbone » pour les projets d'énergies renouvelables attribués par appels d'offres et extension, à titre expérimental, à ceux attribués en guichets ouverts) : p. 5247 - **Article 22 bis H (nouveau)** (Réintégration des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) dans le dispositif du « bac à sable réglementaire » de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)) : p. 5248 - **Article 22 bis I (nouveau)** (Renforcement de certains objectifs en matière d'électricité et de gaz renouvelables) : p. 5249 p. 5250 p. 5251 p. 5252 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 818 rectifié bis et n° 1086 rectifié** (Politique énergétique nationale - Principe de hiérarchie des usages - Respect) : p. 5253 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 133 rectifié et n° 2094 rectifié** (Éolien en mer - Capacités installées de production - Objectif d'attribution jusqu'en 2050) : p. 5254 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 90 rectifié bis, n° 134 rectifié, n° 720 rectifié bis et n° 1154 rectifié ter** (Énergies océaniques - Objectifs de l'État - Objectifs des régions - Objectifs de l'Union européenne - Alignement) : p. 5255 - **Article 22 bis J (nouveau)** (Relèvement du taux de réfaction tarifaire applicable aux installations de production de biogaz raccordées aux réseaux de distribution de gaz naturel) : p. 5256 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 927 rectifié bis** (Unités de méthanisation - Bail locatif - Code civil - Application) : p. 5256 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 2151** (Production de biogaz - Dispositif complémentaire de soutien - Certificats de production de biogaz - Mise en place) : p. 5260 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 512 rectifié, n° 1289 rectifié bis et n° 1762 rectifié bis** (Biogaz - Certificats verts (CV) - Instauration) : p. 5264 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendements n° 850 rectifié bis, n° 849 rectifié bis et 848 rectifié bis** (Gestionnaires de réseau de transport de gaz naturel - Missions) : p. 5266 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 2145 rectifié** (Biogaz - Production - Contrat d'expérimentation et complément de rémunération - Précisions) : p. 5267 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 1742 rectifié ter** (Biomasse - Taux

d'approvisionnement - Avantages fiscaux - Hausse) : p. 5268 - **Article additionnel après l'article 22 bis J - Amendement n° 1929 rectifié bis** (Chaufferies collectives - Bois « durable » - Pourcentage minimal) : p. 5269 - **Article 22 bis** (Ratification et modification des ordonnances n° 2021-235 du 3 mars 2021, n° 2021-236 du 3 mars 2021 et n° 2021-237 du 3 mars 2021 sur l'application en droit interne de directives ou de règlements issus du « Paquet d'hiver » européen) : p. 5271 p. 5272 p. 5273 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 1737 rectifié bis** (Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Application des objectifs et des coûts financiers - Évaluation à mi-parcours) : p. 5273 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 498 rectifié bis** (Énergies renouvelables - Implantation des constructions - Déplacement - Facilitation) : p. 5274 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 2150 rectifié** (Tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE) - Gestionnaire de réseau - Coût de raccordement - Prise en charge) : p. 5274 p. 5275 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 499 rectifié bis** (Porteurs de projets d'énergies renouvelables - Prorogation de l'enquête publique - Prorogation du permis de construire - Simplification de la synchronicité) : p. 5276 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 438 rectifié** (Collectivités territoriales - Bilan de gaz à effet de serre - Mix électrique - Prise en compte) : p. 5276 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 443 rectifié** (Construction nouvelle - Bâtiment solarisable) : p. 5277 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 938 rectifié bis** (Centrales photovoltaïques à faible impact environnemental - Déploiement - Autorisation) : p. 5278 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 437 rectifié bis** (État - Collectivités territoriales - Achat d'énergie verte - Renforcement) : p. 5278

- **Suite de la discussion** (29 juin 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5983

- **Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs [n° 829 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8083 - **Article 1er** (Généralisation des contrats écrits et pluriannuels de vente de produits agricoles et révision automatique des prix) : p. 8098

- **Suite de la discussion** (22 septembre 2021) - **Article 2 bis** (Expérimentation d'un affichage informant le consommateur sur la rémunération des producteurs) : p. 8186 - **Article 3** (Création d'un comité de règlement des différends commerciaux agricoles) : p. 8191 p. 8192 - **Article 3 bis** (Tromperie du consommateur lorsque figure un symbole représentatif de la France sur un produit alimentaire dont les ingrédients primaires n'ont pas une origine française) : p. 8198 p. 8201 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 106** (Application de la loi « Protéger la rémunération des agriculteurs » - Rapport au Parlement) : p. 8210 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8214

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 12** (Création d'un contrat d'emploi pénitentiaire) : p. 8620 p. 8621

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9026

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des prix de l'énergie** - (13 octobre 2021) : p. 9071

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9122

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires [n° 72 (2021-2022)]** - (3 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9876 - **Article 1er** (Contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole) : p. 9890 p. 9894 p. 9895 p. 9896 p. 9899 p. 9900 p. 9901 p. 9904 p. 9905 p. 9909 p. 9911 p. 9913 p. 9914 p. 9917 p. 9920 p. 9922 p. 9924 p. 9925 p. 9927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30, n° 152 rectifié et n° 199**

(Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural - Article L. 143-15-1 du code rural et de la pêche maritime - Abrogation) : p. 9932 - **Article 3** (Extension du champ de l'obligation de notification aux SAFER concernant les prises de contrôle de sociétés d'exploitation ou de propriété agricole - Renforcement de la transmission électronique des notifications) : p. 9936 p. 9937 - **Article 7 (nouveau)** (Entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi) : p. 9941 p. 9943

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10560 p. 10561

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne**

d'Alsace [n° 128 (2021-2022)] - (16 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe) : p. 10608

- **Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 193 (2021-2022)]** - (8 décembre 2021) - **Article 2** (Dispositions dérogatoires au droit de l'urbanisme au bénéfice des communes classées en zone de revitalisation rurale) : p. 11588 p. 11589 p. 11590

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11615

GRISSET (Alain)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises (jusqu'au 8 décembre 2021)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 869 (2020-2021)] (29 septembre 2021) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport annuel d'Oxfam** - (27 janvier 2021) : p. 496 p. 497

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les profits considérables des milliardaires révélés par le rapport annuel d'Oxfam** - (27 janvier 2021) : p. 499 p. 500

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement des sociétés Couche-Tard et Carrefour** - (27 janvier 2021) : p. 501

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé [n° 302 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 851

- **Question orale sans débat sur la double imposition des frontaliers français placés en chômage partiel en Allemagne** - (9 mars 2021) : p. 1550

- **Question orale sans débat relative au seuil de dispense des procédures de marchés publics** - (9 mars 2021) : p. 1551

- **Question orale sans débat sur la compensation de la suppression de la taxe d'habitation pour les syndicats intercommunaux à vocation multiple** - (9 mars 2021) : p. 1551

- **Question orale sans débat relative aux cyberattaques visant les collectivités de l'Oise** - (9 mars 2021) : p. 1552

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 99** (Entreprises en cessation des paiements - Procédure judiciaire temporaire et simplifiée de sortie de crise sanitaire - Instauration) : p. 3966

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions en faveur des acteurs économiques** - (19 mai 2021) : p. 3999

- **Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4267 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (Démarches en faveur du bien-être animal en France - État des lieux - Rapport au Parlement) : p. 4276 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 3 rectifié bis** (Agriculteurs - Confiscation du cheptel - Accompagnement social et psychologique) : p. 4279 - **Article 4** (Création d'un fonds de soutien à la transition pour le bien-être animal) : p. 4280

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (16 juin 2021) : p. 4971

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le seuil minimum de paiement par carte bancaire dans les commerces** - (29 septembre 2021) : p. 8563

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9480 - **Article 1er** (Renforcement de la transparence de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 9492 p. 9493 - **Article 2** (Instauration d'un délégué départemental à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et création de supports de communication présentant la procédure) : p. 9494 p. 9495 p. 9496 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22 rectifié bis** (Élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles - Étroite collaboration entre l'État et les collectivités) : p. 9497 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Interdiction de la modulation de franchise dans les communes non dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles) : p. 9498 - **Article 3 bis (nouveau)** (Allongement de deux à cinq ans du délai de prescription de toutes les actions dérivant d'un contrat d'assurance) : p. 9498 - **Article 4** (Création de la Commission nationale consultative des catastrophes naturelles et inscription dans la loi de la Commission interministérielle de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle) : p. 9499 p. 9500 - **Article 5** (Réduction du délai de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle, indemnisations devant permettre un arrêt des désordres existants, extension du délai de déclaration du sinistre à l'assureur) : p. 9501 p. 9502 p. 9503 p. 9504 p. 9505 p. 9506 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 7** (Contrats d'assurance - Régime de garantie obligatoire - Extension aux effets des orages de grêle) : p. 9507 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 6** (Phénomènes d'échouage d'algues sargasses aux Antilles - Classement en

catastrophe naturelle) : p. 9508 - **Article 7** (*Remise au Parlement d'un rapport sur les actions de prévention à mener au regard des spécificités du risque « sécheresse-réhydratation des sols »*) : p. 9509 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** (*Couverture assurantielle des collectivités territoriales face aux risques climatiques - Rapport au Parlement*) : p. 9510 - **Article 9** (*Création d'un crédit d'impôt pour la prévention des aléas climatiques*) : p. 9511 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 26 rectifié** (*Dispositions du texte - Précisions sur la date d'entrée en vigueur*) : p. 9512 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 9512 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9513

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9546 - **Article 1er** (*Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines*) : p. 9563 p. 9564 p. 9565 p. 9566 p. 9567 p. 9568 p. 9569 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 58** (*Article L. 145-16 du code de commerce - Interdiction au locataire de céder son bail au bénéficiaire du transfert universel de son patrimoine professionnel - Clause réputée non écrite*) : p. 9569 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (*Article L. 1224-1 du code du travail - Amendement de précision*) : p. 9569 - **Article 3** (*Conséquences du nouveau statut de l'entrepreneur individuel sur les procédures de recouvrement des créances fiscales et sociales - Conditions d'opposabilité à l'administration fiscale de l'insaisissabilité de biens immobiliers*) : p. 9570 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** (*Chef d'entreprise en difficulté - Levée d'interdiction bancaire dès l'ouverture d'une conciliation amiable constatée*) : p. 9570 - **Article 4** (*Conséquences de la création du nouveau statut de l'entrepreneur individuel sur les procédures collectives et de surendettement des particuliers*) : p. 9574 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 47 rectifié** (*Dématérialisation des procédures administratives concernant les travailleurs non salariés - Rapport au Parlement*) : p. 9575 - **Article 5** (*Mise en extinction du régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)*) : p. 9575 p. 9576 - **Article 6 (supprimé)** (*Dispositions relatives aux professions*

libérales réglementées) : p. 9576 p. 9577 - **Article 7** (*Demande d'habilitation à légiférer par ordonnance en vue de procéder à des clarifications entre différentes règles législatives et réglementaires existantes*) : p. 9579 p. 9580 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 38 rectifié ter et n° 39 rectifié bis** (*Liste des activités exercées exclusivement par des personnes qualifiées professionnellement - Ajout de l'activité de toilettage des chiens, chats et autres animaux de compagnie*) : p. 9581 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46 rectifié** (*Emprunts souscrits à des fins professionnelles - Fin des cautions personnelles des dirigeants indépendants*) : p. 9582 - **Article 9** (*Allocation des travailleurs indépendants (ATI)*) : p. 9583 p. 9584 - **Article 9 bis (nouveau)** (*Soumission de Pôle emploi, des établissements de crédit, des chambres de commerce, des métiers et de l'artisanat et des experts-comptables à une obligation d'information des travailleurs sur le recours possible à une assurance privée contre la perte de revenus*) : p. 9585 - **Article 10** (*Dispositions sur la formation professionnelle des travailleurs indépendants*) : p. 9588 - **Article 12** (*Règles de gestion des personnels des chambres de commerce et d'industrie*) : p. 9592 p. 9593 p. 9594 p. 9595 - **Article 13** (*Extension à Wallis-et-Futuna*) : p. 9597 - **Article 14** (*Modalités d'entrée en vigueur*) : p. 9597 p. 9598 - **Intitulé du projet de loi** : p. 9599

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dysfonctionnement de Bloctel à la suite de la nomination d'un nouveau président** - (27 octobre 2021) : p. 9614 p. 9615

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des normes par les plateformes de vente en ligne** - (27 octobre 2021) : p. 9615

- **Débat sur le thème : « La perte de puissance économique de la France – notamment en termes de compétitivité, d'innovation et de recherche – et ses conséquences sur la situation sociale et le pouvoir d'achat »** - (30 novembre 2021) : p. 11390 p. 11392 p. 11393 p. 11394 p. 11395 p. 11396

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA) le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis vice-président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-président du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la circulation et au retour des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 41 (2021-2022)] (12 octobre 2021) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Enseignement scolaire [n° 168 tome 3 fasc. 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence Engel, présidente de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de M. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Tony

Estanguet, président du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) de Paris 2024 et Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Nicolas de Tavernost, président, et Mme Karine Blouët, secrétaire générale du groupe M6.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Modalités de mise en œuvre du déconfinement - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la réforme du premier cycle des études de santé - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des représentants des syndicats de l'enseignement.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des associations de parents d'élèves.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en place et conséquences de la réforme du baccalauréat - Audition.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Éric Debarbieux, ancien président-fondateur de l'Observatoire international de la violence à l'école et vice-président de l'association « Prévenance ».

Audition de Mme Claire Hédon, Défenseuse des droits, et de M. Éric Delemar, Défenseur des enfants.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux (CMN), Mme Valérie Senghor, directrice générale adjointe du CMN, et M. Xavier Bailly, administrateur du château de Villers-Cotterêts.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel d'activités pour l'année 2020 - Audition de MM. Michel Cadot, président, et Frédéric Sanaur, directeur général, de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice, et M. Kim Pham, administrateur général, de l'Établissement public du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel (LFP).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat** [n° 262 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 219 - **Article 1er** (*Peine applicable en cas de violation de domicile*) : p. 223

- **Question orale sans débat sur le soutien aux associations sportives** - (9 février 2021) : p. 900 p. 901

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'apprentissage** - (10 février 2021) : p. 983

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1028

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire et le renforcement des mesures de restrictions** - (3 mars 2021) : p. 1434

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité** [n° 131 (2020-2021)] - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Reconnaissance du droit à l'aide active à mourir et, pour sa mise en œuvre, du suicide assisté et de l'euthanasie*) : p. 1683 p. 1687

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (30 mars 2021) - **Question préalable** : p. 2290 p. 2291 - **Discussion générale** : p. 2294 p. 2298 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 236 rectifié quater** (*Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction*) : p. 2342

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 4 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale*) : p. 2431 p. 2432

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2503

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] (suite) - (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2677 - **Article additionnel après l'article 24 sexes** - **Amendement n° 81 rectifié ter** (*Associations étudiantes au sein de l'université - Valeurs de la République et de la laïcité - Respect strict*) : p. 2750

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés** - *Commission mixte paritaire* [n° 495 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2791

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République** [n° 455 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Article 24 octies (nouveau)** (*Enseignement des faits religieux et formation des enseignants au principe de laïcité*) : p. 2825 - **Article 24 decies (nouveau)** (*Certificats médicaux d'incapacité d'une durée supérieure à un mois adressés aux médecins scolaires*) : p. 2829 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 75 rectifié bis** (*Valeurs fondamentales de la République et de la laïcité - Contrôle du respect par les corps d'inspection*) : p. 2837 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 76 rectifié bis** (*Diplôme national du brevet - Contrôle continu - Évaluation du socle des connaissances sur les valeurs de la République et de la laïcité*) : p. 2837 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 77 rectifié** (*Enseignement primaire - Apprentissage de la langue française - Vocabulaire des valeurs de la République - Intégration*) : p. 2838 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 78 rectifié bis** (*Établissements du primaire et du secondaire - « Accueil républicain de l'ensemble des élèves - Organisation*) : p. 2838 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 79 rectifié bis** (*Enseignants - Adhésion aux valeurs républicaines - Déclaration solennelle lors de l'entrée en fonction*) : p. 2838 p. 2839 - **Article additionnel après l'article 24 decies** - **Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2842 p. 2844 - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2859

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de la justice** - (9 juin 2021) : p. 4651

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021** [n° 682 (2020-2021)] - (1er juillet 2021) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) : p. 6284

- **Question orale sans débat sur les charges financières pour les communes dans le cadre de l'accueil des services de gendarmerie nationale** - (20 juillet 2021) : p. 7365 p. 7366

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** - *Commission mixte paritaire* [n° 767 (2020-2021)] - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7379 p. 7380

- **Proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État** [n° 807 (2020-2021)] - (6 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8914 - **Question préalable** : p. 8915

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8985 p. 8986

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Article 5** (*Suppression de l'examen de la nature des liens de l'étranger avec son pays d'origine pour l'attribution d'un titre de séjour à un jeune majeur précédemment confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 9118

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Article unique** (**Texte non modifié par la commission**) : p. 9168 p. 9169 p. 9170

- **Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9209

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Deuxième lecture [n° 57 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Missions du directeur d'école*) : p. 9407 p. 9409 p. 9412

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences lors du meeting d'Éric Zemmour** - (8 décembre 2021) : p. 11548

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la campagne de vaccination** - (8 décembre 2021) : p. 11550

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des enseignants** - (8 décembre 2021) : p. 11551

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 20, 26, 28 janvier, 4, 10, 18 février, 2, 9, 16, 24, 31 mars, 6 avril, 6, 11, 19, 20 mai, 2, 15, 22 juin, 7, 9, 12, 19, 21, 23, 24 juillet, 21, 28, 30 septembre, 12, 19, 27 octobre, 4, 12, 30 novembre, 7, 8, 14 et 16 décembre 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre le 1er février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur l'enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires du 3 février 2021 au 30 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » du 18 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à condamner les mariages forcés avec la même sévérité que pour la traite des êtres humains [n° 259 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Famille - Justice**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les menaces transfrontières graves pour la santé et abrogeant la décision n° 1082/2013/UE, COM(2020) 727 final [n° 343 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Société - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 851/2004 instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, COM(2020) 726 final [n° 344 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux, COM(2020) 725 final [n° 345 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'une mise en cohérence de sa politique énergétique avec ses ambitions écologiques [n° 348 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports**.

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à inscrire l'hydroélectricité au cœur de la transition énergétique et de la relance économique [n° 389 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à lever les freins réglementaires et administratifs au plein essor de l'hydroélectricité [n° 390 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer l'efficacité de la lutte contre les dépôts illégaux de déchets [n° 456 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 469 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 486 (2020-2021)] (25 mars 2021) - **Justice.**

Proposition de loi organique tendant à renforcer le pilotage financier de la sécurité sociale et à garantir la soutenabilité des comptes sociaux [n° 492 (2020-2021)] (26 mars 2021) - **Sécurité sociale.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de certificat vert européen visant à faciliter la libre circulation pendant la pandémie de covid-19 [n° 509 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la réforme de l'article 55 de la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU) [n° 525 (2020-2021)] (9 avril 2021) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des élus locaux contre des poursuites pénales [n° 556 (2020-2021)] (5 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 512 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers [n° 563 (2020-2021)] (6 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2021 [n° 645 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 565 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 668 (2020-2021)] (3 juin 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 378 (2020-2021)] pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 706 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 776 (2020-2021)] (19 juillet 2021) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 837 (2020-2021)] (17 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 847 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à renforcer et uniformiser la lutte contre les violences fondées sur le genre [n° 81 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Société - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 88 (2021-2022)] portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 104 (2021-2022)] (26 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Exposé général [n° 130 tome 1 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Examen des articles [n° 130 tome 2 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la création de l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). Texte E16107 - COM (2021) 577 final [n° 145 (2021-2022)] (10 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales, travail et santé - Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé: communication et propositions de résolution européenne portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mardi 9 février 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Audition de Mme Valérie Baduel, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*): Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à appliquer vingt-quatre mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Audition de représentants des syndicats agricoles.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition plénière - Table ronde avec les syndicats de salariés.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Audition de MM. Dominique Ravon, président de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO), et Roland Grimault, directeur.

Audition de MM. Jean Salmon, président du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Philippe Poussin, secrétaire général du CNEAP, et Marc Janvier, président de l'Union nationale de l'enseignement agricole privé (UNEAP).

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*): Situation et perspectives financières du régime d'assurance chômage - Audition de MM. Christophe Valentie, directeur général, et Rémy Mazzocchi, directeur général adjoint de l'Unédic.

Réunion du mardi 23 mars 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Audition de MM. Nicolas Bastié, président de la Fédération pour la promotion de l'enseignement et de la formation agricoles publics (Aprefa), Patrick Delage, directeur de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (Eplefpa) de Laval, et de Mme Frédérique Elbé, directrice de l'Eplefpa d'Avize.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales et santé - Stratégie vaccinale de l'Union européenne: Communication - Certificat vert européen: proposition de résolution européenne et avis politique.

(*commission des affaires sociales*): Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*): Audition du docteur Sarah Dauchy, présidente du conseil d'orientation stratégique du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) sur l'état des lieux des soins palliatifs.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*délégation aux entreprises*): Audition du Syndicat national des groupements d'employeurs (SNGE).

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales, travail, santé - Socle européen des droits sociaux - Communication de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

(*commission des affaires sociales*): Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de MM. Richard Abadie, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), Stéphane Pimbert, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), du professeur Gérard Lasfargues, conseiller scientifique auprès du directeur général, M. Henri Bastos, directeur adjoint de l'évaluation des risques, volet santé-travail de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSÉS) et de Mme Mélina Le Barbier, directrice-adjointe de la direction santé-environnement-travail de Santé publique France.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - Proposition de résolution européenne concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*mission d'information Enseignement agricole*): Audition de MM. Victor Grammatyka, président de l'Union nationale rurale d'éducation et de promotion

(UNREP), Thierry Defaix, vice-président, et Laurent Carles, directeur.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pascal Cormery, président et François-Emmanuel Blanc, directeur général de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de Mmes Laëtitia Assali, présidente de la commission AT-MP, et Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels, de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Proposition de résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du « Ségur de la santé » et application de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Bilan des réformes en matière de dialogue social et de négociation collective - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 19 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail.

Réunion du mardi 14 septembre 2021 (*mission d'information Ubérisation*) : Audition commune de représentants des Chambres des métiers et de l'artisanat, du Conseil national des barreaux, du Conseil national de l'Ordre des architectes, du Conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables et du Conseil national de l'Ordre des médecins.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Nouveau Pacte sur l'asile et la migration : communication et examen du rapport de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

(*commission des affaires sociales*) : Plafond annuel de la sécurité sociale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen des amendements sur l'article délégué au fond.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Troisième et quatrième parties de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du lundi 21 au jeudi 24 juin 2021 et du lundi 27 au jeudi 30 septembre 2021.

Questions sociales et santé - Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) : proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Raignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 149 p. 150

- **Hommage à Jean-Pierre Michel, ancien sénateur** - (26 janvier 2021) : p. 384

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1469

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1483 p. 1484

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1555

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2120 p. 2132

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des petits commerces et l'éligibilité au fonds de solidarité** - (24 mars 2021) : p. 2154 p. 2155

- **Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes** - (24 mars 2021) : p. 2176 p. 2177

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 236 rectifié quater (Piscines publiques - Port du burkini - Interdiction)** : p. 2348

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« Erreur 404 » pour la continuité pédagogique** - (7 avril 2021) : p. 2773

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir d'Air France (II)** - (7 avril 2021) : p. 2774

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements de l'école à distance pour les élèves expatriés** - (7 avril 2021) : p. 2776

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité**

Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3292 p. 3295 p. 3298 p. 3299 p. 3300 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3301

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)]** - (4 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3342

- **Débat sur le thème : « Enjeux nationaux et internationaux de la future PAC »** - (4 mai 2021) : p. 3391

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les fêtes locales de l'été prochain** - (5 mai 2021) : p. 3413

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3443 p. 3444 p. 3445 p. 3446

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 98 rectifié** (*Jeunes de 18 à 21 ans - Maintien dans le dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Prolongation*) : p. 3958

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4408 - **Article 4** (*Modernisation des modalités d'exercice du droit de pétition*) : p. 4412 - **Article 9** (*Modification de l'ordre de passage des orateurs lors de la discussion générale en séance plénière*) : p. 4427 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4438

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4468

- **Question orale sans débat sur la lisibilité de la réforme de la fiscalité locale sur l'avis d'imposition des contribuables** - (3 juin 2021) : p. 4523

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation aux adultes handicapés (II)** - (23 juin 2021) : p. 5466

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6386 - **Article 8** (*Mise en place d'une offre socle et d'une offre complémentaire par les services de prévention et de santé au travail interentreprises ainsi que d'une procédure de certification*) : p. 6433 p. 6434 p. 6435 p. 6436 p. 6437 p. 6438 - **Article 8 bis (nouveau)** (*Service de santé au travail - Recours*) : p. 6439 - **Article 11** (*Accès des professionnels de santé des services de prévention et de santé au travail au dossier médical partagé du travailleur*) : p. 6441 p. 6442 p. 6443

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 12** (*Modalités d'accès au dossier médical en santé au travail*) : p. 6453 - **Article 13** (*Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé*) : p. 6454 - **Article additionnel avant l'article 14 - Amendement n° 113** (*Services de prévention et de santé au travail autonomes - Compétences - Précision*) : p. 6454 - **Article 14** (*Création d'une cellule de prévention de la désinsertion professionnelle au sein des SPSTI*) : p. 6455 p. 6456 p. 6457 - **Article 14 bis** (*Amélioration du partage d'informations entre les organismes d'assurance maladie et les SPSTI*) : p. 6458 - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° 153** (*Services de santé au travail - Travailleurs en situation de handicap - Prise en charge - Créneaux réservés - Attribution*) : p. 6459 - **Article 15** (*Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé*) : p. 6460 p. 6463 - **Article 16** (*Création d'une visite médicale de mi-carrière*) : p. 6466 p. 6467 p. 6468 - **Article 17** (*Suivi médical des travailleurs non-salariés et des travailleurs d'entreprises extérieures intervenant dans l'entreprise*) : p. 6469 p. 6470 p. 6471 p. 6472 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 233** (*Salariés intérimaires - Services de*

prévention et de santé au travail (SPST) - Actions de prévention collectives - Expérimentation - Rapport au Parlement) : p. 6473 - **Article 17 bis (supprimé)** (*Mutualisation du suivi de l'état de santé des salariés ayant plusieurs employeurs*) : p. 6474 - **Article 17 ter** (*Modalités de mise en œuvre du suivi de l'état de santé des salariés du particulier employeur*) : p. 6476 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 7 rectifié** (*Services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI) - Travailleurs itinérants - Ajout*) : p. 6477 - **Article 18** (*Aménagement des modalités de l'organisation du retour des travailleurs à leur poste après une absence de longue durée*) : p. 6478 p. 6479 p. 6480 p. 6481 - **Article 18 bis** (*Encadrement et extension du contrat de rééducation professionnelle en entreprise et de l'essai encadré*) : p. 6482

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Gouvernement de la Côte d'Ivoire** - (12 juillet 2021) : p. 6896

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail - Commission mixte paritaire [n° 777 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7552

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendements n° 118 rectifié et n° 1312 rectifié** (*Mandataires sociaux au sein d'une des sociétés d'économie mixte locale - Contrôle déontologique de leur reconversion professionnelle dans le secteur privé*) : p. 7588

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève de SOS médecins** - (29 septembre 2021) : p. 8569

- **Clôture de la troisième session extraordinaire** - (30 septembre 2021) : p. 8810

- **Débat sur le Pacte européen pour l'asile et les migrations** - (5 octobre 2021) : p. 8859

- **Question orale sans débat sur les stratégies « de la ferme à la table » et la « biodiversité »** - (7 octobre 2021) : p. 8955 p. 8956

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021** - (13 octobre 2021) : p. 9138

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)]** - (18 octobre 2021) - **Article 8** (*Définition d'un régime d'utilisation des caméras aéroportées par les forces de l'ordre*) : p. 9287

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9712 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 78 rectifié, n° 61 rectifié bis, n° 63 rectifié, n° 24 rectifié, n° 56 rectifié bis, n° 62 rectifié et n° 34 rectifié** (*Covid 19 - Champ de l'obligation vaccinale - Exclusion des personnels des établissements d'accueil du jeune enfant non professionnel de santé - Abrogation de la suspension du contrat de travail des soignants non vaccinés*) : p. 9767 p. 9769 p. 9770 p. 9771

- **Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu [n° 113 (2021-2022)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 9995

- **Proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers [n° 76 (2020-2021)]** - (4 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10004

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10043

Troisième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 270 rectifié bis (Droits de défense des professionnels ou établissements de santé - Assistance par le conseil de leur choix)** : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 267 rectifié bis (Action en recouvrement - Réponse obligatoirement motivée)** : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 265 rectifié bis (Cotisant en situation de litige sur des cotisations de sécurité sociale - Saisine possible d'une commission des recours)** : p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 268 rectifié bis (Refus de délivrance de l'attestation de vigilance - Subordination au terme de la procédure contradictoire)** : p. 10159 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 269 rectifié bis (Procédure d'analyse de l'activité des professionnels de santé - Information des intéressés)** : p. 10160 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 797 rectifié (Instauration d'une expérimentation intitulée « Objectif 32h » avec l'exonération de cotisations - Rapport au Parlement)** : p. 10180

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 32 sexies (nouveau) (Extension de l'allocation journalière de proche aidant et de l'allocation journalière de présence parentale)** : p. 10279

- **Souhaits de bienvenue à une délégation islandaise**- (12 novembre 2021) : p. 10380

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] (suite)**- (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 45 quater - Amendement n° 649 rectifié (Protection sociale des Français établis hors de France - Rapport au Parlement)** : p. 10455 - **Article 50 (Amélioration de l'indemnisation des victimes professionnelles de pesticides)** : p. 10470 p. 10471 - **Article 50 ter (nouveau) (Demande de rapport sur l'amélioration de la couverture AT-MP des travailleurs de plateformes)** : p. 10474 p. 10475 - **Article 57 (Dotation au FIVA, au Fcaata et transferts de la branche AT-MP à la branche maladie et dépenses engendrées par les dispositifs de prise en compte de la pénibilité)** : p. 10491 p. 10492 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 969 rectifié ter (Coût des pathologies psychiques liées au travail - Évaluation)** : p. 10492 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 806 rectifié (Application de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre**

1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Rapport au Parlement) : p. 10493

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10588

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Article 1er (Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe)** : p. 10602 - **Rappel au règlement** : p. 10603

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 147 (2021-2022)]**

Première partie :

- (17 novembre 2021) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 45 (Bénéfices exceptionnels réalisés par les plus grandes entreprises du fait de la crise du covid-19 - Création d'une contribution de solidarité nationale)** : p. 10672

- **Projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)]** - (18 novembre 2021) - **Article 18 et participation de la France au budget de l'Union européenne** : p. 10858

- **Décès d'une sénatrice** - (7 décembre 2021) : p. 11490

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de l'événementiel** - (8 décembre 2021) : p. 11544 p. 11545

- **Souhaits de bienvenue à une nouvelle sénatrice** - (14 décembre 2021) : p. 11755

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Commission mixte paritaire [n° 263 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11989

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du comité des finances locales le 1er février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir du régime de garantie des salaires [n° 463 (2020-2021)] (19 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 543 (2020-2021)] (23 avril 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 531 (2020-2021)] d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 574 (2020-2021)] (12 mai 2021) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : **Projet de loi 4D** : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique [n° 640 (2020-2021)] (26 mai 2021) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2020 [n° 699 (2020-2021)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 743 tome 2 annexe 26 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Budget.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour un fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales plus proche des réalités locales [n° 73 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 163 tome 3 annexe 26 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Christian Charpy, président de la première chambre de la Cour des comptes sur le rapport public thématique « Les finances publiques : pour une réforme du cadre organique et de la gouvernance ».

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, sur la mise en œuvre des mesures de soutien et de relance de l'économie.

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales avec la participation de MM. Christophe Bouillon, président, et Loïc Hervé, président délégué, de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Caroline Cayeux, présidente de Villes de France (VF) et M. Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde relative aux métropoles, avec la participation de Mmes Johanna Rolland, présidente de France Urbaine, Dominique Riquier-Sauvage, membre du Conseil économique, social et environnemental, et M. Yann Lasnier, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), dans le cadre des travaux sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Audition de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur l'évolution du droit applicable aux collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 11 mars 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur le Grand Paris, de MM. Philippe Dallier et Didier Rambaud.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean Arthuis, président de la commission sur l'avenir des finances publiques.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du plan relatif à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéficiaires (dit BEPS) et négociations pour répondre aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des finances*) : « Comment sortir des prêts garantis par l'État (PGE) ? » - Communication.

Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bruno ACAR, inspecteur général de l'administration, chargé en 2020 d'un rapport pour le ministre de l'intérieur et la ministre en charge des collectivités territoriales sur « L'évaluation des politiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales ».

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente, et M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur la défense extérieure contre l'incendie.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics sur le projet de loi de finances pour 2022.

Contrôle budgétaire - Communication de Mme Vanina Paoli-Gagin, rapporteur spécial, sur l'optimisation de la gestion de l'immobilier universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le financement des aires protégées.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy De Galhau, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de gouverneur de la Banque de France.

Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Baroin, président de l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des finances*) : Second projet de loi de finances rectificative pour 2021 - Audition de M. Olivier Dussot, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 45 à 49) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des finances*) : « Cumex Files : trois ans après, quel bilan des outils de lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes ? » - Audition de M. Étienne Barel, directeur général délégué de la Fédération bancaire française (FBF), Mme Alexandra Givry, directrice de la direction des données et de la surveillance, à l'Autorité des marchés financiers (AMF), M. Frédéric Iannucci, chef du service de la sécurité juridique et du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques (DGFiP), et Mme Salomé Lemasson, avocate spécialiste en droit pénal des affaires au sein du cabinet Rahman Ravelli.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-

elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Chamalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1482

- **Proposition de loi d'urgence visant à apporter une réponse solidaire et juste face à la crise [n° 575 (2020-2021)]** - (26 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4254

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié (Maires - Droits à construire - Diminution par l'établissement de coopération intercommunale - Droit de veto)** : p.7009

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques [n° 832 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 833 (2020-2021)** : p. 8330

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques [n° 833 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 832 (2020-2021)**.

- **Mise au point au sujet de votes** - (14 décembre 2021) : p. 11752

GUERET (Daniel)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer un partage équilibré des bénéfices imprévus générés par les concessions d'autoroutes entre les usagers, les autorités concédantes et les concessionnaires [n° 376 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 588 (2020-2021)] relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 719 (2020-2021)] (29 juin 2021) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique relative à l'exercice d'un mandat municipal et d'un mandat local garantissant l'ancrage territorial des parlementaires [n° 794 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'implantation de panneaux photovoltaïques sur des friches [n° 40 (2021-2022)] (11 octobre 2021) - **Énergie - Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la simplification des saisies et confiscations [n° 115 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un droit de rétractation sur les foires et les salons [n° 235 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à assurer le respect des principes de la laïcité dans le sport [n° 273 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Guy Geoffroy, maire de Combs-la-Ville et président des maires de Seine-et-Marne, représentant de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF).

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition d'experts français du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Réunion du lundi 22 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Missions « Écologie, développement et mobilité durables » et « Plan de relance » - Crédits relatifs aux transports routiers - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat** [n° 262 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 221

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4397

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections départementales et régionales (I)** - (30 juin 2021) : p. 6100 p. 6101

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6537

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2021) - **Article 9** (*Transfert des petites lignes ferroviaires et de leurs installations de services aux régions*) : p. 6756 p. 6757 p. 6760 p. 6761 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1233 rectifié bis** (*Région Île-de-France - Services de transport ferroviaire - Ouverture à la concurrence - Calendrier - Modification*) : p. 6762 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1669 rectifié bis** (*Transport ferroviaire de voyageurs - Contrat de service public - Changement d'attributaire - Évolution des effectifs - Prise en compte*) : p. 6764 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 225** (*Petites lignes ferroviaires - Pérennisation*) : p. 6765 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1406** (*Établissements publics locaux - Possibilité de création - Élargissement*) : p. 6766 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 722 rectifié** (*Transport léger autonome sur rail - Expérimentation*) : p. 6766 - **Article 13** (*Transfert de la compétence de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres aux régions*) : p. 6788 p. 6790 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1615** (*Réseau Natura 2000 - Obligation d'autofinancement - Dérogation*) : p. 6791 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Dérogation au seuil de participation minimale du maître d'ouvrage pour le financement d'une opération en faveur de la restauration de la biodiversité*) : p. 6791 - **Article 13 ter (nouveau)** (*Modalités de compensation de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés sur un site Natura 2000 faisant l'objet d'un engagement de gestion*) : p. 6792 - **Article 13 quater (nouveau)** (*Adaptation au niveau communal des plafonds en matière d'abattage des loups définis au niveau national*) : p. 6793 - **Article additionnel après l'article 5 quinquiés (précédemment réservé) - n° 1090 rectifié ter** (*Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) - Établissement public territorial de bassin - Transfert de la compétence - Expérimentation*) : p. 6807

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2021) - **Article 61** (*Ouverture de la participation au financement d'aménagements et d'ouvrages sur le réseau autoroutier concédé à toutes personnes publiques et privées*) : p. 7297 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° 249** (*Nouvelles infrastructures autoroutières - Concessions - Interdiction*) : p. 7297 - **Article 62** (*Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres*) : p. 7299 p. 7300 p. 7302 - **Articles additionnels après l'article 62 - Amendements n° 1527 et n° 1528** (*Voirie - Haies et alignements d'arbres*) : p. 7303 p. 7304

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de la souveraineté énergétique française** - (16 novembre 2021) : p. 10565

- **Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 253 (2021-2022)] - (7 décembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11502

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la participation au vote et pour la reconnaissance du vote blanc [n° 279 (2020-2021)] (19 janvier 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le contrat d'objectifs et de moyens (2020-2022) de France Médias Monde : une stratégie pertinente mais à horizon limité [n° 308 (2020-2021)] (27 janvier 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La France peut-elle contribuer au réveil européen dans un XXI^e siècle chinois ? [n° 846 (2020-2021)] (22 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde et TV5 Monde [n° 165 tome 10 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de France Médias Monde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Accord de retrait et accord de commerce et de coopération signés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne - Audition de M. Michel Barnier, conseiller spécial de la présidente de la Commission européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 910

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1452 p. 1464

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
INDEP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taiwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)] (27 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 [n° 697 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'évènementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 803 (2020-2021)] autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement [n° 78 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Soutien de la politique de la défense [n° 218 (2021-2022)] (24 novembre 2021) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias Monde.

Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bertrand Lortholary, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Chakib Benmoussa, ambassadeur du royaume du Maroc en France.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Marc Baréty, ambassadeur de France au Pakistan.

Réunion du mardi 8 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Suivi de la situation au Proche-Orient - Audition de M. René Troccaz, consul général de France à Jérusalem.

Réunion du mercredi 16 juin 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Actualisation de la loi de programmation militaire (2019-2025) - Examen du rapport d'information.

Audition du général André Lanata, commandant suprême allié pour la transformation de l'OTAN (SACT).

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des Chrétiens et minorités d'Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La puissance chinoise en Europe aujourd'hui » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée aérienne Stéphane Mille, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crédits du soutien de la politique de la défense - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Enjeux géopolitiques des grandes évolutions démographiques - Audition de M. Bruno Tertrais, directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Stabilité et sécurité au Moyen-Orient - Point de situation - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et les gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine** [n° 290 (2020-2021)] - (28 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 581 - **Discussion générale** : p. 582

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 914

- **Débat sur les mineurs non accompagnés** - (9 février 2021) : p. 948

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1450

- **Débat sur le thème : « Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion par la langue »** - (6 mai 2021) : p. 3522 p. 3531 p. 3532

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales [n° 493 (2020-2021)]** - (6 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3534 p. 3539

- **Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 653 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4667

- **Proposition de loi relative à la protection sociale globale [n° 661 (2020-2021)]** - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4682

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 606 rectifié bis (Loi de programmation de financement de la transition écologique - Instauration)** : p. 4782 - **Article 1er (Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services)** : p. 4797

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 9 (Expérimentation du dispositif « Oui Pub »)** : p. 4901

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de l'opération Barkhane** - (16 juin 2021) : p. 4961 p. 4962

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)] (suite)** - (16 juin 2021) - **Article 15 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics)** : p. 4991 p. 5010 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 596 rectifié bis et n° 1512 (Commande publique - Impact environnemental du numérique)** : p. 5014

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission) (Inscription de la qualité de l'eau au patrimoine commun de la Nation)** : p. 5075 p. 5077

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5475

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6389 - **Article 8 (Mise en place d'une offre socle et d'une offre complémentaire par les services de prévention et de santé au travail interentreprises ainsi que d'une procédure de certification)** : p. 6434 p. 6438

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 14 (Création d'une cellule de prévention de la désinsertion professionnelle au sein des SPSTI)** : p. 6456 - **Article 16 (Création d'une visite**

médicale de mi-carrière) : p. 6467 - **Article 17 bis (supprimé) (Mutualisation du suivi de l'état de santé des salariés ayant plusieurs employeurs)** : p. 6474 - **Article 17 ter (Modalités de mise en œuvre du suivi de l'état de santé des salariés du particulier employeur)** : p. 6476 p. 6477 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 7 rectifié (Services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI) - Travailleurs itinérants - Ajout)** : p. 6477 - **Article 18 (Aménagement des modalités de l'organisation du retour des travailleurs à leur poste après une absence de longue durée)** : p. 6480 - **Article 20 (Aménagement des règles de gouvernance interne des SPSTI)** : p. 6484 - **Article 21 (Création du médecin praticien correspondant)** : p. 6490 - **Article 22 (Obligation pour le médecin du travail de consacrer un tiers de son temps de travail aux actions en milieu de travail)** : p. 6493 - **Article 23 (Création du statut d'infirmier en santé au travail et possibilité pour les infirmiers en pratique avancée d'exercer en service de prévention et de santé au travail)** : p. 6496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le seuil minimum de paiement par carte bancaire dans les commerces** - (29 septembre 2021) : p. 8563 p. 8564

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8840

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8852

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (7 octobre 2021) : p. 8965

- **Débat sur le thème « Les droits des personnes en situation de handicap sont-ils effectifs et respectés ? »** - (7 octobre 2021) : p. 8967

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8984

- **Proposition de loi tendant à reconnaître aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat un intérêt à agir en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 26 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9197

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations franco-algériennes et les conséquences sur l'opération Barkhane** - (3 novembre 2021) : p. 9850 p. 9851

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10579

- **La contribution des politiques d'appui aux collectivités à l'aménagement et la cohésion des territoires** - (30 novembre 2021) : p. 11355

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 2 décembre 2021.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national du cancer le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 octobre 2021.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-présidente du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 241 (2019-2020)] relative au monde combattant [n° 420 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 488 (2020-2021)] tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote [n° 599 (2020-2021)] (19 mai 2021) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi en faveur des activités de loisirs participant à la dépollution des sols [n° 819 (2020-2021)] (10 septembre 2021) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution afin de créer une commission d'enquête pour évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et proposer des mesures face aux nouveaux défis [n° 2 (2021-2022)] (4 octobre 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 166 tome 1 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Antoine Flahault, épidémiologiste, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*): Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des affaires sociales*): Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Audition du professeur Olivier Claris, coordonnateur de la mission sur la gouvernance et la simplification hospitalières.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au monde combattant - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde dans le cadre du suivi du rapport d'information de la délégation aux outre-mer sur la représentation et la visibilité des outre-mer dans l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire - Accès des proches aux établissements pendant la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Financement de la branche autonomie - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote (deuxième lecture) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de MM. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire et Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des représentants des syndicats de l'enseignement.

(*commission des affaires sociales*) : Prise en charge des addictions - Audition de M. Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, et du docteur Jean-Michel Delile, psychiatre, président de la Fédération Addiction.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des partenaires de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition d'un laboratoire d'idées du numérique et d'une plateforme de modération, avec la participation de MM. Thierry Jadot, ancien président, Dentsu Aegis Network et contributeur aux travaux de l'Institut Montaigne, et Matthieu Boutard, directeur général de la plateforme de modération Bodyguard.

(*commission des affaires sociales*) : Audition du professeur Didier Pittet, président de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition de M. Erwan Balanant, député, auteur du rapport de mission gouvernementale : « Comprendre et combattre le harcèlement, 120 propositions ».

Réunion du mardi 21 septembre 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 28 septembre 2021 (*mission commune d'information Effets des mesures en matière de confinement*) : Analyse globale des spécificités des Outre-mer en matières sanitaire et économique - Audition de Mmes Brigitte Chane-Hime, présidente de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA) de La Réunion et membre de la commission permanente de la Conférence nationale de la santé (CNS), Cécile Courrèges, inspectrice générale des affaires sociales (IGAS), docteur Francis Fellingier, conseiller médical à l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP), ancien conseiller général des établissements de santé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Eric Leung, président de la délégation aux Outre-mer du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Mme Marie-Anne Poussin-Delmas, présidente de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) et directrice générale de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des lois*) : Mineurs non accompagnés - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 octobre 2021 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 42) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la protection des enfants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur, et Mme Isabelle Sancerni, présidente, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Audition de fédérations d'établissements de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)] - (19 janvier 2021) - Article 1er (*Recensement et réorientation des groupes de résidences mobiles en cas de saturation des aires d'accueil*) : p. 245 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 2 rectifié (*Installations illicites en réunion - Effets de la mise*

en demeure du préfet - Extension au niveau départemental) : p. 250 p. 251

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1012

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés** - **Amendements n° 47 rectifié quinquiés, n° 50 rectifié quater, n° 56 rectifié quater, n° 90 rectifié ter, n° 184 rectifié bis et n° 200 rectifié bis** (*Dispositifs médicaux et aides techniques - Prescription par les ergothérapeutes - Autorisation*) : p. 1199

- **Proposition de loi relative au monde combattant [n° 421 (2020-2021)]** - (9 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1553

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (10 mars 2021) : p. 1598 p. 1599

- **Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1674

- **Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Article 1er** (*Création d'une vignette « collection » pour les véhicules disposant d'un certificat d'immatriculation avec la mention « véhicule de collection »*) : p. 1712

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Non-respect de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires dans l'enceinte des établissements scolaires - Dialogue avec l'élève - Association des responsables légaux - Obligation*) : p. 2832

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le paiement des interventions des professionnels de santé dans les centres de vaccination** - (14 avril 2021) : p. 3198

- **Question orale sans débat sur le report de la réforme Grand Âge et autonomie** - (6 mai 2021) : p. 3492 p. 3493

- **Débat sur les conclusions du rapport d'une commission d'enquête relative au contrôle, à la régulation et à l'évolution des concessions autoroutières** - (6 mai 2021) : p. 3514

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1 rectifié ter** (*Transport maritime international de passagers et fret - Cotisations - Exonérations*) : p. 4038 p. 4039

- **Proposition de loi tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote - Deuxième lecture [n° 600 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4186

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (8 juillet 2021) - **Article 3** (*Délégation de compétences au sein des conférences territoriales de l'action publique, CTAP*) : p. 6621 p. 6622 - **Article additionnel après l'article 3**

- **Amendement n° 89 rectifié** (*Conventions interrégionales de massif - Attribution des crédits - Information*) : p. 6650

- **Question orale sans débat sur l'amélioration de la prise en charge financière des appareils de communication alternative améliorée** - (20 juillet 2021) : p. 7345 p. 7346

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements des caisses d'allocations familiales liés à la réforme de l'allocation logement** - (9 septembre 2021) : p. 7987 p. 7988

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Article 2 bis A** (*Exercice par le service d'incendie et de secours de la médecine professionnelle et préventive et recours à la télémedecine*) : p. 8231 - **Article 3** (*Prise en charge financière des missions ne relevant pas de la compétence des services d'incendie et de secours*) : p. 8236 p. 8237 p. 8238

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 31** (*Expérimentation des plateformes communes de réception des appels d'urgence*) : p. 8295 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (*Création de la réserve citoyenne des services d'incendie et de secours*) : p. 8301

- **Débat sur la situation sanitaire outre-mer** - (5 octobre 2021) : p. 8882

- **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9013

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]** - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10061 p. 10062

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 599 rectifié** (*Allocation journalière du proche aidant (AJPA) - Financement*) : p. 10114 p. 10115

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater** (*Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la sécurité sociale*) : p. 10196 p. 10197

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 45 quater - Amendements n° 30 rectifié et n° 463 rectifié bis** (*Seconds avis médicaux dans le contexte des pathologies graves - Substitution de la transmission du dossier médical complet à la vidéotransmission*) : p. 10454

- **Débat sur la situation économique, sociale et sanitaire dans les outre-mer** - (1er décembre 2021) : p. 11432

- **Question orale sans débat sur l'insécurité et la délinquance à la Martinique** - (14 décembre 2021) : p. 11746

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article 15** (*Généralisation de la saisine du préfet afin d'appuyer l'évaluation de la situation de la personne se déclarant mineur non accompagné*) : p. 11945

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
 RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la situation de l'hôpital et le système de santé en France le 2 décembre 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (2 mars 2021).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-présidente du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur [n° 623 (2020-2021)] (21 mai 2021) - **Éducation - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Crises sanitaires et outils numériques : répondre avec efficacité pour retrouver nos libertés [n° 673 (2020-2021)] (3 juin 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Refonder l'écosystème de l'innovation en santé [n° 708 (2020-2021)] (23 juin 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Antoine Flahault, épidémiologiste, directeur de l'Institut de santé globale à la faculté de médecine de l'université de Genève.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen des amendements de séance.

Sport et santé - Audition de M. Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective, et du professeur François Carré, spécialiste en cardiologie et maladies vasculaires, de l'Inserm.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Olivier Babeau, professeur à l'université de Bordeaux, président de l'Institut Sapiens, sur le thème « Les nouvelles technologies et la crise de la covid-19 ».

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles Babinet, co-président du Conseil national du numérique, digital champion de la France auprès de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification - Examen du rapport et du texte de la commission (nouvelle lecture).

Santé environnementale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Affections de longue durée - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote (deuxième lecture) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Audition de MM. Marc Frouin, directeur général de Bioserenity, Franck Grimaud, directeur général de Valneva, Franck Mouthon, président de France Biotech et Stéphane Piat, directeur général de Carmat.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur les outils numériques dans la prévention et la gestion des pandémies.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Innovation en santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 29 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Assurance chômage - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du jeudi 22 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique covid-19.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du dimanche 25 juillet 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme le professeur Dominique Le Guludec, présidente de la Haute Autorité de santé.

Soins intensifs et de réanimation - Audition de Mme Véronique Hamayon, conseillère maître, présidente de section à la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Soins palliatifs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen de rapport d'information - L'avenir du télétravail.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances et fiscalité - Inclusion du nucléaire dans le règlement délégué complétant le règlement (UE) 2020-852 du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019-2088 : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Claude Kern, Daniel Gremillet et Pierre Laurent.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*commission d'enquête Hôpital*) : Audition de responsables de services d'urgence - Professeur Louis Soulat, centre hospitalier universitaire de Rennes, docteur Benoît Doumenc, hôpital Cochin (Paris), docteur Caroline Brémaud, centre hospitalier de Laval, docteur

Tarik Boubia, centre hospitalier de Clamecy, et docteur François Escat, médecin urgentiste libéral à Muret.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Discussion générale** : p. 607 - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 640 p. 652 - **Article 3** (Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité) : p. 681

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) : p. 732 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes) : p. 739 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 813

- **Débat sur l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion** - (10 février 2021) : p. 1004

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1162 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 178 rectifié** (Équipes de soins choisies par les patients - Reconnaissance et coordination) : p. 1175 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 59 rectifié ter, n° 79, n° 135 et n° 177 rectifié** (Professions de santé - Exercice en pratique avancée - Infirmiers anesthésistes - Intégration) : p. 1177 - **Article additionnel avant l'article 2 - Amendements n° 37 rectifié et n° 180 rectifié bis** (Prescription des substituts nicotiques - Extension aux pharmaciens - Autorisation) : p. 1183 - **Article 2 quinquies B (supprimé)** (Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme) : p. 1192 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 47 rectifié quinquies, n° 50 rectifié quater, n° 56 rectifié quater, n° 90 rectifié ter, n° 184 rectifié bis et n° 200 rectifié bis** (Dispositifs médicaux et aides techniques - Prescription par les ergothérapeutes - Autorisation) : p. 1199 - **Article 4 bis (supprimé)** (Instauration d'un cadre légal pour l'intervention individuelle de bénévoles dans les établissements de santé) : p. 1205 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendements n° 6 rectifié ter, n° 46 et n° 185 rectifié ter** (Praticiens salariés d'un établissement de santé privé à intérêt collectif (ESPIC) - Dépassements d'honoraires - Autorisation) : p. 1209 - **Article 5** (Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service) : p. 1212 p. 1218 p. 1219

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article 10** (Lutte contre les abus liés à l'intérim médical) : p. 1258 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendements n° 38 rectifié et n° 186 rectifié** (Agence régionale de la santé - Évaluation des besoins de formation de professionnels de santé de la région - Rapport) : p. 1266

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1477

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021** - (23 mars 2021) : p. 2121 p. 2122

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 21 bis D - Amendement n° 222 rectifié** (Renforcement du contrôle de la scolarisation des enfants - Enfants ni inscrits à l'école, ni déclarés en instruction en famille - Enquête immédiate) : p. 2704 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 474 rectifié** (Établissement hors contrat - Enseignements - Expérience d'enseignement d'au moins cinq ans - Obligation) : p. 2738 p. 2739

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 octies - Amendement n° 480 rectifié** (Enseignants - Formation au principe de laïcité - Obligation) : p. 2826

- **Suite de la discussion** (8 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 142 rectifié** (Principe de laïcité - Définition) : p. 2981

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3439

- **Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique [n° 558 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 559 (2020-2021)** : p. 4096 - **Article 2** (Extension du champ des autorisations d'usage pour les programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4118 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 6 rectifié ter et n° 85 rectifié ter** (Mécanisme de licence légale - Application aux programmes des entreprises de communication audiovisuelle) : p. 4119 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 7 rectifié ter et n° 86 rectifié ter** (Rémunération pour copie privée - Éditeurs de radio et de télévision) : p. 4119 - **Article 10 septies (nouveau)** (Actualisation du seuil de concentration pour les réseaux de chaînes de télévision locale) : p. 4149 - **Article 17 bis (nouveau)** (Accès des jeunes publics à des œuvres culturelles dédiées sur une des chaînes publiques) : p. 4164

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 559 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 558 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote - Deuxième lecture [n° 600 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération transfrontalière avec le Luxembourg** - (2 juin 2021) : p. 4449 p. 4450

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Article 19** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 6072

- **Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)]** - (23 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7737 p. 7738

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2021) - **Article 1er** (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7774 p. 7794 p. 7797 p. 7818 p. 7824 p. 7831 p. 7843 p. 7844 p. 7857 p. 7867 - **Article 5** (Vaccination obligatoire contre la covid-19 pour les professionnels au contact des personnes fragiles) : p. 7894

- **Commission mixte paritaire [n° 801 (2020-2021)]** - (25 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 7935

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 826 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 827 (2020-2021)** : p. 8395

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2021) - **Article 1er** (Article liminaire des lois de financement de la sécurité sociale) : p. 8455 p. 8458 - **Article 2** (Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année) : p. 8466 p. 8467 p. 8473 p. 8478

- **Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 827 (2020-2021)]** - (27 septembre 2021) -

Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 826 (2020-2021).

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8981 p. 8982

- **Proposition de loi tendant à créer un droit de visite pour les malades, les personnes âgées et handicapées qui séjournent en établissements [n° 19 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9015

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)]** - (13 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9089

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)]**

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 rectifié, n° 408 rectifié, n° 861 rectifié, n° 1019 rectifié et n° 1024 rectifié ter (Dispositif travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi - Pérennisation)** : p. 10116

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article 16 (Mise en cohérence des contributions sur le champ des produits de santé)** : p. 10190 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 34 rectifié ter, n° 736 rectifié ter, n° 819 rectifié ter, n° 871 rectifié bis et n° 952 rectifié quater (Messages publicitaires en faveur de jeux d'argent et de hasard - Versement d'une contribution à la branche maladie de la sécurité sociale)** : p. 10198 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 401 rectifié ter, n° 870 rectifié et n° 925 rectifié ter (Boissons alcooliques - Institution d'une contribution perçue par la Caisse nationale d'assurance maladie)** : p. 10203 p. 10204

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 37 (Recours aux médicaments biosimilaires)** : p. 10334

Quatrième partie :

- (12 novembre 2021) - **Article 40 (Amélioration de l'accès à la filière visuelle)** : p. 10374 p. 10378 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 1063 rectifié, n° 989, n° 801 rectifié, n° 835 rectifié bis, n° 27 rectifié bis, n° 570 rectifié, n° 592 rectifié, n° 641 rectifié, n° 642 rectifié bis et n° 906 rectifié bis (Lutte contre la désertification médicale - Régulation de l'installation des médecins via le conventionnement)** : p. 10390 - **Article 44 quater (nouveau) (Première consultation d'une patiente dans le cadre d'une demande de stérilisation auprès d'une sage-femme)** : p. 10440 - **Article additionnel après l'article 45 quater - Amendement n° 410 rectifié (Remboursement par la sécurité sociale des produits de protection hygiénique féminine - Rapport au Parlement)** : p. 10456

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10558

- **Débat sur les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** - (16 novembre 2021) : p. 10582

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 17 rectifié (Autoroute A 31 - Transport routier de marchandises - Taxe)** : p. 10604

- **Débat sur le thème : « Situation des comptes publics et réforme de l'État »** - (1er décembre 2021) : p. 11476

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie de financement des hôpitaux** - (8 décembre 2021) : p. 11548 p. 11549

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11608

GUIOL (André)
sénateur (Var)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lisser l'augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes applicables aux décharges et aux incinérateurs [n° 366 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique [n° 367 (2020-2021)] (16 février 2021) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2020-2021)] (19 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé - Sports.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement de l'application des lois [n° 696 (2020-2021)] (16 juin 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 676 (2020-2021)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 751 (2020-2021)] (7 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à assurer la gratuité des produits de protection hygiénique féminine et à garantir leur sécurité sanitaire [n° 805 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables [n° 813 (2020-2021)] (1er septembre 2021) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi visant à développer le recours à la médiation [n° 820 (2020-2021)] (13 septembre 2021) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à vivre dans la dignité [n° 270 (2021-2022)] (8 décembre 2021) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition du professeur Jean-François Delfrayssy, président du Conseil scientifique covid-19.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de la commission de la Défense nationale et des affaires étrangères du Parlement grec.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des conclusions de l'audition publique sur les enjeux de la recherche française en milieu polaire.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kosovo relatif à l'emploi des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

« Quelle boussole stratégique pour l'Europe ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique sur la stratégie quantique de la France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la fracture territoriale et à l'espérance de vie** - (13 janvier 2021) : p. 114 p. 115

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 922

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des déchets par les collectivités** - (17 mars 2021) : p. 1860

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2105

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (31 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 130 rectifié** (*Établissements de santé - Deux référents laïcité - Désignation parmi les agents de direction et les personnels soignants*) : p. 2387

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Article unique** : p. 3586 p. 3587

- **Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales [n° 533 (2020-2021)]** - (11 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3615 - **Article 1er et rapport annexé** (*Grands axes de la politique de développement solidaire, programmation financière et approbation du cadre de partenariat global (rapport annexé)*) : p. 3672 p. 3676

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux moyens aériens de la sécurité civile** - (26 mai 2021) : p. 4242

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (15 juin 2021) - **Article 12** (*Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables*) : p. 4925 p. 4926 p. 4932 - **Article additionnel avant l'article 13 - Amendements n° 363 rectifié et n° 1222 rectifié** (*Appareils électroniques - Batteries - Changement - Facilitation*) : p. 4940 - **Article 13** (*Obligation de disponibilité des pièces détachées étendue à de nouvelles catégories de produits*) : p. 4942

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4998 -

Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1224 rectifié (*Commande publique - Développement du réemploi et du recyclage*) : p. 5018 - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE*) : p. 5047

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à la programmation militaire** - (23 juin 2021) : p. 5479

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6593

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 74 ter - Amendements n° 782 rectifié ter, n° 845 rectifié ter et n° 995 rectifié bis** (*Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) - Missions d'analyses des impacts techniques et financiers des normes relatives aux collectivités territoriales*) : p. 7608

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)]** - (5 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8849

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'arrêté sur les abeilles** - (10 novembre 2021) : p. 10309

HAI (Nadia)
*ministre déléguée auprès de la ministre
de la cohésion des territoires et des
relations avec les collectivités
territoriales, chargée de la ville*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'éligibilité de la ville de Charleville-Mézières à la dotation politique de la ville** - (9 mars 2021) : p. 1537

- **Question orale sans débat relative au schéma de vaccination contre la covid-19 par les pharmaciens** - (9 mars 2021) : p. 1538

- **Question orale sans débat sur l'inscription de la commune de Loireauxence en zone d'intervention prioritaire** - (9 mars 2021) : p. 1538

- **Question orale sans débat relative à l'arrangement de reconnaissance mutuelle entre la France et le Québec relatif aux masseurs-kinésithérapeutes** - (9 mars 2021) : p. 1539

- **Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)]** - (27 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4300 p. 4308 - **Article 6** (*Création d'une obligation de motiver la non-embauche d'un candidat*) : p. 4317

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les constructions illégales en zone naturelle** - (3 juin 2021) : p. 4520

- **Question orale sans débat sur la revitalisation des centres-villes** - (3 juin 2021) : p. 4521

- **Question orale sans débat sur la reconstruction des vallées des Alpes-Maritimes après la tempête Alex** - (3 juin 2021) : p. 4522

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les compensations des pertes fiscales pour les collectivités en outre-mer** - (9 septembre 2021) : p. 7976

- **Question orale sans débat sur les conséquences du report du recensement sur la dotation globale de fonctionnement des collectivités** - (7 octobre 2021) : p. 8962

- **Question orale sans débat sur le devenir des régies publiques après les fermetures administratives successives** - (7 octobre 2021) : p. 8963

- **Question orale sans débat sur le Fontenoy du maritime** - (7 octobre 2021) : p. 8964

- **Question orale sans débat sur la protection et la législation applicable à un dolmen** - (7 octobre 2021) : p. 8965

- **Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 24 (2021-2022)]** - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9026 - **Question préalable** : p. 9027 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 9028 - **Discussion générale** : p. 9038 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 15, n° 16, n° 18 et n° 17** (*Limitation des cumuls de mandats - Renforcement*) : p. 9039 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 19** (*Modalités octroi de délégations à un parlementaire*) : p. 9039 - **Article 1er** (*Cumul d'un mandat parlementaire avec les fonctions de maire, d'adjoint au maire ou de maire délégué d'une commune de 10 000 habitants ou moins*) : p. 9040 p. 9044 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 23 rectifié** (*Fin de mandat d'un député avant son terme - Procédure simplifiée*) : p. 9046 - **Article 2 (supprimé)** (*Interdiction pour les parlementaires de percevoir des indemnités pour l'exercice des fonctions de maire ou d'adjoint au maire*) : p. 9047 - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 9048

- **Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai [n° 22 (2021-2022)]** - (14 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9157 p. 9167 - **Article unique** (*Texte non modifié par la commission*) : p. 9169 p. 9169 p. 9170

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations du 17 octobre 1961** - (20 octobre 2021) : p. 9396

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences de l'inflation sur le financement des projets locaux** - (10 novembre 2021) : p. 10311

HARRIBEY (Laurence)
sénatrice (Gironde)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête « Afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la démocratie » le 18 novembre 2021.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale du sport le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les menaces transfrontières graves pour la santé et abrogeant la décision n° 1082/2013/UE, COM(2020) 727 final [n° 343 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Société - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 851/2004 instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, COM(2020) 726 final [n° 344 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux, COM(2020) 725 final [n° 345 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à garantir effectivement le droit au respect de la dignité en détention [n° 387 (2020-2021)] (25 février 2021) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi organique visant à moderniser les modalités de vote à l'élection du président de la République [n° 445 (2020-2021)] (11 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'intégration des jeunes majeurs étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance [n° 475 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de certificat vert européen visant à faciliter la libre circulation pendant la pandémie de covid-19 [n° 509 (2020-2021)] (31 mars 2021) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique [n° 548 (2020-2021)] (3 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 512 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers [n° 563 (2020-2021)] (6 mai 2021) - **Collectivités territoriales - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle portant sur l'évaluation des politiques publiques par le Parlement [n° 642 (2020-2021)] (27 mai 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 565 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 668 (2020-2021)] (3 juin 2021) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à interdire les « thérapies de conversion » ayant pour objet la modification de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne [n° 713 (2020-2021)] (24 juin 2021) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Listes transnationales et candidats tête de liste aux élections au Parlement européen [n° 735 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Union européenne.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle garantissant le respect des principes de la démocratie représentative et de l'État de droit en cas de législation par ordonnance [n° 795 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à maintenir le versement de l'allocation de soutien familial en cas de nouvelle relation amoureuse du parent bénéficiaire [n° 64 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Famille - Sécurité sociale - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 847 (2020-2021)] en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, tendant à renforcer et uniformiser la lutte contre les violences fondées sur le genre [n° 81 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi pour tendre vers la parité réelle des mandats électoraux et des fonctions électives [n° 116 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la création de l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA), Texte E16107 - COM (2021) 577 final [n° 145 (2021-2022)] (10 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et reportant la date de caducité des régimes institués pour faire face à la crise sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Lutte contre

les menaces transfrontières graves pour la santé : communication et propositions de résolution européenne portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 17 février 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi confortant les principes de la République - Audition de Mme Dominique Schnapper, sociologue, présidente du Conseil des sages de la laïcité.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Stratégie vaccinale de l'Union européenne : Communication - Certificat vert européen : proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Audition de M. Jean Arthuis, ancien ministre, président d'euro App Mobility et du Cercle Erasmus et communication de Mme Colette Mélot et M. Jean-Michel Arnaud sur le programme « Erasmus + » pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport.

Politique commerciale - Réexamen de la politique commerciale de l'Union européenne - Communication de MM. Jean-François Rapin et Didier Marie.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Socle européen des droits sociaux - Communication de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de MM. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, et Juhan Lepasaar, directeur général de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information.

Politique étrangère et de défense - Proposition de résolution européenne concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes du Sénat roumain.

Réunion du jeudi 27 mai 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail, santé - Audition de M. Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Proposition de résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion avec les commissions des affaires européennes du Bundestag, de la Chambre des députés, du Sénat polonais et du Sénat français (« triangle de Weimar »).

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors du premier tour des élections départementales et régionales de

juin 2021 - Échange de vues, désignation des membres de la mission et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, à la suite du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021.

Réunion du jeudi 1er juillet 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions - Listes transnationales et candidats tête de liste aux élections au Parlement européen - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*): Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*): Proposition de loi visant à réformer l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales - Proposition de résolution européenne tendant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes - Examen du rapport.

(*commission des lois*): Communication.

Proposition de loi relative à l'adoption - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil COM(2021) 554 modifiant le règlement (UE) 2018-841 en ce qui concerne le champ d'application, la simplification des règles de conformité, la fixation des objectifs des États membres pour 2030 et l'engagement dans la réalisation collective de la neutralité climatique d'ici à 2035 dans le secteur de l'utilisation des terres, de la foresterie et de l'agriculture, et le règlement (UE) 2018-1999 en ce qui concerne l'amélioration de la surveillance, des rapports, du suivi des progrès et de la révision - Proposition de résolution européenne.

Présentation des résultats de la consultation sénatoriale en ligne des élus locaux sur l'avenir de l'Europe, en présence des associations d'élus locaux.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer l'adoption.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales et santé - Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA): proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 7 décembre 2021 (*commission d'enquête Concentration dans les médias*): Audition d'associations en lien avec les médias - MM. Mathias Reymond, co-animateur du site de critique des médias Action-Critique-Médias et Nicolas Vescovacci, journaliste, président de l'association Informer n'est pas un délit.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, finances, fiscalité - Subventions étrangères dans le marché intérieur: communication et proposition de résolution européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs [n° 292 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale**: p. 438 p. 439 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs*): p. 444 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 24 rectifié et n° 63 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Garantie du droit à l'éducation - Inscription*): p. 446 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 25 rectifié** (*Code de la justice pénale des mineurs - Article L. 11-2 - Mise en cohérence rédactionnelle*): p. 447 - **Article 1er ter A (nouveau)** (*Définition de la notion de discernement applicable à la responsabilité pénale des mineurs*): p. 450 p. 451 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 31** (*Code de la justice pénale des mineurs - Établissements du secteur associatif habilité (SAH) - Inscription*): p. 461

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2021) - **Article 7** (*Présence de l'avocat à l'audition libre d'un mineur et rétablissement du rôle du juge des libertés et de la détention*): p. 556 p. 557 p. 558 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 37** (*Mineurs - Régime de la garde à vue - Application identique*): p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 38** (*Code de la justice pénale des mineurs - Article L. 413-11 - Prolongation de la garde à vue - Abrogation*): p. 559 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 42** (*Droits de la défense du mineur - Dépôt des conclusions de l'avocat jusqu'à l'audience de culpabilité*): p. 560 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 41** (*Mineurs - Assignation à résidence avec surveillance électronique - Suppression*): p. 560 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Mineur - Demande de renvoi de son affaire devant le tribunal pour enfant - Autorisation*): p. 562

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation du renforcement des prérogatives judiciaires des polices municipales*): p. 1784 p. 1785 p. 1786 p. 1801 - **Article 1er bis** (*Renforcement de l'information des maires sur les suites judiciaires données aux infractions constatées sur leur commune*): p. 1823

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article 6 quater B (nouveau)** (*Composition et compétences de la commission consultative des polices municipales*): p. 1881 - **Article 7** (*Encadrement de la sous-traitance*): p. 1893 - **Article 19 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure visant à adapter les modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du CNAPS*): p. 1918 - **Article 20** (*Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection*): p. 1923 p. 1927

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 24** (*Diffusion du visage ou de tout élément permettant l'identification d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou d'un policier municipal*): p. 2002

- *Commission mixte paritaire* [n° 495 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Discussion générale**: p. 2786

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (8 avril 2021) - **Article 26** (*Actualisation des règles d'organisation et de fonctionnement des associations culturelles*): p. 2925 p. 2926 p. 2929 -

Article 27 (Renforcement du contrôle du caractère cultuel des associations relevant de la loi de 1905 (déclaration administrative quinquennale)) : p. 2933 p. 2934

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3435 p. 3436

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Article 1er** (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire) : p. 3937 - **Article 5** (Versement au sein du système national des données de santé des données personnelles recueillies dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19) : p. 3948

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021** - (8 juin 2021) : p. 4605

- **Question orale sans débat sur la revalorisation des accompagnants d'enfants en situation de handicap** - (20 juillet 2021) : p. 7350 p. 7351

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8227 - **Article 12** (Texte non modifié par la commission) (Organisation du SDIS et création de sous-directions) : p. 8253

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 22 A** (Texte non modifié par la commission) (Statut des sapeurs-

pompiers volontaires) : p. 8276 - **Article 23 bis** (Texte non modifié par la commission) (Création du compte d'engagement citoyen pour la gestion des droits des sapeurs-pompiers volontaires) : p. 8280 p. 8281 - **Article 32** (Texte non modifié par la commission) (Création de la réserve citoyenne des services d'incendie et de secours) : p. 8300 p. 8301

- **Question orale sans débat sur la politique européenne relative à la filière spatiale** - (19 octobre 2021) : p. 9321

- **Proposition de loi visant à réformer l'adoption [n° 51 (2021-2022)]** - (20 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9427 p. 9428 - **Article 5** (Placement en vue de l'adoption) : p. 9447 - **Article 9** (Consentement de l'enfant à son changement de prénom lors de son adoption et à son changement de nom lors de son adoption simple) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 13** (Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) - Élargissement des missions) : p. 9461

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9545

HASSANI (Abdallah)
sénateur (Mayotte)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2021.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 4 octobre 2021.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 février 2021 (délégation sénatoriale aux outre-mer) : Étude sur le logement dans les outre-mer - Table ronde sur la situation du logement à Mayotte.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (2 avril 2021) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Mise à disposition de biens immobiliers saisis lors de procédures pénales à des associations, fondations ou organismes concourant aux objectifs de la politique d'aide au logement) : p. 2580 - **Article 12 bis** (Contrôle des financements étrangers des associations dites « loi de 1901 ») : p. 2581 - **Article 12 ter** (Contrôle des financements étrangers des fonds de dotation) : p. 2583 - **Article 14** (Prohibition de la délivrance de tout document de séjour pour un étranger vivant en état de polygamie en France) : p. 2588

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le point d'étape de Parcoursup** - (9 juin 2021) : p. 4653

HAVET (Nadège)
sénatrice (Finistère)
RDPI

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance, de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, de la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargée de l'industrie et de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable le 23 février 2021 ; fin de mission le 22 août 2021.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre suppléant du Conseil national de l'économie circulaire le 4 octobre 2021.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 3 novembre 2021.

Membre titulaire du Haut Comité du système de transport ferroviaire le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre de la mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement le 12 mai 2021 ; puis vice-présidente du 27 mai 2021 au 22 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - rapport [n° 60 tome 1 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité - comptes rendus des auditions [n° 60 tome 2 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Cyprien Canivenc et de Mme Emma Rouvet.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de l'association Chemins d'avenir.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du jeudi 20 mai 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Rencontre avec les skippeuses engagées dans l'édition 2020-2021 du Vendée Globe.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*mission d'information harcèlement scolaire et le cyberharcèlement*) : Audition des représentants des syndicats de l'enseignement.

Réunion du mercredi 7 juillet 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 12 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteurs.

Examen du rapport d'information « Femmes et ruralités ».

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la Mer.

Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport et établissement du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Bérandère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité.

Réunion du jeudi 25 novembre 2021 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport interinspections sur la gestion des risques liés à la présence d'ammonitrates dans les ports maritimes et fluviaux - Audition des auteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le risque de blackout énergétique** - (12 janvier 2021) : p. 11

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 243 (2020-2021)]** - (12 janvier 2021) - **Article 1er** (*Sensibilisation des élèves à la sobriété numérique*) : p. 55

- **Débat sur la lutte contre l'illectronisme et l'inclusion numérique** - (13 janvier 2021) : p. 146

- **Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement [n° 23 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Question préalable** : p. 299

- **Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises [n° 286 (2019-2020)]** - (21 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 367

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 janvier 2021) : p. 373

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 641

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 791 - **Article 22** (*Autorisation de greffe de tissu germinatif pour rétablir une fonction hormonale et clarification du devenir des gamètes et tissus germinaux conservés*) : p. 802

- **Projet de loi organique relatif à l'élection du Président de la République [n° 355 (2020-2021)]** - (18 février 2021) - **Discussion générale** : p. 1299 - **Article 2** (*Adaptation des règles applicables à l'élection présidentielle*) : p. 1322

- **Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine - Deuxième lecture [n° 287 (2019-2020)]** - (2 mars 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1355

- **Débat relatif à la situation et au devenir de l'économie sociale et solidaire** - (2 mars 2021) : p. 1413

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école [n° 406 (2020-2021)]** - (10 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1631 - **Article 2** (*Cadre juridique, modalités de nomination, d'avancement, de formation et conditions de travail des directeurs d'école*) : p. 1645 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1657

- **Proposition de loi visant à lutter contre le plastique [n° 412 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1697

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2104

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2302

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*Obligations du référent laïcité*) : p. 2394 - **Article 4 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale*) : p. 2429

- **Suite de la discussion** (6 avril 2021) - **Article 21 (supprimé)** (*Régime d'autorisation de l'instruction en famille (IEF)*) : p. 2672 - **Article 22 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Extension des cas d'incapacité d'exercer une fonction de direction ou d'enseignement dans divers organismes ou établissements aux personnes condamnées pour crime ou délit à caractère terroriste*) : p. 2731 - **Article 24** (**Texte non modifié par la commission**) (*Conclusion d'un contrat avec un établissement privé subordonnée à la vérification de la capacité de l'établissement à dispenser un enseignement conforme aux programmes de l'enseignement public*) : p. 2735 - **Article 24 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*Mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements parties au contrat*) : p. 2741 - **Article additionnel après l'article 24 quater - Amendement n° 72 rectifié** (*Modification de la carte scolaire - Critère de mixité sociale - Prise en considération obligatoire*) : p. 2743

- **Suite de la discussion** (7 avril 2021) - **Article additionnel après l'article 24 decies - Amendement n° 197 rectifié quinquies** (*Absentéisme persistant - Absence de motif légitime - Persistance malgré les aides et avertissements - Versement des allocations familiales - Possibilité de suspension temporaire*) : p. 2843 - **Article 25** (*Contrôle des fédérations sportives par l'État*) : p. 2856

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 518 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Article 1er** (*Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active*) : p. 3294

- **Proposition de loi visant à garantir effectivement le droit à l'eau par la mise en place de la gratuité sur les premiers volumes d'eau potable et l'accès pour tous à l'eau pour les besoins nécessaires à la vie et à la dignité [n° 375 (2020-2021)]** - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3322 p. 3323

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du baccalauréat** - (5 mai 2021) : p. 3411

- **Question orale sans débat sur le programme « New Deal mobile »** - (6 mai 2021) : p. 3480

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3567 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3590

- **Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif - Deuxième lecture [n° 578 (2020-2021)]** - (20 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4088

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (2 juin 2021) : p. 4478

- **Débat sur le thème : « Revitalisation des centres-villes : quelles stratégies, quels résultats ? »** - (10 juin 2021) : p. 4723

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4768 - **Article 1er** (*Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services*) : p. 4791 p. 4792 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2053** (*Informations sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits - Article 13 de la loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire (AGEC) - Contrôles et sanctions - Report*) : p. 4809 - **Article 2** (*Affirmer le rôle de l'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie scolaire*) : p. 4814 p. 4817 p. 4818 p. 4821 p. 4822 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2057** (*Service national universel (SNU) - Sensibilisation aux enjeux environnementaux et de développement durable - Obligation*) : p. 4824 p. 4825

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (*Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi*) : p. 4856 - **Article 4 bis A** (*Éco-blanchiment assimilé à une pratique commerciale trompeuse*) : p. 4858 - **Article 4 bis B** (*Sanctions renforcées en cas de pratique commerciale trompeuse en matière d'éco-blanchiment*) : p. 4858 p. 4859 - **Article 4 bis C** (*Interdiction des publicités affirmant à tort qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou dépourvu de conséquences négatives sur le climat - Visibilité de l'affichage environnemental dans les publicités*) : p. 4861 - **Article additionnel après l'article 4 bis D - Amendements n° 1108 rectifié bis et n° 2041 rectifié bis** (*Consommateur - Livraisons - Information sur leur impact environnemental*) : p. 4868 - **Article 5 bis** (*Rapport sur l'impact environnemental des différents modes de réception de la télévision et des services de médias audiovisuels à la demande*) : p. 4878 - **Article 11** (*Développement de la vente en vrac dans les grandes et moyennes surfaces*) : p. 4912 p. 4916 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 2098** (*Conseil national de l'économie circulaire - Composition*) : p. 4935

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 15** (*Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics*) : p. 4989 p. 4999 - **Article 15 ter** (*Utilisation de 15 % de matériaux biosourcés dans les rénovations ou constructions issues de la commande publique*) : p. 5029 - **Article 16** (*Prise en compte des enjeux de*

la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE) : p. 5045 - **Article 18** (*Rôle des opérateurs de compétence (OPCO) dans l'accompagnement des entreprises sur les enjeux relatifs à la transition écologique*) : p. 5053 p. 5054

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 19 bis D** (*Adaptation des grands principes de la gestion forestière à la lutte contre le changement climatique*) : p. 5094

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 62 (priorité)** (*Moyens permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 13 % des émissions d'ammoniac en 2030 par rapport à 2005 et l'objectif de réduction de 15 % des émissions de protoxyde d'azote en 2030 par rapport à 2015*) : p. 5511 - **Article 66 ter (priorité)** (*Information du consommateur relative à la saisonnalité des fruits et légumes frais proposés à la vente*) : p. 5548

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article 40** (*Modification de l'application des obligations d'audit énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE)*) : p. 5666

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 56 (priorité) - Amendement n° 2045** (*Stratégie nationale pour les aires protégées - Inventaire du patrimoine naturel - Conditions de versement*) : p. 5753 - **Article 56 bis A (priorité)** (*Exemption du droit de préférence forestier au bénéfice du conservatoire du littoral*) : p. 5754 - **Article 57 ter (priorité)** (*Modification de diverses dispositions relatives aux chemins ruraux*) : p. 5760 p. 5763 - **Article 58 C (priorité)** (*Articulation des documents d'urbanisme avec les dispositions des plans de prévention des risques littoraux, PPRL*) : p. 5774 - **Article 58 (priorité)** (*Habilitations à légiférer par ordonnances en matière d'adaptation des territoires au recul du trait de côte*) : p. 5795 - **Article 69 (priorité)** (*Possibilité d'imposer la restauration du milieu naturel*) : p. 5829 - **Article 47** (*Objectifs programmatiques de réduction de l'artificialisation des sols*) : p. 5863 p. 5864

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances - Commission mixte paritaire [n° 822 (2020-2021)]** - (21 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8050

- **Débat sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement** - (7 octobre 2021) : p. 8983

- **Proposition de loi visant à réformer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles [n° 49 (2021-2022)]** - (21 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9484 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9513

- **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail [n° 802 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9695

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité [n° 806 (2020-2021)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9704

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur des sages-femmes** - (24 novembre 2021) : p. 11230

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques - Commission mixte paritaire [n° 152 (2021-2022)]** - (24 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11268

- **Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école - Commission mixte paritaire [n° 156 (2021-2022)]** - (25 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11284

HAYE (Ludovic)
sénateur (Haut-Rhin)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 25 mai 2021.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 24 mai 2021.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 17 février 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » le 18 juin 2021 ; puis vice-président du 22 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à des bureaux de proximité et le maintien de la vie sociale des travailleurs à distance [n° 349 (2020-2021)] (5 février 2021) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à réserver l'utilisation du drapeau français aux produits fabriqués en France [n° 380 (2020-2021)] (18 février 2021) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers [n° 565 (2020-2021)] (7 mai 2021) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le stockage de données sous la forme d'ADN [n° 285 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 7 janvier 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur la mise en œuvre de la stratégie vaccinale.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 21 janvier 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Corinne Le Quééré, présidente du Haut Conseil pour le Climat, et de M. Olivier Fontant, directeur exécutif.

Réunion du jeudi 4 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Allégations nutritionnelles et allégations de santé : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 11 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - 1ère partie de session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 25 au 29 janvier 2021 : communication de M. Alain Milon, premier vice-président de la délégation française à l'APCE.

Justice et affaires intérieures - 8e réunion du groupe de contrôle parlementaire conjoint (GCPC/JPSG) d'Europol des 1er et 2 février 2021 : communication de M. Ludovic Haye.

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ihara Junichi, ambassadeur du Japon en France.

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique « Les enjeux sanitaires et environnementaux de la viande rouge » (Antoine Herth, député, rapporteur).

Réunion du jeudi 15 avril 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de la note scientifique « Les modes de production de l'hydrogène » (Gérard Longuet, sénateur, rapporteur).

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de MM. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, et Juhan Lepasaar, directeur général de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission des lois*): Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de M. Guy Geoffroy, maire de Combs-la-Ville et président des maires de Seine-et-Marne, représentant de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF).

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Proposition de résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission des lois*): Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement - Audition de Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*): Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 15 juillet 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Audition de Mme Marie-Anne Dujarier, professeure de sociologie à l'université de Paris et membre du Laboratoire de changement social et politique (LSCP).

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*): Dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*mission d'information Ubérisation*): Examen du rapport de la mission d'information.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valorisant le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales - Proposition de résolution européenne tendant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 novembre 2021 (*commission des lois*): Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Numérique - Digital Services Act - Rapport, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission des lois*): Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte et proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition publique sur le thème : « Covid long, quelle connaissance et quelle prise en charge ? » (MM. Jean-François Eliaou et Gérard Leseul, députés, Mmes Florence Lassarade et Sonia de La Provôté, sénatrices, rapporteuses).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom [n° 307 (2020-2021)]** - (4 février 2021) - **Discussion générale** : p. 840 p. 841

- **Question orale sans débat sur le thème « Opération Barkhane : bilan et perspectives »** - (9 février 2021) : p. 909

- **Débat sur l'Accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** - (3 mars 2021) : p. 1463

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (6 avril 2021) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission) (Surveillance par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation de l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements scolaires publics et privés sous contrat)** : p. 2739 p. 2740

- **Proposition de loi visant à moderniser et faciliter la procédure d'expropriation de biens en état d'abandon manifeste [n° 516 (2020-2021)]** - (14 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3252

- **Débat sur la réponse européenne à la pandémie de covid-19** - (5 mai 2021) : p. 3438 p. 3439

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles dispositions du projet de loi 4D** - (12 mai 2021) : p. 3724

- **Proposition de loi relative aux causes de l'irresponsabilité pénale et aux conditions de réalisation de l'expertise en matière pénale [n° 603 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4217

- **Projet de loi relatif à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement [n° 695 (2020-2021)]** - (29 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 6002 - **Article 2 (Possibilité de fermeture des « locaux annexes » aux lieux de culte)** : p. 6014 - **Article 6 (Droit de communication aux préfets et aux services de renseignement des informations relatives aux soins psychiatriques sans consentement)** : p. 6027 p. 6028 - **Article 19 (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics)** : p. 6072

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail [n° 707 (2020-2021)]** - (6 juillet 2021) - **Article 20 (Aménagement des règles de gouvernance interne des SPSTI)** : p. 6484 - **Article 23 (Création du statut d'infirmier en santé au travail et possibilité pour les infirmiers en pratique avancée**

d'exercer en service de prévention et de santé au travail) : p. 6497

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Article 2** (*Extension du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 6586

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article 4** (*Élargissement de la participation citoyenne locale*) : p. 6660

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2021) - **Article 19** (*Prise en compte dans la procédure de bilan triennal des objectifs définis par le contrat de mixité sociale et renforcement des sanctions financières applicables aux communes carencées par l'instauration de taux de majorations « plancher »*) : p. 6901 - **Article 20 quinquies (nouveau)** (*Rétablissement du lien entre le bail d'un logement social et celui de l'aire de stationnement associée dans les communes soumises à la loi SRU*) : p. 6916 - **Article 22 ter (nouveau)** (*Ajout au contingent communal d'attribution de logements sociaux du reste des logements non réservés*) : p. 6934 - **Article 23** (*Encadrement des loyers*) : p. 6938 - **Article 24** (*Prolongation de trois ans du délai de mise en conformité des règlements de copropriété avec les dispositions de la loi ELAN*) : p. 6942

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2021) - **Article 81 (priorité) (supprimé)** (*Ratification des dispositions de l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) prises sur le fondement de l'article 74-1 de la Constitution*) : p. 7164

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7659 p. 7660

- **Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)]** - (22 septembre 2021) - **Discussion générale** : p. 8222

- **Suite de la discussion** (23 septembre 2021) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Déconcentration des actes de gestion des officiers de sapeurs-pompiers et transfert de l'organisation des concours et examens de sapeurs-pompiers*) : p. 8267

professionnels) : p. 8269 - **Article 21** (*Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention*) : p. 8274 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (*Instauration de la possibilité pour les étudiants en santé d'effectuer un stage au sein d'un service d'incendie et de secours*) : p. 8303 - **Article 36 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Demande de rapport sur le financement des services départementaux et territoriaux d'incendie et de secours*) : p. 8307

- **Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9540

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9557 - **Article 9 bis (nouveau)** (*Soumission de Pôle emploi, des établissements de crédit, des chambres de commerce, des métiers et de l'artisanat et des experts-comptables à une obligation d'information des travailleurs sur le recours possible à une assurance privée contre la perte de revenus*) : p. 9585

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 78 rectifié, n° 61 rectifié bis, n° 63 rectifié, n° 24 rectifié, n° 56 rectifié bis, n° 62 rectifié et n° 34 rectifié (Covid 19 - Champ de l'obligation vaccinale - Exclusion des personnels des établissements d'accueil du jeune enfant non professionnel de santé - Abrogation de la suspension du contrat de travail des soignants non vaccinés)** : p. 9768

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10602 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 (Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe)** : p. 10608

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique (17 février 2021) ; nouvelle nomination (11 mars 2021).

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut Conseil des biotechnologies le 1er février 2021.

Membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités le 13 janvier 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème « Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXIème siècle » le 23 novembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 686 (2019-2020)] relatif à la bioéthique [n° 280 (2020-2021)] (19 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer les pouvoirs des élus communaux en matière d'implantation d'installations susceptibles de nuire au cadre de vie et à l'attractivité de leur territoire [n° 407 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 677 (2020-2021)] relatif à la bioéthique [n° 683 (2020-2021)] (15 juin 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur l'amélioration de la cohérence du traitement pénal des étrangers en situation irrégulière [n° 809 (2020-2021)] (10 août 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur [n° 6 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Exposé général [n° 130 tome 1 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 [n° 118 (2021-2022)] - Examen des articles [n° 130 tome 2 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à sensibiliser les élus locaux aux enjeux du réchauffement climatique [n° 261 (2021-2022)] (6 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre de la stratégie vaccinale contre la covid-19 - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles auprès du ministre des solidarités et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 janvier 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 20 janvier 2021 (*commission des affaires sociales*) : Pétition demandant la désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'allocation aux adultes handicapés - Communication de M. Philippe Mouiller.

Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 février 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission des affaires sociales, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Olivier Bogillot, président de Sanofi France.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, candidat proposé par le Président de la République à la présidence du Comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 31 mars 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi pour la prévention en santé au travail - Audition de M. Philippe Garabiol, secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT).

Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 avril 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mai 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à protéger les mineurs des usages dangereux du protoxyde d'azote (deuxième lecture) - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la protection sociale globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*commission des affaires sociales*) : Bilan des réformes en matière de dialogue social et de négociation collective - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de biomédecine.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de Mmes Marie-Anne Montchamp, présidente, et Virginie Magnant, directrice, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics et Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Thomas Fatome, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport pour avis et des articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Audition de M. Vincent Mazauric, directeur, et Mme Isabelle Sancerni, présidente, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation

et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 novembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 1er décembre 2021 (*commission des affaires sociales*) : Traitements anti-covid et pharmacovigilance sur les vaccins anti-covid - Audition de Mme Christelle Raignier-Carbonneil, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)]** - (20 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 310

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux leçons à tirer des échecs des vaccins français** - (27 janvier 2021) : p. 498 p. 499

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 654

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes)** : p. 739 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission) (Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques)** : p. 754 p. 755 p. 758 - **Article 11 (Encadrement du recours à un traitement algorithmique de données massives à des fins médicales)** : p. 760 p. 761 p. 763 - **Article 12 (Encadrement des recours aux techniques d'imagerie cérébrale et interdiction des discriminations fondées sur les résultats de ces techniques en matière d'assurance)** : p. 764 - **Article 17 (Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale)** : p. 784 p. 785 p. 786 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission) (Développement des « passerelles soin/recherches » par l'utilisation facilitée d'échantillons conservés à d'autres fins)** : p. 787 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 811

- **Question orale sans débat sur l'application des mesures du plan de filière de la presse d'information** - (9 février 2021) : p. 884

- **Proposition de loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification [n° 357 (2020-2021)]** - (17 février 2021) - **Article 1er (supprimé) (Rapport d'évaluation sur la mise en place des auxiliaires médicaux en pratique avancée et des protocoles de coopération)** : p. 1175 - **Article 2 quinquies B (supprimé) (Dérogation au parcours de soins lorsqu'un patient est adressé par une sage-femme)** : p. 1193 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 47 rectifié quinquies, n° 50 rectifié quater, n° 56 rectifié quater, n° 90 rectifié ter, n° 184 rectifié bis et n° 200 rectifié bis (Dispositifs médicaux et aides techniques - Prescription par les ergothérapeutes - Autorisation)** : p. 1199 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 58 rectifié (Clause de non-concurrence des praticiens hospitaliers - Mesures d'application)** : p. 1207 - **Article 5 (Revalorisation de la place du service et le rôle du chef de service)** : p. 1219

- **Suite de la discussion** (18 février 2021) - **Article 10 (Lutte contre les abus liés à l'intérim médical)** : p. 1260 - **Article 14**

(Création d'une plateforme numérique d'information et de services à destination des personnes handicapées) : p. 1268 p. 1269 - **Article 14 bis (supprimé)** (Rapport sur l'attractivité des postes de praticiens au sein des établissements de santé privés d'intérêt collectif) : p. 1271 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1273

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale** [n° 401 (2020-2021)] - (9 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1569

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit de financement de la formation professionnelle** - (31 mars 2021) : p. 2379 p. 2380

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'organisation des prochaines élections départementales et régionales** - (14 avril 2021) : p. 3210 p. 3211

- **Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)** [n° 518 (2020-2021)] - (15 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 3282 - **Article 1er** (Expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active) : p. 3291 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3301

- **Proposition de loi relative à la protection sociale globale** [n° 661 (2020-2021)] - (9 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4680 p. 4681

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture** [n° 703 (2020-2021)] - (5 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2 rectifié ter** (Langues régionales - Enseignement intensif - Constitutionnalisation) : p. 6383 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié ter** (Établissements publics de coopération - Libre administration) : p. 6383

- **Proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail** [n° 707 (2020-2021)] - (5 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6387

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2021) - **Article 15** (Intégration des données issues des dossiers médicaux en santé au travail dans le système national de données de santé) : p. 6465 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6511

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la possible insuffisance du personnel hospitalier cet été** - (7 juillet 2021) : p. 6518 p. 6519

- **Question orale sans débat sur les tests salivaires réalisés dans les écoles** - (13 juillet 2021) : p. 6955 p. 6956

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale** [n° 724 (2020-2021)] - (13 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 71 rectifié bis** (Opérations de revitalisation de territoire (ORT) - Élaboration des conventions - Organismes HLM - Consultation de droit) : p.6990 p.6991 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 622 rectifié et n° 766 rectifié bis** (Contrat global de rénovation - Création) : p.6995 p.6996

- **Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques** [n° 832 (2020-2021)] - (27 septembre 2021) - **Article 1er** (Révision du cadre pluriannuel des finances publiques) : p. 8343

- **Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale** [n° 826 (2020-2021)] - (28 septembre 2021) - **Article 2** (Annexe d'un rapport au projet de loi de financement de la sécurité sociale de l'année) : p. 8466 p. 8478

- **Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale - Deuxième lecture** [n° 17 (2021-2022)] - (12 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 8999

- **Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2** [n° 811 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - **Article unique** : p. 9100

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante** [n° 55 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9555

- **Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle** [n° 53 (2021-2022)] - (27 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9626 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 58 rectifié et n° 9 rectifié ter** (Parité dans les intercommunalités et commune - Extension de l'exigence de 40 % de nomination de personnes de chaque sexe dans les emplois de direction) : p. 9645 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 65 et n° 10 rectifié bis** (Égalité professionnelle et économique dans le secteur public - Quotas de la loi Sauvadet - Augmentation) : p. 9646 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 11 rectifié bis** (Plan d'action par l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la fonction publique - Pénalité en cas de non mise en œuvre) : p. 9648 - **Article 7** (Fixation d'un objectif de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes des entreprises) : p. 9669

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022** [n° 118 (2021-2022)] - (8 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 10042 - **Question préalable** : p. 10050

Troisième partie :

- (8 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 407 rectifié, n° 408 rectifié, n° 861 rectifié, n° 1019 rectifié et n° 1024 rectifié ter** (Dispositif travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi - Pérennisation) : p. 10116 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 283 rectifié bis** (Entreprises - Intéressement - Encouragement) : p. 10125

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2021) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 316 rectifié bis, n° 286 rectifié et n° 836 rectifié bis** (Lutte contre les inégalités territoriales d'accès aux soins - Création de zones franches médicales) : p. 10147 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 406 rectifié bis et n° 834 rectifié bis** (Compensation de l'augmentation des charges des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Exonération de la taxe sur les salaires) : p. 10155 - **Article 23 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 10221

Quatrième partie :

- (9 novembre 2021) - **Article 24 (suite)** : p. 10226 p. 10227 - **Article 32 sexies (nouveau)** (Extension de l'allocation journalière de proche aidant et de l'allocation journalière de présence parentale) : p. 10278 - **Article 34** (Remises unilatérales sur les médicaments et évolutions relatives à l'inscription de certains dispositifs médicaux) : p. 10290

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2021) - **Article 36** (Accès direct au marché remboursé post avis Haute Autorité de santé) : p. 10327 - **Article 37** (Recours aux médicaments biosimilaires) : p. 10335 p. 10336

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2021) - **Article 38** (Tarification des médicaments et critère industriel) : p. 10353 p. 10354 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 284 rectifié** (Convention nationale entre les médecins et l'assurance-maladie - Négociation obligatoire sur la contribution des médecins à la réduction des inégalités territoriales dans l'accès aux soins) : p. 10383 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 282 rectifié** (Délégation de la gestion du secteur optique aux organismes d'assurance maladie complémentaire - Expérimentation - Rapport au Parlement) : p. 10450 - **Article 48 bis (nouveau)**

(Échanges de données entre les organismes de sécurité sociale, Pôle emploi et les administrations de l'État) : p. 10464 - Article 49 (Généralisation du recours à l'intermédiation financière des pensions alimentaires) : p. 10466 p. 10467 - Article 49 bis (nouveau) (Information des allocataires sur leurs droits) : p. 10467 - Article 49 ter (nouveau) (Modalités de revalorisation et de versement de la prestation d'aide à la restauration scolaire) : p. 10468 - Article 54 (Dotation au FMIS, aux ARS et à l'ONIAM) : p. 10481 - Article additionnel après l'article 54 bis - Amendement n° 331 (Coût des actes médicaux inutiles et redondants - Rapport au Parlement) : p. 10484 - Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 235 (Équilibre financier de l'ensemble des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence sur l'équilibre et sur le financement des retraites) : p. 10497

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10557

- *Nouvelle lecture* [n° 189 (2021-2022)] - (25 novembre 2021) - **Discussion générale** : p. 11296 - **Question préalable** : p. 11300

- **Question orale sans débat sur le prolongement du dispositif Alvéole** - (30 novembre 2021) : p. 11317

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de l'INSEE et la politique familiale** - (1er décembre 2021) : p. 11427 p. 11428

HERVÉ (Loïc)

*sénateur (Haute-Savoie)
UC*

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 2 août 2021.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (23 mars 2021).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés (29 mars 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels (5 octobre 2021).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 1er février 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 17 février 2021.

Membre titulaire de l'Office franco-québécois pour la jeunesse le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse du 3 février 2021 au 23 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le nucléaire civil français [n° 258 (2020-2021)] (8 janvier 2021) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi relative à la modernisation de la télévision numérique terrestre (TNT) [n° 340 (2020-2021)] (4 février 2021) - **Culture - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 150 (2020-2021)] pour une sécurité globale préservant les libertés [n° 409 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi pour une sécurité globale préservant les libertés [n° 494 (2020-2021)] (29 mars 2021) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 740 (2020-2021)] (6 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au port du casque à vélo et dans le cadre d'autres moyens de transport [n° 761 (2020-2021)] (8 juillet 2021) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 646 (2020-2021)] visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 786 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires [n° 804 (2020-2021)] (27 juillet 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 35 (2021-2022)] (7 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 849 (2020-2021)] relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 46 (2021-2022)] (13 octobre 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 169 tome 11 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 175 (2021-2022)] (18 novembre 2021) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Panne des appels d'urgence : quels enseignements ? [n° 297 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Police et sécurité - Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 janvier 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure, de M. Rémy Pointereau et Mme Corinne Féret.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Haïm Korsia, grand rabbin de France.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 mars 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la sécurité globale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la sécurité globale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 29 mars 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés.

Réunion du mardi 30 mars 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour une sécurité globale préservant les libertés - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du lundi 17 mai 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juin 2021 (*commission spéciale sur la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 23 juin 2021 (*commission des lois*) : Conditions d'organisation du premier tour des élections départementales et régionales - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 5 juillet 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les dysfonctionnements constatés lors des élections départementales et régionales de juin 2021 - Audition de MM. Alain Brousse, directeur général d'Adrexo et Éric Paumier, co-président de Hopps Group.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 23 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du samedi 24 juillet 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 septembre 2021 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des lois*) : Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des

communications d'urgence - Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valorisant le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.

Réunion du mercredi 13 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Réunion du mardi 26 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 octobre 2021 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marc Sauvé, président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire - Examen du rapport (nouvelle lecture) et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la montagne** - (12 janvier 2021) : p. 27 p. 28 p. 32
- **Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 262 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 218 p. 219
- **Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 266 (2020-2021)]** - (19 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 232 p. 234 p. 239 p. 241 - **Article 1er** (*Recensement et réorientation des groupes de résidences mobiles en cas de saturation des aires d'accueil*) : p. 245 - **Article 4** (*Prise en compte des emplacements d'aires permanentes d'accueil des gens du voyage dans les quotas de logements sociaux imposés aux communes*) : p. 249 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 10 rectifié** (*Installations illicites - Destruction, dégradation ou détérioration d'un bien appartenant à autrui - Peine aggravée*) : p. 254 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 11 rectifié** (*Lutte contre les installations illicites - Délit d'occupation habituelle en réunion sans titre d'un terrain - Création*) : p. 255 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 9 rectifié** (*Lutte contre les installations illicites - Infraction d'occupation en réunion sans titre d'un terrain - Peine complémentaire d'interdiction de séjour - Application*) : p. 255 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (*Politique d'accueil des gens du voyage sur le territoire national - Coût global - Rapport au*

Parlement) : p. 255 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 8 rectifié** (*Enfants des familles itinérantes - Scolarisation - Rapport au Parlement*) : p. 255 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 256

- **Projet de loi portant report du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 288 (2020-2021)]** - (26 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 387

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire [n° 300 (2020-2021)]** - (27 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 511 - **Article 2** (*Autorisation préalable du Parlement pour toute prolongation des mesures de confinement au-delà d'un mois*) : p. 532 p. 533 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 545

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 630 p. 631 p. 632 p. 644 - **Rappels au règlement** : p. 659 p. 659 - **Demande de seconde délibération** : p. 660

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 730 - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 760 - **Article 11** (*Encadrement du recours à un traitement algorithmique de données massives à des fins médicales*) : p. 761 p. 763

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1024 p. 1025

- **Débat sur le thème : « Respect des libertés publiques, protection de la vie privée : un nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays »** - (10 février 2021) : p. 1035 p. 1037 p. 1038 p. 1039 p. 1040 p. 1042 p. 1043

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entretien du réseau cuivre** - (10 mars 2021) : p. 1594

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (16 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1758 p. 1761 p. 1768 p. 1769 p. 1773 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 67 rectifié bis** (*Délits d'intrusions illégales dans les exploitations agricoles - Constataction par les policiers municipaux et gardes champêtres - Expérimentation*) : p. 1820

- **Suite de la discussion** (17 mars 2021) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 162 rectifié ter** (*Policiers municipaux - Mise à disposition d'une autre commune d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou à un EPCI limitrophe - Autorisation*) : p. 1873 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 97 rectifié bis** (*Maintenance des automates bancaires - Nouvelle activité de sécurité privée - Création*) : p. 1890 - **Article 7** (*Encadrement de la sous-traitance*) : p. 1891 p. 1892 p. 1893 p. 1894 - **Article 8** (*Habilitation de certains agents du CNAPS à constater par procès-verbal une infraction et à recueillir ou relever l'identité de son auteur présumé*) : p. 1895 - **Article 8 bis** (*Pénalités financières pour les personnes physiques salariées*) : p. 1896 - **Article 9** (*Publicité des sanctions disciplinaires les plus graves*) : p. 1898 - **Article 10** (*Liste des infractions incompatibles avec l'exercice d'une activité privée de sécurité et ajout de nouvelles conditions*) : p. 1899 p. 1900 p. 1901 p. 1902 p. 1903 - **Article 11** (**supprimé**) (*Conditions de délivrance d'un agrément dirigeant*) : p. 1904 - **Article 11 bis** (*Soumission des dirigeants des établissements secondaires à l'obtention d'un agrément*) : p. 1905 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 191 rectifié** (*Acteurs de la sécurité privée - Proposition d'offres complémentaires de service - Autorisation*) : p. 1906 - **Article 12** (**Texte non modifié par la commission**) (*Circonstance aggravante pour violences commises par ou à l'encontre d'une personne exerçant une*

activité privée de sécurité et nouveau délit de menaces ou d'actes d'intimidation) : p. 1907 - **Article 13** (Éléments d'identification communs des tenues portées par les agents) : p. 1907 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Missions de surveillance sur la voie publique contre les actes terroristes) : p. 1909 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 384 rectifié bis**, (Agents de surveillance des Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS) et Groupement interquartiers de tranquillité et de sûreté (GITES) - Capacité d'action - Renforcement) : p. 1910 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de l'habilitation spécifique et de l'agrément pour réaliser des palpations de sécurité) : p. 1912 p. 1913 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 18 rectifié et n° 26 rectifié bis** (Activités de surveillance à distance - Extension à la protection des personnes hors de leur domicile) : p. 1914 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 369** (Agents de sécurité incendie - Dispositions du livre VI du code de la sécurité intérieure - Applicabilité) : p. 1915 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation accordée aux agents de sécurité privée de détecter les drones aux abords des biens dont ils ont la garde) : p. 1916 - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (Encadrement des modalités d'exercice de l'activité cynotechnique privée de pré-détection d'explosifs) : p. 1917 - **Article 19 quater (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure visant à adapter les modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du CNAPS) : p. 1918 p. 1919 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 215 rectifié** (Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) - Composition - Défenseur des droits ou l'un de ses délégués - Ajout) : p. 1920 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 292 rectifié ter** (Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) - Représentants des salariés - Ajout) : p. 1920 - **Article 19 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par ordonnance toute mesure relative aux modalités de formation, d'examen et d'obtention des certifications professionnelles et aux conditions d'exercice et contrôle des activités de formation) : p. 1921 p. 1922 - **Article additionnel après l'article 19 quinquies - Amendement n° 310 rectifié** (Conseil national des activités privées de sécurité - Transformation en une direction du ministère de l'intérieur - Intérêt - Rapport au Parlement) : p. 1922 - **Article 20 (Extension aux agents de police municipale de la possibilité de visionner certaines images des systèmes de vidéoprotection)** : p. 1924 p. 1928 p. 1929 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendement n° 341** (Régime de la vidéoprotection - Modifications - Demande d'habilitation du Gouvernement) : p. 1930 - **Articles additionnels après l'article 20 - Amendements n° 330 rectifié bis et n° 359** (Centres de rétention administrative (CRA) - Prévention des risques (suicide, agression...) - Dispositif de vidéosurveillance) : p. 1932 - **Article 20 bis A (Élargissement des possibilités de mutualisation des équipements communaux de vidéoprotection)** : p. 1935 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 5 rectifié** (Parlementaires français - Droit de visite des centres de vidéoprotection) : p. 1936 - **Article additionnel après l'article 20 bis A - Amendement n° 21 rectifié octies** (Vidéo verbalisation des dépôts sauvages de déchets - Autorisation) : p. 1937 - **Article 20 bis (supprimé)** (Élargissement des possibilités de dépôt d'images de vidéosurveillance depuis certains immeubles collectifs d'habitation) : p. 1939 p. 1940 p. 1941 - **Article 20 ter** (Possibilité de visionnage des images de vidéoprotection par les services internes de sécurité de la RATP et de la SNCF) : p. 1942 p. 1943 - **Article 21 (Nouvelles finalités et modalités d'utilisation des caméras mobiles pour les policiers, gendarmes et agents de police municipale)** : p. 1944 p. 1946 p. 1948 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 248** (Recours aux caméras individuelles - Autorisation étendue aux agents de sécurité privée) : p. 1949 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 364** (Recours aux caméras individuelles - Autorisation expérimentale aux gardes champêtres) : p. 1950 - **Article 22** (Création d'un cadre juridique pour l'usage de caméras aéroportées par les forces de sécurité intérieure et services de secours (drones)) : p. 1952 p. 1956

- **Suite de la discussion** (18 mars 2021) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation de port d'armes pour les policiers et gendarmes hors service pour l'accès à un établissement recevant du public) : p. 2014 p. 2016 p. 2017 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 13** (Agents de la police nationale et militaires de la gendarmerie nationale - Usage de leurs armes) : p. 2017 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39 rectifié** (Militaires d'active - Port d'armes individuelles de service - Modalités) : p. 2018 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 234 et n° 187** (Opérations de maintien de l'ordre - Lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement - Interdiction) : p. 2019 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 137** (Opérateurs de transport - Missions de sûreté - Appel à leurs services internes de sûreté ou à une entreprise de sécurité privée - Autorisation) : p. 2027 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 138 et n° 139** (Agents de sûreté et/ou police municipale - Missions dans les transports en commun - Accès aux fichiers de documents d'identité) : p. 2028 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 140** (Agents des services internes de sécurité de la RATP et de la SNCF - Palpations de sécurité dites « préventives ») : p. 2029 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 141** (Agents de sûreté - Missions dans les transports en commun - Accès aux fichiers des documents d'identité - Modalités) : p. 2030 - **Article 28 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Enquêtes administratives préalables au recrutement et à l'affectation de certains personnels de gestionnaires d'infrastructures) : p. 2030 p. 2031 p. 2032 - **Article 28 bis** (Expérimentation autorisant certaines entreprises de transport à faire usage de caméras embarquées pour prévenir les accidents) : p. 2032 p. 2033 - **Article 28 ter** (Transmission aux forces de sécurité intérieure des images issues de la vidéoprotection dans les réseaux de transport publics de voyageurs) : p. 2033 p. 2034 - **Article 28 quater A (nouveau)** (Amélioration du dispositif de fiabilisation des données de recouvrement des amendes en cas d'infraction à la police des transports) : p. 2035 - **Article 28 quinquies** (Pérennisation de l'expérimentation de l'usage des caméras mobiles par les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP) : p. 2036 - **Article additionnel après l'article 28 quinquies - Amendement n° 142** (Agents de sécurité privée opérant pour un opérateur de transport - Utilisation de caméras mobiles - Autorisation) : p. 2036 - **Article 28 sexies (nouveau)** (Relance de l'expérimentation visant à permettre aux agents assermentés des entreprises de transport de disposer de caméras piétons) : p. 2037 - **Article 29** (Simplification des modalités de contrôle d'alcoolémie au volant) : p. 2038 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 327 rectifié bis, n° 194 rectifié bis et n° 312 rectifié bis** (Agents de police municipale et gardes champêtres - Contrôle d'absorption de substances stupéfiantes - Autorisation) : p. 2040 - **Article 29 bis** (Extension des prérogatives de constat d'infraction des gardes particuliers assermentés) : p. 2041 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 160 rectifié** (Gardes particuliers assermentés - Procès-verbaux - Délai de transmission - Modification) : p. 2041 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 159 rectifié bis** (Gardes particuliers - Verbalisation des circulations et stationnements interdits - Extension aux espaces naturels non boisés) : p. 2041

- **Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste - Deuxième lecture [n° 468 (2020-2021)]** - (25 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2240

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (30 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 2284 p. 2299 p. 2300 p. 2303 p. 2304 p. 2305 p. 2306 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 41** (Loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Libre pratique) : p. 2311 - **Article 1er** (Respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité par les salariés participant à une mission de service public) : p. 2316 p. 2320 p. 2321 p. 2322 p. 2324 p. 2326

- **Suite de la discussion** (31 mars 2021) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (Désignation de

référénts laïcité dans les administrations publiques) : p. 2385 - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (Neutralité des élus municipaux dans l'exercice de leurs attributions au nom de l'État) : p. 2400 p. 2401 p. 2402 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 290 rectifié bis** (Campagnes électorales contraires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de la laïcité - Dépôt de listes interdit - Aides financières publiques supprimées) : p. 2407 p. 2409 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 85 rectifié** (Personnes inscrites au fichier des auteurs d'infractions terroristes - Candidature à une élection - Interdiction) : p. 2420 - **Article 4** (Nouvelle infraction de menaces, violences ou actes d'intimidation à l'égard d'une personne participant à l'exécution d'une mission de service public aux fins d'obtention d'une exemption ou d'une dérogation aux règles régissant ce service) : p. 2423 p. 2426 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 93 rectifié ter et n° 189 rectifié ter** (Respect de la règle commune - Obligation pour tous quelle que soit l'origine ou la religion) : p. 2428 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (Peine encourue en cas d'entrave ou tentative d'entrave de l'exercice de la fonction d'enseignant selon les objectifs pédagogiques de l'éducation nationale) : p. 2431

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (1er avril 2021) : p. 2509

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)] (suite)** - (6 avril 2021) - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mise en place d'un identifiant national pour tout enfant soumis à l'obligation d'instruction) : p. 2713 p. 2714 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 530 rectifié** (Enseignants exerçant dans les établissements privés sous contrat d'association à l'enseignement public - Formation professionnelle - Placement sous le contrôle des inspecteurs de l'éducation nationale) : p. 2721 p. 2722 - **Article 24 quinquies (nouveau)** (Interdiction des activités culturelles dans les lieux d'enseignement) : p. 2745 p. 2746 p. 2748 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 235 rectifié** (Établissements universitaires - Élections pour la représentation des étudiants - Listes communautaristes - Interdiction) : p. 2756 - **Article additionnel après l'article 24 septies - Amendement n° 35 rectifié bis** (Université - Port de signes manifestant de façon prosélyte l'adhésion à une opinion religieuse, politique ou philosophique ouvertement contraire à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes ou incitant à la haine - Interdiction) : p. 2758 p. 2759

- **Proposition de loi pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés** - Commission mixte paritaire [n° 495 (2020-2021)] - (7 avril 2021) - **Discussion générale** : p. 2784 p. 2788 p. 2789 p. 2790 p. 2791 p. 2792

- **Projet de loi confortant le respect des principes de la République [n° 455 (2020-2021)]** - (12 avril 2021) - **Article 44** (Mesure de fermeture administrative, à caractère temporaire, des lieux de culte) : p. 3009 p. 3011 - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (Harmonisation du régime des cultes applicables dans certaines collectivités ultramarines) : p. 3020 p. 3021 p. 3022 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 433 rectifié bis** (Utilisation partagée des églises dans les communes de moins de 3 500 habitants - Autorisation et modalités) : p. 3027 - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé) - Amendement n° 514 rectifié bis** (Régime concordataire d'Alsace-Moselle - Abrogation) : p. 3031 p. 3032 - **Article 31 (précédemment réservé)** (Extension aux associations de droit local à objet culturel d'Alsace-Moselle de dispositions applicables aux associations culturelles et à la police des cultes) : p. 3041 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 691 rectifié** (Préfet - Opposition à l'ouverture d'écoles hors contrat - Conditions) : p. 3046 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3055 p. 3056 p. 3057 p. 3058

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement [n° 449 (2020-2021)]** - (10 mai 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lassitude des forces de l'ordre** - (12 mai 2021) : p. 3722 p. 3723

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie** - (12 mai 2021) : p. 3723

- **Projet de loi relatif à la gestion de la sortie de crise sanitaire [n° 597 (2020-2021)]** - (18 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 3897 - **Question préalable** : p. 3898 p. 3899 - **Discussion générale** : p. 3905 - **Article 1er** (Adaptation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire) : p. 3911 p. 3912 p. 3913 p. 3915 p. 3916 p. 3917 p. 3918 p. 3925 p. 3926 p. 3927 p. 3930 p. 3932 p. 3938 - **Article 2** (Modalités de prolongation d'un état d'urgence sanitaire déclaré sur des circonscriptions territoriales représentant moins de 10 % de la population nationale) : p. 3940

- **Proposition de résolution visant à améliorer le suivi des ordonnances, rénover le droit de pétition, renforcer les pouvoirs de contrôle du Sénat, mieux utiliser le temps de séance publique et renforcer la parité [n° 629 (2020-2021)]** - (1er juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4405 p. 4407 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 15** (Commission des finances - Présidence - Appartenance à un groupe d'opposition) : p. 4413 - **Article 11** (Limitation à deux minutes du temps de parole de droit commun) : p. 4431

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 26 septies - Amendement n° 2017 rectifié bis** (Aménagements des routes support d'un itinéraire cyclable ou limitation de vitesse) : p. 5338 p. 5339 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 15 rectifié bis, n° 647, n° 1029 rectifié, n° 1562 et n° 2014 rectifié bis** (Poids lourds dépourvus de dispositif de détection des usagers vulnérables - Circulation restreinte dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)) : p. 5359 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis** (Transition énergétique - Forfait « mobilités durables ») : p. 5368

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2021 [n° 682 (2020-2021)]** - (1er juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 13 rectifié ter et n° 23 rectifié quater** (Départements de montagne - Taxe sur les remontées mécaniques - Taxe de séjour - Perte de recettes - Compensation par l'État) : p. 6232 - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) : p. 6295

- **Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Deuxième lecture [n° 703 (2020-2021)]** - (5 juillet 2021) - **Article unique** : p. 6379

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la législation russe relative à l'appellation du champagne** - (7 juillet 2021) : p. 6527

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (7 juillet 2021) - **Discussion générale** : p. 6546 p. 6547

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2021) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 59 rectifié ter, n° 1456 rectifié quater, n° 190 rectifié septies, n° 814 rectifié ter, n° 1031 rectifié quater, n° 913 rectifié bis, n° 191 rectifié quater, n° 576 rectifié quinquies, n° 815 rectifié, n° 1032**

rectifié et n° 1457 rectifié bis (Communes touristiques - Compétence « promotion du tourisme ») : p. 6645 p. 6646

- Suite de la discussion (12 juillet 2021) - Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 1139 et n° 1583 rectifié bis (Intercommunalités à fiscalité propre - MaPrimeRenov' - Crédits - Gestion directe) : p. 6945 - Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1586 rectifié bis (Intercommunalités - Autorité organisatrice de l'habitat - Compétences) : p. 6946

- Suite de la discussion (15 juillet 2021) - Article 57 (priorité) (Coopération sanitaire transfrontalière) : p. 7137

- Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Commission mixte paritaire [n° 767 (2020-2021)] - (20 juillet 2021) - Discussion générale : p. 7382

- Question d'actualité au Gouvernement sur la recevabilité financière des amendements sur l'obligation vaccinale - (21 juillet 2021) : p. 7646

- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)] - (21 juillet 2021) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 7654 p. 7660

- Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire [n° 799 (2020-2021)] - (23 juillet 2021) - Discussion générale : p. 7729 p. 7731 p. 7732 p. 7734 p. 7735 p. 7737 p. 7741 p. 7742 p. 7744 p. 7745 p. 7746

- Suite de la discussion (24 juillet 2021) - Rappels au règlement : p. 7757 p. 7759 - Article 1er (Report du terme du régime de gestion de la sortie de l'état d'urgence sanitaire, prolongation de l'état d'urgence sanitaire à La Réunion et en Martinique et extension du passe sanitaire) : p. 7763 p. 7764 p. 7765 p. 7766 p. 7768 p. 7769 p. 7771 p. 7773 p. 7774 p. 7780 p. 7781 p. 7785 p. 7789 p. 7797 p. 7798 p. 7799 p. 7800 p. 7801 p. 7811 p. 7813 p. 7818 p. 7819 p. 7820 p. 7821 p. 7832 p. 7833 p. 7834 p. 7835 p. 7842 p. 7844 p. 7852 p. 7853 p. 7854 p. 7855 p. 7856 p. 7858 p. 7865

- Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels [n° 787 (2020-2021)] - (22 septembre 2021) - Discussion générale : p. 8217 p. 8220 p. 8229 - Article additionnel avant l'article 6 - Amendement n° 141 (Risques majeurs - Rôle de l'État et des communes en matière d'information des populations) : p. 8242 - Article 6 (Texte non modifié par la commission) (Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde) : p. 8243 p. 8244 - Article 8 (Texte non modifié par la commission) (Direction des opérations par le préfet en cas de crise exceptionnelle) : p. 8245 p. 8246 - Article 8 bis A (Correspondant incendie et secours) : p. 8247 - Article 8 bis B (nouveau) (Composition du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours) : p. 8247 - Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 32 rectifié (Schémas départementaux d'analyse et de couverture des risques (SDACR) - Diagnostic des risques émergents de feux de forêts) : p. 8248 - Article 10 (Recours aux services de déminage de l'État en vue de la dépollution pyrotechnique de terrains acquis auprès de celui-ci) : p. 8250 - Article 11 (Texte non modifié par la commission) (Communication aux agents chargés des demandes de secours et de la coordination de l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours de certaines données issues du système d'immatriculation des véhicules) : p. 8251 - Article 11 bis (Accès permanent aux parties communes des immeubles à usage d'habitation par les services de police et de gendarmerie ainsi que par les services d'incendie et de secours) : p. 8252 - Article 14 (Codification des dispositions relatives à la Conférence nationale des services d'incendie et de secours) : p. 8257

- Suite de la discussion (23 septembre 2021) - Article 18 bis (Texte non modifié par la commission) (Déconcentration des

actes de gestion des officiers de sapeurs-pompiers et transfert de l'organisation des concours et examens de sapeurs-pompiers professionnels) : p. 8267 p. 8268 - Article 19 (Rapport au Parlement sur la formation des officiers de sapeurs-pompiers, volontaires et professionnels) : p. 8269 - Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 64 rectifié bis (Enseignement scolaire - Sensibilisation à l'engagement de sapeur-pompier volontaire) : p. 8270 - Article 21 (Création d'une mention « Mort pour le service de la République » et reconnaissance de la qualité de pupille de la République aux enfants des personnes s'étant vues attribuer cette mention) : p. 8272 p. 8274 - Article 35 bis (Texte non modifié par la commission) (Modalités de contrôle des organismes habilités et des associations agréées de sécurité civile) : p. 8306 - Article 36 (Texte non modifié par la commission) (Élargissement des cas dans lesquels les services d'incendie et de secours pourront se constituer partie civile en cas d'incendie volontaire) : p. 8307 - Article 38 (Aggravation des peines d'outrage envers les sapeurs-pompiers) : p. 8308 - Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 95 (Interruption d'une intervention de sapeurs-pompiers en cas de graves dangers - Sécurisation juridique) : p. 8308 - Article 38 bis (nouveau) (Anonymat des témoins d'agressions de sapeurs-pompiers et marins-pompiers) : p. 8309 - Article 40 (Pérennisation et généralisation de l'expérimentation de l'usage des caméras mobiles par les services d'incendie et de secours) : p. 8310

- Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église - (13 octobre 2021) : p. 9075

- Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] - (13 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9092 p. 9096 p. 9097 p. 9098 - Article unique : p. 9101 p. 9103

- Rappel au règlement - (18 octobre 2021) : p. 9242

- Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure [n° 47 (2021-2022)] - (18 octobre 2021) - Discussion générale : p. 9245 p. 9246 p. 9252 p. 9253 p. 9256 - Article 6 (Création de la réserve opérationnelle de la police nationale) : p. 9265 - Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 14 (Déploiement des systèmes de reconnaissance faciale à des fins répressives destinés à l'identification - Instauration d'un moratoire) : p. 9267 - Article 7 (Vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue et de retenue douanière) : p. 9269 p. 9270 p. 9271 p. 9272 p. 9273 p. 9274 p. 9275 p. 9276 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 50 (Politique globale de réhabilitation des cellules de gardes à vue - Rapport au Parlement) : p. 9277 - Article 8 A (nouveau) (Intégration d'une réserve d'interprétation du Conseil constitutionnel dans le régime d'usage des caméras individuelles par les forces de sécurité intérieure et les policiers municipaux) : p. 9278 - Article 8 (Définition d'un régime d'utilisation des caméras aéroportées par les forces de l'ordre) : p. 9282 p. 9283 p. 9284 p. 9285 p. 9286 p. 9287 p. 9288 - Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 83 (Captation et fixation d'images à l'aide de drones dans les lieux publics lors des enquêtes pénales - Régime) : p. 9290 - Article 9 (Définition d'un régime d'utilisation des caméras embarquées par les forces de l'ordre) : p. 9292 p. 9293 p. 9294 p. 9295 - Article 17 (Extension des prérogatives des gardes particuliers assermentés à la constatation de certaines contraventions se rattachant à la sécurité et à la circulation routière) : p. 9299 - Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 4 rectifié (Gardes particuliers assermentés et gardes particuliers des bois et forêts - Harmonisation des pouvoirs) : p. 9299 p. 9300

- Suite de la discussion (19 octobre 2021) - Article 4 (précédemment réservé) (Dispositions réprimant spécifiquement les violences à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure) : p. 9357 p. 9358 - Article 20 (Diverses coordinations outre-mer) : p. 9371 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 9371 p. 9372

- Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-

pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels - Commission mixte paritaire [n° 36 (2021-2022)] - (26 octobre 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9541 p. 9544

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loup** - (27 octobre 2021) : p. 9618

- **Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire [n° 110 (2021-2022)]** - (28 octobre 2021) - **Discussion générale** : p. 9710 p. 9711 - **Article 1er A (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9741 p. 9743 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 29 rectifié** (*Covid 19 - Interdiction d'accès - Exclusion des lieux d'exercice de la démocratie*) : p. 9745 - **Article 1er B (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9748 - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 70** (*Évolution des statuts vaccinaux complets donnant droit au passe sanitaire - Débat et contrôle du Parlement*) : p. 9751 - **Article 1er C (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9753 - **Article 1er E (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9756 p. 9757 - **Article 1er F (nouveau)** (*Prérogatives accordées au Gouvernement pour faire face à l'épidémie de covid-19*) : p. 9758 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 78 rectifié, n° 61 rectifié bis, n° 63 rectifié, n° 24 rectifié, n° 56 rectifié bis, n° 62 rectifié et n° 34 rectifié** (*Covid 19 - Champ de l'obligation vaccinale - Exclusion des personnels des établissements d'accueil du jeune enfant non professionnel de santé - Abrogation de la suspension du contrat de travail des soignants non vaccinés*) : p. 9767 p. 9768 p. 9769

p. 9771 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9780 p. 9782

- **Communication relative à une commission mixte paritaire** - (2 novembre 2021) : p. 9812

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le confinement des personnes non vaccinées** - (17 novembre 2021) : p. 10640 p. 10641

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication inclusive dans les institutions européennes** - (1er décembre 2021) : p. 11428

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le passe sanitaire et la vaccination** - (15 décembre 2021) : p. 11860

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 321 rectifié bis, n° 199 et n° 385** (*Institution d'un conseil départemental des enfants et des jeunes confiés à la protection de l'enfance - Avis dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de protection*) : p. 11931

- **Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure - Commission mixte paritaire [n° 176 (2021-2022)]** - (16 décembre 2021) - **Discussion générale** : p. 12005 p. 12006 - **Article 3 (pour coordination)** (*Question subsidiaire obligatoire dans le délibéré de la juridiction criminelle en cas d'irresponsabilité pénale de l'auteur*) : p. 12023 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 12025 p. 12026 p. 12027

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des infrastructures le 4 mars 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? » du 18 juin 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les risques de mutilations génitales féminines et à responsabiliser les parents [n° 278 (2020-2021)] (18 janvier 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution relative à l'affectation des sénateurs dans les commissions et dans les délégations permanentes [n° 328 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de respecter les délais réglementaires de réponse aux questions écrites des Sénateurs [n° 460 (2020-2021)] (18 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une journée nationale de l'agriculture [n° 474 (2020-2021)] (23 mars 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 9 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à fusionner diverses autorités administratives indépendantes [n° 10 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant au développement de l'agrivoltaïsme en France [n° 30 (2021-2022)] (6 octobre 2021) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi instituant une Autorité de contrôle de l'identité numérique [n° 61 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 62 (2021-2022)] (14 octobre 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'universalité des allocations familiales [n° 181 (2021-2022)] (22 novembre 2021) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la taxe funéraire [n° 184 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'innovation en santé [n° 223 (2021-2022)] (25 novembre 2021) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la périurbanisation : quelles réponses de politique publique ? » - Audition.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le rôle et la responsabilité des maires dans la gestion actuelle de la pandémie de covid-19** - (19 janvier 2021) : p. 199 p. 200

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture brutale des frontières entre la Moselle et l'Allemagne** - (3 mars 2021) : p. 1432

- **Question orale sans débat sur la situation des travailleurs frontaliers de la Moselle** - (13 avril 2021) : p. 3096 p. 3097

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des travaux de rénovation de la voirie municipale** - (12 mai 2021) : p. 3731

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances [n° 587 (2020-2021)]** - (19 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4017

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la vente de données de santé des Français** - (26 mai 2021) : p. 4252

- **Question orale sans débat sur les autoroutes de Moselle et le transfert de compétences des autoroutes d'Alsace à la Collectivité européenne d'Alsace** - (20 juillet 2021) : p. 7362

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (28 septembre 2021) - **Article 1er** (*Procédure d'autorisation des enregistrements sonores ou audiovisuels des audiences et de leur diffusion pour un motif d'intérêt public*) : p. 8502

- **Question orale sans débat sur le retour des personnels communaux en autorisation spéciale d'absence** - (19 octobre 2021) : p. 9339 p. 9340

- **Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante [n° 55 (2021-2022)]** - (26 octobre 2021) - **Article 1er** (*Statut de l'entrepreneur individuel et dualité des patrimoines*) : p. 9562

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace [n° 128 (2021-2022)]** - (16 novembre 2021) - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2021-659 du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace et précisions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de cette taxe*) : p. 10603 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4** (*Région Grand Est - Transport routier de marchandises - Taxe*) : p. 10606 p. 10608

HINGRAY (Jean)
sénateur (Vosges)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 5 janvier 2021.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 5 janvier 2021.

Membre suppléant de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture le 1er février 2021.

Membre de la mission d'information sur la politique en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation de la jeunesse le 3 février 2021 ; puis président du 16 février 2021 au 23 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis secrétaire du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la pratique sportive durant le cursus scolaire et universitaire [n° 350 (2020-2021)] (9 février 2021) - **Éducation - Sports.**

Proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux [n° 385 (2020-2021)] (23 février 2021) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Famille.**

Proposition de loi visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 422 (2020-2021)] (3 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'endométriose [n° 485 (2020-2021)] (24 mars 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'habitat en zones de revitalisation rurale tout en protégeant l'activité agricole et l'environnement [n° 527 (2020-2021)] (12 avril 2021) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi sur l'extension de l'obligation vaccinale des professionnels de santé à la vaccination contre la covid-19 [n° 534 (2020-2021)] (14 avril 2021) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 422 (2020-2021)] visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré [n° 656 (2020-2021)] (2 juin 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter activement contre les déserts médicaux [n° 675 (2020-2021)] (8 juin 2021) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme [n° 701 (2020-2021)] (17 juin 2021) - **Société.**

Proposition de loi tendant à une meilleure représentativité des organisations professionnelles patronales [n° 769 (2020-2021)] (13 juillet 2021) - **Travail.**

Proposition de loi pour le droit à l'indemnisation intégrale du secteur des cafés-hôtels-restaurants, du tourisme et de l'événementiel [n° 791 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à une meilleure information dans la lutte contre les feux de forêt [n° 793 (2020-2021)] (22 juillet 2021) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de vente de douze sous-marins à l'Australie et ses conséquences sur les plans industriel et stratégique [n° 838 (2020-2021)] (20 septembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi établissant l'interdiction de fumer dans les zones exposées aux risques d'incendie [n° 850 (2020-2021)] (28 septembre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la lutte contre les incivilités [n° 8 (2021-2022)] (5 octobre 2021) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la prise en charge des personnes atteintes du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité [n° 99 (2021-2022)] (25 octobre 2021) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à autoriser la conclusion de contrats à durée indéterminée pour les assistants d'éducation [n° 129 (2021-2022)] (3 novembre 2021) - **Éducation - Travail.**

Proposition de loi renforçant le pouvoir des communes d'instituer une contribution spéciale en cas de dégradation d'un chemin rural [n° 182 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les modalités de désignation des conseillers communautaires [n° 183 (2021-2022)] (23 novembre 2021) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation [n° 234 (2021-2022)] (30 novembre 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité [n° 280 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les conditions du recensement de la population [n° 284 (2021-2022)] (9 décembre 2021) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers [n° 308 (2021-2022)] (16 décembre 2021) - **Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 février 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Mobilité sociale et reproduction des inégalités - Audition de Mme Émilie Raynaud, responsable de la division des études sociales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), MM. Clément Dherbécourt, chef de projets au département société et politiques sociales de France Stratégie, et Michael Förster, analyste au sein de la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du jeudi 4 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Inégalités scolaires - Audition de Mme Fabienne Rosenwald, directrice de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et de M. Éric Charbonnier, analyste à la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de représentants des organisations de jeunesse.

Réunion du jeudi 18 mars 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de M. Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire.

Réunion du jeudi 1er avril 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de M. François-Antoine Mariani, directeur général délégué à la politique de la ville et de Mme Simone Saillant, directrice des programmes « ruralités » et « montagne » à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 8 avril 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de M. Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Réunion du mardi 4 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de Mme Emmanuelle Pérès, directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, déléguée interministérielle à la jeunesse.

Réunion du mardi 11 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*) : Audition de Mme Bénédicte Legrand-Jung, adjointe au délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle, M. Stéphane Rémy, sous-directeur chargé des politiques de formation et du contrôle et Mme Cécile Charbaut,

adjoindre au sous-directeur en charge des parcours d'accès à l'emploi.

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de M. Louis Schweitzer, président du comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Réunion du mercredi 2 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant - Examen des amendements au texte de la commission.

(*mission d'information Égalité des chances*): Audition de MM. Yves Jégo, président d'honneur et fondateur de la certification Origine France Garantie, et Arnaud Montebourg, président de la société « Les équipes du made in France ».

Réunion du mercredi 30 juin 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Audition de Monsieur Jean-Louis Borloo, ancien ministre d'État.

Réunion du jeudi 23 septembre 2021 (*mission d'information Égalité des chances*): Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 27 octobre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 3 novembre 2021 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

HOULLEGATTE (Jean-Michel)
sénateur (Manche)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes le 3 juin 2021.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le fonctionnement des universités en temps covid et le malaise étudiant** - (10 février 2021) : p. 1028

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la haute fonction publique (I)** - (2 juin 2021) : p. 4453 p. 4454

- **Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant [n° 657 (2020-2021)]** - (10 juin 2021) - **Discussion générale** : p. 4696 - **Article 1er** (*Création d'un ticket restaurant étudiant*) : p. 4705

- **Question orale sans débat sur les conséquences des fermetures de classes ou d'écoles pour les communes** - (28 septembre 2021) : p. 8419 p. 8420

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'imbroglie des pneus neige** - (13 octobre 2021) : p. 9076

- **Question orale sans débat sur l'avenir des distributeurs automatiques de billets en zone rurale** - (30 novembre 2021) : p. 11324

- **Débat sur le thème : « Éducation, jeunesse : quelles politiques ? »** - (1er décembre 2021) : p. 11462

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le wokisme dans l'enseignement supérieur** - (15 décembre 2021) : p. 11864

- **Projet de loi relatif à la protection des enfants [n° 75 (2021-2022)]** - (15 décembre 2021) - **Article 13** (*Regroupement des instances nationales de protection de l'enfance*) : p. 11912 p. 11913 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 192 rectifié, n° 213 rectifié bis, n° 276 et n° 305 rectifié** (*Observatoire départemental de la protection de l'enfance - Mission de lutte contre l'affaiblissement du dispositif départemental*) : p. 11919

Membre de la mission d'information sur le thème : « Les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences » le 30 juin 2021 ; puis vice-président du 6 juillet 2021 au 29 septembre 2021.

Membre de la mission d'information sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ? » le 9 décembre 2021.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un meilleur accès des jeunes dans la fonction publique et les entreprises [n° 311 (2020-2021)] (28 janvier 2021) - **Entreprises - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique [n° 339 (2020-2021)] (3 février 2021) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, l'enseignement et l'engagement [n° 370 (2020-2021)] (17 février 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles [n° 426 (2020-2021)] (4 mars 2021) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 497 (2020-2021)] (30 mars 2021) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, juste socialement et soucieux du bien-être animal [n° 530 (2020-2021)] (13 avril 2021) - **Société.**

Proposition de loi pour l'encadrement des services publics de La Poste [n° 547 (2020-2021)] (30 avril 2021) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à refonder la politique de gestion et de protection des sites et sols pollués en France [n° 594 (2020-2021)] (17 mai 2021) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birmanie [n° 647 (2020-2021)] (28 mai 2021) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution, de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité [n° 737 (2020-2021)] (5 juillet 2021) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique [n° 790 (2020-2021)] (21 juillet 2021) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

Proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2 [n° 811 (2020-2021)] (31 août 2021) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la mise en place d'un Agenda rural européen [n° 839 (2020-2021)] (21 septembre 2021) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 837 (2020-2021)] visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 68 (2021-2022)] (20 octobre 2021) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une concentration dans les médias en France et d'évaluer l'impact de cette concentration dans une démocratie [n° 117 (2021-2022)] (27 octobre 2021) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2022 [n° 162 (2021-2022)] - **Cohésion des territoires [n° 167 tome 3 (2021-2022)]** (18 novembre 2021) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Panne des appels d'urgence : quels enseignements ? [n° 297 (2021-2022)] (15 décembre 2021) - **Police et sécurité - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 14 janvier 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, député, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, dans le cadre de sa mission d'évaluation de l'impact de la crise du covid-19 sur les finances locales.

Réunion du mercredi 27 janvier 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Présentation du rapport « Pollution plastique : une bombe à retardement ? » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 3 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel rôle pour l'hydrogène vert dans la transition écologique ? » - Audition de MM. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat, ministre de la transition écologique, Philippe Boucly, président de l'association France Hydrogène, et Jacques Treiner, président du comité des experts de The Shift Project.

Réunion du mercredi 10 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France.

Réunion du mardi 16 février 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Stratégie nationale portuaire - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du jeudi 18 février 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), dans le cadre des travaux sur la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Audition de M. Bertrand Faure, professeur de droit public à l'université de Nantes, sur l'évolution du droit applicable aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 3 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au plan.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Aménagement, égalité, cohésion des territoires : comment concilier métropolisation et développement territorial équilibré ? » - Audition de M. Denis Dessus, président du Conseil national de l'Ordre des architectes, Mme Valérie Jousseau, géographe, enseignante à l'université de Nantes, MM. Jacques Lévy, géographe, directeur de la chaire Intelligence spatiale à l'université polytechnique Hauts-de-France, et Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste.

Réunion du mercredi 17 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Quel bilan tirer pour l'attractivité des territoires concernés plus de dix ans après la réforme de la carte militaire ? » - Audition de Mme Line Bonmartel-Couloume, déléguée à l'accompagnement régional, du ministère des armées.

Réunion du mercredi 24 mars 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Laure de la Raudière, présidente de l'Autorité

de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mardi 6 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Jean-Christophe Niel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 7 avril 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de juristes.

Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1er de la Constitution et relatif à la préservation de l'environnement - Audition de scientifiques.

Réunion du mercredi 5 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du jeudi 6 mai 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de MM. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration (ENA), et Franck Périnet, directeur de l'Institut national des études territoriales (INET).

Réunion du mercredi 12 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le thème : « Réussir la transition écologique dans nos territoires : centralités, ruralités ».

Réunion du mercredi 26 mai 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Christophe Béchu, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf).

Réunion du jeudi 3 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde relative aux « Nouvelles technologies comme outils de lutte contre les déserts médicaux », en présence de M. Christophe Dietrich, maire de Laigneville (Oise), et de M. John Billard, maire de Le Favril (Eure-et-Loir).

Réunion du mercredi 9 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de M. Sébastien Moncorps, directeur du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 10 juin 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente, et M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Examen du rapport d'information sur la gouvernance des métropoles.

Réunion du jeudi 17 juin 2021 (*commission des affaires européennes*): Situation des pêcheurs français à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer, et M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mardi 22 juin 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et

renforcement de la résilience face à ses effets - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Réunion constitutive.

(*commission des lois*): Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Didier Vidal, administrateur interministériel des communications électroniques de défense.

Réunion du jeudi 8 juillet 2021 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de MM. Thierry Chopin, président, Michel Foucher, Jean-François Jamet et Mme Dominique Schnapper, membres du comité de réflexion et de propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Réunion du mardi 13 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de M. Pierre Buhler, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 21 juillet 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de Mme Gillian Bird, ambassadrice d'Australie en France.

Réunion du mercredi 1er septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de M. Guillaume Gellé, vice-président de la Conférence des présidents d'université, sur les influences étrangères dans le monde universitaire et académique français.

Réunion du jeudi 9 septembre 2021 (*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 29 septembre 2021 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Nouveau Pacte sur l'asile et la migration : communication et examen du rapport de MM. André Reichardt et Jean-Yves Leconte.

(*mission d'information Influences étatiques extra-européennes*): Examen du projet de rapport de la mission d'information.

Réunion du mardi 5 octobre 2021 (*commission des lois*): Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 6 octobre 2021 (*commission des lois*): Mission d'information sur la sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 7 octobre 2021 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances, fiscalité - Proposition de règlement relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques) dite Digital Markets Act - Examen du rapport de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mmes Florence Blatrix Contat et Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 20 octobre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition sur le bilan et les perspectives du Congrès de l'UICN.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France et proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 21 octobre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Joël Giraud, secrétaire d'État

auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 2 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France (deuxième lecture) - Examen des motions et amendements de séance au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse - Examen des motions et amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 novembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « Les élus aujourd'hui ».

Réunion du mercredi 10 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Accès aux services essentiels à la population et lutte contre la déprise commerciale en milieu rural » - Audition.

Projet de loi de finances pour 2022 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 16 novembre 2021 (*commission des finances*) : Projet de finances pour 2022 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 42 bis à 42 quater) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 17 novembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2022 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique des territoires de la mission « Économie » et de la mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 2 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les médias et la démocratie locale - Audition de Mme Katharina Zuegel, co-directrice du think tank « Décider ensemble ».

Les médias et la démocratie locale - Table ronde en présence de MM. François-Xavier Lefranc, rédacteur en chef du journal Ouest-France, et Luc Bronner, grand reporter au journal Le Monde.

Réunion du mercredi 8 décembre 2021 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, finances, fiscalité - Subventions étrangères dans le marché intérieur : communication et proposition de résolution européenne.

Numérique - Digital Services Act - Rapport, proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du jeudi 9 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur « la parité dans les exécutifs locaux ».

Réunion du mercredi 15 décembre 2021 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF.

Sécurité d'acheminement des communications d'urgence - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 décembre 2021 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la démocratie locale : « Comment les collectivités territoriales redynamisent-

elles l'engagement citoyen au niveau local ? », avec la participation de MM. Yvan Lubraneski, maire de Les Molières, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et président des Maires ruraux de France en Essonne, Hervé Charmalet, maire d'Orgeval, Éric Berdoati, maire de Saint-Cloud, représentants de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), et Gilles Mentré, co-fondateur de l'association Electis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France** [n° 243 (2020-2021)] - (12 janvier 2021) - **Discussion générale** : p. 41 - **Article 2** (*Conditionnement de l'obtention du titre d'ingénieur diplômé en informatique à la validation d'une attestation de compétences acquises en écoconception logicielle*) : p. 56 - **Article 3** (*Création d'un observatoire de recherche des impacts environnementaux du numérique*) : p. 58 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 45** (*Stratégie nationale bas carbone (SNBC) - Objectifs pour le numérique - Intégration*) : p. 62 - **Article 4** (*Prise en compte de l'impact environnemental du numérique dans le bilan RSE des entreprises*) : p. 63 - **Article 5** (*Crédit d'impôt à la numérisation durable des petites et moyennes entreprises*) : p. 64 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 57 rectifié** (*Marché des reconditionnés - Qualité et traçabilité du produit - Règles*) : p. 66 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 22** (*Biens réparés - Garantie générale de fonctionnement normal - Instauration*) : p. 68 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 18** (*Catégories 1 et 3 des équipements électroniques et électriques - Compteur d'usage visible - Mise en place*) : p. 69 - **Article 12** (*Objets spécifiques de recyclage, de réemploi et de réparation pour certaines catégories d'équipements numériques*) : p. 69 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 43** (*Consigne d'équipements numériques - Expérimentation territoriale - Mise en œuvre*) : p. 71 - **Article 13 A (nouveau)** (*Prise en compte des enjeux de durabilité des produits et de sobriété numérique par les schémas de promotion des achats publics responsables*) : p. 72 - **Article 14** (*Taux de TVA réduit sur la réparation de terminaux et l'acquisition de produits électriques et électroniques reconditionnés*) : p. 73 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 41 rectifié quater** (*Produits reconditionnés - Exclusion de l'obligation de rémunération pour copie privée*) : p. 75 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 20** (*Équipements radioélectriques mobiles - Norme de chargeur universel - Définition*) : p. 78 - **Article 15** (*Engagement des opérateurs à proposer des modalités de tarification des forfaits mobiles incitant les consommateurs à favoriser une connexion filaire ou par accès wifi à une connexion mobile*) : p. 81 - **Article 16** (*Obligation d'écoconception des services numériques*) : p. 82 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 38, n° 39 et n° 40** (*Publicité numérique et lumineuse dans l'espace public - Interdiction*) : p. 85 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 34, n° 52 rectifié bis et n° 53 rectifié bis** (*Offres de vidéos - Indice d'impact environnemental lié au stockage et au visionnage - Information du consommateur*) : p. 87 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Plateformes de vidéo à la demande - Proposition de vidéo basse consommation - Obligation*) : p. 89 - **Article 19** (*Interdiction de la lecture automatique des vidéos*) : p. 90 - **Article additionnel avant l'article 21 - Amendement n° 17** (*Centres de stockage des données - Utilisation des gaz frigorigènes - Interdiction*) : p. 91 - **Article 21** (*Souscription d'engagements environnementaux contraignants des opérateurs de centres de données auprès de l'Arcep*) : p. 92 - **Article 23 bis (nouveau)** (*Collecte de données environnementales par l'Arcep*) : p. 93 - **Article 24** (*Inscription de la préservation de l'environnement comme critère d'attribution des fréquences radioélectriques par l'Arcep*) : p. 93 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 9 rectifié** (*Administrations publiques - Gestion numérique responsable - Adoption*) : p. 95 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 36 rectifié**

(Secteurs de la mobilité, des télécoms, des voiries - Études d'impact environnement avant déploiement) : p. 96

- **Projet de loi relatif à la bioéthique - Deuxième lecture [n° 281 (2020-2021)]** - (2 février 2021) - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 624

- **Suite de la discussion** (3 février 2021) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 813

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information « Mobilités dans les espaces peu denses à l'horizon 2040 : un défi à relever aujourd'hui »** - (3 mars 2021) : p. 1480

- **Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)]** - (11 mars 2021) - **Discussion générale** : p. 1706

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides aux multi-commerces** - (17 mars 2021) : p. 1868 p. 1869

- **Proposition de loi relative à la sécurité globale [n° 410 (2020-2021)]** - (18 mars 2021) - **Article 28 bis** (Expérimentation autorisant certaines entreprises de transport à faire usage de caméras embarquées pour prévenir les accidents) : p. 2033

- **Débat sur l'avenir des entreprises assurant les liaisons trans-Manche** - (23 mars 2021) : p. 2107

- **Proposition de loi renforçant le suivi des condamnés terroristes sortant de détention [n° 573 (2020-2021)]** - (25 mai 2021) - **Discussion générale** : p. 4202

- **Débat sur le coût pour les collectivités territoriales de la crise sanitaire et économique** - (1er juin 2021) : p. 4394 p. 4395

- **Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets [n° 667 (2020-2021)]** - (14 juin 2021) - **Article 1er** (Information du consommateur sur l'empreinte environnementale des produits et services) : p. 4804 p. 4805 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 755 rectifié** (Textiles à base de microfibres plastiques - Information - Mention sur l'étiquette) : p. 4812

- **Suite de la discussion** (15 juin 2021) - **Article 4** (Interdiction de la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi) : p. 4847 p. 4852 - **Article 9** (Expérimentation du dispositif « Oui Pub ») : p. 4902 - **Article 12** (Consigne sur les emballages en verre, de manière à ce qu'ils soient réutilisables et lavables) : p. 4929 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 366 rectifié bis** (Lutte contre les réductions de la durée de vie des produits - Délit d'obsolescence prématurée - Création) : p. 4947 p. 4948 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1447** (Produits en dessous d'un seuil de durabilité - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 4949 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 799 et n° 1448** (Équipements électroniques et électriques en dessous d'un seuil de réparabilité - Mise sur le marché - Interdiction) : p. 4950

- **Suite de la discussion** (16 juin 2021) - **Article 14** (Cohérence de la stratégie nationale de recherche (SNR) avec la stratégie nationale bas carbone (SNBC)) : p. 4983 - **Article 15** (Obligation de prise en compte des considérations environnementales dans les marchés publics) : p. 4989 p. 4996 p. 5009 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 465** (Commande publique - Impact environnemental des panneaux photovoltaïques) : p. 5016 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 1630** (Déclaration de performance extra-financière des entreprises - Informations sur l'apport de leurs activités à l'atteinte des engagements de la France en faveur du climat) : p. 5036 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° 870 rectifié, n° 1977 rectifié et n° 1629**

(Grandes entreprises - Transformation de la déclaration de performance extra financière (DPEF) en une déclaration de performance intégrée (DPI)) : p. 5037 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 1513** (Transition écologique - Stratégie nationale concertée de programmation des emplois et des compétences) : p. 5039 - **Article 16** (Prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources (GPEC) et lors de l'information-consultation du CSE) : p. 5040 - **Article 16 bis** (Renforcement de l'information et de la formation des membres du CSE ainsi que du rôle de l'expert-comptable en matière environnementale) : p. 5049 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° 1517** (Enjeux environnementaux de l'entreprise - Formation obligatoire des élus du comité social et économique (CSE) et des délégués syndicaux) : p. 5050

- **Suite de la discussion** (17 juin 2021) - **Article 20** (Renforcement de l'encadrement des travaux miniers et de leur arrêt) : p. 5141 p. 5143 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 63 rectifié et n° 822** (Implantation des parcs éoliens - Accord explicite de l'ensemble des communes concernées) : p. 5196 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 860 rectifié** (Implantation d'éoliennes - Renforcement des prérogatives des communes) : p. 5198

- **Suite de la discussion** (18 juin 2021) - **Article 22 bis BA (nouveau)** (Interdiction des arrêts de réacteurs nucléaires en l'absence de capacités de production d'énergies renouvelables équivalentes) : p. 5227 p. 5234 - **Article 22 bis I (nouveau)** (Renforcement de certains objectifs en matière d'électricité et de gaz renouvelables) : p. 5249 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 133 rectifié et n° 2094 rectifié** (Éolien en mer - Capacités installées de production - Objectif d'attribution jusqu'en 2050) : p. 5253 - **Article additionnel après l'article 22 bis I - Amendements n° 90 rectifié bis, n° 134 rectifié, n° 720 rectifié bis et n° 1154 rectifié ter** (Énergies océaniques - Objectifs de l'État - Objectifs des régions - Objectifs de l'Union européenne - Alignement) : p. 5255 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 2150 rectifié** (Tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE) - Gestionnaire de réseau - Coût de raccordement - Prise en charge) : p. 5275 - **Article 25** (Objectif de fin de ventes des voitures neuves fortement émettrices de CO2 à l'horizon 2030 et de véhicules lourds utilisant majoritairement des énergies fossiles à l'horizon 2040) : p. 5294 - **Article additionnel après l'article 26 A - Amendements n° 167 rectifié, n° 476 rectifié et n° 1459 rectifié** (Taxe sur la masse en ordre de marche - Barème - Ajustement) : p. 5306

- **Suite de la discussion** (22 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 1721** (Développement des véhicules intermédiaires - Rapport au Parlement) : p. 5327 - **Article 26 ter** (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes publiques) : p. 5333 - **Article 26 quater** (Renforcement des obligations d'acquiescer des véhicules à faibles émissions lors du renouvellement des flottes des entreprises) : p. 5333 - **Article 26 septies** (Intégration des itinéraires relevant des schémas cyclables dans le plan de mobilité et prise en compte du plan de mobilité par le schéma de cohérence territoriale) : p. 5338 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 166 rectifié, n° 549 rectifié, n° 597 rectifié, n° 638 rectifié, n° 977 rectifié ter, n° 1725, n° 2009 rectifié, n° 1860 rectifié, n° 1966, n° 2273, n° 979 rectifié ter, n° 1150 rectifié bis, n° 639 rectifié, n° 978 rectifié ter, n° 1149 rectifié, n° 1549, n° 2010 rectifié et n° 725 rectifié bis** (Transition énergétique - Forfait « mobilités durables ») : p. 5368 p. 5370

- **Suite de la discussion** (23 juin 2021) - **Article 66 ter (priorité)** (Information du consommateur relative à la saisonnalité des fruits et légumes frais proposés à la vente) : p. 5547 - **Article additionnel après l'article 30 ter - Amendement n° 1594 rectifié** (Report modal vers les transports ferroviaires et fluvial - Clauses financières liées à des critères environnementaux) : p. 5550

- **Suite de la discussion** (24 juin 2021) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 635 rectifié, n° 1450**

rectifié, n° 1653 rectifié bis, n° 283 rectifié quater, n° 1723, n° 284 rectifié quater, n° 1724, n° 1464 rectifié bis et n° 1859 rectifié nonies (*Véhicules de transport de marchandises - Redevance additionnelle*) : p. 5598 - **Article 34** (*Composition et consultation du comité des partenaires des autorités organisatrices de la mobilité*) : p. 5616 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1654** (*Mobilités - Création de nouvelles gares d'interconnexion*) : p. 5623 - **Article 36** (*Interdiction des vols réguliers intérieurs en cas d'alternative en train d'une durée de moins de deux heures trente*) : p. 5634

- **Suite de la discussion** (25 juin 2021) - **Article 58 E (priorité)** (*Adaptation des règles d'urbanisme et d'occupation des sols dans les zones exposées au recul du trait de côte*) : p. 5782 - **Article 58 G (priorité)** (*Création d'un droit de préemption spécifique et prioritaire pour les biens exposés à l'érosion littorale*) : p. 5786 - **Article 71 ter (priorité)** (*Désignation d'un ou de plusieurs tribunaux spécialisés pour connaître des actions relatives au devoir de vigilance*) : p. 5845

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décision du Conseil d'État relative à l'action de l'État en faveur du climat (II)** - (7 juillet 2021) : p. 6524 p. 6525

- **Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale [n° 724 (2020-2021)]** - (19 juillet 2021) - **Article 60** (*Modification du régime du droit de préemption pour la préservation de la ressource en eau et des « obligations réelles environnementales »*) : p. 7295 - **Article 62** (*Clarification du régime de protection des allées et alignements d'arbres*) : p. 7299

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise des sous-marins (IV)** - (22 septembre 2021) : p. 8180

- **Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire [n° 835 (2020-2021)]** - (29 septembre 2021) - **Article 28** (*Discipline et déontologie de la profession d'avocat*) : p. 8639

- **Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Deuxième lecture [n° 69 (2021-2022)]** - (2 novembre 2021) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 70 (2021-2022)** : p. 9813

- **Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse [n° 70 (2021-2022)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 69 (2021-2022)** - (2 novembre 2021) - **Article 14 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Exonération des équipements numériques reconditionnés du paiement de la rémunération pour copie privée*) : p. 9829 - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en œuvre de pratiques d'écoconception des services numériques par les fournisseurs de services en ligne*) : p. 9832 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1** (*Amendement de coordination avec la transposition des directives (UE) 2019/770 et 2019/771*) : p. 9837

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat d'engagement jeune (II)** - (3 novembre 2021) : p. 9856 p. 9857

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2021** - (8 décembre 2021) : p. 11609

- ABBA (Bérangère), p. 1
 ALLIZARD (Pascal), p. 6
 ANGLARS (Jean-Claude), p. 8
 ANTISTE (Maurice), p. 11
 APOURCEAU-POLY (Cathy), p. 12
 ARNAUD (Jean-Michel), p. 17
 ARTANO (Stéphane), p. 20
 ARTIGALAS (Viviane), p. 24
 ASSASSI (Éliane), p. 27
 ASSOULINE (David), p. 33
 ATTAL (Gabriel), p. 37
 BABARY (Serge), p. 37
 BACCHI (Jérémy), p. 41
 BACCI (Jean), p. 43
 BACHELOT (Roselyne), p. 45
 BANSARD (Jean-Pierre), p. 47
 BARGETON (Julien), p. 47
 BAS (Philippe), p. 50
 BASCHER (Jérôme), p. 57
 BAZIN (Arnaud), p. 62
 BEAUNE (Clément), p. 66
 de BELENET (Arnaud), p. 67
 BELIN (Bruno), p. 68
 BELLUROT (Nadine), p. 71
 BELRHITI (Catherine), p. 73
 BENARROCHE (Guy), p. 75
 BENBASSA (Esther), p. 82
 BERTHET (Martine), p. 87
 BIGOT (Joël), p. 90
 BILHAC (Christian), p. 94
 BILLON (Annick), p. 98
 BLANC (Étienne), p. 104
 BLANC (Jean-Baptiste), p. 106
 BLANQUER (Jean-Michel), p. 110
 BLATRIX CONTAT (Florence), p. 112
 BOCQUET (Éric), p. 115
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 120
 BONHOMME (François), p. 122
 BONNEAU (François), p. 125
 BONNE (Bernard), p. 127
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 130
 BONNEFOY (Nicole), p. 134
 BONNUS (Michel), p. 136
 BORCHIO FONTIMP (Alexandra), p. 137
 BORÉ (Patrick), p. 139
 BORNE (Élisabeth), p. 140
 BOUAD (Denis), p. 141
 BOUCHET (Gilbert), p. 142
 BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline), p. 144
 BOULOUX (Yves), p. 147
 BOURGI (Hussein), p. 149
 BOURGUIGNON (Brigitte), p. 152
 BOURRAT (Toine), p. 156
 BOYER (Jean-Marc), p. 157
 BOYER (Valérie), p. 160
 BRIQUET (Isabelle), p. 164
 BRISSON (Max), p. 168
 BRULIN (Céline), p. 173
 BUFFET (François-Noël), p. 176
 BUIS (Bernard), p. 186
 BURGOA (Laurent), p. 188
 CABANEL (Henri), p. 193
 CADEC (Alain), p. 197
 CADIC (Olivier), p. 199
 CALVET (François), p. 201
 CAMBON (Christian), p. 202
 CANAYER (Agnès), p. 206
 CANÉVET (Michel), p. 211
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 218
 CAPUS (Emmanuel), p. 220
 CARDON (Rémi), p. 224
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 225
 CARLOTTI (Marie-Arlette), p. 226
 CARRÈRE (Maryse), p. 228
 CASTEX (Jean), p. 232
 CAZABONNE (Alain), p. 233
 CAZEBONNE (Samantha), p. 234
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 234
 CHAIZE (Patrick), p. 237
 CHANTREL (Yan), p. 240
 CHARON (Pierre), p. 241
 CHASSEING (Daniel), p. 242
 CHATILLON (Alain), p. 248
 CHAUVET (Patrick), p. 250
 CHAUVIN (Marie-Christine), p. 252
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 254
 de CIDRAC (Marta), p. 259
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 264
 CLUZEL (Sophie), p. 266
 COHEN (Laurence), p. 267
 CONCONNE (Catherine), p. 275
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 276
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 279
 COURTIAL (Édouard), p. 281
 COZIC (Thierry), p. 283
 CUKIERMAN (Cécile), p. 287
 CUYPERS (Pierre), p. 293
 DAGBERT (Michel), p. 297
 DALLIER (Philippe), p. 297
 DANTEC (Ronan), p. 300
 DARCOS (Laure), p. 304
 DARMANIN (Gérald), p. 309
 DARNAUD (Mathieu), p. 313
 DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 318
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 319
 DECOOL (Jean-Pierre), p. 322
 del PICCHIA (Robert), p. 325
 DELAHAYE (Vincent), p. 326
 DELATTRE (Nathalie), p. 328
 DELCROS (Bernard), p. 331
 DELMONT-KOROPOULIS (Annie), p. 335
 DEMAS (Patricia), p. 336
 DEMILLY (Stéphane), p. 339
 DENNEMONT (Michel), p. 341
 DENORMANDIE (Julien), p. 342
 DEROCHE (Catherine), p. 346
 DEROMEDI (Jacky), p. 354
 DESEYNE (Chantal), p. 356
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 359
 DEVÉSA (Brigitte), p. 360
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 361
 DI FOLCO (Catherine), p. 364
 DINDAR (Nassimah), p. 367
 DJEBBARI (Jean-Baptiste), p. 369
 DOINEAU (Élisabeth), p. 372
 DOMINATI (Philippe), p. 378
 DOSSUS (Thomas), p. 379
 DREXLER (Sabine), p. 381
 DUFFOURG (Alain), p. 384
 DUMAS (Catherine), p. 385
 DUMONT (Françoise), p. 387
 DUPLOMB (Laurent), p. 390
 DUPOND-MORETTI (Éric), p. 395
 DURAIN (Jérôme), p. 400
 DURANTON (Nicole), p. 403
 DUSSOPT (Olivier), p. 404

INDEX

ÉBLÉ (Vincent), p. 415
EL HAÏRY (Sarah), p. 417
ÉLIMAS (Nathalie), p. 418
ESPAGNAC (Frédérique), p. 419
ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 420
EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 426
EVRARD (Marie), p. 431
FAVREAU (Gilbert), p. 432
FÉRAT (Françoise), p. 434
FÉRAUD (Rémi), p. 437
FÉRET (Corinne), p. 440
FERNIQUE (Jacques), p. 441
FESNEAU (Marc), p. 446
FIALAIRE (Bernard), p. 446
FICHET (Jean-Luc), p. 450
FILLEUL (Martine), p. 452
FOLLIOU (Philippe), p. 456
FOURNIER (Bernard), p. 459
FOURNIER (Catherine), p. 461
FRASSA (Christophe-André), p. 462
FROGIER (Pierre), p. 464
GACQUERRE (Amel), p. 464
GARNIER (Laurence), p. 464
GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 466
GATEL (Françoise), p. 469
GATTOLIN (André), p. 478
GAY (Fabien), p. 482
GENET (Fabien), p. 487
GERBAUD (Frédérique), p. 489
GILLÉ (Hervé), p. 490
GIRARDIN (Annick), p. 493
GIRAUD (Joël), p. 494
GOLD (Éric), p. 495
GONTARD (Guillaume), p. 498
GOSELIN (Béatrice), p. 503
GOULET (Nathalie), p. 505
GOURAULT (Jacqueline), p. 510
GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 517
GRAND (Jean-Pierre), p. 518
GRÉAUME (Michelle), p. 520
GREGOIRE (Olivia), p. 524
GREMILLET (Daniel), p. 525
GRISET (Alain), p. 531
GROSPERRIN (Jacques), p. 532
GRUNY (Pascale), p. 535
GUENÉ (Charles), p. 540
GUERET (Daniel), p. 542
GUÉRINI (Jean-Noël), p. 544
GUERRIAU (Joël), p. 545
GUIDEZ (Jocelyne), p. 547
GUILLOTIN (Véronique), p. 551
GUIOL (André), p. 554
HAI (Nadia), p. 556
HARRIBEY (Laurence), p. 557
HASSANI (Abdallah), p. 560
HAVET (Nadège), p. 561
HAYE (Ludovic), p. 564
HENNO (Olivier), p. 566
HERVÉ (Loïc), p. 570
HERZOG (Christine), p. 576
HINGRAY (Jean), p. 577
HOULLEGATTE (Jean-Michel), p. 579

